

La relation entre le monde politique, les médias et la société civile dans la construction du discours de presse sur l'événement Stan (Octobre 2005, Chiapas, Mexique): de l'objet médiatique à l'instrument politique.

Julie Morales

▶ **To cite this version:**

Julie Morales. La relation entre le monde politique, les médias et la société civile dans la construction du discours de presse sur l'événement Stan (Octobre 2005, Chiapas, Mexique): de l'objet médiatique à l'instrument politique.. Histoire, Philosophie et Sociologie des sciences. Université Paris-Est, 2009. Français. NNT : . tel-00459830v1

HAL Id: tel-00459830

https://theses.hal.science/tel-00459830v1

Submitted on 25 Feb 2010 (v1), last revised 8 Apr 2011 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ PARIS-EST

CULTURES ET SOCIÉTÉS

Laboratoire LISAA (Littératures, Savoirs et Arts, EA 4120)

Thèse de Doctorat en vue de l'obtention du grade Docteur

Espagnol

JULIE MORALES

LA RELATION ENTRE LE MONDE POLITIQUE, LES MEDIAS ET LA SOCIETE CIVILE DANS LA CONSTRUCTION DU DISCOURS DE PRESSE SUR « L'EVENEMENT STAN »
(Octobre 2005, Mexique, Chiapas) :

De l'objet médiatique à l'instrument politique

Thèse dirigée par Nancy BERTHIER

Soutenue le 20 novembre 2009

Jury :

Marie-Claude CHAPUT (Professeur des universités de Paris X)
Perla PETRICH (Professeur des universités de Paris VIII)
Nathalie LUDEC (Maître de Conférence à l'université Paris VIII)
Nancy BERTHIER (Professeur des universités de Paris-Est)
Bernard SURUGUE (Directeur du secteur audiovisuel de l'Institut de Recherche et de Développement, réalisateur et professeur associé à Paris I)
Christian LERAY (Directeur de la société Québécoise Prism Medias)

REMERCIEMENTS

Je remercie ma directrice de thèse Nancy Berthier qui a été à la fois rassurante et encourageante tout au long de mon travail, mais aussi pour sa présence lors de la première projection de mon documentaire, sa confiance, son suivi et ses précieux conseils.

J'aimerais également témoigner ma reconnaissance envers Christian Leray qui m'a ouvert le chemin de l'analyse de contenu de presse Morin-Chartier et qui a répondu avec la plus grande attention à l'ensemble de mes questions.

Je remercie les membres de mon jury de thèse d'avoir accepté l'invitation et de l'intérêt porté à mes recherches.

J'adresse aussi de grands remerciements au journaliste Isaín Mandujano et à l'historien Sarelly Martínez Mendoza qui m'ont fourni un grand nombre d'informations essentielles pour ma thèse. En outre, merci à Fabrizio Mejía Madrid, Edgar Hernández, Ángeles Mariscal de m'avoir accordé ces interviews qui ont contribué à l'élaboration de mon discours.

Un grand merci aux sinistrés de Stan qui m'ont accordé leur confiance et leurs témoignages et une pensée pour les disparus de cette catastrophe. Merci aussi aux fonctionnaires qui ont accepté d'être interviewés et qui m'ont donné de précieuses informations : Valentina Davydova, José Manuel Escobar Castellanos, Erik Sánchez, Hermilo Bedrán Ruiz.

Je souhaiterais remercier sans retenue les personnes qui ont contribué grâce à leurs encouragements et à leurs aides à rendre possible ce travail : Assia Gana, Nataly Giraudon, Marjorie Madéo et ma mère.

Et enfin tous ceux qui ont posé une pierre contribuant à la construction de cet édifice : Laure Biguereau, Mélanie et Marie Florentino, Marie-Pierre Eugène, Ken Beirne, Caroline Erades, Emilie Delmaestro, Emilie Poinsot, Romain Laurent, Agnès Vernet, Maria Boisanté, Mathieu Regnault, Ludovic Zawislak.

Enfin merci à tous ceux qui m'ont encouragée dans ce travail et qui ont cru en moi.

Résumé en français

Le 4 octobre 2005, l'État du Chiapas (situé dans le sud-est du Mexique) a vécu l'un des plus grands désastres de son histoire. Aux origines de ce dernier se trouvent les conséquences de la dépression tropicale Stan ainsi que de multiples autres facteurs. Le dessein de notre thèse est de s'interroger sur la réalité sociale, politique, économique et environnementale que la presse écrite a bâtie et véhiculée à propos de cette catastrophe dite « naturelle ». Il nous est apparu essentiel d'étudier ce discours médiatique afin d'analyser la gestion du désastre par les différents niveaux de gouvernements mexicains, et la relation qu'ils entretiennent entre eux, sachant qu'*a fortiori*, c'est de cette représentation dont se nourrit la société civile. Notre démarche est de mettre au jour le système qui régit la relation entre le monde politique, la presse écrite et la société civile car nous considérons qu'il détermine la construction du discours de presse. Les médias sont donc des filtres qui constituent une réalité souvent considérée comme « La » réalité. Cependant, nous verrons qu'ils ne sont que des prismes à travers lesquels émerge un reflet de la sphère sociale et du monde politique ainsi que les interactions qui se créent à l'intérieur même de ce prisme. Nous avons choisi comme objet et instrument d'étude deux journaux de la ville de Mexico (*La Jornada* et *Crónica de Hoy*) et deux journaux de la région du Chiapas (*El Heraldo de Chiapas* et *Cuarto Poder*). La méthode d'analyse de contenu du discours de presse Morin-Chartier ainsi que notre investigation audiovisuelle sur le terrain nous ont permis à la fois de réaliser une étude quantitative et qualitative.

Mots Clés : Stan, Mexique, Chiapas, catastrophe naturelle, désastre, risques, vulnérabilités, analyse de contenu, analyse de discours de presse, méthode Morin-Chartier, la presse écrite, *La Jornada, Crónica de Hoy, El Heraldo de Chiapas, Cuarto Poder,* les médias mexicains, les médias chiapanèques, politique, économie, social.

Résumé en anglais

The relationship between the world of politics, the media and the general population determining the discourse in the written press covering « event Stan » (October 2005, Chiapas, Mexico) : From a media object to a political instrument.

On 4 October 2005 the state of Chiapas (situated in the south east of Mexico) experienced one of the biggest disasters in its history. This was caused by the tropical storm Stan as well as a number of other factors. The objective of this thesis is to investigate the social, political, economic and environmental reality constructed and portrayed by the press of this so-called 'natural' disaster. It seemed essential to study the discourse of the media in order to analyse how the disaster has been managed by different levels of the Mexican government, how they interact, knowing a fortiori, that this kind of media representation has a strong influence on the civil population. Our goal was to reveal the system which dictates the relationship between the world of politics, the press and the civilian population because we believe that it determines how discourse is constructed in the press. The media therefore acts as a filter that constructs a reality which is often considered as 'the' reality. However this thesis will show that the media is only a prism out of which emerges a reflection of the social sphere and the world of politics as well as the interactions which take place inside this prism. Two newspapers from Mexico city (La Jornada et Crónica de Hoy) and two regional newspapers from Chiapas (El Heraldo de Chiapas et Cuarto Poder) were chosen as focal points and study instruments. Using the Morin-Chartier analysis method of the content of the press discourse as well as our audiovisual investigation on the ground, we were able to carry out both a qualitative and quantitative study.

Key words : Stan, Mexico, Chiapas, natural catastrophe, disaster, risks, vulnerabilities, analysis of the content, analysis of the press discourse, the Morin-Chartier method, the written press, La Jornada, Crónica de Hoy, El Heraldo de Chiapas, Cuarto Poder, the Mexican media, the Chiapanec media, politics, economics, social.

SOMMAIRE

INTRODUCTION

PARTIE I : LA DEPRESSION TROPICALE STAN

CHAPITRE I : AU COEUR DU CYCLONE

CHAPITRE II : LA PREVENTION

CHAPITRE III : LES DOMMAGES

PARTIE II : LA GESTION DU DESASTRE

CHAPITRE I : LES MESURES D'URGENCES

CHAPITRE II : LES AFFAIRES TROUBLES

CHAPITRE III : LA POLITIQUE

PARTIE III : LA RECONSTRUCTION

CHAPITRE I : LA MISE EN PLACE DU PLAN

CHAPITRE II : L'ENVIRONNEMENT

CHAPITRE III : LES PROBLEMES DE SOCIETE

CONCLUSION

ANNEXES

TABLE DES MATIERES

*SIGLES

Liste alphabétique des sigles qui se trouvent dans le corps du texte et qui sont signalés par *

ABM (Asociación de Bancos de México) : Association des Banques Mexicaines
ADE (Atención Delitos Electorales) : Contrôle des Fraudes Electorales
AEC (Asociación mexicana de Exportadores de Café) : Association mexicaine des Exportateurs de Café
AMSS (Atención Médica de la Secretaría de Salud) : Surveillance Médicale du Ministère de la Santé
ANP (Aréas Naturales Protegidas) : Aires Naturelles Protégées
API (Atención a Pueblos Indios) : Aide aux Peuples Indiens
BID (Banco Interamericano de Desarrollo) : Banque Interaméricaine de Développement
CACD (Comisión de Agricultura de la Cámara de Diputados): Commission de l'Agriculture de la Chambre des Députés
CAIF (Cámara nacional de la Industria Forestal) : Chambre nationale de l'Industrie Forestière
CANACINTRA (Cámara Nacional de la Industría de la Transformación) : Chambre Nationale de l'Industrie de la Transformation
CANACO Servytur (Cámaras Nacionales de Comercio, Servicios y Turismo) : Chambres Nationales de Commerce, de Services et de Tourisme
CANADEVI (Cámara Nacional de Desarrollo de la Vivienda) : Chambre Nationale de Développement du Logement
CANATRAM (Cámara Nacional del Transporte Mexicano) : Chambre Nationale du Transport Mexicain
CANIRAC (Cámara Nacional de la Industria Restaurantera y Alimentos Condimentados) : Chambre Nationale de l'Industrie des Restaurateurs et des Condiments
CAP (Congreso Agrario Permanente) : Congrès Agraire Permanent
CARITAS : Organisation Caritative Catholique.
CATIE (Centro Agronómico Tropical de Investigación y Enseñanza) : Centre Agronomique Tropicale d'Investigation et d'Enseignement
CCC (Central Campesina Cardenista) : Centrale Agricole Cardeniste
CCE (Consejo Coordinador Empresarial) : Conseil de Coordination Patronal
CD (Convergencia Democrática) : Convergence Démocratique
CDHFBLC (Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de las Casas) : Centre des Droits de l'Homme Fray Bartolomé de las Casas
CEAS (Comisión Estatal de Agua y Saneamiento). : Commission de l'Etat pour l'Eau et l'assainissement
CEC (Comisión Estatal de Caminos) : Commission de l'Etat des Chemins
CENAPRED (Centro National de Prevención de Desastres) : Centre National de Prévention des Désastres

CEM (Centro de Estudios Migratorios) : Centre d'Etudes Migratoires
CFE (Comisión Federal de Electricidad) : Commission Fédérale d'Électricité
CFPC (Consejo de Fomento y Promoción del Café) : Conseil de Développement et de Promotion du Café
CHC (Comisión de Hacienda del Congreso) : Commission des Finances du Congrès
CIEPAC (Centro de Investigaciones Económicas y Politicas de Acción Comunitaria) : Centre d'Investigations Économiques et Politiques d'Action Communautaire
CIOAC (Central Independiente de Obreros Agrícolas y Campesinos) : Centrale Indépendante d'Ouvriers Agricoles et de Paysans
CLZFC (Comisión de límites y Zonas Fronterizas del Congreso) : Commission des Limites et Zones Frontalières du Congrès
CMIC (Cámara Mexicana de la Industria de la construcción) : Chambre Mexicaine de l'Industrie de la Construction
CNA (Comisión Nacional del Agua) : Commission Nationale de l'Eau
CNC (Confederación Nacional Campesina) : Confédération Nationale Paysanne
CNDPI (Comisión Nacional para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas) : Commission Nationale pour le Développement des Peuples Indiens
CNIF (Cámara Nacional de la Industria Forestal) : Chambre Nationale de l'Industrie Forestière
COAPATAP (Comité de Agua Potable y Alcantarillado de Tapachula) : Comité d'Eau Potable et des Egouts de Tapachula
COCOES (Comité de Construcción de Escuelas) : Comité de Construction des Écoles
CONACYT (Consejo Nacional de Ciencia y Tecnología) : Conseil National de Science et de Technologie
CONAFOR (Comisión Nacional Forestal) : Commission Nationale Forestière
CONAGO (Conferencia Nacional de Gobernadores) : Conférence Nationale des Gouverneurs
CONAGUA (Comisión Nacional de Agua) : Commission Nationale de l'Eau
CONANP (Comisión Nacional de Áreas Naturales Protegidas) : Commission Nationale des Aires Naturelles Protégées
CONATRAM (Confederación Nacional de Transportistas Mexicanos) : Confédération Nationale des Transporteurs Mexicains
CONDUSEF (Comisión Nacional para la Protección y Defensa de los Usuarios de Servicios Financieros) : Commission Nationale pour la Protection et la Défense des Usagers de Services Financiers
COPARMEX (Confederación Patronal de la Republica Mexicana) : Confédération Patronale de la République Mexicaine
CPTM (Consejo de Promoción Turística de México) : Conseil de Promotion Touristique de México
CRA (Comisión de Reforma Agraria) : Commission de Réforme Agraire
CS (Consejo de Seguridad) : Conseil de Sécurité
ECOSUR (El Colegio Frontera Sur) : Le Collège de la Frontière Sud
EPR (Ejército Popular Revolucionario) : Armée Populaire Révolutionnaires
EZLN (Ejército Zapatista de Liberación Nacional) : Armée Zapatiste de Libération Nationale
FAPRACC (Fondo para Atender a la Población Rural Afectada por Contingencias

Climatológicas) : Fonds pour Aider la Population Rurale Affectée par des Contingences Climatologiques
FAUCHI (Fauna Chiapaneca) : Faune Chiapanèque
FCAC (Facultad de Ciencias Agronómicas Campus V) : Faculté de Sciences Agronomiques Campus V
FEPADE (Fiscal Especial Para la Atención de Delitos Electorales) : Procureur Spécial pour le Contrôle des Délits Electoraux
FGE (Fiscalía General del Estado) : Ministère Public de l'État
FIAN (Foodfirst Information and Action Network) : Réseau d'Information et d'Action pour le Droit à l'Alimentation.
FIT (Feria Internacional de Tapachula) : Foire Internationale de Tapachula
FM (Foro Migración) : Forum Migration
FOBAPROA (Fondo Bancario de Protección del Ahorro) : Fonds Bancaire de Protection des Economies
FOFESSA (Fondo de Financiamiento para las Empresas de Solidaridad del Sector Artesanal) : Fonds de Financement Pour les Entreprises Solidaires du Secteur Artisanal
FONACOT (Fondo Nacional para el Consumo de los Trabajadores) : Fonds National pour la Consommation des Travailleurs
FONDEN (Fondo Nacional de Desastre Natural) : Fonds National de Désastre Naturel
FONHAPO (Fondo Nacional de Habitaciones Populares) : Fonds National pour les logements Populaires
FOVISSSTE (Fondo de la vivienda del ISSSTE) : Fonds pour le logement de l'ISSSTE
FZLN (Frente Zapatista de Liberación Nacional) : Front Zapatiste de Libération Nationale
IDH (Instituto de Desarrollo Humano) : Institut de Développement Humain.
IFE (Instituto Federal Electoral) : Institut Fédéral Electoral
IMSS (Instituto Mexicano de Seguro Social) : Institut Mexicain de Sécurité Sociale
IMTA (Instituto Mexicano de la Tecnología del Agua) : Institut Mexicain de la Technologie de l'Eau
INEGI (Instituto Nacional de Estadística y Geografía) : Institut National de Statistique et de Géographie
INSIVUMEH (Instituto Nacional de Sismología, Vulcanologia, Meteorología e Hidrología) : Institut National de Sismologie, Vulcanologie, Météorologie et Hydrologie
INFONAVIT (Instituto del Fondo Nacional de la Vivienda para los Trabajadores) : Institut du Fonds National du Logement pour les Travailleurs
INM (Instituto Nacional de Migración) : Institut National de Migration
INVI (Instituto de la Vivienda) : Institut pour le Logement
IPAB (Instituto para la Protección al Ahorro Bancario) : Institut pour la Protection des Economies Bancaires
ISSSTE (Instituto de Seguridad y Servicios Sociales de los Trabajadores del Estado) : Institut de la Securité et des Services Sociaux des Travailleurs de l'État
MSS (Movimiento Separatista del Soconusco) : Mouvement Séparatiste du Soconusco
NAFIN (Nacional Financiera) : Société Financière Nationale
OEM (Organización Editorial Mexicana) : Organisation Éditoriale Mexicaine
OIC (Organización Internacional del Café) : Organisation Internationale du Café
ONG (Organización No Gubernamental) : Organisation Non Gouvernementale

ONU (Organización de las Naciones Unidas) : Organisation des Nations Unies
OPEZ- ONPP (Histórica) (Organización Proletaria Emiliano Zapata [Histórica]- Organización Nacional del Poder Popular) : Organisation Prolétaire Emiliano Zapata- Organisation Nationale du Pouvoir Populaire [Historique]
OPM (Obras Públicas Municipales) : Travaux Publics Municipaux
PAN (Partido Acción nacional) : Parti Action Nationale
PASDCC (Partido Alternativa Social Demócrata y Campesina del Estado de Chiapas) : Parti Alternatif Social Démocrate et Paysan de l'État du Chiapas
PETE (Programa Empleo Temporal) : Programme d'Emploi Temporaire
PGR (Procuraduría General de la República) : Magistrature Générale de la République
PNA (Partido Nueva Alianza) : Parti Nouvelle Alliance
PNFM (Programa Nacional de Financiamiento al Microempresario) : Programme National de Financement au Micro Entrepreneur
PRD (Partido Revolucionario Democrático) : Parti Révolutionnaire Démocratique
PRI (Partido Revolucionario Institucional) : Parti Révolutionnaire Institutionnel
PROFECO (Procuraduría Federal del Consumidor) **:** Magistrature Fédérale du Consommateur
PT (Partido de los Trabajadores) : Parti des Travailleurs
PVEM (Partido Verde Ecologista de México) : Parti Vert Ecologiste Mexicain
RBET (Reserva Biosfera El Triunfo) : Réserve de la Biosphère *El Triunfo*
RNOCDH (Red Nacional de Organismos Civiles de Derechos humanos) : Réseau National des Organismes Civils de Droits Humains
SAGARPA (Secretaría de Agricultura, Ganadería, Desarrollo Rural, Pesca y Alimentación) : Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, du Développement Rural, de la Pêche et de l'Alimentation du Mexique
SAP (Sistema de Agua Potable) : Système d'Eau Potable
SCT (Secretaría de Comunicaciones y Transportes) : Ministère des Communications et des Transports
SDR (Secretaría de Desarrollo Rural) : Ministère du Développement Rural
SECTUR (Secretaría de Turismo) : Ministère du Tourisme
SEDESO (Secretaría de Desarrollo Social [Federal]) : Ministère du Développement Social [Fédéral]
SEDESOL (Secretaría de Desarrollo Social [Estatal]) : Ministère du Développement Social [État]
SEE (Servicio del Estado para el Empleo) : Service de l'État pour l'Emploi
SEP (Secretaría de Educación Pública) : Ministère de l'Éducation Publique
SEGIB (Secretaría General Iberoamericana) : Ministère Général IbéroAméricain
SEGOB (Secretaría de Gobierno) : Ministère du Gouvernement
SEMARNAT (Secretaría del Medio Ambiente y Recursos Naturales) : Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles
SEPESCA (Secretaría Pesca y Acuacultura) : Ministère de la Pêche et de l'aquaculture
SFAEC (Servicios Federales de Apoyo a la Educación) : Services Fédéraux d'Aide à l'Éducation
SHCP (Secretaría de Hacienda y Crédito Público) : Ministère des Finances et du Crédit Public
SIPAZ (Servicio Internacional para la paz) : Service International pour la Paix

SMAPA (Sistema Municipal de Agua Potable y Alcantarillado) : Système Municipal d'Eau Potable et de Tout-à-l'égout
SMN (Sistema Meteorológico Nacional) : Système Météorologique National
SNTE (Sindicato Nacional de los Trabajadores de la Educación) : Syndicat National des Travailleurs de l'Éducation
SNTSS (Sindicato Nacional de Trabajadores del Seguro Social) : Syndicat National des Travailleurs de la Sécurité Sociale
SRE (Secretaría de Relaciones Exteriores) : Ministère des Affaires Étrangères
SSA (Secretaría de Salud) : Ministère de la Santé
SSP (Secretaría de Seguridad Pública) : Ministère de la Sécurité Publique
UAM (Universidad Autónoma Metropolitana) : Université Autonome Métropolitaine
UNAM (Universidad Nacional Autonoma Metropolitana) : Université Nationale Autonome Métropolitaine
UNTA (Unión Nacional de Trabajadores Agrícolas) : Union Nationale des Travailleurs Agricoles
UNACH (Universidad Autónoma de Chiapas) : Université Autonome du Chiapas
UNICACH (Universidad de Ciencias y Artes de Chiapas) : Université de Sciences et des Arts du Chiapas
UPIC (Unión de Productores Independientes de Café) : Union des Producteurs Indépendants du Café
ZOOMAT (Zoológico Miguel Àlvarez del Toro) : Zoo Miguel Àlvarez del Toro

INTRODUCTION

Le 4 octobre 2005, l'État du Chiapas (situé dans le sud-est du Mexique) a vécu l'un des plus grands désastres de son histoire. Aux origines de ce dernier se trouvent les conséquences de la dépression tropicale[1] Stan ainsi que de multiples autres facteurs que nous exposerons. Le 1er octobre 2005 au sud-est de Cozumel Quintana Roo, se forme la perturbation qui est à l'origine de l'ouragan[2] Stan. Après trois jours d'intenses précipitations dues à cette dépression tropicale (et le passage des deux précédents cyclones[3], Rita et Norma), la crue des fleuves provoque un véritable cataclysme dans cinq régions du sud et sud-est du Mexique (Chiapas, Veracruz, Oaxaca, Hidalgo et Puebla), ainsi qu'au Guatemala et au Salvador. Le courant des fleuves emporte les maisons construites sur ses rives. L'infrastructure, routes et ponts, est détruite au point d'isoler totalement le Chiapas du reste du pays et les villes et villages entre eux. Après cet événement traumatique, l'aide est acheminée dans un véritable chaos. Ce drame a fait basculer le Chiapas en cette fin d'année 2005 dans une crise humanitaire.

En un tour de main, cet événement catastrophique devient un objet médiatique sur tout le territoire mexicain : à la une de la presse écrite, diffusé sur toutes les chaînes télévisées ainsi que sur les ondes des radios, Stan évince le reste de l'information. Au Chiapas, la couverture médiatique de cet événement a été très intense pendant toute cette fin d'année 2005 alors qu'au niveau national son écho s'est éteint beaucoup plus rapidement. Sa couverture médiatique internationale a été, quant à elle, presque inexistante en raison de la forte mobilisation pour d'autres phénomènes météorologiques également de grande ampleur (Katrina en Louisiane et à la Nouvelle-Orléans fin août 2005 et Wilma une dizaine de jours

1 Cf. Glossaire, P.474
2 Cf. Glossaire, P.474
3 Cf. Glossaire, P.474

après Stan, dans les États de Quintana Roo et du Yucatán). Stan est donc passé inaperçu aux yeux du reste du monde et le Chiapas davantage car le peu d'articles ayant abordé ce phénomène ont porté en grande majorité sur le Guatemala.

Selon Patrick Charaudeau : « L'information est essentiellement affaire de langage et le langage n'est pas transparent au monde, il présente sa propre opacité à travers laquelle se construisent une vision, un sens particulier du monde »[4]. Les médias sont donc des filtres à travers lesquels la société civile prend connaissance des actions de ses autorités et grâce auxquels ces dernières s'informent des réclamations de la population. Ces filtres constituent une réalité souvent considérée comme « la » réalité puisque les médias se targuent d'être "les représentants" de la société et semblent occuper aujourd'hui l'intégralité de l'Espace Public ("lieu" d'interaction entre la sphère politique et la sphère sociale). Cependant, nous verrons qu'ils ne sont que des prismes à travers lesquels émergent un reflet de la sphère sociale et du monde politique ainsi que les interactions qui se créent à l'intérieur même de ce prisme. Les médias occupent une place stratégique sur l'échiquier politique, social et économique, telle une plaque tournante dans un jeu d'interdépendance.

Nous considérons donc que la relation politique/medias/société civile ne peut s'établir sur le mode utopique de la neutralité et du désintéressement. Comment penser autre chose lorsque pour toucher leur public, les hommes politiques doivent d'abord toucher les journalistes ? Le temps et le budget des premiers sont consacrés à la séduction des seconds. Ainsi, pour convaincre leur électorat, les hommes politiques doivent d'abord convaincre les journalistes et se dotent de cabinets de communication, entre autres, afin de s'adresser à leur cible avec les mêmes codes de langage. Comment penser autrement lorsqu'un citoyen qui souhaite s'adresser à un homme politique, le fait en ayant inconsciemment en tête l'image médiatique de cet homme ? Comment penser différemment, enfin, puisque pour « vendre », les médias doivent captiver leur public et s'adapter à leur demande et à leur envie ? Effectivement, la partialité et les enjeux sont de mise. La société civile consomme une réalité construite de concert entre les médias et les hommes politiques.

4 CHARAUDEAU Patrick, *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours* [Texte imprimé], Bruxelles : De Boeck Université, 2005, 250p.,P.12.

Le dessein de notre thèse est de s'interroger sur la réalité sociale, politique, économique et environnementale que la presse écrite a bâtie et véhiculée à propos de cette catastrophe dite « naturelle ». Notre démarche est de mettre au jour le système qui régit la relation entre le monde politique, la presse écrite et la société civile car nous considérons qu'il détermine la construction du discours de presse (constituant une réalité) sur « l'événement Stan ». Il nous est apparu essentiel, entre autres, d'étudier ce discours médiatique afin d'analyser la gestion du désastre par les différents niveaux de gouvernements mexicains, et la relation qu'ils entretiennent entre eux, sachant qu'*a fortiori,* c'est de cette représentation que se nourrit la société civile.

Nous avons souhaité étudier « l'événement Stan » à travers la presse écrite et non pas à travers la télévision ou la radio car elle a l'avantage d'offrir un panel représentatif de points de vue en raison de la multitude de journalistes intervenant sur le sujet mais aussi de la variété des genres journalistiques permettant de traiter l'événement sous différentes approches. La presse nous donnait la possibilité d'étudier des reportages[5], des comptes-rendus[6] mais aussi des articles d'opinion, proches de la chronique[7], qui révèlent le point de vue subjectif du journaliste dont nous avons pu suivre la pensée sur le mois d'octobre 2005. L'idée de continuité était donc également intéressante et nous l'avons préférée à l'immédiateté de la télévision et de la radio dont les « flashs informatifs » accentuent « l'impression », et les images, « l'émotion ». Les journaux non dénués de ces caractéristiques sont cependant, en raison de leur forme (écrite), plus sujets à être jugés et critiqués puisqu'on peut les lire, les relire et éventuellement les comparer : la simultanéité et le suivi de l'information sont des facteurs qui nous ont poussée vers l'étude du discours de presse qui relève certes de « l'impression » mais aussi de « l'imprégnation ».

Lorsque nous avons entrepris nos recherches sur la presse mexicaine et chiapanèque, nous avons été confrontée dès le début à l'absence d'information sur la presse, l'absence de données actualisées, l'absence de chiffres ou leur manque de fiabilité. Grâce à la contribution de chercheurs et de journalistes mexicains, nous avons pu cerner les enjeux de la presse mexicaine et chiapanèque : Raul Trejo Delarbre[8] est professeur des Universités à

5 Cf. Glossaire, P.474
6 Cf. Glossaire, P.474
7 Cf. Glossaire, P.474
8 Cf. Biographie, P.470

l'Institut d'Investigations Sociales de l'Université Nationale Autonome de Mexico (UNAM*) spécialiste des médias mexicains ; Isaín Mandujano[9] est journaliste indépendant Chiapanèque et correspondant au Chiapas pour la revue *Proceso* ; Sarelly Martínez Mendoza[10] est un grand historien de la presse du Chiapas et professeur des Universités en sciences de l'Homme à l'université autonome du Chiapas ; Ángeles Mariscal[11] est correspondante au Chiapas pour le journal *La Jornada* ; Edgar Hernández Ramírez[12] est rédacteur en chef du journal *El Heraldo de Chiapas* ; enfin Fabrizio Mejía Madrid[13] est journaliste de la revue *Proceso* et également chroniqueur littéraire.

Celia del Palacio Montiel énonce de prime abord dans son article « La presse comme objet d'étude. Panorama actuel des manières de faire de l'histoire de la presse au Mexique » qu'il est important de ne pas confondre la « presse nationale » avec la « presse de la capitale ». Elle y dresse un bilan du type d'études réalisées sur l'histoire de la presse au Mexique et sur les grandes lacunes dans ce domaine : « Beaucoup de livres qui prétendent traiter de l'histoire de la presse du Mexique comme pays, ne traitent en réalité que de l'histoire de la presse de la ville de Mexico »[14]. De plus, Celia del Palacio Montiel a démontré que ces études prenaient souvent un objet d'analyse précis comme une localité, un journal, avec une époque définie (sur une dizaine d'années, parfois moins), ce qui ne facilite pas la connaissance globale de l'histoire de la presse. Il est nécessaire alors de rassembler, recouper et recomposer l'information lorsque l'on travaille sur ce sujet. C'est ce que nous avons pu constater lorsque nous avons voulu trouver des informations sur l'histoire des journaux afin de sélectionner notre corpus. À cela, nous ajouterons que tenter de rassembler le matériel nécessaire à une étude sur la presse relève d'une course épique, comme le signale également Celia Del Palacio Montiel :

9 Cf. Biographie, P.470
10 Cf. Biographie, P.470
11 Cf. Biographie, P.470
12 Cf. Biographie, P.470
13 Cf. Biographie, P.470
14 « Muchos libros que pretenden abarcar la historia de la prensa en México como país, en realidad hablan de la historia de la prensa en la ciudad de México », DEL PALACIO MONTIEL Celia, « La prensa como objeto de estudio. Panorama actual de las formas de hacer historia de la prensa en México », *Comunicación y sociedad*, [En ligne], Janvier-Juin 2006, n°005, [réf. du 20 août 2009], P.11-34, P.15, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=34600502

> En région, outre le manque de moyens pour la recherche, nous sommes confrontés au manque de matériels sur la presse, base fondamentale d'une investigation de ce type. La situation des archives, celle de l'État ou de la municipalité, est dans la majorité des cas dans un état lamentable, dû principalement au fait que peu de ces lieux bénéficient de ressources économiques.[15]

Selon le site officiel du gouvernement fédéral, la ville de Mexico compterait vingt-six journaux et l'État du Chiapas, environ le double, selon un recensement récent que Sarelly Martínez Mendoza[16] nous a gracieusement remis, et qu'il a réalisé avec l'aide de ses étudiants.

À Mexico, selon des données de 2002[17], le journal qui avait le plus grand nombre de lecteurs (443 300) était et est toujours *La Prensa* (fondé en 1929) ; il appartient à l'Organisation Editoriale Mexicaine (OEM*) qui est l'une des maisons éditoriales les plus grandes et puissantes du Mexique. Ce journal relève de la presse « people » et sensationnaliste. Les principaux journaux d'information générale qui ont une distribution nationale notoire sont *El Universal*, *Reforma*, *La Jornada*, *Milenio*, *El Sol de México*, *Novedades*, *El Heraldo de México* ; viennent ensuite *Excelsior*, *Crónica de Hoy*, *Unomasuno*, *El Día* ; puis les journaux économiques *El Financiero* et *El Economista. Esto* est le journal d'information sportive le plus vendu. Notons toutefois que c'est en général la direction des journaux elle-même qui émet les chiffres des tirages et du nombre de lecteurs et il n'est pas impossible qu'elle se plaise à les gonfler quelque peu.

Nous souhaitons également mentionner trois revues qui ont une place non négligeable dans la presse mexicaine. Tout d'abord, la revue hebdomadaire d'investigation politique *Proceso* créée par Julio Scherer en 1976, les revues mensuelles *El Cotidiano* et *Nexos*, la première portant exclusivement sur la politique nationale et la seconde traitant de

---

15 « En las regiones, además de la falta de apoyos para la investigación, encontramos la ausencia de los materiales hemerográficos, base fundamental de una investigación de este tipo. La situación de los archivos estatales y municipales en la mayor parte de los estados es lamentable, debido principalmente a que pocos lugares cuentan con los recursos económicos », DEL PALACIO MONTIEL Celia, « La prensa como objeto de estudio. Panorama actual de las formas de hacer historia de la prensa en México », *Comunicación y sociedad*, [En ligne], Janvier-Juin 2006, n°005, [réf. du 20 août 2009], P.11-34, P.15, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=34600502

16 MARTINEZ MENDOZA Sarelly, *Almacenamiento y clasificación de datos*, [Courrier électronique], Destinataire : Julie MORALES, 19 septembre 2008, Communication personnelle.

17 PEREZ ESPINO José, « Una radiografía de la prensa en la ciudad de México », *Almargen*, [En ligne], 2004, [réf. du 20 août 2009], Disponible sur : http://www.almargen.com.mx/news/imprime.php?IDNOTA=630

la société, de la science et de la littérature. Pour la constitution de notre corpus, nous avons choisi de nous en tenir aux quotidiens et non à la presse illustrée car ces revues n'ont pas ou peu représenté la catastrophe. Entre octobre et décembre 2005, *Proceso* n'a publié que deux articles sur « l'événement Stan » écrits par Isaín Mandujano (le 16 et le 30 octobre 2005) ; les revues *El Cotidiano* et *Nexos* n'en ont pas publié. Et pourtant, en octobre 2005, la revue *Nexos* s'intéressait à l'ouragan Katrina (Nouvelle-Orléans) et en novembre 2005, à l'ouragan Wilma (Yucatán-Quintana Roo) : le désintérêt pour l'ouragan Stan et la région du Chiapas est notoire.

Concernant la presse chiapanèque, d'un point de vue général, nous insistons à nouveau sur la difficulté de trouver des ouvrages sur son histoire : Sarelly Martínez Mendoza est le seul chercheur contemporain à écrire des livres sur ce thème. L'accessibilité aux journaux eux-mêmes est une véritable difficulté depuis la France. Cependant, les journaux chiapanèques se trouvent réunis pour la plupart au Centre Jaime Sabines à Tuxtla Gutiérrez, capitale du Chiapas. Il existe une cinquantaine de journaux de cet État pour environ quatre millions d'habitants. Les journaux les plus importants sur le plan du tirage et de la vente sont : *Diario del Sur, El Orbe, Noticias de Chiapas, Cuarto Poder, Diario de Chiapas, El Heraldo de Chiapas, El Sol de Chiapas, La Voz del sureste, Chiapas Hoy, Diario del Sur, El Sol del Soconusco.*

Comme le signale Raúl Trejo Delarbre[18], la presse écrite fut le précurseur de l'ouverture politique, toutes proportions gardées, qui apparaît aujourd'hui dans les autres médias. En effet, dans les années 90, la couverture médiatique des événements politiques a effectué un grand virage : une couverture plus éclectique (couvrant plusieurs partis politiques ou plusieurs hommes politiques) a remplacé la traditionnelle couverture unidirectionnelle qui dépendait uniquement du gouvernement en place. Si les journaux ont effectué ce changement, ce n'est pas, dit-il, grâce à une soudaine adhésion à la démocratie, mais plutôt parce qu'ils se sont rendu compte que cette « ouverture éditoriale » leur permettait de conserver leur audience. Selon Raúl Trejo Delarbre, la mentalité a donc

18 TREJO DELARBRE Raúl, « Medios : el nuevo poder real ante el Estado mexicano », [En ligne], In Alberto Aziz Nassif y Jorge Alonso Sanchez, *Sociedad civil y diversidad* [Texte imprimé], México : CIESAS y Miguel Angel Porrúa, 2005, [réf. du 22 août 2009], Tome III, p.141-166, Disponible sur : http://raultrejo.tripod.com/Mediosensayos/Elnuevopoderreal_libroCIESAS_2005.htmf

changé : auparavant il était rentable de se proclamer « soldat du PRI*» (Parti Révolutionnaire Institutionnel, au pouvoir pendant 70 ans) ; actuellement de meilleurs profits sont générés si on se déclare « démocratique » et qu'on ouvre sa couverture à plusieurs partis politiques. Le point de convergence entre ces deux mentalités n'a, quant à lui, pas changé, c'est l'intérêt financier. En effet, les partis politiques et la politique en général, plus que des sources d'informations, sont devenus pour les médias des clients importants. C'est pourquoi nous observerons, dans nos quatre journaux, les différents acteurs qui interviennent le plus souvent dans l'information afin de valider ou non les hypothèses suivantes : les hommes politiques sont-ils la principale source de l'information et le mode de financement des journaux a-t-il un impact sur la partialité du contenu ?

La capacité des partis politiques à acheter des espaces publicitaires et l'intérêt évident des entreprises de communication envers les subventions récoltées grâce à la publicité politique sont aujourd'hui des éléments essentiels dans la relation entre les médias et le monde politique. Par conséquent, les journalistes, en envisageant ces partis comme des clients potentiels, pourraient adoucir leurs critiques envers eux. Selon Raúl Trejo Delarbre[19], jusque dans les années 90, la subvention des journaux se faisait grâce à la publicité du gouvernement en place à travers la promotion d'institutions fédérales ou des États comme celles des différents ministères et à travers des bulletins officiels d'information annonçant la mise en place de programmes. Celle-ci représentait 80% des ressources du journal[20] lui permettant de vivre, le reste étant financé par la vente du journal, par les entreprises privées et par certains partis politiques.

Depuis le XXI^{e} siècle, la publicité gouvernementale représente 20 à 30% de la somme totale des subventions, le reste étant subventionné par les différents partis politiques et les entreprises privées. Les pourcentages ont donc changé et les influences également. Nous aurions pu penser que l'éclectisme du financement allait entraîner le journalisme

19 TREJO DELARBRE Raúl, « Medios : el nuevo poder real ante el Estado mexicano », [En ligne], In Alberto Aziz Nassif y Jorge Alonso Sanchez, *Sociedad civil y diversidad* [Texte imprimé], México : CIESAS y Miguel Angel Porrúa, 2005, [réf. du 22 août 2009], Tome III, p.141-166, Disponible sur : http://raultrejo.tripod.com/Mediosensayos/Elnuevopoderreal_libroCIESAS_2005.html

20 TREJO DELARBRE Raúl, « Medios : el nuevo poder real ante el Estado mexicano », [En ligne], In Alberto Aziz Nassif y Jorge Alonso Sanchez, *Sociedad civil y diversidad* [Texte imprimé], México : CIESAS y Miguel Angel Porrúa, 2005, [réf. du 22 août 2009], Tome III, p.141-166, Disponible sur : http://raultrejo.tripod.com/Mediosensayos/Elnuevopoderreal_libroCIESAS_2005.html

mexicain vers une plus grande variété de sujets et vers un choix plus vaste des intervenants (personnes qui témoignent). Les conséquences sont autres, les journaux ne s'en trouvent pas plus libres puisqu'ils sont alors sous le joug des partis politiques et pour certains sous celui des entreprises privées. Nous nous demanderons dans quelle mesure ce facteur influence l'information de nos journaux.

L'historien Sarelly Martínez Mendoza reprend une citation de Jesús Timoteo Álvarez concernant le contexte journalistique en Espagne et l'applique à la situation de la presse au Chiapas. Il considère la presse chiapanèque du XIXe siècle comme une presse pamphlétaire :

> C'est-à-dire un journalisme personnel, de partis politiques ou de groupes politiques […]. Les journaux étaient à la fois les organes d'expression d'un leader d'un groupe parlementaire, d'une idéologie tant bien que mal définie, d'intérêts, enfin de tout ce qui se concentre autour d'un groupe politique.[21]

Ce qui était valable au XIX^e^ siècle est, comme nous le démontrerons, toujours d'actualité au XXI^e^ siècle. Actuellement (2009), Sarelly Martínez Mendoza comme Isaín Mandujano ou Ángeles Mariscal s'accordent à dire qu'au Chiapas, il n'existe pas un journal qui n'ait d'accord publicitaire avec le gouvernement. Ce qui serait d'ailleurs la cause de l'inexistence quasi totale de critiques. Dans un courriel personnel, Sarelly Martínez Mendoza ajoute :

> Nous vivons une époque d'alarmante uniformisation des médias […] nous avons un gouvernement extrêmement néfaste, aucun d'entre eux [les journalistes] ne publie une seule critique.[22]

---

21 « es decir como un periodismo personal, de partido político o de grupo político […] Eran [Los diarios] al mismo tiempo organos de expresión de un líder de un grupo parlamentario, de una ideología mejor o peor definida, de unos intereses, de todo aquello, en fin que se concentra en torno a un grupo político », MARTINEZ MENDOZA Sarelly, *La prensa maniatada. El periodismo en Chiapas en 1827 a 1958* [Texte imprimé], México : Fundación Manuel buendía et Gobierno de Chiapas, 2004, 485p., P.71
Citation de TIMOTEO ALVAREZ Jesús, *Restauración y prensa de masas : los engranajes de un sistema, 1875-1883* [Texte imprimé], Pamplona : Universidad de Navarra, 1981, 395p., P.64-65.

22 « se vive un momento alarmante de uniformidad de los medios […] tenemos un gobierno tremendamente nefasto, ninguno de ellos [los periodistas] publica una sola crítica », MARTINEZ MENDOZA Sarelly, *Notas sobre el periodismo chiapaneco* [Courrier électronique], Destinataire : Julie MORALES, 29 août 2008, Communication personnelle.

Par conséquent, il est vraisemblable que le manque de financement peut entraîner une critique systématique envers les fonctionnaires et le gouvernement, alors qu'un financement quasi exclusif du gouvernement provoquerait des éloges inconditionnels vis-à-vis de celui-ci.

La presse vit non seulement de la publicité gouvernementale et de celle des partis politiques mais aussi de la publicité des entreprises privées. Presque toutes les quatrièmes de couverture (la place la plus chère du journal en publicité) sont financées par Carlos Slim Helú[23] (l'homme le plus riche du monde en 2008 selon une enquête du magazine *Fortune*, propriétaire entre autres de Telmex et de Telcel, réseaux de téléphonie). Le dernier mode de financement du journal résulte de la vente de ses exemplaires, ce qui constitue la plus infime partie de ses ressources.

L'impact du financement de la presse sur le contenu est donc un facteur essentiel à prendre en compte tout comme la scène politique sur laquelle « l'événement Stan » a fait son apparition. En octobre 2005, on était alors à neuf mois des élections présidentielles et de celles de l'État du Chiapas. Afin d'évaluer l'impact de ce facteur sur la couverture médiatique, nous avons donc décidé de faire une étude diachronique de l'événement et d'analyser sa représentation sur le mois d'octobre 2005 ainsi que sur le mois d'octobre 2006, quelques mois après les élections et date anniversaire de la catastrophe. Car s'il est vrai que ce désastre s'est converti en objet médiatique, nous verrons également qu'il s'est transformé en instrument politique. Nous porterons donc un intérêt tout particulier lors de cette analyse aux personnalités qui sont intervenues sur cette scène politique et médiatique.

Dans ce dessein, il est essentiel de présenter les personnages clés du monde politique mexicain et chiapanèque en 2005 ainsi que les principaux partis qui régissent la vie politique de cette nation et de cet État. En 2005, Vicente Fox Quesada dirige le pays depuis quatre ans. Membre du Parti Action Nationale (PAN*), son arrivée au pouvoir a marqué l'histoire du Mexique en mettant fin à 70 ans d'hégémonie du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI*). Son gouvernement (2001-2006) est donc considéré comme celui de l'alternance. Attendu avec une grande impatience, la désillusion a pourtant été presque aussi forte que l'espérance du

23 AGENCE FRANCE PRESSE, « Classement des hommes les plus riches du magazine *Fortune*. La fortune du Mexicain Carlos Slim Helú dépasse celle de Bill Gates », *Le devoir.com* [Site Internet], 8 août 2007, [réf. du 21 août 2009], Disponible sur : http://www.ledevoir.com/2007/08/08/152733.html

changement et comme nous le verrons, ce président a reçu de nombreuses critiques. Le parti politique de Vicente Fox Quesada, le PAN[24] se définit comme une doctrine (selon ses propres mots) basée sur une politique qui encourage la responsabilité sociale, la mondialisation, et l'humanisme économique.

Lors de son discours de prise de fonction, Vicente Fox Quesada a prôné les principes de tolérance, de respect des différences et de légalité, et a également déclaré : « En cette nouvelle époque d'exercice démocratique, le président propose et le Congrès dispose »[25]. Nous verrons qu'il avait alors ouvert la brèche au protagonisme outrecuidant des députés dans la vie politique. En outre, tout au long de son mandat, le PAN a été minoritaire dans les deux chambres du Congrès. Ces considérations nous éclairent sur l'enjeu de la place des députés sur la scène politique mais aussi médiatique. En effet, le pouvoir législatif s'est positionné comme contrepoids au pouvoir exécutif, ce que nous pourrons également vérifier dans l'information.

En 2005, Vicente Fox Quesada arrive en dernière année de son mandat. Les prochaines élections nationales ont lieu en juillet 2006 et les informations sur les différents prétendants à la présidentielle commencent déjà à rythmer l'actualité des médias. « L'événement Stan » a donc eu lieu moins d'un an avant les élections (présidentielles et de l'État) et nous nous interrogerons par conséquent sur la possible politisation de ce désastre. Afin de déceler l'éventualité d'un profit politique de Stan à des fins électorales, nous allons présenter les différents candidats pour être à même par la suite de les comparer aux personnalités surexposées dans notre corpus.

Manuel Andrés López Obrador, alors maire de la ville de Mexico et membre du Parti Révolutionnaire Démocratique était l'un des candidats aux élections nationales de 2006. Le PRD* est un parti progressiste dont les principes reposent sur une politique sociale, la laïcité et une économie de libre marché avec cependant une participation de l'État dans certains secteurs comme l'énergie et les communications[26]. Andrés Manuel López Obrador a formé pour ces élections une coalition électorale « Pour le bien de tous » (*Por el bien de todos*) avec

24 PAN, *Portal du PAN* [Site Internet] [réf. du 15 août 2009], Disponible sur : http://www.pan.org.mx/portal/reglamentos

25 « En esta nueva época de ejercicio democrático, el Presidente propone y el Congreso dispone », DELGADO DE CANTÚ GLORIA M., *Historia de México. Legado histórico y pasado reciente* [Texte imprimé], (2ème éd) Mexique : Pearson Educación, 2008, 615p., P.548

26 PRD, *Portal du PRD*, [Site Internet] [réf. du 15 août 2009], Disponible sur : http://www.pan.org.mx/portal/reglamentos

les membres du parti Convergence (*Convergencia*) et le Parti des Travailleurs (*Partido del Trabajo*). La tendance générale donnait un net avantage à cette coalition, ce qui a provoqué une tension chez les candidats du PAN* et a abouti à « la guerre des spots »[27].

Durant cette campagne présidentielle, les différents partis se sont affrontés avec une agressivité notoire, certains n'hésitant pas à recourir à la calomnie, sur un champ de bataille médiatique. Le candidat du PAN* était Felipe Calderón Hinojosa, actuel président de la République (2006-2012). Il a été accusé de fraude électorale et aurait remporté les élections avec une différence de 0,58% par rapport à Andrés Manuel López Obrador[28]. Roberto Madrazo Pintado, membre du Parti Révolutionnaire Institutionnel a, quant à lui, formé une coalition « l'Alliance pour le Mexique » (*Alianza por México*) avec le Parti Vert Écologique du Mexique (PVEM*). Les principes défendus par le PRI* sont ceux d'une politique démocratique libérale, de la justice sociale, de l'ordre juridique comme base de vie en commun, et de nationalisme[29]. Quant au PVEM*, c'est une organisation écologiste politique, ses principes fondamentaux sont fondés sur l'amour, la justice et la liberté[30]. Lors des élections de 2006, les Mexicains n'ont pas voté pour un parti politique mais davantage pour une personne, tout comme les Chiapanèques lors des élections gouvernementales de l'État du Chiapas (22 août 2006) et de manière encore plus évidente.

Au Chiapas, de l'été 2005 à l'été 2006, un jeu de passe-passe a eu lieu lors de la préparation des élections internes au sein des partis (avant celles de l'été 2006) et les ambitions personnelles l'ont emporté sur le désir de favoriser avant tout l'idéologie. Certains hommes politiques, n'ayant pas été élus comme candidat pour représenter leur parti politique aux élections gouvernementales de l'État du Chiapas, ont cherché à former des alliances politiques ou ont décidé de changer de parti (certains même sont passés d'un extrême à un autre) pour obtenir cette investiture. Nous verrons comment ce processus des élections de 2006 est représentatif de la politique au Chiapas. Dans cet État, le parti du président de la

27 DELGADO DE CANTÚ GLORIA M., *Historia de México. Legado histórico y pasado reciente* [Texte imprimé], (2ème éd) Mexique : Pearson Educación, 2008, 615p., P.563

28 DELGADO DE CANTÚ GLORIA M., *Historia de México. Legado histórico y pasado reciente* [Texte imprimé], (2ème éd) Mexique : Pearson Educación, 2008, 615p., P.548

29 PRI, *Portal du PRI* [Site Internet] [réf. du 15 août 2009], Disponible sur : http://www.pri.org.mx/priistastrabajando/pri/historia/Default.aspx

30 PVEM, *Portal du PVEM* [Site Internet] [réf. du 15 août 2009]. Disponible sur : http://www.pvem.org.mx/web/index.php?option=com_content&task=view&id=16

République, le PAN*, était alors représenté par Francisco Antonio Rojas Toledo candidat aux élections de 2006.

Au sein du PRI a eu lieu une véritable bataille entre José Antonio Aguilar Bodegas, le favori, et Juan José Sabines Guerrero (fils de l'ancien gouverneur du Chiapas Juan Sabines Gutiérrez et neveu du poète Jaime Sabines), maire priiste de Tuxtla Gutiérrez (la capitale). L'actuel gouverneur du Chiapas, Pablo Salazar Mendiguchía, aurait voulu imposer à sa succession Juan José Sabines Guerrero. Ce dernier, n'ayant pas été choisi pour être le candidat du PRI (qui a préféré Juan Antonio Aguilar Bodegas), a changé de parti grâce au soutien de Pablo Salazar Mendiguchía et s'est présenté comme le candidat de la coalition « Pour le Bien de Tous » (*Por el Bien de Todos*), représentée au niveau national par Andrés Manuel López Obrador et ayant les mêmes modalités (alliance entre le PRD*, le PT* et Convergencia*). On pourrait comparer le changement de parti de Juan José Sabines Guerrero à l'investiture d'un candidat de l'UMP* en vue de représenter une coalition entre le Parti Socialiste et Lutte Ouvrière. Juan Antonio Aguilar Bodegas a donc représenté la coalition « Alliance pour le Chiapas » (*Alianza por Chiapas*) qui est l'équivalent régional de « Alliance pour le Mexique » (alliance entre le PRI et le PVEM représentée par Roberto Madrazo). Le Parti Vert Écologique du Mexique était représenté au Chiapas par Manuel Velasco Coello. Le candidat du PRD, Emilio Zebadúa, prétendant lui aussi au gouvernement de l'État a également changé de parti et a formé le « Parti Nouvelle Alliance » (*Partido Nueva Alianza*). C'est finalement Juan José Sabines Guerrero qui, aidé par Pablo Salazar Mendiguchía accusé d'organiser une « élection d'État »[31], a été élu gouverneur du Chiapas en 2006.

Nous pouvons observer que ces hommes politiques sont les principaux protagonistes présents sur la scène médiatique de Stan en octobre 2005. Nous avons choisi pour cette étude de caractériser ces personnes par le parti dont ils étaient membres en 2005 et non pas par celui pour lequel ils se sont présentés en 2006. L'état de la scène politique et l'historique gouvernemental du Chiapas (un des États ayant eu le plus de gouvernements intérimaires) expliquent que les Chiapanèques ne votent plus pour un parti mais pour le programme d'une personne et aussi pourquoi la population prend position pour ou contre le gouvernement sans

31 EDITORIAL, «Elecciones en Chiapas », *El Universal* [En ligne], 21 août 2006, [réf. du 15 août 2009], Disponible sur : http://www.eluniversal.com.mx/editoriales/35226.html

porter d'intérêt à l'idéologie partisane. Il était essentiel de prendre connaissance du contexte politique du Mexique et de l'État du Chiapas pour analyser l'information des journaux que nous avons choisis avec toutes les cartes en main.

Pour constituer notre corpus, nous avons sélectionné quatre journaux que nous présenterons ci-après : *La Jornada, Crónica de Hoy, El Heraldo de Chiapas* et *Cuarto Poder.* Nous avons d'abord envisagé ces journaux comme « objet d'étude » considérant que les contextes de leur création (sociale, politique, économique), leurs histoires respectives ainsi que leurs modes de financement étaient des éléments constitutifs de leurs contenus. Puis, nous les avons considérés comme « instruments d'étude » estimant que leurs contenus nous permettraient de déceler le système contribuant à la construction d'une réalité sur « l'événement Stan ».

Nous avons choisi quatre journaux avec le souci d'équilibrer l'analyse. Deux journaux de la ville de Mexico : *La Jornada* et *Crónica de Hoy*, et deux journaux de l'État du Chiapas *El Heraldo de Chiapas* et *Cuarto Poder* afin de pouvoir étudier la relation bilatérale entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'État du Chiapas dans un contexte particulier, celui de la gestion d'un désastre. Stan allait donc t-il mettre au centre des intérêts politiques du pays cet État marginal, pauvre et historiquement conflictuel ou bien au contraire, la couverture médiatique allait-elle mettre en exergue le désintérêt endémique du gouvernement fédéral envers un Chiapas trop éloigné (à tous les niveaux) ?

Nous avons sélectionné ces journaux principalement sur trois critères : politique (leur tendance), économique (leur financement) et la rémanence de l'histoire de ces journaux dans la société. Nous avons donc choisi *La Jornada* pour la ville de México, pour son caractère socialement et politiquement engagé ainsi que pour sa relative autonomie qui provient de son mode de création et de financement, en comparaison avec celle des autres journaux. Ce journal a été fondé en 1984 par Carlos Payán, qui en est toujours le propriétaire. Depuis 1996, Carmen Lira Saade en est la directrice générale. *La Jornada* aurait 287 100 lecteurs par jour[32]. Sa circulation est évaluée à 90 000 exemplaires et son tirage à 100 094 exemplaires. L'originalité de ce journal réside dans le statut de ses

32 PEREZ ESPINO José, « Una radiografía de la prensa en la ciudad de México », *Al Margen* [en ligne], 1er août 2002, [réf. du 21 août 2009], Disponible sur: http://www.almargen.com.mx/news/imprime.php?IDNOTA=630

membres qui ne sont pas des entrepreneurs ; *La Jornada* n'est pas une entreprise mais une coopérative composée d'organisations sociales, d'activistes sociaux, d'intellectuels. Il a été fondé à partir d'actions que n'importe quelle personne pouvait acquérir. En ce sens, ce journal est bien une coopérative et cette constitution lui confère une certaine autonomie. Socialement, *La Jornada* est considéré comme le journal qui représente les couches de la société les plus défavorisées, celles qui ne seraient pas représentées dans les autres journaux. Politiquement, il s'est clairement positionné comme un journal de gauche, progressiste, dès la grève nationale de 1986. En 1988, *La Jornada* a soutenu le mouvement de Cuaúhtemoc Cárdenas (PRD*) puis à partir de 1994, il a obtenu les premières interviews avec le sous-commandant Marcos et s'est érigé en porte-parole du mouvement zapatiste.

D'après le témoignage d'Ángeles Mariscal[33], 60% du budget de *La Jornada* correspond à des subventions fournies par la publicité gouvernementale. Cependant, malgré ce financement, indispensable à la survie d'un journal, *La Jornada* est l'un des seuls journaux qui a pu conserver sa ligne éditoriale. Et ce, parce que le gouvernement et le journal se nécessitent mutuellement : le gouvernement souhaite que sa vision soit représentée d'une manière favorable dans ce journal à travers des bulletins d'informations. S'il n'obtient pas cette représentation, la seule manière d'y parvenir est d'acheter des espaces publicitaires. Comme le gouvernement subventionne en partie ce média, il aurait fait, à plusieurs reprises, du chantage à la direction et exprimé le souhait que certaines notes d'information ne soient pas publiées. Selon des propos d'Ángeles Mariscal[34], dernièrement, la directrice du journal aurait répondu à un fonctionnaire gouvernemental : « Ce que nous te vendons ce sont des lignes, pas la ligne éditoriale, si tu es intéressé, très bien et sinon… C'est toi qui vois »[35]. *La Jornada* cherche effectivement ce moyen de subsistance, mais sans ses conditions. Contrairement à d'autres journaux tels que *Cuarto Poder*, ce journal peut se permettre d'agir ainsi car il ne dépend pas exclusivement des subventions d'un seul gouvernement ou d'une seule institution.

---

33 MARISCAL Angeles, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Novembre 2008, Communication personnelle.

34 MARISCAL Angeles, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Novembre 2008, Communication personnelle.

35 « lo que te vendemos son líneas, pero no la línea editorial, si estás interesado, adelante, y si no, como veas », MARISCAL Angeles, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Novembre 2008, Communication personnelle.

Pour contrebalancer l'information de *La Jornada*, nous avons choisi pour la presse de México *Crónica de Hoy* dont la ligne éditoriale suit l'idéologie du Parti Révolutionnaire Institutionnel (parti politique au pouvoir pendant soixante-dix ans). Ce journal est lié à des « groupes de pouvoir » influents politiquement et économiquement comme : Elba Esther Gordillo, considérée comme l'une des femmes politiques les plus puissantes et importantes de son parti (PRI*), et du Mexique, également députée et sénatrice ; Jorge Kahwagi Macari, secrétaire général du Parti Nouvelle Alliance (*Partido Nueva Alianza*) très proche de Elba Esther Gordillo et vice président de *Crónica de Hoy* ; ou le Parti Vert Ecologiste du Mexique qui en 2005 s'est allié avec le PRI*. *Crónica de Hoy* est un journal récent qui a été fondé en 1996 par Pablo Hiriart, exilé chilien, ex-directeur de *El Nacional* et de l'agence de Presse Notimex. En 2007, Pablo Hiriart quitte *Crónica de Hoy* et rejoint l'équipe du journal *Excélsior.* Comme le déclare Fabrizio Mejías Madrid[36], il est de notoriété publique que l'homme qui était derrière Pablo Hiriart et qui a financé ce journal pour se défendre des attaques du président Ernesto Zedillo était l'ex-président priiste Carlos Salinas de Gortari. Cette version reste néanmoins officieuse. À sa création, ce journal a connu un grand succès : il était le pendant de *La Jornada*. C'est un journal anti Parti Révolutionnaire Démocratique qui a critiqué Cuaúhtemoc Cárdenas (fondateur du PRD) et en 2006 Manuel López Obrador (PRD*).

Crónica de Hoy s'adresse à l'élite économique et sociale du Mexique. De source non officielle et non confirmée (les informations sur son mode de financement étant réduites), il semblerait qu'il soit en majorité subventionné par son « groupe de pouvoir » priiste. Selon l'actuel directeur général Guillermo Ortega Ruiz, son tirage serait de 15 000 exemplaires par jour. Pour notre étude, il faudra par conséquent tenir compte de cette différence de tirages d'environ 1/10 (1 pour 10) entre *La Jornada* et *Crónica de Hoy*.

Cette dichotomie entre idéologie « priiste » et idéologie « progressiste » présente dans nos journaux à diffusion nationale n'existe pas dans la presse régionale. Au Chiapas, on parlera plutôt d'une presse « pro-gouvernementale » et d'une presse « anti-gouvernementale », le parti en place important peu. C'est un point de vue que nous argumenterons dans cette thèse.

36 MEJIAS MADRID Fabrizio, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Novembre 2008, Communication personnelle.

Les journaux chiapanèques que nous avons sélectionnés sont *Cuarto Poder* et *El Heraldo de Chiapas*. Ce dernier est un journal récent, créé le 30 avril 2004. Il est tiré à environ 9 000 exemplaires[37]. Comme il appartient au grand groupe OEM (Organisation Editoriale Mexicaine), propriété de Mario Vázquez Raña, il a été reçu avec beaucoup d'attente et d'espoir pour le renouvellement du genre journalistique au Chiapas. En effet, *El Heraldo de Chiapas* devait rassembler une équipe de reporters professionnels, varier les genres en intégrant des chroniques, des reportages et diversifier également les thèmes. Selon son rédacteur en chef Edgar Hernández[38], il s'est positionné de la sorte à son arrivée, mais les intérêts économiques auraient très vite déplacé le projet initial. Nous nous sommes intéressée à *El Heraldo de Chiapas* pour son projet journalistique qui était d'offrir une information plurielle, variée et qui n'était pas empreint de couleur politique lors de sa création. À un an et demi de son arrivée dans cet État, la couverture journalistique de l'ouragan Stan nous montrera un nouvel aspect de sa ligne éditoriale : il semblerait qu'il ait versé dans une information « pro-gouvernementale ». Quant à son financement, il semblerait aussi qu'il soit composé de subventions gouvernementales et de publicité privée.

Tous les journalistes à qui nous avons posé la question nous ont répondu que *Cuarto Poder* était le journal le plus lu de la région du Chiapas. Selon Sarelly Martínez Mendoza[39], il aurait un tirage de 7 000 exemplaires par jour et selon Edgar Hernández[40], ce dernier serait de 8000 à 10 000. Il a été fondé en 1987 par l'entrepreneur Jorge Toledo et fut présidé quelques années plus tard par Conrado de la Cruz Jiménez. Tout d'abord, il nous semblait essentiel d'étudier le journal le plus populaire mais aussi le plus pugnace envers son gouvernement. Pour comprendre l'offensive de ce journal envers le gouverneur du Chiapas en 2005, au moment de l'ouragan Stan, il est nécessaire de revenir quelques années en arrière et de présenter le contexte politique et médiatique. Jusqu'en 2000, année de l'arrivée au pouvoir de Pablo Salazar Mendiguchía, la presse chiapanèque était plutôt favorable au gouvernement. Isaín Mandujano témoigne :

---

37 HERNANDEZ Edgar, *Interview*, [Vidéo]. Destinataire : Julie MORALES, Novembre 2008, Communication personnelle.

38 HERNANDEZ Edgar, *Interview*, [Vidéo]. Destinataire : Julie MORALES, Novembre 2008, Communication personnelle.

39 MARTINEZ MENDOZA Sarelly, *Notas sobre el periodismo chiapaneco* [Courrier électronique], Destinataire : Julie MORALES. 29 août 2008, Communication personnelle.

40 HERNANDEZ Edgar, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Novembre 2008, Communication personnelle.

> L'exercice journalistique au Chiapas a toujours été de mèche avec le gouvernement au pouvoir, il a dansé au son émis par le gouvernement grâce au financement officiel.[41]

La relation entre le gouvernement et la presse était donc pervertie. Pablo Salazar Mendiguchía en 2000 a changé les règles du jeu et est tombé dans un autre extrême. D'un gouvernement qui surprotégeait la presse, le gouvernement de Pablo Salazar Mendiguchía a méprisé les médias locaux et les journalistes chiapanèques. Il a beaucoup investi dans les médias électroniques nationaux comme Televisa et TV Azteca, ainsi que dans la radio nationale mais il a exclu de ses financements la presse écrite et les télévisions locales. En 2000, *Cuarto Poder* a soutenu le candidat du PRI et non pas Pablo Salazar Mendiguchía. Lors de cette campagne électorale, le journal a publié un article révélant que Pablo Salazar Mendiguchía n'avait pas le diplôme qu'il prétendait (l'équivalent d'un master) et accusait le gouverneur de mentir. Pour justifier cette information, *Cuarto Poder* a publié le document officiel. Les représailles sont tombées lorsque Pablo Salazar Mendiguchía est arrivé au pouvoir : les subventions de la publicité ont été supprimées. Le gouverneur s'est justifié publiquement en arguant que la somme demandée par *Cuarto Poder* était l'équivalent de la somme nécessaire à la construction d'une école et qu'il préférait construire une école[42]. Cette histoire relève donc de règlements de comptes politiques.

La ligne éditoriale de *Cuarto Poder* a donc été menée contre le gouvernement de Pablo Salazar Mendiguchía, et ce dernier, en retour, a persécuté Conrado de la Cruz Jiménez, le directeur de *Cuarto Poder*, jusqu'à faire emprisonner son fils. C'est dans ce contexte politique que l'information sur l'ouragan Stan a été élaborée. Pour survivre face au manque à gagner de la publicité gouvernementale, le journal aurait été soutenu financièrement par des partis politiques tels que le PRI*, par la publicité du gouvernement fédéral ainsi que par la publicité privée. *Cuarto Poder* s'est auto-proclamé « indépendant », comme étant le seul journal non financé par le gouvernement de l'État mais en réalité, il n'était pas autonome car cette indépendance n'était pas volontaire mais bien subie.

---

41 « El ejercicio periodístico en Chiapas siempre había sido de la mano del poder en turno, ha estado bailando al son que le tocaba el gobierno a través del subsidio oficial », MANDUJANO Isaín, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Novembre 2008, Communication personnelle.

42 MARTINEZ MENDOZA Sarelly, *Notas sobre el periodismo chiapaneco* [Courrier électronique], Destinataire : Julie MORALES. 29 août 2008, Communication personnelle.

Cette contextualisation sur l'histoire et les tendances de nos journaux nous permet d'analyser leur contenu à partir de fondements précis. Ainsi, nous validerons ou non la thèse d'une presse à portée nationale qui se distingue par son idéologie, les groupes de pouvoir et les partis politiques qu'elle soutient ; et d'une presse régionale qui se distingue par son soutien ou son rejet vis-à-vis du gouvernement en place, la couleur important peu. Cette différence entre les Mexicains et les Chiapanèques ne mettrait-elle pas en exergue le fait que pour ces derniers, l'essentiel est que leurs besoins soient pris en compte. Dans un contexte où les Chiapanèques se trouvent à l'épicentre du désastre de Stan, c'est ce que nous pourrons également vérifier à travers cette analyse.

La richesse de ce sujet d'étude tient donc à sa pluridisciplinarité mais aussi à l'imbrication de ces différents domaines. C'est pourquoi les principes de la théorie systémique[43] se sont imposés avec évidence en tant que base théorique de notre étude. En effet, compte tenu de la pluridisciplinarité de ce sujet, le plan de cette thèse a été élaboré sur la base d'un système formé par des principes qui « sont enchevêtrés ; chacun d'entre eux renvoyant aux autres »[44]. Cet enchevêtrement ou « cette causalité circulaire » est non seulement applicable au désastre lui-même (tous les facteurs qui contribuent à ce désastre découlent les uns des autres) mais également et surtout à la relation monde politique/ presse écrite/ société civile (qui s'influencent mutuellement). Ainsi nous considérerons cette relation comme un système composé de ces trois sphères intrinsèquement liées, et dont la relation qui les unit, comme nous le démontrerons, aurait d'autres modalités si l'une venait à manquer. Ces trois sphères sont reliées comme les trois maillons d'une chaîne. Nous essaierons de mettre au jour les propres règles, implicitement établies, valeurs, modes de fonctionnement et limites de ce système qui possède même ses propres sciences : les sciences politiques, les sciences de l'information et de la communication et les sciences humaines et sociales. De plus, malgré ses contraintes et son incommodité, ce système reste figé et nous essaierons d'en connaître la raison.

---

43 MUCCHIELLI Alex, *Théorie systémique des communications : Principes et applications* [Texte imprimé], Paris : Armand Colin, 1999,160p., P.21

44 MUCCHIELLI Alex, *Théorie systémique des communications : Principes et applications* [Texte imprimé], Paris : Armand Colin, 1999,160p., P.21

Nous avons décidé d'utiliser, dans cette recherche, les deux types de démarches possibles en sciences humaines, considérant qu'elles sont complémentaires et que l'une sans l'autre ne saurait donner un résultat satisfaisant. La première est une démarche « positiviste » ou « hypothético-déductive ». Selon Alex Mucchielli[45], on parle souvent pour la définir, de méthodologies de recherches expérimentales ou quantitatives, c'est-à-dire qui permettent, selon une grille d'évaluation scientifique ou grâce à des logiciels de traitement de données, d'analyser le sujet de manière chiffrée et statistique. Dans ce dessein, nous avons adopté la méthode d'analyse de presse élaborée par Violette Naville Morin sur laquelle nous allons revenir ci-après. La seconde est une démarche « subjectiviste » ou « empirico inductive » qui est aussi appelée étude qualitative :

> Dans cette démarche, on ne part pas *a priori* d'une théorie, on part d'une "problématique", c'est-à-dire d'une question que l'on pose à un ensemble de phénomènes. On va d'abord recueillir de nombreuses données, les catégoriser, les ordonner [c'est là l'effort de recueillir de nombreuses données empiriques de la méthode]. Le chercheur va ensuite essayer de formuler un schéma de compréhension organisant la compréhension du fonctionnement global des phénomènes [c'est là l'effort d'induction de la méthode]. Dans cette manière de procéder, on dit que l'on est dans une approche de "découverte". En effet, on ne sait jamais sur quel schéma ou sur quelle quasi-théorie on va pouvoir déboucher. Le recueil des observations et des informations se fait toujours en "interprétations", c'est-à-dire en tenant compte constamment du sens que les différents acteurs donnent aux phénomènes. Par cette démarche inductive, le chercheur doit arriver à formuler une théorie partielle, puis, en renouvelant la démarche sur d'autres phénomènes, à formuler une théorie plus générale.[46]

Nous avons pu réaliser cette étude qualitative grâce à la lecture de la totalité de nos articles et au travail d'investigation audiovisuelle que nous avons mené en parallèle et qui a abouti à la réalisation d'un documentaire *Tierra Bajo Agua*[47]. Ce documentaire porte sur la lutte des sinistrés de l'ouragan Stan contre les injustices gouvernementales dans le plan de reconstruction. Nous sommes arrivée sur le terrain, à Tapachula (ville la plus affectée par le désastre) au début du mois de décembre 2005, et nous y sommes restée jusqu'à la mi-janvier

---

45 MUCCHIELLI Alex, *Théorie systémique des communications : Principes et applications* [Texte imprimé], Paris : Armand Colin, 1999,160p., P.12

46 MUCCHIELLI Alex, *Théorie systémique des communications : Principes et applications* [Texte imprimé], Paris : Armand Colin, 1999,160p., P.12

47 *Terre sous les eaux* [*Tierra Bajo Agua*] [Vidéo], MORALES Julie, Novembre 2007 [Réf. du 03 août 2009] Disponible sur : www.juliemorales.org

2006. Munie d'une petite caméra amateur, nous avons pu rentrer dans le dernier centre d'hébergement situé sur le terrain de la Feria Internationale de Tapachula (FIT*) alors même que son accès était interdit aux journalistes. En nous présentant comme « chercheur français » travaillant également pour l'Université Autonome Métropolitaine (UAM*) Iztapalapa de Mexico, nous avons pu recueillir des informations inédites. L'objectif était tout d'abord de prendre la température de la situation : observer les conditions de vie des sinistrés trois mois après la catastrophe, recueillir les témoignages de leurs peurs et de leurs incertitudes, déceler les problèmes et les conflits latents. Dans un second temps, nous sommes allée à la recherche des informations gouvernementales afin d'enquêter sur les mesures mises en place d'une part mais surtout pour enquêter plus largement sur le processus de gestion d'autre part : nous nous sommes intéressée à la manière dont ces actions ont été menées du point de vue social, en nous demandant ce qu'elles révélaient des rapports entre les hommes politiques et la société civile. Ainsi nous avons pu constater une méfiance réciproque dont nous expliciterons les raisons.

En février 2007, nous sommes retournée à Tapachula, avec le souci de mener l'enquête sur le long terme, afin d'évaluer les répercussions de ce drame humain au niveau psychologique, sociologique, économique et politique. C'est ainsi que nous avons continué notre travail de reportage en interviewant des sinistrés et des acteurs de la reconstruction. Nous nous sommes rendue compte que d'autres problèmes majeurs avaient éclos parallèlement à ces programmes de reconstruction. Enfin, en novembre 2008, de retour au Mexique pour rechercher le protagoniste du documentaire qui avait été enlevé, nous avons aussi interviewé des journalistes sur la situation politique, économique et sociale du Mexique et du Chiapas ; sur la question de la liberté de la presse et de la répression à l'encontre de ce corps de métier, et de la société civile en général ; sur la gestion gouvernementale du désastre. Ce recul sur la situation du Mexique et du Chiapas ainsi que sur le désastre de Stan nous a permis d'apporter un nouvel éclairage à notre analyse. Cette enquête sur le terrain est inestimable en termes de qualité d'investigation et de connaissance du sujet car nous avons pu accéder à des documents et à des témoignages essentiels qui n'auraient pas été à notre portée autrement.

La vidéo dans l'investigation en sciences humaines et sociales est un outil précieux. Nous étudions, dans cette thèse, le discours de la presse en partant du postulat que ce qu'il

véhicule est la construction d'une réalité, nous pouvons ajouter qu'il en est de même pour le discours audiovisuel : il capte des images, des émotions, des sensations, des scènes inattendues mais aussi des témoignages sensés ou non, cohérents ou non, et qui disent toujours des choses de cet instant. Le montage de ces scènes réelles a abouti à la réalisation du documentaire *Tierra Bajo Agua*, dont l'histoire (le discours) a été construite d'une certaine façon, et cette construction aurait été assurément différente si elle avait été architecturée par un autre regard. Finalement, ce qui constitue ce regard est essentiel ; et pour être recevable et légitime, il doit se baser sur une éthique, un professionnalisme et une rigueur journalistique (avec critiques et panel de points de vues). Le documentaire a été un cheminement dans notre investigation et dans notre pensée. Il figure à ce titre parmi les documents annexes de ce travail. En outre, ces cinquante-quatre minutes de film sont issues de plus de 35 heures de films ; d'enquêtes et de témoignages. Ces bandes, que nous avons retranscrites, nous ont servi de sources pour notre analyse qualitative.

Un autre avantage de l'utilisation de la caméra est celui de capter des scènes ou des sujets de conversation qui ne semblent pas importants sur le moment et auxquels nous ne prêtons pas plus d'attention mais qui se révèlent être, par la suite, des mines d'or. Nous n'avons pas été attentive à ces moments soit parce que nous avions un objectif en tête et que c'était uniquement celui-ci que nous poursuivions, laissant intellectuellement échapper le reste, soit parce que nous n'avions pas toutes les connaissances en notre possession pour comprendre alors l'enjeu du témoignage ou de la scène. Cependant, ce que notre mémoire n'a pas imprimé à cet instant, la caméra l'a enregistré. Notre mémoire sélective, sans caméra, n'aurait pu retenir ces informations, considérées comme secondaires à l'instant de la « capture ». Nous avons donc découvert, en visionnant les bandes quelques mois plus tard, des éléments nouveaux et emprunts d'une richesse que nous n'avions pas perçue jusque là. Alors que nous étions sûre d'intégrer certains chapitres dans le documentaire, nous en avons mis d'autres, captés sans conscience intentionnelle, mais qui révèlent après-coup que nous étions là au bon moment.

Pour réaliser notre étude quantitative visant à analyser le contenu du discours de presse, nous avons utilisé la méthode Morin-Chartier. Nous nous sommes basée sur trois

ouvrages, l'un issu des travaux de Violette Naville-Morin[48], sociologue et chef de travaux à l'École des Hautes Études en sciences sociales à Paris. Violette Naville-Morin a mis au point cette méthode d'analyse de contenu en 1969, basée sur le concept d'Unité d'Information (UI). L'auteur du deuxième ouvrage est Lise Chartier[49], chercheuse à la Chaire de relations publiques et communication marketing de l'université du Québec. Elle a développé pendant plus de vingt ans la méthode Morin dans le cadre du Réseau Caisse Chartier. Cependant, ces analyses n'abordaient alors que des contenus médiatiques. En 2001, cette méthode, baptisée Morin-Chartier, est revenue dans le cercle universitaire, en tant qu'objet et instrument d'étude du Laboratoire d'analyse de presse Caisse Chartier et a servi à analyser cette fois-ci tout type de source d'ordre communicationnel et non plus seulement médiatique. Christian Leray, codirecteur de ce Laboratoire d'analyse de presse Caisse Chartier, a écrit le dernier ouvrage en date sur le sujet : *L'analyse de contenu. De la Théorie à la pratique, la méthode Morin-Chartier*[50]. Ce livre est une approche méthodologique qui revisite et réactualise avec brio les travaux de Violette Naville-Morin et de Lise Chartier. Christian Leray, grâce à ses remarquables conseils personnalisés et sa disponibilité, nous a permis, même à distance, d'appréhender avec le plus de précision possible les rouages de cette méthode afin de mener à bien notre étude. De plus, il a gracieusement mis à notre disposition le logiciel CLIP (Compilation Logique de l'Information et de la Partialité), créé par son laboratoire, pour que nous puissions rentrer les données issues de notre codification d'articles.

Jean de Bonville définit l'analyse de contenu de la manière suivante :

> En tant que *technique*, l'analyse de contenu est une famille de procédés spécialisés servant à la collecte, à la description et au traitement des données. En tant que *technique de recherche*, elle aide à produire un savoir original, des connaissances nouvelles ; elle contribue à établir des faits, à élargir des perspectives ou à corriger des perceptions. Bref, elle sert à la découverte de réalités qui, autrement, resteraient cachées.[51]

48 NAVILLE-MORIN Violette, *L'écriture de presse* [Texte imprimé], Paris : Mouton, 1969, 157p.

49 CHARTIER Lise, *Mesurer l'insaisissable. Méthode d'analyse du discours de presse* [Texte imprimé], Québec : Presses de l'Université du Québec, 2003, 263p.

50 LERAY Christian, *L'analyse de contenu. De la Théorie à la pratique, la méthode Morin-Chartier* [Texte imprimé], Québec : Presses de l'Université du Québec, 2008, 180p.

51 DE BONVILLE Jean, *L'analyse de contenu des médias : De la problématique au traitement statistique* [Texte imprimé], Bruxelles : De Boeck université, 2000, 451 p., P.10

Selon Christian Leray, ce qui fait la force de la méthode Morin-Chartier, c'est la possibilité : « de concilier analyse quantitative et qualitative en réalisant un tri statistique des données recueillies dans un corpus et en permettant l'évaluation »[52]. Nous avons souhaité nous munir de cet outil pour évaluer, selon des critères scientifiques et selon une grille d'analyse validée, le contenu de nos articles. Cependant cette analyse de contenu, selon lui : « […] ne doit pas constituer une fin, mais un instrument de travail pour étayer une argumentation et dégager des conclusions »[53]. Contrairement aux travaux d'analyse de contenu du discours de presse de l'école américaine, qui se sont essentiellement basés sur le repérage des mots et la quantification des occurrences grâce à l'outil informatique, l'école française s'est attachée à la recherche du sens.

L'unité de mesure en quête du sens, dite Unité d'Information, est née des travaux et de la collaboration de chercheurs : « ces pionniers réunis autour de Georges Friedmann, Edgar Morin, Claude Brémond, Violette Morin et Roland Barthes mettent au point "l'analyse structurale du récit" […] »[54]. Cette unité est l'élément clé de la méthode et est définie dans le glossaire de l'ouvrage de Christian Leray comme :

> Unité de mesure servant à découper le contenu d'un document. Il s'agit d'une idée, d'un sujet ou d'un thème, qui est catégorisé puis évalué. La taille des unités d'information est variable : il peut s'agir d'un seul mot, d'un groupe de mots, d'une phrase, d'un paragraphe, voire très rarement, d'un document complet. Selon nos recherches basées sur des corpus de presse, un document issu des médias contient en moyenne 6,2 unités d'information.[55]

À chaque nouveau sens, on crée une nouvelle unité d'information. Grâce à cette méthode de codification, nous avons pu cerner les thèmes récurrents dans notre corpus, évaluer l'orientation (positive, négative, neutre) de chaque unité en ce qui concerne les articles d'opinion, puis compiler les unités d'information et interpréter les résultats. Grâce au

52 LERAY Christian, *L'analyse de contenu. De la Théorie à la pratique, la méthode Morin-Chartier* [Texte imprimé], Québec : Presses de l'Université du Québec, 2008, 180p., P.7

53 LERAY Christian, *L'analyse de contenu. De la Théorie à la pratique, la méthode Morin-Chartier* [Texte imprimé], Québec : Presses de l'Université du Québec, 2008, 180p., P.3

54 LERAY Christian, *L'analyse de contenu. De la Théorie à la pratique, la méthode Morin-Chartier* [Texte imprimé], Québec : Presses de l'Université du Québec, 2008, 180p., P.14

55 LERAY Christian, *L'analyse de contenu. De la Théorie à la pratique, la méthode Morin-Chartier* [Texte imprimé], Québec : Presses de l'Université du Québec, 2008, 180p., P.178

logiciel CLIP, nous avons pu produire des tableaux indiciels simples et croisés[56] émettant des statistiques pour nous permettre de réaliser une analyse qualitative fondée non seulement sur une grille d'analyse de base mais aussi sur des indices précis que nous définirons par la suite.

Notre problématique de base pour ce travail d'analyse de presse a été de nous interroger sur le rôle de la presse dans cet événement. S'est-elle posée en médiatrice en rendant compte de la situation, en analysant celle-ci, en informant la population et en permettant l'échange entre société civile et monde politique ? Ou s'est-elle posée en juge ou manipulatrice, en accusant et en politisant cette catastrophe dite « naturelle » ?

Nous avons décidé d'analyser la couverture médiatique de Stan en sélectionnant deux mois : comme nous l'avons dit précédemment, le mois d'octobre 2005 (moment de la catastrophe) et celui de sa date anniversaire octobre 2006. L'objectif étant de poser un regard diachronique sur le contenu de l'information et d'observer l'impact éventuel des élections présidentielles du 2 juillet 2006 pour succéder à Vicente Fox Quesada, et des élections de l'État du Chiapas du 22 août 2006 pour succéder à Pablo Salazar Mendiguchía. Le choix d'étudier ce sujet dans le temps devait nous permettre de savoir si « l'événement Stan » avait été politisé. Compte tenu de la quantité d'informations et du temps imparti pour réaliser ce travail, il nous était impossible de traiter cette couverture médiatique sur une année entière.

Nous avons donc opté pour l'analyse de ces deux mois dans leur globalité, selon deux études distinctes. L'une, nommée « étude d'opinion » qui porte sur les articles d'opinion que nous nous garderons d'appeler « Chroniques »[57] car les journalistes qui rédigent ces articles ne sont pas tous des spécialistes d'un domaine précis, à la différence d'un chroniqueur qui est une personne externe au journal ; ne représente pas forcément sa ligne éditoriale et est libre de publier dans d'autres journaux (il intéresse par son point de vue de spécialiste). Les journaux choisis ne fonctionnent pas selon ces critères. En effet, dans les articles d'opinion des journaux de notre corpus, les thèmes s'entremêlent et le point de vue des journalistes suit entièrement la ligne éditoriale du journal. L'autre, connue sous le nom d'« étude d'information générale », porte sur le reste des articles que nous avons

56 Cf. Annexe II, P.434
57 Cf. Glossaire, P.474

classés par type de document[58] : compte rendu, témoignage, reportage, synthèse[59], bulletin d'information, analyse[60], courrier, commentaire[61], enquête, éditorial[62], tribune libre[63].

L'« étude d'opinion » et l'«étude d'information générale » sont complémentaires. La première nous a permis d'avoir un regard plus détaillé sur le sujet, une position beaucoup plus subjective et expressive au niveau du discours. La seconde nous a permis d'obtenir des informations davantage factuelles sur la situation et d'évaluer les thèmes qui ont dominé dans l'information. Nous avons donc travaillé en parallèle sur ces deux études, chacune d'entre elles possédant ses propres résultats.

Une fois le corpus sélectionné, nous avons procédé à un « prétest », c'est-à-dire une lecture partielle des documents, afin d'élaborer notre grille d'analyse qui nous a permis de repérer par la suite les unités d'information. Cette grille d'analyse a été complétée et améliorée au fil des lectures et de l'analyse.

Nous avons donc classé les nombreux sujets qui apparaissent dans les articles (comme « Prévention », « Corruption », « Vulnérabilité sociale », etc.) en huit dossiers[64] : *Désastre*, *Reconstruction*, *Politique*, *Économie*, *Société*, *Environnement*, *Médias*, *Irrégularités*. Nous avons défini ces dossiers en accord avec notre problématique et nos hypothèses. Pour l' « étude d'opinion », nous avons numéroté chaque article du journal en question et noté le journaliste ainsi que la place de l'article dans le journal (une, section locale, section nationale, section politique, économique, fait divers). Pour chaque unité d'information numérotée, nous avons défini le ton et l'indice : favorable, défavorable ou neutre (+, -, 0). Enfin, nous avons défini le dossier et le sujet de cette unité d'information (tous deux préalablement déterminés par notre grille d'analyse).

Nous avons pris une liberté par rapport à la méthode Naville-Morin et nous avons intégré, pour notre étude d'opinion, une catégorie « acteur » qui ne figure pas dans la méthode. La catégorie existante dans la méthode Morin-Chartier est « intervenant » : elle préconise de ne prendre en compte que les personnes dont le discours est cité entre

58 Cf. Annexe II, *Rapport Étude d'information générale 2005, Rapport simple unité par Type de document*, P.439
59 Cf. Glossaire, P.474
60 Cf. Glossaire, P.474
61 Cf. Glossaire, P.474
62 Cf. Glossaire, P.474
63 Cf. Glossaire, P.474
64 Cf. Glossaire, P.474

guillemets. Or, la majorité de nos articles d'opinion ne relate pas les propos des « intervenants » en discours direct. En effet, les journalistes parlent des hommes politiques, par exemple, en critiquant directement leurs actions ou leurs discours. Comme ce sont des informations essentielles pour cerner la représentation de ces hommes politiques dans le discours médiatique, nous avons décidé de créer cette catégorie « acteur ». L'objectif était de quantifier le nombre de fois où l'on évoquait telle ou telle personne et de préciser de quelle manière on en parlait (indice positif, négatif ou neutre). Lorsqu'un sujet et un dossier étaient rattachés à une personne, l'évaluation positive, négative ou neutre se faisait toujours en rapport avec « l'acteur ». Nous nous sommes posée la question suivante : comment l'acteur est-il présenté dans cette unité ? L'est-il de manière positive, négative ou neutre ? Cet aspect de notre travail nous a donc permis de cerner l'image émise par la presse de Vicente Fox Quesada, Pablo Salazar Mendiguchía mais également de nombreuses autres personnalités.

Concernant l'« étude d'information générale », nous avons procédé de la même manière. Cependant, nous avons conservé la catégorie « intervenant » de la méthode Morin-Chartier, sachant que les articles d'information générale citent entre guillemets le discours de ces personnes. Contrairement aux articles d'opinion, nous n'avons pas évalué les unités (positive, négative ou neutre) à cause du nombre conséquent d'articles : cette évaluation est un travail de longue haleine qui n'était pas réalisable compte tenu du délai dont nous disposions et de l'importance du corpus. Nous avons donc préféré privilégier l'évaluation des articles d'opinion, à notre sens plus pertinents et plus riches en information. Pour les articles d'information générale, nous avons donc répertorié les dossiers, les sujets, les intervenants, la place du texte, le genre de l'article et la date. L'intérêt de l'« étude d'information générale » étant de faire apparaître les thèmes dominants dans cette couverture médiatique. Elle est donc à considérer comme un « plus » : le ton du journal et la tendance éditoriale étant davantage donnés par l'étude des articles d'opinion.

Pour ces quatre journaux, nous avons analysé 1 185 articles. La différence entre la couverture nationale de l'ouragan Stan et la couverture régionale est astronomique. *Crónica de Hoy* compte 47 articles et *La Jornada* 178 soit un total de 225 articles alors que *Cuarto Poder* compte 512 et *El Heraldo de Chiapas* 448 soit un total de 960 articles. La couverture du District Fédéral représente moins d'un cinquième de la couverture globale de nos quatre

journaux (nationale et de l'État du Chiapas).

Pour réaliser l'analyse qualitative et pouvoir interpréter la codification des articles, nous avons utilisé les données des tableaux indiciels simples et croisés créés par le logiciel CLIP. Les quatre indices essentiels qui se dégagent de ces données et qui sont les fondements de la méthode Morin-Chartier seront nos supports d'interprétation. Tout d'abord la fréquence : « Cet indice représente la place occupée par un sujet, un dossier ou tout autre catégorie par rapport aux autres et à l'ensemble des unités d'information d'un corpus »[65]. Par exemple, grâce à la codification des unités d'information, nous avons renseigné le sujet « Prévention » (qui est un des sujets du dossier *Désastre*) à chaque fois qu'il apparaissait, et ce, pour chaque journal. Ainsi l'indice de fréquence nous permet de connaître en pourcentage le nombre de fois où le journal a évoqué le sujet « Prévention ». Nous pouvons, à partir de ce chiffre, comparer les données entre journaux et interpréter les résultats en nous interrogeant par exemple sur leurs différences.

Le deuxième indice est la partialité qui « mesure la quantité d'unités orientées (les unités positives et négatives) par rapport à l'ensemble des unités (positives, négatives et neutres) ». Le taux de partialité « constitue un révélateur de la neutralité du corpus »[66]. Selon Christian Leray, un taux de partialité de 30% signifie que 70% du corpus est neutre et il permet donc de « mesurer la passion avec laquelle les médias ont traité d'un sujet »[67]. Cet indice ne nous sera utile que pour les articles d'opinion, sachant que nous n'avons pas évalué les articles de l'étude d'information générale. Il renseigne sur la tendance générale du journal par code (dossier, sujet, acteur et journaliste). Nous pourrons ainsi indiquer le taux favorable ou défavorable d'un contenu véhiculé. Le taux moyen de partialité de la presse évalué par le Laboratoire Caisse Chartier est de 40%, un taux supérieur indiquerait : « l'intérêt manifeste des médias à l'égard du sujet ou de l'événement étudié »[68].

Le troisième indice est celui de l'orientation. Il « précise en pourcentage l'orientation dominante, positive ou négative, d'un corpus ou d'un code par rapport à

65 CHARTIER Lise, *Mesurer l'insaisissable. Méthode d'analyse du discours de presse* [Texte imprimé], Québec : Presses de l'Université du Québec, 2003, 263p., P.107

66 LERAY Christian, *L'analyse de contenu. De la Théorie à la pratique, la méthode Morin-Chartier* [Texte imprimé], Québec : Presses de l'Université du Québec, 2008, 180p., P.128

67 LERAY Christian, *L'analyse de contenu. De la Théorie à la pratique, la méthode Morin-Chartier* [Texte imprimé], Québec : Presses de l'Université du Québec, 2008, 180p., P.128

68 LERAY Christian, *L'analyse de contenu. De la Théorie à la pratique, la méthode Morin-Chartier* [Texte imprimé], Québec : Presses de l'Université du Québec, 2008, 180p., P.129

l'ensemble des unités d'information contenues dans un corpus incluant les unités neutres »[69]. L'application de cette formule à chaque code (exemple : pour le sujet « Prévention »), nous permet de mesurer « l'indice de favorabilité » qui va de 100% (favorable) à -100% (défavorable) et de déterminer par conséquent si l'information véhiculée sur la prévention (dans notre exemple) est positive, négative ou neutre. Pour obtenir le taux d'orientation, on soustrait la somme des unités positives à la somme des unités négatives (ou vis versa) et on divise le résultat par le total des unités du corpus (incluant les neutres) alors que pour le taux de partialité on additionne les unités orientées (les plus et les moins) que l'on divise par le total des unités du corpus.

Et pour terminer, la tendance-impact, est : « Un indice général qui chiffre l'orientation dominante (en + ou -) de l'ensemble des unités d'information orientées »[70]. Ce qui le différencie de l'indice de partialité est qu'il exclut les unités neutres. Selon la méthode Morin-Chartier, au-delà de 25+ ou 25- il est possible de dire que la couverture est très favorable ou à l'inverse très défavorable. Mais nous ne nous servirons pas de cette donnée dans notre étude.

Nous mettrons donc en parallèle l'interprétation de ces résultats avec le contexte médiatique, économique, social et politique du pays et de l'État du Chiapas, puis nous confronterons cette vision aux témoignages que nous avons réalisés sur le terrain. Nous aurons par conséquent deux points de vue : celui issu de l'analyse de presse et celui issu de notre travail d'investigation audiovisuelle.

Cette étude nous permettra, par conséquent, d'analyser l'image donnée par la presse mexicaine de sa politique gouvernementale dans la gestion du désastre et de cerner les relations bilatérales entre gouvernement fédéral et gouvernement du Chiapas. Cela nous servira également à confronter la presse chiapanèque à la presse de la ville de Mexico afin de déterminer les principaux vecteurs qui lient ou, au contraire, divisent ces deux États. Sachant, par ailleurs, que la liberté de la presse est l'un des baromètres d'une démocratie, nous prendrons la température de la démocratie au Mexique.

---

69 LERAY Christian, *L'analyse de contenu. De la Théorie à la pratique, la méthode Morin-Chartier* [Texte imprimé], Québec : Presses de l'Université du Québec, 2008, 180p., P.176

70 Glossaire, P.474

Nous allons aborder l'étude de ce sujet de manière chronologique et systémique (les chapitres se référant les uns aux autres). Nos trois parties reprennent trois temps forts de cette catastrophe : la première s'attache au phénomène de la dépression tropicale Stan les premiers jours d'octobre 2005, la deuxième aborde la gestion du désastre dans un futur proche de la catastrophe et la troisième traite de la reconstruction. Tout au long de cette analyse nous confronterons les informations journalistiques aux témoignages réalisés par nos soins sur le terrain ; de plus nous interpréterons les résultats issus de notre analyse de contenu en gardant en tête le schéma de Laswell : « Qui dit quoi ? à qui ? comment ? et pourquoi ? »[71].

Dans un premier temps, il nous semble essentiel de montrer que le Mexique est un pays exposé à la menace de phénomènes hydrométéorologiques. C'est pourquoi nous reviendrons, dans un succinct historique, sur les conditions géographiques et climatiques de la région du Chiapas afin de déterminer la récurrence de ces phénomènes. Nous observerons également le rôle communicationnel joué par la presse à propos de cette menace, quatre jours avant l'impact. L'ouragan a-t-il été annoncé et si oui, quels sont les discours qui ont été rapportés ? Nous poserons un regard sur la couverture journalistique de Stan au mois d'octobre 2005 afin de présenter les dossiers et sujets les plus traités et appréhender en globalité la représentation de ce phénomène par la presse. L'ouragan Stan est-il présenté comme une catastrophe « naturelle » inattendue ou comme un désastre ?

Afin de déterminer le rôle des médias dans cette situation d'urgence, nous observerons la place de la presse dans la prévention : a t-elle servi de relais aux autorités pour l'évacuation des personnes habitant dans les zones à risque ? Les médias ont-ils le devoir de prévenir dans une telle situation ? Nous présenterons les polémiques, analyserons le discours des autorités et des acteurs de la prévention lors de l'état d'alerte[72] puis nous étudierons les causes véhiculées sur l'origine du désastre tout comme les responsabilités évoquées.

Enfin, concernant les dommages, nous nous interrogerons sur les enjeux de la « Déclaration de désastre naturel ». Nous verrons parmi les secteurs de l'économie touchés

71 MEUNIER Jean-Pierre et PERAYA Daniel, *Introduction aux théories de la communication. Analyse semio-pragmatique de la communication médiatique* [Texte imprimé], Bruxelles : De Boeck Université, 1993, 304 p.

72 Cf. Glossaire, P.474

(commerce, tourisme, agriculture, élevage et pêche), ceux dont on parle en majorité mais aussi les grands absents de l'information. Cette absence est-elle due à un désintérêt politique ou médiatique ? L'information sur l'incommunicabilité de la région, sur le sentiment d'abandon, d'isolement, et de crise n'est-elle pas un appel au secours au-delà de ce contexte d'urgence ?

Dans un deuxième temps, nous nous attacherons à la gestion du désastre et aux dossiers mis en lumière dans la presse écrite. Nous verrons comment, lorsque l'information sur les mesures d'urgences mises en place pour l'aide vestimentaire, alimentaire et les centres d'hébergements entre en jeu, les polémiques sur les affaires troubles, celles de corruption et de profit politique surgissent également. Cette information ne témoigne-t-elle pas de la méfiance réciproque entre la société civile et ses autorités ?

Parfois, les médias peuvent être un recours pour contrôler la transparence légale et financière de l'usage des fonds en révélant certaines affaires. Dans notre cas, nous nous interrogerons sur ce que révèle de la relation monde politique/presse écrite/société civile le fait de donner autant d'importance à ces irrégularités. Les médias ont-ils encouragé la polémique? En ce qui concerne la représentation politique, nous analyserons les interventions des autorités dans la presse, les portraits médiatisés à l'excès et nous essaierons d'interpréter les raisons de cette surexposition. Nous pourrons nous demander si Stan n'a pas ouvert de manière extra-officielle la campagne médiatique pour les élections de 2006. Peut-on parler d'une politisation de l'événement Stan ? Grâce à notre analyse de contenu diachronique, nous confronterons les promesses politiques aux réalisations, les discours aux actes. Nous aborderons sous l'angle de la responsabilité, les relations bilatérales entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'État et nous analyserons la représentation médiatique de leurs rapports.

Dans un dernier temps, nous présenterons les modalités du plan de reconstruction et nous confronterons les versions médiatique, gouvernementale et sociale. Nous observerons ce que le plan de reconstruction met en exergue mais aussi ses grandes lacunes au niveau du logement, de la réorganisation sociale et de la réactivation de l'économie. Cette reconstruction a t-elle permis au Chiapas de panser quelques plaies pour recommencer à vivre sur des bases solides et être intégré à l'économie de marché du pays ? Cette région a-t-elle été remise au centre des priorités nationales ? Nous aborderons les problèmes de société

et verrons que cet événement n'a fait que soulever des voiles épais derrière lesquels se cachent la pauvreté, le problème de l'immigration et des conflits sociaux. Sachant qu'un désastre peut être facteur de développement social et d'intégration de la population marginalisée, nous observerons si la presse a donné cette image de la gestion du désastre et de la reconstruction. Pour terminer, nous traiterons d'une grande problématique au cœur de cette catastrophe mais qui semble par ailleurs être le dernier bastion : l'environnement. Nous nous demanderons pourquoi les nouvelles environnementales concernant les risques, les vulnérabilités, la reconstruction et la prévention sont quasiment absentes dans la couverture médiatique et si la presse a la responsabilité de générer une conscience écologique. Est-ce que cette absence d'information environnementale relève également d'un manque d'intérêt politique, médiatique ou d'une pression de la part des annonceurs ? Enfin, nous définirons les concepts de catastrophe naturelle et de désastre afin de démontrer, grâce à l'ensemble de notre étude, que Stan est la conjonction de plusieurs facteurs. Nous verrons également les différents risques de l'État du Chiapas. Est-ce que parler de risques est une « évidence » ou une « prophétie » ?

Aussi, au long de cette étude, nous nous demanderons quel a été le rôle de nos journaux dans ce contexte dramatique. Est-ce que *La Jornada* a réussi à conserver un point de vue critique et de contre-pouvoir ou au contraire est-il tombé dans une dénonciation simpliste et continue ? Dans quelle mesure l'absence de financement par la publicité gouvernementale du journal *Cuarto Poder* a t-elle influencé le contenu informatif sur Stan ? Comment *Crónica de Hoy*, journal dit priiste, s'est-il débattu dans cette guerre médiatique et que révèle son silence sur un grand nombre de sujets ? Peut-on dire, enfin, que *El Heraldo de Chiapas,* journal se présentant comme objectif, a tenu son rôle informatif ?

PARTIE I

LA DEPRESSION TROPICALE STAN

CHAPITRE I

AU COEUR DU CYCLONE

SECTION A – UN PAYS EXPOSÉ

1. Les menaces

a- Les phénomènes météorologiques au Mexique

Le Mexique est un pays exposé à divers types de phénomènes naturels aux effets dévastateurs. En effet, en raison de sa situation géographique, ses caractéristiques climatiques, topographiques, hydrologiques et orographiques (montagneuses), ce pays est la cible d'un grand nombre de risques. Une partie de son territoire se trouve sur des plaques tectoniques constamment en mouvement : le pays subit donc des tremblements de terre, comme celui de la ville de Mexico en 1985. Y sévissent aussi des ouragans, des incendies forestiers, des pluies torrentielles, des éruptions volcaniques, de fortes tombées de neige et de grêle aux effets destructeurs, des sécheresses et un nombre considérable de désastres provoqués par la main de l'homme (explosions, fuites de produits chimiques, etc.)

Une étude[1] du Centre National de la Prévention des Désastres (CENAPRED*) sur les catastrophes de type météorologique précise qu'entre 1970 et 2000 une soixantaine d'ouragans ont causé de graves dommages dans sept États de la République. Le pays a subi presque le même nombre de tempêtes tropicales avec des vents d'une moyenne de 110 km/heure. Le

1 BITRAN BITRAN Daniel, *Características del impacto socioeconómico de los principales desastres ocurridos en México en el periodo 1980-1999* [Texte imprimé], Mexico: CENAPRED, 2001, 107p.

Chiapas, Oaxaca et Guerrero ont été les États les plus affectés par ce type de phénomènes. Cette étude évalue la moyenne annuelle des ouragans, à huit sur la côte Atlantique (dont deux qui entrent sur la terre ferme) et à treize sur la côte Pacifique (dont quatre qui finissent par pénétrer sur le territoire). Le calcul est rapide : chaque année un minimum de six ouragans toucheraient la terre ferme au Mexique. Ceux-ci proviennent en général de la zone cyclonique de l'Atlantique nord qui est le berceau des ouragans des Caraïbes.

Certains de ces phénomènes hydrométéorologiques de ces trente dernières années ont marqué l'histoire du Chiapas et la mémoire collective. En effet, après Stan, les sinistrés chiapanèques ont eu l'impression de revivre certains événements comme Miriam qui a touché la population du Chiapas en 1988. Cette année-là, sur les 21 cyclones enregistrés, 6 entraient dans la catégorie ouragan[2]. L'ouragan Paulina, le 7 octobre 1997, toucha la terre du Chiapas avec des vents de 240 km/heure et provoqua l'inondation de plus de sept communes. Il aurait causé, selon les sources officielles, plus de deux cent vingt-huit décès. Selon la CENAPRED* : « On peut comparer l'ouragan Gilbert (1988) à l'ouragan Paulina en termes d'intensité et de pouvoir destructeur »[3]. Un an après, avec l'ouragan Mitch, l'Amérique centrale et le Chiapas connaissent l'un des désastres les plus traumatiques de leur histoire. Le bilan établi par la SEDESOL* fut catastrophique : 25 000 logements touchés dans les régions du Soconusco, Fraylesca, Sierra et Ismo-Costa du Chiapas. C'est d'ailleurs l'ouragan qui revient le plus communément dans l'esprit des Mexicains.

Selon une étude réalisée par des chercheurs de l'institut de technologie de Géorgie et du Centre national d'investigation atmosphérique des États-Unis[4], le nombre d'ouragans de catégorie 4 et 5, les plus destructeurs, se serait multiplié ces trente dernières années, malgré une tendance générale à la diminution des ouragans depuis les années 90. Ces ouragans de catégorie 4 ou 5, qui constituaient dans les années 70, 20% des ouragans, représentent aujourd'hui 35% du nombre total d'ouragans. La seule zone qui aurait enregistré une augmentation du nombre de cyclones est l'Atlantique nord : ils seraient plus nombreux et plus longs, surtout depuis 1995.

---

2 ROBERT Paul, *Le nouveau Petit Robert* [Texte imprimé], Paris : Dictionnaires le Robert, 1993, 2467p.

3 « El huracán Gilbert puede compararse con el huracán Paulina en términos de su intensidad y poder destructivo », BITRAN BITRAN Daniel, *Características del impacto socioeconómico de los principales desastres ocurridos en México en el periodo 1980-1999* [Texte imprimé], Mexico: CENAPRED, 2001, 107p., P.24

4 ROBERTO FLORES L., MACIAS A., ALCAZAR A., « Stan : destrucción, miedo y pobreza », *Empresarial de Chiapa*s [Texte imprimé], 2005, nº18 « Especial », 24p., p.21

L'ouragan Stan est la huitième tempête tropicale et le sixième cyclone ayant touché le Mexique en 2005. Les pluies torrentielles que cette dépression a provoquées n'ont pas seulement affecté la région sud et sud est du Mexique (Hidalgo, Puebla, Oaxaca, Veracruz et Chiapas) mais aussi et surtout le Guatemala et le Salvador.

Compte tenu de l'ampleur du désastre, nous ne pouvions pas faire une étude globale comprenant l'ensemble des pays et régions affectés par Stan. Nous avons donc choisi pour toutes les raisons évoquées dans notre introduction de n'aborder que la région du Chiapas.

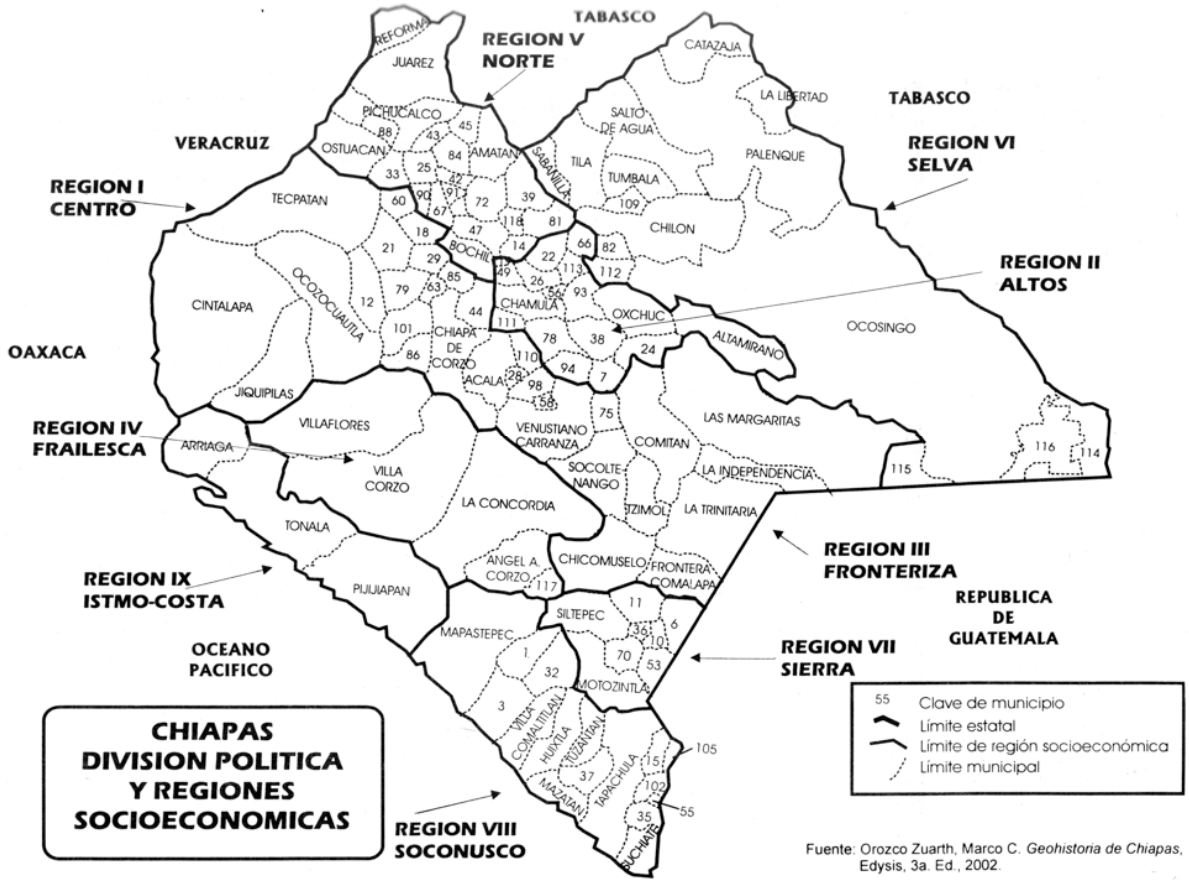
b- Caractéristiques de l'État du Chiapas[5]

Au niveau géographique[6], le Chiapas est frontalier au nord avec l'État de Tabasco, à l'est avec le Guatemala, et à l'ouest avec l'océan Pacifique, l'État de Oaxaca et Veracruz-Llave. C'est le huitième État le plus grand de la République Mexicaine avec 75 634 km^2. Il représente 3,8% de la superficie du pays et est composé de cent dix-huit municipalités réparties sur neuf régions : Centro, Altos, Fronteriza, Frailesca, Norte, Selva, Sierra, Soconusco et Istmo-Costa. La capitale du Chiapas est Tuxtla Gutiérrez, les autres villes les plus importantes de cette région sont San Cristobal de las Casas, Tapachula, Palenque, Comitán, Chiapa de Corzo. Neuf peuples indigènes sont reconnus dans la constitution locale au Chiapas : les Tzotziles, Tzeltales, Choles, Tojolobales, Mames, Zoques, Mochos, Lacandones, Chujes[7]. La confession la plus importante est la religion catholique, puis viennent le protestantisme et l'évangélisme.

5 Cf. Carte 1, *Division politique et des régions socioéconomiques du Chiapas*, P. 421

6 GOBIERNO DEL ESTADO DE CHIAPAS, *Portal de Gobierno* [Site Internet] [réf. du 3 août 2009], Disponible sur : www.asieschiapas.gob.mx/

7 OROZCO ZUARTH Marco A., *Patrimonio cultural de Chiapas* [Texte imprimé], (6ème édition), Tuxtla Gutiérrez : Ediciones y sistemas especiales, 2007, 194p., P.57-72



Carte 1, *Division politique et des régions socioéconomiques du Chiapas*[8]

Le climat[9] du Chiapas est en majorité tropical : 14% de son territoire est chaud et humide avec des pluies toute l'année, 24% est chaud et humide avec d'abondantes pluies en été, 35% a un climat chaud et semi-humide avec des pluies en été, 12%, un climat semi-chaud et humide avec d'abondantes pluies en été. Le reste du territoire est plus ou moins tempéré et humide.

8 OROZCO ZUARTH Marco A., *Patrimonio cultural de Chiapas* [Texte imprimé], (6ème édition), Tuxtla Gutiérrez : Ediciones y sistemas especiales, 2007, 194p., P.11

9 Cf. Carte 2, *Les climats du Chiapas,* P.423



Carte 2, *Les climats du Chiapas*[10]

10 SNIEG, *Portal INEGI* [Site Internet] [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://mapserver.inegi.gob.mx/geografia/espanol/estados/chis/climas.cfm

Le Chiapas[11] est un État principalement agricole[12] : 52% des hommes travaillent dans le secteur primaire, 11% dans des activités commerciales et 6,4% dans l'industrie. 26% des femmes occupent des postes dans le commerce, 21% dans le secteur industriel et 28,1% dans le secteur des services. Le taux officiel de chômage s'élève à 1,4%. C'est l'un des États les plus pauvres du pays. Une part importante de ses habitants vit dans des conditions d'extrême pauvreté, ce qui génère des problèmes de malnutrition, de faibles résultats scolaires (17% des hommes et 29% des femmes sont analphabètes) et des problèmes de santé. L'État du Chiapas a le plus haut taux de marginalisation de toute la République. La répartition de la densité de personnes par logement le démontre : la moyenne d'habitants par maison est de 4,9 personnes et de 3 personnes par chambre. Les désastres comme Stan touchent très souvent ces zones pauvres et ces secteurs de la population[13].

c- L'arrivée de Stan

L'année 2005 au Mexique se caractérise par une remarquable augmentation des désastres de type hydrométéorologique par rapport à l'ensemble des désastres tous types confondus, survenus cette même année dans le pays. Selon l'étude[14] de la CENAPRED*, les ouragans de l'année 2005, Emily, Stan et Wilma ont occasionné des pertes quasi inédites, équivalentes à 70 % de tous les désastres hydrométéorologiques accumulés en 25 ans (1980-2004). Ces pertes s'élèveraient à 4 600 000 dollars.

Valentina Davydova[15], docteur en météorologie de CONAGUA*, nous a fourni de précieuses informations sur le phénomène météorologique qui est à l'origine de l'ouragan Stan. Le 17 septembre 2005, l'onde tropicale[16] Rita en provenance des côtes africaines forme un front de basse pression qui atteint la mer des Caraïbes occidentales. Entre le 24 et le 25 septembre 2005, Rita rencontre une autre dépression tropicale[17] Norma, au sud-est du

11 *Características e impacto socioeconómico de los huracanes "Stan" y "Wilma" en la república Mexicana en el 2005* [Texte imprimé], México : CENAPRED et CEPAL, 2006, 320p., P.154
12 Cf. Annexe I, Carte 3, L'agriculture et la végétation du Chiapas, P. 424
13 Cf. Partie III- Chapitre 3 : Les problèmes de société, P.370
14 *Características e impacto socioeconómico de los huracanes "Stan" y "Wilma" en la república Mexicana en el 2005* [Texte imprimé], México : CENAPRED et CEPAL, 2006, 320p., P.5
15 DAVYDOVA Valentina, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Janvier 2006, Communication personnelle.
16 Cf. Glossaire, P. 474
17 Cf. Glossaire, P.474

Chiapas. Cinq jours après, les fortes précipitations de ces deux dépressions causent les premiers dégâts dans le Chiapas : le débordement d'une vingtaine de fleuves, des inondations, et des coulées de boue dans 12 communes ; des pertes agricoles et de bétail dans 361 villages ; des dommages sur 191 chemins, 9 routes et 45 ponts ; 206 éboulements, la destruction des systèmes de drainage et d'égout. 62 communes et 5 300 logements auraient été touchés. Selon les sources du gouvernement du Chiapas[18], 15 000 personnes auraient été évacuées dans les premiers centres d'hébergement prévus pour environ 3 000 personnes.

Le 1er octobre 2005[19], dans l'océan Atlantique[20] se forme la dépression tropicale numéro vingt qui se propage lentement vers le Yucatán. En principe, lorsqu'une perturbation entre en contact avec la terre, elle commence à se dissiper. Cependant, celle-ci réussit à atteindre le golfe du Mexique et à récupérer sa force jusqu'à atteindre, le 2 octobre 2005, la catégorie de tempête tropicale[21]. Personne ne pensait alors qu'elle allait atteindre la catégorie d'ouragan[22] sachant qu'elle était proche des terres, précisément de la côte de Veracruz. Au sud du Chiapas, pendant ces deux premiers jours d'octobre, les précipitations enregistrées se situent entre 150 et 200 mm, ce qui est plutôt fréquent dans cette région. Cependant en l'espace de quatre à cinq jours, s'accumule la norme climatologique[23] de pluie d'un mois d'octobre, soit environ 450 à 500 mm. Ces données proviennent de deux stations d'évacuation, l'une appartenant à CONAGUA* et l'autre à la SEMARNAT*. Elles sont situées dans des zones écologiquement protégées[24]. Le 3 octobre 2005, cette tempête perd de sa force en pénétrant sur le continent mais elle la retrouve sur la Baie de Campeche. Le 4 octobre 2005 à quatre heures du matin, elle atteint la catégorie « ouragan » avec des vents entre 130 et 155 km/heure. Cette même matinée, l'ouragan touche la côte centre-est de Mexico, le Sud de Veracruz avec une catégorie d'ouragan de force 1 sur l'échelle Saffir-Simpson (classification de l'intensité des cyclones de l'hémisphère ouest). Il provoque de lourds dégâts dans les régions montagneuses du sud du Mexique.

L'ouragan Stan s'est déplacé de manière singulière, dans le sens inverse des aiguilles

18 *Reconstrucción para consolidar el desarrollo. Plan de reconstrucción*, Tuxtla Gutiérrez : Comisión de Reconstrucción, Gobierno de Chiapas, Tirage de 100 exemplaires [Texte imprimé], 2005, 126p., P.21
19 Cf. Annexe I, *Résumé de l'ouragan "Stan"*, P. 425-426
20 Cf. Annexe I, Carte 4, *Évolution des précipitations*, P. 427-430
21 Cf. Glossaire, P. 474
22 Cf. Glossaire, P.474
23 Cf. Annexe I, *Tableau de la moyenne des précipitations mensuelles au Chiapas*, P. 431
24 Cf. Annexe I, Carte 5, *Aires Naturelles Protégées*, P. 432

d'une montre, ce qui a permis l'incorporation des nuages qui entraient dans la zone intertropicale sur le Pacifique et a facilité son arrivée sur les côtes du Chiapas. Les précipitations se sont intensifiées lorsque la dépression s'est dirigée vers les montagnes du Chiapas à cause d'un phénomène connu sous le nom de « refroidissement adiabatique » : plus la dépression monte vers les montagnes, plus les masses se refroidissent ; en se refroidissant elles se condensent et forment davantage de vapeur d'eau, provoquant ainsi des précipitations plus intenses.

Par conséquent, d'un point de vue météorologique, ce n'est pas le vent qui a été l'élément le plus destructeur mais les précipitations. Sur la côte, la moyenne des précipitations aurait été jusqu'à 88% plus importante que celle de 1998 lors de l'ouragan Mitch (ouragan qui avait été jusqu'alors le plus destructeur). Ce serait la combinaison de plusieurs facteurs concernant cette dépression tropicale (son déplacement singulier, la basse pression, la zone intertropicale avec de nombreux nuages et de nombreuses précipitations) qui auraient donné un pouvoir destructeur à ce phénomène de catégorie 1. Toutefois, comme le rappelle Valentina Davydova, ce cyclone à l'origine de cette catastrophe « naturelle » n'est pas l'unique responsable du désastre. Selon elle, le désastre est la conjonction de trois facteurs : le phénomène météorologique, la durée du phénomène et le degré de vulnérabilité sociale[25]. On ne peut pas dire, en effet, que l'ouragan de catégorie 1 ait été violent et intense, contrairement à Mitch, par exemple. Mais les précipitations ont duré plus de quatre-vingt-seize heures, provoquant la saturation des sols qui venaient de connaître une longue saison des pluies et qui étaient de surcroît fragilisés par la déforestation. Ces facteurs, qui ne sont pas les seuls[26], ont contribué à l'ampleur du désastre.

Le 4 octobre 2005, les lits des plus grands fleuves deviennent insuffisants pour contenir l'eau qui descend de la montagne et des parties hautes de la plaine côtière. Quatre-vingt dix-huit fleuves débordent et affectent, selon les données du Centre des Droits de l'Homme Fray Matías de Córdova[27], 800 villages, 41 communes. Ils provoquent la mort de 82 personnes. Ces données correspondent aux chiffres dévoilés par le gouvernement du

25 Cf. Partie III, Chapitre 3 : Les problèmes de société, P. 370
26 Cf. Partie III, Chapitre 2 : L'environnement, P. 333
27 *Huracán Stan : la dignidad devastada* [Texte imprimé], Tapachula : Centro de Derechos Humanos Fray Matías de Córdova, 2006,124 p., P.14

Chiapas[28].

Le Chiapas est donc une région complexe d'un point de vue topographique à cause de ses fortes précipitations, de son climat « montagneux », de sa proximité avec la région des côtes et du golfe de Tehuantepec, connue comme le berceau des cyclones tropicaux. Cette particularité régionale qui favorise le développement des dépressions tropicales complique la situation de cet État.

2. La récurrence de ces phénomènes hydrométéorologiques

À la lecture des articles de notre corpus, essentiellement dans les reportages, nous avons pu constater que les phénomènes que nous venons de décrire sont ancrés dans la mémoire collective du Chiapas et de ses habitants. En effet, une soixantaine d'unités sur la totalité de notre corpus, codifiées sous le nom de « Récurrence », évoquent les précédents désastres. Cela témoigne de la trace laissée par ces dépressions dans la vie des sinistrés ou des personnes vivant dans les zones à risques : « Ce qui est arrivé dans cette zone a fait réapparaître dans la mémoire de milliers d'habitants les inondations de 1998 »[29]. En effet, lors de nos interviews, nous avons pu constater que les sinistrés se souvenaient avec précision de l'année et du nom du cyclone. Parfois certains se trompent et passent par un nombre conséquent de noms d'ouragans avant de s'arrêter sur le bon. Ces phénomènes ont donc une place traumatique dans l'histoire de ces personnes et ne sont pas synonymes de « normalité ».

Ce qui ressort de l'information de nos trois journaux, est que depuis 1998, le Chiapas n'avait pas connu une telle tragédie : « Mitch, considéré avant Stan comme la pire tragédie de l'histoire du Chiapas et de Mexico »[30]. En effet, Mitch qui jusqu'alors était la référence du pire

28 Cf. Partie I, Chapitre 3 : Les dommages, P.133

29 « Lo que ha ocurrido en esta área trajo a la memoria de miles de habitantes las inundaciones de 1998 », HENRIQUEZ Elio, « Diez muertos, 14 mil damnificados y 800 viviendas destruidas en Motozintla », *La Jornada*, 11 octobre 2005.

30 « Mitch considerado antes de Stan la peor tragedia en la historia de Chiapas y de México », VALENCIA Valeria, « Migración principal consecuencia de desastres naturales », *El Heraldo de Chiapas*, 18 octobre 2005.

désastre vécu par le Chiapas, semble être tombé dans les oubliettes face à Stan : « Ce qui est arrivé en 1998, quand la pluie a “effacé” des villages, n'est en rien comparable avec ce que l'on vit aujourd'hui. Même en 1998 on n’a pas vu cela, raconte un homme »[31]. En effet, concernant l'ampleur des dégâts, les voix sont unanimes, ils sont exceptionnels : « Le député José Antonio Aguilar Bodegas a signalé que […] la magnitude de l'ouragan a été telle qu'il n'existe aucune dévastation similaire enregistrée dans la région ces cent dernières années »[32]. Stan, ouragan de catégorie 1 n'a pas été plus puissant que Mitch (ouragan de catégorie 4) mais ses dommages sont pourtant comparables, voire plus importants. Nous en analyserons les raisons tout au long de cette étude.

Certains témoignages de *El Heraldo de Chiapas* font état de la force destructrice de Stan, du jamais vu jusqu'alors : « La destruction et les pluies actuelles furent plus importantes que celles enregistrées en 1998, note Josefina Vázquez Mota[33] (SEDESO*) »[34] ; « Parmi les habitants les plus âgés, personne ne se rappelle d'une destruction naturelle comme celle que Stan a laissée sur son passage »[35]. Le terme de « destruction naturelle » rassemble deux concepts pourtant bien différents : ceux de « catastrophe naturelle » et de « désastre ». Ainsi, le désastre est présenté de manière « naturelle », non prévisible, telle une catastrophe. Or nous analyserons dans notre troisième partie[36] ces deux concepts essentiels à la compréhension d’un tel événement pour pouvoir déterminer s'il y a ou non des responsabilités à prendre en compte.

Cuarto Poder fait remarquer que les anciennes catastrophes et la récurrence des désastres n'ont pas fait avancer les choses : « Une autre des zones où les habitants ont peur d'être inondés est le quartier Terán, situé au sud ouest de la capitale, le même qui des années plus tôt a été victime d'inondations et où les autorités n'ont rien fait pour résoudre le

---

31 « Lo sucedido en 1998, cuando la lluvia “borró” poblados, no se compara con lo que han vivido ahora. Ni en 1998 vimos esto, cuenta un hombre […]. », MARTIN Fredy, « Elevan clamor al cielo por el desastre pluvial », *Cuarto Poder*, 6 octobre 2005.

32 « El legislador José Antonio Aguilar Bodegas señaló que […] el huracán fue de tal magnitud que no existe registro alguno de una devastación similar en la región en los últimos cien años », BELMONT Jesús, « Reconstrucción tardará 15 años, prevé senador », *Cuarto Poder*, 20 octobre 2005.

33 Cf. Biographie, P.470

34 « La destrucción de las lluvias de ahora fueron mucho más que las que se registraron en 1998 », LOPEZ Isaí, « Descarta SEDESO epidemias por el desastre natural », *El Heraldo de Chiapas*, 13 octobre 2005.

35 « De sus habitantes de mayor edad nadie recuerda una destrucción natural como la que Stan dejó a su paso », OEL Verdugo, « Motozintla, arrasada », *El Heraldo de Chiapas*, 12 octobre 2005.

36 Cf. Partie III, Chapitre 2 : L’environnement, P.333

problème »[37]. Ce journal dévoile aussi les problèmes qui suivent ces désastres et qui pourraient à nouveau se reproduire avec Stan : « Ruiz Moreno espère qu'on ne revive pas l'excessive bureaucratie du gouvernement de l'État, comme il y a deux ans avec la Protection civile »[38].

Stan n'a donc pas été un phénomène surprenant car la récurrence de ce type de phénomènes montre qu'on pouvait s'y attendre ; en revanche, les dommages qu'il a causés l'ont été. En effet, les répercussions apparaissent dans la presse comme incomparables avec celles des autres désastres provoqués par des ouragans plus puissants mais ayant causé moins de dégâts. Nous nous demanderons par conséquent pourquoi le bilan de Stan est si dramatique, pourquoi les autorités se sont ainsi laissées surprendre alors même que le pays entier est sujet à ce genre de phénomène.

3. Un réseau de communication inefficace

Lorsqu'une dépression tropicale se transforme en ouragan, un réseau de communication se met en place dans les soixante-douze à quarante-huit heures avant l'impact, nous a expliqué Valentina Davydova[39], météorologue de CONAGUA*. En effet, il est impossible d'un point de vue technique de connaître ce risque plus de trois jours avant l'impact. Par courriel, fax ou téléphone, les météorologues de CONAGUA avisent les différentes institutions des régions concernées. Ce sont les autorités locales, la Protection civile, la coordination régionale qui ont ensuite la responsabilité de mettre en place un état d'alerte, de prévenir et d'évacuer les populations en très peu de temps. Selon Valentina Davydova, l'un des plus grands problèmes, facteur d'échec dans la prévention, est le manque

37 « Otra de las zonas cuyos habitantes temen ser inundados es la colonia Terán, ubicada al sur poniente de la capital, misma que años atrás sufrió inundaciones y las autoridades no actuaron para resolver el problema », JIMENEZ Felipe, « Ciudadanos prevén inundaciones aquí », *Cuarto Poder*, 4 octobre 2005.

38 « Ruiz Moreno dice esperar que no se viva la excesiva burocracia estatal, como hace dos años con Protección civil », GRANDA Sergio, « Sepulta el río Grijalva a isla "Cahuaré" », *Cuarto Poder*, 7 octobre 2005.

39 DAVYDOVA Valentina, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Janvier 2006, Communication personnelle.

de communication réciproque. Le réseau existant ne serait pas au point et ne permettrait pas de prévenir les gens se trouvant dans des contrées reculées. Avec la Protection civile de Tapachula par exemple, CONAGUA n'aurait pas eu de retour, suite à leur alerte. Par conséquent, le service de météorologie n'a pas pu donner de suivi une fois l'annonce d'ouragan envoyée. Si cette communication n'est pas efficace entre les institutions, nous pouvons nous interroger sur le rôle joué par les médias dans ce travail de prévention. Ont-ils participé, grâce à un travail d'investigation, à l'annonce d'un risque et à l'explication du phénomène ?

SECTION B –LE VIDE ET LE CHAOS

1. Une situation « sous contrôle » (du 26 septembre au 1er octobre 2005)

En réalisant une étude médiatique des derniers jours de septembre et des quatre premiers jours d'octobre, nous avons pu avoir une vision générale sur les prémices de Stan dans la presse. Les quatre derniers jours de septembre, seuls les journaux régionaux *El Heraldo de Chiapas* et *Cuarto Poder* publient des articles sur les ouragans Rita et Norma, les deux dépressions tropicales qui viennent de toucher la zone Costa du Chiapas. On ne relève aucune information à ce sujet dans les journaux nationaux de notre corpus. Le 26 septembre 2005, à la une, *El Heraldo de Chiapas* titre : « Des glissements de terrains et des éboulements à cause de fortes pluies sur la côte »[40] et *Cuarto Poder* « Les ouragans Rita et Norma frappent la côte »[41]. Les deux articles se ressemblent dans leur contenu. Ils font état des dommages causés par les pluies torrentielles au niveau de l'infrastructure. En effet, ces phénomènes provoquent des perturbations sur le réseau routier : « le trafic routier a été suspendu provisoirement »[42]. Ils évoquent également la crue des fleuves et citent les noms des

40 CAMAS Kenny, GARCIA Amilcar, « Deslaves y derrumbes dejan lluvias en la Costa », *El Heraldo de Chiapas*, 26 septembre 2005.

41 OVILLA A., CASTILLO F., LOPEZ A., *et al.*, « Golpean huracanes « Rita » y « Norma » a la costa », *Cuarto Poder*, 26 septembre 2005.

42 « El trafico vehicular fue suspendido provisionalmente en el tramo Huixtla-Tapachula : Once municipios

communes inondées. *El Heraldo de Chiapas* annonce 500 personnes évacuées dans des centres d'hébergements (onze selon *Cuarto Poder*) pour « prévenir des tragédies »[43].

Aucune consigne de sécurité n'est donnée alors que le climat n'est pas en voie d'amélioration. Seuls les risques sont énoncés, sans injonction ni alerte :

> Depuis la nuit du samedi toutes les unités de la Protection civile* de l'État et des municipalités de Mapastepec […] et Tapachula ont activé les mesures préventives et d'action pour que les populations se trouvant dans les zones à risque se mobilisent dans les centres d'hébergements installés à cet effet.[44]

Cuarto Poder termine son article du 26 septembre 2005 sur ces informations qui traduisent une certaine incohérence. En effet, la situation semble « sous contrôle » et pourtant il règne une certaine inertie face à un danger connu :

> Leonardo Muñoz Arellano, sous-secrétaire du gouvernement a signalé aux moyens de communication que la situation était sous contrôle et que les dommages en électroménagers et vêtements sont moindres, même s'il reconnaît qu'au moins soixante mille personnes sont en danger car elles vivent dans des zones inondables.[45]

Comme nous pouvons le constater, il s'agit d'un journalisme de compte-rendu et d'observation.

Le 27 septembre 2005, trois articles sont publiés dans *El Heraldo de Chiapas* et un seul, dans *Cuarto Poder. El Heraldo de Chiapas* titre : « Désastre sur la zone Costa : 1 mort et 17 000 sinistrés »[46]. *Cuarto Poder* annonce : « Les pluies font des victimes »[47]. Sur ces

---

costeños afectados por precipitaciones », OVILLA A., CASTILLO F., LOPEZ A., *et al.*, « Golpean huracanes "Rita" y "Norma" a la costa », *Cuarto Poder*, 26 septembre 2005.

43 « prevenir tragedias », CAMAS Kenny, GARCIA Amilcar, « Deslaves y derrumbes dejan lluvias en la costa », *El Heraldo de Chiapas*, 26 septembre 2005.

44 « Desde la noche del sábado todas las unidades de Protección civil estatales y municipales de Mapastepec […] y Tapachula activaron la labor preventiva y reactiva para que los pobladores establecidos en zonas de riesgo se movilizaran a los albergues oportunamente instalados », CAMAS Kenny, GARCIA Amilcar, « Deslaves y derrumbes dejan lluvias en la Costa », *El Heraldo de Chiapas*, 26 septembre 2005.

45 « Leonardo muñoz Arellano, subsecretario de Gobierno, señaló ante los medios de comunicación que la situación estaba controlada y que sólo hay daños mínimos en enseres y ropa de los afectados, aunque reconoció que al menos 60 mil personas están en riesgo por vivir en zonas inundables », OVILLA A., CASTILLO F., LOPEZ A., *et al.*, « Golpean huracanes "Rita" y "Norma" a la costa », *Cuarto Poder*, 26 septembre 2005.

46 « Desastre en la Costa : un muerto y 17 mil damnificados », COUTIÑO Rosario, « Un muerto y cerca de 17 000 damnificados deja "Norma" », *El Heraldo de Chiapas*, 27 septembre 2005.

47 OVILLA A., LOPEZ A., GARCIA R., *et al.*, « Lluvias cobran víctimas », *Cuarto Poder*, 27 septembre 2005.

deux jours, la différence entre ces journaux en termes de données est déjà notoire. L'un parle de « pluies torrentielles » et « d'une victime », l'autre parle « d'ouragan » et de « trois victimes ». Ces deux articles, du 27 septembre 2005, restent également dans un journalisme de compte-rendu : ils évoquent la mise en place du système de la Protection civile de l'État et la demande au ministère de l'Intérieur de faire la « déclaration d'état d'urgence »[48] pour avoir accès au « Fondo Revolvente » (fonds de secours du FONDEN* permettant de prêter de l'argent pour les urgences et qui doit ensuite être reconstitué).

Cuarto Poder avait évoqué, le 26 septembre 2005, à travers les paroles du sous-secrétaire du gouvernement, que la situation était sous contrôle. Un jour après, il reprend les paroles du secrétaire du gouvernement de l'État du Chiapas, Rubén Velázquez[49], au discours indirect : « Le secrétaire a ajouté que l'urgence était passée »[50]. Le fait que *Cuarto Poder* relate une telle information en provenance d'une autorité peut avoir deux sens. Le premier, celui de rassurer les Chiapanèques qui, dans une situation de chaos, feraient confiance à leurs représentants censés avoir plus d'éléments en leur possession pour évaluer la situation. Le second sens que pourrait révéler le fait de tenir ce discours pourrait être la fabrication d'une « bombe à retardement » à ressortir en cas d'aggravation de la situation. En effet, après le désastre du 4 octobre 2005, ce journal pourrait accuser les autorités d'avoir minimisé la situation, et utiliser ce discours comme preuve. Dans ce cas, ce serait de la manipulation. Cependant, nous verrons également qu'une des habitudes journalistiques au Chiapas est, bien souvent, de ne pas aller chercher l'information autre part que dans le discours des autorités. Seule l'étude à long terme pourra valider ou invalider cette hypothèse. *El Heraldo de Chiapas* ne donne qu'une seule mesure de prévention de la part des autorités : « Nous demandons aux parents de ne pas envoyer leurs enfants à l'école pour ne pas mettre leur vie en danger en essayant de traverser les fleuves qui ont des niveaux élevés […] »[51]. Par conséquent, la presse n'alerte pas la population et ne fournit pas de prévisions météorologiques sur les prochains jours. À une exception près toutefois, dans *El Heraldo de Chiapas* : « Les rapports météorologiques mentionnent que les intenses précipitations continueront dans les jours

48 Cf. Glossaire, P.474
49 Cf. Biographie P. 470
50 « Agregó el secretario que la emergencia está superada », OVILLA A., LOPEZ A., GARCIA R., *et al.*, « Lluvias cobran víctimas », *Cuarto Poder*, 27 septembre 2005.
51 « Pedimos a los padres no enviar a sus hijos a las escuelas para no arriesgar su vida al tratar de cruzar los ríos con niveles altos », COUTIÑO Rosario, « Un muerto y cerca de 17 000 damnificados deja "Norma" », *El Heraldo de Chiapas*, 27 septembre 2005.

prochains, conclut Vaca Castellanos [de la Protection civile] »[52], mais le journal ne fait aucune autre recommandation préventive.

Ces articles ne permettent pas aux populations déjà habituées à ce type de désastre de se préparer correctement à une situation catastrophique. En outre, il n'y a pas d'enquête sur l'évolution du phénomène auprès des services de météorologie par exemple, qui sont sans doute les mieux placés pour informer. Nous pouvons constater que les journaux ne s'insèrent pas dans un dispositif de communication permettant la prévention. Ils jouent à ce moment un véritable rôle de médiateur entre les hommes politiques et la société civile : les journaux se contentent de rapporter les discours des autorités sans mener leur propre investigation.

Le 28 septembre 2005, *El Heraldo de Chiapas* titre à la une : « On déclare l'état d'urgence[53] »[54] et publie quatre articles sur une même page. Le thème du jour de *Cuarto Poder* est : « La SEGOB* aidera les Chiapanèques »[55]. Les articles *El Heraldo de Chiapas* retracent les innombrables dommages dans le secteur agricole, de l'élevage et de la pêche, quantifient à nouveau les dégâts dans l'infrastructure et exhortent, à travers la voie d'un ingénieur, les personnes qui transitent sur ces routes à être prudents. Dans l'article « Plus de pluies dans les prochaines heures »[56], le journaliste traite des réserves d'aide aux sinistrés qui sont épuisées, de la publication par le gouvernement de la « Déclaration de l'état d'urgence » et c'est seulement en fin d'article qu'il évoque la situation météorologique :

> De son côté, Alfredo Chan Chim, directeur d'administration des urgences (du secrétariat de la Protection civile de l'État) a alerté que les pluies allaient continuer dans les régions affectées pendant les prochaines 48 heures au-dessus des 70 millimètres, en raison du passage de l'onde tropicale numéro 39. [57]

52 « los reportes meteorológicos mencionan que continuarán las intensas lluvias en los próximos días concluyó Vaca Castellanos [Protección Civil] », CORDERO Flor, « Desbordamiento de arrollo en Comitán », *El Heraldo de Chiapas*, 27 septembre 2005.

53 Cf. Glossaire, P.474

54 « Declaran zona de emergencia », SANCHEZ Abenamar, « Declaran zona de emergencia », *El Heraldo de Chiapas*, 28 septembre 2005.

55 « Segob ayudará a chiapanecos », BELMONT Jesús, « Segob ayudará a chiapanecos », *Cuarto Poder*, 28 septembre 2005.

56 COUTIÑO Rosario, « Más lluvias en las próximas horas », *El Heraldo de Chiapas*, 28 septembre 2005.

57 « Por su parte, Alfredo Chan Chim, director de administración de emergencias, alertó que las lluvias continuarán en las regiones afectadas durante las próximas 48 horas por arriba de los 70 milímetros debido al paso de la Onda Tropical número 39 », COUTIÑO Rosario, « Más lluvias en las próximas horas », *El Heraldo de Chiapas*, 28 septembre 2005.

C'est donc le 28 septembre 2005 qu'est évoquée dans la presse la présence d'une autre dépression tropicale qui, comme nous le savons, deviendra l'ouragan Stan. Ce qui peut étonner, malgré l'état d'urgence déjà mis en place pour Norma et Rita, c'est qu'aucun conseil n'ait été donné à la population, aucune règle ou mesure préventive. L'article du « Thème du jour » de *Cuarto Poder* traite lui aussi de la « déclaration de l'état d'urgence » (pour Norma et Rita) émise pour onze municipalités de l'État du Chiapas afin d'activer les recours financiers du FONDEN*. Il informe sur l'activation du plan militaire d'aide aux sinistrés mis en place par le ministère de la Défense nationale (plan DN-III). Cet article évoque les précipitations qui, en l'espace de douze heures, se sont élevées à 500 mm :

> Le fonctionnaire Martín Jiménez Espinoza a expliqué qu'au Chiapas, les précipitations avaient de plus grands effets à cause de la présence des fleuves proches de la population, ce qui provoque des inondations et de graves dommages pour les habitants et leurs biens.[58]

En effet, la question des fleuves est essentielle[59] et nous y reviendrons dans notre troisième partie sur la vulnérabilité sociale[60]. Dans le deuxième article de *Cuarto Poder* sur le sujet qui se trouve dans la section « Tuxtla » (capitale du Chiapas), la journaliste Ana Laura Mondragón, introduit son sujet par la situation météorologique. Elle relate les propos du directeur d'administration des urgences du secrétariat de la Protection civile de l'État (Alfredo Chan Chin) qui prévoit des pluies, des orages et de forts vents à Tuxtla Gutiérrez dans les prochaines heures, puis précise que ces phénomènes sont orientés du Côté de Chiapa de Corzo. Elle poursuit ainsi :

> Même si on ne prévoit pas de fortes tempêtes qui pourraient entraîner des inondations comme celles survenues dans la zone Costa le week-end dernier, dans la capitale 47 des 510 quartiers existant se trouvent dans des zones à risque […] ces quartiers pourraient se trouver en danger.[61]

---

58 « El funcionario Martín Jiménez Espinoza, explicó que en el caso de Chiapas las precipitaciones pluviales tienen mayores consecuencias debido a la existencia de ríos cercanos a las poblaciones, lo que ocasiona inundaciones de graves daños a los habitantes y sus pertenencias », BELMONT Jesús, « Segob ayudará a chiapanecos », *Cuarto Poder*, 28 septembre 2005.

59 Cf. Partie III, Chapitre 2 : L'environnement, P.333

60 Cf. Partie III, Chapitre 3 : Les problèmes de société, P.370

61 « Y es que aunque no se prevén fuertes tormentas que pudieran ocasionar inundaciones como las ocurridas en la Zona Costa el pasado fin de semana, en la capital las zonas de riesgo abarcan 47 colonias de las 510 existentes […] las cuales se encuentran en peligro latento », MONDRAGON Ana Laura, « Más de 47 colonias de Tuxtla en riesgo », *Cuarto Poder*, 28 septembre 2005.

Encore une fois, malgré l'annonce d'un danger, la presse ne joue pas clairement la carte de la prévention et ne transmet aucune consigne émanant du gouvernement ou de la Protection civile. Elle ne tient pas un discours qui permettrait à la population de savoir comment agir face à ce danger. Les discours rapportés ont plutôt tendance à minimiser la situation. C'est aussi le 28 septembre 2005 que *Cuarto Poder* évoque pour la première fois la présence d'une onde tropicale :

> On attend que dans les prochaines 24 heures, un canal de basse pression qui se trouve associé à une entrée d'air humide, provoque plus de pluies dans les régions Costa et Soconusco du Chiapas, ont affirmé les autorités de l'État.[62]

Cependant, dans le dernier paragraphe, les journalistes relatent les propos du sous-secrétaire de la Protection civile (Leonardo Muñoz Arellano). Il expose que, malgré des pluies qui sont encore à prévoir à cause de ce phénomène naturel, peu de risques sont encourus car le niveau des bassins ayant baissé durant les heures qui ont précédées, ceux-ci ont la capacité de supporter des pluies torrentielles. Jusqu'à ce jour, ces informations nous montrent que le discours officiel est serein face à la venue de cette onde tropicale et que l'état d'urgence semble être sous contrôle. Cependant, on s'interroge quant au degré d'investigation des journalistes qui n'ont pas donné d'autres sources que celles des institutions locales et des autorités. Pourquoi, alors que le 28 septembre 2005 les journaux annonçaient la venue d'une autre dépression tropicale, le 29 septembre 2005, il n'y avait aucun article ou bulletin météorologique suivant l'évolution de la situation ?

En effet, le 29 septembre 2005, *El Heraldo de Chiapas* titre en deuxième partie de une : « Le nombre de sinistrés atteint les 41 000 »[63]. Lorsque l'on connaît la suite des évènements, l'assurance de cet article nous surprend. En effet, dans le second paragraphe, « Urgence contrôlée »[64], Horacio Schroeder Bejarano, ministre de la Sécurité publique de l'État, affirme que la situation des sinistrés est sous contrôle : ils sont pris en charge dans le domaine de la santé, de l'eau, de l'alimentation etc. Il écarte la possibilité

62 « Se espera que en las próximas 24 horas un canal de baja presión que se encuentra asociado a una entrada de aire húmedo origine más lluvias en la Costa y Soconusco de Chiapas, afirmaron autoridades estatales », RINCON J.C, ALFREDO O., RAMON G., « Recuento de los daños », *Cuarto Poder*, 28 septembre 2005.

63 « Llega a 41 mil el número de damnificados », COUTIÑO Rosario, « Dramático recuento de daños », *El Heraldo de Chiapas*, 29 septembre 2005.

64 « Contingencia controlada », COUTIÑO Rosario, « Dramático recuento de daños », *El Heraldo de Chiapas*, 29 septembre 2005.

d'évacuer un plus grand nombre de familles habitant dans des zones à risque car les conditions climatiques se sont améliorées même s'il continue de pleuvoir. Il explique que c'est la période des pluies. Un peu plus bas dans le texte, Carlos Bayo, responsable du FONDEN* ajoute : « Je considère le Chiapas comme un des États les mieux préparés en matière d'urgence, du fait que ces circonstances n'ont fait aucun mort […]»[65]. *El Heraldo de Chiapas* donne donc une vision des faits totalement sereine : il ne serait pas nécessaire de s'inquiéter puisque les autorités maîtrisent la situation. Ce journal fait témoigner des autorités qui ont un discours rassurant et ne laissent présager, en aucun cas, la venue d'une catastrophe.

Au contraire, dans un article intitulé « Les dommages persistent à cause des pluies »[66], *Cuarto Poder* fait un état des lieux des dix communes touchées puis annonce que l'état d'alerte[67] est toujours en vigueur :

> Dans ce contexte, l'état d'alerte est toujours en vigueur pour les familles vivant aux abords des principaux fleuves de cette municipalité (Tonalá), car les pluies continuent de s'abattre quotidiennement sur la région, et une peur fondée existe, celle d'une inondation plus importante que ce que nous avons déjà vu ces derniers jours.[68]

Nous sommes par conséquent dans un discours littéralement opposé à celui de *El Heraldo de Chiapas* ; cependant il faut remettre cette annonce à sa place : cet article se trouve dans la section « reporte 4 » (section « faits divers »), il ne traite que de la municipalité de Tonalá et prend un quart de la page. On ne peut pas dire par conséquent qu'il soit très visible ni qu'il ait joué un véritable rôle préventif.

Les articles du 30 septembre 2005 vont nous montrer l'incohérence de l'information. En effet, *El Heraldo de Chiapas* titre en seconde partie de la une : « Norma revit le fantôme de Mitch »[69] et le début de l'article commence ainsi : « Le panorama est le même pour tous,

---

65 « Considero a Chiapas como uno de los estados más preparados en materia de emergencia, debido a que las contingencias no han arrojado personas muertas […]», COUTIÑO Rosario, « Dramático recuento de daños », *El Heraldo de Chiapas*, 29 septembre 2005.

66 CASTILLO Francisco, « Persisten daños debido a lluvias », *Cuarto Poder*, 29 septembre 2005.

67 Cf. Glossaire, P.474

68 « En este contexto, la alarma sigue vigente en muchas familias que viven al margen de los principales ríos de este municipio, pues las lluvias siguen azotando diariamente a la región, y hay el temor fundado de que se dé una inundación mayor a las que hasta estos días se han visto», CASTILLO Francisco, « Persisten daños debido a lluvias », *Cuarto Poder*, 29 septembre 2005.

69 « Revive Norma el fantasma de Mitch », COUTIÑO Rosario, « Furia de Norma revive fantasma de Mitch », *El Heraldo de Chiapas*, 30 septembre 2005.

bien que la normalité soit revenue dans cette zone »[70], puis il compare les désastres de Norma à ceux de Mitch et fait un état des lieux des dommages dans l'infrastructure et au niveau agricole. Cet article se trouve en deuxième page, ce qui signifie qu'il a plus de chance d'être lu que celui se trouvant en neuvième page, intitulé « 5 000 logements touchés par les pluies »[71]. Pourtant ce dernier semble plus important et sûrement plus alarmant car il donne des informations concernant les prévisions des conditions climatiques:

> Le météorologue de la Gérance régionale de la frontière sud de la Commission nationale de l'eau, César Triana Ramírez, a alerté que le système de basse pression, qui se trouve au nord-ouest du Honduras et du Nicaragua, se déplace à l'ouest, nord-ouest avec une possibilité de développement cyclonique […] ce qui entraînera des pluies très fortes à intenses dans les prochaines soixante-douze heures dans les zones Nord, Selva, Centrale et Frontalière du Chiapas […].[72]

Nous voici à quatre jours de la catastrophe et cet article nous prouve que les autorités avaient une parfaite connaissance de la dépression, voire de son ampleur. Là encore, ce journalisme pose les faits mais n'aborde pas les risques pour les personnes vivant dans les zones aux abords de ces fleuves annuellement inondables en période de pluies. *Cuarto Poder*, dans un article du 30 septembre 2005 « La peur persiste sur la Costa face aux constantes pluies »[73], annonce à deux reprises que, selon les autorités de la Protection civile, la pluie persistera les jours suivants, menaçant la population de cette zone. Nous pouvons donc constater qu'avant le 1er octobre 2005, la présence d'une troisième onde tropicale venant s'ajouter à Norma et Rita était déjà connue et révélée.

---

70 « El panorama para todos es similar, aunque ha retornado la normalidad a esta zona (Mazatán) », COUTIÑO Rosario, « Furia de Norma revive fantasma de Mitch », *El Heraldo de Chiapas*, 30 septembre 2005.

71 LOPEZ Isaí, « Cinco mil viviendas afectadas por lluvias », *El Heraldo de Chiapas*, 30 septembre 2005.

72 « El meteorólogo de la Gerencia Regional de la Frontera Sur de la Comisión Nacional del Agua, Cesar Triana Ramírez, alertó que el sistema de baja presión, que se localiza al noroeste de Honduras y Nicaragua , se mueve al oeste-noroeste y con posibilidad de desarrollo ciclónico […] lo que favorecerá lluvias muy fuertes a intensas en las próximas 72 horas en las zonas Norte, Selva, Depresión Central y Fronteriza de Chiapas […] », LOPEZ Isaí, « Cinco mil viviendas afectadas por lluvias », *El Heraldo de Chiapas*, 30 septembre 2005.

73 « Persiste temor en la Costa ante las constantes lluvias », ESPINOSA Rafael, « Persiste temor en la Costa ante las constantes lluvias », *Cuarto Poder*, 30 septembre 2005.

2. Inertie politique ou médiatique ? (du 1er au 4 octobre 2005)

La Jornada et *Crónica de Hoy* ne proposent pas d'articles sur la dépression tropicale annoncée au Chiapas. *La Jornada* n'aborde que l'ouragan Otis qui s'approche des côtes en Basse Californie mais ne traite pas des événements au Chiapas. Le 1er octobre 2005, *Cuarto Poder* publie quatre articles sur les dommages engendrés par Norma et Rita ainsi que sur l'aide mise en place pour les sinistrés. *El Heraldo de Chiapas* ne publie rien à ce sujet. Puis, entre le 2 et le 4 octobre 2005, *Cuarto Poder* ne diffusera plus d'articles sur la dépression tropicale.

Le 2 octobre 2005, *El Heraldo de Chiapas* titre en une : « La dévastation laissée par les pluies ; on prévoit encore des inondations »[74]. Dans cet article, pour la première fois depuis le 26 septembre 2005, le gouverneur de la région du Chiapas Pablo Salazar Mendiguchía s'exprime et déclare qu'il ne faut pas alarmer la population mais qu'elle doit simplement savoir que de fortes pluies sont à prévoir. Son discours manifeste une volonté de rassurer, mais avec du recul, il apparaît pourtant prophétique :

> Ce n'est pas *Katrina*, nous ne sommes pas en train de voir flotter des corps, ce n'est pas non plus 1998, mais il y a des blessures fraîches […] il y a de bonnes nouvelles comme le contrôle de la situation, l'aide humanitaire et l'attention en matière de santé publique […] il y a de mauvaises nouvelles : il y aura de fortes pluies comme celles qu'on a eues ces derniers jours, et cela à partir de vendredi prochain.[75]

74 «Esto no es Katrina, no estamos viendo cuerpos flotando, tampoco es 1998, pero hay heridas frescas […] hay noticias buenas como el control de la contingencia, la ayuda humanitaria y la atención en materia de salud […] hay noticias malas: habrá lluvias fuertes como las que pasaron hace unos días, eso será a partir del próximo viernes », COUTIÑO Rosario, « Devastación dejan lluvias ; prevén más inundaciones », *El Heraldo de Chiapas*, 30 septembre 2005.

75 « Esto no es Katrina, no estamos viendo cuerpos flotando, tampoco es 1998, pero hay heridas frescas […] hay noticias buenas como el control de la contingencia, la ayuda humanitaria y la atención en materia de salud […] hay noticias malas: habrá lluvias fuertes como las que pasaron hace unos días, eso será a partir del próximo viernes », COUTIÑO Rosario, « Malas noticias ; habrá más lluvias fuertes : PSM », *El Heraldo de Chiapas*, 2 octobre 2005.

Pablo Salazar Mendiguchía espère aussi : « Pourvu qu'il n'y ait pas d'autres désastres »[76]. Nous constatons que le chef de l'État du Chiapas, dans cette situation urgente et grave, rassure la société civile mais ne donne pas de recommandations à suivre. Il assure enfin que le système de la Protection civile de l'État fonctionne et fonctionne bien. À gauche de cet article, sur la même page, on trouve un second article dont le titre est pour le moins parlant : « Tout est sous contrôle, assure le gouvernement »[77]. Il porte sur la gestion de l'aide aux sinistrés de Norma et de Rita. Dans le premier paragraphe, le gouverneur se félicite du bon fonctionnement de la Protection civile qui a rempli ses deux premiers objectifs : sauver des vies et gérer l'urgence. La situation à venir n'est abordée qu'au troisième paragraphe et toujours par le biais du discours du gouverneur. Ce dernier annonce alors que les pluies vont continuer et que pour cette raison, il a demandé à la Protection civile de : « Rester vigilante pour ne pas reculer par rapport à ce qui a déjà été fait jusqu'à présent »[78]. Nous pouvons nous interroger sur le silence de *Cuarto Poder* : pourquoi deux jours avant la catastrophe n'a-t-il pas publié, ne serait-ce qu'un bulletin météorologique ?

Le 3 octobre 2005, *El Heraldo de Chiapas* annonce : « Évacuation massive de familles à cause de Stan »[79]. Un jour avant la catastrophe, les populations vivant dans les zones à risque sont donc évacuées. Si jusqu'alors, la situation paraissait calme et les autorités, inertes, cette information arrive de manière inopinée. Des précipitations de plus de 300 mm sont attendues dans les prochaines 24 heures annonce le Système Météorologique National (SMN*). Un cyclone se déplace à 195 km/heure. L'armée et la marine ont remis en place le plan DN-III[80], la police sectorielle et les unités Municipales de la Protection civile ont déployé stratégiquement des unités de type « commando ». Dans cet article, le sous-secrétaire de la Protection civile de l'État Leonardo Muñoz Arrellano, le même qui, le 28 septembre 2005, malgré les pluies, ne prévoyait pas de plus grands risques, alerte :

76 « Ojalá no vengan más desastres », COUTIÑO Rosario, « Malas noticias ; habrá más lluvias fuertes : PSM », *El Heraldo de Chiapas*, 2 octobre 2005.
77 ANONYME, «Todo controlado, asegura gobierno», *El Heraldo de Chiapas*, 2 octobre 2005.
78 «mantener la guardia para no retroceder en lo hecho hasta ahora», ANONYME, «Todo controlado, asegura gobierno», *El Heraldo de Chiapas*, 2 octobre 2005.
79 COUTIÑO Rosario, « Evacuación masiva de familias por Stan», *El Heraldo de Chiapas*, 3 octobre 2005.
80 Cf. Glossaire, P.474

> Vous devez sortir de chez vous, vous devez comprendre que c'est maintenant qu'il faut sortir et ne pas attendre d'avoir de l'eau jusqu'au cou ; ensuite ce sera difficile de venir vous chercher parce que les chemins seront à nouveau détruits.[81]

César Triana Ramírez, météorologue de CONAGUA*, déclare l'état d'alerte pour Stan en décrivant les caractéristiques du phénomène hydrométéorologique. Un appel à la société est lancé :

> Vous devez éviter de traverser les fleuves et cours d'eau en crue, protéger les documents importants dans des sacs en plastiques et vous rendre dans les centres d'hébergements, a signalé Leonardo Muñoz.[82]

Rappelons que cet article est le seul qui donne des mesures de prévention avant la catastrophe du 4 octobre 2005. Aucun gros titre ne recommande à la population de sortir de chez elle.

Nous venons de parcourir les dix jours qui ont précédé l'impact de Stan au Chiapas. On remarque que dans les deux journaux régionaux, les journalistes ont surtout donné la parole aux responsables d'institutions locales et aux autorités. Cela semble, pour une part, logique dans un tel contexte. D'autre part cependant, nous pouvons constater l'inexistence d'investigation journalistique permettant de donner un contrepoids à ces versions et de confronter un panel de points de vue, comme celui des scientifiques, sur l'évènement qui s'annonce.

3. Présentation des unes de la presse du 5 octobre 2005

Nous allons nous intéresser à la manière dont la presse traite l'information de ce 4 octobre 2005, jour le plus terrible de la catastrophe. L'événement de ce jour-là sera relayé

81 « deben salir de sus casas, deben entender que es ahora el momento para salir y no hasta que tengan el agua hasta el cuello, después será muy difícil sacarlos porque los caminos estarán nuevamente destrozados », COUTIÑO Rosario, « Evacuación masiva de familias por Stan », *El Heraldo de Chiapas*, 3 octobre 2005.

82 « deben evitar cruzar ríos y arroyos crecidos, proteger documentos importantes en bolsas de plástico y acudir a los refugios temporales señaló Leonardo Muñoz », COUTIÑO Rosario, « Evacuación masiva de familias por Stan », *El Heraldo de Chiapas*, 3 octobre 2005.

dans la presse le lendemain. Comment ce phénomène est-il présenté ? Le 5 octobre 2005, Stan fait à l'unanimité la une de nos quatre journaux ; en gros titre pour les journaux régionaux ; et en second titre pour les journaux à couverture nationale.

La Jornada publie en haut et à droite de la page, la photographie[83] d'une route sectionnée puis pose en titre : « Stan fait des milliers de sinistrés »[84]. Sous l'image, une légende précise que cent quartiers qui se trouvent sur les rives du fleuve Coatán ont été rasés, qu'il y a eu au moins quatre morts et que les effets de l'intempérie ont aussi touché les États de Oaxaca, Puebla, Yucatán, Tabasco et Guerrero. Toutefois, la présentation de cette une sème la confusion car le gros titre de cette page concerne l'affaire du détournement de fonds[85] du FONDEN* et la configuration de la page donne l'impression que la photographie de la route sectionnée illustre ce titre. Or, les jours qui précèdent la catastrophe, cette affaire du « FONDEN » ne faisait pas la une des journaux. Cette manière de présenter l'événement suscite la polémique. En effet, *La Jornada* assimile, à dessein, une affaire de corruption du Fonds National de Désastre Naturel, qui ne date pas de 2005, au désastre de l'ouragan Stan. Cela peut provoquer chez le lecteur une plus grande indignation car au moment où on va avoir besoin de cet argent, les gens penseront qu'il n'y en a plus à cause du détournement de ce fonds servant à assumer l'urgence (aides, santé, infrastructure etc.) après une catastrophe.

Le gros titre du 5 octobre 2005 de *Crónica de Hoy*[86] est : « Le frère de Andrés Manuel López Obrador[87] mène la prise du Congrès de Tabasco »[88]. Celui de la seconde partie de la une est : « Dévastation à Tapachula »[89]. Dans un bandeau de quatre centimètres de hauteur, assez petit par conséquent, on trouve, sur la gauche, ce titre et à droite, une photographie du désastre sur laquelle des gens constatent les dégâts. L'amorce du titre annonce : « 15 municipalités affectées, 4 morts, l'IMSS* endommagé, 38 000 évacués à Véracruz et 65 cadavres ».

Nous pouvons noter une différence majeure entre ces deux journaux dans la manière de présenter l'information. En effet, *La Jornada* parle des quartiers détruits, ce qui permet d'avoir un chiffre impressionnant (cent) alors que *Crónica de Hoy* parle des municipalités

83 Cf. Annexe IV, P.454
84 LA UNE, « Deja Stan miles de damnificados », *La Jornada*, 5 octobre 2005.
85 Cf. Partie II, Chapitre 1 : Mesures d'urgences, P.174 et Chapitre 2 : Les affaires troubles, P.214
86 Cf. Annexe IV, P.454
87 Cf. Biographie, P.470
88 LA UNE, « Encabeza hermano de AMLO toma de congreso de Tabasco », *Crónica de Hoy*, 5 octobre 2005.
89 LA UNE, « Devastación en Tapachula », *Crónica de Hoy*, 5 octobre 2005.

touchées, ce qui par conséquent diminue le chiffre (quinze). Psychologiquement, on ne retient très souvent que le chiffre, par conséquent ces données auront donc un impact différent sur les lecteurs. De plus, dans *La Jornada,* dès le premier jour, on assimile Stan à une affaire de corruption du FONDEN* alors que dans *Crónica de Hoy* la séparation est nette entre le gros titre en haut de la page et le second titre sur Stan en bas de page. Dans ces deux titres, on parle de Stan comme si le phénomène avait été précédemment évoqué.

En ce qui concerne les journaux régionaux, *Cuarto Poder* se limite à : « Des milliers de sinistrés »[90]. Une photographie[91] montre la crue du fleuve Coatán légendée dans une information approximative : « Des quartiers entiers ont disparu et on reporte des personnes disparues »[92]. Ne pas donner de chiffres à quelques heures de la catastrophe permet de ne pas encourager la polémique et de rester juste. En effet, il est difficile d´évaluer les dommages un jour après la catastrophe.

Stan fait la une de *El Heraldo de Chiapas* et occupe toute sa page avec quatre clichés[93] : le premier est celui d'une petite fille qui est secourue ; le deuxième d'une personne qui part en courant ; le troisième d'une voiture bloquée dans les décombres et l'eau ; la quatrième est celle du fleuve qui ressemble à une mer agitée. Le gros titre est : « Stan dévaste le Soconusco »[94]. On annonce la crue des fleuves, des centaines de maisons rasées et de voitures détruites, l'incommunicabilité de la région Sierra, Costa et Soconusco à cause des ponts qui se sont écroulés et de logements détruits dans au moins quatorze municipalités et des milliers de sinistrés. Nous pouvons constater que les données sont plus ou moins unanimes entre nos quatre journaux. Sous une des quatre images, une légende décrit : « En session permanente, le cabinet face à l'urgence ; Salazar appelle la population à garder son calme ». Cette légende semble en décalage par rapport à l'ampleur des désastres montrés sur les photographies.

90 LA UNE, « Miles de damnificados » , *Cuarto Poder*, 5 octobre 2005.
91 Cf. Annexe IV, P.454
92 LA UNE, « colonias enteras desaparecieron y se reportan personas desaparecidas », *Cuarto Poder*, 5 octobre 2005.
93 Cf. Annexe IV, P.454
94 LA UNE, « Devasta Stan el Soconusco », *El Heraldo de Chiapas*, 5 octobre 2005.

La Jornada et *El Heraldo de Chiapas*, dans leur unes du 5 octobre 2005, parlent de « Stan » sans caractériser le type de phénomène, comme s'il s'agissait d'une évidence tandis que *Cuarto Poder* et *Crónica de Hoy* évoquent les conséquences d'une dévastation sans pour autant, non plus, expliciter de quel événement il s'agit. Dans les quatre journaux, ces titres ont donc une fonction « conative », selon Jakobson : « le message est centré sur le destinataire»[95] et une fonction « appellative », selon la définition de Christiane Nord : « L'efficacité de la fonction appellative dépend de la réceptivité du destinataire, de sa sensibilité, de son expérience antérieure et de son bagage de connaissances »[96]. Cette fonction incite, cherche à attirer l'attention du potentiel spectateur, le lecteur dans notre cas. En effet, lorsque le lecteur voit ces titres, qui ne sont pas explicites, il est invité à lire les articles pour comprendre l'événement.

SECTION C –LA COUVERTURE JOURNALISTIQUE

1. Vue d'ensemble de la couverture journalistique sur Stan

Grâce à l'analyse de contenu du discours de presse réalisée à l'aide de la méthode Morin-Chartier[97], nous avons une vision globale de nos quatre journaux sur la couverture journalistique de Stan. Nous nous sommes intéressée avant tout à la place occupée par cet événement sur l'ensemble de la couverture médiatique de notre corpus.

Crónica de Hoy a la plus faible couverture journalistique[98] sur Stan soit 2,22%. Ce chiffre témoigne du peu d'intérêt de ce journal dans la couverture de cette information et de sa distance face à cette catastrophe. C'est ce que nous pourrons vérifier au long de cette étude.

---

95 JAKOBSON Roman, *Essais de linguistique générale* [Texte imprimé], Paris : Editions de Minuit, 1963, 255p., P.216.

96 NORD Christiane, *La traduction : une activité ciblée - Introduction aux approches fonctionnalistes* [Texte imprimé], Arras : Artois Presses Université, 2008,184p., P.164

97 LERAY Christian, *L'analyse de contenu. De la Théorie à la pratique, la méthode Morin-Chartier* [Texte imprimé], Québec : Presses de l'Université du Québec, 2008, 180p.

98 Cf. Annexe III, *Tableaux des pourcentages de la couverture médiatique de « l'événement Stan » par journal*, P.447-448

En effet, il est présent les premiers jours du désastre, concernant les mesures d'urgences, il s'efface déjà en ce qui concerne la gestion du désastre et disparaît complètement pour ce qui est de la reconstruction. Par conséquent, nous pouvons constater que l'intérêt porté par *Crónica de Hoy* se définit par « l'actualité » du sujet et non par le « suivi journalistique » de cette catastrophe.

La couverture médiatique[99] de *La Jornada* sur Stan atteint 4,3% ce qui semble aussi très faible pour un journal qui a pour objectif initial la couverture des événements sociaux qui n'apparaissent pas dans « l'autre presse ». Avec Stan, *La Jornada* semble loin de ses prétentions. Nous pouvons donc constater une faible couverture médiatique des journaux à portée nationale sur le désastre de Stan au Chiapas : est-ce l'éloignement de la région du Chiapas qui entraîne un certain éloignement informatif ? Cela est peu crédible compte tenu du fait que *La Jornada* est le journal porte-parole du sous commandant Marcos (EZLN*) depuis le soulèvement armé au Chiapas de 1994.

La couverture régionale est, quant à elle, beaucoup plus conséquente que la couverture nationale. Cependant, à l'extrême aussi, elle est très élevée et représente 20% de son contenu soit un cinquième de l'information pour le Journal *Cuarto Poder*[100]. Pour *El Heraldo de Chiapas*[101], elle représente 30% de sa couverture médiatique, soit environ un tiers des informations, ce qui est considérable. Face à cette abondante information sur le désastre, on peut s'interroger quant à la finalité recherchée. Cette catastrophe aurait-elle été le moyen de soulever certaines chapes qui depuis trop longtemps étaient restées fermées ? Aurait-ce été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, dans tous les sens du terme, permettant de mettre au jour des réalités jusqu'alors noyées dans un flot d'hypocrisies ?

Nous allons donc regarder d'un peu plus près les dossiers et les sujets les plus traités pendant ce mois d'octobre 2005 afin de déceler une certaine tendance thématique et voir si l'orientation du traitement de ces thèmes est favorable, défavorable ou neutre. Pour cela, nous allons comparer les résultats des articles de notre étude d'opinion et ceux de notre étude

---

99 Cf. Annexe III, *Tableaux des pourcentages de la couverture médiatique de « l'événement Stan » par journal,* P.447-448

100 Cf. Annexe III, *Tableaux des pourcentages de la couverture médiatique de « l'événement Stan » par journal,* P.447-448

101 Cf. Annexe III, *Tableaux des pourcentages de la couverture médiatique de « l'événement Stan » par journal,* P.447-448

d'information générale. Nous allons commencer par l'étude des articles d'opinions qui, par leur forme, sont beaucoup plus percutants et subjectifs puisque c'est le propre de ce genre. Sur cette étude, nous avons donc aussi évalué les tendances positives, négatives ou neutres des unités répertoriées, afin de rendre plus précise notre interprétation.

2. Les principaux dossiers

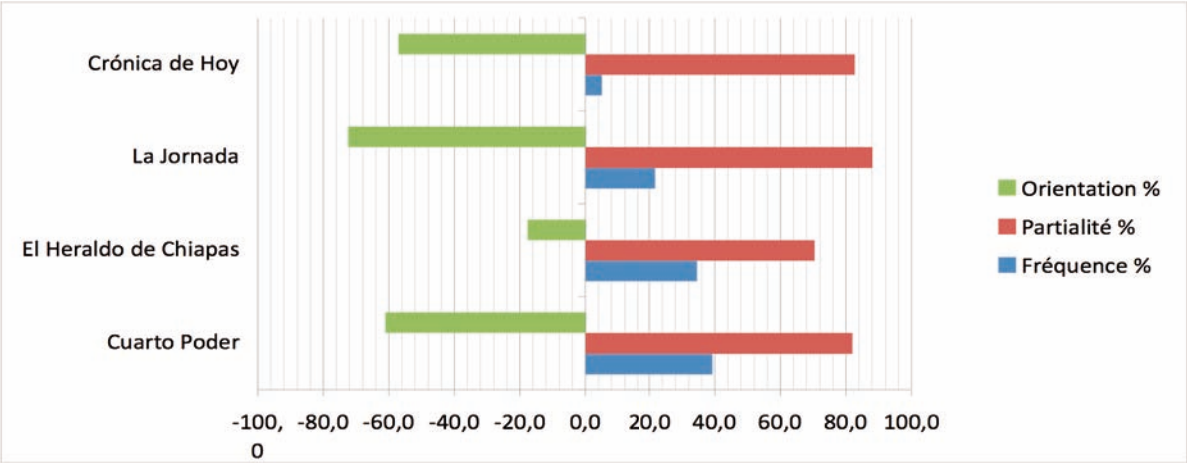
a- Les articles d'opinions

D'un point de vue général, nous pouvons constater grâce au rapport de décodage, issu des résultats obtenus par l'observation des journaux grâce à la méthode Morin-Chartier, une grande différence entre le pourcentage d'unités favorables (15,4%) et le pourcentage d'unités défavorables (63,8%) sur l'ensemble des unités tous journaux confondus. L'indice de « poids-tendance »[102] sur l'ensemble du corpus (orientation dominante du corpus sans tenir compte des unités neutres) est défavorable à 61,1%. 79,2% des articles d'opinion du corpus est orienté, ce qui est considérable sachant que ce chiffre représente le double de la moyenne du degré de partialité de la presse en général. En effet, suite à ses nombreuses études, la méthode Morin-Chartier[103] a évalué la moyenne de partialité d'un journal à 40%, au-delà de ce chiffre, on peut considérer que le sujet a profondément intéressé. Le résultat de 79,2% d'articles orientés sur la totalité de nos journaux nous permet d'affirmer l'intérêt de la presse envers Stan, voire son obsession.

L'histogramme ci-dessous nous donne une représentation graphique par journal de la fréquence, de l'orientation et de la partialité de la couverture médiatique de « l'événement Stan » au mois d'octobre 2005.

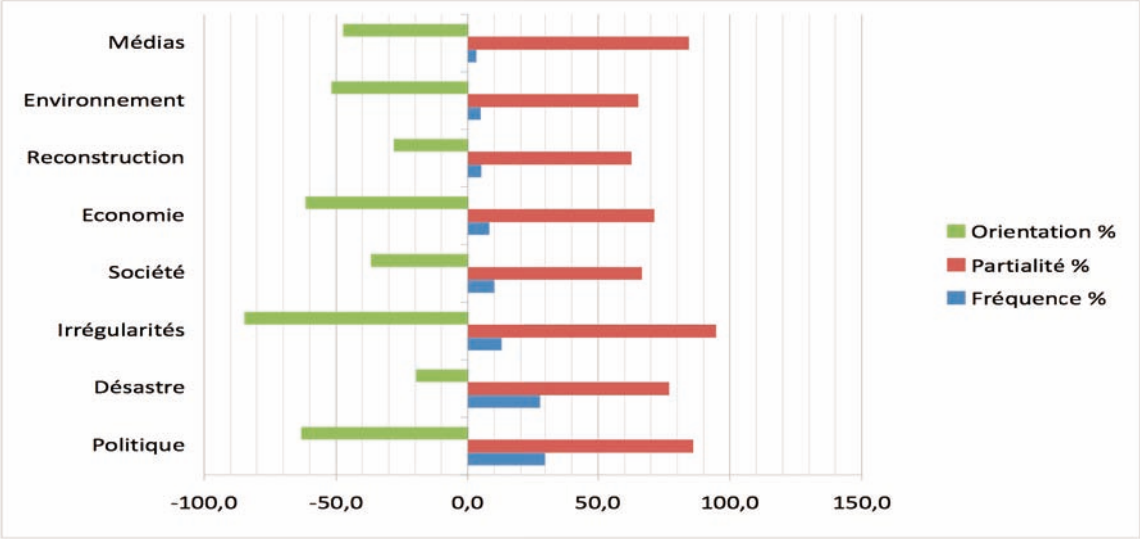
102 Cf. Glossaire, P.474

103 LERAY Christian, *L'analyse de contenu. De la Théorie à la pratique, la méthode Morin-Chartier* [Texte imprimé], Québec : Presses de l'Université du Québec, 2008, 180 p., P.129-130



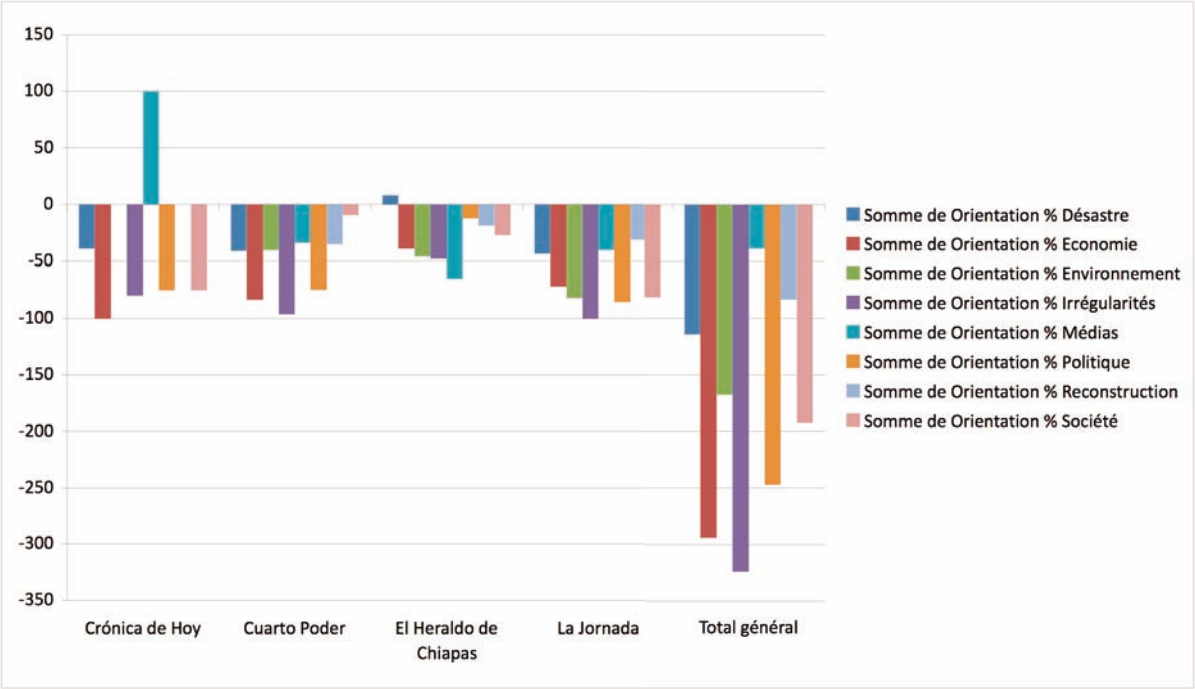
Cet histogramme met non seulement en exergue le taux de partialité élevé pour l'ensemble de nos journaux mais aussi l'orientation très défavorable pour *Crónica de Hoy*, *La Jornada* et *Cuarto Poder* ; et en moindre mesure pour *El Heraldo de Chiapas*. Quant à la fréquence, *Crónica de Hoy* se distingue des trois autres journaux et couvre faiblement « l'événement Stan ».

Rappelons que nous avons huit dossiers : *Désastre*, *Reconstruction*, *Politique*, *Économie*, *Société*, *Environnement*, *Médias*, *Irrégularités*. Voici le graphique représentant également la fréquence, la partialité et l'orientation de ces dossiers tous journaux confondus.



Cet histogramme nous permet d'observer la place de chaque thème dans la couverture médiatique (indice fréquence). Pour un désastre provoqué, entre autres, par un phénomène naturel, la prédominance du thème politique et la quasi absence du thème environnemental sont des éléments révélateurs. Pourrait-on parler d'une politisation de cet événement[104] ?

Le dossier *Désastre* a été le plus traité par *El Heraldo de Chiapas.* Il se caractérise, dans ce journal, par des sujets d'ordre factuel (la récurrence des phénomènes, la prévention, les aides, les morts, les dommages, la solidarité etc.). Son orientation est positive à 8,2 % contrairement aux trois autres journaux, comme nous pouvons le voir ci-dessous sur un histogramme représentant l'orientation de chaque dossier par journal.



Le dossier *Environnement* a également été majoritairement abordé par ce journal avec une orientation défavorable de 45,5% ainsi que le dossier *Médias* avec un taux d'orientation négative de 65%. En ce qui concerne le dossier *Société, El Heraldo de Chiapas* et *Cuarto Poder* se valent, avec une fréquence l'un et l'autre de 3,4%. Pour les autres dossiers, *El Heraldo de Chiapas* arrive constamment en deuxième position, ce qui finalement peut

104 Cf. Partie II, Chapitre 3 : La politique, P.291

témoigner de l'éclectisme des thèmes et du fait que Stan a été abordé sous plusieurs angles ou domaines.

Cuarto Poder chapeaute le dossier *Politique* avec une fréquence de 16,8%, loin devant celui qui le seconde avec une fréquence de 6,4%, *El Heraldo de Chiapas.* De même, pour le dossier *Irrégularités,* où *Cuarto Poder* domine avec une fréquence de 6,1% contre 3% pour *El Heraldo de Chiapas* et une orientation négative à 96,3%. Quant au dossier *Reconstruction, Cuarto Poder* est aussi le journal qui en parle le plus avec une orientation négative de 34,5% contre une orientation négative de 18,2% pour *El Heraldo de Chiapas* et de 30,8% pour *La Jornada*. *Crónica de Hoy* n'a pas, quant à lui, abordé ce thème dans ses articles d'opinion, c'est ce que nous pouvons constater sur le graphique ci-dessus. La tendance dans *Cuarto Poder* est donc aux affaires politiques, aux affaires de corruption et à la reconstruction.

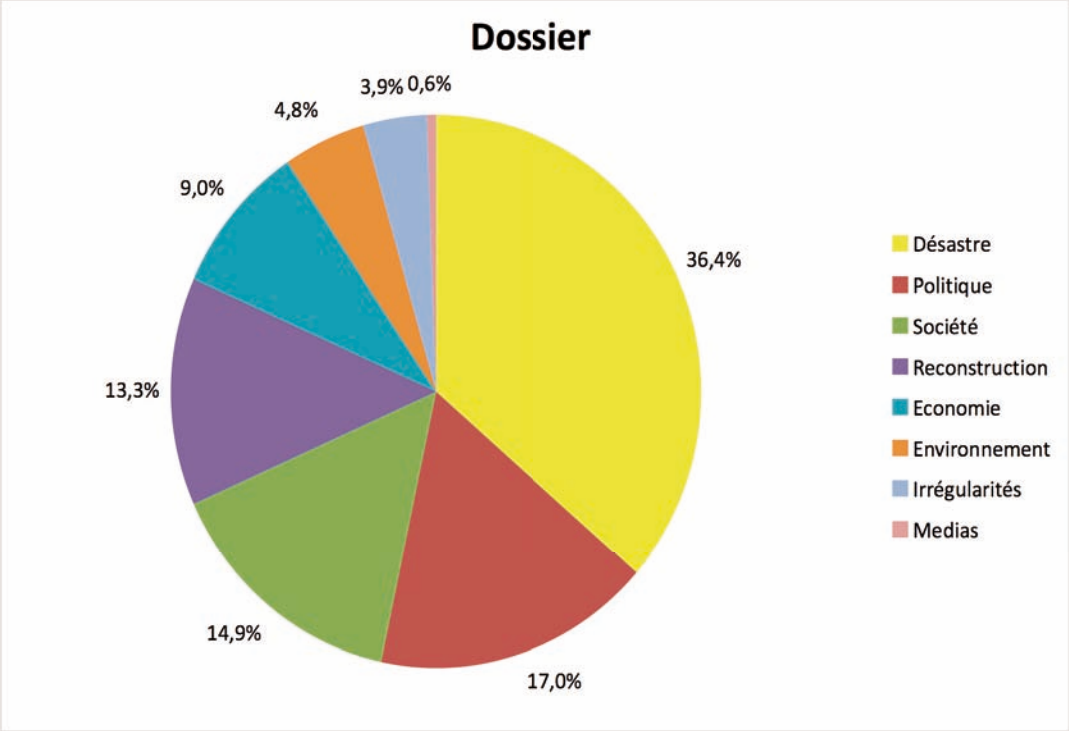
La Jornada traite du dossier *Économie* avec une orientation défavorable à 71,7% contre 100% d'orientation défavorable pour *Crónica de Hoy.* Cela peut sembler très étrange pour un journal dit "social" qu'un désastre soit majoritairement traité sous l'angle économique dans ses articles d'opinion. Il arrive en second lieu pour le dossier *Environnement* avec une fréquence de 0,8% et une orientation négative à 81% et en troisième place pour le dossier *Société* avec une orientation défavorable à 81,5%.

Crónica de Hoy est absent sur les thèmes *Environnement* et *Reconstruction.* Que ce journal n'ait pas traité ces informations révèle l'absence de suivi de la situation et le désintérêt dans l'investigation sur les causes et conséquences du désastre. Il arrive en dernière position dans tous les autres thèmes excepté *Économie* où il est troisième ex-aequo avec *Cuarto Poder* avec 0,5% de fréquence. Le dossier *Médias* de ce journal se distingue particulièrement sur l'histogramme car il est orienté favorablement à 100%. Néanmoins, cette donnée est à nuancer car sa fréquence est de 0,1% : ce journal a traité une seule fois de la représentation de « l'évènement Stan » par les médias et de manière positive.

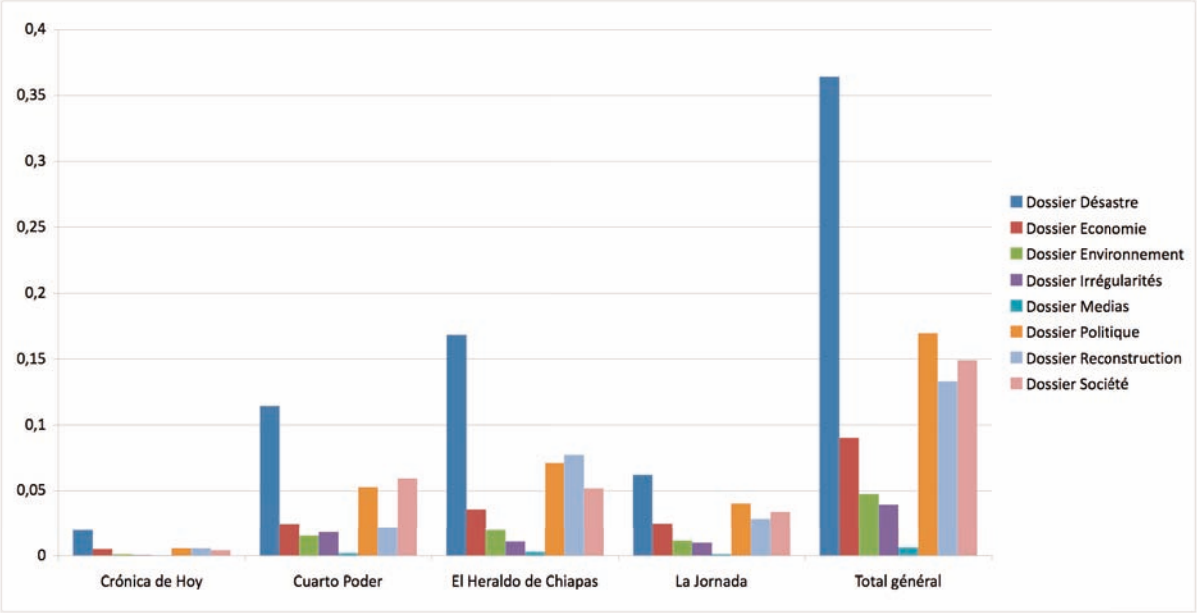
Ce premier panorama sur les dossiers, concernant les articles d'opinions, nous donne déjà une vision assez précise du contenu de ces articles mais aussi de la ligne éditoriale que suit le journal. Voyons à présent si ces tendances s'apparentent à celles des articles de notre étude d'information générale, c'est-à-dire à tous les autres articles du journal.

b- Les articles d'information générale

Dans le graphique à secteurs ci-dessous, nous pouvons rapidement voir quels sont les dossiers les plus traités au mois d'octobre 2005 : les thèmes *Désastre* et *Politique* occupent 50% de l'information.



Cet histogramme nous permet de connaître la fréquence de ces huit dossiers par journal :



Pour *El Heraldo de Chiapas,* la fréquence des dossiers *Désastre* et *Politique* est la même que pour les articles d'opinions. Mais une nette progression est visible sur le dossier *Reconstruction*. Ce dossier passe à une fréquence de 7,7% alors même qu'il n'était que très peu abordé dans les articles d'opinions. Il traite donc avant tout, des actions mises en place pour la reconstruction du Chiapas. Nous pouvons aussi remarquer une nette baisse des dossiers *Irrégularités*, *Médias* et *Environnement*. On pourrait donc penser que, dans ses informations quotidiennes, *El Heraldo de Chiapas* joue la carte de la condescendance car les dossiers dont la fréquence a baissé sont les plus problématiques. Ce journal traite avant tout des travaux de la reconstruction.

Cuarto Poder s'est davantage intéressé aux dossiers *Société, Économie* et *Environnement* avec une nette baisse du dossier *Politique* à 5,3% et du dossier *Irrégularités* à 1,8%. Disons que ses informations générales sont moins politiques que ses articles d'opinions car elles sont davantage basées sur des comptes-rendus et des reportages. Nous pouvons également constater un rétablissement de la préoccupation sociale mais aussi de la situation économique de la région et des sinistrés. Les thèmes sont plus variés dans son information générale.

La Jornada suit exactement les mêmes tendances que *Cuarto Poder,* sauf que le dossier *Économie* baisse en faveur du dossier *Désastre*. Dans ces deux journaux, l'information

générale reprend donc un caractère social. Les sujets sur la politique et les irrégularités diminuent.

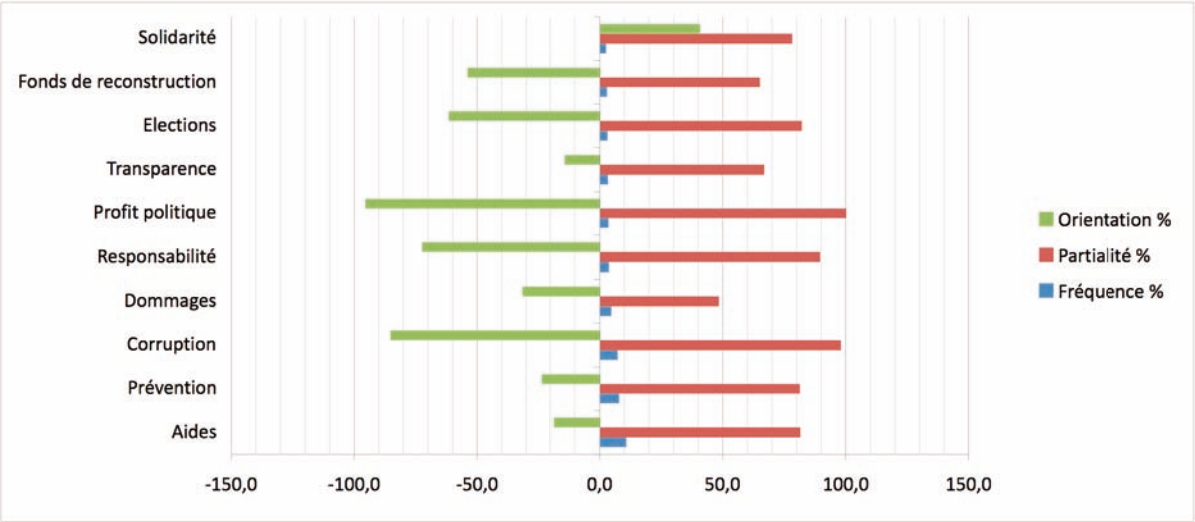
L'information de *Crónica de Hoy* contrairement à *La Jornada* et *Cuarto Poder* diminue sensiblement sur le dossier *Désastre* mais il reste tout de même “le favori” parmi les autres dossiers. Les thèmes *Irrégularités* (0,1%) et *Environnement* (0,1%) sont quasiment inexistants, ce journal ne les aborde qu’à une seule reprise. Les dossiers *Économie* et *Politique* se maintiennent globalement à la même fréquence que celle des articles d’opinion. Le thème *Reconstruction* inexistant dans ses articles d'opinion a une fréquence de 0,6% dans les articles d'information générale. Par conséquent, la couverture médiatique de *Crónica de Hoy* s’intéresse aux faits (dommages, aides, travaux de reconstruction).

3. Les principaux sujets

a- Articles d'opinions

Notre étude a relevé une centaine de sujets pour les articles d'opinion. Nous n'allons évidemment pas les classer comme les dossiers mais repérer ce qui nous semble intéressant. Dans un souci de lisibilité et pour les différencier des noms des dossiers, nous avons choisi de présenter les noms de ces sujets entre guillemets.

L’histogramme suivant représente les dix sujets les plus traités par les articles d’opinion de nos quatre journaux :



Le plus grand nombre d'unités porte sur le sujet « Aides » : elles concernent l'aide apportée ou non aux sinistrés de l'ouragan Stan. Ce sujet a un taux d'orientation défavorable de 18,6%. En deuxième place vient le sujet « Prévention », comme son nom l'indique, ce sont les unités sur le sujet de la prévention et la non prévention. Il a un taux d'orientation défavorable de 23,8%. En troisième position se trouve la « Corruption » avec un taux d'orientation défavorable de 85,3%. Le sujet « Dommages » arrive après le sujet « Corruption » alors même qu'il aborde les dégâts causés par la catastrophe (pertes humaines, matérielles etc.). Le sujet des « Elections » portant sur les futures élections régionale et fédérale de l'été 2006 arrive en huitième position, juste avant « Fonds pour la reconstruction » qui aborde le thème de l'argent concédé au Chiapas pour sa reconstruction.

Sur 97 sujets, seuls 4, sont traités de manière favorable. L'un d'eux « Solidarité », avec une orientation positive de 40,6%, se trouve dans les dix sujets les plus évoqués, représentés sur notre graphique ci-dessus. Il relève de tous les actes de solidarités nationales ou internationales envers le Chiapas. Les trois autres sont « Mécontentement » (orientation positive de 20%) c'est-à-dire les plaintes des sinistrés soutenues par les médias ; « Organisation » (orientation positive de 33%) traitant de tous les types d'actions mises en place par les sinistrés pour faire face à l'urgence ; « Protection » (orientation positive de 11%), ce sont en général des conseils pour la protection de l'environnement.

Deux sujets à faible fréquence ne sont pas orientés : « Manifestations » sur les manifestations sociales menées par les sinistrés et « Sécurité » sur les mesures de sécurité

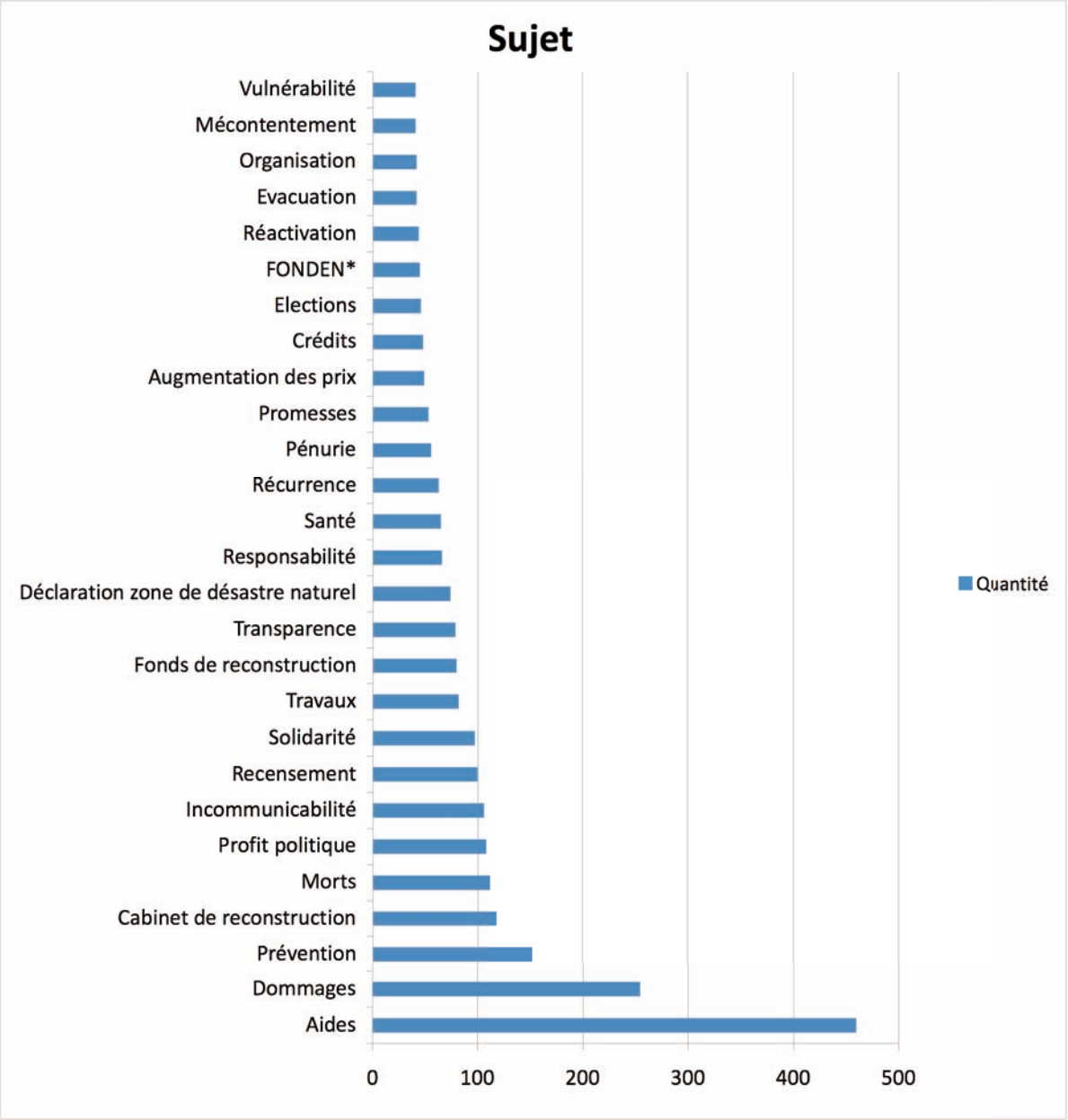
mises en place contre le pillage et la violence. Cette neutralité concernant les actions sociales montre-elle une forme d'autocensure de la part des journalistes, due à la modification par Pablo Salazar Mendiguchía de la loi de transparence et d'accessibilité à l'information de l'État du Chiapas[105] ? En effet, cette loi stipule qu'un journaliste au Chiapas, poursuivi pour diffamation, encourt neuf ans de prison ferme (cinq ans auparavant) et écrire un article sur une manifestation sociale en faveur de la société civile pouvait être considéré comme de la diffamation. Serait-ce par conséquent une des raisons de la neutralité de ces sujets ? Nous reviendrons en fin de thèse sur ces questions de répression et d'auto-censure[106].

c- Articles d'information générale

Comme le montre le graphique suivant, les sujets les plus traités dans les articles de l'étude d'information générale de 2005 sont aussi « Aides » puis « Dommages » et enfin « Prévention », ce qui n'est pas surprenant puisque que les genres d'articles qui dominent sont le compte-rendu, le témoignage et le reportage. Ces genres journalistiques se limitent le plus souvent à faire un état des lieux de la situation et à faire témoigner les sinistrés ou les autorités. Vient ensuite « Cabinet de reconstruction », sujet qui aborde la mise en place des mesures pour la reconstruction d'un point de vue de l'organisation. Le sujet « Profit politique » arrive en sixième position, sur cent : c'est le premier thème d'ordre politique.

105 « Ley de Transparencia y Acceso a la Información del estado de Chiapas», MANDUJANO Isaín, « En Chiapas : Exclusión del delito, no es despenalización», *Este Sur* [En ligne], 13 avril 2007, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : www.estesur.com/autor.jsp?id=5650

106 Cf. Partie III, Chapitre 3 : Les problèmes de société, P.370



En ce qui concerne l'étude des sujets par journaux, les trois premiers sujets sont respectivement « Aides », « Dommages » et « Prévention » pour les journaux régionaux. *Cuarto Poder* traite du problème de l'incommunicabilité et donne autant d'importance au discours des autorités sur la « Transparence » par rapport aux aides, qu'au « Profit Politique » entendu comme prosélytisme. *El Heraldo de Chiapas* s'intéresse à la reconstruction en informant sur le cabinet de reconstruction et le recensement mis en place puis sur les travaux et le « Profit Politique ».

Pour les journaux nationaux, les deux premiers sujets sont également « Aides » et « Dommage ». Ensuite, *Crónica de Hoy* s'intéresse au sujet « Morts », portant sur le nombre de décès et les sources officielles ou extra officielles, avant le sujet « Prévention ». *La Jornada* s'intéresse davantage au sujet « Profit Politique » qu'à celui de la « Prévention ». Les sujets qui suivent pour *Crónica de Hoy* traitent de la pénurie alimentaire et en eau, de l'incommunicabilité du Chiapas avec le reste du territoire dû aux dommages en infrastructure. *La Jornada* s'intéresse ensuite au cabinet de reconstruction mis en place par les autorités dont les premières mesures ont été le recensement pour pouvoir évaluer les dommages et le nombre de morts ainsi que la création de fonds pour la reconstruction

Comme nous l'avons déjà indiqué, vu le grand nombre des sujets, nous n'aborderons un sujet en détail que lorsque son analyse nous sera nécessaire. Cependant ce bref panorama nous a permis de souligner la ligne conductrice de ces quatre journaux : l'information de cette presse porte essentiellement sur l'état des lieux des dommages et sur les aides gouvernementales et les actions de solidarité de la société civile. La prévention est également un sujet prioritaire pour les journaux régionaux alors que dans l'information à portée nationale, ce sujet est traité après les problèmes dus à l'incommunicabilité et à la gestion du désastre.

SECTION D- LA UNE DES JOURNAUX

1. La place et la fréquence de l'information sur Stan

Afin de préciser quelque peu notre vue générale des messages qui ont été transmis, nous allons étudier la une de nos journaux sur le mois d'octobre 2005. Nous observerons si l'information sur Stan se trouve dans la partie la plus visible de cette première page : la tribune[107], et si seul le gros titre ou la photographie s'y trouve aussi.

107 Cf. Glossaire, P.474

Sur 31 jours, pour *El Heraldo de Chiapas,* Stan apparaît 17 fois dans la tribune avec un gros titre et un cliché et ce, de façon continue du 4 au 18 octobre 2005. Ensuite, Wilma, l'ouragan ayant touché Cancun vient prendre sa place du 19 au 24 octobre 2005. Puis, jusqu'à la fin octobre, Stan est en tribune un jour sur deux. Lorsqu'il n'est pas en tribune, il est à deux reprises dans la colonne inférieure.

Pour *Cuarto Poder,* Stan se trouve dans la tribune tant pour le gros titre que pour la photographie du 5 octobre au 14 octobre 2005, puis de manière discontinue jusque fin octobre (les 17, 18 ,22 , 23, 25, 26, 27, 31 octobre 2005), soit pendant 18 jours. Sur les 13 jours où il n'est pas en tribune, il est à cinq reprises présent dans la colonne inférieure qui la suit immédiatement.

Crónica de Hoy consacre au désastre 3 jours de sa première page en tribune (texte et illustration photographique), les 6, 8 et 9 octobre 2005, même s'il fait toujours la une dans le bandeau inférieur pendant 10 jours avec une photographie ou bien un titre. L'ouragan Wilma qui sévit au Quintana Roo fait la une pendant 10 jours dont 5 en tribune.

Enfin, concernant *La Jornada*, du 5 au 9 octobre 2005, Stan est en tribune avec illustration et titre. Le 10, 15 et 17, il n'y a que le cliché dans la tribune et le 27 octobre 2005 ce n'est que le gros titre. Sur 9 jours, il apparaît en seconde partie de la une.

Nous pouvons relever un paradoxe : la couverture médiatique sur Stan dans les journaux nationaux est faible (2,2% pour *Crónica de Hoy* et 4,3% pour *La Jornada*) alors que la quantité de cette information en première page est très élevée. En effet, si on ne s'arrête pas à la tribune et si on comptabilise toutes les fois où Stan fait la une en ne tenant pas compte de sa place sur la page, il est très présent. Pour *La Jornada,* il est 18 jours sur 31 en première page et pour *Crónica de Hoy*, il y est pendant 13 jours. Cette information semble disproportionnée par rapport au nombre d'articles sur le désastre à l'intérieur de ces deux journaux.

Nous pouvons donc constater qu'à nouveau, titrer sur Stan a une fonction appellative selon la définition de la théorie fonctionnaliste de Christiane Nord[108] ou conative selon le schéma de Jakobson que nous avons déjà cités[109] : ces titres auraient pour fonction de

108 NORD Christiane, *La traduction : une activité ciblée - Introduction aux approches fonctionnalistes* [Texte imprimé], Arras : Artois Presses Université, 2008,184p., P.164

109 JAKOBSON Roman, *Essais de linguistique générale* [Texte imprimé], Paris : Editions de Minuit, 1963, 255p., P.216.

chercher à capter l'attention du consommateur et non pas du lecteur. Le lecteur est celui qui a déjà acheté le journal alors que le consommateur est le potentiel lecteur. Ce sujet est donc, pour parler franchement, un bon « gagne pain ». Quant aux journaux régionaux, si nous faisons la même opération, *Cuarto Poder* consacre vingt-trois jours de première page à Stan et *El Heraldo de Chiapas* vingt-et-un jours. Mais cela est moins choquant sachant que leur couverture médiatique est aussi très élevée (20% pour *Cuarto Poder* et 30% pour *El Heraldo de Chiapas*). Par conséquent, que Stan fasse la une aussi longtemps dans les journaux régionaux reste cohérent.

2. Que traduisent ces titres ?

Voyons de plus près ces titres et la manière dont Stan y est présenté. Le 6 octobre 2005, *La Jornada* titre : « La furie de Stan a dévasté le Chiapas et Veracruz »[110]. Le phénomène est décrit par un terme dont le premier sens est celui provenant de la mythologie romaine : « Furie: Chacune des trois divinités infernales (Alecto, Mégère, Tisiphone) chargées d'exercer sur les criminels la vengeance divine »[111]. La furie est aussi synonyme de fureur et de passion. Cette métaphore renvoie le phénomène météorologique à une punition divine.

Dans *Crónica de Hoy,* les titres des premiers jours suivant le désastre personnifient Stan : « Stan vole cinq terrains communaux au Mexique et les donne au Guatemala »[112] ou « Motozintla est méconnaissable ; Stan “a effacé” dix de ses quartiers »[113] ; le 6 octobre 2005, *Crónica de Hoy* titre : « A Tapachula, Stan a englouti deux mille deux cents maisons »[114]. Stan apparaît tour à tour comme un voleur, un magicien, ou encore un monstre.

Le fait que « Stan » ne soit pas accompagné par un substantif décrivant le phénomène météorologique comme « le cyclone Stan » ou « La dépression tropicale Stan » et

110 LA UNE, « Devastó Chiapas y Veracruz la furia de Stan », *La Jornada*, 6 octobre 2005.
111 ROBERT Paul, *Le nouveau Petit Robert* [Texte imprimé], Paris : Dictionnaires le Robert, 1993, 2467p.
112 LA UNE, « Stan roba 5 ejidos a Mexico y se los pasa a Guatemala », *Crónica de Hoy*, 18 octobre 2005.
113 LA UNE, « Motozintla está irreconocible; Stan “borró” 10 de sus barrios », *Crónica de Hoy*, 11 octobre 2005.
114 LA UNE, « En Tapachula Stan se tragó 2200 casas », *Crónica de Hoy*, 6 octobre 2005.

qu'il soit qualifié par des adjectifs relevant du passionnel ou des verbes relevant de la personnification, renforce l'image d'une force de la nature divinisée, en sorte comme une force toute puissante. Ainsi, aucun de ces deux journaux n'a présenté en une les véritables causes destructrices du phénomène : les précipitations, la crue des fleuves, la vulnérabilité sociale etc. Nous restons sur l'impression que Stan a été un violent cyclone qui a tout emporté sur son passage.

El Heraldo de Chiapas fonctionne de la même manière dans sa une et titre le 10 octobre 2005 : « Destruction et mort ; ce que nous a laissé Stan »[115], sous entendu sur son passage. Encore une fois le phénomène météorologique est personnifié : « Stan a surpris les habitants de la Sierra en pleine célébration de la fête de Saint François »[116]. Le 5 octobre 2005, le gros titre « Stan dévaste le Soconusco » [117], rend encore responsable le cyclone Stan de la dévastation. Par conséquent, le message qui est mis en évidence à la une de *El Heraldo de Chiapas, La Jornada et Crónica de Hoy* est celui d'un phénomène hydrométéorologique qui a dévasté par sa toute puissance le Chiapas.

Contrairement à cette vision, *Cuarto Poder* titre le 6 octobre 2005 : « Le désastre augmente »[118] et le 7 octobre 2005 : « Des dommages ont outrepassé toute attente des gouvernements »[119]. Il fait par conséquent un état des lieux des dommages dus au désastre, avec une vision, à ce niveau, beaucoup plus juste de l'événement. Pas une seule fois, il ne titre le nom de Stan. Il n'y a pas de personnification de cette dépression et encore moins une présentation d'une catastrophe « divine » qui rendrait responsable la nature et non pas l'homme. Au contraire, dans le restant des titres de la une, le message que diffuse *Cuarto Poder* est celui d'un désastre aux causes humaines : « Plus de dommages à cause de l'élagage »[120], « Négligence des autorités »[121], « La prévention a fait défaut remarque l'évêque »[122]. *Cuarto Poder* est donc le seul journal qui se différencie au niveau de la une et qui donne une information qui se passe de métaphores et de personnifications à caractère

115 LA UNE, « Destrucción y muerte; lo que nos dejó Stan », *El Heraldo de Chiapas*, 10 octobre 2005.
116 « Stan sorprendió a los serranos en plena celebración de la feria de San Francisco », La Une, « Motozintla devastada », *El Heraldo de Chiapas*, 12 octobre 2005.
117 LA UNE, « Devasta Stan el Soconusco », *El Heraldo de Chiapas*, 5 octobre 2005.
118 LA UNE, « El desastre aumenta », *Cuarto Poder*, 6 octobre 2005.
119 LA UNE « Daños rebasan a gobiernos », *Cuarto Poder*, 6 octobre 2005.
120 LA UNE, « Mas daños por tala », *Cuarto Poder*, 25 octobre 2005.
121 LA UNE, « Negligencia de las autoridades », *Cuarto Poder*, 22 octobre 2005.
122 LA UNE, « Faltó prevenir señaló obispo », *Cuarto Poder*, 17 octobre 2005.

sensationnel. Il reste donc proche des causes de cette catastrophe.

Nous avons vu de quelle manière était présenté le phénomène en lui-même, à présent nous allons analyser ce qui est mis en évidence d'un point de vue thématique dans la une de ces journaux.

3. La thématique

a- *La Jornada*

Lorsque l'on feuillette la une du mois d'octobre 2005 de *La Jornada,* à la recherche des gros titres ou d'annonces d'articles sur Stan, on s'aperçoit qu'il n'y a pas de constance dans l'information. Tout d'abord, pendant deux jours, ce journal aborde le problème de l'aide aux sinistrés qui fait défaut (le 7 octobre 2005) : « Désolation dans sept États ; l'aide n'arrive pas »[123] et deux jours plus tard[124], pour imager son propos, il publie une photographie[125] affichant des personnes se ruant sur les denrées alimentaires. Cette image créée une impression de pénurie, de chaos total et dégage une atmosphère de véritable anarchie où règne la loi du plus fort. Le lendemain, *La Jornada* émet des prévisions. Le titre annonce : « Le désastre de Stan menace d'être encore pire »[126]. Au-dessus de ce titre, trois clichés sont publiés : le premier montrant un cadavre que l'on essaie d'extraire du fleuve ; le deuxième d'une enfant lavant son assiette dans le fleuve ; le troisième d'un homme récupérant une machine à laver sur ses épaules. Accompagné de photographies déjà violentes, ce gros titre prend alors un sens très alarmant. Or, le surlendemain, en deuxième partie de la une, nous pouvons voir la photographie d'une personne en train d'être secourue et au-dessus est énoncé : « Après la tempête, le calme »[127]. Nous sommes donc en pleine contradiction avec les prévisions que ce journal titrait en une deux jours avant, sans aucune explication, à croire que

123 LA UNE, « Desolación en siete estados; la ayuda no llega », *La Jornada*, 7 octobre 2005.
124 LA UNE, « SG : 1.9 millones de afectados », *La Jornada*, 9 octobre 2005.
125 Cf. Annexe IV, P.454
126 LA UNE, « El desastre por Stan amaga con ser aun mayor », *La Jornada*, 8 octobre 2005.
127 LA UNE, « Ya pasó la tempestad, ya viene la calma: Fox », *La Jornada*, 10 octobre 2005.

l'objectif est de désorienter le lecteur.

Après ces titres sur l'absence de réception de l'aide et sur les prévisions météorologiques, deux autres titres font clairement référence aux élections de 2006. D'abord le 26 octobre 2005, sur la une se trouve le titre d'un article d'opinion : « Stan et Wilma, la réforme électorale »[128] ; on peut se demander ce que vient faire le thème de la réforme électorale vingt jours après la catastrophe. Ensuite, le 14 octobre 2005 : « AMLO [Andrés Manuel López Obrador] prêt à donner 10% des dépenses électorales aux sinistrés »[129] et le 19 octobre 2005 : « AMLO a mis en marche deux numéros de téléphones pour rassembler des fonds »[130]. Comme nous pouvons le voir, à deux reprises, celui qui est présenté comme « sauveur » est Andrés Manuel López Obrador, candidat officiel du PRD* à la présidentielle de 2006, soutenu médiatiquement par *La Jornada*. Le chef de l'État Vicente Fox Quesada est, quant à lui, présenté non pas comme le sauveur mais bien plus comme un maillon inutile du système car c'est lui qui refuse l'aide de l'Espagne alors même que, selon l'opinion générale, le Mexique en aurait eu besoin : « L'aide extérieure, inutile pour la reconstruction : Fox »[131]. Par conséquent, en référence au triangle dramatique de Stephen Karpman[132] « Sauveur-victime-persécuteur », on pourrait représenter le système créé par *La Jornada* dans sa une de cette manière: Sauveur (Andrés Manuel López Obrador)- Victimes (sinistrés)- Persécuteur (Stan), Vicente Fox Quesada serait « l'élément » pouvant faire changer ce système et pourtant il est présenté comme passif, ou comme celui qui prend des décisions jugées inefficaces ou absurdes par la société, ainsi que nous le verrons.

Fin octobre, *La Jornada* passe au thème de la reconstruction : « Urgent, des fonds pour reconstruire le Congrès »[133] et le 27 octobre 2005 : «La banque promet un soutien exceptionnel pour la reconstruction »[134]. Ce qui intéresse *La Jornada* n'est pas le « comment » de la reconstruction, ni les mesures mises en place pour ce travail ou la stratégie d'urbanisation, mais les moyens grâce auxquels la possibilité de reconstruire prendra tout son

128 CUAUHTEMOC Cardenas, « Stan, Wilma y la reforma electoral », *La Jornada*, 26 octobre 2005.
129 LA UNE, « AMLO, por destinar 10% del gasto electoral a damnificados », *La Jornada*, 14 octobre 2005.
130 LA UNE, « AMLO puso en marcha 2 números telefónicos para recaudar fondos », *La Jornada*, 19 octobre 2005.
131 LA UNE, « La ayuda externa, inecesaria para la reconstrucción », *La Jornada*, 15 octobre 2005.
132 KARPMAN Stephan B., « Fairy Tales and scipt Drama Analysis », *Transactional Analisis Bulletin*, Avril 1968, VII, nº26, P39-43.
133 LA UNE, « Lo urgente, fondos para reconstruir : el Congreso », *La Jornada*, 26 octobre 2005.
134 LA UNE, « Promete la banca apoyo excepcional a la reconstrucción », *La Jornada*, 27 octobre 2005.

sens. C'est donc le facteur économique qui prime, dans ce thème de la reconstruction.

Comme pour la une du 5 octobre 2005 où *La Jornada* avait juxtaposé la photographie des dommages causés par le désastre au gros titre sur l'affaire de corruption du FONDEN*, il se ressert le 17 octobre 2005[135] de la même arme qu'il semble manier avec dextérité. En effet, le gros titre, « Des corporatifs attentifs aux six cents milliards de pesos de fonds de retraite »[136], semble être illustré par le cliché qui est juste en dessous et qui fait la même taille. Il représente une famille face au désastre et au-dessus, on peut lire en titre de petits caractères : « Stan a endommagé trente-sept mille cinq cents maisons au Chiapas »[137]. Cet artifice ne peut que provoquer la colère chez les lecteurs qui voient d'un côté, des titres montrant des bénéfices financiers d'entreprises et des fonds de retraite phénoménaux et de l'autre, une image d'un désastre, de l'abandon et d'une reconstruction dont la difficulté première est le financement. Nous parlons d'artifice car cette manière de présenter les informations est une manipulation médiatique qui permet de provoquer un « choc », toute réaction touchant à l'émotion du consommateur étant un résultat positif pour le journal.

Enfin, *La Jornada* conclut son mois d'octobre 2005 sur le titre de cet article : « Fox accuse les médias de “non information” sur la reconstruction »[138]. Comme nous avons pu déjà le constater, effectivement, la reconstruction n'est pas le sujet le plus traité en ce mois d'octobre 2005 ; cependant nous pouvons tout de même dire, à la décharge des médias, qu'à vingt-cinq jours du désastre, il était sans doute précipité d'évoquer la reconstruction[139] alors même que l'état d'urgence humanitaire était à peine terminé.

Tandis que la couverture de *La Jornada* est très diversifiée et que ses différents artifices tendent particulièrement vers une politisation et une « polémisation » de l’événement, ceux de *Crónica de Hoy* tendent plus particulièrement vers une dramatisation.

135 Cf. Annexe IV, LA UNE, *La Jornada*, 5 octobre 2005, P.454-469.
136 LA UNE, « Corporativos, tras 600 mil millones de pesos en fondos de retiro », *La Jornada*, 17 octobre 2005.
137 LA UNE, « Daño Stan 37 500 viviendas en Chiapas », *La Jornada*, 17 octobre 2005.
138 LA UNE, « Acusa Fox a los medios de “no informar” sobre la reconstrucción », *La Jornada*, 31 octobre 2005.
139 Cf. Partie III : La reconstruction, P.292

b- *Crónica de Hoy*

En effet, le 6 octobre 2005[140], *Crónica de Hoy* fait état des dommages et évoque la dévastation à Tapachula avec la photographie[141] d'une femme sous la pluie portant une main à sa bouche dans un geste de désespoir. La douleur très visible de cette femme en fait une image dramatique et poignante. Dans sa couverture du 13 octobre 2005, le journal pose en plein centre une photographie[142] de la ville de Huixtla inondée et en titre au-dessus : « C'est Huixtla, pas la Nouvelle-Orléans »[143] faisant référence à l'ouragan Katrina qui a sévi sur la Nouvelle-Orléans, fin août 2005. Tout comme pour le cliché du 6 octobre 2005, la connotation donnée à ce titre est assez forte sachant que les dommages engendrés par Katrina ont marqué l'histoire des États-Unis. Cela accentue la dimension catastrophique du phénomène.

Les 8 et 9 octobre 2005, les gros titres emploient un ton respectivement pathétique et dramatique. Le 8 octobre 2005 : « À Tapachula, ils dorment sans savoir où sont leurs parents »[144]. La photographie[145] qui se trouve en dessous n'illustre absolument pas ce titre, puisqu'on voit un camion et des gens au milieu de l'inondation. Le thème des enfants qui ont perdu leurs parents dans la catastrophe et qui sont devenus orphelins n'a que très peu été traité. Les quatre fois où nous avons pu le vérifier, ce fut dans *Cuarto Poder* (dans un article des 14 et 24 octobre 2005), dans *La Jornada* (un article du 25 octobre 2005) et dans cet article de *Crónica de Hoy* qui est en fait un récit de divers témoignages parmi lesquels celui d'une enfant vivant à Huixtla et qui dit ne pas avoir pas revu ses parents. Par conséquent, on ne peut pas dire que ce titre relève de l'investigation et d'un thème qui sera traité dans le temps et en profondeur, mais il tiendrait plutôt d'une information sensationnaliste pour capter l'émotion du consommateur. Cet exemple de titre nous révèle que les informations à la une du journal sont encore plus brèves et éphémères que l'actualité elle-même.

Le 9 octobre 2005, la photographie[146] très expressive d'une femme criant de douleur est publiée, en gros titre juste au-dessus : « A l'aide, la nourriture se termine dans la

140 LA UNE, « En Tapachula Stan se tragó 2.200 casas », *Crónica de Hoy*, 6 octobre 2005.
141 Cf. Annexe IV, La Une, *Crónica de Hoy*, 5 octobre 2005, P.454-469.
142 Cf. Annexe IV, La Une, *Cuarto Poder*, 5 octobre 2005, P.454-469.
143 LA UNE, « Es Huixtla, no Nueva Orléans », *Crónica de Hoy*, 13 octobre 2005.
144 LA UNE, « En Tapachula duermen sin saber dónde están sus padres », *Crónica de Hoy*, 8 octobre 2005.
145 Cf. Annexe IV, La Une *El Heraldo de Chiapas*, 5 octobre 2005, P.454-469.
146 Cf. Annexe IV, La Une, *La Jornada*, 9 octobre 2005, P.454-469.

Sierra »[147]. Nous comprenons par conséquent que cette femme pleure de désespoir à cause de la faim car la population de la zone montagneuse n'a pas reçu d'aide alimentaire. Or, une infime légende, juste au-dessous de cette image explique : « Deux indigènes guatémaltèques pleurent sur le lieu de la sépulture de leur maison et des membres de leur famille, sur les flancs du volcan Atital, à Panabaj »[148]. Par conséquent, cette photographie n'illustre pas le gros titre mais celui qui est dans le bandeau inférieur : « Le glissement de terrain a enseveli 1 400 guatémaltèques ». L'agencement de cette une a inévitablement été pensé dans l'objectif de créer cette illusion qui ressemble même peut être encore davantage à une véritable tromperie.

Le dernier élément pathétique en une de ce journal se trouve dans le bandeau inférieur du 16 octobre 2005 qui reprend une phrase de l'article : « Jetez-lui de la chaux, parce que le ministère Public n'est pas là pour faire la reconnaissance (des corps), a-t-on dit à Fidel quand il a retrouvé le corps de sa mère au bord du fleuve »[149]. Nous sommes face à une légende sensationnaliste ; sachant que c'est ce qui vend le plus et surtout au Mexique, nous ne sommes pas étonnés de l'utilisation de cette arme commerciale.

Quant aux prévisions, contrairement à *La Jornada* qui reste flou sur les données, le 7 octobre 2005, *Crónica de Hoy* titre dans le bandeau inférieur : « Des pluies pendant encore 72 heures ; on déclare l'état d'urgence dans 241 municipalités »[150]. Cette information est claire et précise, les lecteurs savent à quoi s'attendre, le ton n'est pas alarmant mais informatif. C'est de la même manière que le seul message sur la reconstruction en une de ce journal est transmis le 9 octobre 2005 : « Le pire est passé ; Fox annonce l'étape de reconstruction. »[151]. Ces deux derniers titres ne sont cependant pas représentatifs de la une de *Crónica de Hoy* qui, comme nous l'avons mentionné, use de la dramatisation grâce à l'utilisation de photographie. Tout comme *La Jornada*, l'agencement de ces images et des gros titres est manipulé pour créer un effet attendu : un événement catastrophique, des politiques qui se présentent comme

147 LA UNE, « ¡Ayuda.. ! la comida se acaba en la montaña », *Crónica de Hoy*, 9 octobre 2005.

148 « Dos indígenas guatemaltecas lloran en lugar donde fue sepultada su casa y sus familiares en las laderas del volcán Atital, en Panabaj », LA UNE, « Deslave sepulta a 1.400 en Guatemala», *Crónica de Hoy*, 9 octobre 2005.

149 LA UNE, « "Echele cal, porque no está el MP para tomar conocimiento", le dijeron a Fidel cuando encontró el cuerpo de su madre a la orilla de un río », *Crónica de hoy*, 16 octobre 2005.

150 LA UNE, « lluvias 72 horas más ; declaran emergencia en 241 municipios », *Crónica de Hoy*, 7 octobre 2005.

151 LA UNE, « Lo peor ya pasó: Fox; anuncia etapa de reconstrucción », *Crónica de Hoy*, 9 octobre 2005.

sauveurs. Voyons à présent quels sont les messages que diffusent les journaux régionaux.

c- *Cuarto Poder*

La grande différence entre la première page des journaux nationaux et celle des journaux régionaux réside en ce que chez ces derniers, Stan est présent dans la tribune ou dans les colonnes, un peu partout sur cette première page du journal. La une de *Cuarto Poder* se caractérise par une certaine pudeur, que ce soit dans les titres comme dans les photographies. Au mois d'octobre 2005, la une de *Cuarto Poder* n'est ni dans le sensationnalisme, ni dans le pathétique. De plus, les thèmes qui y paraissent sont pluriels et sont développés dans la couverture médiatique. Nous pouvons donc affirmer que la première page de ce journal est représentative de son contenu. Ses titres n'ont pas qu'une fonction « appellative », mais possèdent aussi une fonction « expressive » : « emploi de signes verbaux ou non-verbaux afin de communiquer les sentiments, les attitudes de l'émetteur envers des objets ou des phénomènes du monde »[152]. Ces titres font part au lecteur d'une opinion ou d'une valeur sur un fait précis et de manière claire : « On compte plus de cent morts »[153] ; « La CONDUSEF* aidera les sinistrés[154] » ; « Le Chiapas, face à une grave crise économique »[155].

Les sujets qui ont trait à la polémique sont d'ordre politique ; ce sont ceux qui sont portés ou abordés par les porte-parole de partis politiques. L'absence du gouverneur du Chiapas Pablo Salazar Mendiguchía est cependant évidente et frappante. En effet, il n'est pas évoqué une seule fois à la une de ce journal. Cette absence donne l'image d'un État non pas gouverné par son « chef » mais par les partis politiques, à l'image également du financement du journal. En effet, les députés Emilio Zebadúa[156] du PRD* ou José Antonio Aguilar Bodegas[157] du PRI* sont les deux intervenants les plus présents à la une de ce journal. Par rapport au triangle de Karpman[158], que nous avons exposé dans l'information de *La Jornada*,

152 NORD Christiane, *La traduction : une activité ciblée - Introduction aux approches fonctionnalistes* [Texte imprimé], Arras : Artois Presses Université, 2008,184p., P.165.
153 LA UNE, « Suman más de cien muertos », *Cuarto Poder*, 12 octobre 2005.
154 LA UNE, « Condusef ayudará a los damnificados », *Cuarto Poder*, 14 octobre 2005.
155 LA UNE, « Chiapas, frente a una grave crisis económica », *Cuarto Poder*, 18 octobre 2005.
156 Cf. Biographie, P.470
157 Cf. Biographie, P.470
158 KARPMAN Stephan B., « Fairy Tales and scipt Drama Analysis », *Transactional Analisis Bulletin*, Avril

ces députés pourraient très bien se trouver à la place de Andrés Manuel López Obrador. Le gouverneur Pablo Salazar Mendiguchía se trouverait quant à lui à la place de Vicente Fox Quesada. Voici quelques titres qui médiatisent de manière concrète ces députés : « Le député Zebadúa fait des propositions »[159] ; « Reconstruire mettra 15 ans, prévoit le sénateur (José Antonio Aguilar Bodegas) »[160], juste en dessous de ce titre on peut voir son portrait. De la même manière, le 27 octobre 2005 le titre : « Urgent d'émettre la déclaration »[161] surplombe une photographie de celui qui émet ces paroles, le député vert Manuel Velasco Coello[162]. Nous verrons comment ces trois personnes vont avoir un rôle médiatique prédominant.

Chronologiquement, la une de *Cuarto Poder* présente d'abord les dommages : « Le désastre augmente »[163] et le nombre de morts : « le nombre de morts s'élève à 30 »[164]. Puis à deux reprises, les 10 et le 11 octobre 2005, est évoqué le climat de tension sociale, voire de violence provoquée par la pénurie alimentaire ainsi que ses conséquences : « Risque d'affrontement prévisible au Suchiate à cause du manque d'aide »[165] ; « Le climat social se tend à cause de la faim »[166]. Cependant, les images illustrant ces titres ne sont pas violentes : celle du 10 octobre 2005[167] représente le fleuve et des maisons détruites et celle du 11 octobre 2005[168] est un plan sur une multitude de personnes réunies, on n'y voit pas d'agressivité. Nous pouvons interpréter le choix de placer un tel gros titre avec une photographie neutre comme un désir de ne pas rentrer dans le pathétique comme *Crónica de Hoy* le 9 octobre 2005.

Ce qui ressort de l'étude de cette une est aussi l'annonce « d'affaires » qui seront traitées dans le reste du journal comme celles des bénéfices du pétrole offerts par Vicente Fox Quesada pour la reconstruction ; celle de la corruption du FONDEN* ; de l'immigration encouragée par le désastre ; de l'incommunicabilité des premiers jours ; du problème de la frontière sud entre le Mexique et le Guatemala soi-disant déplacée à cause de la déviation du

---

1968, VII, nº26, P39-43.

159 LA UNE, « Diputado Zebadúa plantea propuestas », *Cuarto Poder*, 11 octobre 2005.

160 LA UNE, « Reconstrucción tardará 15 años, prevé senador », *Cuarto Poder*, 20 octobre 2005.

161 LA UNE, « Urgente emitir declaratoria », *Cuarto Poder*, 27 octobre 2005.

162 Cf. Biographie, P.470

163 LA UNE, « Aumenta el desastre», *Cuarto Poder*, 6 octobre 2005.

164 LA UNE, « Sube a 30 cifra de muertos », *Cuarto Poder*, 9 octobre 2005.

165 LA UNE, « Riesgo de enfrentamiento, ven en Suchiate por falta de ayuda », *Cuarto Poder*, 10 octobre 2005.

166 LA UNE, « Se enrarece clima social por hambre », *Cuarto Poder*, 11 octobre 2005.

167 Cf. Annexe IV, La Une, *Cuarto Poder*, 10 octobre 2005, P.454-469

168 Cf. Annexe IV, La Une, *Cuarto Poder*, 11 octobre 2005, P.454-469

fleuve ; de la déclaration de zone sinistrée. La reconstruction n'apparaît jamais en gros titre mais en second lieu, juste en dessous. À ce sujet, les propos du sénateur sont rapportés : il prévoit qu'il faudra quinze ans pour reconstruire. De la même manière, ceux de Vicente Fox Quesada sont également retranscrits : « On destinera 20 milliards de pesos à la reconstruction »[169] ; « Il garantit qu'il tiendra sa promesse pour la reconstruction »[170]. *Cuarto Poder* aborde le thème de l'environnement en montrant que le désastre est dû en partie à la déforestation et qu'il a entraîné des dommages irrémédiables dans l'écosystème. La prévention, sujet que nous allons analyser ci-après, est pointée du doigt par l'évêque de Tuxtla Gutiérrez, Rogelio Cabrera López qui dénonce les carences. À travers le filtre médiatique de *Cuarto Poder*, la population parle de négligence de la part des autorités. Comme nous avons pu le constater, les thèmes dans la une de *Cuarto Poder* sont variés et montrent le panel des sujets qui sont abordés dans les articles. Le ton de la majorité de ses titres, contrairement aux journaux nationaux, n'est pas dramatique mais informatif. Est-ce une différence entre les journaux nationaux ou régionaux ou simplement une caractéristique de *Cuarto Poder* ? C'est ce que nous allons justement vérifier avec la une de *Heraldo de Chiapas.*

d- *El Heraldo de Chiapas*

Il ressort de la comparaison des unes de *Cuarto Poder* et de *El Heraldo de Chiapas* que la lecture de ces deux journaux permet d'avoir une vision relativement complète des évènements au Chiapas. En effet, alors que le thème de la reconstruction n'apparaît jamais en titre dans *Cuarto Poder* et seulement à deux reprises dans le reste de la page, et que, dans *La Jornada*, Vicente Fox Quesada accuse les médias de ne pas en parler, *El Heraldo de Chiapas* en fait son thème majeur et veille à en parler sous l'angle économique : « La reconstruction au Chiapas est la priorité du budget de 2006 »[171] ; « La reconstruction coûtera plus de 15 milliards de pesos, calcule Pablo Salazar Mendiguchía »[172]. Le journal évoque aussi les fonds qui lui seront destinés comme les bénéfices du pétrole, ainsi que les programmes mis en

169 LA UNE, « Destinarán 20 mil mdp a reconstruir », *Cuarto Poder*, 10 octobre 2005.
170 LA UNE, « Garantiza cumplir en reconstrucción », *Cuarto poder*, 17 octobre 2005.
171 LA UNE, « Reconstrucción de Chiapas es prioridad en presupuesto 2006 », *El heraldo de Chiapas*, 24 octobre 2005.
172 LA UNE, « Costará más de 15 mil mdp la reconstrucción, calcula PSM », *El Heraldo de Chiapas*, 24 octobre 2005.

place : « Le programme pour la remise en état des maisons endommagées »[173]. La reconstruction domine l'ensemble des titres.

Une jouxte médiatique s'engage entre Vicente Fox Quesada et sa proposition de crédits pour la reconstruction : « Revirement de Fox envers les gouverneurs : faites des démarches de crédits pour gérer les dommages de Stan »[174] et Pablo Salazar Mendiguchía dont la réponse est rapportée ainsi : « Compression budgétaire, pas d'endettement pour la reconstruction : Pablo »[175]. Cette dichotomie entre Vicente Fox Quesada et Pablo Salazar Mendiguchía est aussi présente au sujet de l'aide apportée. Le mécontentement s'adresse à Vicente Fox Quesada : « On réclame plus d'aides à Vicente Fox »[176], alors que celui qui se présente comme le messie est le gouverneur du Chiapas : « Pablo est à la tête de la répartition des vivres »[177]. Finalement, si on reprend l'image du triangle de Karpman : le sauveur est Pablo Salazar Mendiguchía, les victimes toujours les sinistrés et le persécuteur n'est plus Stan mais Vicente Fox Quesada, qui propose des crédits au lieu de donner de l'argent et qui n'offre pas de vivres. À plusieurs reprises ce schéma réapparaît[178] à la une.

Les demandes de transparence du gouvernement et de lutte contre le prosélytisme sont également récurrentes : « Eviter les teintes partisanes dans le soutien solidaire, exige Fox »[179]. Contrairement aux autres journaux, *El Heraldo de Chiapas* est le seul à avoir parlé d'évacuation (le 3 octobre 2005, veille de la catastrophe) : « Evacuation massive à cause de Stan »[180] et d'état d'alerte[181] le 4 octobre 2005 : « Alerte à cause de précipitations »[182]. À l'inverse aussi de *Cuarto Poder* qui montre le problème de l'incommunicabilité, *El Heraldo de Chiapas* annonce à deux reprises le rétablissement de la communication. Tout est question de point de vue : l'un s'attache à montrer ce qui n'est pas fait par les autorités et les

173 LA UNE, « Inician programa para atención de viviendas dañadas », *El Heraldo de Chiapas*, 29 octobre 2005.
174 LA UNE, « Revira Fox a gobernadores: gestionen créditos para atender daños de Stan », *El Heraldo de Chiapas*, 14 octobre 2005.
175 LA UNE, « Recorte, no endeudamiento para la reconstrucción: Pablo », *El Heraldo de Chiapas*, 15 octobre 2005.
176 LA UNE, « Reclaman a Fox más ayuda », *El Heraldo de Chiapas*, 6 octobre 2005.
177 LA UNE, « Encabeza Pablo la entrega de víveres », *El Heraldo de Chiapas*, 7 octobre 2005.
178 Cf. Partie III, Chapitre 1 : Mise en place du plan, P.292-328
179 LA UNE, « Evitar tintes partidistas al apoyo solidario, exige Fox », *El Heraldo de Chiapas*, 17 octobre 2005.
180 LA UNE, « Evacuación masiva de familias por el Stan », *El Heraldo de Chiapas*, 3 octobre 2005.
181 Cf. Glossaire, P.465
182 LA UNE, « Alerta por lluvias », *El Heraldo de Chiapas*, 4 octobre 2005.

problèmes en général ; l'autre met en exergue les actions du gouvernement et les avancées. *El Heraldo de Chiapas* cependant rejoint les autres journaux quand il insiste, lui aussi, sur la pénurie : « Faim dans la Sierra ; on compte déjà 88 morts »[183]. Il aborde des sujets non traités par les unes des autres journaux comme la santé : « Renforcement sanitaire face au risque d'épidémies »[184] ; l'augmentation des prix qui accompagne la pénurie ; enfin, d'un point de vue économique, la crise agricole. Comme dans les autres journaux, l'échec de Pablo Salazar Mendiguchía quant à la loi électorale qu'il souhaitait faire passer avant Stan est un thème présent dans la une mais il est présenté sous l'angle qui apparaît dans ce titre : « Des opinions partagées pour le retrait de l'initiative électorale de Salazar »[185]. Nous n'avons donc pas l'impression d'un rejet total de ce projet mais de divergences à ce sujet. Sont également présents les thèmes de la modification de la frontière, de l'affaire de la déclaration de zone sinistrée, de l'immigration et de la violence sociale. À propos de cette dernière, il titre : « On lynche presque le maire de Acapetahua »[186]. Fin octobre, l'évêque de Tuxtla s'exprime sur le sujet : « Repenser l'aide aux sinistrés pour éviter la violence: R.Cabrera »[187]. Le thème de la scolarité est particulièrement présent dans le contenu, ce qui explique probablement qu'il soit aussi en une : « Plus de 8 000 étudiants dans les zones affectées n'ont toujours pas cours »[188].

On ne peut pas dire non plus, comme dans *Cuarto Poder,* qu'il ait été fait usage des photographies dans l'objectif « sensationnaliste » qui consiste à montrer des scènes dramatiques pour capter l'émotion du lecteur, l'interpeller et lui donner envie de lire les articles sur le sujet. À deux reprises seulement, les titres dramatisent mais la tendance générale est plutôt neutre ou positive. Se dégagent de ces titres, le contrôle de la situation de la part du gouvernement et la rapidité de la mise en place des mesures de reconstruction. Nous validerons ou invaliderons ces premières hypothèses avec notre étude de contenu sur le discours de presse de ce journal.

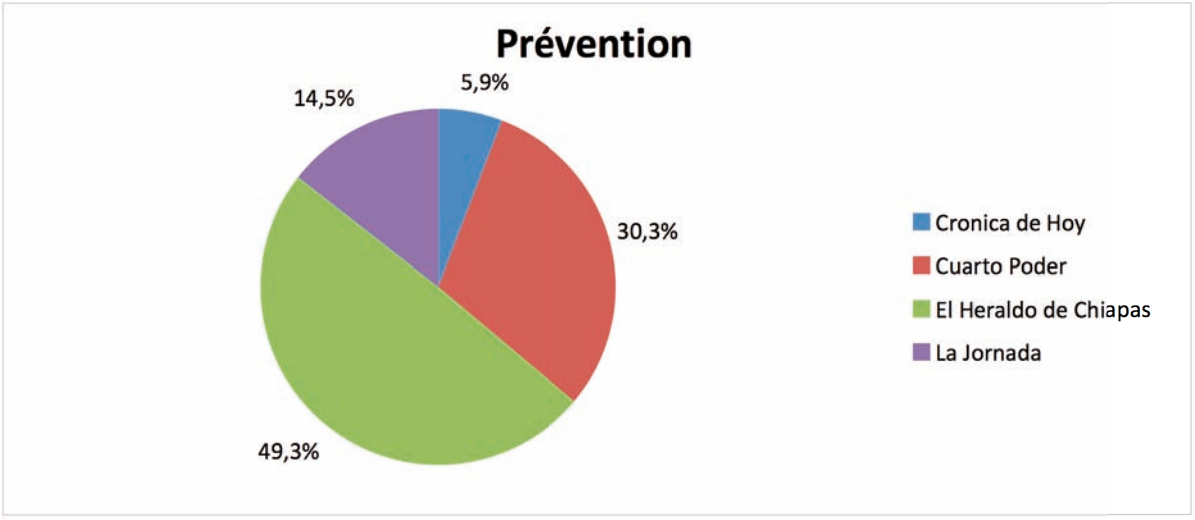
183 LA UNE, « Hambre en la sierra; son ya 88 los muertos », *El Heraldo de Chiapas*, 12 octobre 2005.
184 LA UNE, « Blindaje sanitario ante peligro de epidemias », *El Heraldo de Chiapas,* 7 octobre 2005.
185 LA UNE, « Divide opiniones el retiro de initiative electoral de Salazar », *El Heraldo de Chiapas*, 13 octobre 2005.
186 LA UNE, « Casi linchan al edil de Acapetahua », *El Heraldo de Chiapas*, 12 octobre 2005.
187 LA UNE, « Replantear ayuda a damnificados para evitar violencia: R. Cabrera », *El Heraldo de Chiapas*, 31 octobre 2005.
188 LA UNE, « Todavía sin clases más de 8 mil estudiantes en zonas afectadas », *El Heraldo de Chiapas*, 29 octobre 2005.

Dans ce premier chapitre, nous avons constaté que le Mexique est un pays exposé à diverses menaces dont notamment des phénomènes hydrométéorologiques. Tout au long de son histoire, le Chiapas a subi ces catastrophes dites « naturelles » et qui en raison de leurs récurrences gardent cet aspect de « catastrophe » mais perdent, d'année en année, celui de « naturelles ». C'est ce que nous continuerons de démontrer par la suite. La variété des thèmes et sujets présents dès la une du mois d'octobre 2005 mais aussi leur fréquence est représentative de la couverture journalistique de ces journaux. Cependant, cette variété n'est pas forcément signe de pluralité des sources ni d'investigation. Nous avons pu constater qu'aucun des quatre journaux de notre corpus n'a joué un rôle préventif en diffusant des articles avisant la société civile de possibles risques. Ils n'ont pas non publié de bulletins météorologiques d'alertes avant le désastre du 4 octobre 2005. Nous nous interrogerons sur le rôle de cette insuffisance, voire absence de discours officiels ou extra-officiels sur la prévention avant la catastrophe dans la presse. Dans ce contexte météorologique, la presse s'est-elle posée en simple médiateur entre les hommes politiques et la société civile ne rapportant que les discours politiques ou a-t-elle joué un rôle de contre-pouvoir en faisant témoigner d'autres sources, et d'enquêtrice en publiant des données météorologiques au service de la société civile ? Notre prochain chapitre nous permettra de répondre à cette question qui représente les fondations sur lesquelles la presse a bâti sa réalité et de voir aussi de quelle réalité il est question.

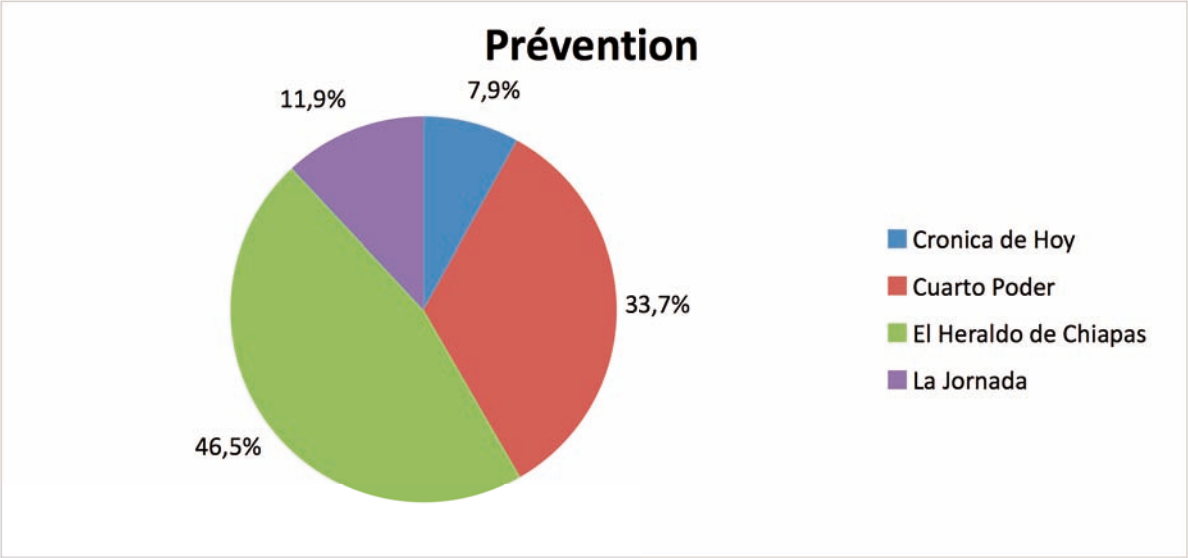
CHAPITRE II

LA PRÉVENTION

La « Prévention- absence de prévention » est un des sujets les plus conséquents parmi les cent que nous avons relevés. En effet, c'est une des questions majeures de controverse entre autorités et sinistrés, entre partis politiques et gouvernement. Dans notre étude d'information générale, la « Prévention » représente 6,8% de l'information : le thème le plus abordé, « Aides », représente 18,36% de la couverture médiatique et le second thème le plus traité « Dommages » représente 10,16% de la couverture. Dans un ordre de décroissance, *El Heraldo de Chiapas* est le journal ayant le plus d'unités d'information portant sur la prévention soit une fréquence de 49,3% ; *Cuarto Poder* 30,3% ; *La Jornada* 14,5% et *Crónica de hoy* 5,9%.



Notre étude des articles d'opinions montre exactement la même tendance comme nous pouvons le constater avec le graphique à secteurs ci-dessous.



El Heraldo de Chiapas est le seul journal avec une orientation favorable à 17% : le ton employé est démonstratif, didactique ou informatif avec des accents élogieux, parfois paternaliste. Ces unités d'informations positives signifient que ce journal a insisté sur les mesures de prévention mises en place par le gouvernement et leur efficacité. Au contraire, pour les autres journaux, l'orientation de *Cuarto Poder* est défavorable à 50%, celle de *Crónica de Hoy* à 37% et concernant *La Jornada*, la différence est encore plus abyssale sachant que les unités d'informations sont défavorables à 100%. Les tons ironique et culpabilisateur dominent dans la narration de ces trois journaux.

Lors de notre analyse des articles du 26 septembre 2005 au 4 octobre 2005 et de la une des journaux du 5 octobre 2005, nous avons pu remarquer que ce phénomène hydrométéorologique était connu des autorités plus de trois jours avant la catastrophe. Ces médias ont volontairement diffusé un message rassurant, montrant un « contrôle de la situation ». Ils ont informé sur les probables risques météorologiques à venir : de « fortes précipitations », mais ils n'ont presque pas diffusé de mesures préventives ni de bulletins d'informations officiels. L'orientation défavorable au sujet de la prévention de la part de *La*

Jornada, *Crónica de Hoy* et *Cuarto Poder* semble *a posteriori* surprenante, étant donné qu'ils n'y ont eux-mêmes pas participé activement. Observateurs et médiateurs entre les autorités et la société civile avant le désastre, ces journaux se sont placés en juges après celui-ci, accusant les autorités de ne pas avoir agi. Nous nous interrogeons par conséquent sur ce qui légitime le passage de la médiation au jugement ? Pourquoi au contraire n'ont-ils pas porté un jugement sur la situation avant le désastre et mis en porte-à-faux alors les paroles des autorités ? Pourquoi n'ont-ils pas simplement donné la possibilité aux gens de lire d'autres points de vue sur la situation ? Par conséquent, dans quel système se trouve la presse et que construit-elle sur ce sujet ?

SECTION A – SUR LE SYSTÈME DE PRÉVENTION AVANT LE DÉSASTRE : ARTICLES D'OPINION

1. *El Heraldo de Chiapas* ou l'éloge de la Protection civile

El Heraldo de Chiapas fait l'éloge, à plusieurs reprises, du système de la Protection civile, entité dépendante du gouvernement de l'État du Chiapas définie comme « un ensemble de dispositions, de moyens, de procédés, d'actions et de conduites »[1]. Ce système met en avant la solidarité, la participation et la co-responsabilité entre la société civile et les autorités en menant des actions de « prévention, mitigation[2], préparation, secours, réhabilitation, rétablissement, reconstruction et retour à la normalité »[3]. Son objectif est de sauvegarder l'intégrité physique des personnes, leurs biens mais aussi de protéger la production, les services publics et l'environnement « face à l'éventualité d'un risque, d'une émergence ou d'un désastre »[4].

Dans un article du 5 octobre 2005, Ausencio García[5] témoigne de l'énorme avancée de la Protection civile dans le monde entier et par conséquent, dit-il, au Mexique. Ce même journaliste, le surlendemain de la catastrophe, complimente encore la Protection civile grâce à laquelle on ne déplore pas trop de pertes humaines : « Le côté positif est que, dans une grande mesure, les autorités de la Protection civile ont agi de manière opportune dans le cadre des différents niveaux de gouvernement »[6]. Pedro Peñaloza rejoint le point de vue de son confrère

---

1 « […] un conjunto de disposiciones, medios, procedimientos, acciones y conductas […] », SISTEMA ESTATAL DE PROTECCION CIVIL, *Portal de la Protección civil* [Site Internet] [réf. du 3 août 2009], Disponible sur : http://www.proteccioncivil.chiapas.gob.mx/nSite/queespc.php?action=1

2 Cf. Glossaire, P.465

3 « […] la prevención, mitigación, preparación, auxilio, rehabilitación, restablecimiento, reconstrucción y vuelta a la normalidad […] », SISTEMA ESTATAL DE PROTECCION CIVIL, *Portal de la Protección civil* [Site Internet] [réf. du 3 août 2009], Disponible sur : http://www.proteccioncivil.chiapas.gob.mx/nSite/queespc.php?action=1

4 « […] ante la eventualidad de un riesgo, emergencia o desastre », SISTEMA ESTATAL DE PROTECCION CIVIL, *Portal de la Protección civil* [Site Internet] [réf. du 3 août 2009], Disponible sur : http://www.proteccioncivil.chiapas.gob.mx/nSite/queespc.php?action=1

5 GARCIA Ausencio, « Títeres Cabezas », *El Heraldo de Chiapas*, 5 octobre 2005.

6 « Lo bueno es que, en gran medida, las autoridades de Protección civil han actuado de manera oportuna en los diferentes ámbitos de gobierno », GARCIA Ausencio, « Títeres Cabezas », *El Heraldo de Chiapas*, 6 octobre 2005. [CD-ROM].

dans un article du 13 octobre 2005 : « Grâce à la prévention, on a pu éviter un plus grand nombre de pertes de nos compatriotes »[7]. L'argument principal est donc celui du nombre de morts. D'après ce raisonnement, la prévention aurait été efficace parce que ce désastre n'aurait pas fait beaucoup de morts :

> Au Chiapas, définitivement, la nouvelle culture de la Protection civile est un fait, celle des citoyens principalement. Cela a permis de ne pas avoir un nombre pire et plus lamentable de morts […][8].

Il ajoute dans ce même article, que si le fleuve Sabinal à Tuxtla Gutiérrez n'est pas sorti de son lit, c'est grâce à la prévention qualifiée de « bien anticipée »[9]. Ce serait cette bonne politique en amont qui aurait permis d'éviter les morts selon Víctor M. Ancheyta qui, dans son article, met en évidence les propos du gouvernement de l'État : « Le fort investissement économique pour la création des 118 comités municipaux de la Protection civile a été déterminant »[10] et d'ajouter : « La population a pu se mettre à l'abri grâce aux informations préventives de la Protection civile »[11].

Le journaliste poursuit son argumentation, qui vise à l'éloge de la Protection civile, et constate une nette amélioration par rapport au gouvernement antérieur : « Pour ce même phénomène, à une autre époque, les conséquences auraient été pires que celles qui ont été enregistrées »[12]. Une semaine plus tard, ce même journaliste reviendra sur la question : « Les techniques de la Protection civile ont évolué et les leçons du passé ont bien été retenues »[13]. Dans plusieurs articles, les journalistes s'évertuent à montrer les points positifs de la gestion de Stan en 2005 par rapport à celle de Mitch en 1998. Par conséquent, ils comparent aussi

---

7 « Gracias a la prevención se pudo evitar una mayor pérdida de compatriotas », PEÑALOZA Pedro, « (…) », *El Heraldo de Chiapas*, 13 octobre 2005.

8 « En Chiapas, definitivamente, es un hecho la nueva cultura de la protección civil, a cargo de los ciudadanos principalmente. Eso evitó elevar el número de muertos a cantidades más lamentables », GARCIA Ausencio, « Titeres Cabezas », *El Heraldo de Chiapas*,13 octobre 2005.

9 « con mucha antelación », GARCIA Ausencio, « Titeres Cabezas », *El Heraldo de Chiapas*, 13 octobre 2005.

10 « La fuerte inversión económica en la creación de los 118 Comités Municipales de Protección Civil ha sido determinante », M.ANCHEYTA B. Victor, « Reconstrucción sin recursos », *El Heraldo de Chiapas*, 17 octobre 2005.

11 « La población pudo resguardarse ante la información preventiva de Protección civil », M.ANCHEYTA B. Victor, « Reconstrucción sin recursos », *El Heraldo de Chiapas*, 17 octobre 2005.

12 « En este mismo fenómeno, en otros tiempos hubiera sido de consecuencias mucho peores de las que se han registrado », GARCIA CUELLAR Enrique, « Adoble Espacio », *El Heraldo de Chiapas*, 6 octobre 2005.

13 « las técnicas de protección civil han evolucionado y las lecciones del pasado han sido aprendidas », GARCIA CUELLAR Enrique, « Adoble Espacio », *El Heraldo de Chiapas*, 13 octobre 2005.

deux systèmes de gouvernements, celui de 2005 à celui de 1998 (PRI*). Par exemple, dans son article du 17 octobre 2005[14], Víctor M. Ancheyta B. démontre d'une manière très didactique, en numérotant ses arguments, que les précipitations de 1998 ont été similaires à celles de 2005, oscillant entre 300 et 400 mm. La durée constitue pour lui la grande différence : Mitch a déversé ses pluies en un temps record de 18 heures, alors que Stan a provoqué à peu près le même volume de précipitations en 2 jours, permettant aux gens de sortir de chez eux. Comme Mitch s'est produit de nuit et que Stan s'est produit à l'aube, la Protection civile a pu agir avec plus de rapidité pour évacuer les zones à risque. Il conclut que le nombre peu élevé de morts est dû, non seulement aux différences du phénomène entre 1998 et 2005, mais aussi à l'efficacité de la Protection civile.

Nous ne pouvons omettre les commentaires de Ausencio García dans son article du 5 octobre 2005 qui félicite les médias d'avoir largement diffusé des messages de prévention : « Les mesures préventives ont été diffusées amplement par les divers médias »[15]. Il ajoute : « Le fait d'utiliser les réseaux de communication de tout type, aide les gouvernements à être efficaces dans la prévision et l'alerte sur les risques d'une contingence naturelle »[16]. Après l'étude dont nous avons rendu compte dans le premier chapitre, on peut avancer que cette information est largement exagérée en ce qui concerne la presse et notre corpus.

Pour conclure sur ces points en faveur de la gestion des autorités, nous pouvons relever un dernier argument, celui des gens vivant près du fleuve et ne voulant pas sortir de chez eux. Nous noterons le ton sarcastique du journaliste : « Il y a des personnes qui restent pour surveiller leurs biens […] c'est un manque de sens commun […] elles accordent plus de valeur aux bien matériels qu'à leur propre vie »[17].

Les unités défavorables de *El Heraldo de Chiapas* sont, quant à elles, peu nombreuses. En effet, les quelques allusions négatives sur la prévention se trouvent dans le

14 M.ANCHEYTA B. Victor, « Reconstrucción sin recursos », *El Heraldo de Chiapas*, 17 octobre 2005.

15 « Las medidas preventivas han sido difundidas ampliamente por los distintos medios de comunicación », GARCIA Ausencio, « Titeres Cabezas », *El Heraldo de Chiapas*, 5 octobre 2005.

16 « El aprovechamiento de las redes de comunicación de toda índole, convierte a los gobiernos en eficaces previsores y alertadores de los riesgos de una contingencia natural », GARCIA Ausencio, « Titeres Cabezas », *El Heraldo de Chiapas*, 5 octobre 2005.

17 « Hay personas que se quedan a cuidar sus cosas […] es una carencia de sentido común […] valoran más sus bienes materiales que la propia vida », GARCIA CUELLAR Enrique, « Adoble Espacio », *El Heraldo de Chiapas*, 6 octobre 2005.

même article d'opinion, celui de Ramón Sosamontesdatant du 7 octobre 2005[18]. Ce sont des témoignages de sinistrés qui signalent ne pas avoir été prévenus : « ils n'ont entendu que le mugissement du fleuve ». En faisant témoigner les sinistrés, le journaliste ne prend pas le risque de démontrer le manque de prévention. C'est également ce que les journalistes avaient fait avant la catastrophe en diffusant le discours des autorités. Choisir de relater le discours de certains intervenants plutôt que d'autres est donc primordial.

2. Les trois autres journaux

a- *Cuarto Poder* : l'accusation

Si le point de vue que *Cuarto Poder* a adopté dans la narration de l'information concernant le sujet « Prévention » est semblable à celui de *El Heraldo de Chiapas* (utilisation des mêmes faits), leurs arguments sont toutefois antinomiques. Alors que *El Heraldo de Chiapas* félicite les actions de la Protection civile, *Cuarto Poder* insiste sur le manque de prévention, en accusant non seulement le gouvernement du Chiapas de Pablo Salazar Mendiguchía mais aussi les autorités locales.

Dans un article du 13 octobre 2005, le journaliste Roberto Domínguez Cortés dénonce la négligence du gouverneur et pousse son accusation jusqu'à suggérer une sentence : « […] Pablo a commis une grave omission qui engage sa responsabilité pénale et […] qui peut ouvrir à un jugement politique »[19]. Dans ce même article, sur un ton sarcastique, il attaque le discours de Pablo Salazar Mendiguchía : « Il pouvait se vanter de ses bons systèmes de prévention. Ce ne fut pas le cas, petit à petit la réalité s'impose par elle-même, et l'incapacité et le mensonge surgissent »[20]. L'accusation porte non seulement sur le discours du gouverneur, mais aussi sur sa personne, incompétente et capable de mensonges. Le

18 SOSAMONTES Ramon, « El bramido del río », *El Heraldo de Chiapas*, 7 octobre 2005.

19 « […] Pablo incurrió en una grave omisión que es causa de responsabilidad penal y en su caso de sujeto de juicio político», DOMINGUEZ CORTES Roberto, « Hojas libres », *Cuarto Poder*, 13 octobre 2005. [CD-ROM].

20 « Podía presumir de sus buenos sistemas de prevención. No fue así, poco a poco la realidad se impone y la incapacidad y la mentira brotan », DOMINGUEZ CORTES Roberto, « Hojas libres », *Cuarto Poder*, 13 octobre 2005.

journaliste Angel Mario Ksheratto, qui sera victime de sa répression politique[21], commente les propos du gouverneur sur le ton de la dérision :

> Pablo a dit hier dans un discours radiophonique que les dommages de Stan étaient de la faute de tous. Allons donc! Vous, moi, votre voisin, votre famille ou n'importe qui, n'avons pas fait preuve de prévoyance en avisant à temps et à cause de notre grande faute, beaucoup sont morts. Il ne manquait plus que cela.[22]

Ainsi, *Cuarto Poder* accuse le gouvernement de ne pas avoir su prévoir l'impact de ce phénomène hydrométéorologique et par conséquent de ne pas avoir déclaré l'état d'alerte[23], c'est-à-dire de ne pas avoir averti la population en temps et en heure pour qu'elle puisse sortir de chez elle. En effet, à plusieurs reprises, les articles montrent que les gens n'ont pas été prévenus, comme les employés de l'IMSS*, hôpital se situant dans une zone à risque à Tapachula : « Ils n'ont jamais été prévenus du risque qu'ils encouraient »[24]. L'ignorance du risque encouru par ces personnes témoigne du manque de prévention en amont. Cette version est corroborée par un article du 10 octobre 2005, qui démontre avec ironie que les seuls signaux d'alerte qui ont été entendus ont été ceux émis une fois que le fleuve avait emporté des vies humaines et des biens matériels.

Le 14 octobre 2005, le journaliste Carlos Rojas, dont l'article a été repris du journal *Crónica de Hoy* publié deux jours avant, s'interroge sur l'efficacité des systèmes d'alerte et de prévention :

> Le premier problème est que malgré les avancées technologiques au niveau mondial, auquel le Mexique a accès afin de prévenir des situations aussi douloureuses que celles que vivent, en ce moment, des dizaines de milliers de familles au Chiapas, personne n'a prévu l'impact dévastateur que pourrait avoir Stan.[25]

---

21 Cf. Partie III, Chapitre 3 : Les problèmes de société, P.370

22 « Pablo dijo ayer en un discurso radial que los estragos de Stan, son culpa de todos. Vaya! Usted, yo, su vecino, su familiar o quien sea, no tuvo la previsión de avisar a tiempo y por nuestra grandísima culpa, muchos murieron. Sólo eso faltaba », KSHERATTO Mario, « Fichero político », *Cuarto Poder*, 18 octobre 2005.

23 Cf. Glossaire, P.474

24 « Nunca fueron avisados del riesgo en que se encontraban », SAMAYOA Amet, « Tarot Político », *Cuarto Poder*, 7 octubre 2005.

25 « El primer problema es que no obstante el avance tecnológico en el ámbito mundial, al cual México tiene acceso para prevenir situaciones tan dolorosas como las que viven, en estos momentos, decenas de miles de

Nous pouvons remettre en question le fait que personne n'ait prévu l'impact peut-être y avait-il des discours existants, comme celui de la météorologue Valentina Davydova[26], qui n'ont pas été entendus ni pris en considération par les autorités ou par les médias. Le rôle majeur des médias est ainsi mis en évidence : s'ils ne disent pas, cette réalité n'existe pas. En d'autres termes, pour exister, tout discours doit passer par une médiatisation.

Après la responsabilisation de Pablo Salazar Mendiguchía et la dénonciation de l'inexistence du système d'alerte, ce journal, contrairement à *El Heraldo de Chiapas,* montre l'incapacité de la Protection civile. Plusieurs articles soulignent l'inexistence de ces patrouilles et de leur action, sur un ton acerbe : « Quelle Protection civile? Il n'y avait absolument rien! »[27]. Dans ce même article, Amet Samayoa fait référence à la récurrence de ces phénomènes : alors même que le Chiapas a été plusieurs fois touché par ce genre de phénomènes naturels, personne n'a jamais entendu parler de programmes de prévention : « Vous avez entendu parler, vous, en temps normal, d'alertes ou de programmes de protection civile ? »[28]. Le fait d'interroger interpelle le lecteur et donne plus de force à son propos : il remet donc en question l'existence d'une prévention en amont.

Ce journaliste établit dans son article une relation de cause à effet entre la mauvaise gestion politique d'une catastrophe naturelle, ou plutôt de sa prévention et l'échec du gouvernement en place lors du désastre en exposant l'exemple de 1985. En effet, il attribue l'échec du PRI* en 1985 à l'inefficacité de la Protection civile lors du tremblement de terre de Mexico et compare cette situation à celle du Chiapas avec le gouvernement de Pablo Salazar Mendiguchía et à celle de la Nouvelle-Orléans avec l'ouragan Katrina et le gouvernement de Bush.

Ce qui apparaît également dans ce journal et non dans *El Heraldo de Chiapas,* est le thème des zones à risques. En effet, plusieurs journalistes responsabilisent le gouvernement d'avoir laissé les gens construire leurs maisons aux abords du fleuve : « On n'aurait jamais dû

---

familias en Chiapas, nadie haya advertido el alcance devastador que podría tener Stan », ROJAS Carlos, « Instituciones siniestradas », *Cuarto Poder*, 14 octobre 2005.

26 Cf. Partie I, Chapitre 1 : Octobre 2005 : Au cœur du cyclone, P.43

27 « Cuál protección civil? No había absolutamente nada », SAMAYOA Amet, « Tarot Político » *Cuarto Poder*, 7 octobre 2005.

28 « Usted ha escuchado en tiempo de normalidad llamados y programas de protección civil? », SAMAYOA Amet, « Tarot Político », *Cuarto Poder*, 7 octobre 2005.

autoriser la construction de logements dans la partie basse de Tapachula »[29]. Nous reviendrons en détail sur ce sujet dans notre troisième partie[30].

Alors que *Cuarto poder* accuse et responsabilise les autorités de l'absence de prévention, que *El Heraldo de Chiapas* se félicite au contraire du système de la Protection civile, *La Jornada* s'attache à montrer que, malgré la récurrence de ces catastrophes naturelles, le système de protection et de prévention n'évolue pas : « On apprend peu et on met encore moins en place des solutions constructives pour protéger les citoyens »[31].

b- *La Jornada* : un système de prévention qui n'évolue pas

Tout comme *Cuarto Poder,* ce journal souligne la passivité de la part du gouvernement et montre que rien n'a été fait alors même que depuis des années, ces phénomènes se reproduisent. Luis Linares Zapata en conclut que les Mexicains sont soumis à leur propre sort. Le discours est tenu sur le mode de l'accusation et rappelle que ce phénomène n'est pas un fait nouveau. L'inaction gouvernementale est donc tenue pour responsable de ce désastre : « […] les pertes et les tragédies auraient pu être évitées […] »[32]. Adolfo Sánchez Rebolledo soutient ce point de vue en ajoutant : « surtout dans ces zones qui ont déjà été victimes précédemment de ce type de désastre »[33]. Le discours de ce journal est donc à la dénonciation de l'immobilisme gouvernemental dans la prévention, à grand renfort de questions rhétoriques : « Que se passe-t-il ? Il y a toujours eu des cyclones et des désastres mais on n'était pas au courant ? »[34]. *Cuarto Poder* et *La Jornada* ont le même point de vue face à la prévision de ce désastre. Cependant, alors que *Cuarto Poder*, journal régional, accuse son gouvernement de l'État du Chiapas, *La Jornada* accuse lui le gouvernement fédéral :

29 « la parte baja de Tapachula nunca jamás debiera autorizarse a la construcción de viviendas », FIGUEROA Pepe, Café Avenida, *Cuarto Poder*, 10 octobre 2005.

30 Cf. Partie III, Chapitre 3 : Les problèmes de société, P.370

31 « Poco se aprende y menos aun se emprenden aventuras constructivas que pongan a esos conciudadanos a salvo », LINARES ZAPATA Luis, « Imaginación y poder », *La Jornada*, 12 octobre 2005.

32 « pérdidas y tragedias que bien se pudieron evitar », LINARES ZAPATA Luis, « Imaginación y poder », *La Jornada*, 12 octobre 2005.

33 « sobretodo en aquellas[zonas] donde ya se han sufrido con anterioridad esas desgracias », SANCHEZ REBOLLADO Adolfo, « Falta previsión », *La Jornada*, 13 octobre 2005.

34 « ¿Qué pasa siempre hubo ciclones y desastres y no sabíamos de ellos? », RASCON Maraco, « País devastado », *La Jornada*, 25 octobre 2005. [CD-ROM].

> La crise déclenchée par l'inaptitude et la vénalité de Fox face au désastre, n'a fait qu'aggraver la situation ; la seule chose qui est claire, est ce que l'on savait déjà : [a)] que le gouvernement fédéral manque de programmes pour faire face à ce type de désastre […]. [35]

La Jornada, responsabilise le gouvernement fédéral alors que *Crónica de Hoy* accuse le gouvernement du Chiapas.

c- *Crónica de Hoy* : la défense des actions du gouvernement antérieur (PRI*)

Dans un article du 8 octobre 2005, le journaliste Pepe Grillo prend pour exemple un discours tenu par Pablo Salazar Mendiguchía sur les causes du désastre quelques heures après la tragédie. L'argumentaire du gouverneur qui consiste à accuser de négligence les gens qui ne sont pas sortis à temps de chez eux laisse le journaliste sceptique. Pepe Grillo souligne au contraire que : « Ce que n'a pas dit le gouverneur, c'est si son administration a prévenu à temps des risques qu'impliquait Stan »[36]. Carlos Rojas, dont l'article a été repris par *Cuarto Poder*, dénonce le manque de préparation, la désorganisation et les erreurs dans les prises de décisions de la part du ministère de l'Intérieur:

> La mise en place d'un cabinet d'urgence de la part du président fait bien voir que le gouvernement n'est ni préparé ni organisé pour faire face à ce type de situations complexes que le Chiapas vit actuellement.[37]

Dans ce même article, il explique que si le système pour la prévention est désarticulé, c'est parce que les fonctionnaires sont davantage occupés à essayer d'éclaircir les problèmes de détournement de fonds qu'à assumer leurs responsabilités, faisant clairement allusion à la corruption du FONDEN* : « Les fonctionnaires sont plus occupés à essayer d'éclaircir des

35 « […] la crisis desatada por la ineptitud y venalidad de Fox ante el desastre, no hizo más que agravar la situación, pues lo único que quedó claro es lo que se sabía: a) que el gobierno federal carece de programas para enfrentar este tipo de desastres, y que b) […] », GARRIDO Luis Javier, « El lodazal », *La Jornada*, 14 octobre 2005.

36 « Lo que no dijo el gobernador es si su administración avisó con tiempo sobre los riesgos que implicaba Stan », GRILLO Pepe, « La hipótesis de Pablo Salazar », *Crónica de Hoy*, 8 octobre 2005.

37 « La integración de un gabinete de emergencia por parte del presidente deja en claro que el gobierno no está preparado ni organizado para hacer frente a situaciones complejas como la que ahora vive Chiapas », ROJAS Carlos, « Instituciones siniestradas », *Crónica de Hoy*, 12 octobre 2005.

fraudes […] »[38].

De plus, à l'inverse de *La Jornada*, qui souligne qu'aucun gouvernement n'a su apprendre du passé, Carlos Rojas de *Crónica de Hoy*, évoque le travail de la Protection civile lors du tremblement de terre en le teintant d'héroïsme. Finalement, cet article montre que de grands progrès avaient été faits depuis 1985, mais que depuis ce nouveau gouvernement, il y a un grand recul. Nous pouvons donc sentir un net penchant politique envers le parti du PRI* plus qu'à l'encontre du gouvernement fédéral.

Le problème des zones à risque n'est abordé qu'une seule fois dans l'article de Pablo Latapi du 19 octobre 2005, mais avec un point de vue totalement inverse à celui de *Cuarto Poder*. Sur un ton mêlé d'accusation, de mépris et de paternalisme, il accuse les sinistrés de vivre dans le « péché ». Il affirme que la majorité d'entre eux sont étrangers, et les accuse en plus de s'être installés illégalement sur les rives du fleuve. Dans cet article intitulé : « Sinistrés ou illégaux »[39] , sur lequel nous reviendrons dans notre partie traitant des problèmes sociaux, ce journaliste défend les autorités locales en démontrant que ces zones à risque étaient « interdite de construction » et il ajoute : « Ce n'étaient pas des terrains irréguliers par caprice d'un quelconque urbaniste ou fonctionnaire municipal mais c'étaient des zones à risques »[40]. Il responsabilise les sinistrés de leur sort.

Dans les articles d'opinion de *Crónica de hoy,* les points de vue varient en fonction des journalistes : manque de prévention de la part des autorités, responsabilité de Pablo Salazar Mendiguchía, responsabilité des sinistrés, éloge de l'époque du PRI*.

Ces trois journaux comparent le manque de prévention avant Stan avec celui de l'ouragan Katrina à la Nouvelle-Orléans. Cette comparaison donne une plus grande ampleur à ce désastre. De plus, comme nous pouvons le voir, malgré leurs points de vue divergents ces quatre journaux abordent à peu de chose près les mêmes « affaires » qui, selon leur tendance, sont présentées sous un angle favorable ou défavorable. C'est pourquoi, selon leurs intérêts aussi, ils vont prendre parti pour le gouvernement fédéral ou le gouvernement de l'État du Chiapas.

---

38 « Los funcionarios están más ocupados en tratar de aclarar los desvíos […] que en atender sus responsabilidades », ROJAS Carlos, « Instituciones siniestradas », *Crónica de Hoy*, 12 octobre 2005.

39 « Damnificados o ilegales », LATAPI Pablo, « Damnificados o ilegales », *Crónica de Hoy*, 19 octobre 2005.

40 « no eran terrenos irregulares por capricho de algun urbanista o funcionario municipal eran zonas de riesgo », LATAPI Pablo, « Damnificados o ilegales », *Crónica de Hoy*, 19 octobre 2005. [CD-ROM].

3. La “non prévision” des États, selon Vicente Fox Quesada

Les journaux régionaux *El Heraldo de Chiapas* et *Cuarto Poder* se sont attachés à relater la confrontation entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'État du Chiapas en matière de prévention économique.

El Heraldo de Chiapas rapporte les propos de Vicente Fox Quesada qui accuse, par presse interposée, les gouverneurs des États touchés par l'ouragan (dont celui du Chiapas) de ne pas avoir été prévoyants financièrement face à l'urgence économique qui suivit le désastre : « Il a accusé les gouverneurs du sud-est du pays, c'est-à-dire, celui du Chiapas, Pablo Salazar Mendiguchía […] de ne pas avoir prévu l'urgence économique déclenchée par l'ouragan Stan »[41]. Comme nous pouvons le constater, ce n'est pas la prévention en matière de sauvetage de vies humaines que reproche Vicente Fox Quesada aux gouverneurs mais plutôt la prévision économique de « l'après désastre ». Cette affaire diffusée par la presse va créer une polémique médiatique. Cette critique a permis à Vicente Fox Quesada de justifier sa position envers les gouverneurs en leur demandant de contracter un crédit pour la reconstruction et de ne pas compter exclusivement sur les fonds fédéraux alors même qu'au préalable il avait proposé son soutien aux États. Selon la presse, ce fut un moyen de camoufler sa rétractation.

Toujours dans *El Heraldo de Chiapas*, section « Adoble Espacio », le 17 octobre 2005, Enrique García Cuellar signe un article qui met en relief ce conflit entre les deux gouvernements et qui présente, sur un ton dramatique, la demande de Vicente Fox Quesada comme quelque chose de quasi inhumain : « Accuser les gouvernements affectés […] de manque de prévision est […] cruel »[42]. Par sa demande aux gouvernements d'États de contracter des crédits pour la reconstruction, Vicente Fox Quesada est présenté dans ce journal comme le persécuteur. Cette vision est corroborée par un article de David Martínez :

41 « […] culpó a los gobernadores del sureste del país, o sea, al de Chiapas , Pablo Salazar Mendiguchía […] de no prever la emergencia económica desatada por el huracán Stan », BERDEJO ARVIZU Aurora, « Vanguardia Política », *Cuarto Poder*, 14 octobre 2005.

42 « Culpar a lo gobiernos afectados […] de falta de previsión es […] cruel », GARCIA CUELLAR Enrique, « Adoble Espacio », *Cuarto Poder*, 17 octobre 2005.

> La froideur avec laquelle Vicente Fox Quesada a traité les gouverneurs des territoires qui furent touchés par Stan a démontré l'éloignement d'un mandataire qui ne veut pas payer les pots cassés de ceux qui n'ont pas prévu ce type de situations […] [43].

Contrairement à *El Heraldo de Chiapas*, qui présente le gouvernement de l'État comme « la » victime, *Cuarto Poder* profite de ce qui est ressenti comme une « attaque » de Vicente Fox Quesada envers le gouvernement de Pablo Salazar Mendiguchía pour se ranger aux côtés de son allié. Dans un article du 15 octobre 2005, Mario Ksheratto souligne la phrase du chef de l'État : « La prévention a manqué »[44] et sous-entend qu'il y a des coupables : « Le message du mandataire est clair et il laisse entrevoir qu'au fond de ces conséquences, il y a des prénoms et des noms, des hommes et des responsables qui auraient pu éviter que le malheur ne s'étende […] »[45]. Nous avons l'impression que cette phrase est reprise pour « servir » chacune des parties. Ce journaliste pose Vicente Fox Quesada comme le « justicier » qui aurait toutes les clés en main pour punir les coupables :

> Il est probable que Fox connaisse toutes les erreurs antérieures au désastre et sache, de plus, qui sont ceux qui n'ont pas pu prévoir […] il est donc possible qu'il ait en sa possession quelques hypothèses concernant les vraies causes du débordement des fleuves.[46]

En outre, Angel Mario Kscheratto insinue que les vraies causes du débordement du fleuve ne sont pas celles qui ont été avancées[47]. Nous approfondirons le sujet de la controverse entre gouvernement fédéral et gouvernement de l'État dans notre seconde partie sur la politique[48]. Il est donc évident qu'à travers cette affaire de prévision économique se joue dans la presse un conflit plus subtil entre la volonté de soutenir le gouvernement de l'État

---

43 « La frialdad con la que Vicente Fox trató a los gobernadores cuyos territorios fueron afectados por Stan demostró el distanciamiento de un mandatario que no quiere pagar los platos rotos de quienes no previeron para este tipo de situaciones», MARTINEZ David, « Entre políticos », *Cuarto Poder*, 15 octobre 2005.

44 « Faltó prevención », KSHERATTO Angel Mario, « Fichero político », *Cuarto Poder*,15 octobre 2005.

45 « el mensaje del mandatario es claro y deja entrever que, en el fondo de las consecuencias, hay nombres y appellidos, hombres y encargados que pudieron haber evitado que la desgracia se extendiera […] », KSHERATTO Angel Mario, « Fichero político », *Cuarto Poder*,15 octobre 2005.

46 « […] lo más seguro es que Fox tenga pleno conocimiento de las fallas anteriores al desastre y sepa, además, quienes son los que no pudieron prever […] así es posible que ya tenga algunas hipotesis respecto a las verdaderas causas del desbordamiento de los ríos […] », KSHERATTO Angel Mario, « Fichero politico », *Cuarto Poder*, 15 octobre 2005.

47 Cf. Partie III, Chapitre 2 : L'environnement, P.333, Chapitre 3 : Les problèmes de sociétés, P.370

48 Cf. Partie II, Chapitre 3 : La politique, P.251

en place ou au contraire d'en profiter pour l'accuser avec un argument de poids : les reproches du président de la République. Et ce conflit proviendrait, comme nous l'avons expliqué dans notre introduction, en partie du problème de financement des journaux. L'impact de cet aspect des subventions sur le contenu est par conséquent perceptible et témoigne également de son impact sur la réalité que construit chaque journal.

Concernant les alertes de prévention émises ou non par les autorités, il est essentiel de s'intéresser au discours des principaux concernés, les sinistrés, afin de pouvoir comparer les différentes versions.

4. Le discours des sinistrés

Plusieurs témoignages convergent vers une version alléguant, contrairement aux articles de *El Heraldo de Chiapas,* que la population n'a pas entendu les messages d'alertes et qu'elle ne savait même pas qu'un ouragan allait sévir dans sa région. Lorsque nous avons demandé aux sinistrés pourquoi ils étaient sortis de chez eux, plusieurs personnes nous ont répondu qu'ils avaient de l'eau jusqu'au bassin et entendant les cris de leurs voisins, ils ont compris que quelque chose de grave était en train de se passer. C'est ainsi que la petite-fille de Dulcinéa, âgée de six ans, nous a raconté comment avec sa grand-mère, elles sont difficilement parvenues à sortir de leur maison. En effet, tremblant de peur, la petite fille dans les bras, la grand-mère ne réussissait pas à ouvrir le cadenas de sa maison. C'est un voisin qui, les entendant crier, est venu avec une hache et a réussi à rompre la chaîne. Elles ont dû ensuite escalader le toit des maisons. Dulcinéa à bout de force est tombée sur le dos mais a réussi à se relever et à échapper au courant du fleuve.

Parmi ces témoignages, se trouve aussi celui de la mère de Kevin, un enfant qui est réapparu deux mois après le désastre : il a été emmené par le fleuve, se serait agrippé à un matelas sur l'eau et un homme l'aurait récupéré. D'autres témoignages de sinistrés nous racontent qu'au moment où le Coatán « s'est transformé en véritable monstre », tout le monde

a couru et dans la cohue, ils se sont rués sur quelques patrouilles pour les plus chanceux ou sur des camionnettes privées. Seul un homme nous a fait part de patrouilles de la Protection civile et de l'armée dans son quartier à Tapachula. Les autres, dont Roméo Klester Escobar[49], nous ont raconté qu'ils avaient vu des milliers de personnes sur le toit de leur maison, pris au piège, et emportés par le fleuve : les maisons tombaient les unes après les autres.

Par conséquent, nous pouvons constater que les témoignages des sinistrés ne sont pas unanimes. Comme nous allons le voir, trois visions divergent ; celle des sinistrés qui disent plutôt ne rien avoir vu ou entendu, celle de l'information générale de la presse et des bulletins d'information officielle qui disent très peu de choses sur l'évacuation et la prévention, et enfin celle des autorités locales qui affirment qu'un travail conséquent a été réalisé.

SECTION B – SUR LE SYSTÈME DE PRÉVENTION AVANT LE DÉSASTRE : ARTICLES D'INFORMATION GÉNÉRALE

1. L'évacuation avant le 4 octobre 2005 : le vide informatif

a- Les bulletins d'information officiels du gouvernement de l'État du Chiapas

Nous allons comparer l'information issue directement de la communication du gouvernement du Chiapas dans ses bulletins d'information qui étaient accessibles sur le site Internet officiel du gouvernement et que nous avons conservés, à celle diffusée par la presse dans les articles d'opinion que nous venons d'étudier et dans les articles d'information générale que nous analyserons par la suite.

Le 3 octobre 2005, le bulletin nº3859 annonce : « Des actions permettront d'éviter l'impact de la tempête tropicale Stan »[50]. Les actions décrites dans ce bulletin consistent tout

49 KLESTER ESCOBAR Roméo, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Décembre 2005. Communication personnelle.

50 « Acciones permitirán evitar impacto de la tormenta tropical Stan », Bulletin d'information nº3859, « Continúa operativo de evacuación preventiva», *Journal officiel du gouvernement du Chiapas* [manuscrit], 3

d'abord en une « opération interinstitutionnelle (des trois gouvernements) d'évacuation volontaire », des communautés de la zone « basse » des régions Istmo-Costa et Soconusco. L'expression « évacuation volontaire » un jour avant le désastre, témoigne du fait que le gouvernement n'aurait pas ordonné ou imposé l'évacuation de ces zones à risque. Dans ce même bulletin, le gouvernement informe la population de la mise en place de quinze centres d'hébergement dans lesquels les personnes qui ont quitté leur maison pourront recevoir une aide humanitaire ; aliments, couvertures, surveillance médicale etc. Ce bulletin reprend également le message adressé par le sous-secrétaire de la Protection civile : « Il a incité la population à aider les autorités et à évacuer leur logement dès qu'on le leur indiquerait »[51]. Il ajoute : « Il a engagé les gens à se brancher sur la radio et la télévision locales pour écouter les recommandations à ce sujet »[52]. La seconde mesure mise en place, après « l'évacuation volontaire », est le déploiement de 3 300 personnes du service médical chargées de s'occuper de la population et faire face aux conséquences de la tempête tropicale Stan . Il semble que les mesures de « l'après désastre » soient plus appropriées que celles qui auraient servi à l'éviter.

En effet, ces informations corroborent l'absence, à la veille du désastre, de toute décision visant à anticiper ou à tenir compte des prévisions. Les autorités devaient-elles attendre le point critique de la situation pour faire évacuer de force la population alors même qu'elles connaissaient, par expérience, les conséquences potentielles de ces phénomènes météorologiques ? Grâce à ces bulletins, nous pouvons facilement noter le manque d'engagement et de pouvoir décisionnel de la part des autorités. Nous pouvons alors nous interroger sur les mesures d'évacuation rapportées par cette presse qui ne s'est basée, quand elle a traité la prévention, que sur les discours des autorités. Si les hommes politiques se taisent, la presse se tait-elle également ?

---

octobre 2005.

51 « Exhortó a la población a contribuir con las autoridades y evacuar sus viviendas cuando de les indique », Bulletin d'information nº3859, « Continúa operativo de evacuación preventiva», *Journal officiel du gouvernement du Chiapas* [manuscrit], 3 octobre 2005.

52 « invitó a mantener sintonizadas las estaciones locales de radio y televisión para escuchar las recomendaciones en este sentido », Bulletin d'information nº3859, « Continúa operativo de evacuación preventiva», *Journal officiel du gouvernement du Chiapas* [manuscrit], 3 octobre 2005.

b- l'« Évacuation » avant le 4 octobre dans les articles d'information générale

Le seul journal à avoir parlé d'évacuation avant le 4 octobre 2005 est *El Heraldo de Chiapas*. Dans notre étude d'information générale d'octobre 2005, nous avons pu relever deux unités d'information sur l'« Évacuation » le 4 octobre 2005 et trois unités d'information le 5 octobre 2005 pour nos deux journaux régionaux. *La Jornada* a une unité sur l'« Évacuation » le 4 octobre 2005 et une seconde le 5 octobre 2005, *Crónica de Hoy* n'en a pas. Compte tenu de ce relevé, nous pouvons déjà reconnaître que c'est un chiffre insignifiant qui témoigne de l'absence de médiatisation de cette « demande d'évacuation volontaire ». Les jours suivants, effectivement, ce thème revient à plusieurs reprises, mais la catastrophe est passée.

Un article du 4 octobre 2005 de *Cuarto Poder* titre : « On évacue des milliers de personnes de la zone Costa-Soconusco »[53] et rend compte des actions d'évacuation menées par les autorités municipales, par l'État et par les autorités fédérales. Le journaliste reprend alors les propos du maire de Tapachula Angel Barrios Zea qui affirme que ces actions sont préventives : elles servent à éviter la perte de vies humaines. Il explique ainsi pourquoi l'alerte dans ces zones a été émise. Sachant que ces journaux sont du matin, il est probable que cette information date de la veille, le 3 octobre 2005, puisque lorsque ce journal paraîtra le 4 octobre au matin, il sera déjà trop tard. Contrairement à ce qui a été indiqué dans les bulletins, dans le premier paragraphe du second article (traitant de l'évacuation) de *Cuarto Poder*, l'obligation de l'évacuation de certaines familles est évoquée : « Ils ont obligé les familles en grand danger à évacuer »[54]. Certaines personnes auraient refusé de sortir face à la peur d'être pillées. L'article termine sur la réponse du gouvernement à ces personnes : « Une fois les risques évalués, dans leur cas ils seront évacués, même de force »[55]. On peut donc en conclure qu'à ce moment-là, les risques n'étaient pas encore évalués.

El Heraldo de Chiapas commence différemment, dans son article du 4 octobre 2005 et informe que des patrouilles du ministère de la Défense Nationale et de la Police des routes, du gouvernement de l'État de la commune de Acapetahua, sont venues évacuer la population

53 « Evacuan a miles en la Costa-Soconusco », GARCIA Ramón, « Evacuan a miles en la Costa-Soconusco », *Cuarto Poder*, 4 octobre 2005.

54 « han obligado al desalojo de familias en grave riesgo », GARCIA Ramón, « Riesgo latente por las lluvias », *Cuarto Poder*, 4 octobre 2005. [CD-ROM].

55 « Una vez que se evaluara el riesgo, en su caso serían desalojados, incluso por la fuerza », GARCIA Ramón, « Riesgo latente por las lluvias », *Cuarto Poder*, 4 octobre 2005. [CD-ROM].

avec des hauts parleurs : « Nous venons vous évacuer, il va y avoir davantage de fortes pluies et des risques d'inondation »[56], mais une grande majorité aurait refusé de sortir de leur maison, habituée à être inondée et préférant surveiller leurs biens. En revanche, dans le village Ignacio Allende, toutes les personnes auraient accepté d'être délogées. Cet article signale que 2323 personnes ont été évacuées volontairement parmi les 27 communes potentiellement en danger. Mais rappelons que l'information arrive le 4 octobre 2005 au matin, jour de la catastrophe, que ces mesures ont dû être prises la veille (le 3 octobre 2005) et que les journaux n'ont pas alerté en amont la population pour qu'elle évacue son logement. Ce ne sont que des comptes-rendus de quelques unités sur l'« Évacuation ». Quant à l'article[57] du 4 octobre 2005 de *La Jornada*, il annonce en deux phrases l'évacuation d'habitants de Veracruz grâce à l'armée mais ne parle pas du Chiapas.

Nous pouvons constater l'absence d'information à ce sujet, que ce soit dans la presse ou dans les bulletins d'information du gouvernement. Cependant, dans un rapport du gouvernement de l'État du Chiapas[58] datant de fin 2005, les autorités chiffrent l'évacuation à 92 000 personnes. C'est ce même chiffre qui est donné par le ministère de l'Intérieur[59] dans un rapport de la CENAPRED*. Ce chiffre prend certainement en compte l'évacuation des personnes qui a été menée après le 5 octobre 2005 en prévision de plus fortes pluies mais ne concerne certainement pas l'évacuation des personnes dans les zones à risque avant le 4 octobre 2005, date de la première grande tragédie due à la crue des fleuves, la seconde ayant lieu le 5 octobre 2005. Dans ces rapports, la date de ces évacuations n'est pas précisée, donnant l'impression par conséquent qu'une grande opération de prévention a été menée avant la catastrophe. Or, compte tenu du fait qu'aucun journal n'a diffusé massivement cette information ni même le bulletin officiel du gouvernement du Chiapas, nous pouvons douter de ces chiffres, ou les assimiler à des évacuations menées après le drame.

---

56 « venimos a desalojarlos, habrá lluvias fuertes y riesgo de más inundaciones », COUTIÑO Rosario, « Habrá más inundaciones : PC », *El Heraldo de Chiapas*, 4 octobre 2005.

57 MORALES T.A., LOPEZ G., MARISCAL A., *et al.*, « Alerta roja en Veracruz por la cercanía de Stan; amenazadas, 800 mil personas », *La Jornada*, 4 octobre 2005.

58 *Reconstrucción para consolidar el desarrollo. Plan de reconstrucción*, Tuxtla Gutiérrez : Comisión de Reconstrucción, Gobierno de Chiapas, Tirage de 100 exemplaires [Texte imprimé], 2005, 126p., P.22

59 *Características e impacto socioeconómico de los huracanes "Stan" y "Wilma" en la república Mexicana en el 2005* [Texte imprimé], México : CENAPRED et CEPAL, 2006, 320 p., P.156

c- Interviews des acteurs de la prévention

Nous avons pu recueillir le témoignage de certains acteurs de la prévention, d'autorités locales de Tapachula, comme celui de Erik Sánchez[60], délégué régional du secteur communication sociale (relation presse) du gouvernement de l'État du Chiapas. Selon son témoignage, son service était chargé de faire parvenir les messages de prévention à la population et en même temps de préparer les dossiers pour accéder aux ressources du FONDEN* pour le premier désastre dû à Norma et Rita. Il nous informe que le 2 octobre 2005, une alerte a été donnée pour Stan et qu'une réunion extraordinaire avec le gouvernement de l'État, des unités de la Protection civile, l'armée et la marine a été convoquée. Des avis émis sur les ondes des radios locales ont énuméré les zones à risque et demandaient aux gens de se réfugier dans les centres d'hébergement mis en place. Ils ont surtout insisté, nous dit-il, sur les municipalités déjà touchées par les premières dépressions du 24 septembre 2005. Son unité est aussi allée à la rencontre des gens qui ne voulaient pas sortir de chez eux, mais il ajoute que finalement, au moment de l'urgence, ces personnes ont évacué les lieux : « Sur le moment ils sont tous sortis, mais ils n'ont pas pu sauver leurs papiers. Les gens qui étaient près (du fleuve) sont sortis. Les autres qui ne sont pas sortis avant, l'ont fait au moment de l'urgence »[61]. Puis il ajoute : « On a fait un assez grand travail de prévention »[62].

Le 4 octobre 2005, la marine est venue chercher des gens en barque, certains étaient sortis mais ils sont retournés chercher leurs papiers. Cette unité a ensuite continué à émettre des avis sur les ondes pour que ceux de la zone « basse » du Suchiate, zone affectée le 5 octobre 2005, sortent de chez eux. Erik Sánchez parle de 8 000 notes d'informations émises sur les radios privées (Organisation radiophonique de Mexico, EXA, Estereo 7, Núcleo) qui ont fait passer des messages des sinistrés voulant informer leur famille qu'ils allaient bien.

60 SANCHEZ Erik, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Décembre 2005, Communication personnelle.

61 « en el momento salieron todos, no pudieron sacar los papeles. La gente que está cerca salió. Los otros no salieron antes pero en el momento de la emergencia », SANCHEZ Erik, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Janvier 2006, Communication personnelle.

62 « Se hizo bastante trabajo de prevención », SANCHEZ Erik, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Janvier 2006, Communication personnelle.

Puis, il conclut ainsi : « Il n'y a pas eu de chaos ni d'incertitude »[63]. L'imprécision des informations données par Erik Sanchez quant aux dates, aux patrouilles etc. nous a laissée un peu perplexe. Force est de constater, selon les propos de Valentina Davydova[64], météorologue au district fédéral qui recommandait la mise en place d'une communication réciproque pour améliorer une prévention avec anticipation entre CONAGUA* et les régions qui pouvaient être touchées, que celle-ci n'a pas été établie entre Tapachula et CONAGUA.

L'étude des unités d'évacuation avant le 5 octobre 2005 nous a montré la divergence des discours et a apporté la preuve d'un manque crucial d'informations mais qu'en est-il concernant la prévention d'un point de vue général ?

2. Retour médiatique sur la prévention avant le désastre

a- *El Heraldo de Chiapas*

Après le 5 octobre 2005, un méta discours sur la prévention va naître dans l'information générale : les journaux s'interrogent sur les mesures préventives mises en place par les autorités avant le désastre. Nous avons déjà relevé les tendances de ces journaux par rapport à ce sujet dans nos articles d'opinion, à présent les articles d'information générale vont nous apporter d'autres données.

Dans *El Heraldo de Chiapas*, seule une unité traite du manque de prévention, le reste faisant l'éloge des mesures mises en place. Le 22 octobre 2005, la députée fédérale Maria Elena Orantes López (PRI*) s'exprime :

> L'ampleur de la tragédie causée par le débordement de soixante-quatorze fleuves sur la Costa, Sierra, Soconusco et Frailesca, entraînés par le phénomène naturel Stan, met en évidence le manque de préparation, prévention et de mitigation »[65].

63 « No hubo caos, incertidumbre », SANCHEZ Erik, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES. Janvier 2006. Communication personnelle.

64 DAVYDOVA Valentina, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Janvier 2006, Communication personnelle.

65 « la magnitud de la tragedia causada por el desbordamiento de 74 ríos en la Costa, Sierra, Soconusco y

Dans cette seconde unité, le journaliste montre que le désastre a dépassé les attentes du gouvernement : « Tout semble montrer que la tempête a devancé les trois niveaux de gouvernement malgré la prévention mise en place »[66]. Cependant, il témoigne tout de même de actions menées. On peut donc en déduire que ce n'est pas le manque de mesures de prévention qui est en cause mais l'ampleur du phénomène. Sur l'ensemble de cette presse, nous avons pu remarquer que dans la relation monde politique/médias/société civile, les députés jouaient le rôle des « avocats du diable ». En effet, ce sont souvent eux qui portent un message opposé à la ligne éditoriale du journal, ce qui garantit par conséquent une certaine « ouverture politique » du journal. Comme nous l'avons vu dans notre introduction, cet aspect démocratique fait vendre.

Le reste des unités de *El Heraldo de Chiapas* revient sur le rôle efficace de la prévention mise en place par le gouvernement du Chiapas. Dans un article non signé du 11 octobre 2005 intitulé « Grâce aux travaux de nettoyage du fleuve, les pluies n'ont pas causé de dommages »[67], le directeur de la Protection civile témoigne en faveur des mesures préventives réalisées par la municipalité de Tuxtla Gutiérrez qui ont, selon lui, permis d'éviter de grands dommages. L'information de ce journal est donc très positive et il semblerait que le pire ait été évité grâce au travail des autorités et de la Protection civile.

b- *Cuarto Poder*

Contrairement à *El Heraldo de Chiapas,* la majorité des informations de *Cuarto Poder* est négative. Un sinistré témoigne :

> Les autorités ont démontré ne pas avoir en main les éléments nécessaires pour éviter les tragédies comme celle-ci, car seulement une heure avant, nous avons été avertis pour évacuer la zone, c'est pour cela que nous avons perdu notre patrimoine.[68]

Frailesca, ocasionado por el fenomeno natural Stan, evidencia la falta de preparación, prevención y mitigación », LOPEZ Isaí, « Faltó prevenir para mitigar impacto de Stan: Orantes », *El Heraldo de Chiapas*, 22 octobre 2005.

66 « todo parece que la tormenta Stan les ganó en tiempo a los tres niveles de gobierno a pesar de las prevenciones con que contaban », CASTILLO Edgar, « Desolación y muerte deja Stan en Tonalá », *El Heraldo de Chiapas*, 7 octobre 2005.

67 « Por desazolve, lluvias no causaron estragos », ANONYME, « Por desazolve, lluvias no causaron estragos », *El Heraldo de Chiapas*,11 octobre 2005.

68 « Las autoridades mostraron no contar con todos los elementos necesarios para evitar tragedias como éstas,

Dans un article du 6 octobre 2005, un autre sinistré stipule qu'ils n'ont pas eu d'indications ni de soutien de la part des autorités et qu'ils ont pris l'initiative d'évacuer la zone de leur propre chef. Le ton est accusateur : « Personne n'a prévenu les sinistrés qu'ils devaient quitter leur maison, des centaines de personnes sont mortes à cause de l'irresponsabilité des autorités »[69]. Une seule unité sur l'ensemble de l'information de *Cuarto Poder* informe que la Protection civile a eu le temps d'activer des centres d'hébergements, d'évacuer des zones et de rassembler des vivres et des médicaments, mais uniquement dans quelques zones. Nous pouvons donc voir une nette opposition entre ces deux journaux régionaux à ce sujet.

Dans l'éditorial du 8 octobre 2005, *Cuarto Poder* laisse sous-entendre que justice sera rendue : « Le temps des rapports viendra »[70]. À plusieurs reprises, ce journal va se poser en juge, demandant à faire appliquer une sentence. *Cuarto Poder* demande sur un ton injonctif aux appareils de l'État chargés de ce type de phénomène d'être prêts et disposés à éviter d'autres morts et à aider les sinistrés qui ont tout perdu. L'éditorial termine sur une sommation : « Il est temps de prévenir de plus grands désastres »[71].

De la même manière, dans un article daté du 19 octobre 2005, *Cuarto Poder* fait témoigner le réseau national d'ONG* des Droits de l'homme. Ce réseau est sceptique face au rôle préventif des autorités ; elles n'auraient pas rempli leurs obligations. Les ONG vont donc demander qu'une enquête soit menée. Cependant, le titre de cet article : « Qu'on enquête sur les autorités »[72] est suggestif et trompeur. Si l'intention du journal avait été de faire parler les ONG, l'intitulé de l'article aurait été présenté ainsi : « Qu'ils enquêtent sur les autorités : ONG » nous aurions ainsi pu comprendre que l'entité à l'initiative de cette enquête était une ONG et non pas le journal. La volonté est donc de faire passer le journal pour celui qui fait cette requête, afin que les coupables soient jugés. Dans cet article, l'information donnée rapporte que les autorités n'ont pas fait évacuer la zone à haut risque de Tapachula. Une

---

ya que tan sólo una hora antes fuimos avisados para desalojar la zona, por lo que perdimos mucho de nuestro patrimonio », MONDRAGON Ana Laura, « A dos años, temen nueva inundación », *Cuarto Poder*, 5 octobre 2005.

69 « Nadie avisó a los damnificados que tenían que desalojar sus viviendas, cientos de personas fallecieron ante la irresponsabilidad de las autoridades », VICTORIO R., GARCIA R., « No tiene precedente la catástrofe aquí », *Cuarto Poder*, 8 octobre 2005.

70 « Ya habrá tiempo para hacer las evaluaciones correspondientes », EDITORIAL, « Stan », *Cuarto Poder*, 8 octobre 2005.

71 « es tiempo de prevenir desgracias mayores », EDITORIAL, « Stan », *Cuarto Poder*, 8 octobre 2005.

72 MANDUJANO Isaín, « Que investiguen a autoridades », *Cuarto Poder*, 19 octobre 2005.

hypothèse est émise : la non évacuation est peut-être un choix gouvernemental. Les autorités auraient voulu éviter des dépenses coûteuses en centres d'hébergement ou bien auraient manqué de capacité technique et professionnelle en matière de prévention. Voilà les raisons pour lesquelles le réseau National d'ONG des droits de l'homme demande une enquête.

Dans un article du 27 octobre 2005, *Cuarto Poder* relate les propos du ministre de l'Intérieur, Carlos Abascal, qui déclare que le phénomène naturel a dépassé toute attente, même celle de la Commission Nationale de l'Eau qui n'a pu évaluer la quantité de précipitations qui allait tomber. Carlos Abascal affirme qu'il n'y a pas eu de négligence ni d'irresponsabilité de la part des autorités et ajoute : « N'essayons pas de trouver des coupables pour un fait naturel »[73]. Dans *La Jornada,* face à l'accusation et à la possibilité d'une enquête sur la négligence des fonctionnaires municipaux de Tapachula et du gouvernement de l'État, le ministre de l'Intérieur Carlos Abascal nie les risques identifiables qui auraient pu exister et déclare : « on ne pouvait pas savoir avant le phénomène l'impact qu'il aurait »[74].

c- *La Jornada*

Concernant les journaux nationaux, la majorité des unités dans *La Jornada* montre que le journal a surtout considéré la prévention d'un point de vue économique dans le plan de reconstruction[75]. Pour un journal dit social, nous pouvons être surpris du peu de témoignages des sinistrés sur l'évacuation ou les mesures de prévention émises en amont par les autorités. Les unités existantes concernent les discours de Vicente Fox Quesada lors du sommet Ibéro-Américain, ceux de la députée Martha Tamayo (PRI*) qui remet en question l'efficacité de la Protection civile, ou du leader syndical qui accuse le maire de Tapachula de ne pas avoir activé les systèmes d'alerte en temps et en heure et d'être responsable des pertes humaines. Même dans les reportages d'octobre 2005, genre qui par excellence devrait s'intéresser aux témoignages des sinistrés, ce sujet n'apparaît pas. Dans un reportage du 11 octobre 2005, le maire de Motozintla, le village de montagne le plus détruit, témoigne : « 20 des 36 quartiers

73 « no tratemos de encontrar culpables de un hecho natural », VICTORIO Rafael, « Presentarán petición de la "declaratoria" hoy », *Cuarto Poder*, 27 octobre 2005.

74 « no había manera de saber antes del fenómeno el impacto que éste tendría », VILLALBA SANCHEZ R., BALBOA J., « Inician hoy las declaratorias de zona de desastre en Chiapas », *La Jornada*, 27 octobre 2005.

75 Cf. Partie III, Chapitre 1 : Mise en place du plan, P.293

de la ville ont été touchés […] d'autres ont disparu, il semble que leurs habitants ont réussi à sauver leur vie en grimpant dans la montagne »[76]. Comme nous pouvons le constater, c'est encore une figure d'autorité, le maire, qui témoigne sur ce sujet. Dans les quelques témoignages des sinistrés, tout donne à penser que cet événement n'était pas prévisible et que les gens en ont réchappé comme ils ont pu. Une femme de Siltepec raconte qu'elle a réchappé au courant du fleuve en courant elle aussi dans la montagne :

> Je n'ai jamais pensé que cela pouvait arriver, soudain ça nous a touché, on est sortis en courant ; tout le monde a cherché à monter sur la colline pour se protéger. Ce sont mes petits-enfants qui m'ont attrapée et m'ont aidée à y monter.[77]

Dans un autre reportage, une sinistrée témoigne : « On n'aurait jamais pu imaginer ce que vient de nous faire la nature »[78]. Contrairement à *Cuarto Poder*, *La Jornada* n'accuse pas et ne cherche pas de coupables. Cependant, la Protection civile ou les autorités sont absentes des témoignages qui concernent « l'avant désastre » : « nous étions confiants jusqu'à ce que le voisin vienne et nous dise qu'il avait entendu qu'une eau dense arrivait »[79]. Une seule allusion est faite à cette absence dans un reportage sur la communauté autonome zapatiste « Tierra y Libertad ». En effet un sinistré raconte que les premières autorités à être arrivées sont celles de la junte du « bon gouvernement » (gouvernement zapatiste) : « Deux jours après, un hélicoptère du gouvernement est arrivé, mais il avait peur de descendre, parce que la terre était vaseuse »[80].

La Jornada reprend les propos du gouverneur du Chiapas qui encourage les Chiapanèques à être patients, mais insiste surtout sur son discours au sujet de la prévention :

---

76 « 20 de los 36 barrios de la ciudad resultaron afectados […] otros desaparecieron, aunque al parecer sus habitantes lograron subir a los cerros para salvar la vida », HENRIQUEZ Elio, « Diez muertos, 14 000 damnificados y 800 viviendas destruidas en Motozintla », *La Jornada*, 11 octobre 2005.

77 « Nunca pensé que pasara esto, de repente nos tocó y salimos corriendo; toda la gente buscó subir a la loma para salvarse. A mí me agarraron mis nietos y me subieron», HENRIQUEZ Elio, « En Siltepec nunca había pasado esto; pensé que era el fin del mundo », *La Jornada*, 17 octobre 2005.

78 « Nunca imaginamos esto que nos hizo la naturaleza », HENRIQUEZ Elio, « En Siltepec Stan dejó damnificada a la tercera parte de la población », *La Jornada*, 18 octobre 2005.

79 « estábamos confiados hasta que vino el vecino a decirnos que oyó que ya venía el agua recio […] », BELLINGHAUSEN H., MUÑOZ RAMIREZ G. ,« Zapatistas damnificados de Huixtla, excluidos de la ayuda institucional », *La Jornada*, 24 octobre 2005.

80 « Dos días despúes llegó el helicoptero del gobierno, pero le daba miedo bajar, porque de por sí aquí la tierra está floja », BELLINGHAUSEN H., MUÑOZ RAMIREZ G., « Paró el aguita y al rato la tierra se nos vino encima », *La Jornada*, 30 octobre 2005.

> Par rapport à ce que l'on a vu à la télévision et à ce que nous savons de ce qui s'est passé, il aurait dû y avoir des centaines voire des milliers de morts. Qu'est-ce qui a fait la différence? C'est qu'aujourd'hui nous avons une nouvelle culture de protection civile. [81]

Nous ne pouvons pas dire que *La Jornada* se soit intéressée aux mesures de préventions avant la catastrophe, ainsi que *Crónica de Hoy,* comme nous allons le voir.

d- *Crónica de Hoy*

Les seules unités sur la prévention dans *Crónica de Hoy* recouvrent en réalité des allusions faites par des sinistrés dans des reportages, ou par le gouverneur du Chiapas. On ne peut pas dire que ce journal soit revenu sur ce sujet. Dans un reportage du 6 octobre 2005[82], Doña Teresa raconte par exemple comment tout s'est passé extrêmement vite et comment, par chance, elle a pu être sauvée par la Protection civile. Dans ce même article, le journaliste rapporte au discours direct les propos de Pablo Salazar Mendiguchía qui exprime que le plus important est de sauver des vies avant de s'occuper de l'aspect matériel du désastre. Comme dans *La Jornada, Crónica de Hoy* montre également que les sinistrés s'en sont sortis en grimpant dans la colline : « Comment avez-vous réussi à survivre? “Il a commencé à pleuvoir très fort […] nous sommes sortis et nous avons marché vers la partie haute pour ne pas risquer d'être emportés par une coulée de boue et là, nous avons attendu” »[83].

Comme nous avons pu le remarquer, *La Jornada* et *Crónica de Hoy*, contrairement à *El Heraldo de Chiapas* et *Cuarto Poder*, ne reviennent pas sur la période qui précède la catastrophe et n'interrogent pas les sinistrés à ce sujet. Par conséquent, ils ne cherchent ni coupables, ni responsables : ces journaux ne rentrent pas dans cette polémique. Leurs reportages s'attachent surtout à montrer les problèmes liés à l'incommunicabilité des villages

81 « ¿ Para lo que vimos en la televisión y para lo que sabemos que pasó, es para que hubiera cientos o miles de muertos. Qué es lo que hizo la diferencia ? Que hoy tenemos una nueva cultura de protección civil » CAMACHO C., RUIZ V., SANCHEZ M., *et al.*, « Refuta Xochilt Gálvez el optimismo oficial; “Lo peor está por venir”, dice », *La Jornada*, 11 octobre 2005.

82 VIAYRA Mariana, « La crecida del río “me recordó al tsunami en Indonesia” », *Crónica de Hoy*, 6 octobre 2005.

83 « ¿Cómo logró sobrevivir? La lluvia empezó bien fuerte […] salimos a caminar hacia la parte alta para no arriesgarnos a un desgajamiento y ahí aguantamos », SANCHEZ Alejandro, « Motozintla está irreconocible; Stan “borró” 10 de sus barrios », *Crónica de Hoy*, 11 octobre 2005.

et des villes et par conséquent au problème d'accessibilité pour l'aide humanitaire. Nous avons donc un point de vue complètement différent cette fois-ci entre journaux de la capitale et journaux régionaux. Ces derniers sont dans une lutte constante à travers laquelle nous pouvons déceler un enjeu politique : celui de protéger (*El Heraldo de Chiapas*) ou celui d'accuser (*Cuarto Poder*) le gouvernement de Pablo Salazar Mendiguchía. Toutefois, s'interroger sur les causes du désastre, comme le font les journaux régionaux, peut cependant être une manière de considérer la tragédie liée à Stan comme une catastrophe pas si « naturelle » et qui aurait pu être évitée et cela peut permettre également d'éveiller l'esprit analytique du lecteur. En revanche, présenter cette information comme une enquête pour trouver les coupables est une manière de placer les médias dans un rôle de juge qui peut être une dérive périlleuse. Quant à l'absence de discours sur les mesures préventives dans les journaux de la capitale, il laisse supposer que ce désastre est « naturel » et qu'il n'est lié qu'à la « force de la nature ».

3. L'état d'alerte : À qui la faute ?

Dans *La Jornada,* l'activation de l'état d'alerte* au moment approprié est remise en cause :

> À l'aube, l'alarme a secoué une dizaine de communautés de la rive de Chiapa de Corzo, […] où se trouvent les municipalités voisines du barrage hydroélectrique Chicoasén et ceux de Berriozábal, Ocozocuatla et Cintalapa.[84]

En effet, Carlos Tapia Ramírez[85], porte-parole du « front des quartiers affectés par Stan », accuse Pablo Salazar Mendiguchía d'être responsable des pertes humaines dans un article de

84 « Esta madrugada la alarma sacudió a una decena de comunidades de la ribera de Chiapa de Corzo […] donde se encuentran municipios colindantes con la presa hidroeléctrica Chicoasén, y los de Berriozábal, Ocozocuatla et Cintalapa », VILLALBA R., MARISCAL A., HENRIQUEZ E., « Van 200 mil damnificados y nueve muertos en las costas chiapanecas », *La Jornada*, 7 octobre 2005.

85 TAPIA RAMIREZ Carlos Enrique, *Stan. La tragedia pluvial en Chiapas : El desastre político* [Texte imprimé], Chiapas : Août 2007, 332p.

La Jornada daté du 22 octobre 2005 : « à cause de l'inefficacité du système d'alerte pour l'évacuation des familles qui habitent sur les berges du fleuve Coatán »[86].

Au contraire, *El Heraldo de Chiapas* est le seul journal qui, dans ses articles d'information générale, fait allusion au manque d'attention ou de conscience des sinistrés face aux mesures de prévention et d'alerte des autorités. En effet, plusieurs unités traitent des personnes n'ayant pas fait cas des notes d'informations : « Ils n'ont jamais prêté attention aux alertes, et n'ont jamais été obligés de quitter la zone à risque »[87]. Comme c'est un témoignage de sinistrés qui parlent de leurs voisins ou de membres de leur famille disparus, nous n'avons pas l'impression que c'est une accusation de la part des autorités. Le maire de Tonalá raconte lui aussi que des gens n'ont pas voulu prêter attention aux appels : « Beaucoup de familles ont fait la sourde oreille face aux appels préventifs pour sortir à temps de leur localité avant l'arrivée de la tempête tropicale Stan »[88]. Un article du 26 octobre 2005 titre : « La société a minimisé la force de Stan : Meneses [Président de la Commission de la Protection Civile]»[89]. Dans cet article, les pertes humaines ne semblent donc plus relever de la responsabilité de la Protection civile mais de la société qui n'aurait pas bien évalué les risques en les minimisant. Ce discours de *El Heraldo de Chiapas* s'oppose donc à celui de *La Jornada. Cuarto Poder* et *Crónica de Hoy* ne reviennent pas sur l'état d'alerte à proprement parler mais plutôt sur la prévention en général comme nous avons pu le constater.

Nous avons remarqué le vide informatif de nos journaux quant à la diffusion de mesures de prévention avant le désastre, en revanche après celui-ci, leur attitude change et ils rapportent des actions de vigilance mises en place par les autorités (notamment à cause des précipitations qui continuent de sévir dans la région) ou émettent des bulletins d'information de prévisions météorologiques. Nos journaux s'intéressent également aux discours tenus par

86 « por no operar a tiempo el sistema de alerta para la evacuación de las familias que habitan la ribera del río Coatán », VILLALBA R., MARISCAL A., « En Tapachula, luego de la tormenta no llegó la calma », *La Jornada*, 22 octobre 2005.

87 « nunca hicieron caso de las alertas, ni fueron obligados a desalojar las áreas de riesgo », ESCAMILLA Omar., GONZALEZ R., « Fox queremos comida, no que nos visites », *El Heraldo de Chiapas*, 6 octobre 2005.

88 « Muchas familias hicieron caso omiso a los llamados preventivos para salir con tiempo de sus localidades ante la llegada de esta tormenta tropical », CASTILLO Edgar, « Evacuan familias en Tonalá », *El Heraldo de Chiapas*, 6 octobre 2005.

89 « Minimizó sociedad fuerza de Stan : Meneses », MATUS Laura, « Minimizó sociedad fuerza de Stan », *El Heraldo de Chiapas*, 26 octobre 2005.

divers intervenants qui vont donner conseils et recommandations. Par conséquent, le discours change et prend en compte ce facteur précédemment ignoré.

SECTION C – UN DISCOURS DE PRÉVENTION APRÈS LE DÉSASTRE

1. Les mesures de prévention après le 5 octobre 2005

a- Prévisions météorologiques : la peur d'une autre catastrophe

En effet, nous avons trouvé un nombre important d'unités de « Prévention » après le 5 octobre 2005 dans les articles d'information générale. Quel en est le contenu alors même que l'urgence est passée ? Nous avons relevé une quarantaine d'unités de « Prévention » pour *Cuarto Poder*, environ soixante-dix pour *El Heraldo de Chiapas,* une vingtaine pour *La Jornada* et une dizaine pour *Crónica de Hoy* sur le mois d'octobre 2005. Dans cette catégorie apparaissent diverses problématiques : l'un des sujets, après le 5 octobre 2005, est la « Prévision météorologique ».

Après le 5 octobre 2005, chaque journal fait état des prévisions climatiques, même de manière succincte. Ainsi, *Cuarto Poder* fait témoigner le chef de projet météorologique de la Commission Nationale de l'Eau (CNA), Cesar Triana Ramírez : « Les prochains jours, il y aura encore de légères pluies sur les régions Fronterizas et Soconusco, qui s'étendront sur tout l'État dans ces dix prochains jours »[90]. *El Heraldo de Chiapas* utilise l'encadré pour mettre en évidence l'information dont le titre est : « Les pluies continueront »[91]. L'encadrement de cet article est surprenant : c'est un véritable bulletin météorologique. Cela nous prouve que les journaux sont capables de le faire. Pourquoi alors ne pas avoir choisi ce procédé pendant les premiers jours d'octobre pour annoncer les avancées de la dépression tropicale Stan ? Cela

90 « En los próximos días las regiones fronterizas y Soconusco de Chiapas tendrán lluvias ligeras, mientras que en diez días más se extenderá a todo el estado », RINCON Julio Cesar, « Chiapas : Prevén lluvias », *Cuarto Poder*, 12 octobre 2005.

91 « Continuarán las lluvias », LOPEZ Isaí, « Continuarán las lluvias », *El Heraldo de Chiapas*, 6 octobre 2005.

aurait-il permis de souligner l'importance des informations émises ? Ce bulletin recommande la vigilance sur la région Costa et le Soconusco à cause de mauvaises conditions climatiques : « Il [Fonctionnaire de la Commission Nationale de l'Eau] recommande à la société d'être extrêmement vigilante face aux intenses précipitations »[92]. Concernant *La Jornada*, à la fin d'un article du 5 octobre 2005, intitulé « Stan fait quatre morts et des milliers de sinistrés dans sept entités » [93], c'est le directeur de la Protection civile qui annonce de fortes pluies dans les prochaines vingt-quatre heures. Puis, dans un compte-rendu du 8 octobre 2005[94], Carlos Abascal, ministre de l'Intérieur, fait part de la déclaration de l'état d'urgence[95] et ajoute que les pluies continueront à sévir dans cette région les cinq jours suivants.

Or, la quantité des mesures de prévention qui sont menées et diffusées après le désastre est surprenante. Alors même que nous n'avons pu avoir connaissance de ces mesures dans la presse avant la catastrophe, elles apparaissent, par exemple, dans un article de *El Heraldo de Chiapas* du 9 octobre 2005[96]. Nous apprenons que certaines municipalités ont mis en place un plan d'urgence d'opérations pour prévenir la perte de vies humaines. Toujours à cette date, un article[97] annonce que des agents de la Commission Nationale de l'Eau se déplaceront dans les zones montagneuses de la Sierra pour aller vérifier le niveau de l'eau des fleuves. Ces actions nous montrent qu'elles sont donc réalisables et possibles. On s'interroge alors sur l'utilité d'une telle opération et sur ses coûts, à ce moment du désastre, c'est-à-dire cinq jours après la catastrophe. Nous sommes surpris de n'avoir pas vu ces informations dans la presse avant Stan : serait-ce parce qu'il n'y avait pas de patrouilles de la Protection civile surveillant les fleuves ou parce que la presse et les autorités ont minimisé l'ampleur de Stan?

El Heraldo de Chiapas insiste également sur les mesures sanitaires : sachant que les pompes à eau ont été endommagées, les autorités recommandent de ne pas boire l'eau du

---

92 « Recomendó a la sociedad extremar precauciones por las intensas precipitaciones pluviales », LOPEZ Isaí, « Continuarán las lluvias », *El Heraldo de Chiapas*, 6 octobre 2005.

93 « Deja Stan cuatro muertos y miles de damnificados en siete entidades », MORALES T. A., LOPEZ G., LASTRA J., VILLALBA R., *et al.*, « Deja Stan cuatro muertos y miles de damnificados en siete entidades », *La Jornada*, 5 octobre 2005.

94 SALDIERNA Georgina, « 1.1 millones de damnificados por el huracán ; habrá más lluvias : SG », *La Jornada*, 8 octobre 2005.

95 Cf. Glossaire, P.474

96 CASTILLO Edgar, «No polemizar la ayuda humanitaria », *El Heraldo de Chiapas*, 9 octobre 2005.

97 MATUS Laura, « En la sierra, 18 comunidades incomunicadas », *El Heraldo de Chiapas*, 9 octobre 2005.

robinet mais de prendre de l'eau en bouteille pour éviter les épidémies et conseille à la fois d'en limiter sa consommation : « Juan José Guerrero Sabines[98] [Maire de Tuxtla Gutiérrez] a demandé à la population de faire un usage raisonnable de l'eau qu'ils ont stockée chez eux »[99].

b- Le Mexique, un pays prévoyant : Vicente Fox Quesada

Dans une synthèse issue de l'agence Notimex, *Cuarto Poder* retranscrit les informations du XVème sommet Ibero-américain ayant eu lieu à Salamanque en Espagne où s'est rendu Vicente Fox Quesada et lors duquel le Mexique a été félicité dans sa gestion de la catastrophe naturelle :

> Le Mexique s'est distingué par son organisation et sa rapidité de réaction en situation d'urgence […] il est important que le Mexique apporte son expérience et j'espère que demain le président Vicente Fox Quesada fera une présentation de la gestion de la crise par le Mexique face aux désastres naturels.[100]

Ce compte-rendu se trouve dans la section “Monde” du journal *Cuarto poder*. Cependant, le fait que ces informations proviennent d'une agence de presse n'engage pas véritablement le journal dans cette position : il informe. Toujours au sujet de ce sommet, *Crónica de hoy*[101] relève aussi les propos de Vicente Fox Quesada. Selon lui, la prévention est un facteur clé dans la gestion de ces situations et ce type de crise fait éclore le lien existant entre les autorités et la société civile. *La Jornada* reprendra les propos tenus par Vicente Fox Quesada lors de son voyage en Espagne quant aux erreurs sur la prévention des gouvernements antérieurs : « Ces situations d'urgence dévoilent les erreurs et les manquements commis dans le passé par les autorités »[102]. Par conséquent, Vicente Fox Quesada n'accuse pas le

98 Cf. Biographie, P.470

99 « Juan Guerrero Sabines hizo un atento llamado a la población para hacer uso razonable de la agua que tenga almacenada en su domicilio », ANONYME, « Suspenden abastecimiento de agua por 48 horas », *El Heraldo de Chiapas*, 7 octobre 2005.

100 « destacó la organización que tiene México para actuar con rapidez en casos de emergencia […] es importante que México aporte su experiencia y yo espero que mañana el presidente Vicente Fox haga una presentación de lo que ha hecho México frente a la crisis ante desastres naturales », NOTIMEX, « Reconocen a Mexico por afrontar desastres », *Cuarto Poder*, 14 octobre 2005.

101 VIAYRA Mariana, « Mexico rechaza dinero de España », *Crónica de Hoy*, 15 octobre 2005.

102 « Estas situaciones de emergencia ponen al descubierto las fallas y omisiones cometidas en el pasado por

gouvernement actuel du Chiapas mais les précédents gouvernements. Dans un article du 15 octobre 2005, sur un ton ironique, le journaliste relate aussi les propos du président de la République mexicaine au discours direct :

> Le Mexique est un pays prévoyant, c'est pourquoi nous comptons sur toutes les ressources nécessaires à la récupération des maisons […] je témoigne ma reconnaissance aux autorités des États fédéraux qui, avec anticipation, ont travaillé à la prévention et la protection civile, en réduisant au minimum les effets dévastateurs de l'ouragan[103].

El Heraldo de Chiapas rapporte les propos de Vicente Fox Quesada lors de son voyage en Espagne, dans un article intitulé : « Fox se vante de l'exemplarité de la gestion des contingences »[104] dans lequel il expose qu'un des huit points à mettre en avant de l'expérience mexicaine dans la gestion des phénomènes naturels est la prévention. Au contraire, *La Jornada*, à travers Martha Tamayo du PRI*, remet en question l'efficacité de la Protection civile : « une Coordination de la Protection civile opportune et efficace est celle qui répond avec anticipation aux signes d'alerte »[105].

Ce voyage, comme nous le verrons d'un point de vue politique[106], a été une véritable « affaire médiatique ». Chaque journal a repris des parties distinctes du discours de leur président, selon la ligne éditoriale qu'ils suivaient.

---

las autoridades […] », VARGAS R.E., TEJEDA A., « La ayuda externa, innecesaria para la reconstrucción : Fox », *La Jornada*, 15 octobre 2005.

103 « Mexico es un pais previsor, razón por la cual hoy se cuenta con todos los recursos necesarios para la recuperación de las viviendas […] Hago un reconocimiento a las autoridades estatales, y federales que anticipadamente trabajaron en labores de prevención y protección civil, reduciendo al mínimo los efectos devastadores del huracán », FERNANDEZ VEGA Carlos, « Fox : Redentor de damnificados a promotor de créditos », *La Jornada*, 15 octobre 2005.

104 « Presume Fox de ejemplar manejo de contingencias », GODINEZ Victor, « Presume Fox de “ejemplar” manejo de contingencias », *El Heraldo de Chiapas*, 15 octobre 2005.

105 « una Coordinación de Protección civil oportuna y eficaz es la que responde preventivamente ante los signos de alerta », BECERRIL Andrea, « Advierten senadores que no permitirán otro desvío de recursos con el Fonden », *La Jornada*, 23 octobre 2005.

106 Cf. Partie II, Chapitre 3 : La politique, P.251

2. Propositions des intervenants

À plusieurs reprises, des personnalités interviennent avec un discours aux accents paternalistes sur les mesures de prévention à prendre en compte ou les projets à mettre en place pour le plan de reconstruction. *Cuarto Poder* est le journal qui traite en majorité de cette problématique. Par exemple, le sénateur Rutilio Escandón (PRD*) s'exprime sur la récurrence de ces désastres et adresse un appel aux autorités de la Protection civile : « afin qu'elles offrent des pronostics opportuns, surtout face à la présence de ce type de phénomènes naturels »[107]. Ce sénateur appelle au renforcement de la politique de prévention. Le docteur Hector Escobar Rosas expose aussi que :

> Malgré la douloureuse expérience, rien n'a été appris de 1998, il n'y a toujours pas de système de monitoring climatologique, la destruction écologique se poursuit et on continue de construire des maisons sans planification urbaine.[108]

Il pose dans son discours une réflexion essentielle quant aux différents facteurs environnementaux et de vulnérabilités sociales[109] ayant contribué au désastre. L'évêque de Tuxtla Gutiérrez, Rogelio Cabrera, pense également que les problèmes qui se sont présentés auraient pu être évités grâce à la prévention car les zones qui ont été inondées sont les mêmes que celles de 1998. Par conséquent, *Cuarto Poder* montre en diffusant ces témoignages que ce type de désastre n'est pas unique mais que les leçons du passé n'ont pas été retenues. Il reconnaît cependant que c'est la première fois que le Chiapas connaît de tels dommages.

De plus, dans un article du 11 octobre 2005[110], ce journal rend compte d'un projet formulé par le député Emilio Zebadúa González (PRD*) qui souhaite lancer la création d'un

---

107 « para que ofrezcan pronósticos oportunos, sobre todo ante la presencia de este tipo de fenómenos naturales », VALENCIA Valeria, « Migración, principal consecuencia de desastres naturales », *El Heraldo de Chiapas*, 18 octobre 2005.

108 « Pese a la dolorosa experiencia no se aprendió del 98, pues se sigue sin haber un sistema de monitoreo climatológico, la destrucción ecológica continúa y se siguen construyendo casas sin la debida planeación urbana » VALENCIA Valeria, « Migración, principal consecuencia de desastres naturales », *El Heraldo de Chiapas*, 18 octobre 2005.

109 Cf. Partie III, Chapitre 2 : L'environnement, P.333 ; Partie III, Chapitre 3 : Les problèmes de société, P.370

110 ANONYME, « Legisladores crearán comisión para apoyar a damnificados », *El Heraldo de Chiapas*, 11 octobre 2005.

comité composé de députés afin de soutenir les sinistrés. Dans ce comité, ils auraient pour objectif de mettre en place les points précis qui devront être traités pour la reconstruction dont la révision des mesures de prévention, de la Protection civile et des actions prises par les gouvernements antérieurs. Emilio Zebadúa demande des comptes à la titulaire de la coordination de la Protection civile du ministère de l'Intérieur afin qu'elle expose : « Quelles ont été les actions et mesures préventives prises par le gouvernement fédéral pour préparer la population qui serait affectée non seulement par les précipitations mais aussi par l'ouragan Stan »[111]. José Antonio Aguilar Bodegas[112] (député PRI*) sera également à l'initiative de la création d'une commission entre gouvernement de l'État et gouvernement fédéral pour la « prévention des désastres naturels »[113]. Cette commission comprendrait des experts et serait présidée par l'ingénieur Gilberto Borja Navarrete. Comme nous pouvons l'apprécier, les parlementaires qui jouent le rôle d'« avocats du diable » dans ce système sont aussi présentés comme les sauveurs, comme ceux qui ont le droit de présenter des projets sans être jugés.

Le président du groupe priiste, Humberto Roblero s'exprime aussi quant aux mesures de prévention à prendre : « La prévention est l'un des instruments élémentaires pour minimiser les dommages, ceux-là mêmes qui auraient pu être évités pour la plupart »[114] et il ajoute en fin d'article que les trois niveaux de gouvernements convergent sur les causes du désastre sans évoquer lesquelles. Même le président de la commission de la Protection civile, Francisco Meneses[115], est d'avis de renforcer la culture de la prévention des désastres tant auprès de la société civile qu'auprès des autorités.

Les journaux nationaux brillent encore par leur manque d'engagement à ce sujet et dans le peu de propositions faites. Dans *La Jornada,* le dirigeant de la Confédération nationale agricole, Heladio Ramírez López, considère que les phénomènes climatologiques sont de plus en plus fréquents et destructeurs et que pour atténuer les dommages : « il faut une

111 « Cuáles fueron las acciones y medidas preventivas tomadas por el gobierno federal para preparar a la población que resultaría afectada por las lluvias que afectaran a la entidad así como por el paso del huracán Stan », ANONYME, « Solicita Zebadúa a PC informe sobre medidas preventivas », *El Heraldo de Chiapas*, 12 octobre 2005.

112 Cf. Biographie, P.470

113 AGENCES, « Declaratoria para la zona de desastre », *Cuarto Poder*,14 octobre 2005.

114 « la prevención es uno de los instrumentos elementales para minimizar los estragos, mismos que se pudieron haber evitado en un porcentaje importante », LEYVA Carolina, « Importantes las medidas de prevención para próximos sucesos », *Cuarto Poder*, 10 octobre 2005.

115 VASCONCELOS Cynthia, « Sesiona tardíamente la Comisión de Protección civil », *Cuarto Poder*, 26 octobre 2005.

attention immédiate aux urgences, une politique de prévention et de reconstruction avec des aides du gouvernement […] »[116].

Quant à *Crónica de hoy,* il donne l'avis de Vicente Fox Quesada sur la prévention, au discours direct :

> Notre objectif est que la prévention devienne une habitude ; si dans chaque maison nous préparons une véritable culture de la prévention, nous pourrons éviter beaucoup de pertes humaines et de tragédies qui peuvent être irréparables[117] .

Dans ce discours, Vicente Fox Quesada privilégie la prise de conscience de l'importance de la prévention dans les mentalités au besoin en améliorant la Protection civile.

Nous allons voir que c'est *El Heraldo de Chiapas* qui aborde en majorité la nécessité de ces mesures dans les articles d'opinion.

3. Les recommandations sur la prévention

En effet, dans les articles d'opinion sont abordés des points non exposés dans les articles d'information générale. Par exemple, dans *El Heraldo de Chiapas,* le journaliste Ricardo Monreal Avila[118] évoque la nécessité de créer une assurance nationale, un impôt spécial ou d'augmenter les fonds prévus pour ce type de désastre. Dans ce même article, il rejoint la vision de Vicente Fox Quesada dans *Crónica de Hoy* qui évoque la responsabilité de la société civile dans la prévention : « Promouvoir à partir de l'enfance, une culture de la protection civile »[119]. Il ajoute cependant l'idée de co-responsabilité entre la société et les

116 « Se requiere atención inmediata a las urgencias, una política de prevención y de reconstrucción con apoyos del gobierno […]», VELASCO Elizabeth, *La Jornada,* 31 octobre 2005.

117 « Debemos lograr la prevención sea una costumbre, si en cada hogar preparamos una verdadera cultura preventiva, podremos evitar muchas pérdidas y tragedias que pueden ser irreparables », AFP, « Agradece Fox a Castro por la ayuda humanitaria », *Crónica de Hoy*, 16 octobre 2005.

118 MONREAL AVILA Ricardo, « El Huracan Stan y la pobreza », *El Heraldo de Chiapas*, 11 octobre 2005.

119 « Promover desde la educación básica una cultura de la protección civil », MONREAL AVILA Ricardo,

autorités : « co-responsabiliser ces actions entre les trois niveaux de gouvernement et la société civile »[120]. L'utilisation des verbes à l'infinitif pour conseiller donne un caractère neutre à ces injonctions. Cependant, il termine son article en déclarant que si les gouvernements ne peuvent pas éviter ces « désastres naturels » ils peuvent néanmoins: « prévenir et corriger la vulnérabilité de la population »[121]. C'est la première fois dans *El Heraldo de Chiapas*, le 11 octobre 2005, que ce problème essentiel de vulnérabilité[122] est posé.

Évoquant la responsabilité des autorités, le sénateur Rutilio Escandón (PRD*), dans un de ses articles d'opinion, donne des conseils teintés de paternalisme sur la manière dont les autorités devraient réagir dans de telles circonstances : « Elles ne doivent pas lésiner sur les efforts »[123]. Il rappelle aussi l'obligation des autorités à être sans cesse sur leurs gardes et insiste sur le caractère permanent et non ponctuel de la prévention.

Un second facteur majeur de la prévention est évoqué dans un article du 16 octobre 2005, celui de la planification urbaine. De manière didactique, le journaliste reprend le discours de l'ingénieur Gilberto Borja Navarrete, prix Belisario Domínguez en 2005 : « Il a fait remarquer l'historique besoin de planifier pour éviter que ces désastres ne se répètent »[124]. Ces articles d'opinion parus dans *El Heraldo de Chiapas* témoignent de la portée analytique des informations. Roberto Domingo Cortés de *Cuarto Poder* cite à son tour le discours de Gilberto Borja Navarrete : « Nous savons que dans une grande partie du pays, des phénomènes, comme celui qui vient de nous dévaster, ont l'habitude de se produire […] nous devons prévenir et cela implique la nécessité de planifier »[125]. Ce discours est cité à deux reprises, la deuxième fois par Amet Samayoa dans un article du 15 octobre 2005[126].

« El Huracán Stan y la pobreza », *El Heraldo de Chiapas*, 11 octobre 2005.

120 «Corresponsabilizar de estas acciones a los tres órdenes de gobierno y a la sociedad civil », MONREAL AVILA Ricardo, « El Huracan Stan y la pobreza », *El Heraldo de Chiapas*, 11 octobre 2005.

121 « prevenir y corregir la vulnerabilidad de la población », MONREAL AVILA Ricardo, « El Huracán Stan y la pobreza », *El Heraldo de Chiapas*, 11 octobre 2005.

122 Cf. Partie III, Chapitre 3 : Les problèmes de société, P.370

123 « no deben escatimar esfuerzos », ESCANDON Rutilio, « Unidad ante la adversidad », *El Heraldo de Chiapas*, 17 octobre 2005.

124 « remarcó la histórica responsabilidad de planificar para evitar que se repitan estos desastres », GALDAMEZ TOLEDO Wilfrido, « análisis agropecuario », *El Heraldo de Chiapas*, 16 octobre 2005.

125 « Sabemos que en gran parte del país suelen producirse fenómenos como el que acaba de devastar... debemos de prevenir y ello implica que debemos planear », DOMINGUEZ CORTES Roberto, « Hojas libres », *Cuarto Poder*, 13 octobre 2005.

126 SAMAYOA Amet, « Tarot Político », *Cuarto Poder*, 15 octobre 2005.

On pourra remarquer tout au long de cette étude une certaine uniformisation de l'information qui va jusqu'à citer le même passage des discours des acteurs politiques. En effet, dans ce même article[127], ce journaliste évoque également la commission pour la prévention des désastres que le député Aguilar Bodegas (PRI*) souhaite mettre en place. Nous apprenons que Gilberto Borja Navarrete fera partie de cette dernière. Par conséquent, entre *Cuarto Poder* et *El Heraldo de Chiapas,* la similitude des informations sur le discours de prévention et de mesures à prendre est frappante.

La Jornada, dans deux articles différents, déclare de façon péremptoire qu'il faut arrêter de penser ces phénomènes sur le mode du fatalisme, et arrêter de croire qu'on ne peut rien y faire :

> La furie de la nature n'est pas invincible et le malheur ne peut pas, ni ne doit continuer d'être un destin inévitable, il ne peut s'enraciner comme un horizon de souffrance face auquel on vivrait exposé et condamné à jamais.[128]

Dans l'article suivant, le journaliste interpelle et interroge le lecteur avant de montrer que des solutions sont envisageables :

> Ne serait-il pas possible d'engager des efforts semblables pour prévenir et fortifier la culture de la Protection civile, éviter les prises de terrains illégaux dans des endroits dangereux et surtout, récupérer, tant que possible, l'environnement naturel? [129]

Un article d'opinion extrêmement intéressant dans *La Jornada* et dont l'idée n'est reprise dans aucun autre journal est celui de Peter Rosset[130]. Il témoigne de l'exemplarité de Cuba dans la prévention des catastrophes naturelles. Le titre de cet article en donne le ton : « Visite d'une autre planète »[131]. Il introduit son article par : « Hier je suis revenu sur la

---

127 SAMAYOA Amet, « Tarot Político », *Cuarto Poder*, 15 octobre 2005.

128 « La furia de la naturaleza no es invencible y la desgracia no puede ni debe continuar como destino inevitable, tampoco enraizarse como un horizonte de sufrimientos al que se vive expuesto y condenado para siempre », LINARES ZAPATA Luis, « Imaginación y poder », *La Jornada*, 12 octobre 2005.

129 « No sería possible empeñar un esfuerzo semejante para prevenir y fortalecer la cultura de la protección civil, evitar los asentamientos en sitios peligrosos y sobre todo, recuperar hasta donde sea viable el entorno natural? », SANCHEZ REBOLLEDO Adolfo, "Falta prevision", *La Jornada*, 13 octobre 2005.

130 ROSSET Peter, « Visita a otro planeta », *La Jornada*, 31 octobre 2005.

131 ROSSET Peter, « Visita a otro planeta », *La Jornada*, 31 octobre 2005.

planète Terre : à la réalité d'un monde néolibéral »[132]. Peter Rosset compare les mesures de préventions de Cuba à celles du Mexique. La première chose qui l'étonne, et dont il fait l'éloge, est la responsabilité de la société civile : « A Cuba, tout le monde est météorologue, que ce soit un chauffeur de taxi ou un professeur »[133]. Il continue sa réflexion en insistant sur l'ampleur des connaissances scientifiques sur les phénomènes que possédaient les gens qu'il a rencontrés. Puis il ironise en déclarant que les médias cubains traitent les populations comme des personnes intelligentes. D'après lui, un véritable travail médiatique de prévention est réalisé en amont grâce à des documentaires extrêmement pointus traitant de ces cyclones.

Il énonce ensuite ce qu'il a pu voir, lors de son séjour sur l'île, de la préparation civile avant l'ouragan Wilma : la radio a passé des annonces pour que les pompiers se regroupent afin d'évacuer la zone sensible, des équipes ont renforcé les poteaux électriques, les agriculteurs ont protégé leurs semences dans des caves mises à leur disposition par la mairie, pour qu'ils ne perdent pas tout et puissent réensemencer au lendemain de l'ouragan. Contrairement au Mexique, il explique que les agriculteurs paient mensuellement une assurance afin de couvrir la totalité des frais dus à une catastrophe naturelle et non pas 10% de ces frais comme dans d'autres pays. Tout le monde est impliqué dans la « défense civile ». Une maison est désignée dans chaque quartier pour coordonner les actions de préventions avant, pendant et après le désastre et chaque personne a un rôle à jouer. Il termine son éloge de la Protection civile de Cuba en expliquant que ce pays a récemment était promu par l'ONU* au rang des pays les mieux préparés en matière de catastrophes naturelles. Puis il explique qu'en un temps record ils ont évacué, avant l'ouragan Wilma, cinq cent mille personnes qu'ils n'hébergent pas sous des tentes en plastique (comme au Chiapas) mais dans des universités ou des instituts. Les étudiants qui vivent en internat sont renvoyés chez eux pour laisser leur chambre aux sinistrés etc. Cet article est donc un échantillon d'exemples de mesures qui fonctionnent dans un autre pays. Cet article de Peter Rosset, spécialiste en politiques de développement agricole, est intéressant car il ouvre l'éventail de la réflexion sur la prévention. *La Jornada* s'est distingué dans ses articles d'opinion de *El Heraldo de Chiapas* et *Cuarto Poder* car il a approfondi davantage ce sujet par rapport à ses articles d'information

132 « Anoché regresé al planeta Tierra: a la realidad de un mundo neoliberal », ROSSET Peter, « Visita a otro planeta », *La Jornada*, 31 octobre 2005.

133 « en Cuba todo el mundo es meteorólogo, lo mismo un taxista que una profesora », ROSSET Peter, « Visita a otro planeta », *La Jornada*, 31 octobre 2005.

générale.

Le seul article d'opinion de *Crónica de Hoy* qui aborde cette problématique de fond sur les mesures de prévention à prendre est celui de Pablo Latapí datant du 19 octobre 2005. Cet article que nous avons déjà cité tend à « criminaliser » la société et à la rendre responsable de ces désastres. Il argumente sur l'importance de créer dans la population une culture de la prévention : « Les catastrophes nous font réfléchir quant à l'importance de créer dans la population une culture de la prévention »[134]. Il rejoint sur cette thématique les deux autres journaux régionaux puisque seul *La Jornada* se distingue dans la portée analytique de ses articles.

Le discours médiatique tenu avant la catastrophe a été élaboré uniquement à partir du discours des autorités : l'absence d'information règne à ce sujet. Or, après le désastre, les journaux dans un méta discours, reviennent sur la prévention ou son absence, certains cherchant, comme *Cuarto Poder*, à trouver des coupables et d'autres, comme *La Jornada*, à montrer que malgré la récurrence de ces phénomènes hydrométéorologiques, la Protection civile n'évolue pas. *Crónica de Hoy* tente quant à lui de protéger l'ancien gouvernement (PRI) des attaques faites par une autre presse, comme celle de *El Heraldo de Chiapas*, notamment contre les négligences des anciennes autorités qui ont été utilisées pour déresponsabiliser le gouvernement de Pablo Salazar Mendiguchía. Comme nous pouvons le constater, la presse face à ce sujet réagit selon ses intérêts et seul *La Jornada* pose le problème avec le plus de recul et de détachement. Cette affaire de « Prévention » a donc été aussi l'occasion pour les hommes politiques de trouver un terrain vierge prêt à être ensemencé par leurs recommandations et leurs conseils. Dans notre prochain chapitre, nous nous intéresserons aux discours sur les dommages : de l'enjeu de l'état des lieux à celui de la Déclaration de désastre naturel.

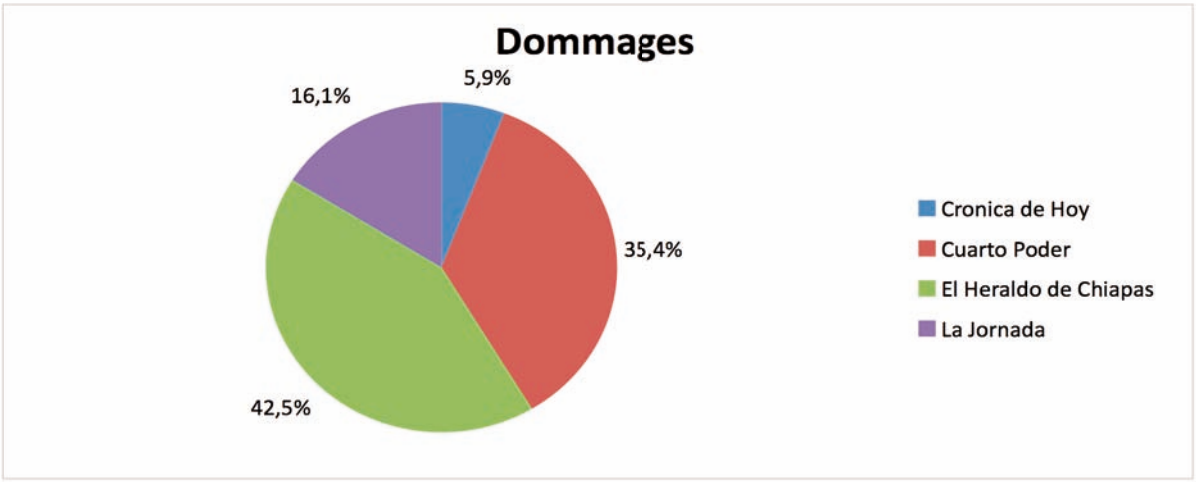
134 « Las catástrofes nos hacen reflexionar respecto a la importancia de crear en la población una cultura de prevención », LATAPI Pablo, « ¿Damnificados o ilegales ? », *Crónica de Hoy*, 19 octobre 2005.

CHAPITRE III

LES DOMMAGES

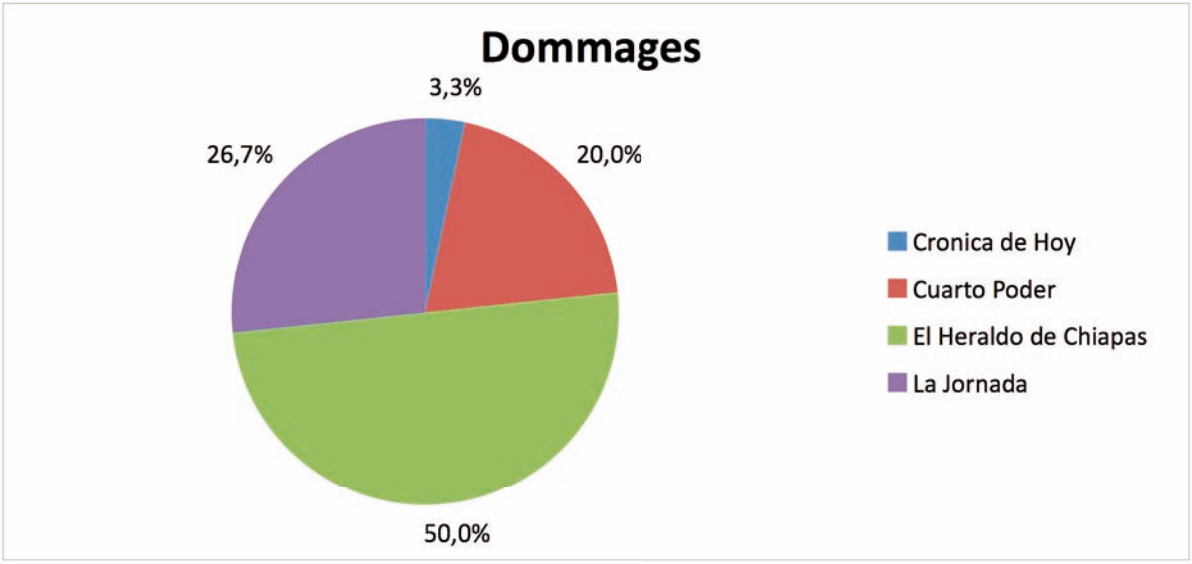
Le phénomène naturel ainsi que les différents facteurs ayant contribué au désastre font de Stan, l'une des catastrophes dite « naturelle » des plus marquantes de l'histoire du Mexique. En effet, les dommages ont amplement dépassé ceux de l'ouragan Mitch (1998), dernière grosse catastrophe hydrométéorologique en date. Le Chiapas n'avait jamais connu de pareilles conséquences. La crue des fleuves due à l'excès des précipitations a provoqué la destruction de milliers de maisons, de l'infrastructure routière et ferroviaire, des canalisations mais aussi des pertes dans l'agriculture, l'élevage et l'aquiculture (terres, semences, bétail, poissons). Cette catastrophe a emporté de nombreuses vies humaines.

Concernant la représentation de ces dégâts dans la presse, le sujet « Dommages », dans les articles d'information générale, arrive en deuxième position après le sujet « Aides », avec 10,16% du total de l'information. Le graphique à secteurs suivant représente la place du sujet « Dommages » par journal.



La présence plus importante de cette information dans les journaux régionaux peut se justifier par la proximité du désastre. En comparaison avec la couverture médiatique de Stan, ce sujet est très présent dans chaque journal.

Dans les articles d'opinion, « Dommages » a une fréquence de 4,6% contre 7,2% pour « Corruption », 7,7% pour « Prévention » et 10,7% pour « Aides ». Comme nous pouvons le constater avec le graphique à secteurs ci-dessous qui représente la fréquence ; la moitié des informations sur « Les Dommages » est donnée par *El Heraldo de Chiapas.*



L'orientation de ce sujet « Dommages » est défavorable à 31,7% : une grande partie de cette information étant fournie sous forme de compte-rendu et les états des lieux étant le plus souvent informatifs, nous pouvons comprendre ce taux d'orientation défavorable qui n'est pas démesuré. Les chiffres corroborent également cette interprétation : sur 60 unités, 31 sont neutres. Par ailleurs, l'orientation défavorable de cette fréquence n'est pas surprenante en raison du ton pessimiste et dramatique employé dans les reportages sur les dégâts causés par cet événement. Cependant, nous pouvons voir que *El Heraldo de Chiapas* qui a la fréquence la plus élevée par rapport aux autres journaux (50%) a également l'orientation la moins défavorable à 16,7%. Cela témoigne du fait que l'aspect négatif de cette information a été pondéré par des informations neutres ou positives : en effet, ce journal a présenté l'information en mettant essentiellement l'accent sur l'avancée dans les petits travaux (ceux

qui permettaient, par exemple, de rétablir la communication à court terme). *Cuarto Poder* suit la tendance générale avec un taux défavorable de 33,3%. Concernant les journaux à portée nationale, *La Jornada* et *Crónica de Hoy* ont un taux élevé d'orientation défavorable à 56,3% pour le premier et 50% pour le second.

Que ce sujet prenne une grande part dans l'information portant sur un désastre, n'est pas surprenant, compte tenu des nombreux dégâts causés par Stan. Nous ferons un état des lieux de la presse et nous demanderons quelle atmosphère se dégage des informations dans lesquelles le problème d'incommunicabilité de la région domine. Quelle vision du Chiapas perçoit-on à ce moment-là ? À quelques jours de la catastrophe, les journaux chiffrent les dégâts et le nombre de morts ; nous nous interrogerons sur leurs sources et sur leur manière de récupérer ces données. Nous ferons également un tour d'horizon des pertes économiques au niveau des secteurs de primaire, secondaire et tertiaire. Nous verrons alors que ce sont les grands absents de l'information médiatique mais également politique. La « non rentabilité » de ces secteurs pour le Mexique est-elle un facteur du désintérêt politique ou médiatique ? Nous analyserons l'image que la presse dresse de la situation économique de cette région en « crise ». Enfin, nous aborderons le problème de la « Déclaration de désastre naturel » afin de comprendre les enjeux politiques mais aussi médiatiques de cette déclaration.

SECTION A –ÉTAT DES LIEUX

1. Présentation générale

Le rapport[1] de la CENAPRED* évalue le nombre de décès à 86 et celui des pertes dans l'infrastructure sociale, économique et des secteurs productifs, à environ 15 milliards de pesos. Selon ce rapport, les dommages du secteur social (logement, éducation, santé et infrastructure hydraulique) au Chiapas auraient un coût de 5,8 milliards de pesos. On s'aperçoit que le logement serait l'un des moins affectés si l'on prend en compte la totalité des dommages dans ce secteur. Il représenterait 10% des pertes totales (1,6 milliards de pesos) ; cependant, son impact social est énorme. 32 514 logements auraient été touchés (45 166 avaient été comptabilisés au début). 68% de ces logements se trouvent en zone rurale et 32% en zone urbaine. De ces logements touchés en zone urbaine, 52% doivent être reconstruits dans une zone sûre et donc délocalisés ; 21% ont été simplement inondés et doivent être nettoyés ; 10% appartiennent à la catégorie des « dommages mineurs », ils devront être repeints par exemple ; 8,4% des logements ont subi des « dommages partiels » et devront être réparés ; 6,8% doivent être reconstruits au même endroit. La municipalité la plus affectée dans le secteur du logement est encore Tapachula et comptabilise 42% des pertes totales. Le coût des dommages dans le secteur de la santé atteint 72,6 millions de pesos. Quant à l'évaluation des dommages dans le secteur de l'éducation, elle est portée à 245,5 millions de pesos. C'est l'infrastructure hydraulique, que le rapport de la CENAPRED intègre dans le coût de l'infrastructure sociale, qui a été extrêmement endommagée, ses pertes sont évaluées à 4 milliards de pesos.

Les pertes dans les secteurs productifs (agriculture, élevage, pêche, tourisme, commerce et industrie) s'élèveraient à 3,4 milliards de pesos ce qui représente 22% de la totalité des dommages tous secteurs confondus. Les pertes concernant l'environnement sont estimées à 764,5 millions de pesos.

Le rapport de la CENAPRED* répartit les dommages de l'infrastructure économique

1 *Características e impacto socioeconómico de los huracanes "Stan" y "Wilma" en la república Mexicana en el 2005* [Texte imprimé], México : CENAPRED et CEPAL, 2006, 320 p., P.152

de la façon suivante : communications et transports, secteur électrique, travaux publics et infrastructure urbaine. Le total de ces dommages s'élève à 4,7 milliards de pesos : l'infrastructure en communication et transport a été la plus affectée (3,7 milliards de pesos) ce qui représenterait 78% de la totalité des dommages de ce secteur. Concernant les communications et le transport, 40% des dégâts ont touché la région du Soconusco et 30% celle de Tapachula. Ces chiffres proviennent de la CENAPRED, de la CEC* et du plan de reconstruction.

La Commission Fédérale d'Électricité (CFE*) estime la perte, dans le secteur électrique, de 2 300 postes électriques, 271 kilomètres de lignes électriques de moyenne tension et 95 kilomètres de ligne de distribution de basse tension. Tapachula, la ville la plus touchée par le désastre, concentre 85% de ces pertes. Au total, les dommages électriques directs et indirects sont estimés à 254 millions de pesos. Le coût des dommages dans les infrastructures publiques et urbaines, s'élève à 682 millions de pesos. Tonala, Tapachula et Pijijiapan sont les villes les plus touchées dans ce secteur.

La législation en vigueur[2] dans l'État du Chiapas ne l'oblige pas à assurer ce type d'infrastructures publiques ; par conséquent certaines de celles qui ont été détruites n'ont pas d'assurance. De plus, une des clauses de cette loi mentionne que les biens publics, qui ont déjà été victimes d'une catastrophe naturelle, devront à l'avenir être assurés. En effet, si ces biens ne sont pas assurés après la première catastrophe, en cas de nouveau désastre, ils ne pourront pas bénéficier une seconde fois du FONDEN*. Cette loi met en évidence un système de réparation et non pas de prévention, système paradoxal puisqu'il faut attendre un premier désastre pour que des mesures restrictives (plus de FONDEN) soient mises en place et que les gouvernements assurent leurs biens publics[3].

Dans les États de Puebla, Hidalgo, Oaxaca et Veracruz, c'est l'infrastructure économique (électricité, communication et transport, travaux publics) qui a été la plus endommagée. À l'inverse, au Chiapas, c'est l'infrastructure sociale (logements, éducation, santé, infrastructure hydraulique) qui a été la plus endommagée.

2 *Características e impacto socioeconómico de los huracanes "Stan" y "Wilma" en la república Mexicana en el 2005* [Texte imprimé], México : CENAPRED et CEPAL, 2006, 320 p., P.195

3 Cf. Partie II, Chapitre 2 : Les affaires troubles, P.214

Toutes les données que nous avons pu consulter dans d'autres livres proviennent du rapport de la CENAPRED[4] qui est le seul à communiquer des chiffres précis sur les dommages de Stan. Cependant, compte tenu de son hégémonie en la matière, nous ne prenons pas pour argent comptant ces chiffres qui nous servent simplement à avoir une idée de l'impact de ces dommages sur l'ensemble des secteurs. De leur côté, comment les journaux communiquent-ils sur l'ampleur des dégâts ? Quelles sont leurs sources ?

2. Les différents points de vue

a- Comparaison de *La Jornada* et de *Crónica de Hoy*

Les premiers jours après la catastrophe, les informations sur les dommages se multiplient et en milieu de mois, elles commencent à diminuer. La majorité des informations de *Crónica de Hoy* sur les dommages portent sur la zone urbaine et en particulier sur la région du Soconusco. Contrairement à ce qu'on avait remarqué pour *La Jornada*, ces informations restent très générales. L'incommunicabilité et l'inaccessibilité de la région Sierra, les premiers jours de la catastrophe, peuvent justifier cette vue focalisée du journal sur la zone urbaine.

Le 5 octobre 2005, *Crónica de Hoy* titre : « Dévastation à Tapachula »[5]. Cet article annonce quatre morts, quinze municipalités en état d'alerte et 38 000 personnes évacuées. Puis il rapporte les propos du gouverneur du Chiapas : « Alors que le gouverneur du Chiapas, Pablo Salazar Mendiguchía, a affirmé que la situation était sous contrôle […] »[6]. Le fait de passer directement des dommages et du nombre de morts au discours du gouverneur est une manière de lui faire un pied de nez. Le journaliste le met en porte-à-faux et pointe avec dérision ses erreurs. Ce même jour, *La Jornada* titre : « Stan fait quatre morts et des milliers de sinistrés dans sept entités »[7]. *La Jornada* choisit de présenter les milliers de sinistrés alors

4 *Características e impacto socioeconómico de los huracanes "Stan" y "Wilma" en la república Mexicana en el 2005* [Texte imprimé], México : CENAPRED et CEPAL, 2006, 320p.
5 AGENCES, « Devastación en Tapachula » , *Crónica de Hoy*, 5 octobre 2005.
6 « Pese a que el gobernador de Chiapas, Pablo Salazar, afirmó que la situación está bajo control », AGENCES, « Devastación en Tapachula », *Crónica de Hoy*, 5 octobre 2005.
7 « Deja Stan cuatro muertos y miles de damnificados en siete entidades », MORALES T.A., LOPEZ G., LASTRA J., *et al.*, *La Jornada*, 5 octobre 2005.

que *Crónica de Hoy* choisit, lui, d'informer sur les 38 000 évacués.

Le 6 octobre 2005, dans un article de *Crónica de Hoy* signé par Mariana Viayra[8], les chiffres se précisent ; 200 000 personnes affectées, 40 000 sinistrés, 2 200 maisons détruites par l'eau, 6 000 logements touchés, 251 écoles détériorées, 34 ponts, 18 municipalités et 110 communes également plus ou moins endommagées. Ce journal de portée nationale évoque également les dommages causés par la dépression tropicale Stan dans les autres régions. À cette même date, *La Jornada* publie des articles sur Stan et également sur les autres États touchés.

Le 7 octobre 2005[9], dans un article non signé de *Crónica de Hoy*, rédigé sous forme de liste, on fait l'inventaire du nombre de morts et le bilan des dégâts : 9 morts, 6 disparus, 8 000 familles en centre d'hébergement, 500 000 sinistrés, 440 communautés isolées et 55 ponts détruits. *La Jornada*[10] évoque des centaines de personnes disparues alors que *Crónica de Hoy* en annonce six. *Crónica de Hoy* parle de 200 000 sinistrés sur la Costa au Chiapas au lieu de 500 000 pour *La Jornada*. Ce dernier chiffre correspond peut-être au nombre total de sinistrés au Chiapas et non pas à ceux de la Costa. Le fait de se poser la question est révélateur du manque de précision. On ne sait plus à quoi ces chiffres correspondent. Dans ce même article, *La Jornada* avance, de source « extra officielle », le nombre de vingt morts. Nous pouvons constater que les informations données par *La Jornada,* pourtant lui aussi journal à portée nationale, sont beaucoup plus détaillées et localisées que celles de *Crónica de Hoy* :

> Stan a provoqué des inondations, des éboulements de collines, des écroulements de ponts et des dommages sur 200 routes de l'État et des municipalités de Motozintla, Huixtla, Huehuetan, Villa Comatitlán et Tapachula. La zone de la Costa et une partie de la Sierra sont isolées.[11]

En effet, *La Jornada* précise davantage ses sources : « des autorités de l'État ont dit que des

8 VIAYRA Mariana, « En Tapachula Stan se tragó 2 200 casas », *Crónica de Hoy*, 6 octobre 2005.
9 ANONYME, « Lluvias 72 horas más ; declaran emergencia en 241 municipios », *Crónica de Hoy*, 7 octobre 2005.
10 VILLALBA R., MARISCAL A., HENRIQUEZ E., « Van 200 mil damnificados y nueve muertos en las costas chiapanecas. », *La Jornada* , 7 octobre 2005.
11 « Stan causó inundaciones, desgajamiento de cerros, derrumbes de puentes y daños en 200 caminos estatales y de los municipios de Motozintla, Huixtla, huehuetán, Villa Comatitlán y Tapachula. La zona costera y parte de la sierra se encuentran incomunicadas », VILLALBA R., MARISCAL A., HENRIQUEZ E., « Van 200 mil damnificados y nueve muertos en las costas chiapanecas. », *La Jornada*, 7 octobre 2005.

dizaines de villages inondés ont passé quatre jours sans pouvoir absolument communiquer avec l'extérieur »[12] ; « Des secouristes disent avoir vu des familles entières disparaître dans les eaux »[13] ; « Dans un rapport que le ministre de la Marine, Marco Antonio Peyrot, a remis au Chef de l'Exécutif, on reconnaît que des villages entiers sont encore isolés ».[14]

À plusieurs reprises, *Crónica de Hoy* se base sur ce que dit la télévision « Televisa » : « selon le rapport de Televisa »[15]. Ses informations manquent souvent de précision, ses sources restent très vagues : « Diverses agences informatives rapportent que Tapachula ressemble à une ville fantôme ». [16]

Les différences dans l'information rapportée par ces deux journaux se situent au niveau de leurs sources. Pour écrire ces articles, *La Jornada* a fait appel à ses correspondants locaux. Ils sont parfois au nombre de dix pour rédiger un seul et même article. C'est pourquoi son information peut être beaucoup plus précise et développée. Comme nous l'a confirmé Angeles Mariscal[17], correspondante au Chiapas de *La Jornada*, il n'est pas rare qu'un correspondant mène son investigation et la mette ensuite en commun avec les autres journalistes pour écrire un reportage. C'est un travail d'équipe. Or dans *Crónica de Hoy,* souvent un seul journaliste signe l'article, et on ignore s'il s'agit d'un correspondant local. Parfois même, les articles sont anonymes ou proviennent d'agences de presse. *Crónica de Hoy* se base aussi sur les informations de la télévision ou des agences de presse. Les informations rapportées dans *la Jornada* sont donc beaucoup plus précises et semblent plus proches de la réalité. Nous allons à présent étudier l'information donnée par les bulletins d'information du gouvernement du Chiapas afin de la comparer à celle de nos journaux.

---

12 « Autoridades estatales dijeron que decenas de poblados cumplieron cuatro días incomunicados », VILLALBA R., MARISCAL A., HENRIQUEZ E., « Van 200 mil damnificados y nueve muertos en las costas chiapanecas inundados cumplieron 4 días incomunicados », *La Jornada*, 7 octobre 2005.

13 « Algunos rescatistas dicen haber visto desaparecer familias enteras en las aguas » , VILLALBA R., MARISCAL A., HENRIQUEZ E., « Van 200 mil damnificados y nueve muertos en las costas chiapanecas », *La Jornada*, 7 octobre 2005.

14 « En un reporte que el secretario de Marina, Marco Antonio Peyrot, entregó al jefe del Ejecutivo, se reconoce que poblados enteros siguen aislados », MARINEZ F., VARGAS R.E., RODRIGUEZ I., *et al.*, « Ofrece Vicente Fox a estados recursos petroleros que ya estaban previstos. », *La Jornada*, 8 octobre 2005.

15 « Segun informes de Televisa », ANONYME, « Lluvias 72 horas más ; declaran emergencia en 241 municipios. », *Crónica de Hoy*, 7 octobre 2005.

16 « diversos despachos informativos reportaban a Tapachula como una ciudad fantasma », AGENCES, « Devastación en Tapachula », *Crónica de Hoy*, 5 octobre 2005.

17 MARISCAL Angeles, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Novembre 2008, Communication personnelle.

b- Le bulletin d'information officiel du gouvernement de l'État du Chiapas

Le 5 octobre 2005, le bulletin d'information du gouvernement de l'État annonce en sous-titre : « La priorité est de sauver des vies et de fournir des vivres aux sinistrés, coïncident-ils [Vicente Fox Quesada et Pablo Salazar Mendiguchía] »[18]. Dans un autre bulletin[19] du même jour, l'information porte sur les dommages préliminaires provoqués par la « Tempête Stan ». Les chiffres sont précis, et annoncent 8 morts (contrairement à *Crónica de Hoy* et *La Jornada* qui le même jour en annoncent 4), puis 206 routes détruites, 33 fleuves en crue, affectant 32 municipalités dont 160 communes, 35 ponts endommagés ainsi que 6 000 maisons touchées dans 35 quartiers à Tapachula. Nous pouvons constater qu'aucune de ces trois « sources d'informations » ne présente les mêmes données. C'est finalement rassurant, car à un jour de la catastrophe, retrouver les mêmes chiffres signifierait se baser sur la même source. Cependant, le gouvernement n'évoque pas non plus les méthodes lui permettant de faire ces bilans, ni les institutions qui lui ont permis de donner ces chiffres.

Le 6 octobre 2005[20], le rapport[21] des dommages préliminaires du gouvernement de l'État rapporte le débordement de 72 fleuves, 45 municipalités affectées et 531 communes. Le chiffre des morts est constant : 8. Le 7 octobre 2005[22], le nombre de personnes décédées s'élève à 10 et de personnes disparues à 13. Les causes évoquées par le gouvernement sont les conséquences de la contingence. Ce terme *contingencia* est défini comme : « La possibilité qu'une chose arrive ou n'arrive pas »[23], c'est-à-dire un « risque ». Par conséquent, utiliser ce terme est une manière de parler du caractère difficilement prévisible de cette catastrophe.

Le dernier « rapport sur les dommages préliminaires dus aux pluies » date du 13

18 « La prioridad es salvar vidas y asegurar víveres a damnificados, coinciden », Bulletin d'information nº3893, « Presidente Fox y gobernador PSM instruyen intensificar acciones de prevención », *Journal officiel du gouvernement du Chiapas* [manuscrit], 5 octobre 2005.

19 Bulletin d'information nº3879, « Informe de daños preliminares provocados por la tormenta tropical Stan, en Chiapas », *Journal officiel du gouvernement du Chiapas* [manuscrit], 5 octobre 2005.

20 Bulletin d'information nº3902, « Reporte de daños preliminares causados por las lluvias, en Chiapas », *Journal officiel du gouvernement du Chiapas* [manuscrit], 6 octobre 2005.

21 Bulletin d'information nº3902, « Reporte de daños preliminares causados por las lluvias, en Chiapas », *Journal officiel du gouvernement du Chiapas* [manuscrit], 6 octobre 2005.

22 Bulletin d'information nº3905, « Reporte preliminar de afectaciones por las lluvias », *Journal officiel du gouvernement du Chiapas* [manuscrit], 7 octobre 2005.

23 « La posibilidad de que una cosass suceda o no suceda », REAL ACADEMIA ESPAÑOLA, *Diccionario de la lengua española*, 20ème éd. Madrid : Espasa, 1992.

octobre 2005[24]. Jusqu'à la fin octobre 2005, il n'y aura plus de rapports généraux sur les dommages. Les bulletins feront l'éloge de toutes les mesures d'urgence mises en place, des travaux, des aides, des fonds pour le plan de reconstruction etc. Les derniers chiffres du 13 octobre annoncent 52 municipalités affectées et 560 communautés, 82 fleuves qui ont débordé, 376 routes détruites ainsi que 121 ponts et 93 000 personnes en centre d'hébergement. Le 14 octobre 2005[25], le nombre de décès au Chiapas s'élève à 42 et le 24 octobre 2005[26], dernier jour du mois d'octobre où l'on comptabilise le nombre de décès, ils sont estimés à 71. Le chiffre officiel[27], reconnu aujourd'hui, du nombre de morts à cause de la tempête tropicale Stan est de 1 000 sur la totalité des États et de 86 au Chiapas.

Nous allons comparer à présent cette information à celle des journaux régionaux afin de voir sur quelles sources la presse se base pour émettre des chiffres.

c- Comparaison de *Cuarto Poder* et *El Heraldo de Chiapas*

Les données chiffrées de *Cuarto Poder* divergent de celles des bulletins gouvernementaux. De plus, dans ce journal, nous pouvons constater que deux tendances se dégagent quant à l'origine des sources. La première tendance révèle que la provenance des informations reste très vague : « Des rapports signalent qu'au moins 200 000 habitants ont été affectés par les pluies torrentielles »[28]. Nous ne savons pas sur quels rapports les journalistes se basent. Dans un article du 6 octobre 2005, nous pouvons relever la même imprécision : « Face à une première estimation d'environ 200 000 sinistrés à cause des inondations dans les communautés de 33 municipalités dans les régions Costa, Soconusco et Sierra, plusieurs morts et des dizaines de disparus, Tapachula et Tonalá étant les principaux points touchés »[29].

---

24 Bulletin d'information nº3990, « Reporte de daños preliminares por las lluvias », *Journal officiel du gouvernement du Chiapas* [manuscrit], 13 octobre 2005.

25 Bulletin d'information nº4011, « Fiscalía reporta 42 muertos por Stan », *Journal officiel du gouvernement du Chiapas* [manuscrit], 14 octobre 2005.

26 Bulletin d'information nº4133, « Reporta FGE 71 decesos por "Stan" », *Journal officiel du gouvernement du Chiapas* [manuscrit], 24 octobre 2005.

27 *Características e impacto socioeconómico de los huracanes "Stan" y "Wilma" en la república Mexicana en el 2005* [Texte imprimé], México : CENAPRED et CEPAL, 2006, 320p., P.8

28 « En tanto, informes señalan que al menos 200 mil habitantes se encuentran afectados por las torrenciales lluvias », AGENCES, « Impide mal tiempo operación de apoyo y rescate en Chiapas », *Cuarto Poder*, 6 octobre 2005.

29 « Ante un primer estimado de por lo menos 200 mil damnificados por inundaciones en comunidades de 33 municipios en las regiones Costa, Soconusco y Sierra, varios muertos y decenas de desaparecidos, siendo

Nous n'avons pas connaissance du type d'estimation qui a été menée ni de qui s'en est chargé.

La seconde tendance montre qu'à l'inverse certains reporters apportent beaucoup de précisions. En effet, ceux-ci notent leur source avec un astérisque en début d'article. Nous n'avons pas vu cela dans les autres journaux. Dans un article du 7 octobre 2005, qui est le résultat d'un processus de travail d'équipe entre sept reporters, un petit astérisque en haut de l'article annonce la source en détail : « Protection civile, dernière information, jeudi 6 octobre, 20h »[30]. Cela permet au lecteur qui achète le journal le 7 octobre 2005, de savoir que ces données ne sont pas actualisées mais qu'elles sont de la veille, à 20 heures. C'est le cas aussi pour un article du 8 octobre 2005[31], dont la source est le ministère des Communications et Transports du Chiapas ainsi que la Protection civile de l'État. Les informations sur les dommages proviennent non seulement d'entités administratives, comme nous venons de le voir, mais aussi de leurs reporters qui se trouvent sur le terrain comme pour *La Jornada.* Voilà pourquoi ces articles sont très détaillés. Ce journal passe en revue les dommages dans les moindres communautés accessibles :

> Plus de 90 heures de fortes précipitations ont provoqué le débordement des fleuves Xelajú, La Mina et Allende, inondant la ville et arrachant tout ce qui se trouvait sur leur passage, ce qui a laissé des centaines de familles sans patrimoine.[32]

Les informations du 5 octobre 2005 de *El Heraldo de Chiapas* annoncent des milliers de sinistrés, des centaines de logements détruits et au moins deux morts. Ces chiffres correspondent au bulletin d'information officiel du gouvernement de l'État du Chiapas datant du 3 octobre 2005 dont les références sont explicitement citées[33]. Les informations données par *El Heraldo de Chiapas* sont aussi très précises et détaillées, et témoignent d'une investigation sur le terrain de la part de ses reporters.

Tapachula y Tonalá los principales puntos afectados », GRANDA Sergio, « Recolectarán apoyos para los damnificados »,*Cuarto Poder*, 6 octobre 2005.

30 « Protección civil. Ultima información, jueves 6 de octubre, 20h », GARCIA R., HERRERA C., VICTORIO R., *et al.*, « Daños rebasan gobiernos », *Cuarto Poder*, 7 octobre 2005.

31 VICTORIO R., GARCIA R., « No tiene precedente la catastrófe aquí », *Cuarto Poder*, 8 octobre 2005.

32 « Las más de 90 horas de fuertes lluvias provocaron que los ríos Xelajú, La Mina y Allende se desbordaran inundando la ciudad y arrastrando todo lo que se encontraba a su paso, lo cual dejó a cientos de familias sin el patrimonio. », PEREZ G., « Motozintla, "enterrada" », *Cuarto Poder*, 10 octobre 2005.

33 DIARIO DEL SUR, EL HERALDO DE CHIAPAS, « Miles de damnificados, al menos dos muertos y destrozos, dejó Stan », *El Heraldo de Chiapas*, 5 octobre 2005.

Contrairement aux autres journaux, les sources de *El Heraldo de Chiapas* pour chaque information sur une communauté ou sur un secteur sont transmises avec rigueur. Cependant, ce sont presque exclusivement des sources provenant d'institutions gouvernementales (ministère des Communications et des Transports) ou des maires des villages, ou bien d'entreprises privées tel le réseau de téléphonie : « Telmex (Téléphones du Mexique) a informé que quinze communautés de la région Costa de Chiapas […] sont touchées »[34].

Le 6 octobre 2005, *El Heraldo de Chiapas* titre : « le gouvernement reconnaît six morts à cause des inondations »[35]. Les données évoquées se basent sur les sources du secrétaire du gouvernement de l'État, Rubén Fernando Velázquez López[36]. Cependant, le bulletin d'information officiel annonce 4 morts le 5 octobre 2005 et 8 morts le 6 octobre 2005. Par conséquent, les versions divergent même au sein du gouvernement, source sur laquelle se base *El Heraldo de Chiapas.* Le 7 octobre 2005, pour *Cuarto Poder,* le nombre de morts approcherait la vingtaine selon des sources extra officielles ; et de justifier l'absence de sources : « il n'y a pas de chiffres officiels »[37]. Or, le bulletin d'information officiel du gouvernement de l'État du 7 octobre 2005 annonce 10 morts et treize disparus. Nous pouvons donc constater le refus de *Cuarto Poder* à reprendre des données du gouvernement de l'État du Chiapas contrairement à *El Heraldo de Chiapas.* Nous pouvons confirmer ce point de vue puisque ce même jour, *Cuarto Poder* diffuse l'information d'une agence de presse. Il peut être surprenant que *Cuarto Poder* passe par des agences de presse alors même que c'est un journal local. Dans cet article, c'est le porte-parole du gouvernement fédéral, Rubén Aguilar, qui annonce les dommages et non pas Pablo Salazar Mendiguchía :

> 6 000 logements, 35 quartiers dans la zone urbaine, la perte totale de 2 500 maisons, 251 écoles endommagées, 35 ponts, 97 centres d'hébergements pour loger 25 000 personnes.[38]

---

34 « Así mismo teléfonos de Mexico informó que 15 comunidades de la costa de Chiapas […] se mantienen afectadas », RUIZ REDONDO M., ESCAMILLA O., GONZALEZ R., *et al.*, « Desabasto y carestía », *El Heraldo de Chiapas*, 6 octobre 2005.

35 « Reconoce gobierno seis muertos por inundaciones », LOPEZ Isaí, « Reconoce gobierno seis muertos por inundaciones », *El Heraldo de Chiapas*, 6 octobre 2005.

36 Cf. Biographie, P.470

37 « no hay cifras oficiales », GARCIA R., HERRERA C., VICTORIO R., *et al.* , « Daños rebasan gobiernos », *Cuarto Poder*, 7 octobre 2005.

38 « 6000 viviendas, 35 colonias en la zona urbana, la pérdida total de 2 500 casas, 251 escuelas dañadas, 35 puentes, 97 refugios para alojar 25 000 personas », AGENCES, « Prioridad es salvar vidas, ante remanente de Stan : Vocero », *Cuarto Poder*, 7 octobre 2005.

Les dommages sont donc particulièrement traités les premiers jours d'octobre, en détail pour ce qui est de *La Jornada*, *Cuarto Poder et El Heraldo de Chiapas. Crónica de Hoy*, quant à lui, est très général dans ses informations ce qui pourrait être justifié par le fait que c'est un journal à portée nationale. Cependant, *La Jornada* se distingue à ce moment-là par les moyens déployés pour que ses propres correspondants fassent leur travail de terrain.

Les chiffres nous surprennent en raison de la rapidité avec laquelle ils sont avancés non seulement au point de vue du décompte mais aussi de la diffusion, et également par leur contradiction. L'annonce des sources est aussi très inégale. En effet, nous avons pu constater qu'aucun chiffre n'était repris unanimement, on ne peut néanmoins parler d'information sensationnaliste ou de dramatisation à ce sujet. En général, les critiques qui peuvent être adressées à cette information sont le manque de précision des sources et/ ou leur aspect unilatéral. De plus, le type d'enquêtes qui a été réalisé pour l'état des lieux révèle un manque d'investigation manifeste. Qui les a effectuées? Comment ? Qu'est-ce qui a permis une révélation aussi rapide de ces chiffres au lendemain de la catastrophe? *Cuarto Poder* et *La Jornada* pallient ces absences grâce aux reportages faits en équipe par leurs reporters, ce qui leur donne davantage de crédibilité : on voit et ressent à travers leurs reportages. *El Heraldo de Chiapas* donne effectivement ses sources qui manquent, en revanche, de pluralité (diversification des intervenants).

3. L'incommunicabilité

L’information va s’étendre amplement sur le problème de l'isolement à cause des éboulements, des ponts tombés, des routes détruites :

> Au moins 400 communautés se trouvent isolées dans 48 des 118 municipalités du Chiapas et des milliers de personnes sont toujours bloquées sur les toits, les collines et les grottes où ils se sont mis à l'abri depuis quatre jours.[39]

39 « Al menos 400 comunidades se encuentran incomunicadas en 48 de 118 municipios de Chiapas y miles de

La Jornada est l'un des journaux, avec *El Heraldo de Chiapas*, qui insiste le plus sur cette atmosphère d'isolement qui règne non seulement dans la région du Chiapas mais aussi et surtout dans des villages de la Sierra inaccessibles d'accès pendant les dix premiers jours de la catastrophe. Par conséquent, il est impossible de faire un état des lieux dans certaines régions car les autorités n'ont aucun moyen d'y accéder :

> Les autorités municipales de la Sierra n'ont pas pu effectuer une évaluation des dégâts dans les communautés de sa juridiction, simplement parce qu'ils ne disposent pas des moyens pour y parvenir.[40]

En effet, le 8 octobre 2005, certaines zones sont encore très isolées : « Il y a encore des endroits difficiles d'accès et il faut attendre que les conditions climatologiques s'améliorent »[41].

El Heraldo de Chiapas montre également que l'incommunicabilité empêche de faire un état des lieux des dommages en ce qui concerne l'agriculture, le bétail ou la pêche mais ajoute : « Ce qui est important, c'est de secourir les familles isolées, ensuite viendra l'état des lieux des dommages des cultures de base »[42]. Dans un article du 9 octobre 2005 de *El Heraldo de Chiapas*, ce sont les paroles du président Vicente Fox Quesada qui sont rapportées : « Il a admis - six jours après la catastrophe - qu'il y a des communautés auxquelles on ne peut pas accéder, surtout sur la région Costa au Chiapas »[43].

Le 5 octobre 2005, le journaliste de *Cuarto Poder* aborde le problème des fleuves. Leur crue a séparé des villes et des villages en deux : « Le fleuve a laissé dans l'impossibilité

---

personas siguen atrapadas en techos, lomas y cuevas donde se guarecieron desde hace 4 días […] », VILLALBA R., MARISCAL A., HENRIQUEZ E., « Chiapas: 400 pueblos incomunicados, 11 muertos y 300 mil sin ayuda alguna », *La Jornada*, 8 octobre 2005.

40 « Las autoridades de los municipios de la Sierra no han podido efectuar una evaluación de los daños a las comunidades de su jurisdicción, sencillamente porque no tienen los medios para llegar hasta ellos », VILLALBA R., MARISCAL A., HENRIQUEZ E., « Chiapas: 400 pueblos incomunicados, 11 muertos y 300 mil sin ayuda alguna », *Cuarto Poder*, 8 octobre 2005.

41 « aun hay lugares de difícil acceso y hay que esperar a que mejoren las condiciones climatológicas », EDITORIAL, « Stan », *La Jornada*, 8 octobre 2005.

42 « Lo importante es rescatar a las familias que están incomunicadas, después vendrá el recuento de las pérdidas a cultivos básicos », LOPEZ Isaí, « Incuantificable daños a cultivos », *El Heraldo de Chiapas*, 11 octobre 2005.

43 « admitió- seis días después de la emergencia- que hay comunidades a las que no se ha podido llegar, sobretodo en la costa de Chiapas », MARTINEZ Fabiola, « Lo peor ya pasó, dice Fox en refugio de damnificados por Stan », *La Jornada*, 9 octobre 2005.

de communiquer les populations de El Porvenir et Siltepec »[44]. Le scénario présenté est celui du chaos total et de l'enfermement, comme l'énonce *El Heraldo de Chiapas* : « De l'autre côté du fleuve Coatán, dans la partie ouest, des quartiers se retrouvent isolés : 18 octobre, El Rosario, Loma Linda, El Porvenir etc. »[45]. Une des conséquences de la crue des fleuves est la destruction des routes : « La communauté s'est trouvée privée de communication car la route qui la dessert a été inhabilitée à cause du mauvais temps »[46]. À cause de la destruction des ponts, certaines villes comme Tapachula se trouvent complètement isolées par voie terrestre.

Lors de ces premiers jours, des chiffres sont donnés et pourtant on ne connaît qu'une infime partie des dégâts et des pertes humaines puisqu'on ne peut pas accéder à certaines zones. C'est pourquoi dans un article d'opinion de *La Jornada*, León García Soler dénonce :

> Personne n'était arrivé à ces zones. Comment dire alors que les disparus étaient au nombre de 14, et comment dire que, parce que le fleuve a séparé des familles en deux, certains étaient dans des refuges sur la rive gauche et d'autres sur la rive droite ? Divisés comme le pays.[47]

Le sentiment qui découle de la situation est celui de l'abandon. Le 11 octobre 2005, un sinistré accuse : « Nous sommes abandonnés ; le gouvernement nous a oubliés, il ne donne de l'aide que dans le centre de la ville, mais eux [ceux de la région Sierra] n'ont rien reçu ; on meurt de faim, et on a dû partir dans la montagne »[48]. Plusieurs personnes isolées dans leur village vont s'organiser pour aller chercher de l'aide. *La Jornada* relate plusieurs de ces histoires. Dans un article du 14 octobre 2005, dix jours après la catastrophe, un commissaire

---

44 « el río dejó incomunicado inclusive a los poblados de El Porvenir y Siltepec », COUTIÑO Rosario, « Tragedia en Chiapas », *Cuarto Poder*, 5 octobre 2005.

45 « Del otro lado del río Coatán, en la parte poniente, han quedado aisladas las colonias 18 de octubre, El Rosario, Loma Linda, El Porvenir etc », VARGAS A., ROBLES M., CRUZ V., « Albergues, cadena de sufrimientos », *El Heraldo de Chiapas*, 7 octobre 2005.

46 « La comunidad quedó incomunicada porque el camino que conduce a ella [Communauté Pablo Galeana, municipalité de Siltepec] se inhabilitó con el mal tiempo », DE LOS SANTOS Sandra, « Se intensificarán lluvias en la región Norte y Selva », *El Heraldo de Chiapas*, 4 octobre 2005.

47 « Nadie había llegado a esas zonas. ¿ Cómo decir entonces que los desaparecidos eran 14 y algunos porque el rio separó familias y unos estaban en refugios de la margen izquierda y otros en los de la derecha? Como el país. », GARCIA SOLER Leon, « Se salió de madre el fascismo criollo. Y Bush habla con Dios. », *La Jornada*, 9 octobre 2005.

48 « estamos abandonados ; el gobierno no se acuerda de nosotros, sólo en el centro de la ciudad están dando algo de ayuda, pero a ellos no les afectó ; sentíamos morirnos, y tuvimos que salir hasta el cerro », HENRIQUEZ Elio, « Diez muertos, 14 mil damnificados y 800 viviendas destruidas en Motozintla », *La Jornada*, 11 octobre 2005.

des terres communales de Santo Domingo de la municipalité de Siltepec, arrive à Motozintla après avoir marché pendant 20 heures pour demander de l'aide. Il révèle que 10 personnes sont décédées et qu'une centaine de maisons ont été détruites. Les informations sont révélées au compte-goutte. L'insistance dans ces reportages sur les histoires de sinistrés qui s'organisent pour aller chercher des vivres donne une vision positive et active de la société civile. Cependant, cela sous-entend que les autorités sont absentes de ce panorama et témoigne de l'isolement.

On sent aussi à travers ces témoignages dans *La Jornada* la peur des populations d'être abandonnées par les autorités : « Ce que l'on ne veut pas c'est que l'on marginalise et que l'on oublie ceux qui ont perdu leur maison, leurs revenus, leur terre, leur bétail et l'infrastructure publique »[49]. Dans un article du 29 octobre 2005, cette idée revient à nouveau avec le témoignage de Cuaúhtemoc Martínez, président de la Chambre Nationale de l'Industrie et de la Transformation : « Nous ne devons pas oublier nos frères du Chiapas, Oaxaca et Veracruz qui ont aussi besoin de notre soutien »[50]. Cette représentation rejoint celle de l'Armée populaire révolutionnaire (EPR*) qui témoigne dans un article du 12 octobre 2005 de *El Heraldo de Chiapas.* Le journaliste rapporte les propos d'un des partisans de ce groupe armé : « L'ouragan Stan a révélé la misère, le retard et l'abandon dans lequel vivent les Chiapanèques […] »[51]. L'abandon dont parle l'EPR* est ici rattaché à un problème de fond, presque ancestral. C'est un abandon qui semble coutumier et historique selon ce témoignage.

C'est dans la deuxième quinzaine du mois d'octobre 2005 que *El Heraldo de Chiapas* retrace ce sentiment d'abandon de la part des sinistrés : « Nous aussi nous sommes oubliés, c'est pourquoi nous demandons en urgence au gouvernement qu'il se souvienne de nous »[52]. L'angoisse des sinistrés d'être oubliés est très présente. Dans un article du 26 octobre 2005, portant sur une manifestation sociale, l'un des reproches est que : « L'abandon et la famine

---

49 « Lo que queremos es que no se margine y se olvide a quienes perdieron casa, trabajo ingreso, tierra, ganado e infraestructura pública », SALDIERNA Georgina y DAVALOS Renato, « Aún insuficiente, el apoyo a Chiapas, reclaman en el Senado a Vicente Fox », *La Jornada*, 28 octobre 2005.

50 « No hay que olvidarnos de nuestros hermanos de Chiapas, Oaxaca y Veracruz que también necesitan apoyo », GONZALEZ G. S., « El Lunes declararán zona de desastre 41 municipios de Chiapas afectados por Stan », *La Jornada*, 29 octobre 2005.

51 « el huracán Stan puso al descubierto la miseria, el atraso y el abandono en que viven los chiapanecos […] »,LOPEZ Julio Cesar, « EPR : muestra "Stan" el rostro deshumanizado de gobernantes », *El Heraldo de Chiapas*, 12 octobre 2005.

52 « Nosotros estamos olvidados por eso pedimos con urgencia que el gobierno se acuerde de nosotros », CORDERO Flor, « Critica situación en Chicomuselo », *El Heraldo de Chiapas*, 21 octobre 2005.

l'emportent »[53]. Nous reviendrons sur cet article lors de notre partie sur le mécontentement social.

Par conséquent, dans la première quinzaine d'octobre 2005 la presse diffuse une information qui montre une atmosphère de chaos : la majorité des voies de communication est détruite. Non seulement les villages sont isolés entre eux, mais la région du Chiapas est également isolée du reste du pays et du monde. C'est une vision apocalyptique de la catastrophe où règnent incommunicabilité et abandon. C'est donc cet aspect des dommages (l'infrastructure des transports et des communications) qui a occupé le plus de place dans la couverture médiatique, plus que le logement ou les pertes économiques que nous allons à présent analyser.

SECTION B – LES PERTES ÉCONOMIQUES

1. Vue sur les dommages dans le secteur primaire, secondaire et tertiaire

Selon le rapport de la CENAPRED[54], en 2004, 15% du produit intérieur brut de l'État du Chiapas provenait de l'activité agricole alors que la moyenne nationale était de 5%. Les pluies torrentielles ont eu un effet désastreux sur les plantations et les zones agricoles proches des affluents. Le montant des pertes totales dans le secteur productif est estimé, comme nous l'avons déjà dit, à 3,4 milliards de pesos, ce qui représente 22% de tous les dommages enregistrés pour Stan au Chiapas. Le secteur agricole fut le plus touché par l'ouragan Stan et a même dépassé les dommages sur les logements. Ses pertes sont estimées à 2,6 milliards de pesos. Pourtant, proportionnellement à ces dommages, c'est une des plus grandes absences de

53 « Prevalece el abandono y la hambruna », ROBLES M., SOLIS LAZARO B., HERNANDEZ M., « Toman las calles de Tapachula », *El Heraldo de Chiapas*, 26 octobre 2005.

54 *Características e impacto socioeconómico de los huracanes "Stan" y "Wilma" en la república Mexicana en el 2005* [Texte imprimé], México : CENAPRED et CEPAL, 2006, 320 p., P.216-223.

la couverture médiatique.

Plus de 208 000 hectares de différents types de cultures ont été endommagés, touchant plus de 100 000 producteurs. Les champs pour l'élevage et le maïs ont majoritairement souffert de ces inondations et représentent 42% des dommages. On relève aussi la destruction de 6 000 ruches. L'arboriculture a été beaucoup moins touchée, la production de banane représente 18,5% de ses dommages. Les producteurs de bananes parlent de 50 % de pertes dans leur production à cause de l'affectation de 27% de la surface cultivée. Le palmier et la canne à sucre figurent aussi parmi les cultures les plus affectées. Le café est une culture régionale de base qui bénéficie directement à l'économie locale : 36% de la totalité de ses plantations a été endommagée. Selon ce rapport, ces dommages pourraient faire baisser de 20 à 30% les productions suivantes.

Le secteur de la pêche a également subi de grandes répercussions. 827 embarcations dans 12 municipalités différentes ont été détruites. 2920 hectares d''infrastructure pour l'aquiculture ont été affectés. Le coût total des dommages dans ce secteur s'élève à 5,7 millions de pesos.

Il est rare que les phénomènes hydrométéorologiques aient un impact important sur les secteurs secondaires. Cependant, ce fut le cas avec l'ouragan Stan, les pertes sur le commerce et l'industrie sont de 303,7 millions de pesos. 2307 entreprises auraient été touchées. 94% sont des micros entreprises, ce qui signifie que ce sont des petits commerces de type « familial ». Seulement 5% de ces entreprises avaient une assurance et peu d'entre elles figuraient sur le registre fédéral de la « Chambre de commerce et d'industrie ».

Le secteur touristique a aussi été victime des pluies, principalement sur sept destinations touristiques. Cependant, les répercussions sont beaucoup moins graves que pour les autres secteurs. La CENAPRED* estime à 3,7 millions de pesos les dommages engendrés dans ce secteur. L'embarcadère de Chiapa de Corzo fut totalement détruit. Les commerces furent inondés et l'économie autour du parcours touristique du canyon *del Sumidero* affectée.

Les dommages dans le secteur primaire sont très peu abordés par les journaux. *Cuarto Poder et La Jornada* ne comptent qu'une dizaine d'unités sur la totalité des articles d'information générale du mois d'octobre 2005. *El Heraldo de Chiapas* en compte une vingtaine, et pour *Crónica de Hoy*, nous en avons répertorié cinq. Autant dire que sur un total

de 3954 unités tous sujets confondus, cela représente moins de 0,5% de l'information. Les articles d'opinion n'abordent pas du tout ce sujet. Cette constatation est très surprenante, voire choquante. Le secteur le plus touché et le plus important pour l'économie locale est totalement ignoré par la presse du district et de l'État du Chiapas.

2. La couverture médiatique des dommages concernant les secteurs productifs

a- *Cuarto Poder*

Cuarto Poder s'intéresse d'abord au secteur de la production de café. Le dirigeant du Conseil de Développement et de Promotion du Café, Alfredo González en témoigne. Il donne une vision optimiste quant à l'exportation du café Chiapanèque. En effet, il affirme que le premier producteur national de café pourra exporter ses 2,8 millions de sacs de café. Après évaluation, ce conseil a estimé que l'exportation n'était pas en danger : « On n'envisage pas de réduire l'exportation de 2,8 millions de sacs sur la production annuelle de café »[55]. Puis, il explique que l'état des lieux prend du retard car certaines régions ne sont pas accessibles.

Contrairement à cette vision optimiste sur l'exportation du café, un article daté du 17 octobre 2005 présente la voix de l'organisation nationale du café qui insiste sur le terrible impact social et économique : « Nous ne savons pas quelle sera la quantité de café perdue, mais nous sommes sûrs que les conséquences des ouragans pour les producteurs de la région seront désastreux »[56]. L'OIC* fait appel, dans cet article, à la communauté internationale. Le 19 octobre 2005, c'est-à-dire une semaine après le premier article sur ce même thème, la confédération mexicaine de producteurs de café annonce l'inverse de ce que disait le dirigeant du CFPC*, Alfredo González : « Les 800 quintaux de grains aromatiques qui s'exportent principalement en Europe et aux États-Unis, seront totalement perdus à cause des

55 « No se considera reducir la exportación de 2,8 millones de sacos en el año cafetalero », AGENCES, « Mexico exportará café a pesar de los daños que dejó "Stan" », *Cuarto Poder*, 11 octobre 2005.

56 « No sabemos aún cuál será la cantidad de café perdido, pero lo que es seguro es que los efectos de los huracanes para los productores de la región serán desastrosos, AGENCE, « notimex. Ayuda urgente para la región cafetalera centroamericana », *Cuarto Poder*, 17 octobre 2005.

précipitations »[57]. Cette confédération annonce également que des hectares de cultures de bananes, papayes, mangues, soja, sorgho et café ont été endommagés.

Ces articles convergent sur le fait qu'il n'est pas encore possible d'évaluer les dommages à cause du problème de non accessibilité à certaines zones. Ainsi, on peut se demander les raisons d'une telle affirmation de la part de Alfredo González si ce n'est d'apaiser les producteurs de café. Au 19 octobre 2005, un fonctionnaire de Conseil du café (CONCAFE*) estime les pertes connues à 170 mille hectares sur les 225 hectares de café. Dix jours plus tard[58], selon le leader général de l'association de la corporation de producteurs du Chiapas, la perte de maïs est estimée à 100 000 tonnes.

Le thème du tourisme arrive dix jours après la catastrophe, le 14 octobre 2005 : « On exige de l'aide pour les restaurateurs »[59]. Dans cet article, les restaurateurs de Chiapa de Corzo, zone la plus touchée au niveau du tourisme, réclament l'aide du gouvernement municipal et de l'État. Ils évoquent la destruction de 30 à 40 commerces sur les rives de l'embarcadère. La gérante de la Chambre Nationale de l'Industrie, de la Restauration et des Condiments témoigne que des sacs de denrées alimentaires leur ont été envoyés mais que pour le moment, la CANIRAC* n'a pas les ressources nécessaires pour faire parvenir aux restaurateurs sinistrés une aide économique. C'est le seul article traitant du tourisme et des restaurateurs.

Comme nous l'avions remarqué, les articles sur les dommages en agriculture, pêche, café, commerces et industries brillent par leur absence. Même si la priorité est au logement et à l'infrastructure, il aurait été essentiel d'informer sur le secteur de l'économie le plus important de cette région. Finalement, les producteurs n'ont guère eu de place pour s'exprimer dans la presse.

57 « 800 quintales del grano aromático que se exporta principalmente a Europa y Estado unidos, se perderán todo por la precipitación pluvial », MARTIN Fredy, « Exportación de café afectada por lluvia », *Cuarto Poder*, 19 octobre 2005.

58 RINCON Julio Cesar, « Dejarán de producir 100 mil toneladas », *Cuarto Poder*, 29 octobre 2005.

59 « Exigen ayuda para restauranteros », ROMERO Reynol, « Exigen ayuda para los restauranteros », *Cuarto Poder*, 14 octobre 2005.

b- *El Heraldo de Chiapas*

Le tourisme est le secteur auquel *El Heraldo de Chiapas* va s'intéresser en priorité. Nous pouvons constater, d'un point de vue général, que ce journal traite des aides pour réactiver l'économie dans ce secteur avant même d'évoquer en détail les dommages et de s'intéresser aux témoignages des producteurs. C'est cette vision qui prédomine dans *El Heraldo de Chiapas*, l'aide apportée plutôt que les dommages engendrés. Le 10 octobre 2005, « Mécontentement des restaurateurs à cause du manque d'attention des autorités »[60] est l'un de ces rares articles dans lesquels le témoignage des sinistrés de ce secteur est rapporté. L'un des propriétaires de restaurant dans cette municipalité estime ses pertes à 25 000 pesos. Selon le groupe de 30 artisans travaillant dans cette zone, ils auraient perdu indirectement l'équivalent d'une semaine de travail à 100 pesos par jour soit 700 pesos.

La déléguée du Tourisme Verónica Maza Farrera de Chiapa de Corzo informe que les tours opérateurs ont dû être suspendus car il est impossible de naviguer sur le fleuve Grijalva qui mène au canyon *del Sumidero*. Les propos de la présidente de la CANIRAC* sont également rapportés dans cet article, comme dans *Cuarto Poder*, mais c'est la partie optimiste de son discours qui est mise en exergue. Elle invoque les sinistrés à pleurer aujourd'hui car demain sera un autre jour, celui de la reconstruction. Tout comme *Cuarto Poder*, dans un article du 14 octobre 2005, le député du district de Chiapa de Corzo, Tiburcio Ruiz Espinosa, déclare que les dommages sont incalculables et que le tourisme a été affecté de la même manière que l'agriculture. Mais le discours sur l'aide est toujours aussi présent : « Je converse avec les gens pour apporter ma contribution »[61].

Nous pouvons observer que la totalité des articles sur le tourisme porte sur Chiapa de Corzo, comme celui du 20 octobre 2005 : « On demande du soutien au ministère de l'Économie »[62]. L'article qui résume la vision que souhaite donner *El Heraldo de Chiapas* est celui du 22 octobre 2005, toujours écrit par le même journaliste Néstor Espinosa. Vingt jours après la catastrophe, cet article montre que le ministère du Tourisme de l'État a commencé à

60 ESPINOSA Nestor, « Inconformidad de restauranteros por desatención de autoridades », *El Heraldo de Chiapas*, 10 octobre 2005.

61 « yo estoy con la gente platicando a fin de coadyuvar […] », MATUS Laura, « Pide diputado apoyo para restauranteros de Chiapa », *El Heraldo de Chiapas*, 14 octobre 2005.

62 « Demandan apoyos a la secretaría de Economía », ESPINOSA Nestor, « Demandan apoyos a la Secretaría de Economía », *El Heraldo de Chiapas*, 20 octobre 2005.

rétablir et à réactiver les actions pour le tourisme :

> La majorité des lieux de l'État n'ont pas souffert des dommages, les routes sont en bon état et les vols fonctionnent en toute normalité […] les principaux sites touristiques sont en bonnes conditions […] sauf la région Costa, Soconusco et Frailesca […] et [la SECTUR*] informe des bonnes conditions dans lesquelles se trouvent les principales destinations et routes du Chiapas.[63]

Cette information fait écho à la volonté du journal de montrer que « tout va bien » et que les choses rentrent dans l'ordre. Et ce, alors même que cinq jours plus tard, un article anonyme informe que le canyon *del Sumidero* est complètement paralysé et ne peut recevoir d'embarcation à cause des troncs d'arbre et des déchets qui bouchent complètement son accès. Mais le titre n'est pourtant pas inquiétant : « Des grands troncs salissent le canyon *del Sumidero* »[64]. La encore, on insiste sur les actions gouvernementales de nettoyage du canyon.

Quant aux autres dommages, le 11 octobre 2005 un article intitulé : « Les dommages sur les cultures ne sont pas quantifiables »[65] aborde la situation économique du Chiapas. Selon cet article, des centaines d'agriculteurs qui produisent du café, du cacao, des bananes, du sorgho, du riz, du maïs, des haricots rouges, des mangues, des papayes ainsi que les éleveurs de bovins ou les aquiculteurs ont été affectés. Et pourtant, l'état des lieux est loin d'être terminé, comme le rapporte aussi *Cuarto Poder :* « La délégation de l'État n'a pas encore le rapport des dommages »[66]. Cet article, intéressant pour les détails qu'il donne sur l'histoire de la production dans la région, informe aussi avec précision sur les différentes zones de culture de l'État du Chiapas.

El Heraldo de Chiapas s'intéresse plus au tourisme que *Cuarto Poder*. Son information sur les autres dommages dans l'agriculture est plus précise que celle émise par

---

63 « La mayoría de estos lugares del estado no sufrieron daños, que las carreteras están en buen estado y los vuelos se encuentran operando con normalidad […] los principales sitios turísticos se encuentran en buenas condiciones […] excepto la región Costa, Soconusco y Frailesca […] e [SECTUR] informa de las buenas condiciones en las que se encuentran los principales destinos y rutas de Chiapas », ESPINOSA Nestor, « Inició actividades la Sectur en la entidad », *El Heraldo de Chiapas*, 22 octobre 2005. [CD-ROM].

64 « Grandes troncos ensucian el Cañón del Sumidero », ANONYME, « Grandes troncos ensucian el Cañón del Sumidero », *El Heraldo de Chiapas*, 29 octobre 2005.

65 LOPEZ Isaí, « Incuantificable daños a cultivos », *El Heraldo de Chiapas*, 11 octobre 2005.

66 « La delegación estatal aún no tiene el reporte de los daños », LOPEZ Isaí, « Incuantificable daños a cultivos », *El Heraldo de Chiapas*, 11 octobre 2005.

Cuarto Poder. On peut également relever de nouveau une uniformisation de l'information : les journaux s'intéressent aux mêmes affaires, aux mêmes zones et font témoigner à peu de choses près les mêmes personnes.

c- *Crónica de Hoy*

Crónica de Hoy suit la même ligne éditoriale que *El Heraldo de Chiapas.* Ce sont aussi les informations sur le secteur touristique qui dominent. Ce journal leur donne une portée nationale. En effet, une vision positive est perceptible dès le premier article du 6 octobre 2005 : « On déplore que ces faits inévitables aient eu lieu, mais on ne peut tout de même pas dire que ce sont les lieux les plus visités du pays »[67]. Ces propos sont énoncés par le ministre du Tourisme Rodolfo Elizondo Torres. Dans ce discours, on ne peut s'empêcher de ressentir un certain mépris qui s'accompagne d'une minimalisation des conséquences du désastre. Il ajoute que ces régions (le Chiapas, Veracruz et Tabasco) pourraient enregistrer une légère baisse dans l'affluence du tourisme national et international mais argumente positivement sur le fait que septembre et octobre ne sont pas des mois habituellement très touristiques. Par conséquent, l'impression qui se dégage est que c'est sans importance et que cela ne va rien changer dans l'économie nationale. Dans un article du 13 octobre 2005, Rodolfo Elizondo Torres fait la promotion de ces sites touristiques « où l'infrastructure hôtelière n'a pas subi de dommages »[68]. Puis l'article termine sur des chiffres montrant l'augmentation générale du tourisme au Mexique. Tous les ingrédients sont présents pour rassurer le Mexicain, mais sûrement pas le Chiapanèque.

Le 27 octobre 2005, dans un article sur la situation économique du pays, le premier paragraphe commence ainsi : « En raison des dommages qu'ont provoqués les ouragans Stan et Wilma sur l'industrie du tourisme […] l'estimation de croissance de 3,5% faite par le gouvernement fédéral, n'aura pas lieu cette année »[69]. Le lecteur a l'impression que ces

67 « donde lamentamos que se estén dando estos hechos inevitables, tampoco podemos decir que son los lugares mas visitados del país », HIGUERA Cecilia, « Lamenta estragos aunque no sean tan visitados », *Crónica de Hoy*, 6 octobre 2005.

68 « donde la infraestructura hotelera no sufrió daños », HIGUERA Cecilia, « Promoverán turismo en estados afectados por Stan », *Crónica de Hoy*, 13 octobre 2005.

69 « debido a los daños que provocaron los huracanes Stan y Wilma ala industría turística […] la estimación de crecimiento de 3.5% del gobierno federal no se cumplirá este año », SOLIS PEÑA Margarita, « Pide el empresariado tregua fiscal para recuperarse de los huracanes », *Crónica de Hoy*, 27 octobre 2005.

ouragans n'ont affecté que la croissance, le « surplus » car les dommages et les pertes dans ce secteur ne sont pas mentionnés.

Crónica de Hoy ne s'est pas intéressé de près aux dommages dans le secteur productif de l'agriculture. On peut constater que son intérêt a suivi l'intérêt économique du pays et non pas celui de la région. Le tourisme est pour le Mexique un secteur bien plus rentable que l'agriculture au Chiapas. Cependant, quelques jours après Stan, l'ouragan Wilma a frappé Cancún, lieu touristique par excellence. Voilà pourquoi finalement, le tourisme chiapanèque n'a que très peu inquiété les autorités ou chefs d'entreprises par rapport à celui de Quintana Roo.

d- *La Jornada*

La Jornada s'intéresse à l'économie. Cependant, il se distingue de *Crónica de Hoy*, grâce à l'intérêt porté à l'économie régionale essentielle à la région : l'agriculture. Le parallélisme à ce sujet entre *Cuarto Poder* et *La Jornada* est éloquent. Dans un article[70] qui informe de la perte d'environ 800 000 quintaux de café, le journaliste insiste surtout sur les répercussions de ces dommages pour la main-d'oeuvre. En effet, 4 000 travailleurs journaliers, dont la plupart sont guatémaltèques, dépendent de ces récoltes. C'est la première fois qu'on aborde la problématique des travailleurs journaliers. Selon la Confédération mexicaine de producteurs de café, le principal coût de production est la main-d'œuvre et la perte pourrait atteindre 140 millions de dollars, affectant 230 000 producteurs. Elle précise que la conséquence immédiate est l'appauvrissement. L'année suivante, les acheteurs pourraient ne plus avoir confiance aux producteurs sachant qu'ils n'ont pas tenu leur promesse de contrat d'exportation. La vision est plutôt pessimiste car elle fait état des dommages et à l'inverse de *Crónica de Hoy* ou de *El Heraldo de Chiapas,* la prévision ne porte pas sur la croissance mais sur les pertes.

Le 19 octobre 2005, les producteurs de café témoignent de 500 à 700 000 sacs de café perdus, ce qui constituerait 40% de la production totale. Encore une fois, c'est Alfredo Moíses qui s'exprime, le président de l'Association mexicaine des exportateurs de café. Il conclut dans cet article : « Retrouver le niveau de culture et de semence qui était enregistré

70 PEREZ U. Matilde, « Temen por 4 mil jornaleros y por la cosecha de café », *La Jornada,* 12 octobre 2005.

avant Stan peut prendre jusqu'à cinq ans »[71] et ce, parce que les pluies torrentielles n'ont pas seulement arraché le café mais aussi les plantations.

Finalement, la dernière évaluation du mois d'octobre est donnée dans un article intitulé : « La moitié de la production de café, bananes, papayes, et autres cultures a été perdue »[72]. C'est ce qu'indique une évaluation de la Confédération nationale agricole, 200 000 hectares ont été affectés. Une donnée nouvelle est celle des pertes agricoles dues aux phénomènes météorologiques : « Ces vingt-cinq dernières années, ils ont engendré 15 milliards de dollars de pertes pour les agriculteurs »[73]. Ce leader considère que le gouvernement manque de programmes et de politique de prévention.

Les journaux se distinguent sur le choix de l'information qu'ils diffusent, *La Jornada* et *Cuarto Poder* privilégient les secteurs importants pour l'économie locale, c'est-à-dire les secteurs primaires alors que *El Heraldo de Chiapas* et *Crónica de Hoy* s'intéressent plus à ce qui est rentable d'un point de vue national. Alors que les premiers font un état des lieux des dommages et des pertes, les seconds tournent leur information de manière à ce que le positif ressorte, ou tout du moins, à ce que le négatif soit quelque peu compensé par du positif. D'un point de vue journalistique, après un désastre si tragique, il semble impossible si l'on veut informer avec rigueur, de ne pas traiter des pertes et dommages à l'état brut.

3. Situation économique du Chiapas de "l'après-désastre"

Cuarto Poder est le journal qui utilise en majorité le mot « crise » pour caractériser la situation économique du Chiapas. *La Jornada* contribue aussi à donner cette image de

71 « alcanzar un nivel de cultivo y cosecha como el registro previo a Stan llevará hasta cinco años », MARTINEZ Fabiola, « Provocó huracán pérdida de más de 40% del Café de Chiapas », *La Jornada*, 19 octobre 2005.

72 « se perdió más de la mitad de la producción de café, plátano, papaya y otros productos », VELASCO Elizabeth, « Se perdió más de la mitad de la producción de café, plátano, papaya y otros productos », *La Jornada*, 31 octobre 2005.

73 « En los 25 años han causado pérdidas al campesino por más de 15 mil millones de dólares », VELASCO Elizabeth, « Se perdió más de la mitad de la producción de café, plátano, papaya y otros productos », *La Jornada*, 31 octobre 2005.

crise. Or, *Crónica de Hoy* et *El Heraldo de Chiapas* n'en parlent pas du tout. L'article du 8 octobre 2005 de *Cuarto Poder* s'ouvre sur : « L'État du Chiapas restera vulnérable à différents phénomènes sociaux, telles que l'extrême pauvreté et une économie faible »[74]. Puis José Luis Martínez de la Confédération patronale de la République mexicaine signale que la répercussion économique à cause des inondations est forte et que cette situation ébranle considérablement l'État du Chiapas.

Cuarto Poder évoque également l'effondrement de l'économie de la frontière sud[75] et de l'État entier : « c'est réellement un désastre pour toutes les activités […] L'État du Chiapas a été victime d'un impact désastreux dans son économie »[76]. Dans un article du 13 octobre 2005[77], le journaliste avance que si ces dommages ne sont pas pris en compte de manière immédiate, ils laisseront des séquelles de crise économique et sociale sur le long terme. C'est aussi ce dont témoigne Raul Flores Chacón dans un article du 23 octobre 2005 : « Un panorama obscur attend l'agriculture et l'élevage […] ce qui engendrera une crise économique aiguë »[78]. Les mots sont forts et font écho au panorama également décrit par *Cuarto Poder* : celui d'un État en pleine crise économique.

La Jornada donne la même vision que *Cuarto Poder* dans un discours de parlementaires qui avertit Vicente Fox Quesada : « une grave crise économique et sociale dans le Soconusco, la Costa et la Sierra Madre de Chiapas »[79]. La sénatrice Madrid Tovilla s'exprime aussi sur le sujet en disant que l'ouragan : « endommagera l'économie de ces entités »[80]. Dans ce même article, le Sénat évoque : « la crise qui s'approche ». Dans un article du 29 octobre 2005, ce sont encore les sénateurs qui vont parler de cette crise : « La dévastation provoquée par Stan dans l'État n'a pas de précédent et peut provoquer une grave

---

74 « El estado de Chiapas quedará vulnerable a distintos fenómenos sociales, tales como la pobreza extrema, y a una economía debil », BURGUETE C., CUNJAMA B, « " Stan" agudiza pobreza », *Cuarto Poder*, 8 octobre 2005.

75 GARCIA Ramón, « Problema causado por las lluvias, apenas comienza », *Cuarto Poder*, 11 octobre 2005.

76 « es un descalabro verdaderamente para todas las actividades […] el estado de chiapas ha sufrido un impacto desastroso en su economía », LEYVA Carolina, « Impacto "desastroso" para economía local », *Cuarto Poder*, 12 octobre 2005.

77 VICTORIO Rafael, « Piden 32 ONG "zona de desastre" », *Cuarto Poder*,13 octobre 2005.

78 « Un panorama oscuro le espera al campo y a la ganadería […] que provocarán una aguda crisis económica », NARVAEZ Hector, « Panoramo oscuro al campo y ganadería », *Cuarto Poder*, 23 octobre 2005.

79 « grave crisis económica y social en el Soconusco, Costa y Sierra Madre de Chiapas », BALBOA Juan, « Advierten de crisis en las entidades afectadas por Stan », *La Jornada*,19 octobre 2005.

80 « dañará la economía de esas entidades », BALBOA Juan, « Advierten de crisis en las entidades afectadas por Stan », *La Jornada*, 19 octobre 2005.

crise économique et sociale dans les régions de la Sierra, Costa et Soconusco »[81].

Parler de « crise économique » semble logique étant donné la destruction des différents secteurs de l'économie de l'État du Chiapas, mais l'utilisation de cette expression peut tout aussi bien être considérée comme une « projection », une « anticipation » visant à dramatiser la situation. En effet, l'utilisation de ce terme à quelques jours du désastre, alors même que les dommages n'ont pas été totalement évalués est peut-être sous tendue par une volonté d'interpeller sur la situation du Chiapas et de sa population qui vit dans cette crise depuis déjà bien longtemps.

Pour conclure sur cette période, nous allons analyser l'enjeu de la demande de « Déclaration de désastre naturel »[82] pour les régions du Chiapas touchées par Stan. Afin d'élucider cette affaire qui prend une place conséquente dans l'information, nous allons essayer dans un premier temps de comprendre le fonctionnement du FONDEN* et de cette déclaration.

SECTION C – DÉCLARATION DE DESASTRE NATUREL

1. Les modalités du FONDEN

Que ce soit pour les articles d'opinion ou pour les articles d'information générale, l'affaire de la « Déclaration de désastre naturel » n'intéresse que les journaux régionaux *Cuarto Poder* et *El Heraldo de Chiapas.* Les journaux du district fédéral à couverture nationale vont traiter des rouages administratifs et économiques de ce fonds, sans cependant les assimiler à la « Déclaration de désastre naturel ». Pour analyser ce sujet, nous devons revenir sur le fonctionnement du FONDEN (Fonds National de Désastres Naturels). En effet, l'argent du FONDEN est en relation directe avec cette déclaration. Pour bénéficier de celui-ci, il est nécessaire de faire cette déclaration en respectant certaines règles qui font l'objet de

81 « la devastación provocada por Stan en el estado no tiene precedente y puede provocar una grave crisis económica y social en las regiones de la Sierra, la Costa y Soconusco », GONZALEZ G. Susana, « El lunes declaran zona de desastre 41 municipios de Chiapas afectados por Stan », *La Jornada*, 29 octobre 2005.

82 Cf. Glossaire, P.474

polémiques.

Le FONDEN est :

> Un instrument financier du système national de la Protection civile qui, à travers des règles d'opération propres au fonds et aux procédures engendrées par ces règles, coordonne les divers niveaux de gouvernement à travers un processus respectant les compétences, les responsabilités et les besoins. Il a pour finalité, sous les principes de co-responsabilité, complémentarité, opportunité et transparence, d'aider les entités fédérales de la République mexicaine ainsi que les dépendances et les entités de l'administration publique fédérale dans l'attention et la récupération des effets que produisent un phénomène naturel, en conformité avec les paramètres et les conditions prévues dans les Règles d'Opération[83].

Selon la CENAPRED[84], l'un des problèmes du FONDEN est le manque d'adéquation entre son budget annuel pour le pays et le montant économique nécessaire pour faire face à l'impact de ces phénomènes. Selon le système national de la Protection civile[85], ce fonds est composé du *Fondo Revolvente* (en charge du ministère de l'Intérieur) ; du *Programa Fondo de Desastres Naturales* (provenant du budget des dépenses de la fédération pour chaque exercice fiscal) et du *Fideicomiso Fondo de Desastres Naturales* (Crédit Fonds de Désastres Naturels). L'origine exacte ainsi que les montants de ces fonds ne sont pas précisés.

Selon Vicente Fox Quesada[86], le montant global du FONDEN serait de 500 millions de dollars. Dans un de ses discours rapporté dans un article de Aurora Berdejo Arvizu[87], ce

---

83 « El Fondo de Desastres Naturales [Fonden] es un instrumento financiero mediante el cual dentro del Sistema Nacional de Protección Civil, a través de las Reglas de Operación del propio Fondo y de los procedimientos derivados de las mismas, integra un proceso respetuoso de las competencias, responsabilidades y necesidades de los diversos órdenes de gobierno, que tiene como finalidad, bajo los principios de corresponsabilidad, complementariedad, oportunidad y transparencia, apoyar a las entidades federativas de la República Mexicana, así como a las dependencias y entidades de la Administración Pública Federal, en la atención y recuperación de los efectos que produzca un fenómeno natural, de conformidad con los parámetros y condiciones previstos en sus Reglas de Operación », SISTEMA NACIONAL DE PROTECCION CIVIL, *Portal de la Protección civil* [Site Internet] [réf. du 11 août 2009], Disponible sur : http://www.proteccioncivil.gob.mx/Portal/PtMain.php?nIdFooter=22&nIdHeader=2&nIdPanel=35

84 *Características e impacto socioeconómico de los huracanes "Stan" y "Wilma" en la república Mexicana en el 2005* [Texte imprimé], México : CENAPRED et CEPAL, 2006, 320 p., P.4

85 SISTEMA NACIONAL DE PROTECCION CIVIL, *Portal de la Protección civil* [Site Internet] [réf. du 11 août 2009], Disponible sur : http://www.proteccioncivil.gob.mx/Portal/PtMain.php?nIdFooter=22&nIdHeader=2&nIdPanel=35

86 GODINEZ Victor y DIARIOS OEM, « Presume Fox de "ejemplar" manejo de contingencias », *El Heraldo de Chiapas*, 15 octobre 2005.

87 BERDEJO ARVIZU Aurora, « Vanguardia política », *El Heraldo de Chiapas*,14 octobre 2005.

fonds compterait 4 milliards de pesos pour le Chiapas auxquels Fox aurait rajouté 5 milliards de pesos « d'économies du gouvernement fédéral ». Le fonds est trop faible, précise la CENAPRED[88], c'est aussi ce que souligne Ricardo Monreal Avila dans son article d'opinion de *El Heraldo de Chiapas* : « […] il est nécessaire d'augmenter les fonds prévus pour ce type de désastre »[89]. Quant à ce problème de faibles fonds, *La Jornada* parle de hiérarchisation des besoins par rapport aux États affectés : « Le FONDEN ne compte que sur 5 milliards, c'est pourquoi il faut hiérarchiser les besoins des six États les plus affectés : Chiapas, Oaxaca, Veracruz, Puebla, Hidalgo et Guerrero »[90].

Cette question de fonds disponibles pour faire face à l'urgence et ensuite à la reconstruction va créer des dissensions entre le gouvernement de l'État du Chiapas et le gouvernement fédéral : « Le Président a évidemment défendu le FONDEN, qui non seulement a été durement critiqué par les gouverneurs pendant leurs réunions de la CONAGO*, mais aussi maintenant par le sénat de la République »[91]. L'autre problème relève des enjeux dus à la procédure permettant d'accéder à ces fonds, qui vont générer un conflit entre gouvernement de l'État, députés et sinistrés. Un seul article explique clairement les règles à respecter pour y avoir accès : c'est un bulletin d'information publié le 8 octobre 2005 dans *El Heraldo de Chiapas* et qui s'intitule : « Comment opère le Fonds de Désastres Naturels »[92].

Ce bulletin de *El Heraldo de Chiapas* déclare qu'il faut d'abord que le gouvernement de l'État affecté prouve qu'il n'a pas les fonds suffisants pour faire face à cette urgence. Ensuite, il doit suivre une procédure décrite par le ministère de l'Intérieur[93] afin d'émettre

---

88 *Características e impacto socioeconómico de los huracanes "Stan" y "Wilma" en la república Mexicana en el 2005* [Texte imprimé], México : CENAPRED et CEPAL, 2006, 320 p., P.4

89 « […] se requiere ampliar los fondos previstos para este tipo de desastres », MONREAL AVILA Ricardo, « El huracán « Stan » y la pobreza », *El Heraldo de Chiapas*,11 octobre 2005.

90 « El FONDEN cuenta solo con 5 mil millones, por lo que deberán jerarquizarse las necesidades en los seis estados más dañados : Chiapas, Oaxaca, Veracruz, Puebla, Hidalgo y Guerrero », CAMACHO C., RUIZ V., SANCHEZ M., *et al.*, « Refuta Xochilt Gálvez el optimismo oficial "lo peor está por venir", dice », *La Jornada*, 11 octobre 2005.

91 « El presidente desde luego salió en defensa del Fonden, que no solamente ha sido duramente criticado por los propios gobernadores en sus reuniones de la Conago, sino ahora por el Senado de la República », BERDEJO ARVIZU Aurora, « Vanguardia política », *El Heraldo de Chiapas*, 14 octobre 2005.

92 ANONYME, « Cómo opera el Fondo de Desastres Naturales [Fonden] », *El Heraldo de Chiapas*, 8 octobre 2005.

93 Cf. annexe III, *Processus d'accès aux ressources du FONDEN*, P.449-452

dans un premier temps une « Déclaration d'urgence » (*Declaración de Emergencia*)[94] :

> La Déclaration d'urgence est la reconnaissance par le Ministère de l'Intérieur qu'une ou plusieurs municipalités ou délégations politiques d'une entité fédérale, se trouve face à l'imminence ou la forte probabilité d'être confrontée à un phénomène perturbateur d'origine naturel, qui provoque un risque excessif pour la sécurité et l'intégrité de la population. Cette déclaration pourra subsister aux côtés de la Déclaration de Désastre.

À cette Déclaration d'urgence fait suite la « Déclaration de désastre naturel »[95](*Declaratoria de desastre natural*) qui permet d'avoir accès aux fonds du FONDEN :

> C'est la manifestation publique de la part du ministère de l'Intérieur, et suite à la demande d'une entité de la fédération ou d'une dépendance fédérale, qu'un phénomène naturel perturbateur a eu lieu dans un endroit et un temps déterminés, et a provoqué des dommages tant au niveau des logements que des services et de l'infrastructure publique fédérale, de l'État et/ou municipale. Tout en accord avec ce que déterminent les Règles d'Opération du FONDEN. Il s'agit d'une condition requise fondamentale pour que les entités de la fédération ou les dépendances fédérales puissent accéder aux ressources du FONDEN et ainsi pouvoir co-participer grâce aux ressources à la normalisation des services publics ou à la reconstruction des dommages sur les logements de la population à faible revenu ainsi que de l'infrastructure publique fédérale, de l'État et/ou municipale.

Si on étudie les différences entre la « Déclaration d'urgence » et la « Déclaration de désastre naturel » on s'aperçoit que la première est dirigée à l'attention de la vie et de la santé de la

---

94 « La Declaratoria de Emergencia es el reconocimiento de la Secretaría de Gobernación que uno o varios municipios o delegaciones políticas de una entidad federativa, se encuentran ante la inminencia o alta probabilidad de que se presente un fenómeno perturbador de origen natural, que provoque un riesgo excesivo para la seguridad e integridad de la población. Dicha Declaratoria podrá subsistir aun ante la presencia de una Declaratoria de Desastre », SISTEMA NACIONAL DE PROTECCION CIVIL, *Portal de la Protección civil* [Site Internet] [réf. du 11 août 2009], Disponible sur : http://www.proteccncivil.gob.mx/Portal/PtMain.php?nIdFooter=22&nIdHeader=2&nIdPanel=35

95 « Es la manifestación pública por parte de la Secretaría de Gobernación, y a solicitud de alguna entidad federativa o dependencia federal, de que ha ocurrido un fenómeno natural perturbador en un lugar y tiempo determinado, mismo que ha causado daños tanto a la vivienda como a los servicios e infraestructura pública federal, estatal y/o municipal. Todo de acuerdo a lo que determinan las Reglas de Operación del FONDEN. Se trata de un requisito fundamental, para que las entidades federativas o las dependencias federales puedan acceder a los recursos del Fondo de Desastres Naturales, y así poder coparticipar con recursos para la normalización de los servicios públicos o reconstruir los daños sufridos en las viviendas de la población de bajos ingresos como a la infraestructura pública federal, estatal y/o municipal », SISTEMA NACIONAL DE PROTECCION CIVIL, *Portal de la Protección civil* [Site Internet] [réf. du 11 août 2009], Disponible sur : http://www.proteccioncivil.gob.mx/Portal/PtMain.php?nIdFooter=22&nIdHeader=2&nIdPanel=35

population alors que la seconde a pour objectif d'octroyer des ressources pour la reconstruction des dommages sur les logements et l'infrastructure publique. Voilà pourquoi ces deux déclarations peuvent être émises.

Le gouverneur de l'État (dans notre cas, Pablo Salazar Mendiguchía) doit donc solliciter la « Déclaration d'urgence » auprès de l'organisme de coordination générale de la Protection civile de la SEGOB* et envoyer un rapport statistique et chiffré de la situation. La direction générale de la Protection civile envoie ensuite à la direction du FONDEN ce rapport contenant les données du nombre de personnes affectées afin que le FONDEN compte sur les éléments nécessaires pour évaluer et valider la demande d'investissement du FONDEN sollicitée par l'État.

Le bulletin de *El Heraldo de Chiapas* insiste sur le délai : « La demande devra être reçue, sauf en cas de sécheresse atypique et imprévisible, dans un délai ne dépassant pas les cinq jours ouvrables à partir de la catastrophe »[96]. Cela signifierait que Pablo Salazar Mendiguchía devait adresser à la SEGOB* une demande de « Déclaration d'urgence » au plus tard le 11 octobre 2005 (ne prenant pas en compte le week-end), ce qu'il a fait. Les autorités doivent, dans cette déclaration, évaluer le montant nécessaire pour « la protection de la vie humaine et de la santé ». Concernant la « Déclaration de désastre naturel », le système de la Protection civile déclare que les entités (l'État du Chiapas, en l'occurrence) ont dix jours ouvrables pour évaluer les dommages à partir de la constitution du Comité d'Évaluation des dommages. Ils peuvent solliciter un délai supplémentaire de dix jours si cette demande est justifiée.

La polémique provient du fait que cette « Déclaration de désastre naturel » tarde et que ce sont les députés fédéraux chiapanèques et non pas le gouverneur de l'État du Chiapas qui l'ont sollicitée auprès de la SEGOB*. Dans un article du 8 octobre 2005 de *El Heraldo de Chiapas,* le journaliste commente cette initiative des députés : « il est utile de mentionner que selon les règles de la procédure du Fonds National pour les Désastres Naturels (FONDEN*) ce sont les gouverneurs […] qui doivent formuler cette demande »[97]. Cette information

96 « la solicitud deberá recibirse, salvo el caso de sequía atípica e impredicible, en un plazo no mayor a cinco días hábiles contados a partir de la ocurrencia del desastre », ANONYME, « Cómo opera el Fondo de Desastres Naturales (Fonden) », *El Heraldo de Chiapas,* 8 octobre 2005.

97 « cabe mencionar que según las reglas de operación del Fondo Nacional para Desastres Naturales (Fonden) son los gobernadores […] quienes deberán formular esta petición », ANONYME, « Piden declarar zona de desastre a los municipios de chiapas », *El Heraldo de Chiapas,* 8 octobre 2005.

montre une désapprobation du journaliste face à l'action des députés Carlos Pano Becerra du PRI*, Emilio Zebadúa[98], Rutilio Escandón[99] et Oscar Cruz López du PRD*. *Cuarto Poder* fait directement témoigner ces derniers contrairement à *El Heraldo de Chiapas* qui commente les propos des députés. *Cuarto Poder* rapporte, comme si c'était sa propre voix, le discours de Carlos Osvaldo Pano Becerra : « Il est nécessaire de solliciter au titulaire de la SEGOB* que les fonds budgétisés du FONDEN s'appliquent immédiatement. »[100]. Le député Emilio Zebadúa s'exprime de la même manière et propose que les fonds soient libérés sans attente.

Nous apprenons dans un article du 9 octobre 2005 que la « Déclaration d'urgence » a été émise le vendredi 7 octobre 2005[101]. Par conséquent, le gouvernement de l'État est dans les temps. Cependant cette « Déclaration d'urgence » n'est pas suffisante pour les députés qui ont eux-mêmes sollicité la « Déclaration de désastre naturel » auprès du ministère de l'Intérieur alors que cela doit normalement être fait par le gouverneur de l'État. *El Heraldo de Chiapas* condamne cette action contrairement à *Cuarto Poder* qui soutient les députés dans cette démarche. Ces explications sur le FONDEN* vont nous permettre d'étudier, avec plus de données en main, le problème de la « Déclaration de désastre naturel ».

2. Une déclaration qui se fait attendre

a- Articles d'opinion

La polémique sur cette « Déclaration de désastre naturel » qui tarde à être formulée par le gouvernement représente, pour les articles d'opinion, 2% de la couverture médiatique (contre 10,7% pour « Aides », le sujet le plus fréquent). Ces 2% correspondent aux journaux régionaux puisque *Crónica de Hoy* et *La Jornada* n'ont pas fait cas de ce problème local. Ce chiffre est donc représentatif de l'intérêt porté à cette déclaration par les journaux du Chiapas.

98 Cf. Biographie, P.470
99 Cf. Biographie, P.470
100 « Es necessario solicitar al titular de la Segob que los recursos presupuestados para el Fonden, se apliquen de forma inmediata […] », AGENCES, « Que Segob atienda a los afectados », *Cuarto Poder*, 6 octobre 2005.
101 ANONYME, « Emite Segob declaratoria de emergencia en Chiapas », El Heraldo de Chiapas, 9 octobre 2005.

Cuarto Poder traite de ce sujet avec une fréquence de 1,6% et un taux défavorable de 47,6% alors que *El Heraldo de Chiapas* le traite avec une fréquence de 0,4% et un taux favorable de 40%. Le taux d'orientation nous montre que *Cuarto Poder* soutient la polémique et le mécontentement social alors que *El Heraldo de Chiapas* valorise les démarches du gouvernement dans son information.

Le 10 octobre 2005, Sergio Melgar de *Cuarto Poder* s'insurge, sur un ton méprisant, contre le maire de Tonalá : « Ce qui ne peut se comprendre sauf comme une canaillerie, c'est qu'à Tonalá, il continue de tomber des trombes d'eau et que le maire Palacio s'oppose à déclarer la zone de désastre »[102]. Le même jour, Ángel Mario Ksheratto, voulant parler de la zone du désastre, déclare avec ironie : « Alors que des milliers de citoyens continuent de mourir faute de pouvoir subvenir à leurs besoins dans la zone de désastre [d'ailleurs, seulement déclaré "zone d'urgence"] […] »[103]. Il met au jour le fait qu'un amalgame est fait dans l'information entre la « Déclaration d'urgence », qui doit être émise dans les cinq jours ouvrables après le désastre, soit au plus tard, comme nous l'avons dit, le 11 octobre 2005 et la « Déclaration de désastre naturel » qui doit être émise dans les dix jours à compter de la formation du Comité d'évaluation des dommages. Par la formule « seulement déclaré "zone d'urgence" », il sous-entend que la déclaration de désastre se fait attendre.

Le 15 octobre 2005, ces deux journalistes reviennent de nouveau sur le sujet. Tout d'abord, Sergio Melgar va évoquer de manière positive la proposition des députés José Antonio Aguilar Bodegas (PRI*) et Rutilio Escandón (PRD*) reçue favorablement par le Sénat. En effet, ils ont demandé à ce que quarante municipalités soient incluses dans la « Déclaration de désastre naturel ». Face à cela, le gouverneur se serait exprimé à la radio et aurait qualifié les députés « d'ignorants ». Sergio Melgar retrace ces faits et ajoute, sur un ton méprisant : « Les propos du gouverneur de l'Alliance Pablo Salazar Mendiguchía sont véritablement lamentables »[104]. Dans un article du 18 octobre 2005[105], Ángel Mario Ksheratto

---

102 « Lo que no puede entenderse salvo como una canallada, es que en Tonala sigue lloviendo a cántaros y el Licenciado de Palacio se opone a declararla zona de desastre », MELGAR Sergio, « Con la piedra en el zapato », *Cuarto Poder*, 10 octobre 2005.

103 « mientras miles de ciudadanos se siguen muriendo de necesidad en la zona de desastre [por cierto, sólo declarado "zona de emergencia"] », KSHERATTO Angel Mario, « Fichero politico », *Cuarto Poder*, 10 octobre 2005.

104 « son verdaderamente lamentables las declaraciones del gobernador aliancista Pablo Salazar », MELGAR Sergio, « Con la piedra en el zapato », *Cuarto Poder*, 15 octobre 2005.

105 KSHERATTO Angel Mario, « Fichero político », *Cuarto Poder*, 18 octobre 2005.

revient sur ce terme « d'ignorants » et dit ironiquement, que l'évêque de Tuxtla Gutiérrez, Rogelio Cabrera, peut aussi faire partie du lot d'ignorants parce que lui aussi a approuvé la proposition des députés. Et de se demander par la suite, pourquoi malgré ce panorama catastrophique, le Chiapas n'a pas été déclaré zone de désastre. Il interroge : « Qui retient cette déclaration ? »[106]. Il suit donc le même point de vue que Sergio Melgar, favorable à la proposition de José Antonio Aguilar Bodegas et défavorable à Pablo Salazar Mendiguchía : « Enfin, il a eu l'heureuse idée de solliciter au gouvernement fédéral que soit déclarée “Zone de désastre” la région qui fut dévastée par l'ouragan Stan »[107]. Puis, il ajoute que la déclaration devra être officialisée par rapport aux normes en vigueur car elle était nécessaire et urgente. Par conséquent, les députés ont l'air d'avoir joué un tour de force à ce moment précis et un rôle essentiel sur l'échiquier politique face à cette problématique de « Déclaration de désastre naturel » qui se fait attendre. « Avocats du diable » certes, ils se montrent également très actifs politiquement.

Le 23 octobre 2005, la journaliste expose les arguments de Pablo Salazar Mendiguchía : « Nous n'avons pas sollicité la déclaration de désastre parce que le processus d'évaluation des zones affectées n'est pas terminé »[108]. Normalement comme cette « Déclaration de désastre naturel » doit se faire dans les dix jours suivant la constitution du Comité d’évaluation des dommages, voire vingt jours si le délai supplémentaire est justifié. Ce comité a été constitué le 12 octobre 2005 ; par conséquent, d’un point de vue légal cela laissait au gouvernement de l’État jusqu’au 22 octobre 2005 pour faire cette déclaration, voire jusqu’au 3 novembre 2005 s’il demandait un délai supplémentaire.

Rita Balboa juge que cet argument n'est pas valide et contredit les propos du gouverneur en se basant sur la loi générale de la Protection civile : « ce n'est pas vrai que d'abord on réalise une évaluation et qu’ensuite on déclare la zone de désastre »[109]. Cette journaliste démontre ce qu'elle avance en donnant d'abord la définition de ce qu'est la

106 « ¿Quien detiene esa declaratoria? », MELGAR Sergio, « Con la piedra en el zapato », *Cuarto Poder*, 15 octobre 2005.

107 « Por fin tuvo la feliz idea de solicitar al gobierno de la República declarar “zona de desastre” la región que fue devastada por el huracán Stan”, KSHERATTO Angel Mario, « Fichero político », *Cuarto Poder*, 15 octobre 2005.

108 « no se ha solicitado la declaración de desastre debido a que aún no termina el proceso de evaluación de las zonas afectadas », BALBOA Rita, « Aroma de política », *Cuarto Poder*, 23 octobre 2005.

109 « no es cierto que primero se hace la evaluación y después se declara la zona desastre », BALBOA Rita, « Aroma de política », *Cuarto Poder*, 23 octobre 2005.

déclaration d'urgence, qui a effectivement été déclarée par le gouverneur, et qui correspond à une « situation anormale qui peut provoquer un risque pour la société », puis elle donne la définition de la « Déclaration de désastre naturel », non déclarée par le gouverneur, qui correspond à « un acte à travers lequel la SEGOB reconnaît qu'un ou plusieurs phénomènes perturbateurs ont entraîné de sévères dommages qui dépassent les capacités locales ». Suite à cette démonstration, elle déclare ne pas comprendre pourquoi le gouvernement ne ferait pas cette « Déclaration de désastre naturel » et de manière parallèle l'évaluation des dommages. *Cuarto Poder* est donc totalement opposé à ce que le gouvernement de l'État tarde à faire cette déclaration. Dans ses articles d'opinion, il l'accuse d'inaction, manifeste son incompréhension et argumente pour démontrer que les propos du chef de l'État du Chiapas sont insensés.

El Heraldo de Chiapas dans un article du 15 octobre 2005[110] fait référence à deux faits politiques qui se sont produits à la fin de cette semaine. Le premier point est l'approbation du Sénat de la demande des députés au sujet de la « Déclaration de désastre naturel ». Le second est la mise en place d'une commission législative de députés pour donner un suivi aux ressources et programmes mobilisés. Le journaliste, David Martínez, va minimiser l'action des députés en précisant que le gouvernement fédéral avait déjà fait le rapport des dommages dans les municipalités affectées et que le Sénat : « La seule chose qu'il ait faite a été de solliciter […] que le gouvernement fédéral fasse la déclaration officielle pour que les fonds du FONDEN puissent être directement appliqués »[111]. En précisant « gouvernement fédéral », il déresponsabilise le gouvernement de l'État du Chiapas.

Le second point ; demander la mise en place d'un comité de suivi pour surveiller la bonne utilisation des fonds, est présenté de manière élogieuse et paternaliste : « Il est important de relever l'intérêt des députés fédéraux dans la détection d'irrégularités […] pour nos frères »[112]. Au lieu d'insister sur les causes de la création de cette commission, la peur de la corruption et le besoin de transparence, il insiste sur la bienveillance des députés fédéraux qui pensent au bon déroulement des opérations pour ne pas léser les sinistrés « nos frères ». De nouveau dans *El Heraldo de Chiapas,* nous pouvons mettre en évidence la volonté de

110 MARTINEZ David, « Entre políticos », *El Heraldo de Chiapas*. 15 octobre 2005.

111 « lo único que hizo es solicitar […] que el gobierno federal haga la declaratoria oficial para que los recursos del Fonden se apliquen directamente », MARTINEZ David, « Entre políticos », *El Heraldo de Chiapas*, 15 octobre 2005.

112 « cabe destacar el interés que los diputados federales tienen para detectar irregularidades […] para nuestros hermanos », MARTINEZ David, « Entre políticos », *El Heraldo de Chiapas* , 15 octobre 2005.

rendre compte des actions de manière positive.

Sur un ton sarcastique, Ausencio García, dans un article du 26 octobre 2005, se moque de cette polémique : « Il ne manquait plus que moi, donc je lance ma question : pourquoi n'ont-ils pas déclaré Chiapas zone de désastre ? »[113]. Il méprise les personnes qui ne cessent de poser ces questions sans apporter de réponses ou d'explications. Ce journal ne se montre pas favorable envers les députés qui ont pris le devant de la scène en proposant cette déclaration. Il ridiculise également les personnes qui s'interrogent sur les raisons de cette attente. Cependant, il n'apporte à ce sujet aucun élément nouveau, aucune justification permettant d'argumenter le bien fondé de cette attente.

Quant à *Cuarto Poder*, les arguments qu'il apporte à cette demande d'émettre la « Déclaration de désastre naturel » ne sont pas précis non plus. Ces journaux tergiversent sur la question sans apporter d'arguments valables soutenant leur thèse. Le sujet est complexe et mystérieux.

b- Les articles d'information générale

La "Déclaration de désastre naturel" dans les articles d'information générale représente également environ 2% de l'information. À partir de la mi-octobre, les principaux acteurs dans *El Heraldo de Chiapas* qui demandent à ce que la déclaration soit émise sont des religieux, des syndicats ou des associations civiles ou les « non-conformistes »[114]. L'évêque de Tuxtla Guttiérez s'exprime à ce sujet : « Ce sont parfois des bureaucraties qui n'ont aucune sensibilité et qui n'ont aucun sens »[115]. La faute est reportée sur les rouages administratifs. De la même manière, le Syndicat National des Travailleurs de l'Education (SNTE*) demande aux autorités locales et fédérales de se dépêcher de déclarer l'État zone de désastre. Le 18 octobre 2005, c'est au tour de l'Association Civile « Unis pour le Chiapas » : « Ils demandent au gouvernement de déclarer l'état zone de désastre »[116].

113 « ya no más faltó yo, por eso lanzo mi pregunta : ¿Por qué no han declarado a Chiapas zona de desastre? », GARCIA Ausencio, « Titeres Cabezas », *El Heraldo de Chiapas*, 26 octobre 2005.

114 « los inconformes », CORDERO Flor, « Avanza reconstrucción de áreas afectadas », *El Heraldo de Chiapas*, 20 octobre 2005.

115 « son a veces unas burocracias insensibles que no tienen ningún sentido », LOPEZ Julio Cesar, « Preocupa a obispo que Chiapas no sea declarado zona de desastre », *El Heraldo de Chiapas*, 17 octobre 2005.

116 « Llaman a gobierno a declarar zona de desastre al estado », DE LOS SANTOS Sandra, « Llaman a

Le 15 octobre 2005, *El Heraldo de Chiapas* rapporte les propos de Pablo Salazar Mendiguchía qui explique les raisons pour lesquelles la « Déclaration de désastre naturel » est en cours : les autorités seraient en train d'effectuer l'évaluation des dommages :

> À cause des problèmes d'incommunicabilité qui dominent, le gouvernement Chiapanèque demandera une prolongation du délai pour évaluer les dommages, et une fois conclu cela, il demandera à la SEGOB* de faire la Déclaration de désastre naturel.[117]

Ces arguments d'évaluation et d'incommunicabilité, pour justifier le délai de cette déclaration, sont de nouveau rapportés dans plusieurs articles. Le 25 octobre 2005[118], Pablo Salazar Mendiguchía annonce que l'évaluation sera terminée « dans huit jours » et qu'ils pourront émettre la déclaration. Par conséquent, le gouvernement de l'État serait dans les temps et la polémique, désuète.

Dans *Cuarto Poder*, nous pouvons constater que ce sont encore les députés fédéraux qui jouent ce rôle de « contre pouvoir ». Le 12 octobre 2005[119] par exemple, Carlos Oswaldo Pano Becerra considère « irresponsable » le gouvernement fédéral qui n'a pas encore fait cette déclaration dix jours après le désastre. Dans ses propos, ce n'est pas le gouvernement de l'État qui est mis en cause mais le gouvernement fédéral. Le 15 octobre 2005, c'est au tour du SNTE* de s'exprimer à ce propos, le même syndicat dont les propos ont été repris dans *El Heraldo de Chiapas*. Puis, le 20 octobre 2005[120], nous apprenons que le sénat a approuvé la demande de publier, dans le Journal Officiel de la Fédération, la « Déclaration de désastre naturel » pour les régions Costa, Sierra Madre et Soconusco. Ce sont également les organisations du secteur productif, les ONG* et les chefs d'entreprise qui font cette réclamation dans *Cuarto Poder*[121]. De la même façon, c'est à Vicente Fox Quesada que la demande est faite et non pas à Pablo Salazar Mendiguchía. Nous pouvons alors nous

---

gobierno a declarar zona de desastre al estado », *El Heraldo de Chiapas*, 18 octobre 2005.

117 « Debido a los problemas de incommunicación que prevalecen el gobierno chiapaneco pedirá una ampliación del plazo para cuantificar los daños, y una vez concluido ello entonces hacer la petición a la Segob de la declaratoria de zona de desastre natural », MATUS Laura, « Sacrificarán obras por la reconstrucción », *El Heraldo de Chiapas* , 15 octobre 2005.

118 LOPEZ Isaí, « Costará 15 mil mdp la reconstrucción », *El Heraldo de Chiapas*, 25 octobre 2005. [CD-ROM].

119 GARCIA R., VICTORIO R., « Rehúsan declarar zona de desastre », *Cuarto Poder*, 12 octobre 2005.

120 BELMONT Jesús, « Reconstrucción tardará 15 años, prevé senador », *Cuarto Poder*, 20 octobre 2005.

121 VICTORIO Rafael, « Piden 32 ONG "zona de desastre" », *Cuarto Poder*, 13 octobre 2005.

demander pourquoi c'est Pablo Salazar Mendiguchía dans *El Heraldo de Chiapas* qui semble offensé et qui répond aux attaques : aucune explication n'est donnée de la part du ministère de l'Intérieur pour apaiser cette polémique.

Dans un article du 23 octobre 2005, José Antonio Aguilar Bodegas parle d'« un voile de mystère sur la déclaration de zone de désastre »[122]. Ce même jour, dans un article évoquant le fait que l'évaluation des dommages n'est toujours pas terminée, l'inaction gouvernementale est critiquée : « Les autorités montrent une grande réticence à donner des informations en invoquant le prétexte que les estimations ne sont pas terminées »[123]. Un jour après, c'est l'évêque de Tuxtla Gutiérrez qui émet une hypothèse sur ce mystère : « Peut-être que s'ils n'émettent pas cette déclaration c'est parce qu'une fois déclarée, le gouvernement a des obligations juridiques, comme celles de réaliser certains projets »[124]. Le 25 octobre 2005[125], *Cuarto Poder* fait part d'une première manifestation des sinistrés au cours de laquelle cette déclaration a été l'une des revendications. Cet article témoigne qu'une certaine pression monte, ce ne sont plus les députés qui agissent mais la société civile. Le 31 octobre 2005, cette idée de bouillonnement social revient : « L'exigence est constante mais aussi les avertissements d'une possible explosion sociale si les autorités ne font pas face au problème avec rapidité »[126]. Les arguments des acteurs en faveur de la déclaration portent sur l'argent du FONDEN* : plus les autorités tardent et plus les fonds pour la reconstruction tardent également.

Un seul témoignage du président du PAN* va dans le sens des propos tenus par Pablo Salazar Mendiguchía : « On devrait déclarer les municipalités de l'État zones de désastre […] cependant il est nécessaire d'attendre l'évaluation des dommages provoqués »[127].

---

122 « velo de misterio en cuanto a la declaración de zona de desastre », MONDRAGON Ana Laura, « Necesaria declaración de desastre en zonas », *Cuarto Poder*, 23 octobre 2005.

123 « Las autoridades muestran un gran hermetismo para proporcionar información bajo el argumento que todavía no se concluyen las verificaciones », VICTORIO Rafael, « Aún no concluye la revisión de daños », *Cuarto Poder*, 23 octobre 2005.

124 MONDRAGON Ana Laura, « No cumplen promesas las autoridades : Obispo », *Cuarto Poder*, 24 octobre 2005.

125 GARCIA Ramón, « Marchan damnificados », *Cuarto Poder*, 25 octobre 2005.

126 « la exigencia es constante y también las advertencias de un posible estallido social si las autoridades no atienden en forma rápida el problema », VICTORIO Rafael, « Crece el riesgo de un estallido social », *Cuarto Poder*, 31 octobre 2005.

127 « se tienen que declarar los municipios del estado zonas de desastres […]empero sería necesario esperar la evaluación de los daños provocados », LEYVA Carolina, « Llaman a no politizar la desgracia por Stan », *Cuarto Poder*,18 octobre 2005.

Enfin, le 27 octobre 2005[128], pour la première fois également témoigne Carlos Abascal, ministre de l'Intérieur qui annonce que ce jeudi 27 octobre 2005, la première demande de déclaration de désastre pour quelques municipalités sera faite. Comme pour *El Heraldo de Chiapas*, la faute semble en grande partie être reportée sur le gouvernement fédéral et pourtant aucun témoignage de leur part n'a été diffusé si ce n'est ce dernier. Cela nous conforte dans cette vision de polémique puisque celui qui pourrait donner son point de vue pour faire taire les hypothèses n'est pas invité, ou ne s'invite pas, à parler.

À la façon de *Cuarto Poder*, *La Jornada* assimile la non déclaration du gouvernement à un possible facteur de crise sociale : « Cette attitude n'aidera en rien à la reconstruction du tissu social ni à la grave crise qui s'approche dans l'entité »[129]. Tout comme les articles d'opinion, les articles d'information générale sont « prédictifs » et se basent sur de l'hypothétique. *La Jornada* reprend la même information que celle de *Cuarto Poder*, qui fait témoigner le ministre de l'Intérieur pour annoncer la date prochaine de la déclaration. Nous pouvons en conclure que *La Jornada* n'a pas réellement traité ce problème mais sa position est claire : de la même manière que pour *Cuarto Poder*, ce journal témoigne de l'incompréhension qui règne sur cette inaction gouvernementale. Quant à *Crónica de Hoy*, il n'en a pas du tout parlé, ce qui manifeste son absence d'engagement dans les problèmes dus aux conséquences de l'ouragan Stan.

Selon le témoignage[130] de Ángeles Mariscal[131], l'affaire de la déclaration était très complexe. En effet, les gens la réclamaient alors que le gouvernement ne voulait pas l'émettre tant que les dommages n'avaient pas été entièrement recensés. De cette déclaration dépendait le montant accordé pour la reconstruction. Une option, selon elle, aurait été de donner un montant prévisionnel un peu plus élevé afin d'avoir assez d'argent pour reconstruire au lieu d'attendre le bilan des dégâts. Cependant, le fait d'amplifier les dommages aurait pu être également source de corruption. Le gouvernement a choisi la première option, celle de comptabiliser les pertes pour être au plus près du montant réel mais, il a aussi été victime de cette évaluation, car beaucoup de zones n'ont pas été intégrées dans le budget et ne sont

128 CASTILLO Francisco, « Merma la migración tras el paso de Stan », *Cuarto Poder*, 27 octobre 2005.

129 « Esta actitud no ayudará en nada a la reconstrucción del tejido social ni a la grave crisis que se avecina en la entidad […] », BALBOA Juan, « Advierten de crisis en las entidades afectadas por Stan », *Cuarto Poder*, 19 octobre 2005.

130 MARISCAL Angeles, *Interview*, [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Novembre 2008. Communication personnelle.

131 Cf. Biographie, P.470

toujours pas reconstruites.

La version du principal concerné par ce problème, le gouvernement fédéral, n'a pas été rapportée par la presse. Pourquoi ce silence de la part du ministère de l'Intérieur, est-ce par volonté politique ou par censure médiatique?

Pour conclure, nous pouvons donc constater que la presse a insisté sur le problème d'incommunicabilité et de chaos, laissant transparaître un État isolé et abandonné mais aussi et surtout en "crise". La polémique sur la « Déclaration de désastre naturel » alors même que le gouvernement a agi en respectant les délais témoigne de la volonté des députés, en partie, de profiter de la situation pour dominer la scène. Cela témoigne aussi de la connivence des journaux : méconnaissance du sujet ou suspicion envers les autorités ? Cette méfiance, qui trouve sa justification dans l'histoire politique du pays (à cause de la corruption endémique), semble régir la relation monde politique/presse écrite/société civile et asphyxier par conséquent les informations, c'est ce que nous vérifierons dans la prochaine partie qui traite de la gestion du désastre, des problèmes qui surgissent dans l'administration de l'aide et des fonds mais aussi des affaires d'irrégularités.

PARTIE II

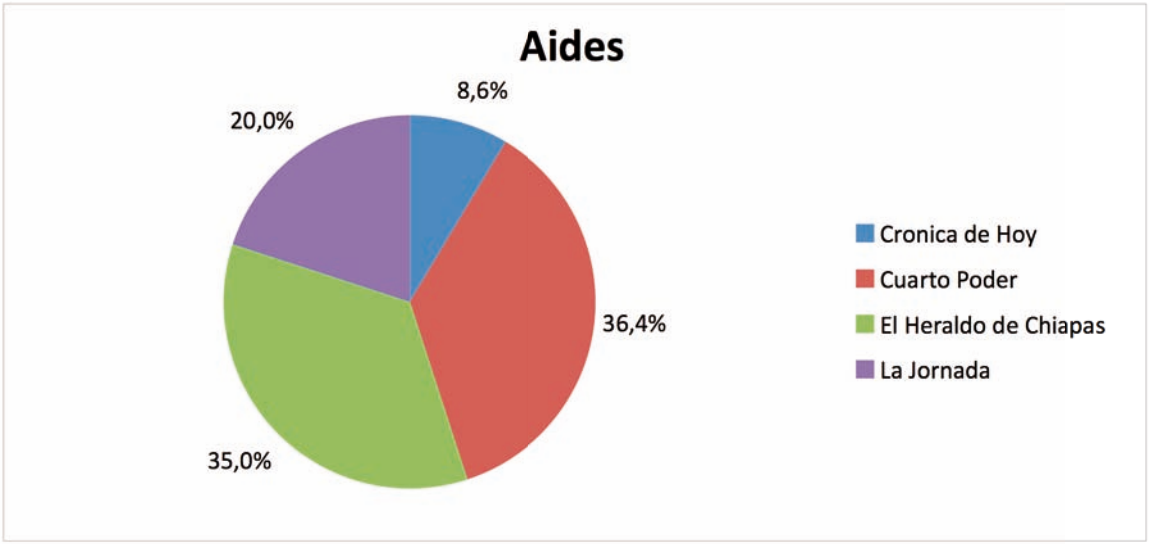
LA GESTION DU DESASTRE

CHAPITRE I

MESURES D'URGENCES

Nous nous intéressons dans ce chapitre à la représentation médiatique de la gestion du désastre (aides octroyées aux sinistrés, fonds pour la reconstruction, logements provisoires mis en place). « Aides » est le sujet qui, parmi les 97, a le taux de fréquence le plus élevé de 18,3% pour les articles d'information générale et de 10,7% pour les articles d'opinion. L'orientation de ces derniers est négative à 18,6% sur l'ensemble des journaux de notre corpus qui témoigne de la part de neutralité dans cette information à visée « informative » et des données positives sur la solidarité nationale et internationale. L'information sur ces aides, présentées de manière favorable ou défavorable, est donc très dense.

Ce graphique nous permet de comparer la fréquence de ce sujet par journal.



Nous pouvons remarquer que *El Heraldo de Chiapas* et *Cuarto Poder* sont presque à égalité. Le taux d'orientation de *Cuarto Poder* est défavorable (35,3%) alors que celui de

El Heraldo de Chiapas est favorable (8,2%). Ces deux journaux s'opposent littéralement, comme pour le sujet « Prévention », l'un insistant sur les actions négatives des autorités et le second sur les actions positives. Ces chiffres sont représentatifs de leur ligne éditoriale « pro » ou « anti » gouvernementale. Pour *La Jornada* et *Crónica de Hoy*, cette dichotomie traduit davantage le plan idéologique sur lequel chacun se situe, « progressiste » ou « priiste » (PRI*). *Crónica de Hoy* a une orientation défavorable à 50%, cette donnée nous montre que ce journal insiste autant sur l'aide apportée par les autorités que sur le manque d'aides. En revanche, ce sujet dans *La Jornada* a une orientation défavorable de 21% qui, à l'inverse de *Crónica de Hoy*, n'est pas non plus très élevé. Est-ce un signe de pondération du journal et une volonté de ne pas dramatiser la situation ? Quant au sujet « Fonds de reconstruction » (dont nous verrons dans ce chapitre les provenances et ce que les gouvernements envisagent d'en faire d'un point de vue économique), sa fréquence est de 2,8% et son taux d'orientation est défavorable à 54,1%. La gestion économique du désastre est donc controversée.

Dans un premier temps, nous verrons comment les acteurs « politiques » ou « non politiques » ont un impact sur la présentation positive ou négative de l'information sur les aides alimentaires, vestimentaires et médicales octroyées aux sinistrés. Cette remarque est valable pour la presse régionale comme pour la presse de portée nationale. Nous analyserons quelles sont les informations que les journaux relaient et l'atmosphère qu'ils contribuent à créer : la pénurie alimentaire et les problèmes d'irrégularités sont à l'origine d'un contexte social présenté comme inquiétant. Certains sujets sont absents de l'information journalistique, comme celui concernant les centres d'hébergement. En effet, en raison d'affaires d'irrégularités, l'accès à ces centres a rapidement été interdit aux journalistes. Par conséquent, aucune allusion n'y est faite dans les articles d'opinion hormis lorsqu'ils sont cités pour certaines de ces affaires. Afin de connaître leur fonctionnement, nous nous baserons sur les témoignages que nous avons réalisés lors de notre séjour à Tapachula en décembre 2005 et nous aborderons les problèmes rencontrés. Enfin, gérer un désastre fait appel à une politique économique, quelle est celle qui a été menée par les différents niveaux de gouvernement ? Quelle est leur priorité et d'où viennent les fonds débloqués?

Dans un deuxième temps, nous analyserons les « affaires troubles » (irrégularités, corruption, utilisation politique des aides). En partant du principe que les médias peuvent être un recours pour contrôler la transparence légale et financière de

l'usage de fonds, nous nous demanderons si les journaux de notre corpus ont permis de résoudre certaines affaires ou si au contraire, ils n'ont fait qu'attiser la polémique.

Enfin, nous étudierons le discours rapporté des hommes politiques et le discours journalistique porté sur certains acteurs. Nous verrons que certaines figures sont récurrentes et que de ce fait, la scène médiatique sur laquelle interviennent ces personnes devient une sorte d'oligarchie avec des règles tacites entre hommes politiques et journalistes. Nous observerons également la représentation médiatique de la relation entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'État du Chiapas. Enfin, nous conclurons en nous demandant si l'ouragan Stan n'a pas ouvert de manière extra-officielle la campagne présidentielle nationale et de l'État de l'été 2006.

SECTION A – LES AIDES

1. L'aide dans la presse régionale

a- La solidarité

Avant de rentrer en détail dans l'étude de notre corpus, il est utile de préciser que la couverture médiatique internationale joue un rôle essentiel dans l'obtention des dons, comme le souligne la Croix-rouge dans son rapport mondial sur les désastres (2006) :

> La couverture médiatique influence l'opinion publique et les hommes politiques. Le pourcentage de financement des appels de l'ONU traduit fidèlement la relation entre cette couverture et le montant de l'aide par bénéficiaire, ce dernier diminue quand la première est faible.[1]

1 « La cobertura mediática influye en la opinión pública de los políticos. El porcentaje de financiación de los llamamientos de la ONU traduce fielmente la relación entre dicha cobertura y el monto de la ayuda por beneficiario, pues este último disminuye cuando la primera es escasa.», CROIX ROUGE, « Informe Mundial sobre Desastres 2006 », *Cruz Roja España* [Site Internet], 2006, [réf. du 12 août 2009], P.1-3, Disponible sur : http://docs.google.com/gview?a=v&q=cache:qUa9AfAvThsJ:www.cruzroja.es/pls/portal30/url/ITEM/29F943EE4ACF0E23E0440003BAF29C92+2005+las+donaciones+batieron+records+pero+millones+de+personas+siguen+desatendidas&hl=fr&gl=fr

La fédération nationale de la Croix Rouge s'interroge également sur la disparité au sein même de la couverture médiatique : pourquoi les médias s'intéressent-ils à certains désastres et non pas à d'autres ?

> La couverture médiatique est aussi inégale. Pourquoi l'ouragan Katrina, lors duquel sont mortes presque 1 300 personnes a eu une couverture 40 fois plus forte que celle de l'ouragan Stan qui peu après a pris 1 600 vies au Guatemala ?[2]

Il n'est presque pas nécessaire de stipuler que l'ouragan Stan au Mexique n'a quasiment pas fait l'objet d'une couverture médiatique internationale, nous n'avons relevé que quelques articles épars.

Tout d'abord, nous pouvons constater que les unités sur la solidarité internationale sont presque inexistantes dans la presse régionale. Les seuls pays dont l'aide a été médiatisée dans nos journaux sont Cuba et l'Espagne. Cuba a proposé l'intervention de ses médecins et l'Espagne une aide financière. Cependant, Vicente Fox Quesada a refusé les deux aides, considérant que le Mexique était capable de gérer l'urgence.

La solidarité est, par conséquent, nationale : « Nous sommes très fiers de l'immense générosité des Mexicains »[3]. Víctor Carrillo Caloca[4], dans *Cuarto Poder,* la compare à la solidarité mexicaine de 1985, lors du tremblement de terre de la ville de Mexico. Cette comparaison honorable est très symbolique : elle place Stan au même niveau que cette tragédie du point de vue de l'ampleur du drame, mais aussi de celui de la solidarité.

À une seule reprise, dans un article de *El Heraldo de Chiapas,* la solidarité est présentée sous un angle négatif : « Jusqu'à présent, nous pouvons parler de quelques gestes de solidarités, insuffisants mais dignes d'être mentionnés »[5]. Le reste du temps, ce

---

2 « La cobertura mediática es desigual, ¿Por qué el huracán Katrina, en el que murieron casi 1300 personas, tuvo una cobertura 40 veces mayor a la del huracán Stan que poco después se cobró 1.600 vidas en Guatemala ? », CROIX ROUGE, « Informe Mundial sobre Desastres 2006 », *Cruz Roja España* [Site Internet], 2006, [réf. du 12 août 2009], P.1-3, Disponible sur : http://docs.google.com/gview?a=v&q=cache:qUa9AfAvThsJ:www.cruzroja.es/pls/portal30/url/ITEM/29F943EE4ACF0E23E0440003BAF29C92+2005+las+donaciones+batieron+records+pero+millones+de+personas+siguen+desatendidas&hl=fr&gl=fr

3 « nos llena de orgullo la inmensa generosidad de los mexicanos », KSHERATTO Angel Mario, « Fichero Político », *Cuarto Poder*, 10 octobre 2005.

4 CARRILLO CALOCA Victor, « Tinta Fresca », *Cuarto Poder*, 6 octobre 2005.

5 « Hasta aquí se pueden describir algunos rasgos de solidaridad, insuficientes, pero dignos de ser mencionados », PEÑALOZA Pedro, « (…) », *El Heraldo de Chiapas*, 13 octobre 2005.

journal fait l'éloge de l'aide apportée par la société civile mexicaine, des étudiants, des entrepreneurs : « Grande reconnaissance à la société civile mexicaine »[6]. Cependant, pour les aides alimentaires, vestimentaires ou les dons financiers, la donne est différente. Nous pouvons constater que la présentation positive ou négative de ces aides dépend de la personne ou de l'institution qui « apporte » : autorités fédérales, État, députés, partis politiques, ONG*, EZLN*, armée etc.

b- L'aide présentée d'un point de vue positif

En effet, dans *El Heraldo de Chiapas* nous pouvons constater que la majorité des unités positives concernant les aides apportées sont celles en rapport avec les actions gouvernementales fédérales et de l'État du Chiapas. Cependant, à plusieurs reprises, ce journal insiste sur le fait que le gouvernement de l'État est légitimement dépassé et que seul le gouvernement fédéral peut le « secourir » :

> La tragédie est d'une telle dimension que seul le gouvernement fédéral peut mener à bien la tâche d'aider les sinistrés […] le problème dépasse largement les possibilités des gouvernements de l'État et ceux des municipalités.[7]

Les autorités sont présentées favorablement, mais les organisations non gouvernementales également : « Nous n'avons pas cessé de ressentir l'aide d'organisations officielles, non officielles et la solidarité des Chiapanèques […] même des députés »[8]. Dans cette phrase sont citées les personnes et institutions mises en avant favorablement. Concernant l'action des hommes politiques, Roberto Albores Guillén (PRI*) est salué avec emphase comme Emilio Zebadúa (PRD*) : « Il a obtenu [pour les sinistrés] 5 millions de pesos en médicaments et vivres […] c'est une démarche très courageuse »[9].

Cuarto Poder pose un regard favorable sur l'aide apportée par les partis

6 « Gran reconocimiento a la sociedad civil mexicana », ESCANDON Rutilio, « Unidad ante la adversidad », *El Heraldo de Chiapas*, 17 octobre 2005.

7 « La tragedia es de tal dimensión que sólo el gobierno federal puede llevar a cabo las tareas de auxilio a los damnificados […] el problema rebasa las posibilidades de los gobiernos estatales y municipales », LABASTIDA OCHOA, « Wilma, Stan y los recursos del petróleo », *El Heraldo de Chiapas*, 26 octobre 2005.

8 « no dejó de sentirse el apoyo de las organizaciones oficiales, no oficiales y la solidaridad de los Chiapanecos […] hasta los diputados », GARCIA Ausencio, « Titeres Cabezas », *El Heraldo de Chiapas*, 6 octobre 2005.

9 « Ya consiguió cinco millones de pesos en medicina y víveres […] es una gestión muy valiosa », GARCIA Ausencio, « Títeres Cabezas », *El Heraldo de Chiapas*, 21 octobre 2005.

politiques, comme celle du PRI. En effet, le journal présente par exemple Juan Oscar Trinidad Palacios (PRI) et Roberto Domínguez Castellanos (PRI) comme étant à l'origine de la création d'un économat. Cette action qui les met en valeur est relatée à plusieurs reprises. *Cuarto Poder* est également élogieux envers Roberto Ortiz Gutiérrez (PRI), député ayant participé à la commission d'évaluation des dommages, puis envers Aguilar Bodegas[10] (PRI), Arely Madrid (PRI) et Rutilio Escandón[11] (PRD) : « Ils ont fait des démarches exceptionnelles pour obtenir de l'aide »[12]. L'armée est l'institution la plus flattée : « Les héros anonymes dans cette tragédie […] il faut le reconnaître ce sont sans aucun doute les mille officiers de l'Armée mexicaine »[13]. La marine est également vue comme un « sauveur ».

De tous ces acteurs politiques, Emilio Zebadúa (PRD) et Aguilar Bodegas (PRI) dont les propos sont respectivement rapportés par *El Heraldo de Chiapas* et par *Cuarto Poder,* se sont présentés en tant que candidats aux élections gouvernementales de l'État du Chiapas du 2 juillet 2006[14]. Le premier pour représenter le Parti Nouvelle Alliance (*Partido Nueva Alianza*) et le second, pour l'alliance PRI-PVEM*.

Par conséquent, *El Heraldo de Chiapas* fait l'éloge de l'aide apportée par les autorités, les ONG et certains politiques du PRI, alors que *Cuarto Poder* met en avant l'armée et la marine et certains acteurs politiques du PRI également. Ces journaux portent aussi un point de vue défavorable sur certains intervenants qui apportent ou n'apportent pas d'aide.

c- L'aide présentée d'un point de vue négatif

El Heraldo de Chiapas porte un jugement négatif sur la société civile parce qu'elle exprime son mécontentement, ainsi que sur les restaurateurs sinistrés. Le journal les accuse d'être exigeants : les gouvernements ne pourront pas faire face à la

10« Ya consiguió cinco millones de pesos en medicina y víveres […] es una gestión muy valiosa », GARCIA Ausencio, « Títeres Cabezas », *El Heraldo de Chiapas*, 21 octobre 2005.
11« Ya consiguió cinco millones de pesos en medicina y víveres […] es una gestión muy valiosa », GARCIA Ausencio, « Títeres Cabezas », *El Heraldo de Chiapas*, 21 octobre 2005.
12 « Han realizado gestiones del más alto nivel para conseguir ayuda", GONZALEZ ALONSO Miguel, « Red política », *El Heraldo de Chiapas*, 28 octobre 2005.
13 « Los héroes anónimos en esta tragedia […] hay que reconocerlo son sin duda los miles de oficiales del Ejército Mexicano », MELGAR Sergio, « Con la piedra en el zapato », *Cuarto Poder*, 10 octobre 2005.
14 Cf. Partie II, Chapitre 3 : La politique, P.251

demande « avec la rapidité avec laquelle les sinistrés l'exigent, même ceux qui sont dans les centres d'hébergement devront attendre »[15]. Concernant les restaurateurs, le ton est méprisant : « Qu'ils attendent, ceux de Chiapa de Corzo »[16]. Il pose également un jugement négatif envers l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN*), qui jusqu'à présent n'était pas présente dans l'information : « Qu'a fait Marcos pour les sinistrés? »[17]. Ce journaliste adresse des propos acerbes et méprisants envers le sous commandant Marcos : « Je ne sais pas s'il a laissé sa pipe de côté pour daigner aider »[18].

Enfin, à plusieurs reprises, la lenteur de l'aide gouvernementale est justifiée par les problèmes d'inaccessibilité et d'incommunicabilité :

> Il y a des gens qui ont faim et des gens qui attendent toujours de l'aide, mais ce n'est pas la majorité. Cela est dû à l'isolement, ce n'est pas le manque d'envie et encore moins le manque de solidarité chiapanèque.[19]

Cuarto poder reporte entièrement la faute sur les autorités, qu'il juge coupables du manque d'aide. Dans un article de Miguel González Alonso[20], Fox est accusé d'avoir apporté son aide avec promptitude aux États-Unis pour Katrina et de le faire avec parcimonie pour les sinistrés de Stan. Carlos Rojas, dans un article du 14 octobre 2005 évoque l'impuissance des autorités face à la dimension de cette catastrophe et sur un ton méprisant, il ironise sur leur besoin de « quémander » de l'aide aux entrepreneurs. Dans cette phrase, il emploie le conditionnel pour sous-entendre que le gouvernement fédéral n'apporte pas l'aide attendue : « La solidarité de tous ne peut remplacer la réponse que devrait donner le gouvernement »[21]. L'aide du gouvernement fédéral est considérée comme insuffisante et doit sans cesse être « négociée ».

Le journal reproche également à Pablo Salazar Mendiguchía de ne pas se

---

15 « con la velocidad que exige la gente afectada, incluso la que está en los albergues tendrá que esperar », MARTINEZ David, « Entre políticos », *El Heraldo de Chiapas*, 11 octobre 2005.

16 « Qué se esperen los de Chiapa de Corzo », GARCIA Ausencio, « Títeres Cabezas », *El Heraldo de Chiapas*, 11 octobre 2005.

17 « ¿ Qué ha hecho Marcos por los damnificados? », GARCIA Ausencio, « Titeres de Cabezas », *El Heraldo de Chiapas*, 13 octobre 2005.

18 « no sé […] si haya dejado su pipa de lado para molestarse en ayudar », GARCIA Ausencio, « Titeres de Cabezas », *El Heraldo de Chiapas*, 13 octobre 2005.

19 « Hay gente con hambre y gente que está todavía en espera de ayuda, pero no es la mayoría. Esos casos se deben al aislamiento, no a la falta de ganas ni mucho menos a la falta de solidaridad de los chiapanecos », GARCIA Ausencio, « Titeres de Cabezas », *El Heraldo de Chiapas*, 13 octobre 2005.

20 ALONSO GONZALEZ Miguel, « Frivillidad y tragedia », *Cuarto Poder*, 06 octobre 2005.

21 « la solidaridad de todos no puede sustituir a la respuesta que debiera proporcionar el gobierno », ROJAS Carlos, « Instituciones siniestradas », *Cuarto Poder*, 14 octobre 2005.

solidariser suffisamment et de ne pas faire ce qui est en son pouvoir pour demander de l'aide auprès du président de la République. Selon Mario Ángel Ksheratto[22], le plan gouvernemental serait « d'offenser au lieu d'aider ». Ces articles, non seulement montrent l'inefficacité, la désorganisation des autorités et le manque d'aide, mais témoignent aussi de la détresse des sinistrés : « Ils meurent encore à cause des besoins »[23].

Cuarto Poder présente Vicente Fox Quesada comme le « Tout Puissant », celui qui détient tous les pouvoirs ; il est accusé de ne pas suffisamment aider le gouvernement de l'État et les sinistrés. Pablo Salazar Mendiguchía est, à son tour, critiqué car il ne mettrait pas en oeuvre ce qui est en son pouvoir pour obtenir l'aide du gouvernement fédéral.

Si nous pouvons clairement voir dans la presse régionale que le sujet de l'aide permet aux acteurs politiques d'intervenir dans les médias et à ces derniers de rapporter leurs discours selon leurs tendances, peut-on dire la même chose pour la presse à portée nationale ?

2. L'aide dans la presse à diffusion nationale

a- L'aide d'un point de vue positif

Peu d'unités dans *Crónica de Hoy* montrent un point de vue favorable quant à l'aide administrée par le gouvernement fédéral. Le journaliste Pablo Hiriart, est l'un des rares à louer les actions gouvernementales. Il rappelle également le désastre de Katrina, en comparant la réaction de Vicente Fox Quesada à celle de George Bush : « Il n'arrivera pas à Fox avec Stan ce qui s'est passé pour Bush avec Katrina »[24]. Ce journaliste félicite le gouvernement fédéral et Vicente Fox Quesada de leurs actions : « Ils ont réagi avec brio »[25]. Pablo Hiriart vante les opérations menées par l'armée de terre et la marine : « Les

22 KSHERATTO Angel Mario, « Fichero Politico », *Cuarto Poder*, 18 octobre 2005.
23 « se siguen muriendo de necesidades », KSHERATTO Angel Mario, « Fichero Politico », *Cuarto Poder*, 10 octobre 2005.
24 « A Fox, no le va a pasar con Stan lo que a Bush con Katrina », HIRIART Pablo, « El huracán de la pobreza », *Crónica de Hoy*, 10 octobre 2005.
25 « reaccionaron con prestancia », HIRIART Pablo, « El huracán de la pobreza », *Crónica de Hoy*, 10 octobre 2005.

membres de l'armée mexicaine qui sont toujours attentifs »[26]. Ces deux corps jouissent d'une grande reconnaissance dans l'ensemble des journaux de notre corpus. Dans ses articles d'information générale, *Crónica de Hoy* fait part de l'aide accordée par le gouvernement régional mais aussi de la difficulté d'accessibilité à certaines zones à cause de l'état des infrastructures.

Tout comme l'ensemble des autres journaux, *La Jornada* fait l'éloge des corps de l'armée de terre et de la marine : « Les membres de l'armée et de la marine se sont distingués »[27]. C'est grâce à des bateaux comme « l'Usumacinta » arrivant sur le nouveau port *Puerto Chiapas* que l'aide a pu être affrétée par la marine ou bien grâce aux hélicoptères de l'armée. Dans son article du 13 octobre 2005, Adolfo Sánchez Rebolledo parle de l'aide inestimable grâce à : « La solidarité, l'aide institutionnelle, l'effort désintéressé d'un grand nombre, l'aide étrangère […] »[28]. Ce même journaliste félicite le gouvernement fédéral et insiste sur l'expérience mexicaine dans ce domaine, qui a permis de gérer efficacement l'urgence.

Contrairement à *El Heraldo de Chiapas*, *La Jornada*[29] porte un jugement positif sur les actions d'aides supervisées par l'EZLN* pour les habitants vivant dans les communautés (*caracoles*) et ayant été touchés par cette catastrophe. Ce sont essentiellement la marine et l'armée qui jouissent des unités positives dans la presse à portée nationale.

Concernant l'aspect défavorable, *Crónica de Hoy* et *La Jornada* responsabilisent le président Vicente Fox Quesada du manque d'aide. Le grand absent de ces informations est donc le gouvernement de l'État du Chiapas.

b- L'aide d'un point de vue négatif

Comme nous l'avons dit précédemment, *Crónica de Hoy* présente un taux beaucoup plus élevé d'unités négatives que positives en ce qui concerne les actions

26 « Los miembros del Ejército Mexicano que siempre están atentos […] », ROJAS Carlos, « Instituciones siniestradas », *Crónica de Hoy*, 12 octobre 2005.
27 « se distinguieron integrantes del Ejercito y de la marina », RIVERA Miguel Angel, « Clase política », *La Jornada*, 7 octobre 2005.
28 « la solidaridad, el apoyo institucional, el esfuerzo desinteresado de muchos, la ayuda extranjera […] », SANCHEZ REBOLLEDO Adolfo, « Falta previsión », *La Jornada*, 13 octobre 2005.
29 MUNOZ RAMIREZ Gloria, « Los de abajo », *La Jornada*, 22 octobre 2005.

relevant de l'aide administrée. Un article de Ricardo Becerra[30], dénonce l'hypocrisie de la mobilisation et de la solidarité qui est, selon lui, momentanée. Il prend l'exemple d'une action de Martha Sahagún, femme de Vicente Fox Quesada, qui remet des cartons de vêtements à des sinistrés. Ainsi Ricardo Becerra dénonce ces actions qui ne sont que des palliatifs et qui ne remédient pas à l'origine économique du problème : la redistribution des richesses. David Romero, dans un article intitulé « Ouragans de riches et de pauvres »[31] se moque de Vicente Fox Quesada : « Fox a fait l'impossible pour être aux côtés des sinistrés […] il a préféré rester en vacances ». La majorité des attaques de ce journal sont faites envers le gouvernement fédéral et le président Vicente Fox Quesada. *Crónica de Hoy* ne remet pas en question le rôle de Pablo Salazar Mendiguchía. Il ne fait pas, non plus, intervenir les partis politiques comme le font *El Heraldo de Chiapas* ou *Cuarto Poder,* ni positivement, ni négativement.

La Jornada reproche également à Vicente Fox Quesada d'avoir laissé la gestion de l'urgence à l'armée. Ce journal considère que cette responsabilité ne lui incombe pas. Il accuse le président de la République de ne pas répondre aux besoins essentiels des sinistrés : « Et ce n'est pas étonnant […] qu'il ne réponde pas avec efficacité »[32].

De plus, *La Jornada* remet en cause, les mesures d'urgences mises en place dans les centres d'hébergement : « Dans les centres d'hébergements règnent la pénurie et la maladie »[33] ; « Des aliments périmés donnés par le gouvernement ». Ce journal blâme le gouvernement fédéral pour la lenteur et l'insuffisance de l'aide alors même que la pénurie sévit et que les gens manquent de nourriture. Les autorités sont sévèrement accusées de ne pas être dans le don, mais au contraire dans une gestion capitaliste de la situation : « Le plus absolu désordre à cause de l'incompétence du gouvernement mais aussi de son fanatisme néo-libéral »[34]. Dans ce même article, on reproche à Vicente Fox Quesada d'avoir refusé l'aide mise à sa disposition par Cuba pour des motifs politiques et idéologiques, ainsi que celle proposée par l'Espagne sous prétexte qu'il ne voulait pas faire de « populisme ».

---

30 BECERRA Ricardo, « Stan y el taparrabos de la solidaridad », *Crónica de Hoy*, 17 octobre 2005. [CD-ROM].

31 « Fox hizo lo imposible para estar al lado de las víctimas de los huracanes […] prefirió seguir de vacaciones », ROMERO David, « Huracanes de ricos y pobres », *Crónica de Hoy*, 29 octobre 2005.

32 « y no es de sorprender que […] no esté respondiendo con eficacia », GARRIDO Luis Javier, « La devastación », *La Jornada*, 28 octobre 2005.

33 « en los albergues predominan la escasez y la enfermedad », « Alimentos caducados entregados por el gobierno », MUNOZ RAMIREZ Gloria, « Los de abajo », *La Jornada*, 29 octobre 2005.

34 « el más absoluto desorden por la incompetencia del gobierno pero también por su fanatismo neo liberal », GARRIDO Luis Javier, « La devastación », *La Jornada*, 28 octobre 2005.

Par conséquent, il est exclusivement question de l'aide gérée inefficacement, de la désorganisation ou du manque de soutien de la part du gouvernement fédéral. Le gouvernement de l'État du Chiapas n'est pas évoqué, comme si rien ne lui incombait mais que tout revenait au gouvernement fédéral. Est-ce là une manière de profiter de cet événement pour renvoyer au chef de l'exécutif des reproches qui étaient latents et antérieurs à Stan ? Peut-on parler de règlement de compte ? Ces journaux ont témoigné de ces aides alimentaires, vestimentaires, médicales en inculpant à l'unanimité le gouvernement fédéral et en faisant l'éloge de l'armée de terre et de la marine. Puis ils ont également félicité ou reproché certaines actions à des personnalités politiques selon leur tendance, ou plutôt selon le financement du journal, en ce qui concerne les journaux régionaux. Nous allons voir à présent que cette massive distribution d'aides a également été un terrain propice aux irrégularités et à différentes sortes d'abus.

3. Climat tendu: quelques affaires d'irrégularités avec l'aide

Quand *Cuarto Poder* attaque, *El Heraldo de Chiapas* défend, *La Jornada* s'intéresse à peine et *Crónica de Hoy* sort du jeu. Les affaires soulevées par *Cuarto Poder* relèvent de la suspicion ou de la projection, aucune affaire n'ayant fait l'objet d'une véritable enquête ou d'une démonstration à partir de faits réels. Dans un article du 10 octobre 2005, Pepe Figueroa évoque l'histoire de fraudes des fonctionnaires publics en 1998 et espère qu'elle ne se répétera pas avec Stan. Dans ce même article, il accuse les gouvernements de l'État et des municipalités, les députés et fonctionnaires de l'État ou municipaux de faire de la rétention d'aides. En effet, les gens se plaignent de ne rien recevoir alors que le gouvernement se vante des tonnes de denrées alimentaires envoyées : « Ils disent qu'ils en ont donné des milliers […] mais ils se les gardent »[35]. Sur un ton cynique, ces figures d'État sont également accusées de détournement de fonds. Il argumente et explique que les fonds étant destinés à la cause humanitaire, il n'y a pas beaucoup de mesures administratives, et que par conséquent l'argent serait facile à détourner : « Un gouvernement qui n'a de transparent que le sens littéral et original de ce

35 « Dicen que dieron mil […] pero siempre se los quedan », FIGUEROA Pepe, « Café Avenida », *Cuarto Poder*, 10 octobre 2005.

mot “ce qui ne se voit pas” »[36].

Cuarto Poder[37] reproche aux commerçants et aux entrepreneurs d'avoir utilisé ce désastre à des fins lucratives. Carlos Rojas prétend que le gouvernement vend l'aide qui arrive d'organisations philanthropiques. C'est aussi, notons-le, ce que nous avons pu relever dans les témoignages que nous avons réalisés dans le centre d'hébergement de la FIT (*Feria Internacional de Tapachula*).

Cependant, toutes ces accusations peuvent être interprétées comme de la spéculation car ces informations ne donnent ni de nom, ni de lieu précis, ni d'informations sur des perquisitions. Ce journal s’en tient à de la suspicion, ce qui témoigne néanmoins de la méfiance envers les institutions et le gouvernement.

Face à ces accusations de corruption, de blanchiment d'argent, de détournement de fonds et de rétention de sacs de denrées alimentaires, *El Heraldo de Chiapas* mène une « campagne » visant à protéger les fonctionnaires et le gouvernement de ces attaques : « Ce n'est pas vrai qu'ils puissent taper dans l'aide »[38]. Le journaliste argumente ses propos en expliquant que ce n'est pas parce que les fonctionnaires ne le veulent pas mais parce qu'ils sont très surveillés. Un article de David Martínez[39] incite le gouvernement de l'État à superviser le rassemblement des vivres et vêtements dans les centres d'hébergements par manque de confiance par rapport aux fonctionnaires qui les gèrent. La faute serait donc reportée sur les gestionnaires de ces centres où arrive une grande partie de l'aide.

Une autre affaire est celle du maire de Chiapa de Corzo qui est accusé de faire du profit sur la vente de l'eau potable ; or, un article de Ausencio García défend clairement ses intérêts : « Je ne crois pas que ce soit vrai »[40]. Seul Víctor Manuel Ancheyta Bringas se positionne contre le gouvernement. Cet article est par conséquent assez surprenant dans cette masse d'informations progouvernementales. Mais moins étonnant lorsque l'on sait que Víctor Ancheyta est également le porte-parole du SNTE*. Il stipule que l'aide qui est annoncée n'arrivera pas telle quelle car le gouvernement n'est pas habitué à tenir ses promesses, mais qu'il est plutôt habitué à la corruption : « Les

36 « Un gobierno que de transparente sólo tiene el significado literal y original de la palabreja “lo que no se ve” », FIGUEROA Pepe, « Café Avenida », *Cuarto Poder*, 10 octobre 2005.
37 KSHERATTO Angel Mario, « Fichero politico », *Cuarto Poder*, 10 octobre 2005.
38 « no es cierto que puedan echar mano a la ayuda », GARCIA Ausencio, « Titeres Cabezas », *El Heraldo de Chiapas*, 17 octobre 2005.
39 MARTINEZ David, « Entre políticos », *El Heraldo de Chiapas*, 15 octobre 2005.
40 « Yo no creo que sea cierto », GARCIA Ausencio, « Titeres Cabezas », *El Heraldo de Chiapas*, 13 octobre 2005.

modiques ressources qui arrivent feront face aux rapines de la corruption (et le temps de reconstruction se prolongera) »[41].

Le journaliste intervenant en majorité dans la défense du gouvernement pour *El Heraldo de Chiapas* est Ausencio García[42] qui a la fréquence d'unités la plus élevée soit 9,3%. Sa partialité est de 82% et son taux d'orientation sur l'ensemble de ses articles est favorable à 4,9%. À l'inverse, les journalistes de *Cuarto Poder* les plus acerbes envers les autorités sont Ángel Mario Ksheratto dont la fréquence est de 5,3% et son taux d'orientation est défavorable à 60% ainsi que Pepe Figueroa qui a un taux d'orientation également défavorable à 93,9% pour une fréquence de 3,7%. Par conséquent, nous pouvons confirmer la thèse anti ou progouvernementale de ces journalistes qui ponctuent de leurs articles les rubriques d'opinion et donnent par conséquent une ligne éditoriale au journal.

Alors que *Crónica de Hoy* ne participera pas aux suppositions ou aux révélations d'affaires d'irrégularités, *La Jornada* traitera uniquement d'un cas avéré de corruption. Cette fois-ci, le journal sera dans l'information et non pas dans la suspicion. En effet, *La Jornada* révèle qu'à Escuintla ont été retrouvées quatre caves pleines de vivres : « l'effronterie, la tromperie et la corruption de leaders politiques »[43]. Ce journal ne fait pas de spéculations mais compare le comportement des fonctionnaires fédéraux dans la répartition d'aide à celui qu'ils ont pendant la période de « chasse électorale ».

Les informations sur ces irrégularités ajoutées au contexte chaotique d'un État détruit et qui manque de tout contribuent à créer une atmosphère tendue.

41 « los exiguos recursos que lleguen se enfrentarán a la rapiña de la corrupción [y se alargará el tiempo de la reconstrucción] », ANCHEYTA B. Victor M., « Línea directa », *El Heraldo de Chiapas*, 17 octobre 2005.

42 Cf. Annexe II, *Rapport simple Unité par Journaliste,* P.437

43 « la desvergüenza, la burla y la corrupción de líderes políticos », MUÑOZ RAMIREZ Gloria, « Los de abajo », *La Jornada*, 29 octobre 2005.

4. L'insécurité

a- La pénurie et la violence

Face à ce contexte où règnent à la fois la méfiance envers les autorités, la pénurie, la faim et le chaos, le jeu d'attaque-défense entre *Cuarto Poder* et *El Heraldo de Chiapas* continue sur le thème de l'insécurité. Le premier met en exergue le climat de violence qui se propage au Chiapas alors que le second informe sur les mesures de sécurité mises en place par le gouvernement. *La Jornada* n'intervient que très peu, peut-être parce qu'il s'agit davantage de règlements de compte entre les deux journaux que d'un aspect essentiel de l'information. *Crónica de Hoy* qui n'est pas, comme nous l'avons déjà noté, très engagé dans la couverture médiatique de Stan, va lui aussi à l'essentiel et ne diffuse pas ce type d'information qui relève davantage d'un problème local.

Cuarto Poder montre que la délinquance sévit à cause de l'absence de mesures de sécurité : « On peut clairement voir la délinquance […] car les autorités négligent la part de sécurité »[44]. Plusieurs fois, ces témoignages invoquent l'intervention de l'État : « […] c'est pourquoi le gouvernement doit agir pour garantir l'État de droit »[45].
À cela s'ajoute le pillage : « Les dénonciations d'insécurité et les pillages de maisons augmentent »[46]. Un article du 10 octobre 2005 dénonce l'arrestation de quatre « Maras Salvatruchas » (bande de délinquants extrêmement dangereux en Amérique centrale) qui auraient profité du désastre pour piller les maisons.

Le climat décrit par *Cuarto Poder* est celui d'un État en période de guerre, de pénurie : « Une personne du troisième âge a été exécutée par des inconnus pour la déposséder de son sac de denrées »[47]. À plusieurs reprises, il informe sur de tels actes de vandalisme ou de vols ; l'impression donnée est celle d'un État anarchique.

Contrairement à cette vision, *El Heraldo de Chiapas* diffuse les mesures mises en place par le gouvernement :

---

44 « se puede ver claramente la delincuencia […] ya que las autoridades están descuidando la parte de la seguridad », MELO G. José M., « Se fue de las manos tragedia : Granados », *Cuarto Poder*, 9 octobre 2005.

45 « […] por lo que el gobierno debe actuar para garantizar el Estado de Derecho », CUNJAMA Beatriz, MANDUJANO Isaín, « Chiapas, ante grave situación económica », *Cuarto Poder*, 18 octobre 2005.

46 « las denuncias de inseguridad y saqueos de viviendas se incrementan », VICTORIO Víctor, « La suma es de 40 muertos », *Cuarto Poder*, 10 octobre 2005.

47 « una persona de la tercera edad fue ejecutada por desconocidos para despojarlo de un despensa », VICTORIO R., GARCIA R., « Se enrarece clima social por hambre », *Cuarto Poder*, 11 octobre 2005.

> Le gouvernement de l'État, coordonné par des dépendances fédérales de sécurité nationale, réalise constamment des opérations de surveillance pour éviter les actes de pillage dans les zones affectées.[48]

Ce journal insiste sur les détails, ce qui donne du poids à son information : « Arrivée de 100 éléments de forces fédérales, qui s'ajoutent aux 168 éléments de forces régionales pour s'occuper de la sécurité »[49]. Dans deux articles du 15 octobre 2005, le procureur général de l'État annonce le démantèlement d'une bande de 10 personnes qui profitait de ce désastre pour piller les maisons.

Le message diffusé par *El Heraldo de Chiapas* est celui de la garantie des mesures de sécurité qui permettent de protéger les personnes et les biens. Ce n'est donc pas l'anarchie qui est décrite mais, au contraire, le contrôle. Nous voyons là clairement comment ces deux journaux contribuent à créer une réalité opposée.

La Jornada traite autant de la sécurité que de l'insécurité, même s'il le fait dans une moindre mesure (six unités). Ce journal est démonstratif : il rapporte que ce sont les problèmes de pénurie qui entraînent des actes de vols ou de pillage et déclenchent l'intervention préventive des forces de Police :

> Des agents de la police fédérale préventive sont arrivés pour réaliser des opérations de surveillance à cause du manque de combustible, d'aliments et d'eau qui ont entraîné des actes de pillage.[50]

C'est un point de vue informatif qui ne fait ni l'éloge des mesures policières mises en place par l'État du Chiapas, ni la description d'un État sans loi. Il relate simplement les faits sans les dramatiser.

Crónica de Hoy est complètement absent de ce problème régional. Nous pouvons mettre cela sur le compte d'un désintérêt croissant sur l'après désastre, sur le manque de correspondants locaux ou sur un choix éditorial consistant à ne pas vouloir montrer cette réalité de « sécurité ou insécurité » : ne pas en parler contribue à ne pas la

---

48 « El gobierno del estado, coordinado con dependencias federales de seguridad nacional, realiza constantemente operativos de vigilancia para evitar actos de pillaje en las zonas afectadas », ANONYME, « Emite gobierno reporte preliminar de daños », *El Heraldo de Chiapas*, 10 octobre 2005.

49 « llegada de 100 elementos de las fuerzas federales, que se suman a los 175 ya establecidos y a 168 de las fuerzas regionales para atender las tareas de seguridad », ANONYME, « suministro de combustible para zonas afectadas, informa Salazar », *El Heraldo de Chiapas*, 10 octobre 2005.

50 « Arribaron agentes de la Policía Federal Preventiva para realizar labores de vigilancia debido a que la falta de combustible, alimentos y agua ha ocasionado actos de pillaje », VILLALBA R., MARISCAL A., HENRIQUEZ E., « Van 200 mil damnificados y nueve muertos en las costas chiapanecas », *La Jornada*, 7 octobre 2005.

faire exister.

À ce climat de pénurie s'ajoute son corollaire : l'augmentation des prix de la part des commerçants. Comme nous allons le voir, ce problème d'augmentation des prix nous donne une vision belliqueuse de l'après-Stan.

b- L'augmentation des prix

Le journal qui évoque en majorité ce problème est *Cuarto Poder,* ce qui n'est pas surprenant. *El Heraldo de Chiapas* et *La Jornada* sont à égalité. Et *Crónica de Hoy* ne l'aborde pas du tout.

Cuarto Poder fait témoigner Vicente Fox Quesada : « Nous punirons tous les commerçants qui s'enrichissent et élèvent le prix des produits de première nécessité »[51], mais aussi le procureur fédéral du consommateur (PROFECO*), Carlos Arce Macías, qui annonce que des mesures vont être prises contre l'augmentation des prix jusqu'à 300% des produits de denrées périssables. Ce serait la pénurie de combustibles et de comestibles qui aurait provoqué cette hausse des prix : « L'essence […] n'est plus vendue aux particuliers […] seulement aux patrouilles »[52]. *Cuarto Poder* parle de « Pénurie des produits de base »[53] et de « voracité des petits commerçants », de « Rapine commerciale »[54]. Des articles entiers sont consacrés à ce problème comme celui du 10 octobre 2005 intitulé : « Il y a des achats paniques à Tuxtla »[55].

Dans un article du 6 octobre 2005[56], *El Heraldo de Chiapas*, diffuse la même information que *Cuarto Poder*, mais parle d'une augmentation des prix sur les produits de première nécessité de 100% et non pas de 300%. Dix jours plus tard, ce journal reconnaît, à travers le témoignage de Carlos Arce Macías, une hausse des prix de 220%. *El Heraldo*

51 « se castigará a todos aquellos comerciantes que estén lucrando y elevando el precio de los productos básicos », AGENCES SUN, Excedentes petroleros para los damnificados », *Cuarto Poder*, 8 octobre 2005.

52 « La gasolina […] dejó de venderse a los automovilistas particulares […] solo se da servicio a patrullas », GARCIA R., VICTORIO R., PEREZ G., *et al.* « Se disparan los precios de los productos básicos », *Cuarto Poder*, 8 octobre 2005.

53 « escasez de productos básicos », « voracidad de pequeños comerciantes » , GARCIA R., VICTORIO R., PEREZ G., *et al.*, « Se disparan los precios de los productos básicos », *Cuarto Poder*, 8 octobre 2005.

54 « rapiña comercial », LEYVA Carolina, « Exhortan a políticos a trabajar con más mesura y prudencia », *Cuarto Poder*, 8 octobre 2005.

55 JIMENEZ F., ROMERO R., « Hay compras de pánico en Tuxtla », *Cuarto Poder*, 10 octobre 2005.

56 RUIZ REDONDO M., ESCAMILLA O., GONZALEZ R., *et al.*, « Desabasto y carestía », *Cuarto Poder*, 6 octobre 2005.

de Chiapas annonce aussi les achats paniques qui provoquent le désapprovisionnement total des magasins et qualifie de « voraces » les petits commerçants. C'est aussi Carlos Arce qui témoigne pour condamner ces augmentations.

Dans un article du 12 octobre 2005, ce journal s'arrête sur un fait : les habitants d'Acapetahua, désespérés par l'isolement et la faim auraient essayé de lyncher le maire de cette municipalité. Nous avons l'impression à plusieurs reprises que la panique, le profit des commerçants et le désespoir extrême des sinistrés l'emportent sur la raison. Ces articles sur l'augmentation des prix, la pénurie, les problèmes d'incommunicabilité, de corruption et de violence ne renvoient pas l'image d'une situation sereine et sous contrôle, malgré les mesures prises par les autorités et que *El Heraldo de Chiapas* essaie de mettre en avant.

La Jornada reste toujours aussi pondérée par rapport à la dramatisation des journaux régionaux : « Fox a informé qu'une équipe de la magistrature fédérale du consommateur s'est rendue au Chiapas pour freiner les abus de commerçants, qui ont augmenté le prix de produits de première nécessité »[57]. Le 8 octobre 2005[58], les aliments « commencent » à manquer et la PROFECO* supervise les prix pour éviter les « mesquineries ». Nous pouvons remarquer que l'information de *La Jornada* n'est ni dans l'exagération ni dans la minimalisation. Son discours par rapport à ces problèmes de sécurité et d'insécurité, d'augmentation des prix et de pénurie est plutôt dans la modération. Ce journal ne crée pas une réalité marquée par le catastrophisme ou l'abondance mais il ne témoigne pas non plus d'un chaos totalement incontrôlable.

Effectivement, l'aide en denrées alimentaires et vestimentaires était indispensable et essentielle mais les sinistrés ayant perdu leur maison ont dû aussi être relogés provisoirement.

57 « Fox informó que un equipo de la Procuraduría Federal del Consumidor viajó a Chiapas para frenar los abusos de comerciantes, que han encarecido productos básicos », MARTINEZ F., VARGAS R., RODRIGUEZ I., *et al*., « Ofrece Vicente Fox a estados recursos petroleros que ya estaban previstos », *La Jornada*, 8 octobre 2005.

58 VILLALBA R., MARISCAL A., HENRIQUEZ E., « Chiapas : 400 pueblos incomunicados, 11 muertos y 300 mil sin ayuda alguna », *La Jornada*, 8 octobre 2005.

SECTION B – LES LOGEMENTS PROVISOIRES

1. Les conditions

a- Données officielles

Les informations du gouvernement de l'État du Chiapas[59] évoquent 442 centres d'hébergement qui auraient accueilli plus de 90 000 personnes. Le rapport[60] de la CENAPRED* compte, lui, 492 centres dans les 41 municipalités affectées, ayant hébergé 83 825 personnes. Les dates de ces rapports peuvent expliquer les écarts entre ces chiffres. Le rapport du gouvernement de l'État Chiapas a été diffusé en décembre 2005 alors que celui de la CENAPRED a été édité en octobre 2006. Soit nous considérons que c'est une volonté de la CENAPRED de diminuer les chiffres ou au contraire que ce sont des chiffres plus précis grâce au recul sur la situation et à une meilleure étude des données. De plus, 270 « cuisines économiques » auraient été installées dans 24 municipalités pour un montant de 17,8 millions de pesos[61] afin d'alimenter 120 000 personnes environ. C'est la délégation du ministère de Développement Social » (SEDESO*) qui s'est chargée de ce programme. Ces cuisines ont été administrées grâce à un programme de travail temporaire (PET*) dont l'objectif était d'embaucher des sinistrés pour les travaux de reconstruction et de nettoyage des rues et du fleuve :

> Josefina Vázquez Mota[62]a annoncé que ce lundi, le programme de travail temporaire serait lancé, avec un investissement de 20 millions de pesos, pour soutenir les familles qui participent aux travaux de nettoyage des rues et des trottoirs, au soin des centres d'hébergement et à la réparation de logements.[63]

59 *Reconstrucción para consolidar el desarrollo. Plan de reconstrucción*, Tuxtla Gutiérrez : Comisión de Reconstrucción, Gobierno de Chiapas, Tirage de 100 exemplaires [Texte imprimé], 2005, 126p., P.24

60 *Características e impacto socioeconómico de los huracanes "Stan" y "Wilma" en la república Mexicana en el 2005* [Texte imprimé], México : CENAPRED et CEPAL, 2006, 320 p., P.158.

61 971 500 euros

62 Cf. Biographie, P.470

63 « Josefina Vasquez Mota anunció que este lunes se pondrá en marcha el Programa de Empleo Temporal, una inversión de 20 millones de pesos, para apoyar a las familias que participen en tareas de limpieza de calles y banquetas, atención en albergues y reparación de viviendas », MARTINEZ Fabiola, « "superada," la emergencia en Chiapas », *La Jornada*, 10 octobre 2005.

c- Visite d'un centre d'hébergement

Il nous semblait essentiel de revenir sur ces refuges provisoires car ce sujet n'est que très peu traité dans les journaux en octobre 2005. L'accès à ces centres a été interdit aux journalistes à cause de controverses dues aux affaires d'irrégularités que nous étudierons dans notre prochain chapitre[64]. Pour décrire la situation, nous allons donc nous baser sur les témoignages recueillis lors de notre séjour dans l'un des plus grands centres d'hébergement installés à Tapachula sur un terrain de foire : La FIT (Foire Internationale de Tapachula).

Ce centre est l'un des derniers à avoir été démantelé. Il a été mis en place le 1er novembre 2005 afin de regrouper les derniers sinistrés en provenance des autres « micro-centres ». Selon l'administrateur de la FIT*, Juan Carlos Robles Flores[65], il y avait environ 12 à 15 micros centres à Tapachula. Celui-ci regroupait 1800 personnes au début et à la fin décembre 2005, 1400 personnes y logeaient encore. Sur un emplacement destiné à la *Feria International de Tapachula*, 18 pavillons ont été dressés. Ces pavillons étaient de grandes tentes en plastique noir avec un sol en ciment, sans compartiments. Chaque pavillon regroupait environ 100 sinistrés qui dormaient sur des petits tapis de deux centimètres d'épaisseur : aucune intimité, aucun confort.

Au niveau de son fonctionnement, chaque pavillon a élu son représentant chargé de répertorier les besoins des sinistrés et d'en faire la demande auprès de l'administrateur. Le plan militaire DN-III[66] a été déployé et l'armée se chargeait des cuisines à l'intérieur des centres. La Protection civile, quant à elle, approvisionnait l'économat grâce aux dons de la population et grâce à l'aide provenant du « *Fondo Revolvente* »[67] du FONDEN*. Dans ces centres étaient présents le ministère du Développement social, la Protection civile de l'État, la Sécurité publique de l'État, la police municipale et une cellule de santé.

Ce service médical fonctionnait vingt-quatre heures sur vingt-quatre et était composé d'une équipe de médecins pour la prévention des épidémies, de psychologues, de pédopsychiatres et de nutritionnistes. Selon le témoignage de Mauricio Bernal Osuna[68], médecin général arrivé dans la FIT* depuis sa mise en place, les maladies les

64 Cf. Partie II, Chapitre 2 : Les affaires troubles, P.214
65 ROBLES FLORES Juan Carlos, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Décembre 2005, Communication personnelle.
66 Cf. Glossaire, P.474
67 Cf. Partie I, Chapitre 3 : Les dommages, P.133
68 BERNAL OSUNA Mauricio, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Décembre 2005,

plus communes résidaient dans les infections respiratoires aiguës, les maladies diarrhéiques, les problèmes d'infections dermatologiques (mycoses, gale) et les conjonctivites. Les conditions dans lesquelles vivaient les sinistrés contribuaient à la propagation de ces maladies : 100 personnes minimum par pavillon (en novembre 2005, le chiffre aurait même atteint 300 par pavillon). Le contexte était propice aux maladies contagieuses. Ce médecin a témoigné de la suffisance en termes d'effectif. Le ministère de la Santé (SSA*) aurait essayé de fournir le maximum de médicaments mais les médecins ont tout de même manqué d'antibiotiques, entre autres. De plus, un des principaux problèmes a été l'absence de suivi. En effet, même si ces personnes étaient soignées, leurs conditions de vie provoquaient une rechute en raison de la promiscuité. Selon l'infirmière Verónica Gómez Santos[69], le principal problème était celui de l'eau : « Nous avons de l'eau tous les huit jours »[70].

Le pédiatre du centre Manuel Zenteno[71] nous a fait part des résultats d'une de leur enquête : sur 253 enfants dans ce centre, 59,8% souffraient de malnutrition et 32% étaient sains. Cependant, selon lui, ces résultats ne sont pas à attribuer aux mauvaises conditions du centre puisque avant le désastre, certains enfants ne prenaient pas trois repas par jour. Son assistante Magalhi Espinosa García[72] nous a fait part, quant à elle, du problème de manque de lait pour les enfants. Le personnel était également obligé de trier les boîtes de conserve qu'ils recevaient car beaucoup de denrées étaient périmées.

Ce refuge accueillait les sinistrés ayant perdu leur maison et leurs biens, des plus jeunes (nouveaux-nés) aux plus âgés. Le traitement était le même pour tout le monde. Les gens faisaient la queue pour avoir leur ration de nourriture, ils dormaient tous ensemble et dans la journée certains partaient rendre de petits services ou réglaient leurs problèmes administratifs concernant les programmes de logement pour la reconstruction. Voici donc un exemple d'un de ces quelque 400 centres qui ont été installés après la catastrophe. Certains sinistrés ont trouvé à se loger chez de la famille ou des amis et d'autres sont restés dans les ruines de leur maison, dans leur quartier, où ils se sont organisés.

Communication personnelle.

69 GOMEZ SANTOS Verónica, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Décembre 2005, Communication personnelle.

70 « Tenemos agua cada 8 días », GOMEZ SANTOS Verónica, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Décembre 2005, Communication personnelle.

71 ZENTENO Manuel, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Décembre 2005, Communication personnelle.

72 ESPINOSA GARCIA Maghali, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Décembre 2005, Communication personnelle.

Sachant que la presse de notre corpus, en octobre 2005, ne s'est pas réellement intéressée à ce sujet, nous avons également recueilli le point de vue des sinistrés par rapport à ces mesures d'urgence qui ont été prises et gérées par les autorités.

2. Ce qui se dit dans et au sujet du centre

Dans les témoignages que nous avons pu relever, les sinistrés ne se sont pas plaints de l'aide offerte par les autorités dans les centres. Les témoignages étaient empreints de lassitude, de fatigue, mais aussi de peurs et d'incertitudes : « Que va t-il se passer demain ? »[73]. Cependant, dans cet énorme centre, des affaires de corruption vont émerger. C'est le cas par exemple de l'affaire liée à la venue de la femme de Vicente Fox Quesada, Martha Sahagún, au centre d'hébergement la FIT* pour remettre des sacs de vêtements aux sinistrés. Ces derniers racontent que devant les caméras, les fonctionnaires ont sorti de ces sacs des vêtements pratiquement neufs, de marques, qui leur étaient destinés. Le soir, ils auraient vu des gens charger des sacs dans des camions de la ville. Suspectant quelque chose, les sinistrés se sont regroupés afin d'ouvrir l'économat et de récupérer les vêtements : ne restaient que de vieux vêtements qui avaient remplacé les neufs. Ceci est la version des sinistrés. Celle de l'administrateur du centre est qu'ils triaient les vêtements par taille et que c'est pour cela qu'ils ont mis du temps à les leur remettre.

C'est ce dont témoigne également un article de *Cuarto Poder* le 20 octobre 2005 : « Il y a des pillages dans les centres d'hébergement »[74]. Cet article rapporte que les sinistrés accusent les fonctionnaires du centre de pillages nocturnes de vivres et de vêtements : « Des camionnettes de la municipalité sont arrivées et ont emmené des caisses d'oeufs qui avaient été données ainsi que des vêtements neufs »[75].

Les sinistrés se sont également plaints de fonctionnaires de l'Institut des Droits de l'Homme (IDH*) qui leur vendaient les vêtements à un peu plus d'un euro[76]. Luis

73 « Qué va a suceder el día de mañana? », SINISTRE, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Décembre 2005, Communication personnelle.

74 « Hay saqueos en albergue », GARCIA Ramón, « Hay saqueos en albergue », *Cuarto Poder*, 20 octobre 2005.

75 « camionetas del ayntamiento llegaron y se llevaron cajas de huevos que habían sido donados, así como la ropa nueva », GARCIA Ramón, « Hay saqueos en albergue », *Cuarto Poder*, 20 octobre 2005.

76 vingt-cinq pesos

Alberto Castillo Castro[77], sinistré, témoigne :

> Les militaires ne sont pas dedans, ce sont les gens du président [du conseil municipal] qui ont volé les vêtements. Ce n'est pas le ministère du Développement social [SEDESOL*] parce que eux ne font que prendre en compte la famille. Je ne sais pas d'où ils sont... mais ils viennent de la municipalité.[78]

Voici le type de corruption ou d'irrégularités dont les sinistrés déclarent avoir été victimes dans les centres d'hébergement : le vol de l'aide à des fins lucratives ou personnelles. Ce serait à cause de ces affaires que la municipalité aurait interdit aux journalistes de pénétrer dans la FIT sous prétexte que les journalistes ne se nourrissaient que de polémiques et ne cherchaient pas à donner des informations sur la gestion du centre d'hébergement.

Le gouvernement de l'État avait donc prévu d'héberger les sinistrés pour une durée de trois mois. En décembre 2005, un nouveau problème émerge, la municipalité les somme de partir, où vont-ils aller?

3. La sortie du centre

Les autorités vont donc demander aux sinistrés de penser à une solution pour libérer les installations de la FIT*. Selon certains témoignages[79], elles leur auraient également fait du chantage : sous prétexte de remettre un « paquet d'électroménagers » aux sinistrés, ces derniers devaient signer un papier dans lequel on leur demandait d'indiquer leur date de départ du centre. Une fois ce papier signé, ils auraient dû légalement sortir du centre. Le ministère du Développement social alors mit en place un

77 CASTILLO CASTRO Alberto, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Décembre 2005, Communication personnelle.

78 « Los militares no se meten, es la gente del presidente que robó la ropa. No es Sedesol porque nada más andan tomando en cuenta la familia. No sé de donde son... pero vienen del municipio », CASTILLO CASTRO Alberto, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Décembre 2005, Communication personnelle.

79 SINISTRES, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Décembre 2005, Communication personnelle.

programme de famille d'accueil. Selon le rapport de la CENAPRED[80], l'objectif principal de ce programme était de : « déshabiliter dans un court laps de temps les refuges temporaires pour faciliter les travaux de reconstruction et en général, le retour à la normalité »[81]. Nous pouvons nous demander en quoi le fait d'être en centre d'hébergement empêche les autorités de commencer les travaux de reconstruction. Était-ce une question économique ? Ces centres coûtaient-ils cher à l'État, ce qui aurait été autant d'argent en moins pour la reconstruction ? Cela n'a jamais été indiqué. Ce problème majeur entre sinistrés et fonctionnaires de l'État du Chiapas est apparu dès octobre 2005 et a culminé en décembre 2005.

Le 20 octobre 2005 une annonce officielle aurait été faite à travers des prospectus distribués dans les centres d'hébergement qui déclaraient qu'une fois que les sinistrés avaient été recensés par le gouvernement de l'État, il n'était pas nécessaire qu'ils restent dans ces lieux : « La mairie cherche la manière de virer les personnes qui se trouvent dans ce centre »[82]. Le maire Angel Barrios Zea à l'initiative de cette action demande ensuite à ce que les sinistrés cherchent une autre manière de se loger car les refuges n'ont pas une capacité d'accueil suffisante.

Un article de *La Jornada* datant du même jour relate la même histoire et évoque l'inquiétude que cela a généré chez ces personnes. Une sinistrée témoigne : « Nous avions l'espoir que les propositions du président Vicente Fox Quesada se fassent et que l'on puisse récupérer notre maison ; cependant, maintenant le maire (Angel Barrios Zea) est en train de nous jeter à la rue comme des chiens »[83]. La réception de cette nouvelle a été vécue de manière très violente par les sinistrés. Le 22 octobre 2005[84], *La Jornada* commente que, suite à cette annonce de la municipalité, 500 sinistrés ont manifesté leur mécontentement sur l'esplanade centrale de la rue pour exiger l'intervention des autorités

80 *Características e impacto socioeconómico de los huracanes "Stan" y "Wilma" en la república Mexicana en el 2005* [Texte imprimé], México : CENAPRED et CEPAL, 2006, 320 p., P.158

81 « deshabilitar en un plazo breve los refugios temporales para facilitar las labores de reconstrucción y, en general, la vuelta a la normalidad », *Características e impacto socioeconómico de los huracanes "Stan" y "Wilma" en la república Mexicana en el 2005* [Texte imprimé], México : CENAPRED et CEPAL, 2006, 320 p., P.158

82 « el ayuntamiento practicamente busca la forma de correr de los albergues a quienes se encuentran en ellos », GARCIA Ramón, « Ayuntamiento echa a personas de albergue », *Cuarto Poder*, 21 octobre 2005.

83 « Teníamos la esperanza de que los ofrecimientos del presidente Fox se cumplieran y pudiéramos recuperar nuestra casita; sin embargo, ahora el presidente municipal [Angel Barrios Zea] nos está echando como perros a la calle », VILLALBA R., MARISCAL A., « Desorden e intereses políticos obstruyen la ayuda para los afectados en Chiapas », *La Jornada*, 21 octobre 20005.

84 VILLALBA R., MARISCAL A., « En Tapachula, luego de la tormenta, no llegó la calma », *La Jornada*, 22 octobre 2005.

fédérales. Les sinistrés témoignent leur confiance au gouvernement fédéral, vu comme un possible médiateur dans cette situation. En décembre 2005, la situation des sinistrés qui se trouvent encore dans les refuges est incertaine : ils ne savent pas où aller et ils n'ont pas d'argent pour louer une chambre ou une maison. Selon les autorités, les sinistrés ne font pas d'efforts et souhaitent être assistés.

Environ 2 200 familles selon les données de la CENAPRED[85], vont participer au programme de familles d'accueil. Les gens devaient trouver à se loger dans leur famille, ou dans une famille d'accueil (voisins ou amis). Une fois qu'ils étaient logés, le ministère du Développement social leur assurait un soutien en aide alimentaire et ménagère. Les familles d'accueil auraient également reçu en récompense des denrées alimentaires. Ce rapport fait également allusion à l'aide matérielle remise aux sinistrés pour construire un « logement provisoire » dans la cour ou le jardin de ces familles d'accueil et ce, pour répondre à la demande des gens : « Les gens reconnaissaient leur besoin de compter sur des espaces plus intimes »[86]. Cependant, on ne peut omettre de signaler que ce paquet d'aide matérielle consistait à donner quinze bouts de tôles à des familles qui avaient été avant Stan « propriétaires », les locataires n'en bénéficiant pas. Les familles qui sont restées dans le centre étaient celles qui ne trouvaient pas d'alternatives. Certains nous ont déclaré que, s'ils ne partaient pas du centre, ce n'était pas par inertie mais parce qu'ils n'avaient pas le choix, hormis celui de retourner vivre sur les rives du fleuve.

Un groupe de sinistrés mené par Roméo Klester Escobar, sinistré lui aussi, a donc décidé de rester dans ces installations tant qu'on ne leur proposerait pas une solution décente dans l'attente de la reconstruction de leur maison. Ce groupe a été délogé du centre d'hébergement en février 2006, par l'armée. Par conséquent, en février 2006, les sinistrés se trouvaient, soit en location pour les plus chanceux (très peu), dans des familles d'accueil, dans des cabanes en tôles sur des terrains privés ou dans les ruines de leurs maisons. Et ce, jusqu'à ce que les premières maisons soient remises, c'est-à-dire environ un à deux ans après le désastre.

---

85 *Características e impacto socioeconómico de los huracanes "Stan" y "Wilma" en la república Mexicana en el 2005* [Texte imprimé], México : CENAPRED et CEPAL, 2006, 320 p., P.158

86 « las familias reconocían la necesidad de contar con espacios más privados », *Características e impacto socioeconómico de los huracanes "Stan" y "Wilma" en la república Mexicana en el 2005* [Texte imprimé], México : CENAPRED et CEPAL, 2006, 320 p., P.158

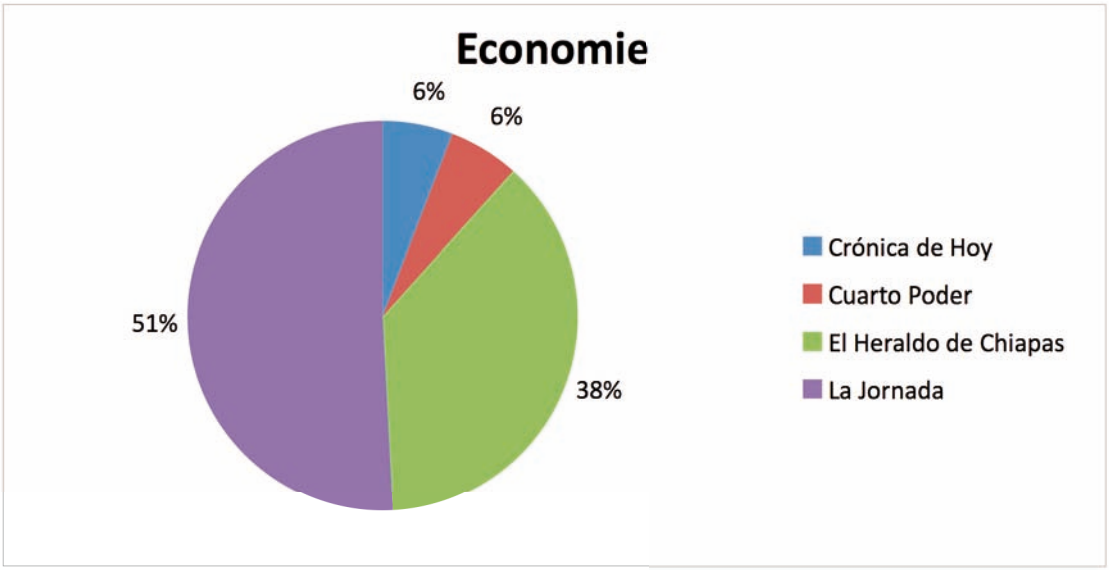
L'argent du *Fondo Revolvente*[87] du FONDEN* a permis de faire parvenir les premières aides alimentaires, vestimentaires et celles servant également au nettoyage des rues. C'est aussi et surtout grâce à la solidarité de la société civile que toute cette aide est arrivée jusqu'aux sinistrés. La presse a également évoqué d'autres fonds qui ont été débloqués ou qui étaient en pourparlers. A-t-elle donné une image claire et transparente de leur gestion ?

SECTION C – LES FONDS

1. Fonds reconstruction

a- Vue générale : étude statistique des journaux

Dans nos articles d'opinion, le dossier *Économie* arrive en cinquième position après les dossiers *Politique, Désastre, Irrégularités* et *Société*. Sa fréquence est de 7,9% (pour 29,6% pour *Politique*) et son orientation est négative à 61,5%. Voici la répartition de ce dossier par média, les chiffres représentant la fréquence.



87 Cf. Partie I, Chapitre 3 : Les dommages, P.133

Les deux journaux qui se distinguent par leur fréquence sont *La Jornada* et *El Heraldo de Chiapas.* Le premier a une orientation défavorable à 71,7% et le second à 38,5%. *La Jornada* est nettement plus négatif que *El Heraldo de Chiapas* sur ce thème. Nous pouvons constater le peu d'intérêt que *Crónica de Hoy* et *Cuarto Poder* portent à l'*Économie*. Leur taux d'orientation est défavorable. Le premier de 100% (toutes ses unités sont négatives) et le second de 83,3%.

El Heraldo de Chiapas s'intéresse au sujet des « Crédits » que le gouvernement fédéral suggère au gouvernement de l'État, aux « Dettes » de l'État du Chiapas, ainsi qu'à la « Réactivation de l'économie ». Nous analyserons en détail ces unités dans notre troisième partie[88] sur la réactivation sociale et économique dans le plan de reconstruction. Au contraire, *La Jornada* aborde en majorité la question du financement de la reconstruction dans ses articles d'opinion. En ce qui concerne les articles d'information générale, la fréquence la plus élevée est celle de *El Heraldo de Chiapas* (3,1%), *La Jornada* et *Cuarto Poder* sont à égalité (2,1%) et enfin *Crónica de Hoy* reste à 0,5%.

Quelle information a été transmise au sujet des fonds qui ont été déplacés pendant ce mois d'octobre 2005 ? La presse parle-t-elle de transactions existantes et tangibles ou bien de promesses et de prévisions ?

b- Bulletin d'information officiel du gouvernement de l'État du Chiapas

Sur le mois d'octobre 2005, un seul bulletin gouvernemental évoque le coût global approximatif de la reconstruction. Il date du 24 octobre 2005[89]. Dans ce bulletin, Pablo Salazar Mendiguchía annonce qu'il a demandé une session extraordinaire au congrès local pour informer la population des dommages engendrés par Stan. Il indique dans ce communiqué : « La reconstruction du Chiapas pourrait coûter plus de 15 milliards de pesos[90] »[91]. Le gouverneur de l'État du Chiapas informe ensuite d'une discussion qu'il a eue avec le président de la commission du budget du Congrès fédéral, lors de laquelle il lui a suggéré de donner une priorité dans son budget au Chiapas pour

88 Cf. Partie III, Chapitre 1 : La mise en place du plan, P.293

89 Bulletin d'information nº4139, « Pablo Salazar solicita período extraordinario de sesiones al Congreso para informar caso "Stan"», *Journal officiel du gouvernement du Chiapas* [manuscrit], 24 octobre 2005

90 818,5 millions d'euros.

91 « la reconstrucción de Chiapas podría costar más de 15 mil millones de pesos », Bulletin d'information nº4139, « Pablo Salazar solicita período extraordinario de sesiones al Congreso para informar caso "Stan"», *Journal officiel du gouvernement du Chiapas* [manuscrit], 24 octobre 2005. [CD-ROM].

l'année 2006. Et ce, afin que son État puisse faire les travaux de reconstruction. Nous apprenons qu'il a suggéré la même chose au congrès local de l'État du Chiapas.

Un communiqué datant du 26 octobre 2005 intitulé : « Pablo Salazar destine 700 millions de pesos[92] à la reconstruction »[93] fait allusion à des fonds débloqués par le gouvernement du Chiapas. Nous apprenons que cet argent provient des bénéfices du pétrole du Mexique réparti sur les États. Le fait que Pablo Salazar Mendiguchía décide de se servir de ces fonds pour les travaux de la reconstruction est mis en exergue par Vicente Fox Quesada qui le met sur un piédestal :

> C'est un bon exemple de la part du gouverneur Pablo Salazar, une vraie conscience, un sens de la responsabilité et de vision du futur, car il injecte les fonds du pétrole à ces fins. Je me permets de le féliciter et, je répète, c'est un bon exemple pour les autres gouverneurs[94].

Cette action est non seulement politique, mais c'est aussi un « coup médiatique ». En effet, Vicente Fox Quesada a accusé les États de trop attendre du gouvernement fédéral ; féliciter une initiative gouvernementale qui fait preuve d'autonomie et non pas d'assistance permet de pousser les autres États dans cette direction. Les États se plaignent, quant à eux, du manque d'aide du gouvernement fédéral, comme nous le verrons ci-après. Contrairement à la ferveur de Vicente Fox Quesada dans ses félicitations, Pablo Salazar Mendiguchía reste très pondéré vis-à-vis des fonds apportés par le président de la République qu'il qualifie d'« aide ponctuelle ».

c- Coûts de la reconstruction : articles d'information générale

Le premier article à évoquer le « Coût de la reconstruction » dans *Cuarto Poder* date du 11 octobre 2005. C'est le ministre de l'Intérieur Carlos Abascal, également coordinateur du « cabinet de reconstruction », qui indique ces chiffres officiels : « Le processus de la reconstruction pourrait atteindre les 2 319 millions de dollars[95] »[96]. Ce

92 38,2 millions d'euros

93 Bulletin d'information nº4176, « Pablo Salazar destina 700 MDP para la reconstrucción », *Journal officiel du gouvernement du Chiapas* [manuscrit], 26 octobre 2005.

94 « Aquí hay un ejemplo de parte del gobernador Pablo Salazar, de verdadera conciencia, de sentido de responsabilidad y visión de futuro, porque inyecta esos fondos de petróleo en esa dirección. Me permito felicitar al gobernador y, repito, es un buen ejemplo para otros gobernadores », Bulletin d'information nº4176, « Pablo Salazar destina 700 MDP para la reconstrucción », *Journal officiel du gouvernement du Chiapas* [manuscrit], 26 octobre 2005.

95 1,6 milliards d'euros

96 « el proceso de reconstrucción podría alcanzar los 2 mil 319 millones de dólares », MEXICO AP, « Comienza la reconstrucción en los estados afectados por Stan », *Cuarto Poder*, 11 octobre 2005.

chiffre semble correspondre au coût de la reconstruction de tous les États affectés par Stan mais ce n'est pas précisé. Selon ses dires : « La reconstruction démarre aujourd'hui »[97]. La reconstruction a donc démarré officiellement le 11 octobre 2005. Le 22 octobre 2005[98], le gouvernement fédéral annonce de nouveau le même coût mais cette fois-ci en pesos : « 25 milliards de pesos[99] » et il précise entre parenthèses son équivalent en dollars.

Dans *El Heraldo de Chiapas,* le 10 octobre 2005, en fin de reportage nous apprenons que : « Le premier mandataire de la nation a annoncé que 20 milliards de pesos[100] seront destinés au lancement de la reconstruction »[101]. Le 17 octobre 2005, ce journal évoque que le président de la République du Mexique avait mentionné, les premiers jours de Stan, qu'il investirait de 10 à 15 milliards de pesos[102] : « Mais dans la présentation du plan de travail, le ministre de l'Intérieur Carlos Abascal Carranza, n'a parlé que de 7,5 milliards de pesos[103] »[104]. Nous comprenons dès lors les différends économiques qui vont opposer ces deux gouvernements. Des annonces sont faites, les chiffres changent, nous sommes dans une valse de données. Le 25 octobre 2005, Pablo Salazar Mendiguchía annonce : « La reconstruction coûtera 15 milliards de pesos[105] »[106] : Ce qu'avait annoncé Vicente Fox Quesada.

Cuarto poder semble parler du coût global pour les cinq États touchés et *El Heraldo de Chiapas* du coût de reconstruction de l'État du Chiapas. Si nous en croyons ces informations, l'État du Chiapas représenterait plus de 60% du coût global de reconstruction.

Pour ce qui est de *La Jornada,* le 10 octobre 2005 sont rapportés les propos du

97 « La reconstrucción arranca hoy », MEXICO AP, « Comienza la reconstrucción en los estados afectados por Stan », *Cuarto Poder*, 11 octobre 2005.
98 MEXICO AP, « Ayuda para México », *Cuarto Poder*, 22 octobre 2005.
99 1,4 milliards d'euros
100 1,1 milliards d'euros
101 « El primer mandatario de la nación hace el anuncio de que se destinarán más de 20 mil millones de pesos para iniciar la reconstrucción […] », VAZQUEZ Enrique, « "Stan" el recuento de los daños », *El Heraldo de Chiapas*, 10 octobre 2005.
102 546 à 819,8 millions d'euros
103 409,9 millions d'euros
104 « pero en la presentación del plan de trabajo, el secretario de Gobernación Carlos Abascal Carranza, sólo habló de 7 mil 500 millones de pesos », SANCHEZ Abenamar, « Chiapas entre la crisis y el despertar », *El Heraldo de Chiapas*, 17 octobre 2005.
105 819,8 millions d'euros
106 « Costará 15 mil mdp la reconstrucción », LOPEZ Isaí, « Costará 15 mil mdp la reconstrucción », *El Heraldo de Chiapas*, 25 octobre 2005.

président Vicente Fox Quesada : « Il faudra plus de 20 milliards de pesos[107] pour restituer les pertes matérielles dues à l'ouragan Stan au Chiapas, Oaxaca, Veracruz et Puebla »[108] . Il ajoute que cette quantité ne représente que 10% de ce que donnera le gouvernement fédéral (grâce aux bénéfices extra du pétrole) aux gouvernements des États. Or ces derniers se plaignent de cet effet d'annonce. En effet, selon eux, cette somme était déjà convenue bien avant Stan, ce n'est donc pas un « don » du gouvernement fédéral pour les dommages causés par cette catastrophe. Dans un article du 12 octobre 2005[109], *La Jornada* reprend les propos du gouverneur de l'État du Chiapas qui estime la reconstruction au Chiapas à 15 milliards de pesos[110]. *La Jornada* fait donc part du coût global mais aussi de celui de l'État du Chiapas pour la reconstruction.

La seule allusion faite dans *Crónica de Hoy* est celle du 13 octobre 2005 ; la confusion est nette :

> Les pertes causées par les récentes inondations dépassent les 7 milliards de pesos[111], a révélé Carlos Abascal […] Le chiffre contraste avec la quantité de 20 milliards de pesos[112] qu'a donné à connaître le président Vicente Fox dimanche dernier.[113]

Ils assimilent le coût des dommages aux 20 milliards de pesos[114] que Fox a déclaré nécessaire pour la reconstruction. Soit c'est une erreur dans le discours du président qui a dit que les 20 milliards de pesos serviraient à « restituer les pertes matérielles » alors qu'il voulait parler de la totalité du coût de la reconstruction : pertes matérielles, réactivation économique (par les différents programmes). Sachant que les dommages sont évalués à 7 milliards de pesos[115], ce n'est pas cohérent de prévoir 20 milliards de pesos[116] pour les pertes matérielles. Soit ce n'est pas une erreur et l'incohérence entre les chiffres est grande

---

107 1,1 milliard d'euros

108 « se necesitarán más de 20 000 millones de pesos para restituir las pérdidas materiales tras el paso del huracán Stan en Chiapas, Oaxaca, Veracruz y Puebla », MARTINEZ Fabiola, « Ya pasó la tempestad, ya viene la calma », *La Jornada*, 10 octobre 2005.

109 MARISCAL Angeles, « Se han localizado en Chiapas los cadáveres de 71 personas », *La Jornada*, 25 octobre 2005.

110 819,8 millions d'euros

111 382,7 millions d'euros

112 1,1 milliard d'euros

113 « Las pérdidas causadas por las recientes lluvias superan los 7 mil millones de pesos, reveló el secretario de Gobernación […] La cifra contrasta con la cantidad de 20 mil millones de pesos que dio a conocer el presidente de Vicente Fox el pasado domingo », SANCHEZ Alejandro, « Falta turbosina para salvar chiapanecos enfermos de cáncer », *Crónica de Hoy*,13 octobre 2005.

114 1,1 milliard d'euros

115 382,7 millions d'euros

116 1,1 milliard de pesos

au sein du même gouvernement. Dans tous les cas, le journal reprend cette information pour aller à l'encontre du président de la République.

Ces données témoignent du fait que *Cuarto Poder* annonce les chiffres de la reconstruction d'un point de vue global (les cinq régions affectées). *El Heraldo de Chiapas*, annonce lui, le coût de la reconstruction de l'État du Chiapas. *La Jornada* évoque les deux coûts, par conséquent son information est plus précise. Tandis que *Crónica de Hoy* reste confus sur la distinction entre les coûts des dommages et les coûts de la reconstruction. Autant dire que pour le lecteur qui souhaite comparer ces différentes sources d'information, comprendre le coût de la reconstruction est une affaire complexe, entre les différents discours politiques et médiatiques.

Sachant que *La Jornada* a davantage diffusé des informations dans ses articles d'opinion au sujet des fonds de reconstruction, nous allons d'abord analyser son discours et le comparerons ensuite à celui des autres journaux.

2. *La Jornada*

Luis Linares Zapata, dans un article du 12 octobre 2005, affirme que les ressources pour financer les travaux de la reconstruction existent :

> De grandes quantités [de ces ressources] sont en train de produire de maigres intérêts dans les banques nationales et d'autres encore sont préservées en attendant qu'elles soient utilisées en bons du Trésor américain.[117]

Le journaliste fait allusion à l'argent qui dort en banque : « Les restes du budget »[118] et dont les intérêts qui fructifient serviront à acheter des biens ou de la technologie venus des États-Unis. Ces restes provenant du budget de l'État fédéral équivalent selon lui à 100 milliards de pesos[119]. Ce qui pourrait largement financer la reconstruction qui s'élève à

117 « grandes cantidades de ellos sudan magros intereses en los bancos nacionales y otros mayores aún aguardan tiempos extraños para su uso convertidos en bonos del tesoro estadunidense », LINARES ZAPATA Luis, « Imaginación y poder », *La Jornada*, 12 octobre 2005.

118 « Los remanentes presupuestales », LINARES ZAPATA Luis, « Imaginación y poder », *La Jornada*, 12 octobre 2005.

119 5,5 milliards d'euros

25 milliards de pesos[120]. Il dénonce le fait que cet argent vienne « réparer » ce qui depuis longtemps aurait pu être pris en compte en l'utilisant pour la prévention.

Le 23 octobre 2005, Enrique Galván Ochoa s'interroge : « Que ferait un homme d'État réellement engagé pour son pays face à une situation comme celle qu'a laissée le passage des ouragans au Mexique ? ». Sur un ton injonctif, il propose différentes alternatives au conditionnel : Vicente Fox Quesada pourrait déclarer un moratoire au FOBAPROA-IPAB (Institut de Protection de l'Épargne Bancaire). Nous apprenons, dans un article du 26 octobre 2005, que selon le sénateur César Raúl Ojeda Zubieta, l'IPAB* doit verser cette année plus de 208 milliards de pesos[121] aux banques rachetées. C'est pourquoi ce journaliste propose également d'ajourner les obligations de l'IPAB. Au lieu de verser cet argent aux banques, il est suggéré de le mettre au profit de la reconstruction.

Enrique Galván Ochoa propose également d'utiliser différemment les ressources du budget fédéral de l'année 2006, qui s'élèvent à environ 40 milliards de pesos[122]: « Au lieu de continuer à les remettre à cet obscur business de politiques et financiers, il faut les investir dans les zones dévastées »[123]. Finalement, il argumente son propos et répond à sa question initiale en disant qu'un homme d'État, dans une situation dramatique comme celle-ci, devrait choisir entre deux chemins : continuer d'enrichir ses amis ou répondre avec patriotisme à ce qu'exige la nation.

Par conséquent, à travers ces articles, *La Jornada* démontre que de l'argent, il y en a, mais que ce n'est qu'une question de priorité de la part des politiques. Et leur priorité, selon le journal, est financière et non sociale.

Le 24 octobre 2005, Carlos Fernandez Vega[124], propose lui aussi des solutions pour financer la reconstruction. Il démontre que l'argent que Vicente Fox Quesada offre pour la reconstruction est dérisoire 9 milliards de pesos[125] du FONDEN* et 3 milliards de pesos[126] qu'il veut demander au congrès national : « Seulement au Chiapas, la dévastation est évaluée à environ 30 milliards de pesos[127] »[128]. Il démontre que ce budget de

120 1,4 milliards d'euros
121 11,4 milliards d'euros
122 2,2 milliards d'euros
123 « En vez de seguir entregándolos a aquel oscuro negocio de políticos y financieros, invertirlos en las zonas devastadas », « seguir haciendo ricos a sus amigos o responder con patriotismo a lo que exige la nación », GALVAN OCHOA Enrique, « Moratoria al Fobaproa », *La Jornada*, 23 octobre 2005.
124 FERNANDEZ VEGA Carlos, « Morralla, la cifra que ofrece Fox para la reconstrucción », *La Jornada*, 24 octobre 2005.
125 491,5 millions d'euros
126 163,8 millions d'euros
127 1,6 milliard d'euros

12 milliards de pesos[129] est légèrement inférieur à celui du budget électoral de 2006. Avec ironie, ce journaliste ajoute que le Mexique possède 680 milliards de pesos[130] accumulés à la Banque de Mexico dans des réserves internationales. Cet argent ne servirait qu'à obtenir la confiance de la communauté financière internationale : « Le Mexique a moins besoin que l'extérieur achète sa “crédibilité” et sa “confiance”, que d'actions et de décisions pour les urgences internes »[131]. Selon lui, utiliser 10% de ces réserves internationales n'affecterait pas la macro économie du pays et permettrait de reconstruire les zones dévastées par Stan et Wilma.

En réponse à ces alternatives, Carlos Fernández Vega reprend la version officielle qui soutient que le Mexique ne manque pas de ressources. Il rapporte les propos des autorités sur le ton de l'ironie :

> On ne fera pas appel aux réserves internationales, à l'endettement public, le pronostic de croissance économique pour 2005 ne change pas […] tout fonctionne à merveille avec ou sans ouragan.[132]

À la fin de cet article, le journaliste relate les propos de Vicente Fox Quesada sur l’ouragan Wilma : en décembre 2005, 80% de l'infrastructure hôtelière et touristique de Cancún, Isla Mujeres, Cozumel et Playa del Carmen sera sur pied. Carlos Fernandez Vega interroge avec dramatisation : « Quand est-ce que les sinistrés recommenceront à manger? »[133]. Il répond à sa question, dans un article du 28 octobre 2005 : « Les sinistrés peuvent attendre »[134]. Au préalable, il fait l'inventaire des « Projets d'infrastructures productifs » prévus avant la catastrophe et qui s'élèvent à 71 milliards de pesos[135] pour démontrer que la somme qui pourrait leur permettre de manger est déjà dépensée.

Nous pouvons constater que ces journalistes de *La Jornada* sont des spécialistes

---

128 « Solo en Chiapas la devastación se calcula en unos 30 mil millones de pesos », FERNANDEZ VEGA Carlos, « Morralla, la cifra que ofrece Fox para la reconstrucción », *La Jornada*, 24 octobre 2005.

129 655 millions d’euros

130 37,1 milliards d’euros

131 « México requiere menos compra de “credibilidad” y “confianza” en el exterior, y más acción y decisión para las urgencias internas », FERNANDEZ VEGA Carlos, « Morralla, la cifra que ofrece Fox para la reconstrucción », *La Jornada*, 24 octobre 2005.

132 « que no se recurrirá a las reservas internacionales, el endeudamiento público ni la modificación presupuestal, que no cambia el pronóstico de crecimiento económico para 2005 […] todo camina de maravilla, con o sin huracanes », FERNANDEZ VEGA Carlos, « La prioridad de Fox no son los damnificados, sino los hoteleros », *La Jornada*, 27 octobre 2005.

133 « Cuando volverán a comer los damnificados ? », FERNANDEZ VEGA Carlos, « El pago de Pidiregas absorberá recursos para la reconstrucción » *La Jornada*, 28 octobre 2005.

134 « Los damnificados pueden esperar », FERNANDEZ VEGA Carlos, « El pago de Pidiregas absorberá recursos para la reconstrucción » *La Jornada*, 28 octobre 2005.

135 3,9 milliards d’euros

des sujets économiques. Les articles d'opinion de ce journal, face à cet enjeu économique, sont très critiques envers le gouvernement fédéral mais proposent également des alternatives. À ce stade, le journal n'est plus dans la médiation, il ne porte pas non plus la voix de la société civile, sinon il rapporterait des propos de personnes externes au journal. Ces journalistes se posent en forces de proposition. *La Jornada,* organe de presse, a trouvé des solutions et a clairement posé le problème ; néanmoins elle accuse aisément. La « sphère médiatique » affronte la « sphère politique » sur ses incohérences. Or, la presse ne devrait-elle pas « confronter » (« mettre en présence [deux ou plusieurs personnes] dont les déclarations ne sont pas concordantes pour expliquer les contradictions de leurs versions »[136]) les organes politiques au lieu de les « affronter » (« aller hardiment au-devant de [un adversaire, un danger] »[137]) ?

Donner des alternatives différentes à celles énoncées par les autorités est une manière de jouer un rôle de « contre-pouvoir ». Le faire sans rentrer dans l'accusation et le cynisme mais avec des arguments et de la pondération pourrait être la voie d'un journalisme d'investigation et une force de proposition du « contre-pouvoir », ce qui garantit un État démocratique, de libre expression sans être dans un journalisme « pro » ou « anti-gouvernemental ».

Les articles d'opinion des trois autres journaux sont-ils également dans la force de proposition ? Traitent-ils avec autant de clairvoyance et de connaissance ce sujet économique ?

3. Les différentes manières de financements

a- Le FONDEN (Fonds National de Désastre Naturel)

Nous avons pu constater que les articles de *Cuarto Poder* évoquent le FONDEN* mais ne précisent pas les montants associés à cette aide. Les données restent très vagues : « Le Fonds National de Désastre Naturel est en train de faire circuler les ressources pour

136 ROBERT Paul, *Le nouveau Petit Robert* [Texte imprimé], Paris : Dictionnaires le Robert, 1993, 2467p.
137 ROBERT Paul, *Le nouveau Petit Robert* [Texte imprimé], Paris : Dictionnaires le Robert, 1993, 2467p.

accélérer les travaux d'aides et de réparation »[138]. Il est souvent question de « ressources » du FONDEN mais nous ne savons pas à combien elles s'élèvent.

C'est par ailleurs ce que stipule un article du 27 octobre 2005[139]. Nous apprenons que le député Belisario Iram Herrera Solís (PRI*) a demandé au directeur du FONDEN, Carlos Bayo Martínez, de détailler les fonds que le ministère de l'Intérieur a envoyés à la Protection civile de l'État. En effet, les autorités de l'État se plaignent du manque d'aide, voilà pourquoi le directeur du FONDEN a fait parvenir cette liste pour justifier ses actions. Ses envois contenaient des gants, du savon, de la chaux, des denrées alimentaires, des couvertures, des tapis, de l'eau, des pelles, etc.

El Heraldo de Chiapas est un peu plus précis sur les chiffres mais c'est également très relatif. Le 8 octobre 2005, un article rapporte les paroles de Vicente Fox Quesada lors de son voyage au Chiapas : « il a assuré que 2 milliards de pesos[140] du FONDEN vont circuler à partir de la semaine prochaine »[141]. Le 15 octobre 2005, de la même manière, Vicente Fox Quesada stipule que le FONDEN dispose de 500 millions de dollars[142] permanents : « Pour faire face aux urgences et aux travaux de reconstruction »[143]. Il semble que les ressources existent et ne manquent pas et pourtant les chiffres sont rares ; les informations ne sont que des annonces et non pas des témoignages de transactions réalisées. Aucun de ces deux journaux n'apporte de données chiffrées sur l'aide financière et matérielle apportée par le FONDEN.

Dans un article de *La Jornada* intitulé « Xochilt réfute l'optimisme officiel »[144], la directrice de la Commission Nationale pour le Développement des Peuples Indigènes déclare : « "Le pire est à venir" »[145] et compare les propos du président de la République qui évalue les dommages à 20 milliards de pesos[146] aux réserves du FONDEN qui ne

138 « El Fondo Nacional de Desastres Naturales está haciendo fluir ya los recursos para acelerar los trabajos de auxilio y reparación », EDITORIAL, « Stan », *Cuarto Poder*, 8 octobre 2005.

139 HUGO LOPEZ Víctor, « Detallan ayuda que no registran damnificados », *Cuarto Poder*, 27 octobre 2005.

140 109,1 millions d'euros

141 « aseguró que 2 000 millones de pesos fluirán a partir de la próxima semana del Fonden », COUTIÑO R., MONROY Manuel, « Verifica Fox trabajos de rescate », *El Heraldo de Chiapas*, 8 octobre 2005.

142 351,3 millions d'euros

143 « para atender las emergencias y las tareas de reconstrucción », GODINEZ Victor et OEM, « Presume Fox de « ejemplar » manejo de contingencias », *El Heraldo de Chiapas*, 16 octobre 2005.

144 CAMACHO C., RUIZ V., SANCHEZ M., *et al.*, « Refuta Xochilt Gálvez el optimismo oficial », *La Jornada*, 11 octobre 2005.

145 « "Lo peor está por venir", dice », CAMACHO C., RUIZ V., SANCHEZ M., *et al.*, « Refuta Xochilt Gálvez el optimismo oficial », *La Jornada*, 11 octobre 2005.

146 1,1 milliards d'euros

s'élèvent qu'à 5 milliards de pesos[147]. En effet, le président avait annoncé aux gouverneurs que le ministère des Finances et du Crédit Public (SHCP*) : « il fera un effort extraordinaire pour libérer les 5 milliards de pesos[148] »[149]. Ces fonds devront donc être hiérarchisés, pense Xóchilt Galvéz, selon l'ordre d'importance des dommages des différentes régions. Entre les fonds donnés en dollars US et ceux donnés en pesos mexicains, il est difficile de comprendre à quoi tout cela correspond. Ces conversions peuvent créer une confusion chez un lecteur non averti.

Dans un article du 14 octobre 2005, Vicente Fox Quesada annonce qu'il obtiendra 5 milliards de pesos[150] de plus pour la reconstruction, destinés à la zone sud-est du Mexique : « Ces fonds s'ajouteront aux 4 milliards de pesos[151] du FONDEN »[152]. Ces exemples suffisent à nous montrer que, dans chaque article, les chiffres divergent. Seul un article du 13 octobre 2005, détaille les fonds débloqués du FONDEN : « Le FONDEN a libéré 438 millions de pesos[153] pour plus de 500 municipalités »[154].

Le journal *Crónica de Hoy* n'aborde pas ces transactions. Dans tous les cas, nous pouvons noter que ces informations dans les trois journaux n'évoquent que ce qui va être fait ou ce que le gouvernement fédéral prévoit de faire. Aucun article ne témoigne d'une transaction financière clairement réalisée envers le gouvernement de l'État. La confusion et les prédictions règnent sur les fonds du FONDEN qui proviennent du *Fondo Revolvente*[155], premier fonds versé lors de l'urgence, et ils sont encore moins précis quant aux fonds pour la reconstruction. En plus du FONDEN, d'autres sources financières vont être évoquées, la confusion est-elle encore présente ?

147 272,7 millions d'euros
148 272,7 millions d'euros
149 « hará un esfuerzo extraordinario para liberar 5 mil millones de pesos », CAMACHO C., RUIZ V., SANCHEZ M., *et al.*, « Refuta Xochilt Gálvez el optimismo oficial », *La Jornada*, 11 octobre 2005.
150 272,7 millions d'euros
151 218,1 millions d'euros
152 « estos fondos se sumarán a los 4 000 millones de pesos del Fonden », VARGAS R.E., TEJEDA G.A., « Endeudarse propone Fox a los eestados que piden apoyo federal », *La Jornada*, 14 octobre 2005.
153 23,9 millions d'euros
154 « el fonden ha liberado 438 millones de pesos para más de 500 municipios », MARTINEZ Fabiola, « Destinará el gobierno federal 7 mil 500 millones a reconstrucción », *La Jornada*, 13 octobre 2005.
155 Cf. Partie I, Chapitre 3 : Les dommages, P.133

b- Les bénéfices du Pétrole

Alors que le président Vicente Fox Quesada demande aux gouverneurs des États de contracter des crédits pour financer la reconstruction, ces derniers lui rétorquent qu'il n'est pas nécessaire qu'ils s'endettent car les bénéfices du pétrole peuvent payer les travaux de reconstruction : « L'excédent de pétrole, au lieu d'être placé pour récupérer des intérêts, devrait être utilisé pour aider les États qui ont des problèmes de ce type »[156]. Dans un article du 25 octobre de *Cuarto Poder,* nous apprenons que les ressources pour aider les États proviendront en partie d'« une augmentation du prix du pétrole »[157]. Il n'est donc plus question d'utiliser les bénéfices qui dorment en banque mais de tirer profit de l'augmentation du prix du baril de cette matière première pour faire des bénéfices utilisables pour la reconstruction.

El Heraldo de Chiapas ne fait clairement allusion à l'argent du pétrole qu'à une reprise dans un article intitulé « On destine les excédents pétroliers aux sinistrés »[158]. Cet article reprend le discours de Vicente Fox Quesada, que nous avons étudié dans le Bulletin Officiel de l'État, qui fait l'éloge de Pablo Salazar Mendiguchía. En effet, le gouverneur de l'État du Chiapas a déclaré vouloir utiliser 700 millions de pesos[159] de l'excédent pétrolier pour la reconstruction. Par conséquent, les excédents pétroliers qui vont être utilisés pour les travaux ne semblent pas être ceux de l'État fédéral mais plutôt ceux des États.

Le 8 octobre 2005, *La Jornada* fait part du paradoxe présidentiel : Vicente Fox Quesada avait déclaré que les États recevraient 18 milliards de pesos[160] des excédents pétroliers : « cependant, il a dû ensuite se corriger, et il a indiqué que le soutien serait entre 1,5 et 2 milliards de pesos[161] »[162]. Ce sont donc les États qui, semble-t-il, vont investir leurs bénéfices du pétrole dans la reconstruction alors même qu'un article de *La Jornada*

156 « el excedente petrolero, en lugar de estarlo depositando para pago de créditos debería de investirse para ayudar a los estados que tienen problemas de este tipo », NOTIMEX, « Pide gobernador reconsiderar propuesta Banobras », *Cuarto Poder*, 15 octobre 2005.

157 « un incremento al precio del petróleo », AGENCE, « Prevén destinar partida de presupuesto a reconstrucción », *Cuarto Poder*, 25 octobre 2005.

158 « Destinan excedentes petroleros a damnificados », ANONYME, « Destinan excedentes petroleros a damnificados », *El Heraldo de Chiapas*, 27 octobre 2005.

159 38,2 millions d'euros

160 981,5 millions d'euros

161 81,8 et 109 millions d'euros

162 « sin embargo, más tarde tuvo que corregir, e indicó que el apoyo sería de entre 1 500 y 2 000 millones de pesos », MARTINEZ F., VARGAS R.E, RODRIGUEZ I., *et al.*, « Ofrece Vicente Fox a estados recursos petroleros que ya estaban previstos », *La Jornada*, 8 octobre 2005.

stipule que : « Le gouvernement fédéral a des ressources grâce au pétrole car son prix est au-dessus de 27 dollars[163] le baril […] il est en moyenne à 50 dollars[164] »[165]. Dans un article du 27 octobre 2005, *La Jornada* fait également allusion à l'action de Pablo Salazar Mendiguchía qui met ces bénéfices pétroliers au profit de la reconstruction.

Au contraire, la seule information quant aux fonds provenant de ces bénéfices pétroliers dans *Crónica de Hoy*[166] est un discours rapporté du ministre des Relations Extérieures, Luis Ernesto Derbez. Il fait part des ressources suffisantes du Mexique provenant d'excédents pétroliers permettant de commencer la reconstruction des maisons détruites. Il déclare cela dans une conférence de presse pour justifier le refus mexicain de l'aide proposée par l'Espagne.

Par conséquent, ces différentes informations de la presse régionale et nationale indiquent que l'argent existe : l'État fédéral possède des ressources provenant des excédents pétroliers. Néanmoins, il ne semble pas que le gouvernement fédéral souhaite les accorder aux gouvernements de l'État. Le pétrole, comme nous allons le voir, n'est pas la seule source de revenus envisageable pour financer la reconstruction.

c- Les fonds débloqués

La vision de chaque journal quant à l'aspect économique de la reconstruction témoigne-t-elle d'une ignorance et d'un flottement à ce sujet ? Ou au contraire d'un aspect clair et transparent des comptes? Dans un article du 13 octobre 2005[167] de *La Jornada*, Carlos Abascal, ministre de l'Intérieur, déclare que les ressources canalisées pour la reconstruction proviennent de fonds fédéraux, du FONDEN, de ressources d'État, de paiement d'assurances, de divers financements et soutiens d'initiative privée et civile. Puis, il cite les différentes sources de financement pour les secteurs productifs, que nous

163 19 euros
164 35 euros
165 « El ejecutivo Federal tiene disponibilidad de recursos porque el precio del petróleo ha estado por encima de los 27 dólares por barril […] ya que se ha cotizado en 50 dólares en promedio, por lo que cuenta con 18 000 millones adicionales por esa vía y […] », PEREZ Matilde, « Recursos petroleros podrían servir para la reconstrucción », *La Jornada*, 25 octobre 2005.
166 VIAYRA Mariana, « Mexico rechaza dinero de España », *Crónica de Hoy*, 15 octobre 2005.
167 VARGAS R.E., TEJEDA A.G., « Endeudarse, propone Fox a los estados que piden apoyo Federal », *La Jornada*, 14 octobre 2005.

verrons dans notre partie sur la réactivation de l'économie[168].

Un article de Carlos Fernández Vega du 15 octobre 2005 résume assez bien la situation de financement difficilement compréhensible :

> Le gouvernement fédéral compte sur 4 milliards de pesos[169] du FONDEN et 5 milliards[170] additionnels d'économie... Les 20 milliards[171] qui restent et qui sont nécessaires pour la reconstruction des zones affectées par Stan viendront de biens assurés et de financements de la banque de développement commercial... Pour ce qui est des gouvernements, ils devront solliciter des crédits et choisir la meilleure forme de paiement.[172]

Le 27 octobre 2005, Vicente Fox Quesada déclare que le gouvernement fédéral a préparé une enveloppe de 9 milliards de pesos[173] pour la réactivation économique et la reconstruction de cette entité. Ce serait de l'argent provenant de ressources fiscales et de fonds obtenus par le paiement de diverses assurances.

En outre, d'autres articles témoignent de ce dont disposent les gouvernements et ce qu'ils prévoient de verser, et d'autres encore informent sur les « idées » de financement des uns et des autres. Le 25 octobre 2005 par exemple, nous comprenons que le gouvernement dispose de 3 à 4 milliards de pesos[174] du budget de 2005, ce à quoi les parlementaires du PRI* vont proposer de rajouter 15 à 20 milliards de pesos[175] du budget de 2006. La fraction des sénateurs du PRD[176] va proposer par exemple un moratoire du versement du FOBAPROA-IPAB*, dont nous avons parlé précédemment, afin d'utiliser cet argent pour les travaux. Dans ce même article, le priiste David Jiménez propose une autre solution : celle de prendre 10 milliards de dollars[177] sur les 65 milliards de dollars[178] des réserves fédérales qui se trouvent à la banque de Mexico. Finalement, toutes ces

---

168 Partie III, Chapitre 1 : Mise en place du plan, P.293
169 218,1 millions d'euros
170 272,6 millions d'euros
171 1,1 milliards d'euros
172 « El gobierno federal cuenta con 4 mil millones de pesos en el Fonden y 5 mil millones adicionales de ahorro... Los 20 000 mil millones restantes que se requieren para la reconstrucción de las zonas afectadas por Stan saldrán de bienes asegurados y de financiamientos de la banca de desarrollo comercial... En el caso de los gobiernos deberán solicitar los créditos y elegir la mejor forma de pago », FERNANDEZ VEGA Carlos, « Fox : de redentor de damnificados a promotor de créditos », *La Jornada*, 15 octobre 2005.
173 490,6 millions d'euros
174 163,5 à 218 millions d'euros
175 819,8 millions d'euros à 1,1 milliard d'euros
176 GARDUÑO R., SALDIERNA G., BECERRIL A., « Fondos del rescate bancario, a reconstrucción, plantea Ojeda », *La Jornada*, 26 octobre 2005.
177 545,1 millions d'euros
178 3,5 milliards d'euros

propositions font du financement de la reconstruction un sujet qui reste très nébuleux et imprécis. Avec toutes ces données, il nous est impossible de savoir à quoi tous ces chiffres correspondent. Pas un seul article ne récapitule clairement les transactions.

Concernant *Cuarto Poder,* il annonce une enveloppe de 5 milliards de pesos[179] de la part de Vicente Fox Quesada, le 12 octobre 2005[180], contrairement aux 9 milliards pesos [181] annoncés ci-dessus. Nous apprenons également que le gouvernement de l'État a les mains libres dans la gestion des fonds. Cette liberté de transaction a été approuvée par le Congrès afin de faciliter les démarches administratives et d'accélérer l'utilisation des fonds : « Le pouvoir législatif a accordé sa confiance au gouvernement de l'État en le laissant gérer les ressources qui lui sont nécessaires »[182]. Mais nous ne savons pas de quels fonds il est question. Les députés vont également demander à l'exécutif fédéral d'utiliser les économies du budget de la fédération 2005 pour les sinistrés et ce dans un article du 19 octobre 2005[183]. Le 22 octobre 2005[184], pour la première fois, nous apprenons que la Banque Interaméricaine de Développement (BID*) va accorder 200 mille dollars[185] aux sinistrés, selon le ministère des Finances. Cet article explique que la donation a été canalisée par ce ministère. Voici donc un fonds d'ordre privé. *Cuarto Poder* contredit par ailleurs les propos de Vicente Fox Quesada ayant annoncé une dépense de 80 milliards de pesos [186] : « Ce n'est pas crédible car on n'a pas vu le début de la reconstruction »[187]. De la même manière que pour les articles d'information générale de *La Jornada*, nous nous perdons dans les données.

Dans un article du 13 octobre 2005, *El Heraldo de Chiapas* rapporte l'ouverture d'un fonds spécial de 5 milliards de pesos[188] en plus des 5 milliards de pesos[189] du FONDEN. Alors que le 14 octobre, Vicente Fox Quesada déclare qu'« il a déjà destiné 9 milliards de pesos[190] »[191]. À quoi correspondent tous ces chiffres qui ne se répètent pas?

---

179 272,5 millions d'euros
180 MEXICO AP, « Pedirá fondo para desastres dentro de cumbre en España », Cp, 12 octobre 2005.
181 490,4 millions d'euros
182 « el Poder Legislativo otorgó la confianza al Gobierno del Estado en manejar los recursos que sean necesarios », RINCON J.C., « Urgen declaratoria », *Cuarto Poder*, 16 octobre 2005.
183 NOTIMEX, « Destinar el ahorro para damnificados », *Cuarto Poder*, 19 octobre 2005.
184 MEXICO AP, « Ayuda para Mexico », *Cuarto Poder*, 22 octobre 2005.
185 140 500 euros
186 4,4 milliards d'euros
187 « no es creíble ya que no se ha visto el inicio de la reconstrucción », MONDRAGON Ana Laura, « Califican a créditos de incorrectos », *Cuarto Poder*, 23 octobre 2005.
188 272,5 millions d'euros
189 272,5 millions d'euros
190 490,5 millions d'euros
191 « ya destinó 9 000 millones de pesos », MONROY Manuel, « Regaña el presidente Fox a

Ce journal[192] reprend également la polémique due à l'annonce de Carlos Abascal qui avait parlé d'un investissement entre 10 et 15 milliards de pesos[193] et qui s'est rétracté à 7,5 milliards de pesos[194]. Cette controverse permet de mettre l'accent sur les incohérences du gouvernement fédéral alors que l'action du gouvernement de l'État est mise en exergue. En effet, un article du 17 octobre 2005[195] annonce que le gouverneur du Chiapas met à disposition les premiers 300 millions de pesos [196] du fond de l'État pour les travaux de reconstruction.

Comme nous pouvons le constater, les journaux ne donnent pas les mêmes chiffres. Cela témoigne d'un vide au niveau de l'information sur les transactions économiques. Est-ce par manque d'investigation journalistique ou par un certain « culte du secret » de la part du gouvernement fédéral et du gouvernement de l'État du Chiapas ? Une opposition se dégage de ces informations entre la « richesse » du Mexique, pays ayant les moyens de financer la reconstruction de ses États détruits, et le refus du gouvernement fédéral de concéder son argent aux gouverneurs. La réalité construite est celle d'un président qui reproche à ses États de ne pas avoir su « prévoir » en mettant de l'argent de côté et qui ne souhaite pas « payer les pots cassés ». Les gouverneurs se positionnent en victimes. Un rapport de force entre gouvernement fédéral et gouvernements des États est perceptible. Ces secrets qui règnent sur le financement laissent finalement planer le doute, c'est pourquoi dans ce prochain chapitre nous parcourrons les « affaires troubles ».

---

gobernadores por no prever la tragedia de "Stan"», *El Heraldo de Chiapas*, 14 octobre 2005.

192 SANCHEZ Abenamar , « Chiapas entre la crisis y el despertar », *El Heraldo de Chiapas*, 17 octobre 2005.

193 545 et 817,7 millions d'euros

194 408,8 millions d'euros

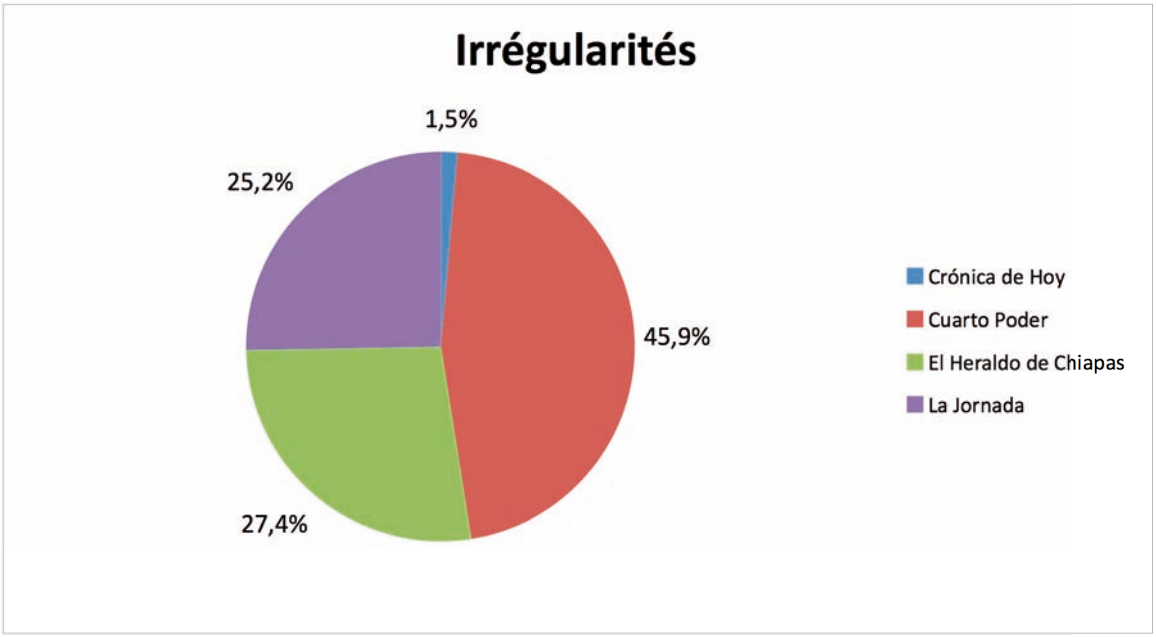
195 COUTIÑO Rosario, « Aprovechan partidos políticos devastación : Fox », *El Heraldo de Chiapas*, 17 octobre 2005.

196 16,4 millions euros

CHAPITRE II

LES AFFAIRES TROUBLES

Le dossier *Irrégularités* représente 12,6% de la totalité des unités. Ce chiffre est considérable étant donné que nous ne sommes qu'en octobre 2005, premier mois de la catastrophe. Son orientation est défavorable à 84,8%. Le graphique à secteur ci-dessous représente la fréquence de ce sujet par journal.



Comme nous pouvons le constater, *Cuarto Poder* représente pratiquement la moitié de l'information sur les irrégularités, *La Jornada* et *El Heraldo de Chiapas* se partagent l'autre moitié. *Crónica de Hoy* a, quant à lui, un pourcentage très faible de sujets sur la corruption et les affaires troubles dans son information. *Cuarto Poder* et *La Jornada* présentent un taux de partialité de 98,8% et 100% respectivement. Ils n'exposent donc jamais des affaires de corruption sur un ton neutre et informatif. Le

premier a une orientation défavorable à 96,3% et le second à 100 %. *Cuarto Poder* porte son attention sur le profit politique de l'événement et sur la corruption en général alors que *La Jornada* s'intéresse davantage aux affaires de corruption sur les fonds pour la reconstruction (FONDEN*, pétrole, IPAB-FOBAPROA*). *El Heraldo de Chiapas* a quasiment le même taux de fréquence que *La Jornada* (27,4%) cependant son taux d'orientation défavorable en représente la moitié (47,5%), confirmant la tendance d'une information beaucoup moins négative de ce journal par rapport aux trois autres. *Crónica de Hoy* est le journal qui aborde le moins ce dossier, avec une fréquence de 1,5% mais son taux d'orientation suit la ligne éditoriale de *Cuarto Poder* et de *La Jornada* puisqu'il est défavorable à 80%. *El Heraldo de Chiapas* et *Crónica de Hoy* traitent en majorité, tout comme *La Jornada* de la corruption du FONDEN*, c'est-à-dire d'un sujet national et non pas local.

Dans un premier temps, nous aborderons les affaires de corruption comme celle du FONDEN ainsi que les spéculations sur la corruption qui prennent une place importante dans ce dossier, en nous intéressant particulièrement aux personnalités politiques critiquées par les médias. Dans un deuxième temps, nous ferons un panorama des différentes irrégularités et nous verrons que celles qui portent sur les aides (sacs de denrées) occupent le plus de place dans la couverture médiatique. Nous analyserons ensuite les informations d'octobre 2006, un an après la catastrophe, afin d'avoir une vue d'ensemble sur les irrégularités par rapport aux différents fonds de reconstruction. Enfin, le problème des terrains en zone à risque, vendus aux citoyens par le gouvernement, ainsi que l'absence d'assurances ou la disparition des compagnies au moment du désastre sont également des affaires essentielles sur lesquelles nous reviendrons. Dans un dernier temps, nous traiterons du profit politique de la situation en nous intéressant à l'aide administrée par les partis politiques et les gouvernements à des fins partisanes et aux irrégularités commises par les présidents de quartier.

Ce chapitre sur la corruption, les irrégularités et le profit politique est pour ainsi dire le baromètre de l'état de la presse. Se positionne-t-elle comme pièce essentielle permettant de mettre au jour des affaires de corruption et de faire évoluer les mentalités ou est-elle au contraire dans la spéculation et la calomnie ? Les affaires révélées par la presse ont-elles mené à des enquêtes basées sur des faits ou ont-elles simplement cherché à accuser ?

SECTION A – LA CORRUPTION

1. Le *« Fondengate »*

La fraude du FONDEN* est l'un des sujets sur lequel la presse s'est le plus étendue. Il est important de préciser que ces fraudes ont été menées entre 2001 et 2004. Carmen Segura Rangel, alors directrice de la Protection civile, est accusée en 2005 d'avoir détourné cet argent au profit du PAN*. Le montant suspecté de cette fraude[1] s'élève à environ 1 milliard de pesos[2]. Quel est l'intérêt médiatique de faire éclore ce dossier au moment où l'on a besoin de ces fonds pour faire face au désastre ? Est-ce stratégique pour les journaux et si oui, à quelles fins ?

Le premier article d'opinion à évoquer cette affaire est celui de David Martínez datant du 11 octobre 2005. Il décrit le problème sur un ton informatif : « Alors qu'au Chiapas l'ouragan "Stan" faisait des ravages, dans la ville de Mexico apparaissait la nouvelle de la disparition de 1 milliard de pesos[3] du FONDEN »[4]. Nous avions pu constater ce parallélisme médiatique entre la nouvelle du *Fondengate* et l'ouragan Stan lors de notre étude de la une dans notre première partie[5]. En effet, *La Jornada* avait titré, au lendemain de la catastrophe, le 5 octobre 2005 : « Le Fonden, trampoline pour le PAN : les législateurs »[6] et à côté de ce titre, une photo montrait une route sectionnée en deux à cause du désastre de Stan. Dans cet article, le journaliste montre sa surprise. Selon lui, il est incroyable que les autorités et les députés perdent leur temps dans cette affaire qui vient juste de surgir, au lieu de s'occuper du drame des Chiapanèques. De plus, cette affaire n'est pour lui qu'une « discussion ». L'investigation doit être menée mais l'urgence, ajoute-t-il, est la quête de la transparence pour que la société civile ne craigne pas de faire des dons. En méprisant cette controverse et en la racontant sur un ton pathétique, il la dédramatise : « C'est incroyable qu'au milieu d'une telle

1 ROBLES DE LA ROSA Leticia, « Cuestionan senadores a Segura Rangel por el Fondengate », *Crónica de Hoy*, 5 octobre 2005.
2 54,5 millions d'euros
3 54,5 millions d'euros
4 « Mientras en Chiapas ocurrían los estragos del huracán « Stan », en la ciudad de Mexico aparecía la noticia de la desaparición de mil millones de pesos del Fonden », MARTINEZ David, « Entre políticos », *El Heraldo de Chiapas*, 11 octobre 2005.
5 Cf. Partie I, Chapitre I : Au cœur du cyclone, P.43
6 La UNE, « El Fonden, trampolín para el PAN : legisladores », *La Jornada*, 5 octobre 2005.

douleur […] les députés fédéraux et les autorités du gouvernement soient absorbés par ce sujet […] »[7]. Le 14 octobre 2005, Aurora Berdejo Arvizu introduit son article sur l'affaire du FONDEN en rapportant la comparution de Carmen Segura Rangel, directrice de la Protection civile, devant les sénateurs du PRI*, du PRD* et du PVEM* : « qui ont révélé la série des détournements de fonds du FONDEN »[8]. Cependant, cette journaliste semble également compatissante : « Les échos de la malheureuse comparution de Carmen Segura Rangel ne disparaissent toujours pas »[9]. Alors que précédemment, on parlait de « ce sujet », ici ce sont des « échos » que l'on évoque. N'oublions pas que l'ex-ministre de l'Intérieur de Vicente Fox Quesada, Santiago Creel, est lui aussi mêlé à cette histoire. De plus le PAN*, qui serait le parti ayant bénéficié de ces fonds, est le parti présidentiel. Médiatiser ces détournements signifie donc aussi porter préjudice au gouvernement fédéral de Vicente Fox Quesada.

Tandis que *El Heraldo de Chiapas* évoque ce dossier sur le ton de la lassitude, comme quelque chose dont il n'est pas nécessaire de parler, vu la situation, *Cuarto Poder* en traite davantage. Pepe Figueroa dans son article du 10 octobre 2005, dénonce la corruption nationale avec ironie :

> En supposant que Pablo (Salazar Mendiguchía) ne dépense pas les 1,5 milliards de pesos que le Chiapas doit percevoir des excédents pétroliers, c'est Madame Pilar « Segura » qui va le faire.[10]

En mettant entre guillemets le nom de Famille de Carmen « *Segura* » Rangel, il souligne le paradoxe entre la signification de son nom et de ses actes : « *segura* » signifie « sûre ». Ce journaliste dévoile dans ce même article que Pablo Salazar Mendiguchía avait dénoncé à *Cuarto Poder* la corruption du FONDEN* lors de l'ouragan Mitch, quand il était en pleine campagne électorale, en 1998. Néanmoins, pour ne pas être rejeté par les hommes politiques, il s'était ensuite ravisé. En diffusant ceci, Pepe Figueroa sous-entend que les fraudes au FONDEN existent depuis longtemps

---

7 « es increíble que en medios de tal dolor […] los diputados federales y las autoridades de Gobernación estén enfrascados en una discusión […] », MARTINEZ David, « Entre políticos », *El Heraldo de Chiapas*, 11 octobre 2005.

8 « que pudieron al descubierto la serie de desvíos del Fonden », BERDEJO ARVIZU Aurora, « Vanguardia política », *El Heraldo de Chiapas*, 14 octobre 2005.

9 « Todavía no se apagan los ecos de la infortunada comparecencia de Carmen Segura Rangel », BERDEJO ARVIZU Aurora, « Vanguardia política », *El Heraldo de Chiapas*, 14 octobre 2005.

10 « suponemos que los mil quinientos millones o más que le tocan a Chiapas de los excedentes petroleros no los va a gastar Pablo, los va a gastar la señora Pilar "Segura" », FIGUEROA Pepe, « Café Avenida », *Cuarto Poder*, 10 octobre 2005.

et que le gouverneur actuel du Chiapas le sait : « Au lieu d'aider les sinistrés, ils [Carmen Segura Rangel et ses associés] ont enrichi les fonctionnaires du ministère du gouvernement »[11]. Pour terminer son article, ce journaliste renchérit en déclarant qu'à la tête de la Protection civile du ministère de l'Intérieur se trouve actuellement [en 2005] une amie de Carmen Pilar Segura Rangel : il laisse ainsi planer la suspicion. *Cuarto Poder* se sert donc du FONDEN pour montrer que le gouvernement de l'État du Chiapas n'est pas fiable.

La Jornada, dans un article de Luis Javier Garrido daté du 14 octobre 2005[12], accuse le gouvernement fédéral de Vicente Fox Quesada d'avoir utilisé l'argent du FONDEN à des fins partisanes pour le PAN*. Il fait remarquer également que la comparution de Carmen Segura Rangel face au Sénat n'a fait qu'aggraver la situation en prenant plus d'ampleur médiatique. La révélation de cette affaire permet donc de mettre en porte-à-faux le président de la République Vicente Fox Quesada. Cependant, seul ce journaliste aborde cette question et de manière brève.

Dans un article daté du 30 octobre 2005[13], *Crónica de Hoy* évoque le *Fondengate* différemment : Ubaldo Díaz rapporte que Pablo Salazar Mendiguchía a fait incarcérer pour diffamation un journaliste chiapanèque, Enrique Zamora du Journal *El Orbe,* parce qu'il aurait diffusé un article sur ce détournement de fonds : « sans fondement »[14]. Il commente : « Une persécution[15] supplémentaire de Salazar »[16]. Ici, comme pour *Cuarto Poder,* c'est le gouverneur de l'État qui est attaqué. Nous avons pu remarquer que *Crónica de Hoy* avait bien dissocié cette affaire du reste de l'information sur Stan. En effet, plusieurs articles de Leopoldo Mendível traitent du *Fondengate* mais ils sont dissociés de la couverture médiatique de l'ouragan Stan, ce qui permet de ne pas alimenter la polémique. À l'inverse, parler du *Fondengate* contribue à créer une atmosphère de suspicion qui peut engendrer la méfiance du lecteur.

Par ailleurs, la majorité de ces dites « affaires » relèvent de « prédictions », ce

11 « En lugar de ayudar a los damnificados enriquecieron a funcionarios de la Segob », FIGUEROA Pepe, « Café Avenida », *Cuarto Poder*, 10 octobre 2005.
12 Santiago Creel », GARRIDO Luis Javier, « El Lodazal », *La Jornada*, 14 octobre 2005.
13 DIAZ Ubaldo, « Ayuda a damnificados, politizada », *Crónica de Hoy*, 30 octobre 2005.
14 « sin sustento », DIAZ Ubaldo, « Ayuda a damnificados, politizada », *Crónica de Hoy*, 30 octobre 2005.
15 Cf. Partie III, Chapitre 3 : Les problèmes de société, P.370
16 « Otra persecución más de Salazar », DIAZ Ubaldo, « Ayuda a damnificados, politizada », *Crónica de Hoy*, 30 octobre 2005.

qui témoigne d'un trou béant dans l'investigation ou d'une volonté de pointer le doigt sur les irrégularités de certaines personnes.

2. Prédictions

a- *El Heraldo de Chiapas* et *Crónica de Hoy*

Nous parlons de « prédiction » car bien souvent, les journalistes utilisent le futur et un ton prédictif pour parler de ces irrégularités. Le point commun entre ces deux journaux est qu'ils évoquent très faiblement la corruption ambiante et qu'ils ne désignent ou n'accusent que très rarement des personnes ou des institutions.

Un article de *El Heraldo de Chiapas* témoigne, par exemple, de la méfiance envers ceux qui profitent de la situation. La métaphore est très méprisante mais il ne les nomme pas : « Les vautours, coyotes et autres animaux seront aux aguets […] »[17]. Ce journaliste conseille à la société civile de se méfier et de s'organiser pour surveiller la répartition de l'aide car « s'ils ne le font pas ce seront les personnes culottées comme toujours qui profiteront de la douleur d'autrui pour s'enrichir »[18]. Un article de Enriqueta Burelo, du 16 octobre 2005[19], dénonce la corruption des fonctionnaires, commerçants, institutions, organisations en la comparant à celle qui a eu lieu en 1985 après le tremblement de terre. De cette manière, le gouvernement priiste est indirectement accusé.

Seul Víctor M. Ancheyta B. dit du gouvernement qu'il ne tient pas ses promesses et encore moins envers la population sinistrée : « Il préférera tenir sa promesse immorale de rachat bancaire, routier ou de paiement injuste de dette externe plutôt que d'utiliser ces ressources pour reconstruire les zones dévastées par "Stan" » [20]. Pour le rachat bancaire, ce journaliste fait allusion au FOBAPROA-IPAB (dont nous parlerons plus tard). Il accuse le gouvernement en imaginant ce qu'il fera et lui fait donc un procès d'intention. Cependant, cette attitude journalistique met en exergue le

17 « estarán al acecho buitres, coyotes y demás animales […] », LOPEZ AREVALO José, « Línea Sur », *El Heraldo de Chiapas*, 12 octobre 2005.

18 « De no hacerlo serán los vivales de siempre quienes medren con el dolor ajeno », LOPEZ AREVALO José, « Línea Sur », *El Heraldo de Chiapas*, 12 octobre 2005.

19 BURELO Enriqueta, « Vuelta de hoja », *El Heraldo de Chiapas*, 16 octobre 2005.

20 « preferirá cumplirle al inmoral rescate bancario, al rescate carretero o al injusto pago del servicio de la deuda externa que utilizar recursos para reconstruir las zonas devastadas por "stan" », ANCHEYTA B. Víctor, « Línea directa », *El Heraldo de Chiapas*, 17 octobre 2005.

problème de corruption qui pollue les mentalités : la suspicion est de fait. Ausencio García, quant à lui, reporte la faute sur les fonctionnaires : « Quelques fonctionnaires se remplissent les poches grâce aux pauvres »[21]. Il insinue de la sorte que c'est en bas de l'échelle hiérarchique que les irrégularités ont lieu.

Crónica de Hoy accuse les autorités en général qui « dissimulent »[22]. Pablo Latapí, dans son article du 19 octobre 2005, fait remarquer que les médias ne dénoncent pas assez les irrégularités et il s'inclut dans cette constatation : « Nous ne dénonçons pas assez afin d'éviter que les irrégularités se convertissent en quelque chose de quotidien »[23].

Nous pouvons nous interroger sur l'efficacité et la portée de la dénonciation. Est-ce en dénonçant sans preuves ou sans élaborer une véritable enquête digne d'un journalisme d'investigation que la presse peut faire évoluer la situation et soigner cette maladie endémique ?

b- *Cuarto Poder* et *La Jornada*

Cuarto Poder et *La Jornada* vont également faire un procès d'intention à plusieurs personnes ou institutions. Tout d'abord, ces journaux s'attaquent aux fonctionnaires : « Ils ne peuvent pas s'écarter de la tentation de l'argent »[24]. Sachant qu'ils ne seront pas là au prochain mandat, la tentation est encore plus grande pour eux, émet Amet Samayoa de *Cuarto Poder*. Dans un article du 10 octobre 2005, Pepe Figueroa espère que la fraude des fonctionnaires publics de 1998 après le tremblement de terre ne se répète pas. Tout comme pour *El Heraldo de Chiapas*, l'appréhension est présente. Cependant, il ne s'agit, ici aussi, que de projection : « Nous espérons qu'ils ne retombent pas dans ces fraudes millionnaires […] »[25]. Sur un ton ironique, *Cuarto Poder* montre que le système de la Protection civile du ministère de l'Intérieur est « désarticulé » à cause des intérêts des fonctionnaires qui passent plus de temps à frauder

21 « algunos funcionarios pueden llenar los bolsillos a merced de los pobres », GARCIA Ausencio, « Titeres cabezas », *El Heraldo de Chiapas*, 17 octobre 2005.
22 « solapan », LATAPI Pablo, « Damnificados o ilegales », *Crónica de Hoy*, 19 octobre 2005.
23 « no denunciamos lo suficiente para evitar que las irregularidades se hayan convertido en algo de todos los días », LATAPI Pablo, « Damnificados o ilegales », *Crónica de Hoy*, 19 octobre 2005.
24 « No pueden apartarse de la tentación del dinero […] », SAMAYOA Amet, « Tarot Político », *Cuarto Poder*, 20 octobre 2005.
25 « esperamos que […] no vayan a incurrir en los millonarios fraudes […] », FIGUEROA Pepe, « Café Avenida », *Cuarto Poder*, 10 octobre 2005.

qu'à faire de la prévention : « Les fonctionnaires sont plus occupés à essayer d'éclaircir les détournements de fonds […] qu'à assumer leurs responsabilités »[26]. *La Jornada* fait le parallèle entre l'attitude des fonctionnaires face à l'aide administrée pour Stan à l'attitude qu'ils ont lors d'une campagne électorale : « Ils passent leur temps à partager les biens, les statuts et les opportunités »[27].

La Jornada accuse les fonctionnaires de corruption, mais aussi les partis politiques en général : «La corruption du système ainsi que le sans-gêne et le cynisme des partis politiques »[28]. *Cuarto Poder* fait également un procès d'intention à Pablo Salazar Mendiguchía et à son gouvernement de l'État du Chiapas. Il dénonce avec ironie son utilisation frauduleuse de l'argent public et déclare qu'il le fait fructifier en bourse pour ses intérêts personnels : « Celui qui cotise de l'argent public, "excédents" de trésorerie, à la bourse mexicaine depuis le 9 novembre 2004 »[29]. Amet Samayoa met en garde le gouvernement du Chiapas : « Les yeux seront posés sur son administration, déjà suspecte en soi »[30]. Il fait allusion au Sénat, à la Chambre des députés, aux ONG* et à la société civile. Ce journaliste prévient en quelque sorte Pablo Salazar Mendiguchía qu'il est surveillé.

Alors que *Cuarto Poder* est méfiant envers le gouverneur de l'État, *La Jornada* l'est envers le président Vicente Fox Quesada : « Corruption démesurée : celle des institutions et celle de Fox »[31]. Ce journal parle également de détournement de fonds publics tout comme il le fait au sujet du gouvernement de l'État : « Le mauvais usage que le Foxisme a fait des ressources publiques »[32]. Enrique Galván Ochoa, dans un article du 31 octobre 2005, demande sur un ton injonctif à ce que le bénéfice des « Fox » avec la reconstruction cesse : « Stop aux pillages de la famille

26 « los funcionarios están más ocupado en tratar de aclarar los desvíos […] que en atender sus responsabilidades », ROJAS Carlos. « Instituciones siniestradas », *Cuarto Poder*, 14 octobre 2005.
27 « se dedican a repartirse bienes, posiciones y oportunidades », LINARES ZAPATA Luis, « Imaginación y poder », *La Jornada*, 12 octobre 2005.
28 « la corrupción del sistema y la desvergüenza y cinismo de partidos políticos », MUÑOZ RAMIREZ Gloria « Los de abajo », *La Jornada*, 29 octobre 2005.
29 « Aquel que tiene dineros públicos "excedentes" de la tesorería cotizando en la bolsa mexicana de Valores desde el 9 de noviembre de 2004 », GONZALEZ ALONSO Miguel, « Red política », *Cuarto Poder*, 28 octobre 2005.
30 « estarán los ojos puestos en su de por sí cuestionada administración », SAMAYOA Amet, « Tarot político », *Cuarto Poder*, 20 octobre 2005.
31 « Desmedida corrupción : la institucional y la de Fox », GARRIDO Luis Javier, « El Lodazal », *La Jornada*, 14 octobre 2005.
32 « mal uso que ha hecho el Foxismo de los recursos públicos », GARRIDO Luis Javier, « El Lodazal », *La Jornada*, 14 octobre 2005.

présidentielle »[33].

La méfiance est de mise également avec les entreprises de travaux publics qui signent des contrats avec le gouvernement du Chiapas pour des travaux de reconstruction. Sur un ton méprisant, *Cuarto Poder* dénonce : « ils gagnent légalement des chantiers qu'ils n'auraient pas eus s'ils ne faisaient pas des courbettes à Pablo [*Pabliato*] »[34]. En espagnol, dans le surnom « *Pabliato* », pour parler de Pablo Salazar Mendiguchía, se trouve l'idée de « diable » (*diablito*). *La Jornada* ironise à ce sujet : « Les gains arrivent pour ceux qui s'occupent de la réparation des routes »[35].

Comme nous avons pu le constater, ce sont des suspicions mais aucune enquête n'est menée de fond en comble. La réalité que ces journaux contribuent à créer est donc celle d'un mal atavique : la corruption. Les principaux accusés sont les fonctionnaires de l'État, Pablo Salazar Mendiguchía et Vicente Fox Quesada.

3. Les autres affaires

a- *El Heraldo de Chiapas* et *Cuarto Poder*

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, *El Heraldo de Chiapas* ne traite pas beaucoup de cas de corruption ; à part celles que nous avons énoncées ci-dessus, aucune autre affaire n’est abordée. Deux interprétations sont possibles pour expliquer cette absence : l'éthique journalistique (ne pas « élucubrer » sur des cas non avérés) ou le « secrétisme » (occulter les affaires pour ne pas porter préjudice aux autorités, entre autres).

Cuarto Poder, de son côté, fait allusion au décret du Congrès ayant donné les pleins pouvoirs au gouvernement de l'État du Chiapas pour gérer les fonds provenant du gouvernement fédéral et ce, dans le but d'accélérer les procédures administratives et favoriser la reconstruction : « Ils ont violé la Loi du Budget en donnant les pleins

33 « Alto a las pillerías de la familia presidencial », GALVAN OCHOA Enrique, « Dinero », *La Jornada*, 29 octobre 2005.

34 « ganan legalitas muchas obras que no tendrían más si no doblan la cerviz ante el pabliato », FIGUEROA Pepe, « Café avenida », *Cuarto Poder*, 6 octobre 2005.

35 « Vienen las ganancias para quienes se ocupan de reparar caminos », BLANCO José, « Miseria », *La Jornada*, 18 octobre 2005.

pouvoirs à Pablo »[36]. Revenir sur ce décret montre la méfiance du journal envers la gestion gouvernementale des fonds pour la reconstruction : « L'autorisation de la modification du budget de 2006 donnée par les députés au Gouverneur de l'État peut provoquer des “tripotages” et blanchiments d'argent »[37].

De plus, Amet Samayoa évoque également la Loi des Partis Politiques et des élections de l'État du Chiapas[38] (*Ley de Partidos Politicos y elecciones del Estado de Chiapas*). Cette loi devait être approuvée avant la catastrophe et assurer une certaine pérennité à Pablo Salazar Mendiguchía. Cependant, à cause de l'ouragan, elle a été ajournée. Dans ce même article, le journaliste accuse Edgar de León Gallegos (président de la Commission du Gouvernement et des points Constitutionnels) sous le joug de Pablo Salazar Mendiguchía et de Rubén Velázquez López, secrétaire d'État du Chiapas, d'avoir voulu soudoyer les députés en leur versant une somme équivalente à 1 million de pesos[39] pour qu'ils approuvent cette loi. Il met en exergue les affaires de malversations et de chantages politiques entre députés et gouvernement.

Dans un article du 8 octobre 2005, ce journaliste évoque également une affaire de rétention de fonds. Carlos Cruz Coutiño, fonctionnaire du Comité de Construction des Écoles (COCOES*), collaborateur de Pablo Salazar Mendiguchía, aurait obstrué et bloqué l'apport de fonds provenant de la Chambre Mexicaine de l'Industrie de Construction (CMIC*) : « Allez savoir ce qu'il y a derrière cette ruse du fonctionnaire [nous chercherons] [“les journalistes”]»[40]. Les tons, tour à tour cynique, ironique et accusateur avec lesquels ces affaires sont mises au jour contribuent à atténuer la crédibilité de ces dénonciations.

b- *La Jornada*

Ce journal revient sur des sujets qu'il a traités d'un point de vue économique comme les fonds du pétrole et ceux du FOBAPROA-IPAB* (Fonds Bancaire de

36 « Violentaron la Ley de presupuesto dando todos los poderes al Pabliato », FIGUEROA Pablo, « Café avenida », *Cuarto Poder*, 10 octobre 2005.

37 « el manoseo y lavado que puede darsele a la autorización de modificación del presupuesto del 2006, hecha por los diputados al Gobernador del Estado », SAMAYOA Amet, « Tarot Político », *Cuarto Poder*, 7 octobre 2005.

38 MANDUJANO Isaín, « Pablo Salazar presenta proyecto de nueva Ley electoral », *Este sur* [En ligne], 21 septembre 2005, [réf. Du 14 août 2009], Disponible sur : http://www.estesur.com/palabra.jsp?id=1722&pagenum=1&palabraid=17

39 54 500 euros

40 « Vaya usted a saber qué hay detrás de este ardid del funcionario [indagaremos] », SAMAYOA Amet, « Tarot Político », *Cuarto Poder*, 8 octobre 2005.

Protection de l'Epargne) et (Institut pour la Protection de l'Epargne bancaire). Sur un ton dramatique, Luis Javier Garrido déplore dans un article du 14 octobre 2005 que 90% des excédents pétroliers aient disparu dans les dépenses quotidiennes de l'État. Cette histoire aurait été révélée par Guillermo Ortíz Martínez, gouverneur de la Banque de Mexico : « La gravité de ce qui se passe avec la dilapidation du patrimoine de la nation est devenue plus évidente après le passage de Stan »[41]. Sachant que ces fonds devaient servir aux États pour la reconstruction, révéler cette manière de les avoir dépensés peut créer malaise et dégoût chez les sinistrés.

Enrique Galván Ochoa accuse le gouvernement fédéral de vouloir emprunter la somme correspondant à 3 milliards de pesos[42] pour les détourner et non pas pour les affecter à la reconstruction :

> Ce ne sera pas pour aider les sinistrés mais pour que les hommes politiques et financiers, dans cet obscur *business* mafieux, connu comme le FOBAPROA-IPAB, s'en mettent plein les poches.[43]

L'utilisation du futur nous montre encore que nous sommes dans la spéculation. Ce journaliste revient sur cette hypothèse le 29 octobre 2005[44] ; d'après un sondage, il explique que 93% des gens souhaitent que le président arrête les versements au FOBAPROA-IPAB* afin de les canaliser pour la reconstruction et il ajoute : « 93% des participants partagent l'idée que “la famille présidentielle” d'une certaine manière profite du FOBAPROA »[45]. En fin d'article, nous pouvons lire des commentaires de lecteurs dont un qui est affirmatif : « Bien sûr que les Fox en profitent »[46].

Ces affaires permettent surtout de révéler la défiance envers le gouvernement de l'État et le gouvernement fédéral. Nous allons comparer à présent cette information sur la corruption provenant de nos articles d'opinions à celle des articles d'information

41 « La gravedad de lo que acontece con la dilapidación del patrimonio de la nación se ha hecho por consiguiente más evidente luego del paso de Stan », GARRIDO Luis Javier, « El lodazal », *La Jornada*, 14 octobre 2005.

42 163,4 millions d’euros

43 « No será para echarle una mano a los damnificados, sino para que se los embolsen los políticos y financieros amafiados en ese oscuro negocio conocido como Fobaproa-IPAB », GALVAN OCHOA Enrique, « Dinero », *La Jornada*, 25 octobre 2005.

44 GALVAN OCHOA Enrique, « Dinero », *La Jornada*, 29 octobre 2005.

45 « 93 % de los participantes comparte la idea de que la familia presidencial de algún modo se está beneficiando del Fobaproa », GALVAN OCHOA Enrique, « Dinero », *La Jornada*, 29 octobre 2005.

46 « Claro que se están beneficiando los Fox », GALVAN OCHOA Enrique, « Dinero », *La Jornada*, 29 octobre 2005.

générale. Traitent-ils des mêmes sujets?

c- Panorama des articles d'information générale

Dans *El Heraldo de Chiapas*, nous n'avons relevé que quelques unités traitant de la corruption ; ce journal ne s'est pas étendu sur le sujet. Ce sont les évêques qui tiennent le rôle de moralisateurs : ils demandent de ne pas profiter de cette catastrophe. C'est le cas, par exemple, de l'évêque José Isabel González du diocèse de Tuxtla Gutiérrez : « Il a demandé aux autorités de ne pas tomber dans des actes de corruption et de faire en sorte que les aides arrivent aux sinistrés »[47]. Le 31 octobre 2005, c'est à l'évêque Rogelio Cabrera López, également du diocèse de Tuxtla Gutiérrez, d'invoquer : « L'aide doit être distribuée de manière juste »[48]. Ce sont donc les religieux qui portent ce message moralisateur de « raison, d'égalité, de lutte contre les irrégularités ». De plus, intervient également le sénateur Rutilio Cruz Escandón (PRD*) en attestant quant à lui de la corruption existante au Mexique : « Dans notre pays, c'est très commun d'observer de honteux cas de corruption, de fraude ou d'omission au détriment de la population »[49].

Pour ce qui est de *La Jornada*, seules deux personnes s'expriment sur le sujet en s'opposant à ces « rumeurs » de corruption. Dans un premier temps, c'est Vicente Fox Quesada : « Que personne ne se trompe, que personne n'exagère, que personne n'en fasse trop. Nous ne pouvons pas gaspiller l'argent des contribuables »[50]. Dans un second temps, c'est le ministre du Développement urbain et de l'organisation du territoire du ministère du Développement Social : Rodolfo Tuirán qui en parle. Il refuse d'admettre la possibilité de détournement des aides des sinistrés des États du Chiapas et de Quintana Roo. Comme les articles d'opinions, le reste des unités accuse les fonctionnaires, la classe politique et aussi les leaders : « Il existe toujours des leaders

47 « llamó a las autoridades a no caer en actos de corrupción y garantizar que los apoyos lleguen a los afectados », MATUS Laura, « Piden cerciorarse de ayuda a damnificados », *Cuarto Poder*, 10 octobre 2005.

48 « Los apoyos se deben distribuir en forma equitativa », MATUS Laura, « Replantear la ayuda a damnificados, pide obispo », *Cuarto Poder*, 31 octobre 2005.

49 « en nuestro país, aún es común observar bochornosos casos de corrupción, fraude u omisión […] en detrimento de la población », LOPEZ Isaí, « Demanda senador agilizar reconstrucción », *Cuarto Poder*, 25 octobre 2005.

50 « Que nadie se engañe, que nadie exagere, que nadie le eche crema a sus tacos. No podemos malgastar el dinero de los contribuyentes », MARTINEZ Fabiola, « Lo peor ya pasó, dice Fox en refugio de damnificados por Stan », *La Jornada*, 9 octobre 2005.

qui abusent de ce type de situation »[51].

Crónica de Hoy n'a pas polémiqué sur les affaires de corruption dans sa couverture médiatique du mois d'octobre 2005 ; que ce soit au niveau des informations générales ou des articles d'opinions.

Par conséquent, la présence dans la presse de cette information sur la corruption, avérée ou non, contribue à créer un climat de méfiance envers les autorités dans leur gestion des fonds. La récurrence de suspicions concernant pratiquement tous les sujets en rapport avec l'argent témoigne de l'inscription de la corruption dans les mentalités mexicaines. Cependant, on ne peut pas dire que les journalistes ont contribué dans ces articles à donner des éléments clés permettant de comprendre et de faire avancer ces affaires. Elles sont en majorité citées, ce qui encourage la polémique. La répartition des aides et l'utilisation des fonds de reconstruction ont également fait l'objet d'irrégularités : spéculation ou faits avérés ?

SECTION B- AFFAIRES D'IRRÉGULARITÉS

1. La problématique de la répartition de l'aide en 2005

a- *Cuarto Poder*

Dans les articles d'information générale de *Cuarto Poder,* le problème de la mauvaise répartition de l'aide est très présent. Dans la section « Thème du jour » du 15 octobre 2005, les sinistrés témoignent de cette disparité au niveau du partage :

> Le gouvernement traite de manière discriminatoire les sinistrés ; ceux qui sont dans les centres d'hébergement non officiels ne sont pas pris en compte dans la répartition des vivres.[52]

Dans cet exemple, ce sont les sinistrés qui ne vivent pas dans les centres d'hébergement qui pâtissent de cette irrégularité. Cependant, un article du 20 octobre 2005[53] fait état du

51 « siempre existen líderes que abusan de este tipo de situaciones », MARTINEZ Fabiola, « Provocó huracán pérdida de más de 40 % del café de Chiapas », *La Jornada,* 19 octobre 2005.

52 « El gobierno está dando un trato discriminatorio a los damnificados, pues a quienes están en albergues no oficiales no son tomados en cuenta para recibir viveres », HERRERA Carlos, « "Stan" dañó a estudiantes », *Cuarto Poder*, 15 octobre 2005.

53 GARCIA Ramón, « Dudan empresarios de ayuda verdadera », *Cuarto Poder*, 20 octobre 2005.

même problème à l'intérieur de ces refuges : un commerçant ayant aidé à la collecte d'un grand nombre de vêtements et de denrées alimentaires destinés aux sinistrés, dit ne pas avoir vu cette aide dans les centres d'hébergement et demande qu'une enquête soit menée.

D'autres peurs surgissent : le député du PRD*, Fernel Gálvez Rodríguez, fait allusion à ce qui s'est passé en 1998. En effet, des sacs de denrées alimentaires avaient été découverts bien après l'urgence : enterrés ou cachés dans des caves. Ce député souhaite que la situation ne se répète pas : « Des caves remplies de vivres qui n'ont pas été données ont été découvertes et nous ne voulons pas que cela se reproduise à cette occasion »[54]. Marcos, sous-commandant de l'EZLN* demande, quant à lui, de l'aide nationale et internationale pour les communautés zapatistes. Il précise « de l'aide directe » et « En marge des gouvernements et des partis politiques »[55].

Un article du 19 octobre 2005 intitulé « Ils essaient d'usurper une remise d'aide »[56] raconte comment 22 camions chargés de plus de 520 tonnes de vivres et provenant du nord du Mexique pour aider les sinistrés de l'ouragan Stan, ont été interceptés et immobilisés à Pijijiapan (Chiapas) par le gouvernement de l'État :

> Les conducteurs ont été intimidés par des supposés fonctionnaires publics au moment de faire la donation, au prétexte que les provisions devaient être remises au gouvernement de Pablo et que ce serait le gouverneur qui se vanterait de cette aide, ont dénoncé des civils.[57]

À l'inverse, un article du 20 octobre 2005 raconte comment un groupe d'habitants de Tuzantán a ravi 100 sacs de denrées aux autorités municipales qui étaient en train de les préparer pour les distribuer à 10 localités. Le maire de cette localité déplore que :

> Des personnes sans scrupule profitent du malheur causé par ces fortes pluies et par conséquent affectent ceux qui réellement sont dans une situation désespérée.[58]

---

54 « aparecieron bodegas llenísimas de víveres que no fueron entregados y queremos que esto no ocurra en esta ocasión », GALVEZ RODRIGUEZ Fernel, « Urgen declaratoria », *Cuarto Poder*, 16 octobre 2005.

55 « al margen de los gobiernos y de los partidos políticos », HERRERA Carlos, « Solicita “Marcos” auxilio », *Cuarto Poder*, 19 octobre 2005.

56 ESPINOSA Rafael, « Intentan usurpar entrega de apoyo », *Cuarto Poder*, 19 octobre 2005.

57 « Los conductores fueron intimidados por supuestos funcionarios públicos en el momento de hacer la donación, con el argumento de que las provisiones deben ser entregadas al gobierno pablino y que será el gobernador quien se pare el cuello del apoyo, denunciaron civiles », ESPINOSA Rafael, « Intentan usurpar entrega de apoyo », *Cuarto Poder*, 19 octobre 2005.

58 « personas sin escúpulos se estén aprovechando de la desgracia causada por las fuertes lluvias y con

Voici le type d'information sur le détournement des aides qui semble être habituel. La solidarité est présente, des sacs arrivent au Chiapas mais le problème provient de leur répartition : certaines communautés sont oubliées, certains centres d'hébergement également, des denrées alimentaires sont cachées, les irrégularités sont innombrables. Cette image de récurrence dans ces détournements est également présente dans *El Heraldo de Chiapas*

b- *El Heraldo de Chiapas*

Dans un article intitulé « Possibles détournements de ressources pour les victimes »[59], l'organisation politique « Unis pour le Chiapas » (*Unidos por Chiapas*) témoigne : elle s'inquiète du manque de régulation des économats. En effet, ces économats se seraient multipliés sans que la gestion des ressources ne soit contrôlée. Aguilar Gordillo, président de « Unis pour le Chiapas », n'écarte pas la possibilité de malversations de la part de certaines organisations car : « Les groupes qui s'auto déclarent “instance d'aide humanitaire” prolifèrent »[60].

Dans un reportage du 12 octobre 2005, comme dans *Cuarto Poder*, un sinistré fait allusion à la gestion de l'urgence de 1998 et espère que les irrégularités d'alors ne se répètent pas :

> Alors qu'ils [les autorités] n'ont rien donné aux véritables sinistrés, des personnes qui n'avaient même pas de maison dans cette ville, même des Guatémaltèques ont bénéficié des programmes de relogements[61].

Comme nous pouvons le constater, cette peur de la répétition n'est pas du même ordre que celle évoquée par un député du PRD* dans *Cuarto Poder,* sur l'affaire des vivres cachés. Ce type de discours évoquant le profit des étrangers encourage les rumeurs et

---

eso se afecte a quienes realmente están en una situación desesperante », BELMONT Jesús, « Prevén más flujo de ilegales », *Cuarto Poder*, 20 octobre 2005.

59 ESPINOSA Néstor, « Advierten posible desvío de recursos hacia víctimas », *El Heraldo de Chiapas*, 11 octobre 2005.

60 « proliferan los grupos que se auto nombran como instancias de ayuda humanitaria », ESPINOSA Nestor, « Advierten posible desvío de recursos hacia víctimas », *El Heraldo de Chiapas*, 11 octobre 2005.

61 « cuando a los verdaderos afectados no les dieron nada, en cambio, personas que ni casa tenían en la ciudad, incluyendo guatemaltecos, resultaron beneficiados con los programas de vivienda », OEL Verdugo, « Motozintla, arrasada », *El Heraldo de Chiapas*, 12 octobre 2005.

les tensions entre sinistrés[62], voire même la xénophobie.

Dans un article du 13 octobre 2005[63], le président de la Chambre Nationale de l'Industrie et de la Transformation (CANACINTRA*) dénonce ces irrégularités et accuse les fonctionnaires locaux, (les petits fonctionnaires)[64], ceux qui sont situés au plus bas de l'échelle gouvernementale. Ainsi, cela permet de ne pas mettre en cause les responsables : les élus. Le ministère du Développement social (SEDESOL*) reconnaît également cette possibilité de fraude et tient un discours de précaution et de transparence.

El Heraldo de Chiapas, contrairement à *Cuarto Poder,* retranscrit des discours niant les irrégularités au niveau des aides : « Il y en a qui affirment qu'ils n'ont rien reçu et qu'ils n'ont pas mangé d'aliments, mais c'est faux »[65]. Que ce soit pour l'un ou l'autre journal, le fait de parler de ces fraudes est une manière de les faire exister, peu importe le contenu. Le discours tend à reconnaître ces irrégularités de fraudes, de détournements de fonds et d'aides.

La question de la régularité de la demande d'une répartition équitable de l'aide et l'invocation de la non politisation de ces aides, laisse émerger l'idée d'une corruption ambiante. En effet, ce discours est une manière de la dénoncer mais cela met au jour un grand absent : la justice. Il semblerait que toutes ces irrégularités aient lieu et perdurent dans la plus grande impunité.

c- *La Jornada*

Ce journal construit la même image que les deux autres journaux, celle de l'injustice et des irrégularités face aux aides administrées ; cependant, son point de vue est proche de celui de *Cuarto Poder* : « Les abus, les tentatives pour accaparer les vivres et la distribution inégale des denrées s'aggravent de jour en jour »[66] ; « L'aide a

62 Cf. Partie III, Chapitre 3 : Les problèmes de société, P.370

63 ESPINOSA Néstor, « Demandan vigilar entrega de ayuda humanitaria », *El Heraldo de Chiapas*, 13 octobre 2005.

64 « los funcionarios menores », ESPINOSA Néstor, « Demandan vigilar entrega de ayuda humanitaria », *El Heraldo de Chiapas*, 13 octobre 2005.

65 « hay quienes afirman que no les ha llegado nada o que no han comido alimentos, pero eso es falso […] », LOPEZ Isaí, « Continúan incomunicados municipios », *El Heraldo de Chiapas*, 13 octobre 2005.

66 « Los abusos, los intentos de acaparar víveres y la distribución inequitativa de las despensas se

été accaparée par des personnes non sinistrées. C'est un grand mensonge de dire qu'ils nous envoient de l'aide tous les trois jours »[67].

La Jornada relate également les vols commis de nuit dans les centres d'hébergement par « Les responsables de ces refuges »[68]. Ce sont les organisations non gouvernementales qui évoquent le manque de contrôle dans la gestion des fonds et des denrées, mais elles ne parlent pas directement de corruption : « Au Chiapas, la pagaille continue dans la gestion de centaines de tonnes de vivres et des millions de pesos en donation »[69]. Offrir la parole à ces intervenants extérieurs permet de donner du poids à ces « rumeurs ».

En tant que porte-parole du mouvement zapatiste, ce journal fait également témoigner les sinistrés de l'EZLN*:

> Le gouvernement corrompu ne donne même pas d'aides à ses partisans […] Si les militants zapatistes avaient de quoi donner, nous donnerions tout aux gens, qu'ils appartiennent ou non à notre lutte[70].

Ce témoignage fait écho à l'aide partisane, nous aborderons cette question dans notre prochaine section.Un article du 28 octobre 2005[71] à travers le ministère des Affaires Etrangères (SRE*) met également en garde les sinistrés sur une escroquerie qui sévit : des gens demanderaient de l'argent aux sinistrés contre l'envoi de denrées et de médicaments.

Dans cette information, le mécontentement de la population est récurrent car l'aide ne reviendrait pas aux bonnes personnes : les véritables sinistrés. De plus, les fonctionnaires et des groupes de personnes se faisant passer pour des membres du gouvernement la détourneraient.

---

agravan al pasar los días », VILLALBA SANCHEZ Rodolfo, MARISCAL A., « Concentrarán suministro aéreo en las comunidades de la sierra chiapaneca », *La Jornada*, 12 octobre 2005.

67 « La ayuda ha sido acaparada por personas que no resultaron damnificadas. Es una gran mentira que nos están ayudando cada tres días », HENRIQUEZ Elio, « El gobierno, “aunque no quiera, es nuestro papa” », *La Jornada*, 21 octobre 2005.

68 « los encargados de los refugios », VILLALBA SANCHEZ Rodolfo, « Hambre, miedo y rapiña ya rondan por Huixtla », *La Jornada*, 20 octobre 2005.

69 « En Chiapas continúa el descontrol en el manejo de cientos de toneladas de víveres y millones de pesos en donaciones », MARISCAL A., VILLALBA SANCHEZ Rodolfo, « Desorden e intereses políticos obstruyen la ayuda para los afectados en Chiapas », *La Jornada*, 21 octobre 2005.

70 « El gobierno corrupto, ni a su propia gente le ofrece nada […] Si los militantes zapatistas tuviéramos se lo dábamos todo a la gente, pertenecieran o no a nuestra lucha », BELLINGHAUSEN H. MUÑOZ G., « Nada esperamos del gobierno, ni antes ni después del huracán, afirman zapatistas », *La Jornada*, 25 octobre 2005.

71 ANONYME, « Alerta SRE sobre estafa que toma como pretexto a Wilma y Stan », *La Jornada*, 28 octobre 2005.

Voici donc l'atmosphère qui a été créée au sujet du « ravitaillement » pour faire face à la pénurie et à la faim. La corruption existe et pourtant, aucun article ne traite de ces affaires sur la durée ni ne fait allusion aux mesures judiciaires qui sanctionnent ces irrégularités. Par conséquent, d'un point de vue journalistique, ces informations s'apparentent davantage à des rumeurs. Cette idée pourrait être corroborée par le manque d'enquête. Cependant, il est essentiel de préciser que l'impunité et la répression, au Mexique, sont de véritables fléaux. Enquêter sur ces affaires, comme nous le verrons[72], signifie pour le journaliste une mise en danger de sa personne. L'autocensure n'est donc pas un facteur négligeable. C'est pourquoi l'aspect de rumeurs que prennent certaines informations et que nous avons fait ressortir grâce à cette analyse est à nuancer et à replacer dans son contexte politique.

2. Les irrégularités sur les fonds en 2006

Cuarto Poder est le seul journal, un an après la catastrophe, à avoir publié des articles d'opinion sur Stan. Nous allons étudier la question de la corruption et des irrégularités quant aux fonds destinés à la reconstruction des maisons. Amet Samayoa dans sa rubrique « *Tarot Político* » se moque du discours du gouvernement sur la reconstruction. Tandis que Pablo Salazar Mendiguchía parle d'harmonie, de transparence et de professionnalisme entre les trois niveaux de gouvernement, le journaliste ironise :

> Quelle harmonie ? Si les présumées altération et manipulation des plafonds financiers lors de la construction des logements ont mis en évidence la controverse et la polémique entre le ministère du Développement social (SEDESOL*) et le gouvernement de l'État ? [73]

Dans cet article, le journaliste accuse le gouvernement d'avoir détourné des fonds qui devaient servir à la reconstruction des maisons pour les sinistrés.

Le 9 octobre 2006, Roberto Domínguez Cortés spécule et pense que les fraudes de Pablo Salazar Mendiguchía vont bientôt être mises au jour : « Ils ne vont pas

72 Cf. Partie III, Chapitre 3 : Les problèmes de société, P.365-401

73 « Cuál armonía si prevalece la controversia y polémica entre la Secretaría de Desarrollo social y el gobierno del estado, por la presunta alteración y manipulación de los techos financieros ejecutados en la construcción de viviendas ? », SAMAYOA Amet, « Tarot Político », *Cuarto Poder*, 5 octobre 2006.

tarder à lui trouver des détournements de fonds qui auraient dû être destinés à la reconstruction »[74], affirmant ainsi la corruption du gouverneur. « La corruption et la lenteur des travaux de la reconstruction »[75] sont également dénoncées par Ángel Mario Ksheratto.

Carlos Z. Cadena, dans un article du 12 octobre 2006, décrit le gouvernement de l'État du Chiapas comme « la pourriture des mafias »[76] avec des propos très acerbes. Selon lui, la corruption a atteint un niveau inimaginable. Cependant, il présente au contraire le gouvernement fédéral comme le « père » : celui qui doit connaître cette réalité.

Non seulement le gouvernement de Pablo Salazar Mendiguchía est suspecté de détournements de fonds mais également d'autres institutions comme l'Institut National du Logement (INVI*) présidé par Socorro Domínguez et le Fond National d'Habitation Populaire (FONHAPO*) présidé par Carlos de Montemayor : « Ils ont fait un concubinage de protectionnisme, qui devrait être source d'enquête de la part du gouvernement fédéral du président Fox »[77]. Le gouvernement fédéral n'est donc pas accusé dans cette affaire. Avec ironie, ce même journaliste se moque de Carlos Montemayor qui s'attache, selon lui, à donner des interviews avec des listes de chiffres ou à accuser le gouvernement fédéral alors même que les travaux de la reconstruction sont moindres. Il sous entend qu'il a beau donner des listes de chiffres aux médias, les faits ne peuvent pas trahir. Dans un autre article du 10 octobre 2006[78], il continue d'être suspicieux et accuse l'INVI* et le gouvernement du Chiapas de ne pas avoir de doute sur la gestion de l'argent public.

Enfin, des irrégularités portent sur la reconstruction des maisons : certaines n'ont pas été remises, et d'autres ont été construites dans des zones inondables ou manquent de services essentiels comme le drainage pour l'eau ou l'éclairage. Nous aborderons ce point des services et du délai non respecté dans notre partie sur la reconstruction[79].

---

74 « No tardarán en encontrarle los desvíos que debieron destinarse a la reconstrucción », DOMINGUEZ CORTES Roberto, « Hojas Libres », *Cuarto Poder*, 9 octobre 2006.

75 « la corrupción y la lentitud de los avances de la reconstrucción », KSHERATTO Angel Mario, « Fichero político », *Cuarto Poder*, 7 octobre 2006.

76 « podredumbre de mafias », CADENA Z. Carlos, « Comentario Zeta », *Cuarto Poder*, 12 octobre 2006.

77 « han hecho un amasiato de proteccionismo, que debería de ser investigado por el mismo gobierno federal del presidente Fox », CADENA Z. Carlos, « Comentario Zeta », *Cuarto Poder*, 5 octobre 2006.

78 CADENA Z. Carlos, « Comentario Zeta », *Cuarto Poder*, 10 octobre 2006.

79 Partie III, Chapitre 1 : Mise en place du plan, P.293

Nous avons donc évoqué différents types d'irrégularités, celle de la police d'assurance nous semble également intéressante à prendre en compte dans notre analyse car elle met en exergue les failles d'un système désorganisé révélant un grand manque de projection dans le temps.

3. Assurances

La question de l'assurance des maisons, des biens matériels personnels ou publics, des personnes, des écoles et hôpitaux n'a été que très peu abordée dans les journaux de notre corpus. *Cuarto Poder* s'intéresse plus particulièrement aux assurances des maisons et à la problématique administrative, mais seulement à deux reprises. *Crónica de Hoy* n'en parle qu'une seule fois en reprenant le discours de Vicente Fox Quesada qui souhaite encourager la société à prendre des contrats d'assurance et ce, dans le cadre de la politique de prévention. *La Jornada* et *El Heraldo de Chiapas* s'attachent de leur côté à montrer les avantages d'avoir des immeubles assurés : les écoles et les centres de santé étaient assurés et pourront donc être reconstruits dans de plus brefs délais. Cependant, dans deux articles d'opinion, *El Heraldo de Chiapas* traite également du problème des agences qui ont mis la clé sous la porte après le désastre. Certains sinistrés du quartier *Primavera* de Tapachula ont été victimes de ces irrégularités.

a- Le quartier *Primavera* et l'assurance des maisons

Lors de notre séjour à Tapachula, nous avons recueilli les propos des sinistrés du quartier *Primavera*[80]. Ce quartier se trouvait sur les rives du fleuve Coatán. Leurs maisons ont été emportées par le courant. Ce quartier se distingue des autres car il n'était pas « irrégulier ». Le gouvernement de l'État avait vendu cette zone à un constructeur pour qu'il y bâtisse un lotissement. Or, il s'avère que ce terrain était une zone à risque. Cependant, les personnes ayant fait construire leur maison à crédit dans

80 SINISTRES DE LA PRIMAVERA, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Décembre 2005 et février 2007, Communication personnelle.

cette zone ne le savaient pas. Le gouvernement de l'État du Chiapas a toujours déclaré que les maisons qui avaient été emportées par le fleuve, avaient été construites sur des terrains conquis illégalement. Cela déresponsabilisait ainsi les autorités. Or, l'histoire du quartier *Primavera* prouve le contraire.

Les sinistrés de ce quartier (134 au total) avaient acheté leurs maisons à crédit à l'« Hypothécaire Nationale » (*Hipotecaria Nacional*[81]) pour l'équivalent de 280 000 pesos[82]. Après le désastre, lorsqu'ils ont voulu s'adresser à leur banque afin d'arrêter le crédit, l'« Hypothécaire Nationale » avait fermé son bureau local. Les sinistrés se sont donc retrouvés sans interlocuteurs. Au début, le gouvernement du Chiapas, selon le témoignage des habitants de ce quartier, ne les a pas pris en considération comme « sinistrés ». Ils ont dû se battre pour être reconnus comme tels afin de bénéficier d'un programme spécial.

En février 2007, lors de notre retour à Tapachula, nous avons pu de nouveau les interviewer. Un an et demi après la catastrophe, ils n'avaient toujours pas été dédommagés. Selon leurs dires, pendant l'été 2006 le gouvernement fédéral avait envoyé à l'INVI* du gouvernement du Chiapas des bons d'une valeur de 117 500 pesos[83] (à travers la FONHAPO*) pour cent deux personnes afin qu'elles puissent racheter une maison à crédit. Cependant, cet argent aurait été détourné : cette version concorde avec les informations contenues dans nos articles de 2006 qui évoquaient une fraude de l'INVI et de la FONHAPO. Les sinistrés de ce quartier ont dû se battre pour que le gouvernement fédéral leur verse de nouveau la somme due. En février 2007, ils étaient finalement dédommagés mais, à notre connaissance, il n'y a pas eu d'enquête sur le détournement de ces fonds.

Très peu de maisons emportées par le fleuve étaient assurées : un seul article dans *Cuarto Poder* traite de cette question et explique que les personnes possédant un crédit avec l'Institut du Fonds National du Logement pour les Travailleurs (INFONAVIT*) pourront être dédommagées grâce à leur assurance. Le sous-directeur de cette institution Juan Carlos Rosas Munguía en expose les conditions :

> Il est nécessaire que le créditeur soit à jour dans ses paiements et qu'il puisse présenter une déclaration témoignant des dommages que sa

81 Société financière pour crédits d'hypothèques.
82 15 262 euros
83 6 404 euros

> maison a subis, remplir le formulaire numéro 1 pour fournir des données personnelles.[84]

Il stipule également que cette assurance ne couvrira pas les dommages des maisons dont le crédit n'a pas été liquidé et qu'elle ne prend pas en compte les meubles ni l'électroménager. Cent quatre personnes, selon cet article, auraient sollicité cette assurance. Ce chiffre est dérisoire, vu le nombre de sinistrés ayant tout perdu. Ce peut être une explication du désintérêt des journaux quant au problème des assurances. En effet, l'information générale de la presse s'intéresse à ce qui peut toucher le plus grand nombre : or, concernant ce problème, seules 104 personnes en auraient bénéficié, une minorité. *Cuarto Poder* y fait allusion dans un article du 14 octobre 2005 de manière succincte :

> Des centaines d'usagers de services financiers et d'assurances pourraient avoir des difficultés à prouver l'état de leurs paiements et de leurs biens, car l'eau a emporté leurs papiers, assure Octavio Farias Gómez, délégué de la CONDUSEF* au Chiapas.[85]

b- Le manque d'assurance

L'une des grandes différences entre l'État de Quintana Roo et l'État du Chiapas est que le premier a pu récupérer rapidement la majorité de son infrastructure endommagée et de ses établissements affectés par l'ouragan Wilma grâce aux assurances[86]. Les hôtels en ont même profité pour se moderniser. Pour l'État du Chiapas, les données sont différentes. Comme le précise le rapport de la CENAPRED, les infrastructures d'assainissement ainsi que de conduction et de distribution ne sont pas assurées : « compte tenu du fait que la législation en vigueur dans l'État n'oblige pas à le faire »[87]. C'est ce que nous avions déjà relevé lors de notre partie sur le FONDEN[88].

---

84 « es necesario que el acreditado esté al corriente con sus pagos y así poder presentar la declaración de que su vivienda ha sufrido daños, llenar el formato número 1 para proporcionar datos personales », CUNJAMA Beatriz, « Será válido seguro contra daño, dicen », *Cuarto Poder*, 19 octobre 2005.

85 « cientos de usuarios de servicios financieros y aseguradoras podrían presentar dificultades para comprobar sus cuentas y pertenencias, debido a que el agua arrasó con documentación, aseguró Octavio Farias Gómez, delegado de la Condusef en Chiapas », FUSTER Roberto, « Condusef apoyará a los damnificados », *Cuarto Poder*, 14 octobre 2005.

86 *Características e impacto socioeconómico de los huracanes "Stan" y "Wilma" en la república Mexicana en el 2005* [Texte imprimé], México : CENAPRED et CEPAL, 2006, 320 p., P.12

87 « dado que la legislación vigente en el estado no contempla la obligatoriedad para hacerlo », *Características e impacto socioeconómico de los huracanes "Stan" y "Wilma" en la república Mexicana en el 2005* [Texte imprimé], México : CENAPRED et CEPAL, 2006, 320 p., P.195

De la même manière, ce rapport fait remarquer que :

> La majorité des micro entreprises n'ont aucun type d'assurances, soit à cause du coût des primes[89] soit par méconnaissance des avantages du fait d'être assuré, soit à cause des difficultés à accéder aux localités où se trouvent installées ces assurances.[90]

L'absence d'assurance est donc l'un des problèmes majeurs qui n'a pas facilité la reconstruction. Sans compter toutes ces agences qui, après le désastre, n'ont plus donné signe de vie.

Un article de *El Heraldo de Chiapas,* intitulé « Ils devront faire face à des difficultés pour exiger le respect du contrat »[91] est une enquête menée par le journal sur ces compagnies d'assurance. Selon cet article, le problème vient de l'absence d'agences de ces assurances au Chiapas. Le journaliste s'est sont donc mis à la place d'un sinistré et a essayé d'appeler la Centrale d'assurance de la Commission Nationale pour la Protection et Défense des Usagers des Services Financiers (CONDUSEF*) à Mexico. Il énonce les problèmes pour être mis en relation et les différentes formalités pour être dédommagé de la perte de sa voiture : « La situation se complique quand au moment de chercher l'adresse et les téléphones de compagnies, ou ce sont des numéros erronés ou ils n'existent pas »[92]. Cette préoccupation est également exprimée par la CONDUSEF dans un article du 18 octobre 2005 :

> La CONDUSEF s'inquiète du fait que, en rapport avec les dommages causés par Stan, les assurances automobiles essaient d'échapper à leurs obligations et responsabilités et prétendent ne pas honorer les contrats des assurés qui ont tout perdu dans le sinistre, même leur police d'assurance.[93]

---

88 Cf. Partie I, Chapitre 3 : Les dommages, P.133

89 Cf. Glossaire, P.474

90 « La mayoría de las empresas micro no cuentan con seguros de ningún tipo, tanto por el costo de las primas con relación a la rentabilidad como por desconocimiento de las ventajas del aseguramiento como por las dificultades para acceder a ellos en las localidades en que se encuentran instalados estos negocios », *Características e impacto socioeconómico de los huracanes "Stan" y "Wilma" en la república Mexicana en el 2005* [Texte imprimé], México : CENAPRED et CEPAL, 2006, 320 p., P.226

91 ESPINOSA Néstor, « Enfrentarán apuros al exigir cumplimiento de contrato », *El Heraldo de Chiapas*, 20 octobre 2005. [CD-ROM].

92 « La situación se complica cuando a la hora de rastrear los domicilios y teléfonos de las compañías, o están equivocados o no existen », ESPINOSA Nestor, *El Heraldo de Chiapas*, 20 octobre 2005.

93 « Preocupa la Condusef que a partir de los daños causados por "Stan" las aseguradoras de automóviles pretendan evadir sus obligaciones y responsabilidades y pretendan no cumplir con los contratos contraídos con usuarios que perdieron todo en el siniestro, incluso hasta sus polizas de seguro », ESPINOSA Nestor, « Trato especial de asegurados de autos para damnificados, piden », *El Heraldo*

Le délégué de la CONDUSEF revient sur ce problème de papiers emportés par le fleuve auxquels les sinistrés peuvent être confrontés mais aussi sur les compagnies d'assurance qui ne sont plus là quand on en a besoin, ce que relate le journaliste :

> Il évoque [Le délégué de la CONDUSEF] la prolifération des vendeurs et agents de compagnie d'assurances qui ne représentent pas l'institution ; c'est là, quand les usagers veulent faire des réclamations à la compagnie, qu'ils se rendent compte qu'ils ont été escroqués.[94]

Ce qui peut sembler étrange, c'est que ce journal ne traite que des problèmes d'assurance de voiture et non pas des habitations. Il évoque une seule fois le fait que les gens n'ont pas d'assurance vie ; par conséquent, les personnes décédées ne laissent pas d'argent à leur famille.

Au contraire, le cas des écoles et des hôpitaux est, comme nous allons le voir, le paradigme du bénéfice de l'assurance et l'information est largement diffusée dans *El Heraldo de Chiapas* et *La Jornada.*

c- Les écoles et les hôpitaux

Non seulement des maisons, mais aussi des écoles et des structures médicales (comme l'Hôpital de l'IMSS*) ont été endommagées : « Une grande partie de ces écoles se trouvaient dans des zones à risques »[95]. 111 écoles auraient été complètement détruites. Ces structures scolaires bénéficiaient d'une assurance, voilà pourquoi elles ont pu être reconstruites rapidement. Le seul problème auquel elles ont dû faire face est celui de l'organisation du territoire : les municipalités n'avaient pas de réserves territoriales, c'est à dire d'endroit où pouvoir les reconstruire.

El Heraldo de Chiapas et *La Jornada* retracent, en particulier, cet aspect positif des assurances sur la reconstruction. En effet, *La Jornada*, dans un article du 17

---

de Chiapas, 18 octobre 2005.

94 « Recordó la proliferación de vendedores y agentes de seguros que no representan a la institución, es ahí cuando los usuarios buscan reclamar que no encuentran la compañía, que fueron estafados », ESPINOSA Nestor, « Trato especial de asegurados de autos para damnificados, piden », *El Heraldo de Chiapas*, 18 octobre 2005.

95 « Gran parte de las escuelas se encontraban en zona de riesgo », *Características e impacto socioeconómico de los huracanes "Stan" y "Wilma" en la república Mexicana en el 2005* [Texte imprimé], México : CENAPRED et CEPAL, 2006, 320 p., P.188.

octobre 2005[96], reprend le discours de José María Fraustro Siller du ministère de l'Éducation Nationale (SEP*) : la reconstruction et la réhabilitation de l'infrastructure scolaire sont garanties dans la mesure où ces établissements possèdent une assurance. Un article qui sortira le lendemain[97] rend compte d'une grande différence entre les établissements scolaires appartenant au gouvernement fédéral, qui étaient assurés et ceux qui appartenaient à l'État du Chiapas, qui ne bénéficiaient pas de cette protection. Voilà pourquoi une somme équivalent à environ 200 millions de pesos[98] serait nécessaire pour les réhabiliter. Cette information met en exergue la différence de politique de prévention entre la Fédération et l'État du Chiapas. Nous comprenons mieux le discours du président de la République.

Vicente Fox Quesada va insister sur la nécessité de prendre une assurance, ce que relate un article du 19 octobre 2005 de *La Jornada* : « Il a proposé l'achat d'assurance comme une part de la politique de prévention contre les désastres naturels »[99]. Dans un article du 19 octobre 2005[100], *Crónica de Hoy* revient sur ce discours du président de la République, où il dit souhaiter faire rentrer le Mexique dans une culture d'assurance pour que les biens endommagés soient rétablis ou dédommagés via ces compagnies. Le président parle à plusieurs reprises de « co-responsabilité ». *La Jornada* rapporte le discours lors duquel il prend comme exemple les écoles du ministère de l'Éducation Nationale et les maisons financées par l'Institut du Fonds National du Logement pour les Travailleurs (INFONAVIT*), le Fonds du logement de l'Institut de Sécurité et des Services Sociaux des Travailleurs de l'État (FOVISSSTE*) et le Fonds National de Logements Sociaux (FONHAPO*) qui ont des assurances, ce qui leur permet de récupérer leurs investissements en cas de sinistre.

El Heraldo de Chiapas fait témoigner le sous-secrétaire du ministère de l'Éducation du gouvernement fédéral, Manuel Miranda Rodas, qui tient des propos contredisant la version de *La Jornada* : « La reconstruction des écoles détruites ou affectées est assurée, étant donné que les établissements de l'État et de la fédération sont

96 MUÑOZ E. A., AVILES K., MENDEZ A. *et al*., « Ningún estado afectado por Stan tiene capacidad para endeudarse : expertos », *La Jornada*, 17 octobre 2005.

97 MARISCAL Angeles, « Costará 200 millones reparar escuelas y centros de salud », *Cuarto Poder*, 20 octobre 2005.

98 10,9 millions d'euros

99 « Propuso la compra de seguros como parte de la política de prevención contra desastres naturales », ROMAN, José A., « No habrá ayuda de gorra : Fox », *La Jornada*, 19 octobre 2005.

100 VIAYRA RAMIREZ Mariana, « Damnificados por Stan se repondrán, pero "no de gorra" ; habrá corresponsabilidad : Fox en Oaxaca », *Crónica de Hoy*, 19 octobre 2005.

assurés par la SEP »[101]. Ce discours est confirmé par celui de Vicente Fox Quesada, rapporté dans un article du 14 octobre 2005[102] : « Il y a une grande quantité de biens assurés comme c'est le cas des écoles, des logements sociaux, qui ont toujours été assurés par INFONAVIT*, FONAHAPO*, FOVISSSTE* ». C'est aussi ce dont témoigne un article du 25 octobre 2005[103] de la même journaliste : le ministère de l'Éducation (SEP*) assure les écoles primaires. Toutes les écoles, qu'elles soient fédérales ou de l'État, sont assurées.

Par conséquent dans les deux cas nous constatons une désinformation ou un manque d'information à ce sujet. Le problème des assurances, très complexe, ne semble pas avoir réellement préoccupé la presse. Celle-ci, en effet, n'a mené aucune grande investigation alors qu'assurer les biens serait essentiel dans une politique de prévention et permettrait de ne pas attendre une catastrophe pour le faire, comme l'établissent les règles du FONDEN.

Carlos Llanes Burón, dans son article « Les désastres ne seront jamais naturels », pense que les compagnies d'assurance peuvent jouer un rôle important dans la gestion du risque et notamment pour la création de fonds visant à répondre aux grandes demandes financières lors de l'étape de la reconstruction, il ajoute :

> Dans certains pays, l'assurance s'utilise seulement pour répondre à l'étape de reconstruction et de récupération et ils ignorent le rôle important qu'elle peut jouer dans la promotion d'études complètes de Risque qui conduisent à la définition des plans de mesures de prévention et de mitigation de désastre.[104]

Comme nous avons pu le constater, la presse est truffée d'affaires de corruption, spéculatives ou non, d'affaires d'irrégularités mais aussi d'informations évoquant une certaine politisation de l'événement Stan. En effet, l'idée de zèle politique à des fins

---

101 « la reconstrucción de las escuelas destruidas o con afectaciones está garantizado, educativos del estado y federalizados cuentan con un seguro de parte de la SEP », DE LOS SANTOS Sandra, « Toda vez que los centros Más de 700 escuelas con daños por las lluvias », *El Heraldo de Chiapas*, 11 octobre 2005.

102 « hay buena cantidad de bienes asegurados como es el caso de todas las escuelas, de la vivienda social, la cual siempre está asegurada, el Infonavit, Fonhapo, Fovissste », MONROY Manuel, « Regaña el presidente Fox a gobernadores por no prever la tragedia de "Stan" », *El Heraldo de Chiapas*, 14 octobre 2005.

103 DE LOS SANTOS Sandra, « Hay recursos federales para atender escuelas dañadas por "Stan" », *El Heraldo de Chiapas*, 25 octobre 2005.

104 LLANES BURON Carlos, « Los desastres nunca serán naturales », *Boletín del Instituto de la Vivienda* [En ligne], Mai 2003, vol.18, n°047, [réf. du 18 août 2009], p. 41-53, P.49, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=25804705

électorales est très présente dans l'information.

SECTION C- PROFIT POLITIQUE

1. Fins partisanes

a- *Cuarto Poder*

L'utilisation politique du désastre à des fins électorales revient tant dans les articles d'opinion que dans les articles d'information générale. Le journaliste Pepe Figueroa[105] reproche à certains hommes politiques d'utiliser cette catastrophe pour servir leur image. Rubén Velázquez, secrétaire du gouvernement du Chiapas est ainsi perçu : « Ils lui ont donné l'opportunité de jouer "Le Sauveur" »[106]. Les hommes politiques en général, dont Vicente Fox Quesada et Rubén Velázquez qui se retrouvent à nouveau dans la ligne de mire du journaliste : « Ils font une campagne de la tragédie en disant que tout est sous contrôle »[107], se serviraient du désastre. Le fait de vanter leurs actions serait aussi une manière de se mettre en avant : « Le président Fox nous a envoyé sa solidarité »[108].

En effet, ces hommes politiques cultivent leur image grâce à la lumière faite sur leurs actions. Et on leur reproche d'apporter de l'aide de manière intéressée, dans le but de récupérer des électeurs. Amet Samayoa, dans un article du 20 octobre 2005[109], dénonce la répartition de l'aide pour les sinistrés à des fins partisanes : elle a lieu chez Carlos Martínez Martínez à Huixtla, membre du PAN*.

Dans les articles d'octobre 2006, le journaliste Roberto Domínguez Cortés sous-entend que le détournement des fonds pour la reconstruction dont est accusé Pablo Salazar Mendiguchía a servi à la campagne électorale de deux candidats : « Il n'est pas impossible qu'apparaisse de l'argent détourné dans la campagne de Juan

105 DE LOS SANTOS Sandra, « Café Avenida », *Cuarto Poder*, 6 octobre 2005.
106 « le dieron oportunidad hacerla de "El Salvador" », DE LOS SANTOS Sandra, « Café Avenida », *Cuarto Poder*, 6 octobre 2005.
107 « Hacen campaña con la tragedia en decir que todo está bajo control », DE LOS SANTOS Sandra, « Café Avenida », *Cuarto Poder*, 6 octobre 2005.
108 « El presidente Fox nos envió su solidaridad », DE LOS SANTOS Sandra, « Café Avenida », *Cuarto Poder*, 6 octobre 2005.
109 SAMAYOA Amet, « Tarot Político », *Cuarto Poder*, 20 octobre 2005.

Sabines Guerrero[110] et Andrés Manuel López Obrador[111] »[112]. Juan Sabines Guerrero (coalition *Por el Bien de Todos*) l'était en 2006 pour les élections de l'État du Chiapas et d'Andrés Manuel López Obrador (PRD*) était candidat pour les élections présidentielles du Mexique. Ce dernier est de nouveau suspecté de vouloir profiter de cette tragédie par un membre du PRI* dans un article du 15 octobre 2006[113].

Carlos Z. Cadena, le 12 octobre 2006, dénonce également les irrégularités politiques. En effet, il accuse les maires de l'État du Chiapas d'être complices du gouvernement car ils n'informeraient plus sur l'état de la reconstruction. Selon lui, le gouvernement de l'État aurait offert aux maires une année de mandat supplémentaire s'ils jouaient la carte du mutisme : « En échange du silence sur la reconstruction et les travaux électoraux, ils leur octroient une année en plus à la présidence municipale »[114].

Dans les articles d'informations générales, un des messages récurrents est de ne pas faire de clientélisme avec la répartition de l'aide et de ne pas politiser la catastrophe. Dans *Cuarto Poder,* tous les partis politiques s'expriment à ce sujet : PRI*, PRD*, PAN*, PVEM*, ainsi que le président de la République et certains représentants d'institutions comme la SEDESOL* ou la CANACINTRA*. Des membres du PRD soulignent : « Il est important que les acteurs politiques et institutions des partis politiques ne mélangent pas la politique à l'aide pour les sinistrés chiapanèques »[115]. Plácido Morales Vázquez (PRD*) tient le même discours. Celui-ci est rapporté dans *Cuarto Poder* : « Face à ce malheur, ce n'est pas l'heure du "protagonisme" : il a vu plusieurs politiques prospérer avec la tragédie »[116]. Morales Vázquez se place en porte-parole de ce message et sa parole est ainsi rapportée : « Il a demandé qu'on ne se mette pas sur le devant de la scène, à ce qu'il n'y ait pas de conventionnalismes ou d'intérêts

110 Cf. Biographie, P.470
111 Cf. Biographie, P.470
112 « No se descarta que aparezca dinero desviado a la campaña de Juan Sabines y Andrés Manuel Obrador », DOMINGUEZ CORTES Roberto, « Hojas libres », *Cuarto Poder*, 9 octobre 2005.
113 MONDRAGON Ana Laura, « Que transparencia vigile al Ejecutivo », *Cuarto Poder*, 15 octobre 2005.
114 « Se intercambia silencio por la reconstrucción y trabajos electorales por un año más en la presidencia municipal », Z.CADENA Carlos, « Comentario Zeta », *Cuarto Poder*, 12 octobre 2006.
115 « La importancia de que los actores políticos e instituciones partidistas no mezclen la política con el apoyo que están otorgando a los damnificados chiapanecos », LEYVA Carolina, « Política y ayuda no deben mezclarse », *Cuarto Poder*, 10 octobre 2005.
116 « Ahora ante la desgracia no es época de protagonismo y es que comentó que ha visto a varios políticos medrando con la tragedia », LEYVA Carolina, « Deben normar dinero », *Cuarto Poder*, 11 octobre 2005.

politiques »[117]. Víctor Manuel Méndez Sarmiento[118] (PAN*) demande aussi aux acteurs politiques de ne pas politiser la catastrophe. Tout comme Manuel Velásco Cuello (PVEM) qui indique : « Ce n'est pas normal de politiser le malheur subi par les régions du sud-est du pays »[119].

Un article du 14 octobre 2006 intitulé « Chiapas utilisé comme "plateforme" »[120] dénonce le fait que les municipalités de Motozintla sont utilisées comme scènes politiques ; les hélicoptères passent, leurs passagers viennent y prendre des photos, puis ils repartent. Ces hommes politiques n'aident en rien la population. Le sous-commandant de l'EZLN* Marcos déclare que les zones de désastre ont été transformées par les partis en « Butin électoral »[121]. Face aux polémiques, le chef de l'État réagit lui aussi : « Il [le président Vicente Fox Quesada] a demandé à ce qu'on évite de donner une teinte partisane à l'aide solidaire »[122]. Le dirigeant de la CANACINTRA* Francisco Lazos Morales demande également à ce que la collecte dans les économats ne soit politisée par aucun parti politique : « Personne ne doit en tirer profit »[123].

Par conséquent, comme nous pouvons le constater, ces messages font allusion à d'éventuelles aides administrées aux couleurs de différents partis politiques et, paradoxalement, ce sont des hommes politiques qui font passer le message de non politisation. Finalement, ce sont eux qui commettent ces délits et ce sont eux également qui s'expriment à ce sujet. Le cercle de l'information semble plutôt fermé. Seulement à une reprise, *Cuarto Poder* inculpe directement une personne, Pablo Salazar Mendiguchía : « Salazar doit être jugé, car mentir face à la tragédie et politiser l'aide c'est aussi une forme de rapine »[124].

---

117 « Pidió que no haya protagonismos, convencionalismos o intereses políticos », VICTORIO Rafael, « Plácido prevé un estallido social », *Cuarto Poder*, 15 octobre 2005.

118 LEYVA Carolina, « Llaman a no politizar la desgracia por Stan », *Cuarto Poder*, 18 octobre 2005.

119 « No es válido el politizar la desgracia que sufren las entidades del sureste del pais », AGENCE, « Llama a sus homólogos a no politizar misión de la comisión », *Cuarto Poder*, 20 octobre 2005.

120 « Chiapas utilizado de plataforma », ORTIZ Heriberto, « Chiapas utilizado de "Plataforma" », *Cuarto Poder*, 14 octobre 2005.

121 « Botín électoral », HERRERA Carlos, « Solicita "Marco" auxilio », *Cuarto Poder*, 19 octobre 2005.

122 « Llamó a evitar que al apoyo solidario se le intente dar un tinte partidista », AGENCE, « Garantiza cumplir en reconstrucción », *Cuarto Poder*, 17 octobre 2005.

123 « Nadie debe sacar ventaja », GRANDA Sergio, « Pueden castigar a lucradores », *Cuarto Poder*, 17 octobre 2005.

124 « A Salazar se le debe enjuiciar, porque mentir ante la tragedia y politizar la ayuda es también una forma de rapiña », MdeR., « Rapiña de gobierno : diputado », *Cuarto Poder*, 28 octobre 2005.

b- *El Heraldo de Chiapas*

Les articles d'opinion de ce journal ne font que très peu allusion au profit politique. L'un de ces deux articles défend les autorités. Enrique García Cuellar démontre qu'il est impossible de « capitaliser » cette catastrophe car, selon lui :

> La gestion démocratique et le degré d'exigence dans le compte-rendu des transactions, auquel est soumis le gouvernement actuel, empêchent pratiquement n'importe quelle fraude.[125]

Tout au long du mois d'octobre 2005, dans la colonne « *Adoble Espacio* », ce journaliste ne cesse de défendre le gouvernement de l'État et ses autorités, mais non le gouvernement fédéral. Dans un article du 17 octobre 2005, il ironise non sans un certain cynisme sur Vicente Fox Quesada. Il fait croire que Manuel López Obrador aurait écrit le discours du Président de la République lors de son séjour en Espagne : ce discours « dramatique » permettrait au PAN*, selon lui, de rester au pouvoir six ans de plus. Cela est une manière d'attaquer indirectement le président de la République. De plus, dans un article du 18 octobre 2005, il fait également allusion aux partis politiques : « La tragédie chiapanèque a été d'une telle ampleur que tout peut être dit […] elle a permis de mettre au jour certaines ambitions opportunistes »[126]. Enrique García Cuellar est donc le seul journaliste à évoquer le détournement de l'événement à des fins d'ambition politique en accusant Vicente Fox Quesada et les partis politiques et en protégeant le gouvernement chiapanèque.

Tournons-nous à présent vers ce qui est abordé dans les articles d'information générale de *El Heraldo de Chiapas*. Dans cette perspective nous nous intéresserons surtout aux intervenants qui s'expriment à ce sujet. Le 5 octobre 2005, c'est le coordinateur du PRI qui énonce : « Quand il s'agit d'aider la société pour ces sinistres naturels, les couleurs des partis politiques ne doivent pas intercéder »[127]. Dans un article

125 « La gestión democrática y el grado de exigencia en la rendición de cuentas a que está sometido el actual gobierno estatal, impiden prácticamente cualquier desviación », GARCIA CUELLAR Enrique, « Adoble Espacio », *El Heraldo de Chiapas*, 6 octobre 2005.

126 « La tragedia chiapaneca fue tan grande que da para todo […] sirvió para revelar las ambiciones oportunistas », GARCIA CUELLAR Enrique, « Adoble Espacio », *El Heraldo de Chiapas*, 18 octobre 2005.

127 « cuando se trata de ayudar a la sociedad por estos siniestros naturales, no deben mediar los colores de partido », MATUS Laura, « Prevén recursos extraordinarios para damnificados por lluvias », *El Heraldo de Chiapas*, 5 octobre 2005.

du 6 octobre 2005 qui raconte la venue de Vicente Fox Quesada au Chiapas et qui s'intitule « Fox nous voulons à manger, pas que tu nous rendes visite »[128], le journaliste fait part du prosélytisme du gouvernement fédéral lors de la répartition de l'aide : « Le centre de réunion pour les sinistrés […] est très bien décoré avec des banderoles qui promeuvent le gouvernement »[129].

Dans ce journal, ce sont également et surtout les députés et sénateurs qui portent des messages de mise en garde envers l'utilisation politique de l'aide humanitaire et des fonds. Le sénateur Rutilio Escandón, par exemple, délivre un message aux accents moralisateurs à plusieurs reprises et demande de ne pas utiliser les fonds de la reconstruction à des fins partisanes « pour ne pas leur donner un usage de prosélytisme et qu'ils soient effectivement destinés aux sinistrés »[130]. Le député Sami David David (PRI*) se protège de ces attaques en proposant personnellement d'apporter une aide aux sinistrés mais « sans aucun désir de protagonisme »[131] selon lui. José Antonio Aguilar Bodegas (PRI) se solidarise également avec les sinistrés et ajoute : « Ce sont des moments de solidarité et non de confrontations politiques »[132]. *El Heraldo de Chiapas* relate également les propos des leaders du PAN et du PRD : « Ce n'est pas l'heure des luttes partisanes »[133]. Puis, ceux de l'organisation politique « Unis pour eux » (*Unidos por ellos*) dont le projet est d'« éviter que d'autres types d'intérêts n'aillent enrichir des politiques, entrepreneurs, commerçants voraces ou intermédiaires aux dépens de la douleur et du malheur humain »[134].

Pour résumer, nous pouvons dire que tous les intervenants politiques portent le même message visant à alerter l'opinion sur le détournement des aides à des fins

128 « Fox, queremos comida, no que nos visites », ESCAMILLA O., GONZALEZ R. « Fox, queremos comida, no que nos visites », *El Heraldo de Chiapas*, 6 octobre 2005.

129 « El centro de reunion para los damnificados […] se encuentra muy bien decorado con lonas alusivas a promocionales del gobierno », ESCAMILLA O., GONZALEZ R., « Fox, queremos comida, no que nos visites », *El Heraldo de Chiapas*, 6 octobre 2005.

130 « para que no se les dé un uso proselitista y se destinen efectivamente a los damnificados », ANONYME, « Recursos para regiones afectadas, pide Escandón », *El Heraldo de Chiapas*, 7 octobre 2005.

131 « sin ningún afán de protagonismo », ANONYME, « Ofrece diputado apoyo a damnificados », *El Heraldo de Chiapas*, 8 octobre 2005.

132 « Estos son momentos de solidaridad y no de confrontaciones políticas », ANONYME, « Bodegas se solidariza con víctimas de Stan », *El Heraldo de Chiapas*, 8 octobre 2005.

133 « no son tiempos para pugnas partidistas », GALLEGOS Pepe, « Solidaridad de tuxtlecos con damnificados », *El Heraldo de Chiapas*, 8 octobre 2005.

134 « evitar que otro tipo de intereses se vayan a enriquecer ya sean politicos, empresarios, comerciantes voraces o intermediarios a costa del dolor y la desgracia de la gente », ESPINOSA Nestor, « Advierten posible desvío de recursos hacia víctimas », *El Heraldo de Chiapas*, 11 octobre 2005.

politiques partisanes. Ces journaux privilégient la déclaration par rapport aux faits, à l'enquête. Encore une fois, comme pour la question de la « Prévention », ce sont les partis politiques, les autorités et les institutions qui sont mis en cause et qui sont suspectés de se servir de cette catastrophe à des fins de prosélytisme. Or, ce sont encore les mêmes acteurs politiques qui interviennent et dont le discours est repris. Les journaux semblent finalement assujettis à ces personnes, comme s'ils ne pouvaient interviewer d'autres personnalités ou les sinistrés dans leurs reportages. Cette relation entre les médias et les hommes politiques semble perverse puisque d'un côté les journaux se posent parfois en juges souhaitant que justice soit rendue mais que de l'autre côté, seul le point de vue des accusés est donné. Nous pouvons nous interroger sur ce qui fait vendre. Est-ce le contenu ou sont-ce les acteurs ? Nous avons l'impression que quoi que disent ou fassent ces intervenants, l'essentiel pour la presse est qu'ils soient dans l'information. Peut-on affirmer la même chose pour *La Jornada* et *Crónica de Hoy*?

c- La presse à diffusion nationale

La Jornada s'intéresse davantage aux discours du gouvernement fédéral. Il attaque Vicente Fox Quesada : « La scène de tragédie est tombée à point nommé »[135]. Luis Linares Zapata suggère de manière ironique qu'aller voir les gens pour les soutenir est un rôle qui correspond parfaitement au président et que, lors de ces venues au Chiapas, il revit sa campagne présidentielle. C'est une manière de montrer le caractère politique de ces voyages dans ces zones dévastées. Martha Sahagún, la femme de Vicente Fox Quesada, prend la parole pour répondre à la polémique sur l'aide répartie à des fins partisanes et appelle à : « la responsabilité et la conscience de tout un chacun, pour ne pas profiter des moments de douleur et de besoin de milliers de familles »[136]. Le 17 octobre 2005[137] Vicente Fox Quesada s'exprime enfin et demande de ne pas utiliser sa filiation politique ou religieuse dans la reconstruction des zones sinistrées.

Carlos Abascal, ministre de l'Intérieur, est de la même manière porteur d'un

135 « El escenario de desastre le vino de perlas », LINARES ZAPATA Luis, « Imaginación y poder », *La Jornada*, 12 octobre 2005.

136 « La responsabilidad y a la conciencia de cada quien, para no aprovechar los momentos de dolor y necesidad de miles de familias », TIMOTEO MORALES Andrés, « Ante silencio de Fox, Sahagún demanda no lucrar con el dolor », *La Jornada*, 10 octobre 2005.

137 ANONYME, « Dañó Stan 37 mil 500 viviendas en Chiapas », *La Jornada*, 17 octobre 2005.

message d'apaisement et de justice : « on ne peut pas profiter, on ne peut pas abuser de l'extrême nécessité de nos concitoyens »[138]. Dans un article du 13 octobre 2005, il jure devant « Dieu » qu'il n'a d'autre intérêt que celui la reconstruction[139]. Cet engagement pris face à la société civile sous le regard du jugement divin nous montre la position enfantine du gouvernement fédéral assujetti au jugement du père « Dieu ». Carlos Abascal légitime et donne du poids à son engagement en jouant avec les croyances mexicaines. De la sorte, il met au jour également la méfiance du peuple.

Un paragraphe d'un article du 8 octobre 2005 relate une conversation entre Vicente Fox Quesada et Pablo Salazar Mendiguchía. Ce dernier aurait dit au président de la République que beaucoup de sinistrés qui vivaient sur les rives du fleuve étaient de la clientèle électorale des partis locaux : « auxquels on avait permis de construire leurs maisons dans des zones à risque en échange de votes[140]». Nous sommes donc au coeur de chantages politiques reconnus par le gouvernement de l'État qui reporte ainsi la faute sur son prédécesseur.

La Jornada est le seul journal à rapporter les propos des sinistrés sur le profit politique de la situation :

> Divers groupes de citoyens ont signalé que les partis politiques utilisent les vivres et les autres ressources pour faire leur propagande en vue de l'élection de gouverneur, l'année prochaine.[141]

Des sinistrés zapatistes commentent : « Les leaders passent de maison en maison, proposent de la nourriture et demandent à ce qu'ils aillent la chercher à leur local. C'est bien connu »[142].

Le 25 octobre 2005, *La Jornada* reprend une information de manifestation

---

138 « no se puede medrar, no se puede abusar de la extrema necesidad de nuestro connacionales », ARANDA Jesús, « Confirman hoteleros de Veracruz que alojaron a cientos de afectados », *La Jornada*, 11 octobre 2005.

139 « No tengo absolutamente ningún interés político. Juro delante de Dios que no tengo otro interés que la reconstrucción », MARTINEZ Fabiola, « Destinará el gobierno federal 7 mil millones a reconstrucción », *La Jornada*, 13 octobre 2005.

140 « a los cuales se les permitió construir sus casas en las zonas de riesgo a cambio de votos. Esta es la otra basura que sale en estas circunstancias », ANONYME, « Ofrece Vicente Fox a estados recursos petroleros que ya estaban previstos », *La Jornada*, 8 octobre 2005.

141 « diversos grupos ciudadanos han señalado que los partidos políticos usan víveres y otros insumos para hacerse propaganda con miras a la elección de gobernador, el próximo año », T. MORALES Andrés, « Veracruz: en la colonia Santa Teresa Stan sepultó la mitad de 200 viviendas », *La Jornada*, 19 octobre 2005.

142 « Los líderes andan de casa en casa, ofrecen comida y piden que vayan a recogerla a su local. Eso es una mentada », BELLINGHAUSEN H. MUÑOZ G., « Nada esperamos del gobierno, ni antes, ni después del huracán, afirman zapatistas », *La Jornada*, 25 octobre 2005.

sociale dont le porte-parole est Carlos Tapia Ramírez[143] ; les sinistrés s'insurgent contre une manipulation politique : « Pablo Salazar Mendiguchía prétend profiter de la répartition de l'aide aux sinistrés dans le but de faire du secrétaire Rubén Velázquez le successeur du gouverneur de l'État »[144].

Dans un article du 21 octobre intitulé « Désordre et intérêts politiques obstruent l'aide pour les sinistrés au Chiapas »[145] l'organisation Catholique Caritas attribue cette situation de désordre au fait que : « le gouvernement fédéral et celui de l'État se bloquent mutuellement pour “capitaliser politiquement cette catastrophe” »[146]. Elle accuse, par conséquent, les deux gouvernements d'être de mèche et d'en profiter ensemble.

Comme nous avons pu le constater, *La Jornada* reprend le discours des représentants du gouvernement fédéral ; cependant, contrairement aux autres journaux, il donne aussi la place au point de vue des sinistrés et à d'autres intervenants. Cela est fait de manière brève, mais ces témoignages sont tout de même existants et importants puisqu'ils étayent les points de vue et donne un caractère moins fermé et plus social à l'information.

Crónica de Hoy, comme nous l'avons vu précédemment, n'a pas pris en considération la corruption et les irrégularités dans son information. En ce qui concerne le profit politique, il n'y a fait allusion qu'à trois reprises alors que les autres journaux ont une moyenne de trente à quarante unités. La première fois qu'il l'évoque, c'est le 7 octobre 2005, avec la création d'une commission spéciale pour surveiller les transactions dans le but de demander au ministère de l’Intérieur qu'il : « sanctionne l'usage à des fins partisanes des ressources du Fonds National de Désastres »[147]. Il fait également allusion aux hélicoptères qui sillonnent la zone pour faire du prosélytisme et non pour apporter de l'aide : « Il faut que les candidats à la présidentielle prêtent les

143 TAPIA RAMIREZ Carlos Enrique, *Stan. La tragedia pluvial en Chiapas : El desastre político* [Texte imprimé], Chiapas : Août 2007, 332p.

144 « Pablo Salazar Mendiguchía pretende aprovechar la entrega de despensas a los afectados en un afán de impulsar al secretario de Gobierno Rubén Velasquez, para sucederlo a la gubernatura », VILLALBA SANCHEZ Rodolfo, « Cierran la alcaldía de Tapachula a damnificados por el río Coatán », *La Jornada*, 25 octobre 2005.

145 MARISCAL A. et VILLALBA R., « Desorden e intereses políticos obstruyen la ayuda para los afectados en Chiapas », *La Jornada*, 21 octubre de 2005.

146 « el gobierno federal y estatal se bloquean entre sí “para capitalizar políticamente esta catástrofe”», MARISCAL A. et VILLALBA R., « Desorden e intereses políticos obstruyen la ayuda para los afectados en Chiapas », *La Jornada*, 21 octubre de 2005.

147 « sancione el uso partidista de los recursos del Fondo Nacional de Desastres », GARCIA Augusto, « Lluvias 72 horas más ; declaran emergencia en 241 municipios », *Crónica de Hoy*, 7 octobre 2005.

hélicoptères qu'ils utilisent pour faire du prosélytisme »[148]. Enfin, *Crónica de Hoy* juge sévèrement le comportement de Vicente Fox Quesada lorsqu'il est en voyage à l'extérieur du pays et fait allusion à sa visite en Espagne. Au lieu de se placer en représentant juridique et politique de la nation, dit-il, le président agirait en « Promoteur de son parti, le PAN »[149].

Par conséquent, ces trois unités évoquent surtout le profit politique du désastre de la part du gouvernement fédéral et des candidats à la présidentielle. Cependant, aucun discours de politique n'est repris et ce sont les journalistes qui portent un regard sur le sujet. Nous sommes donc dans l'autre extrême : un point de vue journalistique est apporté sans profondeur cependant, tandis que son pendant (la version officielle) n'est pas représenté.

Sur l'ensemble de nos journaux, la question du profit politique dans la gestion de l'aide a été largement diffusée ce qui témoigne de la « médiatisation de la politisation de l'aide ». Cependant, par rapport à l'information elle-même, nous sommes là encore dans des prédictions ; peu d'enquêtes sont menées, il y a peu d'exemples concrets. Cependant, les différentes interventions des hommes politiques à ce sujet nous montrent qu'ils sont conscients de l'existence de cette pratique. Tout comme la corruption, le profit politique fait partie d'une réalité présente dans les mentalités, dans les discours médiatiques et dans les faits eux-mêmes.

Profit des hommes politiques certes, mais profit également de certains leaders comme les présidents de quartiers qui ont été nommés pour représenter les sinistrés de leur quartier ; et ce, dans l'objectif de faciliter le travail de recensement et de collectes de données.

148 « Hace falta que los precandidatos presidenciales presten los helicópteros que usan para trasladarse de un estado a otro para hacer proselitismo », SANCHEZ A. José, « Galletas saladas, primer alimento en dos días en la sierra de Chiapas », *Crónica de Hoy*, 10 octobre 2005.

149 « Promotor de su partido, el PAN », FRANCO Luciano, « El PRI responde a críticas de Fox : lo acusa de violentar la ética política y asumir una actitud facciosa », *Crónica de Hoy*, 16 octobre 2005.

2. Les présidents de quartiers

Lors de notre séjour à Tapachula, nous avons pu constater qu'un des problèmes les plus polémiques en décembre 2005 était la corruption des présidents de quartiers. Ceux-ci étaient chargés d'établir des listes sur lesquelles figuraient les noms des sinistrés appartenant à leur quartier avant le désastre. Ces listes étaient ensuite remises aux institutions gouvernementales afin de prouver que la personne en question possédait bien une maison à cet endroit. Cependant, certains en ont profité pour faire du chantage aux sinistrés. Ils leur demandaient une participation financière afin d'ajouter leur nom sur la liste et pour qu'ils bénéficient du programme de reconstruction. D'autres se sont également servi de leur statut de président de quartier pour se rapprocher des institutions et des membres du gouvernement local ou bien des partis politiques afin de bénéficier en priorité des programmes mis en place pour la reconstruction, comme celui des « projets productifs » ou des denrées alimentaires.

Lorsque nous avons rendu visite au président du quartier *San Caralampio*[150], il mit en exergue son projet de menuiserie (plusieurs personnes travaillaient pour lui) qui avait abouti grâce au gouvernement. Au-dessus de la porte de son hangar donnant sur la rue, se trouvait une grande banderole représentant Juan Sabines : futur candidat au poste de gouverneur de l'État du Chiapas et actuel gouverneur du Chiapas depuis 2006. Cette banderole renseigne sur l'aide apportée par cette coalition de partis (*Por el bien de Todos*) en échange d'une promotion. Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

Certains présidents de quartiers se sont donc alliés avec des partis politiques ou coalitions afin d'apporter une aide directe à leurs sinistrés. Comme ces derniers leur en étaient reconnaissants, la contrepartie était de voter pour eux et de faire savoir que ce parti les avait soutenus. Cependant, c'est notre enquête sur le terrain qui nous a permis de mettre au jour ce problème avec les présidents de quartiers car les journaux n'en n'ont pas fait cas, ni en octobre 2005, ni en octobre 2006.

Nous avons également participé à une réunion organisée par « Force Démocratique » (*Fuerza Democrática*) qui selon ses membres n'est pas une coalition de partis politiques mais une association civile. Toutefois, l'homme qui finançait cette

150 PRESIDENT DE LA PRIMAVERA, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Décembre 2005, Communication personnelle.

« association » était l'ex-gouverneur du Chiapas, Roberto Albores Guillén du PRI*. Lors de la réunion, les membres de « Force Démocratique » s'adressèrent à leur auditoire (des personnes sinistrées) sur le ton et à la manière d'une campagne électorale. Des promesses ont été faites comme s'ils étaient au gouvernement et qu'ils avaient la possibilité d'intervenir. Visiblement les objectifs de cette réunion portaient davantage sur les futures élections. Les sinistrés à cette époque étaient des personnes vulnérables dont l'unique force résidait dans leur espoir. Par conséquent, chercher à les rallier à un parti politique en leur promettant de l'aide était une technique simple mais efficace. Le sous commandant Marcos parle des sinistrés comme des « victimes propices à l'aumône médiatique et instantanée »[151].

Pour conclure ce chapitre, nous pouvons dire que la presse a permis de mettre en lumière certaines affaires de corruption et d'irrégularités qu'il est nécessaire de dénoncer. Cependant, son procédé peut être remis en cause puisque ce sont les « suspects » qui exercent leur propre défense. Le cercle des intervenants est très restreint puisqu'il se résume à une dizaine ou quinzaine de personnes. Ces personnes sont-elles les mêmes que celles qui vont se présenter aux élections de 2006 ? Nous le verrons dans notre prochain chapitre[152]. Cette presse fait donc preuve d'un manque frappant de pluralité dans le choix des intervenants. Et ces choix semblent être orientés par les sources de financement du journal ainsi que, peut-être, par le contexte dans lequel les journalistes travaillent : peu de moyens financiers et peu de temps. Nous ne pouvons pas dire que la presse régionale ou à portée nationale a permis de résoudre des affaires de corruption. L'heure n'est pas à l'information mais aux prédictions et spéculations. Seul *La Jornada* se distingue légèrement de cette absence de pluralité en proposant un éventail un peu plus vaste d' intervenants.

Dans notre prochain chapitre, nous allons nous intéresser aux affaires, non plus de corruption, mais « Politiques » afin de connaître la place que les élections de 2006 ont pris dans la couverture médiatique de Stan mais surtout dans la gestion du désastre.

---

151 « víctimas propicias para la limosna mediática e instantánea », HERRERA Carlos, « Pide EZLN a gobierno no lucrar con el dolor », *Cuarto Poder*, 12 octobre 2005.

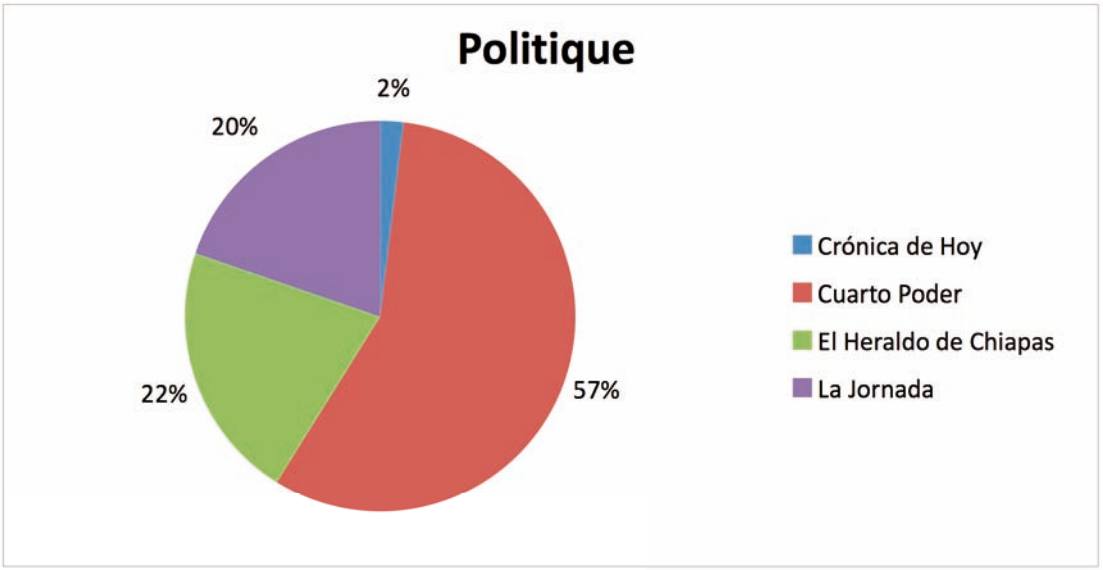
152 Cf. Partie II, Chapitre 3 : La politique, P.251

CHAPITRE III

LA POLITIQUE

Il peut sembler surprenant qu'au premier mois de la catastrophe, le dossier[1] *Politique* arrive en tête avec une fréquence de 29,6% pour les articles d'opinion, 63,1% de ces articles présentant une orientation défavorable. Nous aurions pu penser que le dossier *Désastre* qui rend compte des dommages, de l'aide, de la prévention, obtienne la plus grande fréquence. Comme ce sont les affaires politiques qui dominent, nous allons nous interroger sur le rôle et les enjeux de Stan, dix mois avant les élections présidentielles (2 juillet 2006) et gouvernementales (22 août 2006).

Ci-dessous la représentation graphique de la fréquence de ce thème par journal :



Cuarto Poder est le journal qui a le plus traité du thème *Politique* et la différence avec les trois autres journaux est abyssale : dans les articles d'opinion, sa fréquence atteint pratiquement 60% alors que les taux respectifs de *El Heraldo de Chiapas* et de *La*

1 Cf. Annexe II, *Etude d'articles d'opinion, Rapport simple unité par dossier*, P.436

Jornada ne sont que de 22% et 20%. *Crónica de Hoy* se détache lui aussi du reste du corpus avec un taux de 2%, conservant de la sorte sa moyenne. Ce graphique témoigne du fort intérêt de *Cuarto Poder* envers la gestion politique du désastre et d'un regard extrêmement présent sur les actes et discours des autorités. Nous nous interrogerons sur la politisation de ce désastre de la part des hommes politiques mais aussi de la presse écrite. Nous pouvons remarquer l'écart entre les taux d'orientation défavorable de *Cuarto Poder* et de *La Jornada*. En effet, le taux du premier est de 74,5% alors que celui du second culmine à 85,5%. *La Jornada* compte moins d'unités mais celles-ci sont davantage négatives ; ainsi seront perçus les actions et discours des hommes politiques. *Crónica de Hoy* présente, lui aussi, une orientation défavorable de 75% alors que l'orientation de *El Heraldo de Chiapas* n'est défavorable qu'à 11,9%. *El Heraldo de Chiapas* est le seul journal qui a un faible taux d'orientation défavorable, ce qui témoigne à l'inverse, d'une critique beaucoup moins acerbe et négative envers les hommes politiques que les autres journaux.

Dans ce chapitre, nous allons analyser le méta-langage des journaux : que dit la presse quant à la représentation médiatique des hommes politiques et comment analyse-t-elle leurs discours ? Nous verrons qu'elle pose une dichotomie entre « discours et actes » des autorités. Certains portraits d'intervenants sont surexposés. En étudiant le contenu de leurs discours, nous essaierons de déceler quelle est leur place dans ce système le monde politique/médias/société civile et ce qu'ils prônent. De plus, nous reviendrons sur les promesses faites par les autorités en 2005 et comparerons ces discours à ceux d'octobre 2006. Promesses ou actes ; les engagements énoncés ont-ils été menés ? La presse va chercher des coupables comme boucs émissaires du désastre ; qui va-t-elle rendre responsable d'un tel désastre ? Enfin, nous analyserons la place accordée aux élections de 2006 dans la couverture médiatique sur Stan. La catastrophe aurait-elle couvert de manière extra-officielle la campagne électorale un an avant qu'elle n'ait lieu ? Peut-on parler de politisation du désastre, aurait-il servi de scène électorale ? Pour y répondre, nous essaierons d'établir un lien entre les personnalités politiques intervenant majoritairement dans la couverture médiatique de Stan et celles qui se sont présentées aux élections : y a t-il une correspondance ? L'étude des relations entre le gouvernement fédéral d'une part, et celui de l'État du Chiapas et des municipalités d'autre part, nous permettra peut-être de révéler la dynamique existante entre ces trois sphères (politique, médias, société civile) ou du moins, celle présentée par la presse.

SECTION A – Surexposition médiatique ou politique ?

1. Représentation médiatique

a- *Cuarto Poder*

Cuarto Poder dans ses articles d'opinion de 2005 accuse certains hommes politiques d'avoir profité du désastre pour commencer une campagne électorale dans les médias et mettre en valeur leur image. Cette information concerne les hommes politiques en général : « C'est triste et honteux de voir comment les hommes politiques vont sur les lieux pour se faire prendre en photo »[2] ; « C'est une plaisanterie excessive de venir faire leur promotion en vêtements de haute couture »[3]. Les articles d'information générale véhiculent assez régulièrement cette représentation des autorités qui ne voyageraient dans les zones affectées qu'avec l'objectif d'apparaître dans la presse ou à la télévision.

Pepe Figueroa accuse personnellement José Antonio Aguilar Bodegas (PRI-PVEM*) de jouer sur sa représentation : « Il était dans tous les médias locaux pour cultiver son image […] il a fait sa campagne grâce à la tragédie »[4]. Dans un article d'information générale du 28 octobre 2005, le journaliste critique l'exposition médiatique du gouverneur de l'État du Chiapas : « nous le voyons tous les jours à la une des journaux comme le grand bienfaiteur et l'immense tragédie du Chiapas n'est pas considérée comme telle »[5]. Dans ce discours, le journaliste dénonce l'usage médiatique des hommes politiques quand ces derniers diffusent leur image dans le but de commencer une sorte de campagne électorale pour les futures élections de 2006.

Dans ses articles d'opinion de 2006, *Cuarto Poder* accuse le gouvernement d'avoir utilisé les médias pour vanter les mérites de la reconstruction et se valoriser par la même occasion. Le gouvernement ferait de ses informations « une publicité » dit Carlos Z. Cadena : « L'information dont il fait la publicité est qu'il y a des secteurs

2 « Da pena y verguenza ver cómo algunos políticos van a los sitios a tomarse la foto », KSCHERATTO Ángel Mario, « Fichero Político », *Cuarto Poder*, 10 octobre 2005.

3 « Nos parece una burla excesiva que vestidos con ropa de modistas vengan a hacer promoción », KSCHERATTO Ángel Mario, « Fichero Político », *Cuarto Poder*, 10 octobre 2005.

4 « Salió a todos los medios locales a cultivar su imagen […] hizo campaña con la tragedia », FIGUEROA Pepe, « Café avenida », *Cuarto Poder*, 6 octobre 2005.

5 « A Pablo Salazar lo vemos todos los días en las primeras páginas de los diarios como el gran benefactor y que la inmensa tragedia de Chiapas no es considerada como tal », MdeR, « Rapiña de gobierno : diputado », *Cuarto Poder*, 28 octobre 2005.

comme celui du logement qui atteignent presque 90% de reconstruction […] »[6]. Le journaliste ajoute sur le gouvernement de l'État qu'après avoir médiatisé son aide en 2005 pour obtenir un soutien électoral, en 2006, son slogan est : « La reconstruction, une promesse que l'on tient »[7].

Au Chiapas en 2006, selon Carlos Z. Cadena, il y aurait deux versions de la reconstruction, l'une que diffuse le gouvernement du Chiapas et l'autre qui est celle que l'on peut voir : « On a fait plus de publicité sur le football et la campagne électorale que réellement tenir les promesses sur la reconstruction » [8]. L'objectif du gouvernement de Pablo Salazar Mendiguchía est selon lui « d'avoir essayé de faire croire à travers des campagnes médiatiques millionnaires »[9] : faire croire à quoi ? à la reconstruction. Ce journaliste avance que ce ne sont pas les journaux qui construisent un miroir de la réalité mais que ce sont les hommes politiques qui utilisent les médias comme des instruments pour construire leur propre réalité et « Faire croire » :

> Les médias manipulent autant qu'ils se manipulent. Pour manipuler, il faut un agent de la manipulation ayant un projet tactique, mais il faut aussi un manipulé.[10]

Roberto Domínguez Cortés, dans un article du 9 octobre 2006, semble répondre à Carlos Z.Cadena en déclarant que même si Pablo Salazar essaie de cacher certaines choses, certains médias sont présents pour rétablir une certaine vérité : « Mais les témoignages de *Cuarto Poder* et *TV Azteca* sont là »[11].

b- *El Heraldo de Chiapas*

Face à la position de *Cuarto Poder* qui dénonce le profit médiatique des hommes politiques qui utilisent cette tragédie et instrumentalisent les médias pour leur

6 « la información que publicita es que hay rubros como viviendas que llevan un alcance de construcción de casi el 90 % […] », CADENA Z. Carlos, « Comentario Z », *Cuarto Poder*, 4 octobre 2006.

7 « La reconstrucción, un compromiso que se cumple », CADENA Z. Carlos, « Comentario Z », *Cuarto Poder*, 4 octobre 2006.

8 « se publicitó más el fútbol y el proceso electoral que verdaderamente cumplir con la reconstrucción », CADENA Z. Carlos, « Comentario Z », *Cuarto Poder*, 5 octobre 2006.

9 « Se ha pretendido hacer créer a través de campañas mediáticas millonarias », CADENA Z. Carlos, « Comentario Z », *Cuarto Poder*, 9 octobre 2006. [CD-ROM].

10 CHARAUDEAU Patrick, *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours* [Texte imprimé], Bruxelles : De Boeck Université, 2005, 250p., P.11

11 « Sólo que ahí están los testimonios de *Cuarto Poder* y Tv Azteca », DOMINGUEZ CORTES Roberto, « Hojas libres », *Cuarto Poder*, 9 octobre 2006.

campagne électorale, la contre-attaque de *El Heraldo de Chiapas* est évidente. Ce ne sont pas les hommes politiques qui se servent des médias mais ce sont les médias qui mentent, qui condamnent et qui se posent comme sauveurs.

Ausencio García est ferme et défend les autorités qui ont été attaquées par les médias : « Selon les reportages, on en arrive au mensonge informatif qui prétend que les autorités sont indifférentes »[12]. D'après lui, les médias racontent des mensonges sur les hommes politiques et il affirme : « Aucune autorité ne peut être indifférente face au malheur »[13]. Et sur un ton plus menaçant, il ajoute : « les médias vont perdre le peu de crédibilité qu'il leur reste »[14]. Non seulement il défend les autorités, mais il attaque les médias.

Les reporters sont accusés de dramatiser l'événement et de fausser l'information pour des questions d'audience et de sensationnalisme. C'est ce qu'expose Enrique García Cuellar dans son article du 10 octobre 2005, sur le ton de l'ironie : « Ce qui était important était d'élever le seuil de la douleur à la limite exigée par la télévision »[15]. Cependant, la société civile est présentée comme la principale responsable de cette désinformation : « Il fallait dire cela pour satisfaire la curiosité morbide du public mal informé »[16].

L'important pour les reporters, selon Enrique García Cuellar, est d'être dans la désinformation et de condamner les autorités qui représentent les « coupables de ce désastre » : « Ce qui était réellement urgent, explique-t-il, était de condamner l'autorité comme coupable du désastre, comme complaisante et irresponsable face au malheur »[17]. Ce journaliste se moque des médias en général : la télévision se posant en « sauveuse », elle seule se montre sensible face à l'indifférence des hommes politiques :

12 « Según los reportes se llega a la falacia informativa de decir que las autoridades son indiferentes », GARCIA Ausencio, « Titeres cabezas », *El Heraldo de Chiapas*, 11 octobre 2005.

13 « Ninguna autoridad puede ser indiferente frente a la desgracia », GARCIA Ausencio, « Titeres cabezas », *El Heraldo de Chiapas*, 11 octobre 2005.

14 « Los medios van a perder la poca credibilidad que les queda », GARCIA Ausencio, « Titeres cabezas », *El Heraldo de Chiapas*, 11 octobre 2005.

15 « lo importante era elevar el umbral de dolor al límite que exige la televisión », GARCIA CUELLAR Enrique, « Adoble Espacio », *El Heraldo de Chiapas*, 10 octobre 2005.

16 « Había que decir esto para satisfacer el morbo del público desinformado », GARCIA CUELLAR Enrique, « Adoble Espacio », *El Heraldo de Chiapas*, 10 octobre 2005.

17 « lo realmente urgente era condenar a la autoridad como culpable del desastre, como complaciente e irresponsable ante la desgracia », GARCIA CUELLAR Enrique, « Adoble Espacio », *El Heraldo de Chiapas*, 10 octobre 2005.

> En faveur de sa majesté l'audience, il était indispensable de mettre en scène une dramaturgie de pacotille, d'essayer d'être la seule âme sensible dans cet océan d'insensibilité : que la télévision soit la fenêtre salvatrice qui, finalement, n'a pas sauvé, ou peut-être uniquement ses protagonistes.[18]

Il compare ce type de journalisme à une littérature « de gare » née de la frustration et de la médiocrité et qualifie ces journalistes de « poétereaux du malheur »[19].

Víctor M. Ancheyta B. dans un article du 17 octobre 2005[20] est plus mesuré dans ses propos quant à la représentation médiatique du désastre et des hommes politiques. En effet, de manière didactique, il explique que le gouvernement a le droit d'informer mais ne doit pas profiter des médias privés pour vanter ses actions car son obligation est l'assistance publique. Il précise aussi qu'il n'y a pas de différence entre le profit médiatique des partis politiques ou celui du gouvernement lorsqu'ils mettent en valeur leurs actions devant les médias pour s'en servir comme appât électoral. Cependant, il dénonce tout de même le discours des autorités lorsque ces dernières leur demandent de ne pas être opportunistes alors qu'elles-mêmes n'ont pas cette attitude exemplaire. Il met également en exergue l'absence de réaction lors de tels discours :

> Il semblerait que l'idée du gouvernement soit que personne ne doive ni ne puisse être opportuniste, ni ne profite de la situation, à moins que ce ne soit le propre gouvernement, parce qu'il a les moyens de le faire et qu'il n'y a personne pour lui dire non.[21]

Les intervenants qui témoignent dans les articles de *El Heraldo de Chiapas* sur la même ligne éditoriale que *Cuarto Poder* sont des révolutionnaires : Armée Populaire Révolutionnaire (EPR*) et le sous-commandant Marcos de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN*). Par conséquent, ils sont représentés comme des « rebelles », ceux qui s'opposent à la manière de gouverner mais également aux discours de cette presse. En effet, dans un article d'information générale daté du 12 octobre

---

18 « en aras de su majestad el rating, era indispensable ensayar al dramaturgo de pacotilla, probar a ser el único sensible en ese mar de insensibilidades y que la televisión fuera la ventana salvadora que, finalmente, no salvó, acaso, más que a sus protagonistas », GARCIA CUELLAR Enrique, « Adoble Espacio », *El Heraldo de Chiapas*, 10 octobre 2005.

19 « poetastros del infortunio », GARCIA CUELLAR Enrique, « Adoble Espacio », *El Heraldo de Chiapas*, 10 octobre 2005.

20 ANCHEYTA B. Victor M., « Línea directa », *El Heraldo de Chiapas*, 17 octobre 2005.

21 « Pareciera ser que la idea del gobierno es que nadie debe ni puede ser oportunista, ni aprovecharse de la situación, al menos que sea el propio gobierno, porque tiene los medios para hacerlo y no hay quien le diga que no », ANCHEYTA B. Victor M., « Línea directa », *El Heraldo de Chiapas*, 17 octobre 2005.

2005[22], l'EPR* témoigne : elle accuse Vicente Fox Quesada et Pablo Salazar Mendiguchía de construire des scènes médiatiques pour : « repositionner leur image usée par la démagogie, leur incapacité politique et leurs promesses non tenues »[23].
Le sous-commandant Marcos tient le même discours :

> Ce qui se passe en haut ne cesse d'être un spot publicitaire et, “le prime time” terminé, resteront ensevelies [comme sous l'eau et la boue] les histoires des omissions, des irresponsabilités et de l'inefficacité des gouvernements de l'État qui ne sont même pas bons pour le spectacle.[24]

Par conséquent, ces intervenants accusent le gouvernement de ne pas donner de continuité à ses actions politiques et d’agir uniquement pour son image et non pas au service du peuple, victime d’une manipulation politique et médiatique. Marcos sous-entend qu’une fois que le désastre ne sera plus un sujet d’actualité médiatique ou un sujet utile pour les hommes politiques (en vue des élections de 2006), les problèmes du Chiapas seront relégués au dernier plan et de nouveau oubliés.

Enrique García Cuéllar contre-attaque les propos du sous-commandant Marcos et dénonce son inaction tant pour le désastre de l’ouragan Mitch (1998) que pour Stan :

> Les remarquables hommes politiques n'ont pas raté la photo quand celle-ci les favorisait, c'est comme ceux qui aurait dû participer directement et qui ne se sont pas non plus montrés sur scène, comme le sous-commandant Marcos, qui part toujours en courant, aussi bien en 1998 qu'actuellement.[25]

Rutilio Escandón (PRD*) qui écrit dans *Cuarto Poder* et également dans *El Heraldo de Chiapas*, propose une vision élogieuse des médias qui ont donné toute la place nécessaire à cet événement et grâce auxquels la société civile a pu prendre la température de cette catastrophe. De plus, il atteste du rôle « moteur » des médias qui

22 LOPEZ julio César, « EPR : muestra “Stan” el rostro deshumanizado de gobernantes », *El Heraldo de Chiapas*, 12 octobre 2005.

23 « reposicionar su figura desgastada por la demagogia, la incapacidad política y sus promesas incumplidas », LOPEZ julio Cesar, « EPR : muestra “Stan“ el rostro deshumanizado de gobernantes », *El Heraldo de Chiapas*, 12 octobre 2005.

24 « Lo de arriba no pasa de ser un dramático spot publicitario y, cuando acabe el horario estelar, quedaran sepultadas [como bajo el agua y el lodo] las historias de las omisiones, irresponsabilidades e ineficacias de gobiernos estatales y federal que no son buenos ni para el espectáculo », LOPEZ julio César, « EPR : muestra “Stan” el rostro deshumanizado de gobernantes », *El Heraldo de Chiapas*, 12 octobre 2005.

25 « No han faltado los políticos notables nada más cuando la foto los favorece como tampoco se han presentado en el escenario quienes deberían tener una participación directa, como el subcomandante Marcos, que siempre sale huyendo, tanto en el 98 como ahora », GARCIA CUELLAR Enrique, « Adoble Espacio », *El heraldo de Chiapas*, 18 octobre 2005.

ont forcé les hommes politiques à réagir : « Ce qui a permis de faire pression sur les autorités concernées afin qu'elle s'occupe de cette question »[26].

De façon générale, nous pouvons voir la divergence de pensée entre ces deux journaux. Pour *Cuarto Poder*, ce sont les hommes politiques qui profitent de cette catastrophe à des fins lucratives ou électorales, et les médias ne sont que de simples instruments utilisés par les hommes politiques pour arriver à leurs fins. Pour *El Heraldo de Chiapas*, en revanche, ce sont les médias qui se servent de la catastrophe et des politiques à des fins commerciales pour faire augmenter leur « rating » et vendre. Les instruments ne sont plus les médias mais sont les hommes politiques, devenus le principal contenu servant à alimenter la curiosité “des consommateurs”. Cette attitude de *El Heraldo de Chiapas* reflèterait également son degré de dépendance économique vis-à-vis du pouvoir, contrairement à *Cuarto Poder* économiquement indépendant du gouvernement, comme nous l’avons expliqué dans notre introduction. De manière schématique, pour *Cuarto Poder,* la société civile est victime de la politique. Tandis que pour *El Heraldo de Chiapas* elle est coupable puisque c'est la cible commerciale des médias : si elle change sa manière de consommer, le contenu changera.

Comme nous avons pu le constater, le système dans lequel se trouve confinée la relation monde politique/média/société civile apparaît clairement dans la presse régionale, on s’interroge alors sur ses modalités dans la presse à portée nationale.

c- *La Jornada et Crónica de Hoy*

La Jornada ne s'attache pas beaucoup à parler de la représentation médiatique des hommes politiques mais pose essentiellement un regard sur la manière dont la télévision a représenté le désastre :

> Les images que transmettent les télévisions et que narrent les journaux semblent extraites d'une archive où ce qui a déjà été vu jusqu'à épuisement, blesse, sans pudeur, les rétines de l'audience et des lecteurs.[27]

26 « Lo cual presionó para que las autoridades correspondientes tomaran cartas en el asunto », ESCANDON Rutilio, « Unidad ante la adversidad », *El Heraldo de Chiapas*, 17 octobre 2005.

27 « las imágenes que transmiten las televisoras y narran los diarios parecen sacadas de un archivo donde lo ya visto hasta el cansancio hiere, sin recato, las retinas de audiencias y lectores », LINARES ZAPATA Luis, « Imaginación y poder », *La Jornada*, 12 octobre 2005.

Ce journal exprime ainsi la répétition de ces phénomènes et de leur traitement médiatique. Un article de José Blanco démontre également qu'à chaque catastrophe, se reproduit le même scénario médiatique : les sinistrés, pauvres, ne reçoivent que très peu d'aide alors que « les riches » sont considérés comme altruistes en raison de leurs dons. Les sinistrés construisent des cabanes et ainsi de suite : « jusqu'à ce que d'autres nouvelles nous fassent oublier le désastre »[28]. Par rapport à cette idée de scénario, Marco Rascón dans son article du 25 octobre 2005[29] pense que « l'oligarchie » aura cette fois-ci des problèmes à mettre en place son scénario habituel qui consiste à déprimer la population grâce aux médias et à se présenter comme un héros sauveur. Comme nous pouvons le constater, nous sommes dans le même schéma que celui présenté par *Cuarto Poder* : les hommes politiques se servent des médias pour se présenter comme des sauveurs, cultiver leur image et en bénéficier pour les élections de 2006.

Dans ses articles d'information générale, le 31 octobre 2005, un correspondant reprend le discours de Vicente Fox Quesada sur la représentation médiatique du désastre :

> Le président Vicente Fox Quesada accuse les médias de ne pas informer sur les travaux réalisés par son gouvernement dans la zone dévastée par les ouragans Stan et Wilma.[30]

Le président se plaint par conséquent de la non-information sur les actions du gouvernement. Ces propos sur la non-reconnaissance médiatique des mesures gouvernementales de la gestion du désastre, sont repris ce même jour dans un autre article :

> Fox a suggéré que la situation désespérée de milliers et de milliers de sinistrés par les cyclones Stan et Wilma, ainsi que les insuffisances évidentes d'aide gouvernementale envers eux, n'étaient qu'une hallucination ou un miroir construit par les médias.[31]

---

28 « Hasta que otras noticias van dejando en el olvido el desastre », BLANCO José, « Miseria », *La Jornada*, 18 octobre 2005.

29 RASCON Marco, « País devastado », *La Jornada*, 25 octobre 2005.

30 « El Presidente Vicente Fox Quesada acusó a los medios de comunicación de no informar sobre los trabajos que su gobierno realiza en la zona devastada por los huracanes Stan y Wilma », RODRIGUEZ Martín Diego, « Los medios no informan sobre la reconstrucción : Fox », *La Jornada*, 31 octobre 2005.

31 « Fox sugirió que la situación desesperada de miles y miles de afetados por los ciclones Stan y Wilma, así como las patentes insuficiencias de la ayuda gubernamental hacia ellos, son una alucinación o un espejismo generado por los medios informativos », EDITORIAL, « Reconstrucción y abandono », *La Jornada*, 31 octobre 2005. [CD-ROM].

Vicente Fox Quesada insiste alors sur la déformation de la réalité par les médias. Selon Patrick Charaudeau :

> Les médias, s'ils sont un miroir, ne sont qu'un miroir déformant, ou plutôt ils sont plusieurs miroirs en même temps, de ceux que l'on voit dans les foires et qui, tout en déformant, témoignent malgré tout, chacun à sa façon, d'une parcelle amplifiée, simplifiée, stéréotypée, du monde[32].

Le président de la République se sert de ce postulat "les médias sont un miroir" pour l'utiliser en sa faveur : « La » réalité est celle qu'il donne, ce sont ses actions. Et selon lui, les médias refusent de la transmettre : les médias ne reconnaissent pas sa réalité. Dans ce jeu de « renvoi de balle » où s'opposent médias et hommes politiques, le gagnant serait le plus persuasif.

Pour *Crónica de Hoy*, la question de la représentation médiatique du désastre se pose différemment ou plutôt unanimement. Il n'en est question qu'à une seule reprise : le 10 octobre 2005, Pablo Hiriart, parlant de la télévision, déclare sur un ton doctoral, que ces images montrent « le Mexique réel » : « Ces images de Tapachula ne peuvent être maquillées par aucune statistique […] le Mexique des statistiques joyeuses ne ressemble pas au Mexique réel »[33]. Par conséquent, la réalité validée par ce journaliste est celle des images, celle des médias.

En conclusion, seul le journal *El Heraldo de Chiapas* s'oppose au système présenté par les trois autres journaux qui consiste à montrer que les manipulateurs sont les hommes politiques car ils se servent des médias à des fins électorales. Néanmoins, le paradoxe est grand puisque la presse ne fait appel, comme nous avons pu le démontrer précédemment, qu'au discours des hommes politiques alors qu'elle pourrait faire témoigner d'autres intervenants. Est-ce alors la question du financement du journal qui définitivement établit les règles de ce système ?

---

32 CHARAUDEAU Patrick, *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours* [Texte imprimé], Bruxelles : De Boeck Université, 2005, 250p., P.12

33 « Esas imágenes de Tapachula no pueden ser maquilladas por ninguna estadística […] El México de las estadísticas alegres no se parece al Mexico real », HIRIART Pablo, « El huracán de la pobreza », *Crónica de Hoy*, 10 octobre 2005. [CD-ROM].

2. Le discours politique et les actes

Nous avons pu remarquer lors de nos lectures, que les journalistes revenaient souvent sur le discours des autorités. Tout d'abord dans le but d'informer mais aussi pour critiquer son essence. Ce qui nous intéresse ici est la perception médiatique du discours politique. Les deux journaux qui portent de l'intérêt à l'analyse de ces discours sont *Cuarto Poder* (en octobre 2005 et 2006) et *La Jornada* (octobre 2005). *El Heraldo de Chiapas* ne les critique que très peu et *Crónica de Hoy* n'en fait pas du tout un objet d'étude, d'analyse ni de critique.

a- *Cuarto Poder* : octobre 2005

Cuarto Poder rapporte trois choses par rapport au discours officiel : il oppose ce discours à la réalité mais aussi aux actions ; il l'accuse de minimiser la catastrophe et de culpabiliser les sinistrés. En effet, dans un article intitulé « Frivolité et tragédie »[34] Miguel González Alonso insiste sur la différence entre ce que les hommes politiques disent médiatiquement et sur ce qui est fait dans la réalité. Il parle d'inexistence du gouvernement, tout comme le fait Pepe Figueroa lorsqu'il s'oppose à l'optimisme officiel. Ce journaliste confronte le discours politique du « Tout est sous contrôle »[35] aux faits : « La mère nature n'obéit pas au discours politique »[36]. Il sous-entend ainsi que l'efficacité du gouvernement au surlendemain de la catastrophe est un leurre car dans les faits, il est impossible de contrôler cette catastrophe naturelle en raison de son ampleur. Dans ce même article, il utilise le champ lexical de la catastrophe naturelle pour montrer que la nature n'est pas gouvernable et qu'elle ne répond à aucune règle, ce pourquoi il qualifie ce discours officiel qui prétend tout contrôler de « contre nature »[37]. Carlos Rojas dénonce aussi le gouffre qui existe entre le discours médiatique des hommes politiques et leurs actions :

34 GONZALEZ ALONSO Miguel, « Frivolidad y tragedia », *Cuarto Poder*, 6 octobre 2005.
35 « Todo está bajo control », FIGUEROA Pepe, « Café Avenida », *Cuarto Poder*, 6 octobre 2005.
36 « La madre naturaleza no obedece al discurso de los políticos », FIGUEROA Pepe, « Café Avenida », *Cuarto Poder*, 6 octobre 2005.
37 « Contra natural », FIGUEROA Pepe, « Café Avenida », *Cuarto Poder*, 6 octobre 2005.

> Il n'est pas suffisant non plus de faire des visites et de prononcer des discours démagogiques, il est nécessaire d'agir avec perspective et engagement, pour rétablir les services et les chemins […]. [38]

Plusieurs journalistes critiquent également le discours politique qui tend à minimiser la catastrophe en le confrontant à la réalité visuelle : « On a beau vouloir minimiser la tragédie, elle est sous nos yeux »[39]. C'est également ce que dit Amet Samayoa sur un ton cynique : « C'est gênant d'entendre qu'ils s'enorgueillissent et se vantent du fait que le nombre de victimes est minime »[40]. En effet, le discours officiel consiste à montrer le succès de la Protection civile en s'appuyant sur le faible nombre de victimes. Ce même journaliste compare les propos de Pablo Salazar Mendiguchía à ceux de Bush lors de l'ouragan Katrina : « Il souffre du même mal que Bush dans le fait de sous-estimer et de manipuler la réalité alors que toute la côte ressemble à un champ de guerre »[41]. Le gouvernement est donc accusé de sous-évaluer le nombre de morts, l'ampleur de la tragédie mais aussi les dégâts : « La réaction du gouvernement fut celle de minimiser les dommages »[42]. Alors que bien souvent ce sont les médias qui sont accusés de « dramatiser », la presse accuse ici les hommes politiques de vouloir « dédramatiser » la catastrophe.

Ces critiques sur le discours de Pablo Salazar Mendiguchía font ressortir sa propension à rendre la société civile responsable des dommages : les sinistrés, « criminalisés », sont rendus coupables. C'est également ce qu'avance Amet Samayoa lorsqu'il compare cette attitude à celle du président américain : « Comme Bush, il n'assume pas la responsabilité qui lui incombe, il lui est facile de dévier l'attention en rendant coupables les victimes »[43]. Il ajoute que le gouverneur recevra le jugement final de la part de la société civile le moment venu. Enfin, Ángel Mario Ksheratto rejoint son confrère sur cette idée : « On a essayé de rendre coupables les victimes de la négligence

---

38 « Tampoco basta con hacer visitas y pronunciar discursos demagógicos, lo que se requiere es actuar con visión más amplia y comprometida, para restablecer los servicios y los caminos (...) », ROJAS Carlos, « Lo que sigue », *Cuarto Poder*, 19 octobre 2005.

39 « Por más que se nos quiera minimizar la tragedia, está ante nuestros ojos », FIGUEROA Pepe, « Café Avenida », *Cuarto Poder*, 6 octobre 2005.

40 « resulta escuchar molesto que se ufanen y vanaglorien de que son mínimas las víctimas », SAMAYOA Amet, « Tarot Político », *Cuarto Poder*, 7 octobre 2005.

41 « padece el mismo mal que Bush, en eso de subestimar y manipular la realidad cuando toda la zona parece una zona de guerra », SAMAYOA Amet, « Tarot Político », *Cuarto Poder*, 7 octobre 2005.

42 « la reacción del gobierno fue minimizar los estragos », KSCHERATTO Angel Mario, « Fichero Político », *Cuarto Poder*, 10 octobre 2005.

43 « Al igual que Bush no asume su responsabilidad que le toca sino se le facilita desviar la atención culpando a las víctimas », SAMAYOA Amet, « Tarot Político », *Cuarto Poder*, 7 octobre 2005.

et de la désobéissance généralisée par le fait de ne pas avoir pris en compte les « appels » d'alerte […] »[44].

Minimalisation, culpabilisation et désaccord entre le discours médiatique des hommes politiques et la réalité, voilà ce dont témoigne le journal *Cuarto Poder* en octobre 2005. Qu'en est-il du discours politique de l'année civile 2006 sur la reconstruction ? C'est ce que nous allons tenter de déceler grâce à l'étude des articles d'octobre 2006.

b- *Cuarto Poder* : octobre 2006

En octobre 2006, *Cuarto Poder* s'intéresse exclusivement au discours de Pablo Salazar Mendiguchía qu'il qualifie de mensonger. Ángel Mario Ksheratto, sur un ton sarcastique, présente les actions du gouvernement du Chiapas comme une mise en scène dans laquelle les sinistrés sont les pantins : « Ils ont dressé la scène de la dernière comédie d'un "Pablisme" régnant sur les suspicions, et en chemin vers l'inexorable jugement »[45]. Dans ce même article, il accuse le gouvernement de mentir sur les chiffres qu'il diffuse à propos de la reconstruction : « L'avancée, a-t-il menti, est de 80% sur les quarante et une municipalités affectées »[46]. Ce journaliste démontre, non sans moquerie, que Pablo Salazar Mendiguchía se contredit sur les propres données qu'il annonce : « le "pablisme" semble être incompétent même pour mentir »[47]. Ángel Mario Kscheratto ironise en disant que ces douze derniers mois, c'est à base de mensonges et de tromperies que Pablo Salazar Mendiguchía a essayé de reconstruire.

Roberto Domínguez Cortés, dans son article du 9 octobre 2006[48] utilise lui aussi le champ lexical du mensonge au sujet du gouverneur du Chiapas. Il l'accuse d'avoir donné des contrevérités à tous les médias, d'avoir essayé de cacher des choses, de mentir sur l'avancée de la reconstruction : « Et pour finir, selon "Pablo Mensonges", la construction des écoles arrive à 90% et les travaux pour l'eau potable et les égouts à

44 « se intentó culpar las víctimas de negligencia y desobediencia generalizada al no haber atendido los "llamados" de alerta […]», KSHERATTO Angel Mario, *Cuarto Poder*, 10 octobre 2005.

45 « montaron el escenario de la última comedia de un pablismo asentado sobre la sospecha y camino al juicio inexorable […] », KSHERATTO Angel Mario, « Fichero Político », *Cuarto Poder*, 6 octobre 2006.

46 « El avance, mintió el gobierno, es del 80 % en los 41 municipios », KSHERATTO Angel Mario, « Fichero Político », *Cuarto Poder*, 6 octobre 2006.

47 « El pablismo parece estar mostrando su incapacidad hasta para mentir », KSHERATTO Angel Mario, « Fichero Político », *Cuarto Poder*, 6 octobre 2006.

48 DOMINGUEZ CORTES Roberto, « Hojas libres », *Cuarto Poder*, 9 octobre 2006. [CD-ROM].

80% »[49]. Puis il s'interroge avec ironie sur qui croire : « Celui qui pendant 6 ans, a menti avec des travaux inexistants et des programmes fantômes ou les destinataires de ces bénéfices jamais reçus »[50] ?

De nombreux exemples évoquent les mensonges et trahisons du gouverneur de l'État du Chiapas quant à ce qu'il a promis et ce qu'il n'a pas réalisé. Cependant aucune allusion, que ce soit sous la forme de critique ou d'éloge, n'est faite quant au gouvernement fédéral .

c- *El Heraldo de Chiapas et La Jornada*

En revanche, ni *El Heraldo de Chiapas* ni *La Jornada* ne reprennent le discours de Pablo Salazar Mendiguchía, ou celui des membres de son gouvernement. En effet, ces deux journaux dénoncent surtout le discours de Vicente Fox Quesada, et règlent leurs comptes avec le gouvernement fédéral ainsi qu'avec les entrepreneurs pour *El Heraldo de Chiapas*. C'est ainsi que Pedro Peñaloza montre du doigt l'inaction de ces derniers : « Ils sont solidaires ou non? De l'argent ils en ont ; même leur aide serait déductible d'impôts. Il ne leur manque plus qu'à accompagner leurs discours par des actions »[51]. *El Heraldo de Chiapas* accuse Vicente Fox Quesada de ne pas avoir tenu ses promesses. Le chef de l'État avait déclaré devant les Chiapanèques qu'il les aiderait de A à Z et Enrique García Cuellar s'interroge: « Qui l'a fait changer de discours? Quelles pièces de l'échiquier politique ont bougé ? »[52]. Il sous-entend bien que Vicente Fox Quesada n'a pas aidé à la hauteur de ce qu'il avait promis et ce, à cause d'enjeux politiques méconnus. Ce même journaliste continue sur sa lancée dans un article du 18 octobre 2005 : « Le président de la République dit une chose face aux sinistrés et son contraire dans un forum international »[53].

---

49 « Y para rematar, según Pablo mentiras, la construcción de escuelas llega a un 90 por ciento y en agua potable y alcantarillado 80 por ciento », DOMINGUEZ CORTES Roberto, « Hojas libres », *Cuarto Poder*, 9 octobre 2006.

50 « Al que durante seis años ha engañado con obras inexistentes y programitas chafas, o a los destinatarios de los beneficios nunca recibidos », DOMINGUEZ CORTES Roberto, « Hojas libres », *Cuarto Poder*, 9 octobre 2006.

51 « ¿Son o no son solidarios? Dinero tienen, hasta su ayuda sería deducible de impuestos. Les falta acompañar sus discursos con acciones », PEÑALOZA Pedro, « (…) », *El Heraldo de Chiapas*, 13 octobre 2005.

52 « Quien le hizo cambiar el discurso? ¿ Qué piezas del ajedrez político se movieron », GARCIA CUELLAR Enrique, « Adoble Espacio », *El Heraldo de Chiapas*, 17 octobre 2005.

53 « Da para que el presidente de la república diga una cosa ante los afectados y diga lo contrario en un

La Jornada, qui se positionne sur le même axe que *El Heraldo de Chiapas,* attaque parfois de manière acerbe Vicente Fox Quesada :

> Le désastre dans les zones sinistrées est de plus en plus grand, mais Fox, est en train de se pavaner en Espagne après avoir déclaré l'une de ses phrases les plus bêtes, que “le pire est passé” [4 octobre] il ne pense qu'en relation avec ce qu'il est : un néo-liberal corrompu et cynique.[54]

Cette phrase : « le pire est passé » a été reprise plusieurs fois pour pointer du doigt son incompétence. Carlos Fernández Vega met le Président en porte-à-faux quand il rappelle les propos où il déclare qu'il n'y aura pas de repos avant d'avoir redonner à chaque famille ce qu'elle a perdu, et il ajoute une des phrases qui a marqué les médias : « Parce que rien ne sera gratuit »[55].

Par conséquent, les critiques sont acerbes envers le discours de Vicente Fox Quesada alors qu’aucune n'est à relever sur celui de Pablo Salazar Mendiguchía. Nous pouvons remarquer également que, face à l'attaque de *Cuarto Poder* en 2006 qui qualifie de mensonger le discours de Pablo Salazar Mendiguchía sur la reconstruction, *El Heraldo de Chiapas* contre-attaque avec des reportages photos de deux à quatre pages sur les travaux effectués. *La Jornada,* quant à elle, s'attaque à l'autorité qui la concerne, c’est-à-dire le gouvernement fédéral, puisque sa portée est nationale. Cela montre aussi son désintérêt pour le gouvernement du Chiapas. *Crónica de Hoy* ne reprend pas les discours des hommes politiques pour s'en servir contre eux, ce qui révèle bien son désintérêt sur la question.

S'intéresser aux discours officiels publiés dans la presse et critiqués par la presse, cela signifie également analyser leurs contenus et déceler les incohérences. Dans un premier temps, nous rappellerons les promesses des autorités et ensuite nous les comparerons à l'information de 2006 et à nos témoignages. Par ailleurs, ce retour sur l'aspect des responsabilités du gouvernement face à cette catastrophe « naturelle » nous permettra de connaître l'image que la presse émet sur la gestion du désastre par le gouvernement.

---

foro internacional », GARCIA CUELLAR Enrique, « Adoble Espacio », *El Heraldo de Chiapas*, 18 octobre 2005.

54 « El desastre en las zonas siniestradas es cada vez mayor, pero Fox, pavoneándose en España tras declara en una más de sus frases imbéciles, que “lo peor ya pasó” [4 octobre] no piensa más que en términos de lo que es : un neo liberal corrupto y cínico », GARRIDO Javier, « El Lodazal », *La Jornada*, 14 octobre 2005.

55 « Porque de gorra nada », FERNANDEZ VEGA Carlos, « Mexico SA », *La Jornada*, 19 octobre 2005.

SECTION B – Les promesses et les responsabilités

1. Les promesses : Octobre 2005

Nos quatre journaux, pour une fois, convergent vers un même constat : le président de la République fait des promesses qu'il ne pourra tenir ainsi que des annonces contradictoires. Cette presse est sceptique quant à un programme de reconstruction qui ne serait que « publicité », mais elle ne dit mot sur le discours officiel de Pablo Salazar Mendiguchía. Tout se joue comme si seul le gouvernement fédéral avait les clés de la reconstruction et que le gouvernement de l'État du Chiapas se laissait bercer au son de cloche de ce dernier.

a- *El Heraldo de Chiapas*

El Heraldo de Chiapas, de son côté, met en exergue le changement inattendu dans le discours de Vicente Fox Quesada. Avant de partir en Espagne pour le XV[e] Sommet Ibéro-Américain, ce dernier déclarait :

> Environ 20 milliards de pesos seront destinés à la reconstruction des communautés affectées par le passage de l'ouragan Stan. […]. Heureusement, comme nous sommes un gouvernement prévoyant, nous avons tous les fonds nécessaires pour accomplir ce à quoi je m'engage.[56]

Il avait également émis que « personne ne se reposerait » tant qu'on n'avait pas remis chaque centime perdu aux sinistrés. Cependant, Vicente Fox Quesada annonce lors de ce sommet en Espagne que les gouvernements des États affectés vont devoir solliciter des crédits pour la reconstruction. Et c'est aussi ce qui sera proposé aux sinistrés qui étaient locataires afin d'obtenir une nouvelle maison. Nous reviendrons sur l'aspect du logement dans notre troisième partie qui porte sur la reconstruction[57]. L'évêque de Tuxtla

56 « Se destinarán unos 20 mil millones de pesos para la reconstrucción de las comunidades afectadas por el paso del huracan Stan […] Afortunadamente, por ser un gobierno previsor, contamos con todos los fondos necesarios para cumplir con lo que estoy comprometiendo », AGENCE, « Destinarán 20 mil millones de pesos a reconstruir », *Cuarto Poder*, 10 octobre 2005.

57 Cf. Partie III, Chapitre 1 : Mise en place du plan, P.293

Gutiérrez, Rogelio Cabrera López, témoigne :

> Le gouvernement doit être clair dans sa politique d'attention aux sinistrés et dans la reconstruction des zones dévastées, parce qu'au début, la population pensait que tout allait être donné par le gouvernement, parce qu'il y avait des fonds pour cette urgence, mais il semble que le discours soit devenu celui du crédit.[58]

Ce changement de politique du jour au lendemain, sans plus d'explications est lourdement reproché à Vicente Fox Quesada.

Dans un article du 18 octobre 2005[59], le président de « Unis pour Chiapas » (*Unidos por Chiapas*) association qui se charge de la collecte et de la répartition des aides pour les sinistrés, parle, à propos de Vicente Fox Quesada, d'une attitude « lamentable » et de déclarations « irresponsables ». Vicente Fox Quesada garantit également la reconstruction des maisons dans des zones protégées : « On ne construira pas une seule maison à l'endroit où ils vivaient parce que c'est très risqué […] »[60]. Nous verrons comment cette réalité est tout autre dans l'information du mois d'octobre 2006.[61]

Enfin, les journalistes abordent les promesses faites quant aux délais de la reconstruction : « Le pronostic est que pour le mois de mai 2006, on puisse rétablir l'infrastructure détruite »[62]. Comme nous le verrons ci-après dans la presse, mais aussi grâce à notre enquête sur le terrain, ces délais n'ont pas été tenus.

El Heraldo de Chiapas ne relève que les promesses de Vicente Fox Quesada et ne fait aucune allusion aux annonces de Pablo Salazar Mendiguchía. Ainsi le gouvernement semble être celui qui gère intégralement ce désastre, l'État du Chiapas apparaissant comme une victime de ces contradictions.

---

58 « El gobierno tiene que ser claro en la política de atención a los damnificados y en la reconstrucción de la zona devastada, porque en un principio la población pensó que todo iba a ser con dádivas del gobierno, porque se decían que había fondos para contingencia, pero parece que el discurso ha cambiado al tema crediticio », MATUS Laura, « Prevén invasión de tierras », *El Heraldo de Chiapas*, 17 octobre 2005.

59 DE LOS SANTOS Sandra, « Llaman a gobierno a declarar zona de desastre al estado », *El Heraldo de Chiapas*, 18 octobre 2005.

60 « No se construirá una sola vivienda en el mismo lugar donde vivían porque es de alto riesgo […] », COUTIÑO Rosario, « Aprovechan partidos políticos devastación : Fox », *El Heraldo de Chiapas*, 17 octobre 2005.

61 Cf. Partie III, Chapitre 3 : Les problèmes de société, P.370

62 « el pronóstico es que para el mes de mayo de 2006 se podrá restablecer la infraestructura destruida […] », LOPEZ Isaí, « Comienza a retirarse personal de PC », *El Heraldo de Chiapas*, 28 octobre 2005.

b- *Cuarto Poder*

De la même manière, *Cuarto Poder* révèle la contradiction présente dans le discours de Vicente Fox Quesada. Sergio Melgar, dans son article du 15 octobre 2005, revient également sur l'affaire des « crédits ». Il raconte comment Vicente Fox Quesada, qui avait fait la promesse d'un soutien gouvernemental « total » pour la reconstruction, parle, au lendemain de son départ du Mexique pour l'Espagne, « de crédits à la place de soutien » : « A chaque sinistré on donnera 16 000 pesos pour sa maison et un crédit du FONACOT* allant jusqu'à 10 000 pesos pour acquérir des meubles »[63]. Cela déclenchera un autre problème d'ordre social puisque les sinistrés s'inquièteront de ne pouvoir souscrire un crédit.

Ce même journaliste se montre très sceptique sur l'avenir de la reconstruction, et met en doute les paroles du Chef de l'État : « Si la reconstruction existe […] si les autorités tiennent leurs promesses […] si les gouvernements s'endettent avec des crédits de BANOBRAS »[64]. Dans un article du 10 octobre 2005, il espère : « Pourvu que la reconstruction ne reste pas que des promesses »[65]. Le discours du président de la République sur la gestion du programme de reconstruction n'est pas source d'apaisement ; au contraire, la presse s'en méfie.

Un article du 12 octobre 2005 annonce la nouvelle mesure envisagée par Vicente Fox Quesada qui consiste à créer un fonds et une équipe d'urgence pour faire face au désastre : « il proposera lors du XV^{e} sommet Ibéro-américain en Espagne, la création d'un fonds et d'une équipe de réaction immédiate face aux désastres naturels […] »[66]. Cette proposition nous montre que la tendance de la politique n'est pas à la gestion de la prévention d'une catastrophe mais à la recherche d'une capacité de réponse à ce désastre. Cependant, Carlos Abascal (ministre de l'Intérieur) précise par la suite que pour la reconstruction des maisons, des enquêtes vont être réalisées, afin qu'elles ne soient pas construites en zones à risque : « Cette fois-ci, on réalisera les prévisions nécessaires en

63 « A cada damnificado se le dará 16 000 pesos para su casa y un crédito de Fonacot de hasta 10 000 pesos para adquirir muebles », MELGAR Sergio, « Con la piedra en el zapato », *Cuarto Poder*, 15 octobre 2005.

64 « si es que existe la reconstrucción […] si es que las autoridades federales cumplen con lo prometido […] si los gobiernos se endeuden con créditos de Banobras », MELGAR Sergio, « Con la piedra en el zapato », 18 octobre 2005.

65 « Ojalá la reconstrucción no quede en promesas », MELGAR Sergio, « Con la piedra en el zapato », 10 octobre 2005.

66 « planteará en la XV Cumbre Iberoamericana en España la creación de un fondo y un equipo de reacción immediata ante desastres naturales […]», MEXICO AP, « Pedirá Fondo para desastres dentro de cumbre en España », *Cuarto Poder*, 12 octobre 2005.

coordination avec les autorités de la Protection civile »[67].

Cuarto Poder résume ce qui oppose les annonces gouvernementales aux journaux dans cette formule : « Alors que les autorités de l'État annoncent des investissements millionnaires pour les États affectés par l'ouragan Stan, la réalité est autre »[68].

c- *La Jornada et Crónica de Hoy*

La Jornada révèle l'incohérence du discours du président de la République sur l'affaire des bénéfices du pétrole. Celui-ci avait déclaré vouloir remettre une somme équivalente à 18 milliards de pesos[69] de ces excédents aux États. Cependant, comme le précise un article du 8 octobre 2005, son discours va subitement changer : « Plus tard, il a dû corriger, et indiquer que le soutien serait entre 1,5 à 2 milliards de pesos[70], c'est-à-dire la part proportionnelle de ces excédents qui correspond à ces États[71] ». Les États concernés étant au nombre de cinq (Hidalgo, Puebla, Veracruz, Oaxaca et Chiapas), ce soutien aurait dû s'élever à 10 milliards de pesos[72] (2 milliards de pesos fois cinq) et non pas 18 milliards de pesos[73]. Par conséquent, nous pouvons nous demander si Vicente Fox Quesada cherche davantage la puissance médiatique des effets d'annonces, quitte à devoir corriger par la suite ses propos, ou si, tout simplement, il n'est pas totalement sûr de ce qu'il annonce, pressé peut-être par les médias. Nous en revenons au même constat : les médias font-ils pression sur les hommes politiques ou ces derniers se servent-ils des médias pour mettre leur image en valeur ? Patrick Charaudeau déclare que ces trois sphères (politique, médiatique, civile) :

67 « Esta vez sí se realizará las previsiones necesarias en coordinación con autoridades de Protección Civil », ORTIZ Heriberto, « Para el titular de la Segob, las desgracias se pudieron evitar », *Cuarto Poder*, 13 octobre 2005.

68 « Mientras que autoridades estatales y federales anuncian millonarias inversiones para los estados afectados por el huracán Stan, la realidad es otra », ORTIZ Heriberto, « Chiapas utilizado de " plataforma" », *Cuarto Poder*, 14 octobre 2005.

69 981,5 millions d'euros

70 81,8 et 109 millions d'euros

71 « más tarde tuvo que corregir, e indicó que el apoyo sería de entre mil 500 y 2 mil millones de pesos, es decir, la parte proporcional que corresponde a esos estados por excedentes », MARTINEZ F., VARGAS E. Rosa, RODRIGUEZ I., *et al*., « Ofrece Vicente Fox a estados recursos petroleros que ya estaban previstos », *La Jornada*, 8 octobre 2005.

72 545,2 millions d'euros

73 978 millions euros

> […] interfèrent les unes dans les autres sans que l'on puisse dire laquelle domine. Ainsi, les acteurs de chacune d'elles se construisent leur propre vision de l'espace public comme une représentation de celui-ci qui vaudrait pour sa réalité[74].

Rappelant le discours de Vicente Fox Quesada dans lequel il avait promis de « tout redonner au centime près aux sinistrés », un article du 14 octobre 2005 l'accuse d'avoir fait une promesse « intenable » et le journaliste se justifie : « L'offre aurait été démagogique même s'il avait fait exclusivement référence à des biens tangibles et matériels »[75]. Il ajoute que si cette administration a été incapable en cinq ans d'améliorer la situation économique désespérée de ces sinistrés, ce n'est pas maintenant qu'elle va le faire. Le 15 octobre 2005, voici comment il est décrit :

> Il est passé du statut de rédempteur des sinistrés ["Nous ne nous reposerons pas tant qu'on n'aura pas remis à chaque famille ce qu'elle a perdu : sa maison, ses meubles, sa semence perdue et la réactivation de son travail] à celui de simple bureaucrate promoteur de crédits de Banobras.[76]

Les propos du président de la République ont été vécus comme une trahison difficile à accepter, et selon ce journal le discours de Vicente Fox Quesada montre qu'il utilise consciemment les médias à des fins politiques.

Finalement Luis Javier Garrido affirme, comme Sergio Melgar de *Cuarto Poder,* que : « Le gouvernement ne peut pas aborder la reconstruction, comme l'a laissé entrevoir Vicente Fox Quesada hier à Salamanque [13 octobre 2005] »[77]. Il ajoute que cette insuffisance du gouvernement se justifie en raison des irrégularités avec les bénéfices du pétrole qui ont déjà été dépensés et de l'affaire de corruption de l'Institut de Protection des Économies Bancaire (IPAB*)[78].

Crónica de Hoy ne cite qu'à une seule reprise le discours de Vicente Fox Quesada, sans porter de jugement : « Le chef de l'État a souligné que ceux qui ont tout

---

74 CHARAUDEAU Patrick, *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours* [Texte imprimé], Bruxelles : De Boeck Université, 2005, 250p., P.13

75 « El ofrecimiento habría sido demagógico incluso si se hubiera referido exclusivamente a posesiones tangibles y materiales », EDITORIAL, « Irresponsabilidad ante la tragedia », *La Jornada*, 14 octobre 2005.

76 « Pasó de redentor de los damnificados ["no vamos a descansar hasta reponerle a cada familia lo perdido : su casa, sus muebles, su cosecha perdida y volver a echar a andar su negocio"] a simple burócrata promotor de créditos de Banobras […] », FERNANDEZ VEGA Carlos, « Fox : de redentor de damnificados a promotor de créditos », *La Jornada*, 15 octobre 2005.

77 « La reconstrucción no la puede abordar el gobierno federal, como dejó entrever Fox ayer en Salamanca [13 octubre] », GARRIDO Luis Javier, « El Lodazal », *La Jornada*, 14 octobre 2005.

78 Cf. Partie II, Chapitre 2 : Les affaires troubles, P.214

perdu à cause de l'ouragan Stan, récupèreront leurs pertes, restaureront leur source de revenus […] »[79]. Ce journal ne revient pas sur son changement de discours et ne polémique pas sur la question. Il suit sa ligne éditoriale, jusqu'à présent *Crónica de Hoy* informe du minimum et ne rentre pas dans les controverses.

Par conséquent, ces journaux n'évoquent que les promesses faites par Vicente Fox Quesada et ils les reçoivent avec scepticisme. Ils mettent en doute ses paroles. Cela est contradictoire pour *Cuarto Poder* qui a tendance à attaquer le gouvernement de l'État et à défendre le gouvernement fédéral lorsque leurs actions peuvent être comparées. Le silence du gouvernement de l'État qui ne promet pas et fait très peu d'annonces, est également très surprenant. Serait-il en attente de l'aval du gouvernement fédéral ? Quelle image la presse va-t-elle poser sur la gestion gouvernementale du désastre ? Ces deux instances, gouvernement fédéral et gouvernement de l'État du Chiapas, sont-ils présentés comme responsables ? Et si oui, quel est le sens de cette responsabilité : « devoir d'assumer ses propres obligations » ou « culpabilité » ?

2. Responsabilités ou responsables ?

a- *El Heraldo de Chiapas*

Pour justifier l'action du gouvernement, un article de Víctor M.Ancheyta[80] établit de manière didactique les obligations du gouvernement en cas de désastre naturel : assistance envers les gens, rétablissement de l'infrastructure, vérification de la bonne répartition des fonds et planification de la reconstruction. Rutilio Escandón[81] explique, quant à lui, qu'une des obligations du président de la République est d'être disponible et il en félicite Vicente Fox Quesada. Enrique García Cuellar résume la portée des différents articles sur ce sujet dans cette phrase : « La responsabilité directe des

79 « El mandatario subrayó que las familias que lo perdieron todo por el huracan Stan, recuperarán las pérdidas, restaurarán su fuente de ingresos […] », VIAYRA RAMIREZ Mariana, « Damnificados por Stan se repondrán, pero no "de gorra" ; habrá corresponsabilidad : Fox en Oaxaca », *Crónica de Hoy*, 19 octobre 2005.

80 ANCHEYTA B. Victor M., « Línea directa », *El Heraldo de Chiapas*, 17 octobre 2005.

81 ESCANDON Rutilio, « Unidad ante la adversidad », *El Heraldo de Chiapas*, 17 octobre 2005.

autorités avec critère et capacité de résolution a été couverte »[82].

Face aux critiques, *El Heraldo de Chiapas* admet la méfiance des sinistrés mais il présente les autorités comme des victimes: « ils [les sinistrés] sont méfiants, oui, mais que peuvent-elles [les autorités] faire d'autre? »[83]. De plus, « la faute » et les erreurs à l'origine du désastre ont tendance à être rejetées sur les gouvernements antérieurs : « Commence à surgir une nouvelle réalité, atroce, qui laisse apparaître l'irresponsabilité des gouvernements antérieurs »[84].

Cependant, dans les articles d'information générale, le regard est plus pondéré. On parle de lenteur, d'incapacité, d'indolence et de manque d'opérabilité du gouvernement quant à la gestion de l'aide, mais aussi d'hermétisme. Voilà pourquoi certains sénateurs comme Emilio Zebadúa (PRD*) vont demander des rapports sur la gestion des fonds.

La culpabilité du gouvernement de Vicente Fox Quesada dans le désastre est également évoquée, par la députée María Elena Orantes López (PRI*), par exemple : « Si la dévastation […] trouve son origine dans un phénomène naturel, on ne peut pas nier l'absence de contrôle, de prévention, de formation, d'évacuation ; “la responsabilité majeure de la Fédération saute aux yeux” »[85]. Et sa responsabilité est également mise en cause dans le problème des sinistrés qui ont obtenu une autorisation officielle pour construire leur maison dans des zones à risque ; un agriculteur s’insurge :

> Il est irresponsable qu'on ait autorisé la construction de logements en zone fédérale, considérée comme très risquée. Pour ces constructions, les familles ont obtenu leurs actes publics auprès des notaires ainsi qu’une autorisation des mairies, c’est un acte irresponsable.[86]

Par conséquent, les articles d'opinion de *El Heraldo de Chiapas* font état des obligations du gouvernement de Vicente Fox Quesada sans véritablement invoquer sa faute dans la

---

82 « La responsabilidad directa de las autoridades con criterio y capacidad resolutiva, ha sido cubierta », GARCIA CUELLAR Enrique, « Adoble Espacio », 18 octobre 2005.

83 « tienen desconfianza, sí, ¿pero que más pueden hacer? », LOPEZ AREVALO José, « Línea Sur », *El Heraldo de Chiapas*, 12 octobre 2005.

84 « Empieza a aparecer una nueva realidad, atroz que deja ver la irresponsabilidad de los gobiernos », GARCIA CUELLAR Enrique, « Adoble Espacio », *El Heraldo de Chiapas*, 24 octobre 2005.

85 « Si bien la devastación […] tuvo su origen en un fenómeno natural, no se puede negar la ausencia de monitoreo, de prevención, de capacitación, de evacuación “es palpable a la vista, aquí la responsabilidad mayor es de la Federación », LOPEZ Isaí, « Faltó prevenir para mitigar impacto de Stan : Orantes », *El Heraldo de Chiapas*, 22 octobre 2005.

86 « Es irresponsable que se haya autorizado la construcción de viviendas en zonas federales, consideradas de alto riesgo donde las familias tienen escrituras públicas expedidas por notarios y autorizadas por los ayuntamientos, en un acto de irresponsabilidad », LOPEZ Isaí, « Proponen reubicar a familias », *El Heraldo de Chiapas*, 17 octobre 2005.

catastrophe, alors que les articles d'information générale donnent une diversité de témoignages qui mettent au jour sa responsabilité, voire sa « culpabilité ». La responsabilité du gouvernement de l'État, quant à elle, n'est pas évoquée, contrairement à l'information donnée par *Cuarto Poder*.

b- *Cuarto Poder*

Dans ses articles d'opinion, face à la situation d'urgence, Miguel González Alonso parle d'absence du gouvernement fédéral et du gouvernement de l'État : « Où se trouvait le gouvernement au-delà de son discours frivole émis face aux médias? »[87]. Mais il évoque aussi l'hypocrisie du discours officiel, l'incapacité et l'incompétence du gouvernement de l'État.

Amet Samayoa, dans un article du 7 octobre 2005[88] accuse Pablo Salazar Mendiguchía d'avoir sous-estimé la force de la nature et d'être responsable des morts. C'est ce dont témoignent également les sinistrés : « Les manifestants ont inculpé les autorités d'être responsables des morts et des dommages matériels à cause d'omissions en n'ayant pas donné à temps la voix d'alerte »[89]. Nous avons pu constater, dans l'ensemble de notre corpus, que parfois les termes "les autorités" ou "le gouvernement" étaient utilisés sans que l'on puisse définir grâce au contexte de quel niveau de gouvernement il s'agissait, comme ci-dessus. C'est pourquoi nous considérons qu'il est question des autorités en général : fédérales, de l'État et municipales.

Les articles d'information générale traitent le plus souvent de la responsabilité sur le mode de la faute et mettent en cause les trois niveaux de gouvernement. Le dirigeant du « Mouvement Séparatiste du Soconusco » (*Movimiento Separatista del Soconusco*), Ángel Aguiar Díaz dénonce : « Dans la tragédie de Tapachula, il y a des responsables qui doivent être jugés pour les fautes qu'ils ont commises »[90]. Les faits reprochés sont les suivants : défaillance de la Protection civile, non évacuation et abandon des sinistrés par les autorités. Il accuse ainsi le maire de Tapachula, Ángel

87 « En donde ha estado el gobierno más allá de su discurso frívolo, emitido ante los medios de comunicación? », GONZALEZ ALONSO Miguel, « Red política », *Cuarto Poder*, 6 octobre 2005.
88 SAMAYOA Amet, « Tarot Político », *Cuarto Poder*, 7 octobre 2005.
89 « Los manifestantes culparon a las autoridades de ser las responsables de la pérdida de vidas y de los daños materiales por omisión al no haber dado a tiempo la voz de alarma […] », GARCIA R., VICTORIO R., « Marchan de nuevo ; demandan atención », *Cuarto Poder*, 26 octobre 2005.
90 « En la tragedia de Tapachula hay responsables que deben ser juzgados por sus faltas cometidas », VICTORIO R., GARCIA R., « No tiene precedente la catástrofe, aquí », *Cuarto Poder*, 8 octobre 2005.

Barrios Zea, et la Protection civile. L'idée de l'abandon et de la trahison par les maires des municipalités est récurrente : « Les sinistrés ont mentionné qu'ils dénonceraient les maires et les conseillers municipaux de Amatenango de la Frontera face au Congrès local, pour les avoir trompés et abandonnés »[91].

Les trois niveaux de gouvernement sont accusés d'incompétence, de manque de vision et de sensibilité dans un article du 8 octobre 2005[92]. Ils sont non seulement coupables du désastre, mais aussi de ne pas avoir assumer leurs responsabilités :

> À la différence de ce qui s'est passé en 1998 où il y a eu de l'organisation, des ressources et des fonctionnaires fédéraux assumant leur fonction dans chaque domaine incombant à leur responsabilité, aujourd'hui peu sont venus et aucun n'a assumé sa responsabilité.[93]

Contrairement à *El Heraldo de Chiapas*, *Cuarto Poder* valorise l'action du gouvernement antérieur (PRI*). Le journal dénonce également le manquement aux obligations des trois niveaux de gouvernement tout en les présentant comme coupables.

c- *La Jornada*

Tout comme *El Heraldo de Chiapas*, *La Jornada* va intégralement porter son attention sur le gouvernement fédéral et le présente ainsi : « Malheureusement, le courage, la hardiesse, la vision à long terme et la générosité ne sont pas les qualités dont sont parées les actuelles élites mexicaines »[94] . L'incompétence des hommes politiques face aux responsabilités qui leur incombent est également soulignée par *La Jornada* : « Au Mexique, il n'y a pas de gouvernement capable d'assumer ses responsabilités constitutionnelles et de répondre aux besoins les plus urgents du peuple mexicain »[95].

---

91 « Asimismo los damnificados mencionaron que denunciarán al edil y regidores de Amatenango de la Frontera ante el Congreso local, por haberlos engañado y abandonado », VASCONCELOS Cinthya, « Edil abandonó a damnificados », *Cuarto Poder*, 9 octobre 2005.

92 GARCIA R., VICTORIO R., PEREZ G., *et al.*, « Se disparan los precios de los productos básicos », *Cuarto Poder*, 8 octobre 2005.

93 « A diferencia de la situación ocurrida en el 98 cuando hubo organización, recursos y funcionarios federales asumiendo su función en cada una de las áreas de su responsabilidad, hoy pocos han venido pero ninguno ha asumido su responsabilidad », HERRERA Carlos, « Pide EZLN a gobierno no lucrar con el dolor », *Cuarto Poder*, 12 octobre 2005.

94 « Por desgracia, la valentía, el arrojo, la visión de largo plazo y la generosidad no son cualidades que adornen a las actuales elites mexicanas », LINARES ZAPATA Luis, « Imaginación y poder », *La Jornada*,12 octobre 2005.

95 « En México no hay un gobierno capaz de cumplir sus responsabilidades constitucionales y de atender las necesidades más urgentes del pueblo mexicano », GARRIDO Luis Javier, « La devastación », *La Jornada*, 28 octobre 2005.

Dans un article de Luis Javier Garrido, le sous-commandant Marcos (EZLN*) accuse le gouvernement de manque de gestion politique, de planification et d'organisation : « ils ne font rien d'autre qu'improviser et prétendre que l'urgence était déjà passée »[96].

Sur un ton sarcastique, ce même journaliste accuse le gouvernement de ne pas assumer ses responsabilités et de s'en remettre aux entrepreneurs ou financiers :

> L'économie de ces régions est détruite et ce ne peut être que de la responsabilité du gouvernement fédéral de mettre en place la reconstruction des zones dévastées, selon des critères éthiques et d'État, et ne pas essayer une fois de plus de laisser cette tâche à ceux qui n'ont d'autres ambitions que l'enrichissement ou d'autre projet que d'imposer un modèle d'exploitation.[97]

La Jornada dénonce ce qui commence à apparaître comme une gestion libérale du désastre. A travers la diffusion du courrier des lecteurs dans sa rubrique, Enrique Galván Ochoa[98] montre également que le gouvernement de Vicente Fox Quesada profite de cette catastrophe pour en faire une affaire rentable. Les lecteurs le décrivent comme n'étant pas un gouvernement décent, républicain et engagé. Ainsi, le journaliste Marco Rascón[99] invite à déconstruire l'actuel échafaudage politique et économique du pays, où règnent l'injustice, la miséricorde et le profit. De manière didactique, il demande à son lecteur de ne pas avoir peur de la déstabilisation qui sera nécessaire à la mise en place d'un État construit sur des valeurs humanistes et non plus libérales. *La Jornada* attaque le gouvernement fédéral sur le fond : sur sa gestion politique et économique du pays dont les sinistrés ont dû subir les conséquences. Il est globalement accusé de ne pas avoir assumé ses obligations et responsabilités, de ne pas avoir été à la hauteur ainsi que d'être incompétent. Cependant, *La Jornada* ne le rend pas directement coupable du désastre. Cette dernière citation qui rapporte les propos du Maire de Huixtla et du président de la République rend compte de la position de ce dernier et de sa responsabilité face à Stan :

---

96 « no están haciendo más que improvisar y pretender que la contingencia ya había pasado », GARRIDO Luis Javier, « El lodazal »,*La Jornada*, 14 octobre 2005.

97 « la economia de esas regiones está destruida y no puede ser sino responsabilidad del gobierno federal proceder a la reconstrucción de las zonas devastadas, con criterios éticos y de Estado, y no pretender una vez más dejar la tarea a quienes no tienen más ambición que el lucro ni más proyecto que imponer un modelo de explotación », GARRIDO Luis Javier, « El lodazal », *La Jornada*, 14 octobre 2005.

98 GALVAN OCHOA Enrique, « Dinero », *La Jornada*, 29 octobre 2005.

99 « Para actuar contra este pensamiento lo primero es no temer a la destabilización natural del orden político y económico, pues esto cuestiona y presiona, sobretodo el andamiaje de la injusticia que ha creado este proceso de integración económica, privatización y libre mercado », RASCON Marco, « País devastado », *La Jornada*, 25 octobre 2005.

> Le Maire Acosta avertit Fox Quesada : “Les esprits sont échaudés. Ils m'en veulent assez ; ils disent que c'est moi qui suis coupable”, ce à quoi le président répondit : “Quoi, c'est toi qui fais bouger l'eau et les nuages”?[100]

Cette réponse témoigne de l’aspect « naturelle » de cette catastrophe et de l’impuissance humaine face aux éléments. Vicente Fox Quesada déresponsabilise ainsi les autorités face au désastre.

3. Octobre 2006 : et les promesses ?

En 2006, *Cuarto Poder* revient sur les promesses de reconstruction qui n’ont pas été tenues par les autorités. Le journal rappelle d’abord celle de Vicente Fox Quesada qui avait dit qu'aucune maison ne serait reconstruite dans une zone à risque. Le « Thème du jour » du 1er octobre 2006 commence ainsi :

> Incroyable mais vrai : le gouvernement de l'État prétend réactiver le quartier de *Santa Cruz* qui avait été répertorié comme zone à risque, par conséquent on envisage de reloger les sinistrés dans ce lieu.[101]

Cette affaire est de nouveau traitée par Cadena Z. Carlos :

> À part le fait de ne pas avoir tenu la promesse de reconstruire des milliers de maisons, celles qui ont été remises officiellement, ils les ont construites dans des zones inondables et le pire c'est qu'elles manquent de services[102] comme l'eau potable, l'éclairage public et le drainage.[103]

---

100 « el alcalde Acosta advirtió a Fox Quesada : “Los ánimos están elevados. Están bastantes molestos conmigo ; dicen que yo tuve la culpa”, a lo que el Presidente respondió : “¿Qué, tú mueves el agua y las nubes?” », MARTINEZ Fabiola, « Lo peor ya pasó, dice Fox en refugio de damnificados por Stan », *La Jornada*, 9 octobre 2005.

101 « Increíble pero cierto : el gobierno del Estado pretende reactivar el Barrio Santa Cruz, que antes había dictaminado como zona de riesgo y por lo tanto los afectados fueron contemplados para ser reubicados a ese lugar », NARVAEZ Hector, « INVI reactiva zona de riesgo », *Cuarto Poder*, 1er octobre 2006.

102 Cf. Partie III, Chapitre 1 : Mise en place du plan, P.2293

103 « aparte de no cumplir con la entrega de millares de viviendas, las pocas que se han entregado oficialmente, las edificaron en zonas inundables y lo peor es que carecen de los servicios como son el agua potable, el alumbrado público y los drenajes », CADENA Z. Carlos, « Comentario Zeta », *Cuarto Poder*, 5 octobre 2005.

Que ce soit dans les articles d'opinion ou d'information générale, le message est le même : « Ni Fox ni Pablo n'ont tenu leurs promesses »[104]. Le champ lexical du mensonge revient : « La reconstruction est devenue le “Mensonge du mandat de 6 ans” de l'actuel gouvernement de l'État »[105]. Roberto Domínguez Cortés oppose le luxe des bureaux de Pablo Salazar Mendiguchía à la pauvreté de la zone Sierra et, non sans sarcasme, il s'insurge : « Au lieu de donner des informations mensongères depuis des locaux bien agencés avec air conditionné […], il ferait mieux de faire un tour à Motozintla »[106]. Pablo Salazar Mendiguchía avait promis[107] que la reconstruction atteindrait les 100% lors du changement de gouvernement mais la réalité est autre. En 2007, lors de notre troisième voyage sur les lieux, des sinistrés n'avaient toujours pas été relogés.

Face à ce message, *El Heraldo de Chiapas* répond par des reportages photographiques[108] de plusieurs pages sur lesquelles nous pouvons voir des lotissements de maisons neuves. Le message est donc visuel et « publicitaire », et utilise ces clichés comme preuves. On a l'impression que le journal promeut le travail effectué par le gouvernement de l'État. Les titres des articles parlent d'eux-mêmes : « Presque prêts à 100%, les centres médicaux affectés par “Stan” »[109] ; « Les locataires ont maintenant un logement propre »[110] ; « Pour les ponts, la reconstruction a été accomplie »[111] ; « Chiapas est sur pied : Pablo »[112] ; « À une année de Stan 90% de reconstruction d'écoles »[113] .

Cependant, certains articles évoquent aussi des retards ou des plaintes de sinistrés mécontents des retards comme celui du 10 octobre 2006 : « L’Organisation Prolétaire Emiliano Zapata (OPEZ*) demande à la (SEDESOL*) qu'elle donne son aval pour leurs demandes sociales »[114]. Mais accompagnées de ces images, les doléances

104 « Ni Fox ni Pablo han podido cumplir », MELGAR Sergio, « Con la piedra en el zapato », *Cuarto Poder*, 4 octobre 2006.
105 « La reconstrucción se ha transformado en “Mentira Sexenal” del actual gobierno del estado», HERNANDEZ LOPEZ Julio, « Astillero », *Cuarto Poder*, 5 octobre 2005.
106 « En vez de informar mentiras desde locales bien montados con aire acondicionado […] debería de darse una vuelta por Motozintla », CADENA Z. Carlos, « Comentario Zeta », *Cuarto Poder*, 9 octobre 2006.
107 CADENA Z. Carlos, « Comentario Zeta », *Cuarto Poder*, 9 octobre 2006.
108 Cf. Annexe IV, « A un año de Stan en Chiapas », *El Heraldo de Chiapas*, 4 octobre 2006, P.468
109 ANONYME, « Casi listas al 100 % unidades médicas afectadas por Stan », *El Heraldo de Chiapas*, 1 octobre 2006.
110 ANONYME, « Inquilinos ahora cuentan con una vivienda propia », *El Heraldo de Chiapas*, 2 octobre 2006.
111 ANONYME, « En puentes, la reconstrucción se cumple », *El Heraldo de Chiapas*, 2 octobre 2006.
112 ANONYME, « Chiapas está de pie : Pablo », *El Heraldo de Chiapas*, 5 octobre 2006.
113 ANONYME, « A un año de Stan 90 % en reconstrucción de escuelas », *El Heraldo de Chiapas*, 6 octobre 2006.
114 CUNJAMA Beatriz, « Pide OPEZ a la Sedesol cumplimiento de sus demandas sociales », *El*

peuvent apparaître déplacées.

Par conséquent, le message de *El Heraldo de Chiapas* est de montrer que les promesses sur la reconstruction ont été tenues, en s'aidant de l'image (la présence de photographies) pour appuyer ses propos[115] alors que les autres journaux ne s'en servent pas. Cependant, *El Heraldo de Chiapas* donne d'autres informations, de façon éparse, qui montrent certaines failles dans cette reconstruction, alors que *Cuarto Poder* ne publie aucun article ou témoignage positif envers le gouvernement, ce dernier reste plus fermé sur ses positions : la reconstruction est à peine commencée.

SECTION C – Entre Fédération et État

1. L'enjeu électoral de 2006

Les élections de l'été 2006 ont débuté sur la scène de « Stan » dès octobre 2005. Nous parlons de « scène » en référence aux entrées et sorties des hommes politiques qui, placés sous « les feux de la rampe », viennent proposer tour à tour des solutions pour gérer le désastre. Nous verrons qui propose quelle recette et à quelles fins.

Certains journalistes parlent de « stratégie politique », comme dans les articles d'opinion d'octobre 2005 de *Cuarto Poder.* Un journaliste[116] se demande si la rétention d'informations faite au sujet de la déclaration de la zone de désastre n'est pas une stratégie politique de Vicente Fox Quesada et de Pablo Salazar Mendiguchía visant à profiter de la douleur des Chiapanèques. Il sous-entend qu'ils pourraient de la sorte manipuler et orienter le cours des élections de 2006. Rita Balboa justifie ces propos en déclarant que :

> L'histoire de la politique mexicaine est truffée de tromperie et de délais de la part de ses protagonistes qui cherchent à profiter de n'importe quelle situation, même douloureuse, pour faire grossir leurs obligations et leurs fortunes politiques, surtout quand il s'agit d'élections pendant

---

Heraldo de Chiapas, 10 octobre 2006.

115 Cf. Annexe IV, « A un año de Stan 90 % en reconstrucción de escuelas », *El Heraldo de Chiapas*, 6 octobre 2006, P.467

116 BALBOA Rita, « Aroma Política », *Cuarto Poder*, 23 octobre 2005.

> lesquelles on cherche à ratifier le triomphe ou à hériter du gouvernement[117].

Les maires des municipalités[118] sont également suspectés de ne pas informer de la reconstruction par ordre du gouvernement de l'État, qui leur aurait promis de renouveler leurs mandats d'une année en échange de leur mutisme.

Dans les articles d'opinion de 2006, *Cuarto Poder* accuse les autorités de s'être servies de cette tragédie pendant les premiers mois de Stan pour faire un travail de campagne électorale et de s'être ensuite arrangées pour occulter le désastre dans le but de préparer les élections : « Pratiquement depuis janvier 2006, on a commencé à occulter la tragédie pluviale du Chiapas avec pour objectif de préparer les élections dénoncées comme "Elections d'État" »[119]. *Cuarto Poder* accuse les autorités d'avoir oublié cette catastrophe : « Le processus électoral a permis d'oublier la tragédie humaine »[120]. Ce même journaliste compare avec ironie la scène médiatique de Stan à un laboratoire électoral. Il dénonce le manque de scrupules des autorités qui profitent de la tragédie humaine pour la convertir en projet électoral :

> Des milliers de nos sinistrés, tels des cochons d'Inde, ont été utilisés comme produits d'un laboratoire électoral où ont affleuré la perversité et la déshumanisation de ceux qui gouvernent.[121]

Ces articles montrent du doigt une tendance des hommes politiques à faire passer le profit avant la dimension sociale.

La Jornada fait passer un message d'injustice en comparant le budget gouvernemental octroyé pour la reconstruction et celui prévu pour les élections de 2006 : « 12 milliards de pesos est un montant légèrement inférieur au budget électoral de 2006, menu fretin le chiffre engagé par le gouvernement Foxiste pour la reconstruction

---

117 « La historia de la política mexicana está tapizada de engaños y dilaciones de sus protagonistas para aprovecharse de cualquier situación por dolorosa que esta sea, lo cual engrosa sus bonos y caudales políticos sobre todo cuando se trata de elecciones en las que se busca ratificar el triunfo o heredar el gobierno », BALBOA Rita, « Aroma Política », *Cuarto Poder*, 23 octobre 2005.

118 CADENA.Z. Carlos, « Comentario Zeta », *Cuarto Poder*, 12 octobre 2006.

119 « Prácticamente desde enero de 2006, se empezó a ocultar políticamente la tragedia pluvial de Chiapas con finalidad de preparar las elecciones denunciadas como elecciones del estado », CADENA Z. Carlos, « Comentario Zeta », *Cuarto Poder*, 4 octobre 2006.

120 « El proceso electoral aprovechó para olvidar la tragedia humana », CADENA Z. Carlos, « Comentario Zeta », *Cuarto Poder*, 4 octobre 2006.

121 « nuestra gente damnificada que, como « conejillos de Indias», miles de ellos fueron utilizados como productos de un laboratorio electoral donde afloró la perversidad y la deshumanización de los que gobiernan Chiapas », CADENA Z. Carlos, « Comentario Zeta », *Cuarto Poder*, 4 octobre 2006.

[…] »[122]. À plusieurs reprises, dans ce journal revient la réclamation d'octroyer cet argent au profit des sinistrés et à la réparation des dommages au lieu de le dépenser pour les élections. Marco Rascón[123] résume « la scène » en disant que la campagne électorale de 2006 ne s'est pas ouverte avec des idées mais avec un désastre.

Crónica de Hoy se sert avec récurrence de la métaphore de l'ouragan et du désastre pour parler de l'attitude de tous les partis politiques confondus. En effet, ceux-ci apparaissent : « sous les eaux et la boue, sans communication, déconnectés »[124]. Ce journal accuse les partis politiques, en raison de leurs mesquineries, de semer de nouveaux vents qui annoncent de nouvelles tempêtes : « et on prévoit de nouveaux ouragans pour l'été 2006 »[125]. Voilà comment le journal a traité l'information des élections de 2006. On ne peut pas dire que cela ait des répercussions compte tenu du petit nombre d'articles.

El Heraldo de Chiapas n'évoque pas non plus la possibilité de politisation de la tragédie à des fins électorales dans ses articles d'opinion de 2005 ni dans ceux de 2006. Dans ses articles d'information générale, il rapporte cependant les propositions de solidarité faites par les différents acteurs politiques, propositions que nous allons étudier à présent. Seuls *La Jornada* et *Cuarto Poder* présentent la gestion du désastre par les hommes politiques comme un moyen d'ouvrir la campagne électorale, un an avant les élections.

2. Les différentes propositions

a- L'histoire du salaire des députés

Les propositions de dons, sous différentes formes, faites par les partis politiques ou candidats aux élections de 2006, nous laissent percevoir leur désir de se détacher des autres et de briller par des actions. Ces dernières se veulent néanmoins dénuées de tout

122 «12 000 millones de pesos es un monto ligeramente inferior al presupuesto electoral 2006, de tal suerte que morralla resulta la cifra comprometida por el gobierno foxista para la reconstrucción […] », FERNANDEZ VEGA Carlos, « Morralla, la cifra que ofrece Fox para la reconstrucción », *La Jornada*, 24 octobre 2005.

123 RASCON Marco, « País devastado », *La Jornada*, 25 octobre 2005.

124 « bajo las aguas y el lodo, incomunicados, desconectados », CARREÑO Carlón José, « Vientos huracanados y partidos desconectados », *Crónica de Hoy*, 8 octobre 2005.

125 « y anticipan huracanes para el verano del 2006 », CARREÑO Carlón José, « Vientos huracanados y partidos desconectados », *Crónica de Hoy*, 8 octobre 2005.

profit politique. Or comme nous allons le constater, tous les hommes politiques qui lancent des idées pour se solidariser avec les Chiapanèques sont ceux qui vont se présenter aux futurs élections.

Cuarto Poder revient à plusieurs reprises sur la proposition du député Juan Ávila (PAN*) et des sénateurs Arely Madrid Tovilla (PRI*) et de José Antonio Aguilar Bodegas[126] (PRI*). Ils ont émis l'idée de donner trois jours de salaire soit 6 900 pesos[127] par parlementaire pour les sinistrés, ce qui équivaut à 3,45 millions de pesos[128]. Alors que le 7 octobre 2005, un article de *El Heraldo de Chiapas* informe : « 128 sénateurs donneront 3 jours de salaire »[129], comme si la proposition avait été avalisée, un article de *Cuarto Poder,* le même jour, informe que cette offre n'a pas été retenue car le Congrès « ne peut pas obliger les instances administratives de la Chambre à retenir une partie des salaires des législateurs »[130]. Manuel Velásco Coello[131] (PVEM*) qualifie de lamentable cette réponse des députés et il ajoute : « Je me sens honteux, en tant que Chiapanèque, que les législateurs ne soient pas solidaires »[132]. Ricardo Aguilar Gordillo, président du groupe « Unis pour Chiapas » (*Unidos por Chiapas*) qui gère la répartition des aides, considère ce refus, déplorable et honteux.[133] Chacun va donc se positionner face à cette première action, largement médiatisée.

Crónica de Hoy reste quant à lui informatif :

> Au milieu de ces contradictions et du rebondissement incessants de responsabilités entre les grandes instances de la Chambre, la plénière a décidé d'enlever de l'accord la donation pour les sinistrés d'environ 6 900 pesos pour chacun des 500 députés.[134]

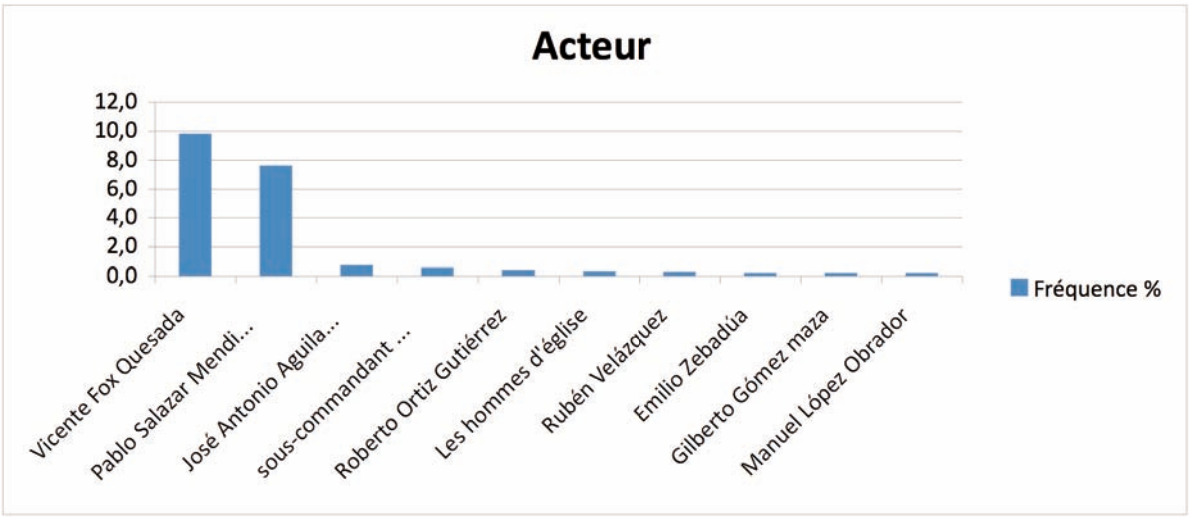
126 Cf. Biographie, P.470
127 376 euros
128 188 000 euros
129 « Donarán 128 senadores tres días de salario », ANONYME, *El Heraldo de Chiapas*, 7 octobre 2005.
130 « no puede obligar a instancias administrativas de la Cámara a retener parte de las dietas de los legisladores », MEXICO, D.F.SUN, « Marcha atrás el apoyo a los damnificados », *Cuarto Poder*, 7 octobre 2005.
131 Cf. Biographie, P.470
132 « Me siento avergonzado como chiapaneco que los legisladores no se solidaricen », MEXICO, D.F Agencias, « Es lamentable la actitud de los diputados : Velasco », *Cuarto Poder*, 7 octobre 2005.
133 LEYVA Carolina, « Exhortan a políticos a trabajar con más mesura y prudencia », *Cuarto Poder*, 8 octobre 2005.
134 « En medio de contradicciones y el rebote incesante de responsabilidades entre las máximas instancias de la Cámara, el pleno determinó quitar del punto de acuerdo la donación para los damnificados de unos 6 mil 900 pesos por cada uno de los 500 diputados », FRANCO Luciano, « Senadores donan tres días de su salario a los afectados », *Crónica de Hoy*, 7 octobre 2005.

Pepe Grillo[135], dans son article du 8 octobre 2005 ironise sur l'attitude des députés qui font une annonce pompeuse de dons et changent soudainement de modalités car ils n'ont pas réussi à se mettre d'accord.

Dans un article de Enrique Galván Ochoa de *La Jornada*, un lecteur se moque de ce coup de théâtre :

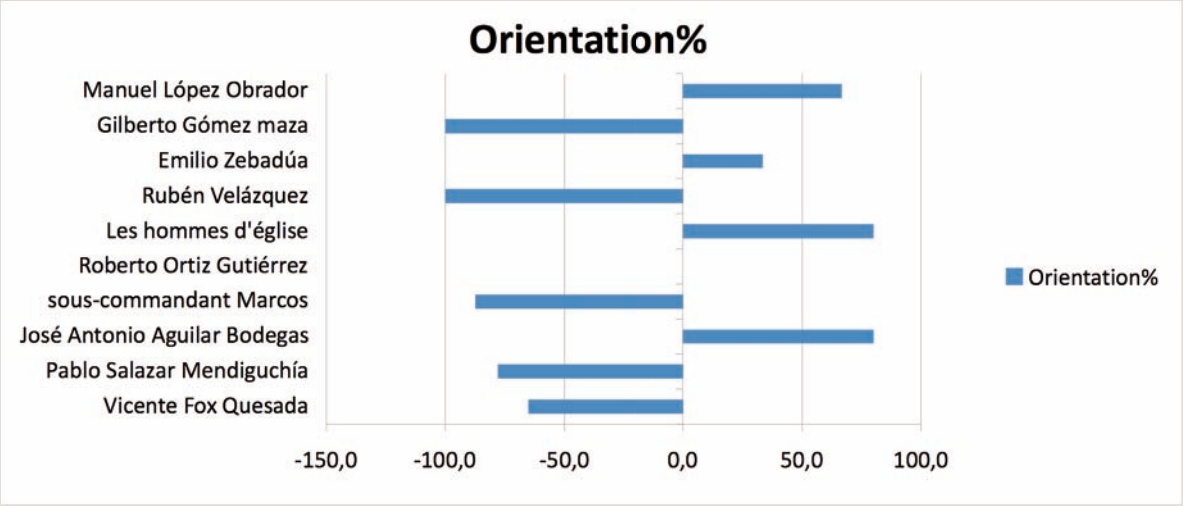
> Ils se mettent en colère [Comme Gómez et Zebadúa, du PRD*] si quelqu'un leur demande un jour de salaire pour pallier les effets des inondations. La classe politico-financière mexicaine n'a jamais eu une once de conscience sociale.[136]

Force est de constater que cette proposition faite par José Antonio Aguilar Bodegas, député chiapanèque du PRI* lui a conféré une certaine prépondérance sur la scène médiatique, et il se présentera d'ailleurs aux élections de gouverneur du Chiapas en tant que candidat de « Alliance pour le Chiapas » (*Alianza por Chiapas* : PRI-PVEM*). Dans les études d'opinion, Aguilar Bodegas revient avec une fréquence de 0,8% et un taux d'orientation favorable de 80%. C'est la personne, après Vicente Fox Quesada et Pablo Salazar Mendiguchía, qui est la plus médiatisée toutes presses confondues et la plus appréciée. Vicente Fox Quesada a une fréquence de 9,8% et une orientation défavorable de 54,5% et Pablo Salazar Mendiguchía a une fréquence de 7,6% et une orientation défavorable de 78%. Ces histogrammes représentent la fréquence et l'orientation des acteurs politiques qu'il nous a semblé nécessaire de faire apparaître :



135 GRILLO Pepe, « Hipótesis de Pablo Salazar », *Crónica de Hoy*, 8 octobre 2005.

136 « Se enojan [como Gómez y Zebadúa, del PRD] si alguién les pide un día de salario para paliar los efectos de las inundaciones. La clase político-financiera mexicana nunca ha tenido un ápice de conciencia social », GALVAN OCHOA Enrique, « Adiós a Greenspan », *La Jornada*, 25 octobre 2005.



José Antonio Aguilar Bodegas ne sera pas le seul à intervenir de la sorte ; après l'affaire du salaire des députés, les partis politiques vont, à leur tour, lancer une offre.

b- L'histoire des salaires des partis politiques

Le candidat du PRD* à la présidentielle, Andrés Manuel López Obrador suggère également la donation de 10% des ressources publiques qui étaient normalement destinées à la campagne présidentielle de 2006, aux sinistrés (1 milliard de pesos[137]). Cette demande a été faite à l'Institut Fédéral Électoral (IFE*) présidé par Luis Carlos Ugalde.

El Heraldo de Chiapas relaie cette information à travers le représentant local du PRD*, Emilio Zebadúa González qui jouit dans les articles d'opinion d'une orientation favorable de 33% pour 0,2% de fréquence (très faible). Emilio Zebadúa se présentera lui aussi aux élections de l'État du Chiapas en 2006. Le PRD* est également représenté dans la presse par le sénateur Rutilio Escandón. Ce parti politique obtient une fréquence de 0,9% à égalité avec le PRI* représenté médiatiquement par les députés José Antonio Aguilar Bodegas dont nous avons déjà parlé et Sami David David au niveau de l'État du Chiapas. Roberto Madrazo est le candidat du PRI à la présidentielle. Le PAN* est représenté, avec une fréquence de 0,5%, au niveau de l'État du Chiapas par Rojas Toledo et Felipe Calderón Hinojosa, actuel président de la République du Mexique. Le PVEM*

137 54,5 millions d'euros

a une fréquence de 0,1%, Manuel Velasco Coello est le candidat de ce parti qui se présente également pour les élections de gouverneur du Chiapas. Nous avons donc fait le tour des principaux partis politiques au niveau de l'État et fédéral, et nous pouvons constater que ces personnes sont les principaux acteurs et intervenants des journaux.

La Jornada, journal qui s'est posé en représentant du PRD*, va largement diffuser la proposition du PRD et en faire l'éloge :

> López Obrador […] a proposé de réduire le coût de la campagne électorale afin d'apporter en échange de l'aide aux milliers de sinistrés de la tempête dans le sud du pays. Il a dit que les critiques de ses adversaires ne le toucheraient pas parce qu'il ne peut pas y avoir de gouvernement riche avec un peuple pauvre.[138]

En date du 14 octobre 2005, on apprend l'impossibilité de mettre en pratique cette proposition :

> La loi n'empêche pas que les partis politiques puissent faire des donations pour diverses causes, mais cette décision incombe exclusivement aux partis, c'est pourquoi l'autorité fédérale ne peut pas prendre de décision en la matière, parce que la loi ne lui confère pas de faculté à le faire.[139]

Nous rentrons par conséquent, dans le même schéma que l'offre des députés : un effet d'annonce puis un rejet.

c- Les autres protagonistes

Hormis ces deux affaires qui ont été très médiatisées, d'autres hommes politiques vont eux aussi offrir des alternatives de même nature. Ces hommes politiques sont ceux que nous retrouverons aux élections de 2006.

Roberto Madrazo[140], candidat du PRI à la présidentielle de 2006 du Mexique, va annoncer la suspension des élections internes dans les États du Sud affectés par Stan :

---

138 « López Obrador […] propuso reducir el costo del proceso electoral a cambio de brindar auxilio a los miles de damnificados por el temporal en el sur del país. Dijo que no le afectarán las críticas de sus adversarios porque no puede haber un gobierno rico con un pueblo pobre », GARDUÑO Roberto, « Canalizar a damnificados dinero de comicios : AMLO », *La Jornada*, 14 octobre 2005.

139 « la ley no impide que los partidos políticos puedan hacer donaciones para diversos propósitos, pero esa decisión compete exclusivamente a los propios partidos, por lo que la autoridad federal no puede disponer ninguna decisión en la materia, porque la ley no le confiere ninguna faculdad para hacerlo », URRUTIA Alonso, « Es loable brindar apoyo : Ugalde », *La Jornada*, 14 octobre 2005.

140 RAMOS Leopoldo, PEREZ Ciro, « Pide Madrazo elección priísta en estados afectados por huracanes », *La Jornada*, 31 octobre 2005.

« L'aspirant à la présidentielle considère que les habitants du Chiapas, Quintana Roo et Yucatán ne sont pas en condition de participer à des processus électoraux quels qu'ils soient »[141]. Ainsi il montre sa sensibilité et se distingue en cherchant à ne pas « politiser » la catastrophe. *Cuarto Poder* met également en scène le désir de Roberto Madrazo (PRI*) d'arrêter le processus d'élection interne au parti, et celui de Rojas Toledo (PAN*) de se présenter à l'élection de gouverneur de l'État du Chiapas. Les autres candidats interviennent souvent lorsqu'ils demandent à ne pas profiter politiquement de la tragédie comme Manuel Velasco Coello (PVEM*) ou Sami David David (PRI*).

El Heraldo de Chiapas fait un article sur Víctor González Torres : « Le Docteur Simi envoie de l'aide en espèces aux États affectés par Stan »[142]. Ce personnage, connu sous le nom de Docteur Simi est un entrepreneur mexicain possédant des « pharmacies-Similaires » (*Farmacias similares*) qui vendent à bon marché des médicaments. Son succès est basé sur de fortes campagnes médiatiques. Le Docteur Simi très populaire au Mexique a également été pré-candidat à la présidentielle de 2006 et est donc intervenu, comme nous pouvons le voir, sur la scène médiatique de Stan en apportant un soutien financier.

Rutilio Escandón Cadenas (PRD*) dénonce dans *El Heraldo de Chiapas* le prosélytisme d'un de ses co-partisans, Rubén Velázquez López, membre du PRD et secrétaire du gouvernement de l'État du Chiapas, quand celui-ci offre des projets productifs et des sacs de denrées aux sinistrés : « Il se trouve dans une vraie campagne à la recherche de l'obtention de la candidature du PRD pour le gouvernement de l'État »[143]. Rubén Velázquez López se préparait à la candidature aux élections gouvernementales de 2006, candidature qu'il déclinera par la suite pour accepter un siège de sénateur, et laisser la place à Juan Sabines, actuel gouverneur du Chiapas. Sabines, pour obtenir le gouvernement du Chiapas, est passé du PRI* auquel il a toujours été affilié, à une coalition regroupant des partis adverses comme le PRD*, PT*, CD*. L'important était donc de gouverner, la couleur et l'idéologie du parti importaient peu.

---

141 « El aspirante a presidencial consideró que los habitantes de Chiapas, Quintana Roo et Yucatán no están en condiciones de participar en procesos electorales de ninguna índole », RAMOS Leopoldo et PEREZ Ciro, « Pide Madrazo elección priísta en estados afectados por huracanes », *La Jornada*, 31 octobre 2005.

142 VEGA Jorge, « Envía el Dr. Simi ayuda en especie a los estados afectados por Stan », *El Heraldo de Chiapas*, 8 octobre 2005.

143 « Se encuentra en franca campaña en busca de obtener la candidatura del PRD a la gubernatura del estado », ANONYME, « Ofrece Velasquez apoyos oficiales para promocionarse, acusa Rutilio », *El Heraldo de Chiapas*, 31 octobre 2005.

Ces quelques exemples nous prouvent que l'actualité de Stan est dominée par l'intervention d'hommes politiques qui sont exclusivement les futurs candidats à la présidentielle ou aux élections de l'État du Chiapas. Ces propositions qui mêlent vie privée (donner l'argent de son salaire), vie publique peuvent être considérées comme populistes, comme un désir d'atteindre la population par l'affectif et l'appât de l'argent.

3. Relations gouvernementales

a- Le voyage de Vicente Fox Quesada en Espagne

Les propos que le président de la République tient lors de ce voyage en Espagne en octobre 2005, pour le XV^{e} sommet Ibéro-Américain, provoquent une vague déferlante médiatique :

> Comme à son habitude, le président Vicente Fox Quesada profite de ses voyages à l'étranger pour parler des affaires internes […] il a accusé les gouverneurs du Sud-Est du pays […] de ne pas avoir prévu l'urgence économique provoquée par l'ouragan Stan.[144]

Cette affaire va nous permettre de sonder les rapports entre gouvernement fédéral et gouvernement des États dont celui du Chiapas.

Les journaux sont unanimes sur la version qui atteste que Vicente Fox Quesada accuse les gouverneurs des États de ne pas avoir été prévoyants et que par conséquent, ils devront faire appel à des crédits pour la reconstruction :

> Il a signalé que le Chiapas et les autres États devront avoir recours maintenant à des crédits de la Banque de Développement qu'ils pourront rembourser sur quinze ans ; dans le cas contraire son administration se verrait affectée l'année prochaine d'une dette atteignant jusqu'à 2 milliards de pesos.[145]

144 « como es la costumbre del presidente Fox de aprovechar sus salidas al extranjero para hablar de asuntos internos […] culpó a los gobernadores del Sureste del país […] de no prever la emergencia económica desatada por el huracán Stan», BERDEJO ARVIZU Aurora, « Vanguardia Política », *El Heraldo de Chiapas*, 14 octobre 2005.

145 « señaló que Chiapas y los otros estados ahora deberán recurrir a créditos de la banca de desarrollo que podrían pagar hasta en quince años, pues de lo contrario su administración se verá afectada el próximo año con deudas de hasta 2 mil millones de pesos », BERDEJO ARVIZU Aurora, « Vanguardia Política », *El Heraldo de Chiapas*, 14 octobre 2005.

Face aux propos de Vicente Fox Quesada (le gouvernement fédéral n'apportera pas davantage que ce à quoi il s'est engagé pour la reconstruction) les gouvernements des États lui répondent « qu'ils n'ont pas les ressources suffisantes pour continuer les travaux qui ont été validés pendant la réunion ».[146]

La Jornada qualifie cette affaire de « marchandage honteux entre l'Exécutif fédéral et les gouvernements des États »[147]. Ce journal insinue que Vicente Fox Quesada cherche une confrontation avec les gouvernements de l'État :

> Fox lui-même, depuis le territoire espagnol, s'est chargé de le transformer [le désaccord] en une énième confrontation de grande envergure, en attribuant la pauvreté des fonds à la réelle ou supposée non prévoyance des gouverneurs des entités.[148]

En outre, les sénateurs du PRI, du PRD et les députés du PT, c'est-à-dire ses principaux opposants ont considéré les déclarations de Vicente Fox Quesada comme « offensantes, imprudentes et cyniques »[149].

Comme le précise *El Heraldo de Chiapas*[150], le président ajoute que les gouvernements des États auraient dû prévoir un Fonds pour ce type d'urgence post-catastrophe. Ce journal est spéculatif quant à la réponse des gouverneurs mais s'accorde avec l'idée de confrontation émise par *La Jornada* : « Les paroles du président vont entraîner un affrontement d'une grande ampleur avec les gouverneurs »[151]. David Martínez parle de froideur de Vicente Fox Quesada envers les gouverneurs. Cette attitude du chef de l'État nous montre qu'il ne veut pas prendre la responsabilité de ceux qui n'ont pas prévu ce type de situation : « Son éloignement envers eux est devenu évident »[152].

---

146 « no tienen recursos suficientes para completar las obras acordadas en la reunión », MARTINEZ Fabiola, « Destinará el gobierno federal 7 mil 500 millones de pesos a reconstrucción », *La Jornada*, 13 octobre 2005.

147 « un regateo vergonzoso entre el Ejecutivo Federal y los gobiernos estatales », EDITORIAL, « Irresponsabilidad ante la tragedia », *La Jornada*, 14 octobre 2005. [CD-ROM].

148 « el propio Fox, desde el territorio Español, se ha encargado en convertirla [la discordancia] en una enésima confrontación de gran calado, al atribuir la escasez de fondos a la real o supuesta imprevisión de los gobernadores de las entidades », EDITORIAL, « Irresponsabilidad ante la tragedia », *La Jornada*, 14 octobre 2005.

149 « Ofensivas, imprudentes y cinicas », MARTOCCIA H., CAMACHO C., LOPEZ G., *et al.*, « "Ofensivo y cínico" , que Fox acuse a los gobernadores de no ser previsores », *La Jornada*, 15 octobre 2005.

150 BERDEJO ARVIZU Aurora, « Vanguardia Política », *El Heraldo de Chiapas*, 14 octobre 2005.

151 « Las palabras del presidente propiciarán un enfrentamiento de tal magnitud con los gobernadores », BERDEJO ARVIZU Aurora, « Vanguardia Política », *El Heraldo de Chiapas*, 14 octobre 2005.

152 « Su distanciamiento con ellos se hizo evidente », MARTINEZ David, « Entre políticos », *El Heraldo de Chiapas*, 15 octobre 2005.

Face à l'attaque du président, *El Heraldo de Chiapas* défend la position du gouvernement de l'État en soutenant que Vicente Fox Quesada tient des propos contradictoires entre ses visites au Chiapas et ses voyages à l'extérieur. De plus, sur le ton de l'éloge cette fois-ci, ce journal témoigne des efforts considérables que le gouvernement de l'État a fait depuis six ans pour économiser. Par conséquent, les propos de Vicente Fox Quesada sont vécus par les médias comme des attaques injustes. Même Carlos Rojas[153] de *Cuarto Poder* défend le gouvernement de l'État en accusant Vicente Fox Quesada de laisser les Chiapanèques livrés à eux-mêmes alors qu'ils n'ont pas d'argent. Roberto Albores Guillén, ex-gouverneur PRI du Chiapas, publie une lettre dans *Cuarto Poder* le 24 octobre 2005, adressée au président. Dans cette lettre, nous pouvons clairement observer « le jeu » entre ces deux gouvernements :

> Ces déclarations ont causé une véritable préoccupation et tristesse aux Chiapanèques. Notre allié principal ne peut pas nous laisser seuls. L'État du Chiapas ne peut pas s'hypothéquer »[154].

Le gouvernement de l'État du Chiapas joue la carte de l'affectif, de l'abandon, de l'injustice afin de faire « culpabiliser » le gouvernement fédéral qui, comme nous allons le voir, est présenté comme le seul ayant le pouvoir de résoudre ces problèmes. Le ministère de l'Intérieur, de son côté, tente de rassurer les Chiapanèques à travers le discours de Carlos Abascal Carranza :

> La Fédération ne va pas laisser le Chiapas seul, l'État va devoir faire face à la partie qui lui correspond, mais le Chiapas sera sans aucun doute soutenu par la Fédération […].[155]

b- Entre assistanat et co-responsabilité

Comme nous venons de le montrer, les journaux présentent le gouvernement fédéral comme le seul disposant des moyens nécessaires pour pouvoir aider à la reconstruction. L'explication est simple : « Le problème dépasse les possibilités des

153 ROJAS Carlos, « Instituciones siniestradas », *Cuarto Poder*, 14 octobre 2005.

154 « A los chiapanecos estas declaraciones nos han causado profunda preocupación y tristeza. Nuestro aliado principal no nos puede dejar solos. Para Chiapas sería funesto. El estado de Chiapas no puede hipotecarse », ALBORES GUILLEN, « Una voz, de muchas, de miles de voces », *Cuarto Poder*, 24 octobre 2005.

155 « la federación no va a dejar solo a Chiapas, el Estado va a enfrentar la parte que le corresponda, pero Chiapas será sin duda apoyado por la federación […]», COUTIÑO Rosario, « Incomunicadas 60 localidades : Segob », *El Heraldo de Chiapas*, 15 octobre 2005.

gouvernements des États »[156]. *El Heraldo de Chiapas*[157] pense que le gouvernement fédéral doit assumer son rôle de « meneur » (*liderazgo*).

La Jornada montre l'égoïsme de ce gouvernement fédéral pour lequel rien n'est grave tant que cela n'affecte pas ses décisions au niveau de son pouvoir central :

> Produit du centralisme et de la concentration des décisions dans la capitale, toute dévastation dans les provinces est considérée comme relative, tant qu'elle n'affecte pas la métropole dans ses décisions.[158]

Il dénonce également le manque de communication entre les trois niveaux de gouvernements, voire les obstacles qu'ils se mettent entre eux :

> Les différentes instances du gouvernement fédéral et de l'État ne partagent pas l'information et se bloquent les unes des autres, on comprend que chacune cherche à sauvegarder sa position de protagoniste pour capitaliser politiquement la catastrophe.[159]

Face à ces critiques, le message du gouvernement fédéral et des autorités est celui de la co-responsabilité. Ausencio García[160] pense que la collaboration de la Fédération est nécessaire et le gouverneur de Zacatecas, Amalia García Medina, soutient que : « Les trois niveaux de gouvernements doivent financer la reconstruction »[161]. Les sénateurs ont fait la demande au président Vicente Fox Quesada et aux gouverneurs des États affectés de mettre en place ensemble le programme de reconstruction. Ce projet de la création d'une commission d'aide entre ces deux instances a encore été mené par Aguilar Bodegas (PRI*). *Cuarto Poder* ne fait pas tant l'éloge du projet que de son commanditaire : « Il a réussi à faire approuver à l'unanimité dans cet accord qu'on inclue le point de la création d'une Commission d'Aide avec le gouvernement Fédéral »[162].

---

156 « El problema rebasa las posibilidades de los gobiernos estatales », LABASTIDA OCHOA Francisco, « “Wilma”, “Stan” y los recursos petroleros », *El Heraldo de Chiapas*, 26 octobre 2005.

157 ANONYME, « Recursos para regiones afectadas, pide Escandón », *El Heraldo de Chiapas*, 7 octobre 2005.

158 « Producto del centralismo y la concentración de decisiones en la capital, toda devastación en las provincias se considera relativa, mientras no afecte la metrópoli de las decisiones », RASCON Marco, « País devastado », *La Jornada*, 25 octobre 2005.

159 « Las diferentes instancias de gobierno federal y estatal no comparten información y se bloquean unas con otras, entendiéndose claramente que cada una busca cuidar posiciones protagónicas para capitalizar políticamente la catástrofe », HENRIQUEZ Elio, « Falta coordinación en instancias : Cáritas », *La Jornada*, 18 octobre 2005.

160 GARCIA Ausencio, « Titeres Cabezas », *El Heraldo de Chiapas*, 17 octobre 2005.

161 « Los tres niveles de gobierno deben financiar la reconstrucción », LOPEZ Isaí, « Reconstrucción, tarea de todos : Amalia García », *El Heraldo de Chiapas*, 24 octobre 2004.

162 « ha logrado que en el punto de acuerdo aprobado por unanimidad, se incluya la creación de una

Le gouvernement fédéral montre que la reconstruction est une affaire de tous et non pas de lui seul, que les gouvernements des États affectés, comme la société civile, doivent y participer. Ainsi, il refuse de se positionner comme le « père de la nation » qui assume les manquements de ses « enfants », les États. Il s'oppose à l'assistanat du gouvernement Fédéral en prônant la co-responsabilité et en pointant du doigt les erreurs des États afin qu'ils assument également leurs responsabilités :

> Dans son discours, Fox a répété que son administration opèrait sous une formule de co-responsabilité, “comme cela doit se passer dans un gouvernement démocratique” ; ce ne sont pas des programmes d'assistanat, ce ne sont pas des programmes paternalistes ; ce seront des programmes où chacun mettra sa part.[163]

c- Vicente Fox Quesada et Pablo Salazar Mendiguchía

Finalement, l'image de la relation entre Vicente Fox Quesada et Pablo Salazar Mendiguchía que donnent ces journaux est celle d'un gouverneur de l'État du Chiapas qui essaie tant bien que mal de se rapprocher du gouvernement fédéral avec déférence et reconnaissance. C'est ce dont témoigne *La Jornada* par exemple :

> Fidèle à son style de rapprochement avec le gouvernement Fédéral, il criait que pour ces travaux le président Fox part en tête et nous sommes à ses côtés, pour relever le Chiapas du malheur.[164]

C'est également ce qui ressort du message radiophonique de Pablo Salazar Mendiguchía, le 5 octobre 2005 qui sera retranscrit dans *El Heraldo de Chiapas*. Le gouverneur raconte qu'il vient juste de parler avec le président qui salue les Chiapanèques et leur envoie son affection mais aussi son inquiétude : « et à la première occasion, il sera avec vous pour vous soutenir, comme il nous a aidés pendant ces cinq dernières années, Monsieur le Président Fox »[165]. Pablo Salazar Mendiguchía flatte le président, et celui-ci

---

Comisión de Coadyuvancia con el Gobierno Federal », KSCHERATTO Angel Mario, « Fichero Político », *Cuarto Poder*, 15 octobre 2005

163 « En su discurso Fox repitió que su administración opera bajo una fórmula de corresponsabilidad, « como debe ser en un gobierno democrático ; no son programas asistencialistas, no son programas paternalistas ; serán programas donde cada quien ponemos nuestra parte », MARTINEZ Fabiola, « Ya pasó la tempestad, ya viene la calma », *La Jornada*, 10 octobre 2005.

164 « Fiel a su estilo de acercarse al gobierno Federal, gritaba que en estas tareas el Presidente Fox va a la cabeza y nosotros con él al lado, para levantar a Chiapas de la desgracia” », VARGAS Rosa Elvira, « Exhorta Fox a no anteponer credo ni partido a la ayuda en Chiapas », *La Jornada*,17 octobre 2005.

165 « y que en la primera oportunidad estará con ustedes para apoyarlos, como nos ha apoyado durante

lui renvoie sa reconnaissance en le félicitant d'utiliser les bénéfices du pétrole pour la reconstruction, ce que nous avons déjà évoqué.

Miguel Alonso, dans un article du 28 octobre 2005 de *Cuarto Poder* rend compte des différences de gestion du désastre de la part du gouvernement entre la région de Quintana Roo (Cancún) affectée par l'ouragan Wilma et la région du Chiapas. Vicente Fox Quesada a déclaré qu'en décembre 2005, Cancún serait revenu à la normalité, alors que le Chiapas mettrait plus de huit mois à le faire. Selon lui, ce traitement inégalitaire provient du caractère touristique et rentable du Quintana Roo, ce qui n'est pas le cas au Chiapas. Cette attitude témoigne du fait que le Chiapas n'est pas prioritaire pour la fédération ; il passe en second lieu.

La politique est un thème qui a fait couler de l'encre et nous ne pouvons nier la politisation de l'ouragan Stan. En effet, cette catastrophe a permis de mettre en place une « scène électorale » avant l'heure. Cette scène stratégique a servi de tremplin aux hommes politiques pour mettre à l'épreuve leurs compétences décisionnaires, leurs responsabilités et leur sensibilité afin de prouver au public, à la société civile, qu'ils sont capables de gouverner dans les pires circonstances.

---

todos estos cinco años, el señor Presidente Fox », ANONYME, « Estamos tomando decesiones : PSM », *El Heraldo de Chiapas*, 5 octobre 2005.

CHAPITRE I

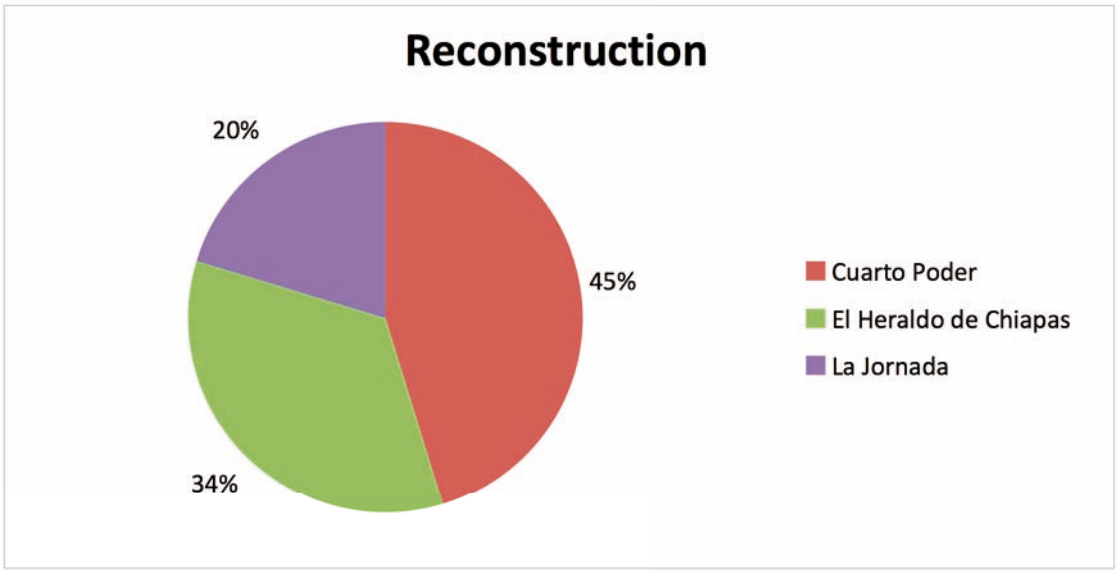
MISE EN PLACE DU PLAN

Après le désastre et la gestion de l'urgence, la période de la reconstruction s'ouvre au Chiapas dès le mois d'octobre 2005. Nous avons pu nous procurer l'un des rares rapports sur le plan de reconstruction du gouvernement du Chiapas, grâce à l'aide d'un membre de la SEDESO*. Il s'intitule « Reconstruction pour consolider le développement »[1] et a été imprimé en cent exemplaires pour un usage privé des fonctionnaires de l'État concernés. Ce rapport est un précieux outil de travail, tout comme les enquêtes que nous avons menées sur le terrain en février 2007, plus d'un an après la catastrophe.

La période sur laquelle porte notre étude, octobre 2005, fait qu'il était alors impossible pour les journaux d'avoir un regard complet sur cette étape post-désastre. C'est pourquoi dans les articles d'opinion par exemple, le thème *Reconstruction*[2], n'a un taux de fréquence que de 4,9% avec une orientation défavorable à 28,1%. Ce taux est de peu supérieur au grand absent de l'information : l'*Environnement*, qui a une fréquence de 4,6% avec un taux défavorable de 51,7%. Ci-dessous, le graphique à secteurs représente la fréquence du thème *Reconstruction* dans chaque journal.

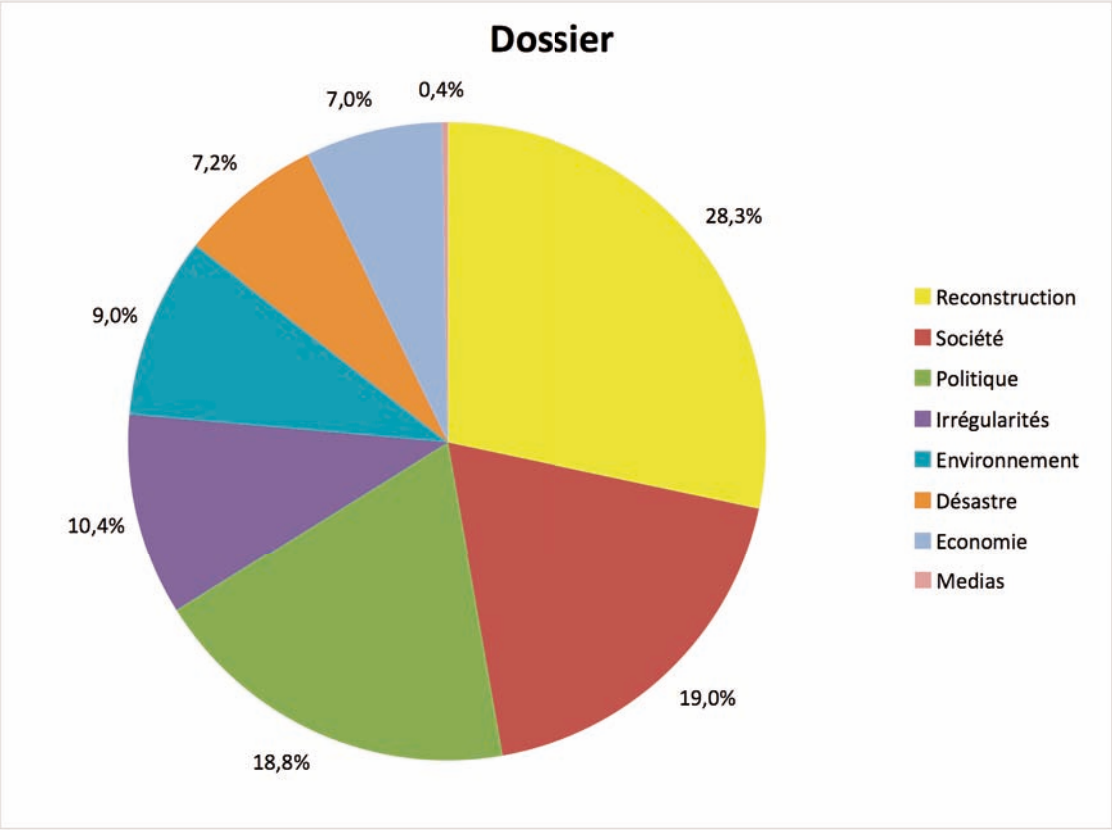
1 *Reconstrucción para consolidar el desarrollo. Plan de reconstrucción*. Tuxtla Gutiérrez : Comisión de Reconstrucción, Gobierno de Chiapas, Tirage de 100 exemplaires [Texte imprimé], 2005, 126p.

2 Cf. Annexe II, *Étude des articles d'opinions 2005, Rapport simple unités par Dossier*, P.436



Comme nous pouvons le constater, *Crónica de Hoy* est absent et ne s'intéresse pas au plan de reconstruction ni aux mesures mises en place par le gouvernement dans ses articles d'opinion. *La Jornada* a une fréquence de 20% pour une orientation défavorable de 30,8%, le thème est donc traité dans ce journal avec une certaine distance. *Cuarto Poder* représente ce dossier à 45% et *El Heraldo de Chiapas* à 34%, le premier a une orientation défavorable de 34,5% alors que celle du second est de moitié (18,2%). Par conséquent, les journaux régionaux regardent de plus près ce thème par rapport aux journaux à portée nationale, ce qui peut paraître logique compte tenu de la proximité de ce désastre.

Dans les articles d'information générale, le dossier *Reconstruction* est plus présent, avec une fréquence de 11,5% alors que l'*Environnement* n'a qu'une fréquence de 4,1%. Ce qui nous donne, par conséquent, une idée des priorités politiques. Cependant, en octobre 2006, comme nous le montre le graphique ci-dessous, un an après Stan, les données sont autres puisque le dossier *Reconstruction* arrive en tête dans les articles d'information générale avec une fréquence de 28,3%. L'*Environnement*, en 2006, a une fréquence qui double et atteint 9%. Le dossier *Société* est en seconde position, avec 19% et 18,8% pour *Politique*.



Dans un premier temps, nous allons nous intéresser aux mesures mises en place pour reconstruire le Chiapas au niveau des logements, de la réorganisation de la société mais aussi de la réactivation économique. Nous nous demanderons quelles ont été les étapes de ce plan et si le plan de reconstruction a été pensé comme une opportunité, comme un facteur de développement social, économique et d'intégration de la population ou s'il n'a répondu qu'à l'urgence ?

Dans un deuxième temps, nous aborderons la question sociale. Nous reviendrons sur le problème de la pauvreté et de la vulnérabilité, un des nombreux facteurs ayant participé au désastre. De plus, nous traiterons du cas des émigrés sinistrés. Quels étaient leurs droits ? Ont-ils eu d'autres alternatives que celle d'émigrer à nouveau ? Nous verrons comment ce désastre a ravivé un conflit ancestral : les médias se sont interrogés sur la délimitation frontalière entre le Guatemala et le Chiapas en raison de la déviation du fleuve Suchiate. Grâce à notre investigation sur le terrain, nous présenterons le cas singulier d'un sinistré Roméo Klester Escobar, qui incarne la résistance face aux lois politiques et économiques. Ainsi, nous verrons que ce désastre a aussi été un foyer de manifestations sociales et de répression politique. Cela nous

permettra de mesurer la température de la démocratie au Mexique.

Dans un troisième temps, nous nous intéresserons au grand absent de l'information et pourtant le nerf de guerre de ce désastre : l'environnement. Nous nous interrogerons sur la responsabilité des médias à générer une conscience écologique dans la société et leur devoir d'investigation scientifique. Nous traiterons, par conséquent, des causes plurielles de ce désastre : de la déviation des fleuves, du problème des sols, de la déforestation mais aussi des invasions de terrains et du manque d'urbanisation. Par ailleurs, nous verrons comment la politique de prévention environnementale dans le plan de reconstruction est un thème presque inexistant. Pour conclure, nous essaierons de déceler quelles ont été les priorités et les recommandations faites au niveau de l'environnement. Nous terminerons notre analyse en parcourant de manière succincte les prochains risques que pourrait subir la région du Chiapas : prévention ou prophéties ?

SECTION A – LE LOGEMENT

1. Le comité de reconstruction

a- Vision gouvernementale

Selon le rapport[3] du gouvernement du Chiapas, l'objectif de ce dernier a été d'organiser cette reconstruction selon des axes fondamentaux qui sont respectivement définis : l'aspect dit “culturel” (renforcement de la solidarité, de la prévention, de la protection de l'environnement, de la cohésion et de l'identité sociale, des liens communautaires à travers le travail collectif) ; humain (reconstruction centrée sur les personnes pour qu'elles récupèrent leur dignité, stimulent leur créativité et leur confiance en tant que sujets sociaux, titulaires de droits et d'obligations) ; social (reconnaissance des droits économiques, sociaux et culturels) ; éducatif ; médical ; économique (l'économie sociale génère des opportunités et des capacités pour le maintien des personnes à travers l'emploi et les revenus et la formation de réseaux solidaires) ; environnemental (atténuation des risques et réparation des dommages et de leurs effets sur la vie économique et le bien-être social, de la richesse et diversité biologique) ; et de l'infrastructure (reconstruction de l'infrastructure micro régionale et régionale en renforçant la culture de la prévention et la politique environnementale). Comme nous pouvons le constater, la qualification et la définition de ces axes sont assez vagues.

Le recensement des dommages commencé dès le 10 octobre 2005, constitue un travail qui n’a pas été facilité à cause des graves problèmes de communication. Cette évaluation était nécessaire pour établir la « Déclaration de désastre naturel[4] » et activer le FONDEN* dans le but de faire circuler l'argent utile pour la reconstruction. Dans un second temps a été réalisé le recensement des logements affectés et du nombre de sinistrés.

3 *Reconstrucción para consolidar el desarrollo. Plan de reconstrucción*, Tuxtla Gutiérrez : Comisión de Reconstrucción, Gobierno de Chiapas, Tirage de 100 exemplaires [Texte imprimé], 2005, 126p., P.37-50.

4 Cf. Partie I, Chapitre III : Les dommages, P.133

Pour réaliser ces tâches, un comité de reconstruction présidé par Carlos Abascal, ministre de l'Intérieur, a été créé. Ce comité, selon les propos de Pablo Salazar Mendiguchía, visait à :

> Favoriser l'agilité dans la prise de décisions, pour une réponse meilleure mais aussi plus rapide envers la population affectée : il permettra aussi de manier et d'appliquer avec transparence les ressources publiques. De plus, il favorisera la recherche de mécanismes qui permettront avec efficacité et efficience d'exploiter et d'optimiser les ressources économiques, humaines et techniques, ainsi que l'expérience des titulaires des annexes, institutions et entités qui y participent.[5]

En matière de logement, divers comités de reconstruction ont été formés par quartier dans les villes et par localité dans les zones rurales afin de mener à bien le recensement des logements affectés. En 2005, ce rapport relève 45 166 maisons endommagées. Chaque semaine, les présidents de ces comités, qui étaient aussi appelés « présidents de quartiers » se réunissaient avec le maire et ses adjoints, les membres de la SEDESO* et les institutions concernées pour la reconstruction, afin de partager leurs informations.

Le cadre de référence de ce plan de reconstruction s'inscrit dans : « La création de conditions pour diminuer l'inégalité et établir l'égalité de chance pour la population»[6]. Le gouverneur ajoute que : « La reconstruction est une affaire de tous, des pouvoirs de l'État, des trois niveaux de gouvernements et de la société »[7] . Les médias insisteront sur cette notion de co-responsabilité.

---

5 « favorecer la agilidad en la toma de decisiones, para una mejor y pronta respuesta a la población afectada : también permitirá transparentar el manejo y la aplicación de los recursos públicos. Además propiciará la búsqueda de los mecanismos que permitan eficaz y eficientemente aprovechar y optimizar los recursos económicos, humanos y técnicos, así como la experiencia de los titulares de las dependencias, instituciones y entidades participante », *Reconstrucción para consolidar el desarrollo. Plan de reconstrucción*, Tuxtla Gutiérrez : Comisión de Reconstrucción, Gobierno de Chiapas, Tirage de 100 exemplaires [Texte imprimé], 2005, 126p., P.8.

6 « La creación de condiciones para disminuir la inequidad y establecer igualdad de oportunidades para la población […] », *Reconstrucción para consolidar el desarrollo. Plan de reconstrucción*, Tuxtla Gutiérrez : Comisión de Reconstrucción, Gobierno de Chiapas, Tirage de 100 exemplaires [Texte imprimé], 2005, 126p., P.30.

7 « La reconstrucción es tarea de todos, de los poderes del Estado, de los tres órdenes de gobierno y la sociedad », *Reconstrucción para consolidar el desarrollo. Plan de reconstrucción*, Tuxtla Gutiérrez : Comisión de Reconstrucción, Gobierno de Chiapas, Tirage de 100 exemplaires [Texte imprimé], 2005, 126p., P.30.

b- Vision médiatique

Nos journaux reviennent sur les différentes obligations et missions de cette commission au cours du mois d'octobre 2005 sur un ton neutre et informatif. Ils insistent sur son travail de recensement et d'évaluation des dommages. Josefina Eugenia Vázquez Mota[8], ministre du Développement social, est nommée coordinatrice de cette commission au Chiapas : « Chargée par le gouvernement fédéral de coordonner les travaux d'aides et de reconstruction au Chiapas »[9]. Notons toutefois que Josefina Eugenia Vázquez Mota est, depuis les élections de 2006, ministre de l'Éducation dans le gouvernement de Felipe Calderón Hinojosa.

Les journaux mettent en exergue deux aspects de la reconstruction qui semblent les préoccuper vu l'insistance avec laquelle ces aspects reviennent : la planification urbaine et la co-responsabilité. En effet, concernant la planification urbaine, Sergio Melgar de *Cuarto Poder* conseille, sur un ton paternaliste :

> Il doit y avoir une reconstruction planifiée, programmée par des techniciens, pour ne pas répéter les erreurs du passé, les invasions et les régularisations de terrains proches des fleuves.[10]

La Jornada met en avant également, à travers la plume d'Adolfo Sánchez Rebolledo, la nécessité de reloger les sinistrés dans un endroit sûr, de leur donner un logement digne avec des services suffisants sur des terrains hors de danger : « C'est-à-dire lancer un vaste processus de réorganisation urbaine et rurale sans spéculateurs du sol ni trafiquants des besoins des gens »[11]. Cependant, il sous-entend que cette reconstruction se limite à laisser les choses telles qu'elles sont, par manque de volonté politique.

Víctor M. Ancheyta B. de *El Heraldo de Chiapas* déclare la nécessité de la participation active de la société dans la reconstruction :

---

8 Cf. Biographie, P.470

9 « encargada de coordinar los trabajos de auxilio y reconstrucción en Chiapas por parte del gobierno Federal », ANONYME, « Vazquéz Mota coordinará trabajos de reconstrucción », *El Heraldo de Chiapas*, 8 octobre 2005.

10 « debe haber una reconstrucción planificada, programada por técnicos, para que no se repitan los errores del pasado, las invasiones, las regularizaciones de predios cercanos a ríos […] », MELGAR Sergio, « Con la piedra en el zapato », *Cuarto Poder*, 18 octobre 2005.

11 « es decir emprender un vasto proceso de reordenamiento urbano y rural sin especuladores del suelo o traficantes de las necesidades de la gente », SANCHEZ REBOLLEDO Adolfo, « Falta previsión », *La Jornada*, 13 octobre 2005.

> Il est nécessaire que la population civile participe à tout le processus de la reconstruction, en orientant, supervisant, proposant, analysant, discutant et surtout collaborant consciencieusement : c'est le défi de la population face à son gouvernement.[12]

En effet, intégrer la société civile dans la reconstruction est une manière de la sensibiliser au problème. Cette étape est nécessaire à la qualité du travail qui sera mené ultérieurement puisque les personnes concernées pourront donner leur avis sur les programmes qui ont été élaborés pour eux. *La Jornada* rejoint *El Heraldo de Chiapas* sur l'idée que la reconstruction est le travail de tous.

Les journaux semblent donc concernés par l'importance de la planification, de l'urbanisation et de la participation active de la société civile afin de réussir l'étape de reconstruction. Cependant, au Chiapas, a-t-on encouragé cette participation sociale dans les différents axes du plan de reconstruction ? Selon quels critères ?

2. Les modalités relatives au logement

a- Les axes du programme

Pour faciliter les démarches de recensement des logements et des sinistrés, le gouvernement a donc mis en place des comités de reconstruction, validés par l'assemblée du quartier. Ces comités étaient, selon le témoignage de Hermilo Bedrán Ruiz[13] de l'Institut National du Logement (INVI[*]) un lien entre les sinistrés et l'INVI, entité administrative responsable du programme de reconstruction des logements. Comme les sinistrés avaient peur de ne pas être pris en considération et de ne pas bénéficier de ce programme, ils s'inscrivaient plusieurs fois dans le recensement, ce qui faussait les chiffres. Par conséquent, les comités ont effectué un travail de terrain afin de déterminer qui dans le quartier avait été affecté et quel était le programme qui lui correspondait.

12 « es necesario que la población civil participe en todos los procesos de reconstrucción, orientando, supervisando, proponiendo, analizando, discutiendo y sobretodo colaborando a conciencia ; ese es el reto de la población ante su gobierno », ANCHEYTA B. Victor M., « Reconstrucción sin recursos », *El Heraldo de Chiapas*, 17 octobre 2005.

13 BEDRAN RUIZ Hermilo, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Février 2007, Communication personnelle.

Les axes de reconstruction pour le logement étaient les suivants : « réhabilitation (dommages mineurs et partiels) ; reconstruction (totale) ; relogement ».[14] . Pour les maisons dont les dommages étaient considérés comme mineurs, telles les inondations ou les dégradations de peinture, l'aide consistait, pour les zones rurales, à fournir le matériel nécessaire de nettoyage mais aussi de la peinture. Dans les zones urbaines, le gouvernement de l'État remettait aux foyers touchés une somme d'argent afin de nettoyer et également de repeindre leurs maisons. Les logements répertoriés dans le programme de réhabilitation et qui avaient subi des dommages partiels (c'est-à-dire des dommages un peu plus lourds comme l'écroulement d'un mur, d'une partie du toit, du sol) bénéficiaient d'un soutien économique et d'un « paquet de matériel » plus important.

Le programme de reconstruction revenait aux maisons qui avaient été complètement détruites et qui se trouvaient dans une zone considérée comme hors de danger. L'aide consistait à reconstruire gratuitement sur le même site une maison de trente-deux mètres carrés.

Le programme le plus complexe et le plus conséquent fut celui du relogement. Il reposait sur la construction de maisons dans une zone sécurisée pour remplacer celles qui avaient été emportées par le fleuve. Ce programme a demandé un effort de planification urbaine : il fallait, en effet, trouver un terrain constructible dans une zone qui était hors de danger. Le plan[15] prévoyait de reconstruire une maison « de base » de 32 mètres carré sur un terrain de 500 mètres carrés pour la zone urbaine. Pour la zone rurale, afin de faciliter l'autosubsistance, il prévoyait un terrain de 600 mètres carrés. Cette maison était appelée « Pied de maison » (*Pie de casa*) et avait été pensée de façon à rendre possibles les agrandissements, ce qu'ont fait plusieurs sinistrés. Cette maison était donnée à « l'état brut » : murs en parpaings, sans finition, uniquement peinte de l'extérieur. Concernant Tapachula, le plus grand terrain qui ait été acquis *Los Cafetales* se trouvait au nord de la ville. Selon le témoignage de Hermilo Bedrán Ruiz[16], 54 hectares étaient prévus pour la construction de 2 600 maisons.

---

14 *Reconstrucción para consolidar el desarrollo. Plan de reconstrucción*, Tuxtla Gutiérrez : Comisión de Reconstrucción, Gobierno de Chiapas, Tirage de 100 exemplaires [Texte imprimé], 2005, 126p., P.43.

15 *Reconstrucción para consolidar el desarrollo. Plan de reconstrucción*, Tuxtla Gutiérrez : Comisión de Reconstrucción, Gobierno de Chiapas, Tirage de 100 exemplaires [Texte imprimé], 2005, 126p., P.44

16 BEDRAN RUIZ Hermilo, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Février 2007, Communication personnelle.

La classification des sinistrés dans les différents programmes n'a pas été des plus aisées et fut la cause de bien des mécontentements, les gens n'obtenant pas toujours le programme qu'ils auraient souhaité, leurs peurs et incertitudes étant fondées sur la corruption des comités déjà évoquée. Hermilo Bedrán Ruiz nous a confessé qu'une des erreurs dans cette étape de reconstruction fut la création de ces comités. En effet, ils ont aidé l'INVI* à constituer un fichier avec toutes les données et ont permis de faire un travail rapide. Cependant, sont nés également une grande corruption et un marché noir du logement. Par conséquent, de véritables sinistrés trop vulnérables pour lutter face à cette injustice se sont retrouvés hors des programmes et d'autres personnes, qui ne devaient pas relever de ce programme, ont aujourd'hui une maison. Nous pouvons donc évaluer l'importance de posséder en amont un recensement géographique de la totalité de cette zone (montagne et côte) qui spécifierait le nombre d'habitants par maison, leurs noms et la localisation précise de ces maisons.

b- La différence entre propriétaires et locataires

Le recensement a été nécessaire non seulement pour répertorier les dommages mais également pour comptabiliser les sinistrés et différencier les propriétaires des locataires, l'aide n'étant pas la même pour le programme de relogement selon le statut du sinistré.

En effet, les propriétaires des logements qui ont été emportés par le fleuve ont bénéficié d'une maison de manière totalement gratuite. Les locataires avaient l'opportunité d'obtenir une maison en partie financée par des entreprises privées comme Ford, Televisa ou Telmex, ainsi que par des subventions du gouvernement de l'État et du gouvernement fédéral. Ils devaient apporter en plus un montant de 8 000 pesos[17] avec la possibilité de souscrire à un microcrédit. Cependant, comme nous allons le voir dans notre prochaine section, ces 8 000 pesos[18] qui semblent être une modique somme pour des Européens sont à replacer dans le contexte social et économique du Chiapas.

De plus, en raison de sa complexité, le programme de relogement adressé aux locataires a pris beaucoup de retard. Lors de notre retour sur les lieux en février 2007, beaucoup de sinistrés n'avaient toujours pas de maisons.

17 600 euros
18 600 euros

c- Les travaux et les délais

Le programme de relogement aurait commencé mi-décembre 2005 avec une cérémonie officielle au cours de laquelle le gouverneur du Chiapas, accompagné de ses adjoints, a posé la première pierre sur le terrain de *Los Cafetales*. Les sinistrés auraient dû habiter leur maison avant les élections d'août 2006, ce qui ne fut le cas que pour une infime partie d'entre eux.

En effet, selon les témoignages que nous avons pu recueillir lors de notre retour à Tapachula début 2007, la majorité a commencé à obtenir les maisons en octobre 2006, soit un an après la catastrophe. D'autres les attendaient encore en février 2007 : la construction du lotissement *Los Palacios*, par exemple, a été entreprise en novembre 2006. Cela signifiait, selon Hermilo Bedrán Ruiz[19] que les maisons devaient être disponibles pour mars 2007. Avec cette dernière remise, le programme de relogement serait terminé. Cependant, de nombreux exclus des programmes n'ont pas reçu de logements.

Le programme de relogement a donc duré deux ans. Nous allons voir qu'à cause de ce retard, les maisons ont été construites très rapidement, avec négligence.

3. L'État d'avancement de la reconstruction à travers la presse

a- Les chiffres

En octobre 2006, *El Heraldo de Chiapas* donne de nombreux chiffres ainsi que des pronostics sur l'avancée de la reconstruction et sa durée. Le 1er octobre 2006, le président du collège des architectes qualifie d'ambitieux le projet du gouvernement de l'État qui évalue la conclusion de la reconstruction à fin 2006 :

> Il est très difficile que les actions de reconstruction et d'urbanisation de la zone affectée par "Stan" soient terminées en un an, car leur totale réhabilitation doit se faire sur du moyen ou long terme.[20]

19 BEDRAN RUIZ Hermilo, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Février 2007, Communication personnelle.

20 « es muy difícil que las acciones de reconstrucción y de urbanización en la zona afectada por "Stan"

Deux autres articles confirment qu'elle ne sera pas terminée avant la fin du mandat de Pablo Salazar Mendiguchía, comme il le prétend. C'est ce dont témoigne le maire de Tonalá : « Il faut être sincère, il restera des travaux que la prochaine administration devra faire »[21]. Le ministre de la Pêche, David Sol Corzo annonce[22] six ans pour réhabiliter ce secteur et le délégué du ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles (SEMARNAT*), Javier Camarena, parle[23] de quinze ans en ce qui concerne l'environnement. Le Centre de Droit Humain Fray Matías de Córdova (CNDH*) dénonce la démagogie qui règne en matière d'annonces et de rapports sur les avancées de la reconstruction.

En effet, le reste des articles de *El Heraldo de Chiapas* fait des bilans à partir de pourcentages qui mettent en valeur les actions menées par le gouvernement de l'État. Le 5 octobre 2006, Pablo Salazar Mendiguchía[24] annonce un état d'avancement de 80% et en matière de logement de 86% : le programme de relogement enregistre une avancée de 70% sur un total de 9 547 actions, le programme de reconstruction serait à 81% pour 5 235 actions et le programme de réhabilitation aurait un état d'avancement de 91% sur un total de 25 905 actions. Le même jour, le délégué de la SEDESOL* annonce que les dommages mineurs ont été couverts à 100% et que sur les 4 800 maisons du programme de reconstruction : « l'avancée est considérable »[25]. Pour la dernière étape de relogement qui concerne 10 000 maisons (reconstruction dans une autre zone), il parle de : « processus qui a été complexe dû à la localisation de terrains, la réalisation d'études topographiques et l'évaluation des zones à risque »[26] .

El Heraldo de Chiapas a également construit sa communication sur la reconstruction à base de comptes-rendus du gouvernement[27] qui, telles des annonces

---

se den por concluidas en un año debido a que las acciones son de mediano y largo plazo para su total rehabilitación », CUNJAMA Beatriz, « Rehabilitación por “Stan” requiere más de un año », *El Heraldo de Chiapas*, 1er octobre 2006.

21 « Hay que ser sinceros en esto, hay obras que quedarán pendientes y que la próxima administración continuará […] », CUNJAMA Beatriz, « Quedará inconclusa la reconstrucción en Tonalá », *El Heraldo de Chiapas*, 24 octobre 2006.

22 LOPEZ Isaí, « Rehabilitar infraestructura devastada requiere de seis años », *El Heraldo de Chiapas*, 2 octobre 2006.

23 CUNJAMA Beatriz, « Lenta recuperación ambiental », *El Heraldo de Chiapas*, 3 octobre 2006.

24 ANONYME, « Chiapas está de pie : Pablo », *El Heraldo de Chiapas*, 5 octobre 2006.

25 « El avance es considerable », LOPEZ Isaí, « La reconstrucción no se detiene », *El Heraldo de Chiapas*, 5 octobre 2006.

26 « El proceso ha sido complejo, primero para la localización de los terrenos, realización de estudios topográficos, determinación de las zonas de alto riesgo », LOPEZ Isaí, « La reconstrucción no se detiene », *El Heraldo de Chiapas*, 5 octobre 2006.

27 Cf. Annexe IV, P.454

publicitaires, font état des avancées dans chaque domaine de manière très pragmatique. De plus, ces comptes-rendus sont accompagnés de reportages photos. Après « la campagne médiatique des politiques sur la gestion du désastre », ici nous sommes dans la « campagne médiatique du gouvernement de l'État du Chiapas sur la reconstruction ». De nombreuses pages sont illustrées de photos de travaux et de titres qui visent à montrer avec ostentation la bonne réalisation de la reconstruction : « La reconstruction, un engagement que l'on tient »[28].

Au contraire, *Cuarto Poder*, insiste sur les témoignages des personnes mécontentes des retards, du manque de services de ces lotissements et sur les promesses qui n'ont pas été tenues. Un député du PRI*, Alfredo Lugardo López, s'insurge : « Ce n'est pas possible qu'à un an du phénomène, les gens continuent de vivre dans les décombres »[29]. La voix d'organisations sociales et paysannes comme l'Organisation Prolétaire Emiliano Zapata (OPEZ*) se fait entendre, son porte-parole Daniel Morales Hernández dénonce : « Il reste encore 10 000 corporatistes [de la OPEZ*] qui ont des problèmes d'accès et de logements dans une dizaine de communautés de la zone Sierra et Costa »[30].

Dans un article du 5 octobre 2006[31] qui s'intitule « L'État ignore les "sinistrés" »[32], le Centre des Droits de l'Homme Fray Matías de Córdova et l'Organisation pour le Dépassement de la Femme assurent que des milliers de sinistrés n'ont pas de logements ou en ont reçus avec des problèmes de services (électricité, drainage) ; en outre certaines maisons sont construites dans des zones inondables, nous reviendrons sur ce sujet. De nombreux témoignages de *Cuarto Poder* présentent cette vision des événements :

> Elle, comme cent autres personnes, s'est retrouvée sans rien, sans maison et sans meubles, mais elle a l'espoir de bénéficier d'une maison neuve, comme l'a promis le gouvernement. [33]

---

28 « La reconstrucción compromiso que se cumple », GOBIERNO DE CHIAPAS, « A un año de Stan », *El Heraldo de Chiapas*, 6 octobre 2006.

29 « No es posible que a un año del pasado fenómeno la gente siga viviendo en los escombros », MONDRAGON Ana Laura, « Para el 29 esperan auditoría a Pablo », *Cuarto Poder*, 2 octobre 2006.

30 « Aún quedan 10 mil agremiados con problemas de caminos y vivendas en una decena de comunidad de la Sierra y la Costa », MONDRAGON Ana Laura, « Para el 29 esperan auditoría a Pablo », *Cuarto Poder*, 2 octobre 2006.

31 VICTORIO Rafael, « Ignora el estado a "damnificados" », *Cuarto Poder*, 5 octobre 2006. [CD-ROM].

32 VICTORIO Rafael, « Ignora el estado a "damnificados" », *Cuarto Poder*, 5 octobre 2006. [CD-ROM].

33 « Ella al igual que cientos más se quedó sin nada, sin casa y sin muebles, pero tiene la esperanza de que será beneficiada con una vivienda nueva como lo prometió el gobierno », VICTORIO Rafael,

Dans *El Heraldo de Chiapas,* aucun témoignage de ce type ; montrant des gens n'ayant rien obtenu à un an du désastre, n'est diffusé. Par conséquent, *Cuarto Poder* ne fait état que de la misère et de l'abandon des sinistrés qui n'ont toujours pas de maisons. Les titres des articles sont explicites : « Reconstruction seulement à moitié dans la zone Sierra »[34] ; « Reconstruction inachevée »[35] ; « Désespérés, ils attendent encore leurs maisons »[36]. L'heure est aux protestations et aux manifestations sociales dans ce journal. Quant aux délais, les plaintes sont récurrentes : la reconstruction est lente. L'information de *Cuarto Poder* se résume à cette phrase : « La reconstruction est un miroir, de carton et de propagande, mais en réalité l'avancée est à moins de la moitié de ce qu'affirme le gouvernement de l'État »[37].

La Jornada fait également état de nombreux retards dans les travaux : « À un an du désastre économique et social qu'a laissé l'ouragan Stan au Chiapas, la reconstruction a subi de nombreux "retards importants" »[38]. Notons que, pour la première fois, l'expression « désastre naturel » qui n'est pas adaptée, n'est pas utilisée dans l'information. Les journalistes parlent de désastre économique et social. Cette terminologie est très importante car une catastrophe est naturelle mais un désastre est la conjonction de plusieurs facteurs : économique, social, historique. Nous reviendrons sur le sujet[39] en exposant des réflexions sur ces concepts. Cet article dénonce le fait que la SEDESO* a arrêté de déposer de l'argent au gouvernement du Chiapas ; par conséquent, la reconstruction qui aurait dû se terminer à la fin du mandat de Pablo Salazar Mendiguchía, selon ses propos, est loin d'être arrivée à terme :

> Un an est passé depuis le désastre provoqué par le cyclone Stan dans la région et les autorités ne sont toujours pas en train de remettre plus de 10 000 des 11 000 maisons neuves qu'elles ont promis de concéder au nombre équivalent de familles affectées, selon les données officielles.[40]

« Oran damnificados, a orillas del Coatán », *Cuarto Poder*, 5 octobre 2006.

34 MARTIN Fredy, « Reconstrucción sólo a medias en la Sierra », *Cuarto Poder*, 6 octobre 2006.

35 HERRERA Carlos, « Reconstrucción inconclusa », *Cuarto Poder*, 10 octobre 2006.

36 VICTORIO Rafael, « Desesperados, aún esperan sus casas», *Cuarto Poder*, 12 octobre 2006.

37 « la reconstrucción es un espejismo, de papel, y de propaganda, pero en la realidad el avance es menos de la mitad de lo que afirma el Gobierno Estatal […]», MdeR, « Reconstrucción de papel », *Cuarto Poder*, 4 octobre 2006.

38 « A un año del desastre económico y social que dejó el huracán Stan en Chiapas, la reconstrucción ha sufrido "importantes retrasos" », MARISCAL A., VILLALBA R., « Admiten "importantes retrasos" en la reconstrucción de Chiapas », *La Jornada*, 2 octobre 2006.

39 Cf. Partie III, Chapitre 2 : L'environnement, P.333

40 « Ha pasado un año del desastre provocado por el ciclón Stan en la entidad y las autoridades siguen sin entregar poco más de 10 mil de las 11 mil casas nuevas que se comprometieron a otorgar a igual

Ce à quoi le coordinateur de la communication sociale du gouvernement de l'État [41] rétorque, dans un démenti, qu'il ne reste que 4 500 logements à remettre au total. Le journaliste Henríquez Elio fait également remarquer que le programme de relogement se prolongerait jusqu'à la fin 2006 alors même que le gouvernement avait initialement dit qu'il ne durerait que six mois.

La Jornada a publié moins de 10 articles sur Stan en octobre 2006, mais ils révèlent une image défavorable de la reconstruction, lente et mal menée. Ils présentent aussi un gouvernement de l'État qui n'a pas tenu ses promesses. *Crónica de Hoy* est totalement indifférent à la reconstruction, un an après la catastrophe, puisqu'aucun article ne l'aborde. Cela montre le désintérêt total envers cette région : « l'événement Stan » ne serait plus un objet médiatique pour *Crónica de Hoy* parce qu'il ne ferait plus l'actualité ? Les retards et les mécontentements évoqués dans la presse écrite régionale ont différentes causes que nous allons répertorier.

b- Les problèmes avec les constructeurs

L'une des causes du retard dans les travaux de la reconstruction provient des entreprises de bâtiment public qui, après avoir répondu à des appels d'offres et avoir reçu l'argent du gouvernement, ont laissé à l'abandon ces chantiers pour plusieurs raisons. En novembre 2008, nous avons interviewé Ángeles Mariscal[42], correspondante de *La Jornada* au Chiapas, et l'avons interrogée sur la question afin de connaître son point de vue presque trois ans après Stan. Elle nous a expliqué que beaucoup de constructeurs s'étaient engagés avec le gouvernement sans réellement connaître l'ampleur des travaux : ils n'avaient pas évalué la tâche considérable que cela représentait. De plus, le risque était extrême, non seulement à cause des chemins pour atteindre les zones à reconstruire dans les montagnes mais aussi en raison des sites eux-mêmes parfois situés aux abords de précipices avec des possibilités d'éboulements. Les travailleurs n'étaient pas préparés ni matériellement ni psychologiquement à effectuer un travail d'une telle dangerosité. Quelques décès seront d'ailleurs occasionnés par ces travaux à cause des conditions de travail, du climat (saison des pluies) ainsi que d'une

---

número de familias afectadas, según datos oficiales », HENRIQUEZ Elio, « Paralizadas, obras de reconstrucción en 42 municipios de Chiapas devastados por Stan », *La Jornada*, 3 octobre 2006.

41 SANTIAGO TOVILLA David, « Del gobierno de Chiapas », *La Jornada*, 7 octobre 2006.

42 MARISCAL Angeles, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Novembre 2008, Communication personnelle.

mauvaise évaluation des risques du chantier : « Dans la zone Sierra du Chiapas, il y a des communautés isolées ; les constructeurs se sont retirés à cause des conditions risquées de cette zone »[43].

El Heraldo de Chiapas[44] rapporte dans ses articles que des entreprises de construction ont été poursuivies en justice pour ne pas avoir rempli les obligations de leur contrat. Le Centre de Droits Humains Fray Matías[45] déclare aussi que certains chantiers ont été abandonnés car on ne les payait pas à temps. C'est aussi ce dont témoigne *Cuarto Poder* à plusieurs reprises : « beaucoup de chantiers sont à moitié paralysés car les entreprises de travaux publics ne sont pas payées »[46]. Par conséquent, ce sont leurs employeurs, gouvernement fédéral et de l'État, qui sont ici mis en cause. *La Jornada*, dans un article du 2 octobre 2006[47], déclare que, depuis trois mois, la SEDESO* ne transmet plus d'argent au Chiapas et que les entreprises sont sur le point de s'effondrer financièrement.

Les obstacles sont nombreux à tous niveaux, cette reconstruction semble avancer difficilement, qu'en est-il sur le plan social ? La reconstruction a-t-elle été pensée en termes de développement social ?

SECTION B- REORGANISATION SOCIALE

1. L'inquiétude

Vivre un tel événement est un drame. Perdre sa maison, ses biens et se retrouver du jour au lendemain à vivre dans la rue avec encore en tête les images de cette catastrophe et de ses morts est traumatisant : « Les gens qui ont tout perdu

43 « En la Sierra de Chiapas aún hay comunidades aisladas ; las constructoras se han retirado debido a las condiciones de riesgo que prevalecen en la zona […] », MARISCAL Angeles, « En Sierra de Chiapas no hay caminos ni medios para subsistir », *El Heraldo de Chiapas*, 7 octobre 2006.

44 ESCAMILLA Omar, « No cierra la herida de Stan, en la zona Costa », *El Heraldo de Chiapas*, 2 octobre 2006.

45 LOPEZ Julio César, « Contradicciones en avance de obras de reconstrucción », *El Heraldo de Chiapas*, 3 octobre 2006.

46 « muchas obras están semiparalizadas por la falta de pago a las empresas constructoras », VICTORIO Rafael, « Ignora el Estado a "damnificados" », *Cuarto Poder*, 5 octobre 2006.

47 MARISCAL A., VILLALBA R., « Admiten "importantes retrasos" en la reconstrucción de Chiapas », *La Jornada*, 2 octobre 2006. [CD-ROM].

mettront du temps à récupérer matériellement et moralement »[48]. Après le désastre, la population était dans l'incertitude, la peur et s'est sentie abandonnée, sans espoirs ni alternatives : « Le moral social est tombé »[49]. C'est ce que nous avons pu vérifier lors de notre séjour dans le centre d'hébergement de la FIT* à Tapachula en décembre 2005 et c'est aussi ce que rapportent les journaux en octobre 2005.

Les victimes de cette catastrophe sont choquées par le phénomène climatologique, les dépressions tropicales et les cyclones : « Les gens sont terrorisés, paniqués à cause de l'incertitude et des rumeurs qui courent, on pronostique des cyclones encore plus forts »[50]. La famille d'un enfant qui, emporté par le fleuve, a vu mourir sa grand-mère et sa soeur sous ses yeux, nous raconte qu'il se met à leur crier de monter sur le toit de la maison dès qu'il pleut. Cet enfant n'a pas parlé pendant des mois. D'autres sinistrés nous racontent leur panique dès que les précipitations s'intensifient : « La peur se reflète dans leurs yeux. C'est pour cela que dimanche, ils ont prié le ciel lorsqu'ils ont vu comment des averses torrentielles ont transformé les rues en grands fleuves »[51].

Ceux qui restent sont bouleversés d'avoir perdu des proches, et le plus souvent, de ne pas avoir pu récupérer leurs corps, emportés vers l'océan. Une sinistrée[52] nous raconte comment les autorités empêchaient les familles d'aller à la morgue pour faire une reconnaissance des corps dans le but, selon elle, de dissimuler le nombre de morts qui officiellement s'élève à 80. Plusieurs personnes comme Romeo Klester Escobar, sinistré et président du pavillon *Estado* du centre d'hébergement FIT*, nous ont raconté qu'ils ont vu de nombreuses maisons être emportées par les fleuves avec des centaines de personnes sur leurs toits. Selon eux, Stan n'a pas fait 80 victimes mais bien des centaines.

---

48 « La gente que perdió todo tardará a recuperarse », FIGUEROA Pepe, « Cafe Avenida », *Cuarto Poder*, 6 octobre 2005.

49 « El ánimo social se vino abajo », KSHERATTO Angel Mario, « Comentario Zeta », *Cuarto Poder*, 6 octobre 2006.

50 « la gente está atemorizada, con pánico porque corren los rumores y la incertidumbre, se pronostican ciclones más fuertes », LOPEZ Víctor hugo, « Crece número de muertos : 22 », *Cuarto Poder*, 11 octobre 2005.

51 « El temor se refleja en su mirada. Por eso, este domingo elevaron plegarias al cielo al ver cómo se desataba un torrencial aguacero que provocó que las calles se convertieran en grandes ríos », VILLALBA R., MARISCAL A., « Sube tensión en Huixtla y Tapachula por falta de comestibles y agua potable », *La Jornada*, 17 octobre 2005.

52 Beatriz, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Février 2007, Communication personnelle.

On ne peut pas dire que le facteur psychologique ait réellement été pris en considération même si quelques psychologues se trouvaient quand même dans les centres d'hébergement. En 2007, certaines femmes étaient devenues dépressives, à cause de la perte de tous leurs souvenirs et de leur difficile adaptation à un nouveau logement. Ces sinistrés étaient donc inquiets en raison de leurs traumatismes et inquiets également quant à l'absence de certitudes sur leur situation.

Fin 2005, l'anxiété des gens résidait surtout dans le fait de ne pas recevoir leur « certificat de logement ». En effet, après les avoir recensés, l'INVI* devait leur remettre un document (le certificat de logement) sur lequel était stipulé le programme qui leur revenait : réhabilitation, reconstruction ou relogement. Ils attendaient avec appréhension la réponse de l'institut : certains préféraient que l'on reconstruise leurs maisons, d'autres souhaitaient être relogés par peur du fleuve. Parfois, ils recevaient ce papier avec une grande déception et une grande tristesse ou à l'inverse étaient soulagés.

De nombreuses personnes se sont fait exclure de ces programmes par ignorance : elles n'ont pas pu rassembler à temps les papiers nécessaires ou ne savaient pas comment s'y prendre. Toutes ces démarches furent si rapides que certaines personnes n'ont pas été capables de réagir et de comprendre ce qui était attendu d'elles. Face à ces erreurs, les autorités, méfiantes à l'égard de ceux qui selon elles, voulaient profiter de la situation sans avoir été sinistrés, n'ont que très rarement fait du cas par cas et revu certains dossiers.

Voici l'ambiance qui régnait, à quelques mois de la catastrophe. Les gens ressentaient une grande incertitude quant à leur avenir. C'est dans ce contexte que sont intervenus les acteurs sociaux de la reconstruction, avec des objectifs bien définis.

2. Développement social ?

a- Le plan gouvernemental

Selon le rapport de reconstruction du gouvernement de l'État[53], les objectifs à caractère social ont consisté dans un premier temps à donner une assistance alimentaire : en administrant des sacs de denrées ; en mettant en place des cuisines communautaires pour ceux qui ne se trouvaient pas dans les centres d'hébergement ; en lançant le programme « Famille d'accueil » (*Familias anfitrionas*) dont le but était de placer les sinistrés dans des familles afin de libérer au plus vite les refuges. Pendant cette période transitoire post-catastrophe, la seconde mission de la SEDESOL*, principal acteur social de la reconstruction, était de remettre aux sinistrés qui sortaient des centres des « paquets d'ustensiles domestiques et d'électroménager de base » comme un réfrigérateur, un lave-linge et des produits ménagers.

Selon ce rapport, l'éducation et la santé ont également été des priorités gouvernementales. Le défi était de reconstruire des écoles au sein des nouveaux lotissements, de gérer les assurances pour obtenir les ressources nécessaires à leurs constructions, et de remettre aux enfants du matériel scolaire. Des bourses pour les enfants sinistrés ont aussi été accordées. Ces écoles ont été construites au sein des nouveaux lotissements sans réels problèmes grâce aux polices d'assurance dont nous avons déjà parlé.

Au niveau de la santé, le plan s'est développé sous trois axes : la vigilance médicale, la surveillance épidémiologique et la surveillance sanitaire (de l'eau, des aliments). Et pourtant, que ce soit en 2005 ou en 2007, la plainte récurrente des sinistrés concernait la pénurie d'eau. Ils n'étaient pas suffisamment approvisionnés.

La SEDESOL* était également chargée du programme de « Renforcement des capacités sociales » (*Fortalecimiento de las capacidades sociales*) :

> La reconstruction renforce les capacités sociales à travers des instruments de formation, de stage professionnel, d'échange et de discussion pour une citoyenneté forte, engagée et responsable.[54]

53 *Reconstrucción para consolidar el desarrollo. Plan de reconstrucción*, Tuxtla Gutiérrez : Comisión de Reconstrucción, Gobierno de Chiapas, Tirage de 100 exemplaires [Texte imprimé], 2005, 126p., P.38

54 « La reconstrucción fortalece las capacidades sociales, a través de instrumentos de formación, capacitación, intercambio y discusión para una ciudadanía fuerte, comprometida y responsable »,

Ainsi, ce programme avait pour objectif de veiller à la promotion des Droits de l'Homme, économiques, sociaux et culturels. C'est ainsi que dans les centres d'hébergement, est intervenu le Centre des Droits de l'Homme Fray Matías afin de parler aux sinistrés étrangers de leurs droits et pour leur remettre un permis de travail d'un an : le FM3. De plus, des ateliers ont également été mis en place, à caractère ludique ou à portée plus formatrice comme les « ateliers de couture ». Ce programme visait, grâce à la reconnaissance de la diversité sociale et de la pluralité culturelle, à résoudre positivement les conflits. Dans le centre d'hébergement où nous étions, nous pouvons dire que les responsables de la SEDESOL* chargés de ces programmes sociaux étaient compétents et ont effectivement joué un rôle de tampon entre les sinistrés et les autorités, comme José Manuel Escobar Castellanos. Cependant, la peur et l'incertitude des sinistrés de ne pas pouvoir récupérer leurs maisons étaient tellement omniprésentes que le reste ne les préoccupait guère.

De manière théorique, le gouvernement de l'État était engagé dans ce développement social. Cependant, comme nous allons le voir, certains facteurs essentiels, permettant de mettre à profit cette catastrophe dans le but d'intégrer à la société et au marché économique cette population marginalisée, n'ont pas été pris en compte.

b- Une nouvelle configuration sociale

Fernando Pliego Carrasco dans son article intitulé « Stratégie de développement social dans des situations de désastre » expose que les désastres sont des événements dramatiques mais qu'ils peuvent être, par la suite, des moteurs contribuant soit au développement de la société en améliorant la qualité de vie existante soit à son déclin général ou partiel : « […] en contribuant à la stagnation économique, sociale et politique, et jusqu'à même la perte des standards de vie atteints ultérieurement »[55]. En

Reconstrucción para consolidar el desarrollo. Plan de reconstrucción, Tuxtla Gutiérrez : Comisión de Reconstrucción, Gobierno de Chiapas, Tirage de 100 exemplaires [Texte imprimé], 2005, 126p., P.41

55 PLIEGO CARRASCO Fernando, « Estrategias de desarrollo social en situaciones de desastre », *Revista Mexicana de Sociología* [En ligne], 1992, vol.54, n°4, [réf. du 22 août 2009], p.11-24, P.13, Disponible sur : http://www.google.com/search?ie=UTF-8&oe=UTF-

2008, nous avons donc interrogé à ce sujet, par courriel, José Manuel Escobar Castellanos (SEDESOL*), grand acteur social de la reconstruction de l'après-Stan qui nous a répondu :

> Personnellement, je considère que le désastre fut un détonateur pour revoir les carences dans lesquelles vit une grande quantité de personnes au Chiapas ; il est nécessaire de beaucoup travailler pour pouvoir faire prospérer notre État. La marginalité, la pauvreté, l'exclusion existent, les indices de développement humain sont très faibles. Je considère que Stan a élevé le niveau de vie de la population des zones affectées, car on a promu des lotissements où les gens bénéficient d'un logement digne. De plus, il a permis de promouvoir l'économie, car des emplois ont été générés ainsi que des projets productifs et des micros entreprises. Beaucoup d'efforts ont été faits ; cependant il en faut plus pour pouvoir obtenir un engagement partagé entre la société et le gouvernement[56].

Par conséquent, selon lui, la gestion du désastre Stan a contribué au développement social. Nous comparerons cette version à notre enquête sur le terrain.

Pour revenir à l'article de Pliego Carrasco, ce dernier évoque deux éléments déterminants dans le déploiement d'options de développement social face à la présence de désastres collectifs :

> Les processus d'externalisation des dommages et de participation sociale. Le premier concept se réfère aux possibilités de transférer vers d'autres communautés que celles des groupes sinistrés, le coût des préjudices sociaux générés par les désastres et ainsi, reconstruire entièrement les biens en les améliorant. Le second concept se réfère aux capacités des sinistrés de s'approprier et de diriger ce processus d'externalisation[57].

8&sourceid=navclient&gfns=1&q=PLIEGO+CARRASCO+Fernando%2C+%C2%AB+Estrategias+de+desarrollo+social+en+situaciones+de+desastre+%C2%BB%2C+Revista+Mexicana+de+Sociolog%C3%ADa

56 « En lo personal considero que el desastre fue un detonante para revisar las carencias en que vive una gran cantidad de gente en Chiapas ; que nos hace falta mucho trabajo para poder sacar adelante a nuestro estado, existe marginación, pobreza, exclusión, indices de desarrollo humano muy bajos. Considero que con Stan se elevó el nivel de vida de los pobladores de las zonas afectadas, ya que se promovieron centre habitacionales en donde la gente ya cuenta con una vivienda digna, además permitió promover la economía, ya que se generaron fuentes de trabajo, se promovieron proyectos productivos y microempresas. Se hicieron muchos esfuerzos, sin embargo se necesita más para poder tener un compromiso compartido entre sociedad y gobierno », ESCOBAR CASTELLANOS José Manuel, *Intercambios* [Courrier électronique], Destinataire : Julie MORALES, 2008, Communication personnelle.

57 « Los procesos de externalización de daños y los procesos de participación social. Con el primer concepto me estoy refiriendo a las posibilidades de transferir hacia comunidades diferentes a los grupos damnificados, el costo de los perjuicios sociales generados por los desastres y en esa medida, reconstruir los bienes de manera total y mejorada. Y con el segundo concepto me estoy refiriendo a

En résumé, pour qu'il y ait un développement favorable, les sinistrés doivent intervenir dans la conception des programmes de reconstruction mais aussi dans la phase « opératoire » du programme, de sorte à acquérir une expérience, si cela vient à se reproduire.

Nous ne pouvons pas dire que, pour Stan, les sinistrés aient participé à la conception des programmes et cela s'en ressent particulièrement par rapport aux problèmes survenus dans les nouveaux lotissements. En effet, il ne semble pas qu'il y ait eu de concertations au sujet de la conception des maisons ni de leurs besoins, nous verrons comment ce rapprochement aurait pu éviter bien des désagréments. Cependant, concernant la phase opératoire, Stan a généré du travail pour les sinistrés certes, mais à court terme. Ils ont beaucoup travaillé pour la reconstruction grâce au programme de travail temporaire PETE*. Néanmoins, en 2007, ils se plaignaient de ne plus avoir d'opportunités.

En termes de structure, Pliego Carrasco propose de poser les problèmes des relations de pouvoir entre sinistrés et politiques en augmentant les espaces de concertation et d'autogestion. Effectivement, des espaces ont été créés entre les présidents de quartiers et les fonctionnaires de l'État. Mais nous avons pu constater que cet intermédiaire n'avait pas joué en faveur des sinistrés qui se plaignaient de ne pas être justement pris en compte. Ce qui a provoqué un durcissement des relations corporatistes et une gestion centralisée des décisions politiques.

Au niveau de la vie quotidienne, Pliego Carrasco propose que les sinistrés interviennent dans le contrôle et la distribution des besoins élémentaires donnés lors des premiers secours, qu'ils établissent des accords avec les institutions publiques et civiles pour la mise en place des programmes et qu'ils participent à la maintenance des biens collectifs reconstruits. Selon lui, l'interaction entre acteurs sociaux et sinistrés doit évoluer tout au long de la reconstruction :

---

las capacidades de los damnificados de apropiarse y dirigir dicho proceso de externalización », PLIEGO CARRASCO Fernando, « Estrategias de desarrollo social en situaciones de desastre », *Revista Mexicana de Sociología* [En ligne], 1992, vol.54, n°4, [réf. du 22 août 2009], p. 11-24, P.13, Disponible sur : http://www.google.com/search?ie=UTF-8&oe=UTF-8&sourceid=navclient&gfns=1&q=PLIEGO+CARRASCO+Fernando%2C+%C2%AB+Estrategias+de+desarrollo+social+en+situaciones+de+desastre+%C2%BB%2C+Revista+Mexicana+de+Sociolog%C3%ADa

> Interaction qui, même si elle est bien définie par des structures existantes avant le désastre, se redéfinit progressivement. Elle se définit grâce à un processus où convergent consensus et conflits[58].

Cependant, pour Stan, nous pouvons constater, malgré les efforts en ce sens de la SEDESOL[*], que les aides ont été canalisées par des organisations philanthropiques ou gouvernementales provoquant des conflits et des irrégularités dont nous avons déjà parlé. De plus, les sinistrés ont reçu des logements déterminés sans participer à la conception ou construction et ces biens se détériorent. Si l'on se base sur les arguments de développement social présentés par Pliego Carrasco, nous ne pouvons considérer que ce facteur ait été géré de manière efficace par les acteurs de la reconstruction.

3. Élévation, rétrocession ou stagnation ?

a- Des problèmes de services

Ángeles Mariscal[59], correspondante de *La Jornada* au Chiapas, nous a fait part, lors de notre interview, de la négligence quant à la conception et la construction des maisons. En effet, elles ont été conçues dans l'urgence, avec du matériel non adapté à la zone, et donnent lieu à des problèmes substantiels à moyen et long terme. Lors de notre enquête en février 2007 sur le lotissement *Los cafetales*, les sinistrés se plaignaient de ces travaux défectueux et de la détérioration des maisons. En effet, certains nous faisaient constater qu'il pleuvait à l'intérieur de chez eux et qu'il n'y avait pas d'évacuation pour les toilettes ni la douche : « A chaque fois qu'il pleut, le logement que nous a concédé le gouvernement […] est inondé et l'entreprise de construction refuse de faire les réparations »[60] ;

---

58 « Interacción que si bien está definida por contextos estructurales existentes con anterioridad al desastre, se va redefiniendo progresivamente. Se define en procesos convergentes de consensos y conflictos », PLIEGO CARRASCO Fernando, « Estrategias de desarrollo social en situaciones de desastre », *Revista Mexicana de Sociología* [En ligne], 1992, vol.54, n°4, [réf. du 22 août 2009], p. 11-24, P.23, Disponible sur : http://www.google.com/search?ie=UTF-8&oe=UTF-8&sourceid=navclient&gfns=1&q=PLIEGO+CARRASCO+Fernando%2C+%C2%AB+Estrategias+de+desarrollo+social+en+situaciones+de+desastre+%C2%BB%2C+Revista+Mexicana+de+Sociolog%C3%ADa

59 MARISCAL Angeles, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Novembre 2008, Communication personnelle.

60 « Cada que llueve, la vivienda, que nos otorgó el Gobierno […] se inunda y la constructora se niega

> Il y a des familles qui ont reçu des maisons mais elles n'ont pas les services publics nécessaires et indispensables, comme l'eau potable, la lumière, le drainage et le transport public entre autres.[61]

D'après la journaliste, l'ignorance et la corruption seraient la cause de cette négligence. Le gouvernement aurait tout mis en oeuvre, avant les élections, pour octroyer de jolies maisons vues de l'extérieur et rendre compte de la sorte des promesses accomplies. Cependant, ces actions relèvent d'un intérêt politique à court terme et non d'un plan de développement de qualité à long terme.

b- Des facteurs sociologiques qui n'ont pas été pris en compte

Malgré le plan social de reconstruction, des facteurs essentiels n'ont pas été considérés par les institutions. En effet, à Tapachula par exemple, ville la plus affectée par le désastre, tous les terrains choisis par les autorités municipales pour le plan de relogement se trouvent en périphérie, éloignés du centre ville. Cela signifie qu'une étude, visant à intégrer cette population pauvre et marginalisée, n'a pas été réalisée. Cette action peut au contraire être perçue comme une volonté de mettre à l'écart ces personnes.

De plus, d'un point de vue économique, les répercussions de cette planification font montre des inconvénients pour les personnes relogées dans ces lotissements. En effet, lorsqu'elles vivaient sur les rives du fleuve Coatán, ces personnes se trouvaient à proximité du centre ville de Tapachula et du marché. Aujourd'hui, la difficulté réside dans l'éloignement de leur lieu d'activité : leur source de revenu consistait pour la majorité à vendre leurs produits sur le marché de la ville. Notons que, dans ces nouveaux lotissements, les transports publics n'existent pas et que la majorité des sinistrés n'a pas de voiture pour se déplacer. Prendre un taxi pour aller au marché signifie une dépense mensuelle inconcevable pour cette population. De plus, leur qualité de vie est affectée puisqu'aucun commerce ne se trouve dans les environs et qu'ils sont totalement isolés.

En 2007, ces personnes se sont organisées en mettant en place des services de

---

a hacer las reparaciones », HERANDEZ Rodolfo, « Se inundan casas donde reubicaron a damnificados », *Cuarto Poder*, 18 octobre 2006.

61 « Hay familias que han recibido viviendas pero éstas no cuentan con los servicios públicos necesarios e indispensable, como son agua potable, luz, drenaje y transporte público entre otros », HERRERA Carlos, « Gobierno Estatal no soporta otro Stan », *Cuarto Poder*, 3 octobre 2006.

taxis collectifs (*combi*). Certains d'entre eux ont également ouvert des commerces de proximité (*abarrotes*) grâce aux micro-crédits octroyés par le gouvernement dans le cadre du programme « Projets productifs » (*Proyectos productivos*). L'objectif de ce programme était de relancer l'activité économique des sinistrés.

Néanmoins, même en ayant bénéficié de « paquets d'électroménager », un grand nombre de sinistrés n'avait pas d'argent pour acheter un lit et une table. En 2007, certains dormaient encore sur des tapis de sol qu'ils avaient récupérés du centre d'hébergement. Par conséquent, ils ont certes recréé leur microcosme social, mais on ne peut pas dire que ce plan de relogement ait été pensé dans le but de mettre un terme à leur marginalisation et d'élever leur niveau de vie. Cette population s'est développée différemment et en d'autres lieux sans pour autant « bénéficier » des possibilités de développement social du désastre.

De plus, nous avons parlé de traumatisme, de peurs, mais d'un point de vue sociologique, cette réorganisation a aussi perturbé les liens familiaux. En effet, ces personnes avant Stan vivaient dans des maisons vétustes mais d'une surface plus grande que trente-deux mètres carrés. Plusieurs générations vivaient ensemble dans cette même maison. Le plan de reconstruction n'a pas pris en compte cet aspect de vie : les parents et les enfants ont reçu chacun leur maison. Ce qui peut sembler à première vue bénéfique ne l'a pas été car ils se sont également retrouvés éloignés les uns des autres. Les parents habitant à *Los cafetales* par exemple et les enfants à *Los Palacios.* Nous avons ressenti, lors de notre investigation sur le terrain, la détresse des mères de famille, parfois veuves, face à leur solitude et l'absence de leurs enfants. Ces nouvelles constructions ont finalement déconstruit les tissus familiaux. Pedro Peñaloza de *El Heraldo de Chiapas* pense que ces maisons, de tailles réduites, au lieu d'aider les sinistrés, peuvent provoquer des conflits au sein des familles :

> Les logements de taille réduite et aux dimensions insultantes provoquent des scènes de violences et de confrontations au sein de la famille et entre voisins. Le problème est plus complexe que simplement poser des parpaings et mettre les familles désespérées dans des petits “oeufs”.[62]

62 « las viviendas de reducidos espacios y de dimensiones insultantes generan cuadros de violencia y de confrontación en el seno familiar y entre los vecinos. Si, el problema es mucho más complejo que poner ladrillos y meter en pequeños “huevos” a familias desesperadas », PEÑALOZA Pedro, « (…) », *El Heraldo de Chiapas*, 13 octobre 2005.

Ces logements étaient souvent qualifiés de pigeonniers ou de cages à poules en raison de leur petite taille et de leur agencement : tous accolés les uns aux autres.

La presse ne s'est pas intéressée à cet aspect dans son information, si ce n'est pour parler des problèmes de services, sans les traiter en profondeur. Les journaux n'ont montré que le mécontentement des sinistrés. Il résulte de cette étude que cette réorganisation ne semble pas avoir été une réussite d'un point de vue du développement social, comme le présente Pliego Carrasco. Le gouvernement semble plutôt avoir essayé de « réparer » à la va-vite et non pas de « reconstruire » différemment, les intérêts politiques primant sur les intérêts sociaux.

La réactivation économique a-t-elle été privilégiée par rapport au développement social ? Les médias et les gouvernements ont-ils porté plus d'intérêt à cet aspect de la reconstruction ?

SECTION C- RÉACTIVATION DE L'ÉCONOMIE

1. Le rapport gouvernemental

Le plan gouvernemental de reconstruction de l'État du Chiapas[63] expose les objectifs pour la réactivation de l'économie pour l'agriculture, le secteur industriel, commercial et tertiaire et pour la reconversion de la production.

La réactivation économique de l'agriculture repose sur la restitution partielle des pertes économiques ainsi que sur la réhabilitation des routes commerciales pour garantir la commercialisation des produits agricoles. La protection sanitaire des produits (papaye, banane, mange, bétail) et la mise en place d'un nouveau programme pour la culture du café doivent aussi contribuer à cette réactivation. Enfin, le plan prévoit également la réactivation de l'activité aquicole moyennant le repeuplement des espèces perdues, la récupération des bassins endommagés et le rétablissement de l'infrastructure,

63 *Reconstrucción para consolidar el desarrollo. Plan de reconstrucción*, Tuxtla Gutiérrez : Comisión de Reconstrucción, Gobierno de Chiapas, Tirage de 100 exemplaires [Texte imprimé], 2005, 126p., P.45

un fonds de garantie pour la réactivation des unités de production, la remise des titres et certificats agraires et des bourses pour la formation des producteurs.

Ce plan prévoit également de mitiger les impacts et dommages causés sur la production du secteur primaire par les phénomènes hydrométéorologiques. Pour ce faire, l'objectif est d'encourager l'utilisation de matière organique (capable de se décomposer), la reconversion de l'usage des pâturages et cultures annuelles en usage forestier, agro-forestier, l'usage de cultures de couverture sur les zones de production annuelle surtout celle du maïs. Pour la réactivation du secteur agricole, il prévoit d'encourager les cultures de cycle court (sésame, sorgho, soja, maïs) pour profiter de l'humidité résiduelle des sols et des futures pluies de l'hiver.

Enfin, pour le secteur industriel, commercial et tertiaire, un programme a été créé afin de mettre en place des instruments financiers de l'État et en coordination avec les instances fédérales et municipales afin de pourvoir aux besoins des micros, petites et moyennes entreprises. Les instruments financiers sont le Fonds pour le Développement des Industries manufacturières (FIDEN*) et de pièces détachées (*maquiladora*s), le Fonds de Financement pour les Entreprises du Secteur Artisanal (FOFESSA*), et le Service de l’État pour l'Emploi (SEE*), afin de soutenir les entreprises désavantagées économiquement. Le gouvernement de l’État a demandé une avance au ministère de l'Économie sur le budget 2006 pour le programme de soutien des micros, petites et moyennes entreprises afin qu'elles reprennent leur activité au premier trimestre de l'année 2006. Le gouvernement de l’État a également créé un fonds pour subventionner une partie du taux d'intérêt que les entreprises ont contracté avec leur banque. Puis, un programme pour la conservation de l'emploi et la réhabilitation de la production a aussi été mis en place.

Nous avons présenté les forces de propositions du gouvernement afin de pouvoir comparer ce qui est proposé à ce qui est dit médiatiquement et également à ce qui a été réalisé.

2. Le recours aux crédits : Vicente Fox Quesada

a- *El Heraldo de Chiapas* et *Crónica de Hoy*

El Heraldo de Chiapas est le journal qui traite en majorité des « crédits », une mesure politique émise par Vicente Fox Quesada à la surprise générale. Nous l'avons déjà évoquée à propos des polémiques, à présent nous allons analyser la réception présentée par cette presse, les arguments en sa faveur et ceux qui vont à son encontre. *El Heraldo de Chiapas* est le journal qui démontre, dans ses articles d'opinion, que réactiver l'économie en demandant à un État déjà endetté de faire un crédit pour la reconstruction est une aberration. Aurora Berdejo Arvizu, dans son article « Vanguardia Política » expose la situation : « Vicente Fox […] a signalé que le Chiapas et les autres États devront avoir recours à des crédits de la banque de développement qu'ils pourront payer en quinze ans »[64]. À cette annonce, *El Heraldo de Chiapas* positionne le gouvernement de l'État du Chiapas en victime :

> Le Chiapas a réussi à réduire sa dette externe pendant ce mandat de six ans […] maintenant il doit s'endetter, selon M. Vicente, pour la reconstruction. C'est-à-dire que l'effort de presque six ans est aussi parti à l'eau. Ce n'est pas normal. C'est comme si cet effort avait été fait en vain.[65]

Plusieurs journalistes reprennent cet argument des économies faites ces six dernières années qui vont partir en fumée et le fait que l'État va devoir repenser son budget de l'année 2005-2006.

Ils sont mécontents de la décision du gouvernement fédéral et argumentent en présentant le Chiapas comme un État déjà suffisamment endetté : « Chiapas : 4,3 millions d'habitants, revenu par habitant de 32,1 pesos[66] par jour et une dette de 1,7 milliard de pesos[67] »[68]. Les crédits ne feraient que le submerger davantage : « Les

64 « Vicente Fox […]señaló que Chiapas y los otros estados deberán recurrir a créditos de la banca de desarrollo que podrían pagar hasta en quince años […] », BERDEJO ARVIZU Aurora, « Vanguardia política », *El Heraldo de Chiapas*, 14 octobre 2005.

65 « Chiapas ha logrado bajar su deuda externa en este sexenio […] ahora debe endeudarse, según Don Vicente, para entrarle a la reconstrucción. O sea que el esfuerzo de casi seis años también se lo llevó al agua. No se vale. Es como si el esfuerzo hubiera sido vano », GARCIA Ausencio, « Titeres Cabezas », *El Heraldo de Chiapas*, 17 octobre 2005.

66 1,75 euro

67 58,46 millions d'euros

68 « Chiapas : 4.3 millones de habitantes, ingreso per cápita de 32.1 pesos diarios y una deuda de mil 69

paiements ne feraient que finir de saigner le Chiapas qui respire à peine grâce aux dollars qui proviennent de l'autre côté de la frontière. De nos migrants[69] ». Finalement, José Lopez Arévalo termine son article en déclarant que ce ne sont pas des crédits dont le Chiapas a besoin pour réactiver son économie mais de subventions et d'emplois. Ce point de vue est littéralement opposé à celui de *Crónica de Hoy* qui désapprouve la « politique d'assistanat ».

En effet, Pablo Hiriart, journaliste spécialiste des affaires économiques, démontre qu'une politique basée sur les subventions ne peut être un moteur de développement. Il responsabilise le gouvernement et l'opposition de la crise économique du pays dont la croissance stagne depuis quatre ans : « Ces sinistrés vont continuer à l'être avec le prochain ouragan, parce que les politiques d'assistanat -même si elles sont nécessaires- ne génèrent pas de développement »[70]. Finalement, il soutient qu'il ne s'agit pas de donner de l'argent à travers des programmes sociaux pour que les pauvres ne meurent pas de faim mais de résoudre le problème ancestral de la pauvreté : « en réactivant l'économie, en récupérant le rythme soutenu de croissance et en accroissant l'emploi »[71]. Le reste n'est que palliatif, conclut-il. Par conséquent, *Crónica de Hoy* ne semble pas non plus reconnaître les bienfaits de la politique sociale ni économique menée pour la reconstruction du Chiapas.

b- *La Jornada*

Carlos Fernández Vega fait allusion aux crédits évoqués par le gouvernement fédéral : ceux que les Etats doivent contracter pour la reconstruction mais aussi ceux que les locataires doivent solliciter pour obtenir une maison. Il se demande avec quel argent les sinistrés vont pouvoir les payer puisqu'ils ne vivent que d'emplois informels, de l'économie parallèle : « Avec quoi vont-ils faire face à l'hypothétique crédit pour

millones de pesos », LOPEZ AREVALO José, « Línea Sur », *El Heraldo de Chiapas*, 18 octobre 2005.

69 « Los pagos terminarían por desangrar al Chiapas que apenas respira por los dólares que provienen allende la frontera. De nuestros migrantes », AREVALO José Lopez, « Línea Sur », *El Heraldo de Chiapas*, 18 octobre 2005.

70 « Pero esos damnificados van a volver a serlo con el siguiente huracán, porque las políticas asistencialistas- si bien, muy necesarias- no generan desarrollo », HIRIART Pablo, « El huracán de la pobreza », *Crónica de Hoy*, 10 octobre 2005.

71 « con la reactivación de la economía, la recuperación del ritmo sostenido del crecimiento y la expansión del empleo », HIRIART Pablo, « El huracán de la pobreza », *Crónica de Hoy*, 10 octobre 2005.

reconstruire leur maison et reconstituer leurs biens ? »[72].

Avec ironie, Carlos Fernández Vega montre que le président de la République se décharge de ses responsabilités : « Voici les crédits des banques commerciales et de développement pour qui a le courage de remettre sur pied les zones dévastées par Stan »[73]. Il reprend les propos de Vicente Fox Quesada pour les retourner contre lui et critiquer la politique de non subvention du gouvernement fédéral : « Aujourd'hui, rien n'est gratuit »[74]. Ce journaliste fait état de la pauvreté de l'État du Chiapas et de son endettement en reprenant mot pour mot les informations exposées par José López Arévalo dans *El Heraldo de Chiapas*. Et ce, afin de démontrer que si le Chiapas, avant la catastrophe, n'avait pas de marge de manoeuvre financière, aujourd'hui il en a encore moins.

c- *Cuarto Poder*

Le fait que Vicente Fox Quesada demande aux États de souscrire à un crédit pour la reconstruction est perçu par *Cuarto Poder* comme un acte témoignant de l'incapacité du président à faire face au désastre. Ce journal donne également l'image d'un gouvernement profiteur : « Il agit comme un usurier face au malheur en offrant des crédits pour les logements »[75]. Carlos Rojas dénonce la gestion libérale du gouvernement fédéral : « C'est inconcevable que le gouvernement face à la tragédie ne pense qu'en termes économiques et soit incapable de présenter un programme émergent mais surtout intégral qui aide à sortir de l'écueil »[76].

Par conséquent, nous pouvons remarquer un rejet général de la politique économique de Vicente Fox Quesada en ce qui concerne la reconstruction. Ces journaux convergent sur la vision du Chiapas comme un État endetté et pauvre qui souffre du

72 « Con qué harán frente al hipotético crédito que recibirían para reconstruir sus casas y reponer sus bienes ? », FERNANDEZ-VEGA Carlos, « Fox advierte a los damnificados que nada será de gorra », *La Jornada*, 19 octobre 2005.

73 « Allí están los créditos de la banca comercial y la de desarrollo para quien se anime a poner de pie las zonas devastadas por Stan », FERNANDEZ Vega, « Fox advierte a los damnificados que nada será de gorra », *La Jornada*, 19 octobre 2005.

74 « Hoy nada es de gorra », FERNANDEZ Vega, « Fox advierte a los damnificados que nada será de gorra », *La Jornada*, 19 octobre 2005.

75 « Está actuando como usurero ante la desgracia ofreciendo créditos para las viviendas », MELGAR Sergio, « Con la piedra en el zapato », *Cuarto Poder*, 18 octobre 2005.

76 « Es inconcebible que el gobierno ante la tragedia solo piense en términos económicos y que sea incapaz de plantear un programa emergente y sobretodo integral que ayude a salir del escollo », ROJAS Carlos, « Lo que sigue », *Cuarto Poder*, 19 octobre 2005.

manque d'emplois. Cependant, ils divergent sur la manière de résorber ce mal : *El Heraldo de Chiapas, La Jornada* et *Cuarto Poder* invoquent des subventions du gouvernement fédéral alors que *Crónica de Hoy* réprouve ce mode de gestion de la crise.

Nous pouvons remarquer qu'il y a beaucoup plus d'unités sur l'« affaire médiatique » des crédits que sur le problème agricole, de la pêche, des producteurs de café ou du secteur tertiaire. Serait-ce parce que Vicente Fox Quesada et Pablo Salazar Mendiguchía étaient au centre de l'information de cette affaire de crédits et que leurs interventions, leurs discours susciteraient un intérêt commercial entraînant un désintérêt médiatique des sujets survolés par les hommes politiques ? Autrement dit, le désintérêt médiatique sur le secteur de la production est-il le reflet du désintéressement politique ?

3. La production

a- L'agriculture

Ce secteur, qui est tout de même l'activité économique principale du Chiapas, est abordé dans la presse de manière insignifiante. Selon les informations du Centre National des Droits de l'Homme Fray Matías[77], un « nouveau programme» a été mis en place pour la culture du café, pour restituer les pertes économiques, réactiver l'activité de pêche, rétablir l'infrastructure pour l'élevage et aider plus de 3 000 producteurs. Pour la réactivation du secteur agricole, le gouvernement, à travers ce programme, a encouragé la semence de cultures de cycle court afin de profiter de l'humidité des sols.

En octobre 2005, nous relevons 14 unités sur 3 954. Ce qui représente 0,35% de la couverture médiatique. En octobre 2006, le chiffre est encore plus dérisoire : nous comptons 3 unités. La presse est donc totalement indifférente à ce secteur économique et à sa population. *El Heraldo de Chiapas* est le journal qui traite en majorité de la question de l'agriculture dans ses articles d'opinion. Les autres n'y font presque pas allusion, ou de manière imperceptible. Le secteur aquicole est quasi inexistant : seules trois unités y font allusion, tous articles confondus. La pêche est donc un secteur oublié

77 *Huracán Stan : la dignidad devastada* [Texte imprimé], Tapachula : Centro de Derechos Humanos Fray Matías de Córdova, 2006,124 p., P.41

dans la couverture médiatique de Stan.

Dans *El Heraldo de Chiapas,* en date du 23 octobre 2005, Wilfrido Galdámez Toledo s'interroge sur le futur agricole de l'État du Chiapas. Les producteurs se plaignent de ne pas être vus, ni entendus, de ne pas exister aux yeux du pouvoir politique : « usés par la faible ou nulle attention du gouvernement envers leurs besoins urgents »[78]. Ils prétendent que les dommages sont en train d'être recensés mais se plaignent de la désinformation au sujet de la récupération de leurs pertes :

> Nous considérons qu'il est temps de proposer des solutions qui permettent de faire remonter notre orgueil historique d'un Chiapas puissant, auto-suffisant et exportateur traditionnel de café, bétail, cacao et miel.[79]

Ils insistent sur l'intérêt de faire des propositions et disent qu'ils sont fatigués des promesses et des « programmes d'aides » que « personne ne comprend et auxquels personne ou presque personne n'a accès »[80]. Dans un article du 11 octobre 2005[81], nous apprenons que les producteurs qui ont perdu leurs cultures, doivent recevoir en produits (maïs ou haricots rouges) l'équivalent de leurs pertes, dans le but de « réactiver leur économie ». Dans un article intitulé « On rétablira l'activité économique des États affectés par Stan »[82], seul un paragraphe est destiné à l'agriculture et nous apprenons que le ministère disposerait de 2 milliards de pesos[83] provenant de 11 programmes pour les producteurs affectés.

Le leader de la Centrale Indépendante des Ouvriers Agricoles et des Paysans (CIO-AC*), Rafael Guillén Domínguez, fait état du risque d'une crise alimentaire si les dégâts des cultures ne sont pas pris en compte dans la reconstruction et il déplore cette réalité qu'il qualifie de « préambule de mort de l'agriculture mexicaine » :

---

78 « agobiados por la escasa o nula atención del gobierno en sus necesidades urgentes », GALDAMEZ TOLEDO Wilfredo, « Qué futuro agropecuario tiene Chiapas? », *El Heraldo de Chiapas*, 23 octobre 2005.

79 « Consideramos que es el tiempo de precisar soluciones que propongan levantar nuestro histórico orgullo de un Chiapas, poderoso, autosuficiente y exportador tradicional de café, ganado, cacao, miel », GALDAMEZ TOLEDO Wilfredo, « Qué futuro agropecuario tiene Chiapas? », *El Heraldo de Chiapas*, 23 octobre 2005.

80 « Que nadie entiende y nadie o casi nadie tiene acceso a ellos », GALDAMEZ TOLEDO Wilfrido, « Qué futuro agropecuario tiene Chiapas? », *El Heraldo de Chiapas*, 23 octobre 2005.

81 ANONYME, « Llega combustible a Tapachula», *El Heraldo de Chiapas*, 11 octobre 2005.

82 LOPEZ Isaí, « Restablecerán actividad económica de los estados afectados por Stan », *El Heraldo de Chiapas*, 13 octobre 2005.

83 109,5 millions d'euros

> Je crois, qu'en ce moment, plus que des restrictions de budget pour le Chiapas, on doit l'augmenter, renforcer l'agriculture, parce que le champ dans l'entité est très endommagé ; si on ne le fortifie pas, nous allons avoir un grave problème d'alimentation dans l'État.[84]

Isaín Mandujano et Beatriz Cunjamá établissent une relation de cause à effet entre l'effondrement de l'économie et la remise en question de la paix sociale. Dans un article intitulé « Le Chiapas, face à une grave situation économique »[85], ils annoncent les répercussions à moyen terme de ces affectations et démontrent l'importance de canaliser les ressources économiques de manière immédiate : « Dans le cas contraire, la migration, la délinquance, le chômage et la prostitution augmenteront »[86]. Là aussi, les annonces faites sont celles de la « restitution des semences perdues » ou de la vaccination des animaux afin d'éviter des « conséquences sociales »[87]. Ces articles qui annoncent le dédommagement des cultivateurs qui leur permettrait de ne pas ressentir les conséquences du désastre démontrent que des mesures de développement économique dans ce secteur ne sont pas envisagées. En effet, les actions gouvernementales sont des pansements et non des mesures de développement à long terme.

Dans *La Jornada* la seule unité à transmettre l'information est un témoignage de la Confédération Nationale Paysanne (CNC*) qui fait remarquer que les programmes, et les ressources sont en majorité urbains alors que la population paysanne est celle qui subit davantage les conséquences du manque de planification. Quant à *Crónica de Hoy,* il est silencieux sur le sujet.

L'information ou le manque d'information sur le secteur agricole donnent l'image d'un flou organisationnel sur le sujet et témoignent dans le même temps du désintéressement d'un secteur non rentable mais pourtant indispensable à la survie des Chiapanèques. Est-ce un désintérêt politique ou médiatique ?

---

84 « Creo que en este momento, más que recortes de presupuesto para Chiapas, deben aumentarlo, fortalecer la agricultura, porque el campo de la entidad está muy dañado, si no fortalece vamos a tener un grave problema de alimentación en el estado », GALLEGOS Pepe, « Auguran desaparición de Sagarpa », *El Heraldo de Chiapas*, 14 octobre 2005.

85 CUNJAMA B. , MANDUJANO I., « Chiapas, ante grave situación económica », *Cuarto Poder*, 18 octobre 2005.

86 « En caso contrario se incrementará la migración, la delincuencia, desempleo y la prostitución », CUNJAMA B. , MANDUJANO I., « Chiapas, ante grave situación económica », *Cuarto Poder*, 18 octobre 2005.

87 VICTORIO RUIZ Rafael, « Buscan rescatar al ganado damnificado », *Cuarto Poder*, 27 octobre 2005.

b- Les producteurs de café

Les informations relatives aux producteurs de café portent en majorité sur les pertes qu'ils ont subies. Les cultivateurs demandent au gouvernement que les ressources du « Fonds de stabilisation des prix » auxquelles ils contribuent leur soient octroyées dans le but de réhabiliter les champs de café. Seul *El Heraldo de Chiapas*[88] fait part de la mise en place d'une commission mixte régionale sur la culture du café qui serait chargée de remettre à chaque municipalité un travail d'évaluation et de vérification des dommages. Il informe également, de manière générale, sur les différents fonds d'aides[89], sans en préciser le montant ni la répartition pour les dédommagements. Ce journal ne rapporte pas non plus l'existence de programmes spéciaux et nouveaux permettant de repenser autrement ce secteur.

En octobre 2006, aucun article ne rend compte des actions réalisées pour l'agriculture ou les producteurs de café. Nous apprenons simplement dans un article de *Cuarto Poder*[90] que les cultivateurs de certaines communautés n'ont jamais reçu le Fonds pour Aider la Population Rurale Affectée par des Contingences Climatologiques (FAPRACC*) qui devait leur être destiné. De plus, 70% des cultures de café restent toujours abandonnées « face au manque d'aides institutionnelles ou de crédits »[91], alors qu'un rapport gouvernemental affirme, selon ce journaliste, que 176 000 hectares de café ont été réactivés et que les programmes d'attention envers les cultivateurs de café ont été réalisés à 100%.

Par conséquent, ces informations ne donnent pas l'image d'une attention toute particulière donnée à ces secteurs primordiaux dans l'économie chiapanèque, dans le but de profiter de ce désastre pour relancer son économie.

88 ANONYME, « Instalan comisiones para atender cafeticultura », *El Heraldo de Chiapas*, 22 octobre 2005.
89 ANONYME, « Apoyos económicos para cafeticultores en Chiapas », *El Heraldo de Chiapas*, 29 octobre 2005.
90 HERNANDEZ Rodolfo, « Urge reactivar labores ; reconstrucción olvidada », *El Heraldo de Chiapas*, 24 octobre 2005.
91 « ante la falta de apoyos institucionales ni créditos », VICTORIO Rafael, « Sector cafetalero sigue devastado tras meteoro », *Cuarto Poder*, 17 octobre 2005.

4. Le secteur tertiaire

a- Les entreprises

Le rapport du Centre des Droits de l'Homme Fray Matías[92], stipule également qu'un nouveau programme de soutien pour la réactivation économique des micros, petites et moyennes entreprises a été élaboré grâce à différents fonds, l'objectif étant d'encourager la conservation de l'emploi et de réhabiliter la production existante. Seules huit unités d'information abordent la question et évoquent ces fonds qui vont être octroyés aux entreprises ainsi que les micros crédits qui peuvent leur être accordés pour racheter le matériel nécessaire. Rien d'autre n'est stipulé.

Cependant, lors de notre séjour dans le centre d'hébergement de la FIT* en décembre 2005, nous avons pu voir les actions de la SEDESOL* invitant les sinistrés à concevoir un projet professionnel leur permettant d'obtenir des revenus financiers. L'objectif de ces projets était de les aider à trouver un travail leur permettant de s'alimenter, de payer leur crédit, d'économiser et ils se devaient de respecter l'environnement. Certains se sont organisés pour créer des entreprises de charpenterie, des femmes ont décidé d'ouvrir un petit cabinet d'esthétique, d'autres des épiceries. Ces actions rentraient dans le cadre des « projets productifs » qui bénéficiaient d'un petit crédit pour lancer leur activité.

Lorsque nous sommes revenus en février 2007, nous avons interviewé José Manuel Escobar Castellanos[93] sur les répercussions de ces projets. Selon ses données, le montant des crédits auraient atteint 800 000 pesos[94] pour les vingt-deux projets issus du centre d'hébergement FIT, le dernier et le plus grand. Cependant, il admet ne pas savoir combien de ces 22 projets ont abouti et il reconnaît que la grande faille a été le manque de suivi. De plus, il parle d'une carence existante dans la formation des personnes qui avaient pour fonction de promouvoir ces actions, ce qui a également compté dans leur échec : « Nous devions donner des réponses sans savoir si c'étaient les plus appropriées »[95] . L'essentiel pour que ces programmes fonctionnent aurait donc été, si

92 *Huracán Stan : la dignidad devastada* [Texte imprimé], Tapachula : Centro de Derechos Humanos Fray Matías de Córdova, 2006,124 p., P.42

93 ESCOBAR CASTELLANOS José Manuel, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Février 2007, Communication personnelle.

94 42 000 euros

95 « Teníamos que dar respuestas sin saber si eran las más apropiadas », ESCOBAR CASTELLANOS

l'on en croit les propos de José Manuel Escobar Castellanos, de planifier et d'organiser avec un plan d'étude ces programmes, de les suivre dans la durée et d'accompagner ces personnes sur le long terme avec du personnel suffisamment informé et compétent. Cependant, cela ne semble pas s'être réalisé ainsi.

La presse n'évoque du secteur tertiaire que l'activité des restaurateurs qui est en lien avec le secteur touristique. Dans un article du 20 octobre 2005[96] de *Crónica de Hoy*, le président de la Chambre Nationale de l'Industrie des Restaurateurs et des Condiments (CANIRAC*), Sergio Larraguivel, témoigne de la baisse économique pour les restaurateurs due au contexte de crise économique du pays. Il ajoute que les restaurateurs arrivent à survivre grâce au tourisme, ce pourquoi les désastres de Stan et Wilma les inquiètent quant à leur situation.

El Heraldo de Chiapas s'intéresse exclusivement aux restaurateurs de Chiapa de Corzo et il montre également leur anxiété ainsi que leur mécontentement : « La principale attraction de Chiapa de Corzo est le quai et il s'avère qu'il est toujours inondé, plein de boue, inutilisable »[97]. Le 10 octobre 2005[98], la déléguée du Tourisme à Chiapa de Corzo informe qu'ils vont profiter des dommages occasionnés pour améliorer chacune de ces installations. Les artisans n'ont pas souffert directement du désastre mais ils souffrent des dommages collatéraux, « la perte due à l'absence de tourisme »[99], témoigne une commerçante de ce village.

Nos journaux n'ont donc pratiquement pas abordé le thème du secteur tertiaire dont on ne connaît ni les mesures proposées, ni les dommages recensés. De plus, sur l'ensemble du territoire chiapanèque, l'information ne traite que de Chiapas de Corzo.

José Manuel, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Février 2007, Communication personnelle.

96 BRAVO Elba Mónica, « Huracanes y bajo crecimiento económico le pegan a restauranteros : Canirac », *Crónica de Hoy*, 20 octobre 2005.

97 « El principal atractivo de Chiapa de Corzo es el Malecón y resulta que todavía está inundado, lleno de lodo, inservible », ESPINOSA Nestor, « Se pronuncia contra discurso del gobierno federal », *El Heraldo de Chiapas*, 15 octobre 2005.

98 ESPINOSA Nestor, « Inconformidad de restauranteros por desatención de autoridades », *El Heraldo de Chiapas*, 10 octobre 2005.

99 DE LOS SANTOS Sandra, « A la baja turismo en Chiapa de Corzo », *El Heraldo de Chiapas*, 16 octobre 2005.

b- Le tourisme

Crónica de Hoy, jusqu'à présent très absent sur la gestion gouvernementale du désastre et de la reconstruction, va aborder le thème du tourisme dans ses articles, ce qui n'a pas été sans susciter notre intérêt. Le 6 octobre 2005, c'est le ministre du Tourisme Rodolfo Elizondo Torres qui s'exprime et qui dédramatise l'impact du désastre sur ce secteur au Chiapas au vue de sa faible activité : « Bien que nous regrettions que ces faits inévitables se soient passés en ces lieux, nous ne pouvons pas dire non plus que ce sont les endroits les plus visités du pays »[100] . De plus, il minimise ses conséquences en ajoutant qu'en octobre, c'est la période où régulièrement l'affluence de touristes diminue. L'article conclut finalement sur une note positive de son discours ; il espère que la croissance du tourisme dans les États de Chiapas, Veracruz et Tabasco continue.

Le 13 octobre 2005, ce sont encore les propos du ministre du Tourisme qui sont rapportés. Il annonce une « campagne promotionnelle touristique » en ces lieux afin d'encourager le tourisme et pour ce faire, il affirme : « L'infrastructure hôtelière n'a pas souffert et on les aidera à résoudre la situation par laquelle ils passent »[101]. Il fait état ensuite des résultats financiers que rapporte ce secteur et qui sont en progression par rapport aux années précédentes. Au contraire, un article du 27 octobre 2005[102] est pessimiste sur la situation : la croissance estimée à 3,5% par le gouvernement fédéral ne se produira pas : José Luis Barraza, président du Conseil de Coordination des Entrepreneurs (CCE*) annonce une baisse du Produit Intérieur Brut national. *La Jornada* revient également sur le message du ministère du Tourisme qui souhaite encourager le tourisme dans les zones affectées à travers une campagne promotionnelle. Dans un article du 14 octobre 2005, *La Jornada*[103] rapporte les propos du directeur du Conseil de Promotion Touristique de Mexico (CPTM*) qui souhaite créer un fonds spécial à partir de 2006 pour le secteur touristique touché par des phénomènes naturels. Il précise également que cette campagne de promotion va se faire à travers la télévision

100 « Aunque son lugares donde lamentamos que se estén dando estos hechos inevitables, tampoco podemos decir que son los lugares más visitados del país », HIGUERA Cecilia, « Lamenta estragos en estados, aunque no sean tan visitados », *Crónica de Hoy*, 6 octobre 2005.

101 « la infraestructura hotelera no sufrió daños y se ayudará a resolver la situación por la que están pasando », HIGUERA Cecilia, « Lamenta estragos en estados, aunque no sean tan visitados », *Crónica de Hoy*, 6 octobre 2005.

102 SOLIS PEÑA Margarita, « Pide el empresariado tregua fiscal para recuperarse de los huracanes », *Crónica de Hoy*, 27 octobre 2005.

103 POSADA GARCIA Miriam, « Apoyarán destinos turísticos dañados por fenómenos naturales », *Crónica de Hoy*, 14 octobre 2005.

et la radio : « La nécessité de compter sur un fonds exclusif pour lancer des campagnes promotionnelles émergentes, afin de rétablir la confiance chez les touristes, est indispensable »[104].

Dans son éditorial du 25 octobre 2005, *La Jornada* fait une comparaison entre la gestion du désastre dû à l'ouragan Wilma dans les États de Quintana Roo et du Yucatán (très touristiques) et celui dû à Stan dans les États du Chiapas, de Veracruz, de Puebla, d'Hidalgo et de Oaxaca. Dans son dernier paragraphe, ce journal montre que les régions touristiques du Mexique qui ont été affectées par Wilma sont les priorités du gouvernement mexicain au détriment des autres régions : « Les institutions publiques font la distinction entre les Mexicains de première classe et les Mexicains de seconde classe »[105]. C'est sur cette même idée qu'il revient dans son éditorial du 31 octobre 2005 : il reconnaît l'importance de rétablir le secteur touristique et l'infrastructure hôtelière car ce sont également des emplois qui sont mis en jeu mais il reproche au gouvernement d'abandonner ceux qui n'ont plus rien.

El Heraldo de Chiapas, comme nos deux précédents journaux, revient sur la campagne d'information touristique dans un article du 18 octobre 2005[106]. Adán Ángel Coutiño, ex-président de l'Association des Hôtels et Motels (*Asociación de Hoteles y Moteles en Chiapas*) au Chiapas, manifeste que cette campagne est nécessaire car, même si les lieux touristiques n'ont pas été endommagés, ils ont souffert d'une « mauvaise presse » à cause de l'ampleur de la catastrophe. Le 22 octobre 2005, un article est intitulé « La SECTUR* a entrepris des actions dans l'entité »[107]. Dans cet article, témoigne le ministère du Tourisme de l'État (SECTUR*), ces actions visent à : « rétablir et à réactiver l'activité touristique dans les zones intéressantes pour les visiteurs »[108]. Il rapporte qu'ils ont invité la presse nationale à venir parcourir les sites pour montrer que les hôtels sont en bon état et constater que tout fonctionne dans la normalité :

---

104 « La necesidad de contar con un fondo exclusivo para lanzar campañas de promoción emergentes a fin de restablecer la confianza entre los turistas es ineludible […]», POSADA GARCIA Miriam, « Apoyarán a destinos turísticos dañados por fenómenos naturales », *Crónica de Hoy*, 14 octobre 2005.

105 « Las instituciones públicas distinguen entre mexicanos de primera y mexicanos de segunda », EDITORIAL, « Evitar una catástrofe moral », *La Jornada*, 25 octobre 2005.

106 SANCHEZ Abenamar, « Piden a Sectur campaña de información turística », *El Heraldo de Chiapas*, 18 octobre 2005.

107 ESPINOSA Néstor, « Inició actividades la Sectur en la entidad », *El Heraldo de Chiapas*, 22 octobre 2005.

108 « restablecer y reactivar la acción turística en zonas de interés para los visitantes », ESPINOSA Nestor, « Inició actividades la Sectur en la entidad », *El Heraldo de Chiapas*, 22 octobre 2005.

> Ils [la SECTUR, la compagnie aérienne Aviacsa, et 14 représentants d'entreprises de l'État] informent des bonnes conditions dans lesquelles se trouvent les principales destinations et routes du Chiapas.[109]

Voilà pourquoi ils entreprennent des campagnes promotionnelles. Cet article est surprenant car les dommages de l'infrastructure routière ont laissé l'État dans le plus grand isolement. À dix-huit jours du désastre, nous pouvons dire que tenir de tels propos relève d'intérêts politiques et économiques.

Nous pouvons donc constater que le tourisme est tout de même le secteur qui reste le plus évoqué dans la presse. Cependant, nous pouvons également remarquer l'uniformisation des informations et le manque flagrant d'enquêtes et de reportages sur la question : tout porte sur le village Chiapa de Corzo. De plus, les propos du ministre du Tourisme quant à la campagne promotionnelle sont rapportés, sans qu'une seule critique ne soit émise. Cette mesure à une quinzaine de jours du désastre, vu l'état général de cette entité, semble incohérente et décalée. Sous prétexte que les emplois des restaurateurs et des artisans sont en jeu, elle témoigne également de l'intérêt économique du Mexique vis-à-vis de l'étranger.

Concernant le plan de reconstruction, aucun élément n'est véritablement apporté sur les aides qui vont être accordées ou sur des propositions de développement. Ni Vicente Fox Quesada ni Pablo Salazar Mendiguchía n'interviennent sur la question, alors même que le président de la République le fait à plusieurs reprises sur la région de Quintana Roo. Nous pouvons donc en conclure que ces secteurs de la production, de l'entreprise et du tourisme ne sont pas leur priorité car ce ne sont pas des secteurs lucratifs pour le pays. Par conséquent, cela justifierait le manque d'information médiatique à ce sujet. Les hommes politiques n'en parlent pas, les médias non plus. Stan n'aurait-il donc été qu'une plateforme politique pour les élections de 2006 ?

Les deux grands absents de la couverture médiatique de Stan sont le thème de la *Prévention* dans le plan de reconstruction mais aussi celui de l'*Environnement*. Peut-on dire ici aussi que ces sujets seraient inintéressants pour les hommes politiques car ils ne permettraient ni de briller par rapport à leurs actions entreprises, ni de générer un

109 « Informan de las buenas condiciones en las que se encuentran los principales destinos y rutas de Chiapas », ESPINOSA Néstor, « Inició actividades la Sectur en la entidad », *El Heraldo de Chiapas*, 22 octobre 2005.

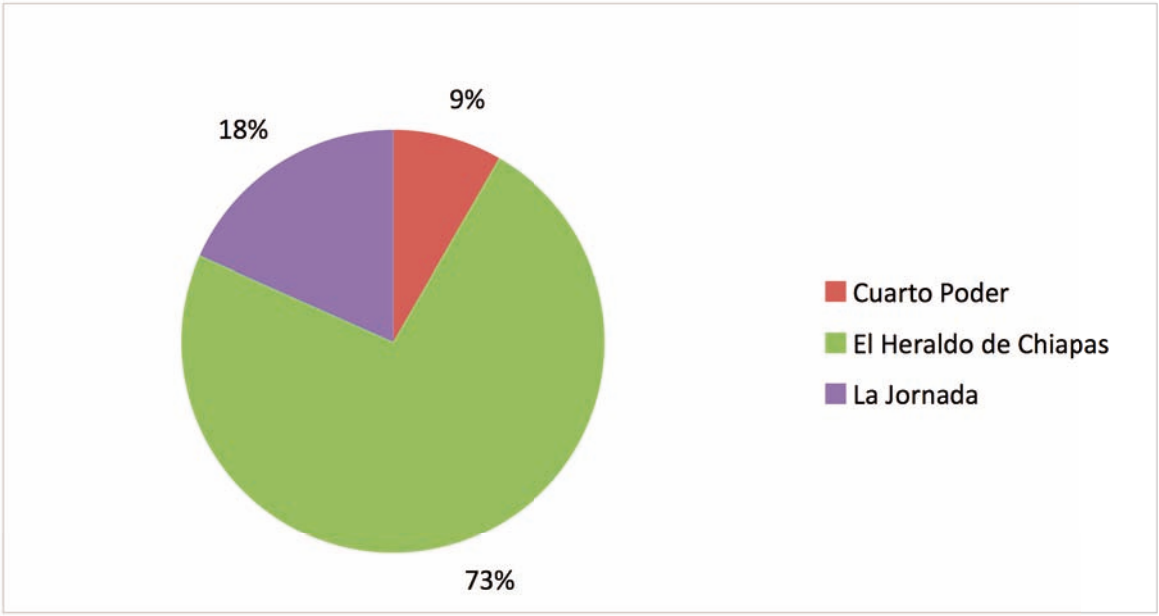
profit économique et deviendraient par manque d'interventions d'hommes politiques, des sujets sans intérêt d'un point de vue médiatique ? En raison du manque d'éclectisme dans les sources choisies par la presse écrite et de la carence de représentation des divers secteurs de la société, la réalité construite par ces journaux ressemble donc à celle montrée par les hommes politiques, confirmant une certaine prépondérance de « l'événement Stan » comme instrument médiatique au service du politique. Force est de constater que le degré de liberté de presse et d'indépendance financière vis-à-vis des autorités est indispensable à la construction d'un discours plus alternatif.

CHAPITRE II

L'Environnement

Fait paradoxal mais observable : alors que le désastre de Stan est le résultat d'une équation entre menaces et vulnérabilités (dont nous allons étudier les concepts), le thème de l'environnement est le grand absent de l'information médiatique. En effet, le dossier[1] *Environnement* n'apparaît qu'à l'avant-dernière place. Les articles d'opinion qui traitent ce sujet ont un taux de fréquence de 4,6% alors que le dossier *Politique* est fréquent à 29,6%. L'orientation du dossier *Environnement* est défavorable à 51,7%.

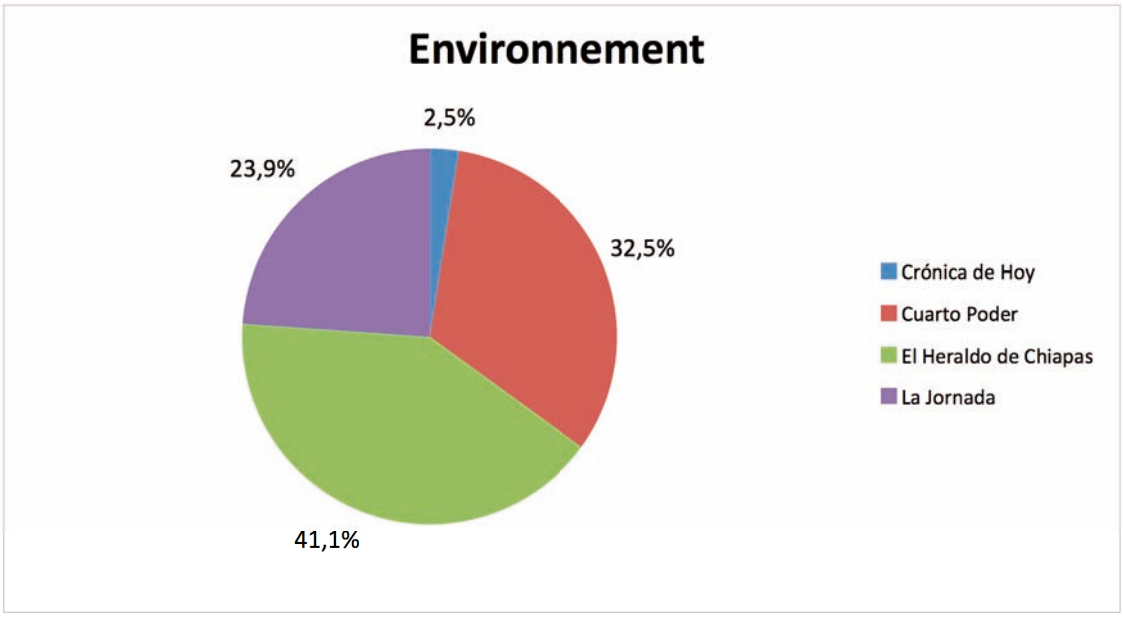
Le graphique ci-dessous représente la fréquence du Dossier *Environnement* par rapport à nos quatre journaux et nous donne une représentation imagée de l'absence de ce thème dans *Crónica de Hoy* et de sa prédominance dans *El Heraldo de Chiapas*.



1 Cf.Annexe II, *Étude des articles d'opinions 2005, Rapport simple unités par Dossier*, P.436

En effet, *El Heraldo de Chiapas* prédomine avec une fréquence de 73% et un taux d'orientation défavorable de 45,5%. Loin derrière lui se trouvent *La Jornada* avec 18% de fréquence et un taux très défavorable de 81,8%, puis *Cuarto Poder* avec 9% de fréquence et un taux défavorable moitié moins fort que *La Jornada* à 40%.

Dans les articles d'information générale, la fréquence du dossier *Environnement* est de 4,1% et c'est toujours *El Heraldo de Chiapas* qui est en tête mais cette fois-ci l'ordre s'inverse entre *La Jornada* et *Cuarto Poder* qui y porte beaucoup plus d'intérêt que dans ses articles d'opinion. *Crónica de Hoy* ne récolte, lui, que 2,5% de fréquence (soit 4 unités).



Si *Crónica de Hoy* s'est déjà peu intéressé aux informations sur la reconstruction et sur les problèmes de société, il n'a absolument pas traité des considérations environnementales. Un lien existe-t-il entre un financement provenant en majorité d'entreprises privées et l'absence de communication sur le problème de la destruction de l'écosystème ? Edith González Cruz dans son article « Les médias de communication et l'écologie au Mexique » dégage deux points qui pourraient justifier le mépris des médias envers le journalisme environnemental :

> Premièrement, son exercice met en danger les intérêts des annonceurs, car on ne comprend pas une investigation de fond qui ne s'interroge pas sur l'origine du fait investigué et qui ne questionne pas l'agissement des acteurs impliqués, situation qui dans la majorité des cas est défavorable pour les grands annonceurs des entreprises de communication. Deuxièmement, le journalisme environnemental, selon les entrepreneurs, ne vend pas, donc si ce n'est pas « un produit que les gens consomment » et demandent, il n'y a pas d'intérêt à investir là-dessus.[2]

Ce sont donc des hypothèses que nous pouvons appliquer à l'absence d'informations environnementales dans *Crónica de Hoy* et à leur faible quantité dans les autres journaux. Cependant, un autre facteur est à prendre en compte : sachant que nous avons décelé une certaine tendance journalistique à ne s'intéresser qu'aux thèmes abordés par les hommes politiques, le désintérêt de la presse signifierait-il par conséquent que la considération environnementale n'est pas une priorité gouvernementale ?

Dans ce chapitre, nous nous interrogerons sur la problématique de l'article d'Edith Gonzalez Cruz : « Les médias de communication ont-ils la responsabilité de faire naître une conscience écologique dans la société ? »[3] : quel rôle aurait dû ou pu jouer la presse écrite en amont du désastre de Stan ? (à propos des problèmes de destruction de l'environnement et des risques liés à la région). Ainsi dans un premier temps, nous définirons les concepts de risques, menaces et vulnérabilités afin de nous interroger sur la validité de ce postulat « Stan : une catastrophe naturelle ? ». Pour répondre à cette question, nous exposerons les vulnérabilités environnementales. Nous aborderons les affaires de déviation des lits des fleuves ainsi que celles des barrages qui auraient été ouverts lors de la crue et enfin le grand problème de la déforestation. Dans un second temps, nous verrons comment la destruction de l'écosystème est un état de fait au Chiapas. La prévention au niveau environnemental est totalement absente du plan de

2 « Primeramente, su ejercicio pone en riesgo los intereses de sus anunciantes, pues no se entiende una investigación de fondo que no indague en el origen del hecho investigado y que no cuestione el actuar de los actores implicados, situación que en la mayoría de los casos es desfavorable para los grandes anunciantes de las empresas de comunicación. En segundo término, el periodismo ambiental, a decir de los empresarios, no vende, entonces si no es un "producto que la gente consuma" y demande, no tiene caso invertir en él », GONZALEZ CRUZ Edith, « Los medios de comunicación y la ecología en México », *El Cotidiano* [En ligne], Novembre-Décembre 2007, vol.22, nº146, [réf. du 22 août 2009], p.43-51, P.48, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=32514606

3 « ¿ Tienen los medios de comunicación la responsabilidad de generar una conciencia ecológica en la sociedad? », GONZALEZ CRUZ Edith, « Los medios de comunicación y la ecología en México », *El Cotidiano* [En ligne], Novembre-Décembre 2007, vol.22, nº146, [réf. du 22 août 2009], p.43-51, P.43, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=32514606

reconstruction alors même que certains spécialistes informent sur la question et tirent des sonnettes d'alarme. Les autorités font-elles la sourde oreille ? Enfin, nous exposerons les différents risques et aléas existant aujourd'hui au Chiapas et nous nous interrogerons sur les mesures mises en place pour éviter des désastres : l'éruption du volcan Tacaná, évidence ou prophétie ?

SECTION A – STAN : UN DÉSASTRE ENVIRONNEMENTAL

1. Contextualisation : Dommages et plan de reconstruction

a- Les dommages dans l'écosystème

Le rapport[4] du Centre National de Prévention des Désastres (CENAPRED*) stipule que les sols ont subi les plus gros dommages : ils ont été ramollis et arrachés. De plus, la végétation naturelle est tombée et les arbres et arbustes des parties hautes et moyennes des bassins hydrologiques ont été emportés avec les sols. Par conséquent, cette érosion a provoqué une grande détérioration des écosystèmes forestiers et côtiers. Villacorzo a été la municipalité la plus affectée. Cependant, c'est à Tuxtla Chico que ces dommages ont touché le plus de personnes (24 938). Le diagnostic a été réalisé à partir d'évaluations terrestres mais aussi aériennes. Entre le 18 et le 23 octobre 2005, des hélicoptères de la Commission Nationale de l'Eau (CONAGUA*) ont sillonné la zone. Sur les 168 000 hectares endommagés, l'écosystème ayant le plus souffert est la forêt de pins et chênes (101 757 hectares touchés) et la *Selva Baja Caducifolia*, forêt tropicale sèche (39 006 hectares endommagés). Comme nous pouvons le constater, les sols et les forêts ont subi de grands dommages mais également la faune, la flore et les fleuves.

b- L'écosystème dans le programme de reconstruction

Selon le plan de reconstruction de 2005, l'État du Chiapas envisageait au niveau de l'environnement :

4 *Características e impacto socioeconómico de los huracanes "Stan" y "Wilma" en la república Mexicana en el 2005* [Texte imprimé], México : CENAPRED et CEPAL, 2006, 320 p.

> Une mitigation et une restauration des impacts et de leurs conséquences sur la vie économique et le bien-être social ainsi que sur la richesse et la diversité biologique du territoire dans l'objectif de prévenir les effets des futures contingences de ce type.[5]

Les principales actions de ce plan prévoyaient la restauration des sols sur les flancs des montagnes et sur les terrains accidentés, les lagunes côtières, les plaines, estuaires et réseaux de drainage agricoles ; le rétablissement de la couverture forestière et de l'habitat pour la faune et la flore ; la rectification et la protection des lits des fleuves ; le contrôle des déchets solides urbains dans les zones basses et inondables ; le traitement des eaux résiduelles et le paiement pour les services environnementaux. Au niveau de la planification écologique du territoire, le plan prévoyait également d'établir un « modèle » de la région affectée sans apporter plus de précisions, ainsi que des plans de contrôle intégral des bassins et des plans municipaux. Á la lecture de cette partie du plan de reconstruction, nous pouvons nous apercevoir qu'aucun de ces points n'a été développé, qu'ils sont juste énoncés. Nous pouvons supposer qu'à l'origine de ce manque d'informations se trouve une grande absence d'études, mais pourtant de nombreux chercheurs au Mexique travaillent sur ces questions ou bien qu'il ne s'agit pas d'une priorité dans le plan de reconstruction.

Le rapport[6] de la CENAPRED* estime nécessaire la reforestation de vingt-quatre municipalités affectées et il évalue ce coût à 1000 pesos[7] par hectare. L'investissement requis est de 168 millions de pesos[8]. La municipalité de Siltepec requiert 26,7 % de ce budget et celle de Mapastepec 17,3 %. Pour mener à bien la production des plantes nécessaires à ce projet, ils prévoient de reboiser 28 000 hectares par an grâce à 12 pépinières régionales. Six ans et un investissement de 97 millions de pesos[9] pour l'infrastructure productive plus de 24 millions de pesos[10] annuels seront nécessaires pour cette opération.

Afin de restaurer les sols, la CENAPRED* envisage également l'élaboration de

---

5 « la mitigación y restauración de los impactos y sus efectos sobre la vida económica y el bienestar social así como en la riqueza y diversidad biológica del territorio y para prevenir los efectos de futuras contingencias de este tipo », *Reconstrucción para consolidar el desarrollo. Plan de reconstrucción.* Tuxtla Gutiérrez : Comisión de Reconstrucción, Gobierno de Chiapas, Tirage de 100 exemplaires [Texte imprimé], 2005, 126p. P.48

6 *Características e impacto socioeconómico de los huracanes "Stan" y "Wilma" en la república Mexicana en el 2005* [Texte imprimé], México : CENAPRED et CEPAL, 2006, 320p., P. 234.

7 54,5 euros

8 9,2 millions euros

9 5,3 millions d'euros

10 1,3 millions d'euros

terrasses de murs végétaux et la construction de murs de sécurité. Ce projet de restauration s'étendrait sur 58 929 hectares pour un investissement de 412,5 millions de pesos[11]. Comme mesures de prévention pour lutter contre les incendies de forêt, une opération de nettoyage des matériaux inflammables est évoquée pour un coût de 2 millions de pesos[12] ainsi qu'un nettoyage des arbres tombés à cause de l'ouragan Stan. Ce rapport remarque qu'à cinq mois du désastre, 100 millions de pesos[13] CONAGUA* ont été débloqués afin de construire un mur de protection pour le fleuve Suchiate et pour le nettoyage de 28 fleuves.

La lecture de ce plan fait donc apparaître un manque flagrant de mesures préventives : compte tenu du nombre de fleuves au Chiapas, ce ne sont pas 2 murs de protection pour les fleuves qu'il faudrait construire mais des dizaines (sans compter sur le fait que ce ne sont peut-être pas les actions les plus adéquates pour une prévention à long terme), tout comme le reboisement qui ne prend en compte que 24 municipalités. Le phénomène naturel Stan a perturbé un environnement qui, au préalable endommagé, a contribué au désastre d'octobre 2005.

2. Catastrophe naturelle ou sélection "naturelle" ?

a- Typologie des désastres

Une catastrophe naturelle selon la définition de Carlos Llanes Burón est :

> Un événement qui arrive dans la majorité des cas de manière subite et inattendue, provoquant la perte de la vie, de la santé ; la destruction ou la perte des biens d'une collectivité et/ou des dommages sévères sur l'environnement. Cette situation entraîne la désorganisation des modèles de base, l'adversité, la souffrance, des effets sur la structure socio-économique d'une région ou d'un pays et ou la modification de l'environnement, ce qui peut déterminer le besoin d'assistance et d'intervention immédiate.[14]

11 22,5 millions d'euros
12 109 000 euros
13 5,4 millions d'euros
14 « Un desastre puede definirse como un evento o suceso que ocurre en la mayoría de los casos en forma repentina e inesperada, causando sobre los elementos sometidos alteraciones intensas, representadas en la pérdida de vida y salud de la población, la destrucción o pérdida de los bienes de una colectividad

Cependant, comme il le précise, toutes les manifestations violentes de la nature ne deviennent pas forcément des désastres. À l'inverse, lorsque se produit un désastre, ce n'est pas forcément le résultat unique d'une menace, ce peut être aussi à cause de ce que fait ou ne fait pas l'homme.

Francisco J. Ferrando A. établit une typologie intéressante des désastres qu'il entend au sens large comme des :

> Processus ou événements avec des résultats ou des effets à connotations[15] négatives qui, selon le seuil économique-social et/ou de perception, affectent une partie ou la totalité de l'environnement naturel et de l'environnement construit ainsi que leur fonction.[16]

Il les classe en quatre types : le premier type correspond aux désastres que la nature s'inflige à elle-même, comme les grandes éruptions volcaniques qui peuvent changer les caractéristiques naturelles du sol ou les tremblements de terre qui modifient le niveau des terrains ; le deuxième comporte les désastres que subit la biosphère[17] à cause d'actions anthropiques, lorsqu'une ou plusieurs composantes de l'environnement sont dégradées ou détruites par l'action de l'homme, comme l'exploitation des mines, la pollution atmosphérique ; le troisième recouvre les désastres qui affectent en partie l'environnement construit et qui sont le produit de processus naturels de grande ampleur ou de menaces (dans ce cas, l'intervention de l'homme ou ses travaux sur les chemins de la nature constitue la cause fondamentale) ; enfin le quatrième comprend les désastres qui affectent l'environnement construit, comme le résultat d'actions directes de l'homme (guerres, actions terroristes, incendies industriels, contaminations etc.)

Les désastres qui ont le plus grand impact social sont ceux du troisième type

---

y/o daños severos sobre le medio ambiente. Esta situación significa la desorganización de los patrones normales de vida generando adversidad, desamparo y sufrimiento en las personas, efectos sobre la estructura socioeconómica de una región o un país y/o la modificación del medio ambiente, lo cual determina la necesidad de asistencia y de intervención inmediata », LLANES BURON Carlos, « Los desastres nunca serán naturales », *Boletín del Instituto de la Vivienda* [En ligne], Mai 2003, vol.18, n°047, [réf. du 18 août 2009], P. 41-53, P.42, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=25804705

15 Cf. Glossaire, P.474

16 « procesos o eventos con resultados o efectos de connotación negativa que, sobre cierto umbral económico-social y/o de percepción, afectan parte o la totalidad del medio ambiente natural o del construido y su funcionalidad », FERRANDO A. Francisco J., « En torno a los desastres “naturales” : tipología, conceptos y reflexiones », *Boletín del Instituto de la Vivienda* [En ligne], Mai 2003, vol. 18, nº 047, [réf. du 18 août 2009], p.15-31, P.17, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=25804703&iCveNum=604

17 Cf. Glossaire, P.474

car ces processus naturels ont un impact sur les colonisations humaines (comme celle des gens qui habitent sur les rives des fleuves), sur l'infrastructure (drainage, routes, ponts etc.) et les sols (agricoles ou forestiers). Stan, comme nous allons le démontrer, fait partie de cette troisième catégorie de désastres qu'il est inapproprié d'appeler « catastrophes naturelles », comme le fait remarquer Francisco J. Ferrando A. :

> Par rapport à ce type de catastrophes, il existe un consensus disant qu'elles ne peuvent pas s'appeler "naturelles" stricto sensu, si ce n'est que pour indiquer l'origine du processus qui, comme l'une des composantes, vient configurer la scène du désastre.[18]

Lorsque Greenpeace déclare : « Les catastrophes ne sont pas naturelles, elles sont politiques », l'organisation met également l'accent sur l'une des origines des désastres « la vulnérabilité » due à un manque de volonté politique. Et ajoute :

> Cette vulnérabilité est provoquée par des facteurs humains, non naturels, c'est-à-dire qu'il existe une carence de politiques publiques qui servent à éliminer notre fragilité face à l'augmentation de ces phénomènes. D'autre part, il existe des pratiques qui augmentent notre vulnérabilité et qui sont validées par notre cadre de régulation actuel.[19]

Ferrando Francisco déclare qu'il serait par conséquent préférable de parler de désastres sociaux ou économiques, voire de désastres agricoles, structurels ou politiques, tout comme l'énonce Greenpeace.

Stan, comme nous l'avons démontré au début de cette thèse, a d'abord été une dépression tropicale qui est survenue après deux précédents ouragans Rita et Norma. Le désastre en partie provoqué par cet événement n'est pas seulement le résultat de la menace (ouragan de force 1 sur l'échelle Saffir Simpson) mais plutôt la conséquence

---

18 « Respecto de este tipo de desastres existe consenso en cuanto a que éstos no se pueden llamar naturales sensu strictu sino sólo como para indicar el origen del proceso que, como una de las componentes, viene a configurar el escenario del desastre », FERRANDO A. Francisco J., « En torno a los desastres "naturales" : tipología, conceptos y reflexiones », *Boletín del Instituto de la Vivienda* [En ligne], Mai 2003, vol. 18, nº 047, [réf. du 18 août 2009], p.15-31, P.19, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=25804703&iCveNum=604

19 « Esta vulnerabilidad es causada por factores humanos, no naturales, es decir, existe una carencia de políticas públicas que estén dirigidas a eliminar nuestra fragilidad ante el incremento de estos fenómenos. Por otra parte, existen prácticas que aumentan nuestra vulnerabilidad y que están avaladas por nuestro marco regulatorio actual », GREENPEACE, « Los desastres no son naturales, son políticos : Greenpeace », *Greenpeace Mexico* [Site Internet], 24 août 2006, Bulletin 0665, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : www.greenpeace.org/mexico/press/releases/los-desastres-no-son-naturales

d'une conjonction de facteurs que sont la menace et la vulnérabilité.

b- Risque de désastre = menace + vulnérabilité[20]

Jorge Dehays Rocha déclare que, selon cette équation, le risque est la fonction (mathématique) de la menace et de la vulnérabilité. Encore faut-il définir ce que sont le risque, la menace et la vulnérabilité. Selon Ferrando Francisco:

> Les menaces naturelles sont des processus de l'environnement qui, par la grande ampleur qu'ils peuvent ou ont l'habitude d'atteindre, sont capables de provoquer des changements importants dans le paysage et d'altérer son équilibre de manière plus ou moins prolongée, selon le type de processus, la zone affectée et la récurrence. [21]

Ces processus peuvent être de type volcanique, sismique, hydrologique ou atmosphérique. Dans le cas de Stan, la menace est d'ordre hydrométéorologique : une dépression tropicale avec de fortes précipitations se transformant en ouragan.

Carlos Llanes Burón indique que le complice de la menace naturelle est la vulnérabilité :

> C'est-à-dire des édifications et des travaux civils mal situés, des familles sans ressources économiques, un manque d'attention des autorités, de faibles niveaux d'organisations, même l'application de nouveaux programmes de développement dans une région peuvent augmenter parfois les conditions de risques.[22]

---

20 DEHAYS ROCHA Jorge, « Fenómenos naturales, concentración urbana y desastres en América latina », *Perfiles latinoamericanos* [En ligne], Juin 2002, nº20, [réf. du 22 août 2009], p.177-206, P.184, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=11502009&iCveNum=2221

21 "Las amenazas Naturales se las caracteriza como aquellos procesos del medio ambiente que, por la gran magnitud que pueden o suelen alcanzar, son capaces de provocar cambios importantes en el paisaje o de alterar su condición de equilibrio de forma más o menos prolongada, según sea el tipo de proceso, el area afectada y la recurrencia", FERRANDO A. Francisco J., « En torno a los desastres "naturales" : tipología, conceptos y reflexiones », Boletín del Instituto de la Vivienda [En ligne], Mai 2003, vol. 18, nº 047, [réf. du 18 août 2009], p.15-31, P.23, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=25804703&iCveNum=604

22 « es decir edificaciones y obras civiles mal ubicadas, familias sin recursos económicos, falta de atención de las autoridades, bajos niveles de organización, incluso la aplicación de nuevos programas de desarrollo en una región, puede en ocasiones aumentar las condiciones de riesgo », LLANES BURON Carlos, « Los desastres nunca serán naturales », Boletín del Instituto de la Vivienda [En ligne], Mai 2003, vol.18, n°047, [réf. du 18 août 2009], p. 41-53, P.44, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=25804705

Le degré de risque auquel est exposée une région est le résultat de l'équation entre une menace naturelle et le degré de vulnérabilité de cette région. Francisco Ferrando explique que : « Le risque est le résultat de l'interaction entre la dynamique de l'environnement naturel et l'environnement construit »[23]. La menace récurrente de dépression tropicale et d'ouragan ajoutée au problème de vulnérabilité sociale[24], économique et environnementale (colonisation des fleuves, déforestation, destruction de l'écosystème, pauvreté, immigration etc.) fait du Chiapas le parangon d'une région à risques, en d'autres termes c'est une région où il y a de fortes probabilités de désastre. On ne peut, par conséquent, considérer Stan comme une « catastrophe naturelle » inattendue.

Comme le dit Greenpeace :

> Il est impossible d'éviter les phénomènes météorologiques, cependant nous pouvons réduire la vulnérabilité face au changement climatique et ses effets dévastateurs avec des mesures concrètes et immédiates pour éviter la détérioration de l'environnement qui est due à des facteurs comme la déforestation, le pâturage excessif, les altérations des rives et l'utilisation de méthodes de cultures inadéquates sur les coteaux. Les mangroves qui confèrent une protection naturelle contre les ouragans sont en train de disparaître des régions côtières ; avec l'érosion continue du sol et la perte de la couverture végétale dans les zones montagneuses, la capacité d'absorption des pluies torrentielles diminue et la terre devient plus sujette à des glissements et des inondations soudaines et violentes.[25]

Les facteurs favorisant ces vulnérabilités existent bel et bien, l'un d'entre eux, par exemple, est celui des fleuves au Chiapas.

---

23 « el Riesgo es el resultado de la interacción entre la dinámica del medio ambiente natural y el medio ambiente construido », FERRANDO A. Francisco J., « En torno a los desastres "naturales" : tipología, conceptos y reflexiones », Boletín del Instituto de la Vivienda [En ligne], Mai 2003, vol. 18, nº 047, [réf. du 18 août 2009], p.15-31, P.23, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=25804703&iCveNum=604

24 Cf. Partie III- Chapitre 3 : Les problèmes de société, P.370

25 « Es imposible evitar los fenómenos meteorológicos sin embargo podemos reducir la vulnerabilidad frente al cambio climático y sus devastadores efectos con medidas concretas e inmediatas para evitar el deterioro del ambiente que se debe a factores como la deforestación, el pastoreo excesivo, las alteraciones de las riberas y el uso de métodos de cultivo inadecuados en las laderas. Los manglares, que confieren protección natural contra los huracanes están desapareciendo de las regiones costeras; con la erosión continua del suelo y la pérdida de cubierta vegetal en las áreas montañosas, la capacidad para absorber las lluvias torrenciales disminuye y la tierra se vuelve más susceptible a deslizamientos e inundaciones repentinas y violentas », GREENPEACE, « Los desastres no son naturales, son políticos : Greenpeace », *Greenpeace Mexico* [Site Internet], 24 août 2006, Bulletin 0665, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : www.greenpeace.org/mexico/press/releases/los-desastres-no-son-naturales

SECTION B- FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX DU DÉSASTRE

1. Les fleuves

a- De nombreux fleuves[26]

Le journaliste Zaldúa Josetxo décrit la transformation de l'un des nombreux fleuves au Chiapas qui, le 4 octobre 2005, ont véritablement « muté » :

> Le Xelajú, qui dans ses meilleurs jours a une largeur d'environ trois mètres et un niveau d'un peu plus de deux mètres, s'est transformé en une furieuse autoroute de 100 mètres de large et d'une profondeur qui a atteint entre 6 et 8 mètres. Les habitants de Motozintla étaient loin de savoir que le cyclone Stan avait provoqué le débordement de près de 120 fleuves qui traversent le Chiapas par ses quatre points cardinaux. Et, même, comme dit Elio Enríquez, correspondant de *La Jornada* à San Cristobal de las Casas "des nouveaux fleuves sont nés qui s'ajoutent aux habituels, alors que de ces derniers naissaient de nouveaux bras".[27]

L'État du Chiapas est traversé par un grand nombre de fleuves qui descendent de la Sierra Madre vers le Pacifique ou vers le Golfe du Mexique. Les plus grands fleuves sont le Grijalva et l'Usumacinta qui proviennent du Guatemala et du Sud de l'État, et qui s'unissent dans l'État de Tabasco avant de déboucher dans le Golfe du Mexique. Les fleuves qui descendent vers le Pacifique sont le Cahuacán, le Coatán, le Huixtla, le Cintalapa de la Costa, le Novillero et le Zanatenco. Le plus important est le Suchiate qui sépare le Mexique du Guatemala[28]. Lors de dépressions tropicales, les

26 Cf. Annexe I, Carte 6, *Les fleuves du Chiapas,* P.433

27 « El Xelajú, que en sus mejores días tiene de ancho unos tres metros y un nivel de poco más de dos, se transformó en una furiosa autopista de 100 metros de ancho y una profundidad que llegó a alcanzar entre seis y ocho metros. Los habitantes de Motozintla lejos estaban de saber que el ciclón Stan había provocado el desbordamiento de los cerca de 120 ríos que cruzan Chiapas por sus cuatro puntos cardinales. Y más aún, como dice Elio Enriquez, corresponsal de La Jornada en San Cristobal de las Casas « nacieron nuevos ríos que se sumaron a los de siempre, mientras éstos parían nuevos brazos », ZALDUA Josetxo, « En el Soconusco, cuatro días tormentosos que jamás se olvidarán », *La Jornada*, 21 octobre 2005.

28 ZEBADUA Emilio, *Breve historia de Chiapas* [Texte imprimé], México: El colegio de México, 1999,187p., P.22

crues menacent.

b- La sédimentation des fleuves

L'un des facteurs de la crue de ces fleuves provient de ce qui est communément appelé *el azolve*, c'est-à-dire la sédimentation des fleuves due à l'érosion des sols. En effet, lors de précipitations continues, l'eau s'écoule des montagnes vers la ville en emportant avec elle de la terre, des racines, mais aussi de nombreux objets et pierres. Quand tout cela arrive avec force dans le lit des fleuves urbains de quelques mètres (2 à 3) dont les rives sont occupées par des maisons et non par des mangroves (ce qui pourrait atténuer les dommages), les pierres creusent le fond et les côtés du fleuve provoquant entre autres, l'écroulement des maisons et l'agrandissement du lit du fleuve dans des dimensions incommensurables. C'est ce que les spécialistes appellent « l'érosion hydrique » :

> Sans la couverture des arbres, arbustes, herbes et maquis, les pluies traînent près de 90 tonnes de terre par hectare qui, en se déposant dans la source des fleuves, font que ces derniers s'étendent avec les conséquences habituelles.[29]

La demande générale des sinistrés était celle de nettoyer ces fleuves, afin d'atténuer les dommages.

Seul le journal *Cuarto Poder* consacre deux articles d'investigation au problème de l'environnement en octobre 2005 et fait témoigner des spécialistes en la matière. C'est le cas d'Isaín Mandujano qui rapporte les propos de Cristián Tovilla Hernández, chercheur au Collège de la frontière Sud (*Colegio de la frontera sur* : *Ecosur*). Ce dernier explique que la distance entre la Sierra Madre d'où proviennent la majorité des fleuves, et les mangroves de la plaine côtière est très courte ; ainsi lorsque les eaux descendent, elles le font avec grande vitesse et violence :

> Ces fleuves et cours d'eau entraînent avec eux des bouts de bois, des pierres, de la boue et des sables produits de l'érosion des montagnes, cela est visible vu du ciel quand on observe les monts complètement

---

29 « Sin la cobertura de los árboles, arbustos, yerbas y matorrales, las lluvias arrastran hasta 90 toneladas de tierra por hectárea que al depositarse en el cauce provocan que éstos se explayen con las consabidas consecuencias », GONZALEZ Marco, « Más daño por tala », *Cuarto Poder*, 25 octobre 2005.

égratignés.[30]

Dans un article de Marco González[31], Jairo Restrepo, chercheur en écologie chiapanèque et en conservation des ressources naturelles dans l'hémisphère, explique qu'après l'ouragan Mitch de 1998, une politique agressive de reforestation et de nettoyage (*desazolve*) des fleuves devait être mise en place pour éviter ce type de désastre. Un projet appelé « Plan hydraulique de la région Costa » (*Plan hidraúlico de la Costa*) sous la responsabilité de CONAGUA* devait rétablir 240 000 hectares de cultures, corriger la source des fleuves, ruisseaux et construire des murs de sécurité. Selon des spécialistes de l'Institut Mexicain de la Technologie de l'Eau (IMTA*), grâce à ce plan, les inondations auraient pu être éradiquées. Cependant, Jairo Restrepo signale qu'avec le temps, ce projet est tombé dans les oubliettes.

Selon ce spécialiste, une des priorités pour atténuer les conséquences de ces phénomènes doit être la reforestation. Il prend comme modèle le Costa Rica qui n'est pas exempt d'ouragans et de fortes inondations mais dont la politique de préservation de l'écologie le protège des lourdes conséquences de ces phénomènes hydrométéorologiques. Alors que ces mesures sont essentielles pour préserver la nature mais également et surtout pour sauver des vies humaines, elles ne sont pas des priorités politiques au Mexique puisque ces projets vitaux n'aboutissent pas. Voilà pourquoi nous pouvons évoquer le terme de « sélection naturelle » à la place de « catastrophe naturelle » compte tenu du peu de conscience des autorités face aux risques et de leur inaction ou de l'inadéquation de leur action.

Cuarto Poder rappelle le fait que la population avait demandé au gouvernement de faire ce nettoyage des fleuves mais que cela n'avait pas été réalisé. C'est ce dont témoignent quelques sinistrés et ce que nous avons pu également constater sur le terrain :

> Les habitants du quartier *Colonias Unidas* disent qu'il y a huit mois, ils ont envoyé une lettre au président de la République Vicente Fox Quesada dans laquelle ils demandaient de procéder en urgence au nettoyage du fleuve.[32]

30 « Estos ríos y riachuelos vienen arrastrando , palos, piedras, lodo y arenas producto de la erosión de las montañas y eso puede ser visible desde el aire cuando se observan los cerros completamente « arañados » », MANDUJANO Isaín, « Daño de Stan no previsto », *Cuarto Poder*, 22 octobre 2005.

31 GONZALEZ Marco, « Más daño por tala », *Cuarto Poder*, 25 octobre 2005.

32 « Los habitantes de Colonias Unidas de Tapacula, mencionaron que hace ocho meses le enviaron una carta al Presidente de la República, Vicente Fox Quesada, en la que solicitaban urgentemente se

Au contraire, le seul article que publie *El Heraldo de Chiapas* sur le nettoyage des fleuves est celui du 11 octobre 2005 intitulé « Grâce au nettoyage, les pluies n'ont pas fait de dégâts »[33]. Ce n'est pas la première fois que nous remarquons que lorsqu'un article de ce journal prend totalement le contre-pied de ce qui est dit dans les autres journaux ou de la part de la société civile, l'article n'est pas signé. Le directeur de la Protection civile de Tuxtla Gutiérrez, Eduardo de León Castillejos affirme que, grâce aux intenses travaux de nettoyage des fleuves réalisés par la municipalité, il n'y a pas de dommages significatifs à reporter. Le fait de ne pas parler du problème d'obstruction des fleuves est un signe montrant que ce journal n'admet pas ce fait. De plus, cet article donne au contraire au lecteur une image active des autorités.

c- Octobre 2006 : Des changements ?

Cuarto Poder est donc le seul journal à mettre en exergue le problème délicat d'engorgement des fleuves qui constitue l'un des facteurs ayant provoqué ces inondations et le désastre. En octobre 2006, les articles de ce journal témoignent que des murs de sécurité ont été construits afin d'éviter que les pierres ne creusent les rives des fleuves. Cependant, ces articles indiquent également que cela n'a pas empêché les inondations puisque les travaux d'extraction des sédiments n'ont pas été effectués ou ont été insuffisants. C'est également ce que rapporte un article d'octobre 2006 de *La Jornada* en expliquant que les gens sont inquiets parce que la période des pluies recommence et qu'« il n'y a pas de nettoyage de fleuves ni d'avancée dans les travaux de reconstruction»[34]. Le 5 octobre 2006, Luis Alberto Molina Ríos, fonctionnaire fédéral de la SEDESO* reconnaît dans un article de *El Heraldo de Chiapas* que les points les plus complexes sont : « La canalisation des fleuves et la construction des murs, le relogement et la récupération des écosystèmes, la récupération du secteur environnemental se fera à long terme »[35]. Le 7 octobre 2006, ce journal publie une page de photos montrant une

---

procediera a la limpieza del río », RINCON Julio Cesar, VICTORIO Rafael, « Negligencia de las autoridades », *Cuarto Poder*, 22 octobre 2005.

33 ANONYME, « Por desazolve, lluvias no causaron estragos », *El Heraldo de Chiapas*, 11 octobre 2005.

34 « no hay desazolve de ríos ni avance en las obras de reconstrucción », HENRIQUEZ Elio, « Paralizadas, obras de reconstrucción en 42 municipios de Chiapas devastados por Stan », *La Jornada*, 3 octobre 2006.

35 « el encauzamiento de ríos y construcción de bordos, reubicación de vivienda y la recuperación de los ecosistemas, la recuperación del sector ambiental será a largo plazo », LOPEZ Isaí, La reconstrucción

machine au milieu du fleuve et titre « Le nettoyage du fleuve Suchiate avance »[36]. En 2006, les versions entre ces deux journaux s'opposent donc littéralement.

Ce problème ne semble pas réglé et nécessite encore beaucoup d'années d'études, de travaux et de volonté politique avant sa résolution. Selon Robert H. Manson :

> La sédimentation des fleuves dans des zones en déforestation rend leur lit moins profond. Ajoutée à l'augmentation des pluies, la sédimentation augmente de manière significative le risque des inondations. La sédimentation provoque également l'obstruction des bassins des barrages hydroélectriques à cause des sédiments, ce qui diminue leur vie productive[37].

2. Les barrages

a- *Cuarto Poder*

Le complexe de barrages hydroélectriques le plus important du Mexique se trouve près de la réserve de la biosphère El Triunfo (RBET*) sur le fleuve El Grijalva[38]. Il se compose de quatre barrages : La Angostura, Malpaso, Chicoasén et Peñitas.

Les informations sur cette ouverture de barrages sont très confuses dans *Cuarto Poder,* et elles témoignent d'un manque de données à ce sujet. En effet, un article du 5 octobre 2005 annonce que le barrage Las Ollitas a atteint 90 % de sa capacité en raison des précipitations continues et que s'il cède, ses eaux affecteraient la ville de Tuxtla Gutiérrez. Il ajoute par la suite que les autorités de la Protection civile sont cependant confiantes : « Les barrages sont sûrs et ne doivent pas déborder ; cependant les autorités

---

no se detiene : Sedesol », *El Heraldo de Chiapas*, 5 octobre 2006.

36 ANONYME, « Avanza desazolve del río Suchiate », *El Heraldo de Chiapas*, 7 octobre 2005.

37 « El azolve de los ríos en zonas deforestadas hace que sus cauces sean menos profundos. En combinación con el aumento del escurrimiento pluvial, el azolve aumenta significativamente el riesgo de inundaciones. El azolve también causa que las represas de presas hidroeléctricas se llenen de sedimentos, disminuyendo su vida productiva », MANSON H. Robert, « Los servicios hidrológicos y la conservación de los bosques de México », *Madera y bosques* [En ligne], 2004, vol. 10, nº001, [réf. du 18 août 2009], p.3-20, P.8, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=61710101&iCveNum=5930

38 MANSON H. Robert, « Los servicios hidrológicos y la conservación de los bosques de México », Madera y bosques [En ligne], 2004, vol. 10, nº001, [réf. du 18 août 2009], p.3-20, P.8, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=61710101&iCveNum=5930

de la Protection civile maintiennent un contrôle constant »[39]. En fin de note, de façon étrange, le journaliste précise « qu'ils » (nous ne savons pas qui) ont ouvert les vannes afin que les barrages ne cèdent pas (nous ne savons pas non plus de quels barrages il s'agit).

Le lendemain, *Cuarto Poder* fait part de la peur de la population à cause de l'ouverture de la vanne de Las Ollitas : « Il est important de signaler l'incertitude, et dans beaucoup de cas, la panique dans la population […] parce que les eaux de ce barrage ont augmenté le courant du fleuve Sabinal »[40.] Dans un autre article daté du même jour, le 6 octobre 2005, le journaliste déclare que ce barrage Las Ollitas a baissé de niveau sans cependant parler de l'ouverture des vannes sans préciser non plus les conséquences de ce désengorgement. De plus, Hermés Chavez évoque la préoccupation des gens par rapport au barrage El Portillo et leur crainte qu'on ouvre les vannes comme cela a été fait quelques années auparavant : « Cela terminerait de remplir le fleuve. Plus que la pluie, c'est l'eau du barrage qui nous a affectés. »[41] Selon ces informations, les vannes du barrage Las Ollitas auraient été ouvertes et son niveau aurait baissé, cependant aucune précision n'est donnée sur l'instigateur de cette décision, le moment où elle a été prise, ni les conséquences qu'elle a engendrées. En revanche, les vannes de El Portillo n'ont pas été ouvertes, mais la population qui habite aux alentours est anxieuse face à cette possibilité.

Le 7 octobre 2005, Sergio Granda écrit que, quelques heures après que le gouvernement de l'État ait reconnu avoir officiellement ouvert le barrage d'irrigation El Portillo, les Chiapanèques ont été surpris par le courant des fleuves et ont perdu leur patrimoine. Aucune précision temporelle n'est donnée ; sachant que le désastre a eu lieu le 4 octobre 2005, nous ne savons pas si cette décision a été prise avant ou après la grande vague de destruction. Or, l'éditorial du 8 octobre 2005 rapporte que : « Au Chiapas, le gouverneur Pablo Salazar Mendiguchía a exprimé sa peur que le barrage El Portillo ne déborde ou ne cède »[42]. Ces informations sont donc totalement

39 « las represas están seguras y no prevén que se desborden sin embargo las autoridades de Protección civil mantienen un monitoreo constante », ESPINOSA Rafael, « Alerta en Berriozábal por días de aguaceros », *Cuarto Poder*, 5 octobre 2005.

40 « cabe destacar que se desató la incertidumbre, y en muchos casos el pánico en la población […], porque las aguas de esta represa aumentaron el caudal del río Sabinal », JIMENEZ F., ORTIZ H., ROMERO R., « Hay evacuación aquí », *Cuarto Poder*, 6 octobre 2005.

41 « terminaría de llenar el río. Más que la lluvia nos ha afectado el agua de la presa », CHAVEZ Hermés, « Incomunicadas 20 comunidades », *Cuarto Poder*, 6 octobre 2005.

42 « En Chiapas el gobernador Pablo Salazar Mendiguchía expresó su temor de que la presa El Portillo se

contradictoires. D'un côté, on annonce qu'officiellement l'ordre a été donné d'ouvrir les vannes et de l'autre, on rapporte le discours officiel qui montre la préoccupation face à l'engorgement de ce barrage, sans pour autant déclarer une ouverture des vannes.

La confusion s'agrandit encore lorsqu'on lit l'article d'opinion de Ángel Mario Ksheratto, daté du 10 octobre 2005, dans lequel il s'interroge sur les raisons du désastre et sous-entend que ce même jour, une version des faits soutenait que quelqu'un avait ouvert les vannes du barrage Cecilio del Valle : « accidentellement, par négligence ou à propos »[43]. Il est donc question de trois barrages différents et aucune version de ce journal ne converge. Le doute règne sur ce possible facteur d'ouverture des barrages qui aurait contribué à la catastrophe.

b- *El Heraldo de Chiapas*

Les informations sont complètement différentes dans *El Heraldo de Chiapas*. En effet, le 6 octobre 2005, un article rapporte qu'après la catastrophe du 4 octobre 2005, de nouvelles inondations ont eu lieu à cause de l'ouverture du barrage José Cecilio del Valle :

> Une nouvelle urgence a eu lieu à cause de la réouverture [du barrage], pour laisser sortir l'eau du rideau du bassin hydro électrique José Cecilio del Valle ; étant donné le grand volume du torrent, il a dû être libéré de manière abrupte. [44]

Cependant, comme dans *Cuarto Poder,* nous ne savons toujours pas qui a été à l'initiative de cette manoeuvre, et nous n'avons pas plus de données temporelles. Ces informations sont imprécises. Pourquoi ne pas donner leurs sources ? Compte tenu de la confiance avec laquelle cette information est transmise, elle ne laisse pas de place à l'hypothèse ou à la rumeur.

Le 7 octobre 2005, le directeur de la coordination municipale et concertation sectorielle du sous-secrétariat de la Protection civile déclare que le barrage de El

---

desborde o colapase », EDITORIAL, « Stan », *Cuarto Poder*, 8 octobre 2005. [CD-ROM].

43 « accidentalmente, por negligencia o a propósito », KSHERATTO Angel Mario, « Fichero Político », *El Heraldo de Chiapas*, 10 octobre 2005.

44 « la nueva contingencia fue resultado de la reapertura, para desafogue de la cortina del vaso de la hidroeléctrica José Cecilio del Valle, que dado el gran volumen del torrente, tuvo que ser desalojado de manera abrupta », RUIZ REDONDO M., ESCAMILLA O, GONZALEZ R., *et al.*, « ¡Desabasto y carestía! », *El Heraldo de Chiapas*, 6 octobre 2005.

Portillo « est sur le point de céder »[45] et va, par conséquent, dans le sens du témoignage de Pablo Salazar Mendiguchía rapporté par l'éditorial de *Cuarto Poder* et non dans celui de Sergio Granda qui avait annoncé que les autorités avaient reconnu avoir ouvert les vannes. De quel côté se trouve la désinformation ? Le 8 octobre 2005, le directeur de la Commission Nationale de l'Eau au Chiapas déclare que les vannes du barrage Chicoasén ont été ouvertes au cours des dernières heures pour le désengorger et mener l'eau vers le barrage de Malpaso. Concernant les barrages du fleuve Grijalva, il affirme qu'il n'existe aucun risque de rupture.

Á partir du 10 octobre 2005, ces journaux ne parlent plus de cette histoire de vannes ouvertes. Et pourtant l'ouverture des vannes des barrages auraient pu être un facteur supplémentaire dans l'ampleur du désastre. En effet, désengorger les eaux de ces barrages vers les fleuves déjà à saturation au niveau de leur contenance aurait pu provoquer une crue encore plus forte et catastrophique. Cependant, si les barrages avaient cédé sous la pression de l'eau, la rapidité et la quantité du désengorgement auraient pu être encore plus meurtrières.

c- *La Jornada* et *Crónica de Hoy*

La Jornada, le 7 octobre 2005[46], annonce que les quatre barrages les plus importants du pays, La Angostura , Malpaso, Chicoasén et Peñitas pourraient dépasser leur capacité. Le sous-directeur de la Commission Fédérale d'Électricité, Arturo Hernández Alvarez, déclare que si les précipitations continuent dans les quinze prochains jours, ils n'auront pas d'autres moyens que d'ouvrir les vannes. Cependant le lendemain, *La Jornada* rapporte le discours de Pablo Salazar Mendiguchía qui a informé qu'ils avaient ouvert le barrage Chicoasén pour :

> Protéger la population de Chiapa de Corzo, située à 15 kilomètres de la capitale de l'État et a ajouté que celui-ci ne représente pas de danger, parce que le torrent a été transféré sur le barrage Malpaso.[47]

45 « está a punto de colapsarse », LOPEZ Isaí, La Concordia zona crítica, *El Heraldo de Chiapas*, 7 octobre 2005.

46 VARGAS Rosa Elvira, « Reciben las 4 principales presas del país la mayor cantidad de agua de 100 años », *La Jornada*, 7 octobre 2005.

47 « salvaguardar a la población de Chiapa de Corzo, ubicada a 15 kilómetros de la capital del estado y agregó que esto no representa peligro, porque el torrente se transfirió a la presa Malpaso »,

Cette information n'avait pas été donnée jusqu'à présent. *Crónica de Hoy* fait simplement remarquer dans un article du 7 octobre 2005 que la population de Chiapa de Corzo a été évacuée car le barrage El Portillo se trouvait à sa capacité maximum.

Aucune version ne converge et aucune suite n'est donnée à cette affaire de barrage. Nous pouvons considérer un manque flagrant d'investigation journalistique à ce sujet. Le sujet est complexe et nous pouvons nous interroger sur la validité de toutes ces données : quels sont les barrages dont les vannes ont véritablement été ouvertes, à quel moment l'ont-elles été, quelles sont celles qui ont cédé sous la pression de l'eau ; ainsi que sur l'éventuelle répercussion de ce désengorgement. L'enjeu étant un engorgement excessif des fleuves provoquant des inondations plus sévères et des pertes de vies humaines. L'investigation journalistique sur ce point aurait pu élucider ou mettre au jour un facteur supplémentaire au désastre de Stan. Toutes ces questions restent en suspens. De plus, le gouvernement de l'État du Chiapas est silencieux à ce sujet : dans ses bulletins officiels du mois d'octobre 2005, aucune information n'est diffusée sur les barrages hydroélectriques ou d'irrigation du Chiapas.

À ces problèmes de sédimentation des fleuves et des barrages, s'ajoutent ceux de la déforestation, de la détérioration des sols à cause de cultures non adaptées, de la pollution et du réchauffement climatique.

3. La déforestation

Selon un article de Greenpeace[48] publié en 2005, le Mexique a le cinquième taux de déforestation le plus important de la planète. Avec 76% de sa couverture forestière dégradée, le Chiapas est l'un des quatre États les plus déboisés du Mexique (avec Nuevo León, Tamaulipas et Yucatán)[49]. On sait de façon publique et scientifique

---

VILLALBA R., MARISCAL A., HENRIQUEZ E., « Chiapas : 400 pueblos incomunicados, 11 muertos y 300 mil sin ayuda alguna », *La Jornada*, 8 octobre 2005.

48 GREENPEACE, « La acelerada destrucción de los ecosistemas de Chiapas agrava los impactos de "Stan" », *Greenpeace Mexico* [Site Internet], 5 octobre 2005, Bulletin 05109, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : www.greenpeace.org/mexico/press/releases/la-acelerada-destrucci-n-de-lo

49 MAGALLON Hector, « Precisiones de Greenpeace a una carta sobre Chiapas », *La Jornada*, 13 octobre 2005.

que la déforestation est un des principaux facteurs des inondations et, par conséquent, des désastres hydrométéorologiques. Les forêts, mangroves, maquis jouent un rôle essentiel dans l'atténuation du risque :

> Grâce à leur structure complexe aux multiples couches de végétation de bois et de forêts tropicales, ils interceptent l'eau de pluie de manière très efficace en la canalisant lentement le sol à travers leurs feuilles, leurs branches, leurs troncs. Ainsi, cela retient l'écoulement des pluies et évite la saturation des sols.[50]

C'est pourquoi dans les bassins déboisés, après une tempête, le flux et le niveau de l'eau des fleuves augmentent, contribuant de manière importante au risque d'inondation.

La presse ne parle que ponctuellement du problème de la déforestation. Dans quelques articles de *El Heraldo de Chiapas*, certains intervenants reconnaissent son impact. C'est le cas par exemple, du directeur de l'organisme de concertation municipale et de la coordination sectorielle du sous-secrétaire de la Protection civile qui déclare : « La perte de la couverture forestière a provoqué une dévastation terrible[51] ». Tout comme le ministre de l'Environnement (SEMARNAT*), Juan Carlos Cal y Mayor Franco : « La déprédation forestière et la colonisation humaine sur les rives des fleuves ont contribué à un plus grand impact »[52]. Quant à Pablo Salazar Mendiguchía, dans un article du 17 octobre 2005, nous apprenons qu'il a demandé à la société qu'elle respecte la nature, ne pollue pas les fleuves et ne déboise pas les forêts. Si bien évidemment la société civile est en cause, il est cependant surprenant que le gouverneur ne s'adresse pas également aux entreprises, industries et politiques puisque la déforestation est un commerce lucratif qui doit être géré politiquement et que la pollution des fleuves est en partie issue de la contamination des industries (comme PEMEX*).

Seuls deux articles dans *El Heraldo de Chiapas*, du même journaliste, traitent

---

50 « Debido a su compleja estructura, los múltiples estratos de vegetación de los bosques y selvas tropicales interceptan el agua de lluvia de manera muy eficiente, canalizándola lentamente por sus hojas, ramas y troncos hacia el suelo. De esta forma, detienen el escurrimiento pluvial y evitan la saturación del suelo », MANSON H. Robert, « Los servicios hidrológicos y la conservación de los bosques de México », *Madera y bosques* [En ligne], 2004, vol. 10, nº001, [réf. du 18 août 2009], p.3-20, P.6, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=61710101&iCveNum=5930

51 « La pérdida de la cubierta forestal ocasionó que la devastación fuera tremenda », LOPEZ Isaí, « Antes de "Stan" habitantes no quisieron evacuar el lugar : PC », *El Heraldo de Chiapas*, 16 octobre 2005.

52 « la depredación forestal y el asentamiento humano en las márgenes de los ríos propiciaron un mayor impacto », LOPEZ Isaí, « Viable reubicar a familias : Cal y Mayor », *El Heraldo de Chiapas*, 18 octobre 2005.

dans leur totalité de la destruction de l'écosystème. Il s'agit d'une analyse, datée du 23 octobre 2005[53] qui évoque l'importance de repenser l'élevage bovin afin de freiner la destruction des bois et des forêts et d'un compte-rendu, en date du 29 octobre 2005[54] qui répète que la destruction de la couverture forestière a contribué à accentuer la force du phénomène naturel.

Cuarto Poder ne publie que trois articles sur le thème de l'environnement mais ce sont des analyses plus approfondies, avec le témoignage de spécialistes. De plus, le premier article sur ce sujet, le 21 octobre 2005, intitulé « Catastrophique, le paiement pour la destruction de l'habitat »[55] est publié dans la partie « Thème du jour », ce qui lui donne plus d'importance. Sa ligne éditoriale est annoncée dès le premier paragraphe :

> Les changements climatiques auxquels l'humanité est confrontée ne sont plus que le résultat de la déforestation débridée pour la consommation des biens et des services, c'est pour cela que des phénomènes naturels comme Stan, Katrina ou le Tsunami reflètent notre vulnérabilité face aux manifestations naturelles.[56]

Nous reviendrons sur cet article concernant la destruction de l'écosystème un peu plus tard. Dans l'analyse de Isaín Mandujano du 22 octobre 2005[57], nous apprenons que, selon un rapport de l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI*) et du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage, du Développement Rural, de la Pêche et de l'Alimentation du Mexique (SAGARPA*), il ne resterait plus que 2 % de la végétation originale sur la côte, 9 % dans la zone centrale et 50 % dans la zone montagneuse. Ce rapport constate qu'au final : « sur la totalité de la zone, le déboisement est de 90 % »[58] Enfin, l'article de Marco González publie les données de la Commission Nationale Forestière (CONAFOR*) : « Chaque année au Chiapas se perdent près de quatre-vingt-dix hectares de bois, forêts et mangroves […] 800 000 dans tout le pays et 27 millions

53 LOPEZ Isaí, « Urge frenar presión a recursos naturales », *El Heraldo de Chiapas*, 23 octobre 2005.
54 LOPEZ Isaí, « Buscan reducir impacto de fenómenos naturales », *El Heraldo de Chiapas*, 29 octobre 2005.
55 CUNJAMA Beatriz, « Catástrofe el pago por la destrucción del hábitat », *Cuarto Poder*, 21 octobre 2005.
56 « Los cambios climáticos a los que se está enfrentando la humanidad, no son más que el resultado de la desenfrenada deforestación para el consumo de bienes y servicios, por ello fenómenos naturales como Stan, Katrina o el Tsunami, reflejan nuestra vulnerabilidad por las manifestaciones naturales », CUNJAMA Beatriz, « Catástrofe el pago por la destricción del hábitat », *Cuarto Poder*, 21 octobre 2005. [CD-ROM].
57 MANDUJANO Isaín, « Daño de Stan no previsto », *Cuarto Poder*, 22 octobre 2005.
58 « Todo el área se ha deforestado en 90 por ciento », MANDUJANO Isaín, Daño de Stan no previsto, *Cuarto Poder*, 22 octobre 2005.

dans le monde entier »[59] . Ce journaliste fait état du coût insignifiant de la reforestation et des risques que cette action pourrait éviter puis il rajoute :

> […] mais, comme toujours, on a besoin de volonté politique et aussi évidemment de ressources économiques, mais dans un moindre pourcentage en comparaison avec le coût de l'actuelle restauration.[60]

Marco González dénonce le fait que la reconstruction coûte plus cher que la prévention, et insiste sur la nécessité de reboiser, qu'il présente comme une priorité de sécurité nationale :

> Avec la reforestation de la Sierra Madre de Chiapas et le nettoyage des fleuves et ruisseaux, nous éviterons de futures inondations et une grave atteinte à la vie et aux biens de 2,5 millions de Chiapanèques en plus du renforcement de la sécurité nationale.[61]

Cette idée de sécurité nationale est essentielle puisque, de ce fait, il responsabilise les autorités qui, en raison de leur inaction, deviennent complices voire commanditaires de la mort des personnes qui ont été emportées par les fleuves.

Dans *La Jornada*, les acteurs qui témoignent de l'aggravation du désastre à cause de la destruction des forêts sont l'évêque Felipe Arizmendi Esquivel[62] et Hector Magallón, coordinateur de la campagne « bois et forêts » de Greenpeace : « Rien qu'au Chiapas, 76 % de la couverture forestière a été dégradée ; malgré cela, le gouvernement mexicain encourage la destruction de bois et de mangroves »[63]. Seul un article de Angeles Mariscal, daté du 24 octobre 2005, est entièrement dédié au problème environnemental au Chiapas. Au sujet de la déforestation, elle témoigne :

---

59 « Cada año en Chiapas se pierden alrededor de 90 hectáreas de bosques, selvas y manglares […] 800 mil en todo el país y 27 millones en todo el mundo », GONZALEZ Marco, « Más daños por tala », *Cuarto Poder*, 25 octobre 2005.

60 « […] pero, como siempre, se requiere de voluntad política y también por supuesto de recursos económicos, pero en un mínimo porcentaje en comparación con el costo de la actual restauración », GONZALEZ Marco, « Más daños por tala », *Cuarto Poder*, 25 octobre 2005.

61 « Con la reforestación de la Sierra Madre de Chiapas y desazolve de los ríos y arroyos, se evitarán futuras inundaciones y un grave peligro a la vida y los bienes de dos millones y medio de chiapanecos, además del fortalecimiento de la seguridad nacional », GONZALEZ Marco, « Más daños por tala », *Cuarto Poder*, 25 octobre 2005.

62 VILLALBA R., MARISCAL A., HENRIQUEZ E., « Chiapas : 400 pueblos incomunicados, 11 muertos y 300 mil sin ayuda alguna », *La Jornada*, 8 octobre 2005.

63 « Sólo en Chiapas se ha degradado 76 % de la cubierta forestal ; pese a ello, afirmó el gobierno mexicano fomenta la destrucción de bosques y manglares », GARDUÑO R., MENDEZ E., BALLINAS V., *et al.*, « El congreso exige a Fox no escatimar recursos para el rescate », *La Jornada*, 7 octobre 2005.

> Le lit du fleuve s'est élargi de trois mètres dans les endroits de pâturages et de zones urbaines car dans de telles régions les arbres et la végétation permettant de contenir son débordement n'existent plus.[64]

Finalement, tous nos journaux, sauf *Crónica de Hoy* qui n'est pas intervenu à ce sujet, et toutes les personnes qui témoignent, spécialistes ou non, se rejoignent sur le fait que la déforestation est un facteur ayant contribué en grande mesure au désastre. Aucun acteur ou journaliste ne remet cela en question. Les journalistes qui ont écrit ces articles ont fait appel à des spécialistes de l'environnement et se sont documentés. Nous pouvons déplorer le fait que cela n'ait pas fait l'objet d'une plus grande couverture médiatique. Construire une véritable politique de reboisement est un besoin urgent pour le Mexique.

4. Destruction de l'écosystème

a- Changer les cultures : protéger les sols

La destruction de l'écosystème, dont la déforestation fait partie mais que nous avons traitée de manière isolée compte tenu de son importance, comprend également l'inadaptation des cultures par rapport aux sols, les éboulements de terrain, le réchauffement climatique, la contamination et la pollution. Le faible taux d'unités dans la presse sur ce sujet minimise cette information pourtant capitale.

Dans l'article de la journaliste Ángeles Mariscal de *La Jornada*, spécialiste en hydrologie, Martín Mundo Molina de l'université du Chiapas explique que les fleuves Coatán, Huixtla et Despoblado ont été très endommagés à cause des changements d'utilisation des sols : « pour augmenter les zones agricoles ou d'élevage et à cause de l'exploitation irrationnelle des bois »[65]. La terre est affaiblie par les pluies, la déforestation et son utilisation inadaptée :

64 « el cauce se amplió hasta tres metros en los lugares donde había pastizales y zonas urbanas, debido a que en dichas regiones ya no existían los árboles y la vegetación que contuvieran su desbordamiento », MARISCAL Angeles, « Los efectos del ciclón Stan ampliaron las zonas de riego en Chiapas », *La Jornada*, 24 de octubre de 2005.

65 « para incrementar zonas agrícolas o ganaderas y por la explotación irracional de los bosques », MARISCAL Angeles, « Los efectos del ciclón Stan ampliaron las zonas de riesgo en Chiapas », *La Jornada*, 24 octobre 2005.

> La Sierra Madre du Sud est toute crevassée par le passage de l'ouragan Stan et des villages entiers, ou ce qu'il en reste, risquent d'être emportés par de nouveaux éboulements de terrains[66].

C'est également ce que constate Angel Gómez dans son article du 19 octobre 2005 publié dans *El Heraldo de Chiapas* à travers le témoignage de Carlos Peña Caballero, président de la Chambre Nationale de l'Industrie Forestière (CNIF*) :

> Il a fait appel à la réflexion des producteurs de champs pour bannir une fois pour toutes la pratique du "couper et brûler", et en finir avec cette technique pour que le sol adhère et pour éviter les coulées de boues si terribles qu'il y a eu cette saison.[67]

Le scientifique Mohamed Ibrahim du Centre Agronomique Tropicale d'Investigation et de l'Enseignement (CATIE*) du Costa Rica au Chiapas, dans un article de Isaí López du 23 octobre 2005[68], met l'accent sur l'importance d'adapter la charge animale aux terres et aux conditions climatiques car l'activité de l'élevage est selon lui la principale cause de la dévastation des zones forestières. Il propose également d'abandonner la monoculture et l'usage de produits chimiques dommageables pour l'environnement et ajoute qu'il vaut mieux privilégier les pâturages améliorés[69] (pâturages qui ont été réensemencés, fertilisés ou clôturés pour en améliorer la productivité et l'utilisation). Ce terme est habituellement utilisé pour des champs négligés qu'on a renouvelés ou assainis.

Dans *Cuarto Poder*, le ministre de la Pêche, David Sol Corzo, énumère les techniques néfastes pour le sol et dénonce :

> L'introduction de cultures étrangères à la vocation du sol : pâturages, maïs, soja, banane, sorgho, coton, qui sont non seulement hautement affaiblissantes et appauvrissantes pour le sol, et en plus ne retiennent pas la couche de matière organique ; la déforestation de la couche

66 « La Sierra Madre del Sur quedó agrietada por el paso del huracán Stan y poblados enteros, o lo que quedó de ellos, están en peligro de que nuevos deslaves los arrastren », BELLINGHAUSEN H., MUÑOZ RAMIREZ G., « Paró el aguïta y al rato la tierra se nos vino encima », *La Jornada*, 30 octobre 2005.

67 « llamó a la reflexión de los productores del campo desterrar de una vez la práctica de roza, tumba y quema, acabar con esa destreza para que haya sujeción en el suelo y evitar los deslaves tan tremendos que hubo en esta temporada », GOMEZ Angel, « Apoyarán con madera construcción de casas », *El Heraldo de Chiapas*, 19 octobre 2005.

68 LOPEZ Isaí, « Urge frenar presión a recursos naturales », *Cuarto Poder*, 23 octobre 2005.

69 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES DURABLES, *Portail du Ministère* (Ontario) [En ligne] [réf. du 23 août 2009], Disponible sur : http://www.omafra.gov.on.ca/french/crops/pub19/1typpast.html

> arborescente pour la remplacer par ces cultures ; l'élagage immodéré pour profiter des ressources forestières.[70]

Le docteur Martha Aguilar, également fondatrice de la Faune Chiapanèque (FAUCHI*), témoigne du fait que soixante espèces animales sont également en voie d'extinction au Chiapas à cause de la destruction de l'écosystème :

> Un des facteurs qui joue sur l'extinction des espèces est la diminution et la transformation de leur habitat, car elles sont affectées par les activités humaines, comme l'élagage immodéré de la flore, l'usage du sol, la déprédation, la technique du “couper et brûler”, l'extraction de fossiles pour la consommation d'énergie[71]

Selon le biologiste Carlos Guichard Romero, directeur du zoo Miguel Alvarez del Toro (Zoomat*), le principal responsable de ces déséquilibres qui affectent l'écosystème est l'être humain. Cet article conclut sur une constatation : tant qu'on continuera à détruire et à altérer l'environnement du Chiapas, les phénomènes destructeurs seront de plus en plus récurrents.

Tous ces spécialistes s'accordent à montrer que des changements doivent être amorcés avec rapidité pour éviter que de tels désastres ne se reproduisent. Ces témoignages nous confirment que Stan est un désastre de troisième type, autrement dit :

> Les désastres qui affectent en partie l'environnement construit et qui sont le produit de processus naturels de grande ampleur ou de menaces. Dans ce cas, l'intervention de l'homme ou ses travaux sur les chemins de la nature en constituent la cause fondamentale. [72]

---

70 « la introducción de cultivos ajenos a la vocación del suelo : pastizales, maíz, soya plátano, sorgo, algodón, etc. que además de ser altamente esquilmantes o empobrecedores del suelo, no retienen la capa de materia orgánica; la deforestación de la capa arbórea para sustituirla por estos cultivos; la tala inmoderada para aprovechar los recursos forestales », MANDUJANO Isaín, « Daño de Stan no previsto », *Cuarto Poder*, 22 octobre 2005.

71 « Un factor que influye en la extinción de las especies es la disminución y transformación de su hábitat, ya que estás se ven afectadas por las actividades humanas, como son la tala de flora inmoderada, el uso de suelo, saqueo, quema y extracción de fósiles para el consumo energético », CUNJAMA Beatriz, « Catástrofe el pago por la destrucción del hábitat », *Cuarto Poder*, 21 octobre 2005.

72 FERRANDO A. Francisco J., « En torno a los desastres “naturales” : tipología, conceptos y reflexiones », *Boletín del Instituto de la Vivienda* [En ligne], Mai 2003, vol. 18, nº 047, [réf. du 18 août 2009], p.15-31, P.17, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=25804703&iCveNum=604

Ce ne sera donc que par l'intervention de l'homme également que l'on pourra réduire l'impact des risques, c'est-à-dire par un contrôle de la vulnérabilité.

b- Le réchauffement climatique

Le 15 octobre 2005, *Cuarto Poder* publie une synthèse de réflexions scientifiques intitulée : « Le réchauffement global en relation avec les cyclones »[73]. David Léa, professeur du département de sciences de la terre de l'université de Californie, et le scientifique mexicain Martín Medina Elizalde du programme sciences marines du même département confirment le lien entre le réchauffement global, l'augmentation des gaz à effet de serre et les phénomènes météorologiques sans cependant donner plus de détails. Le 25 octobre 2005[74], *Cuarto Poder* rapporte les propos de Mario Molina, le Prix Nobel mexicain qui a découvert le trou dans la couche d'ozone. Dans l'article, le scientifique révèle que le Chiapas et le Mozambique connaissent les réchauffements les plus forts de la planète. Toutes ces informations sur l'environnement, tous journaux confondus, ne sont pas favorables et prévoient une détérioration de la situation.

Dans *Cuarto Poder* ainsi que dans *El Heraldo de Chiapas* le seul homme politique qui s'exprime sur le réchauffement climatique est Rutilio Escandón (PRD*) :

> Le réchauffement global et le changement climatique de la planète ont été le détonateur de la formation de cyclones chaque fois plus funestes, tout comme la vulnérabilité de ces régions obéit en bonne mesure à la surexploitation des ressources naturelles et à l'urbanisation non planifiée.[75]

Nous pouvons être étonnée que les candidats des partis écologistes (PVEM*) ne soient pas entendus sur ce sujet, compte tenu de la politisation de l'événement, démontrée dans notre seconde partie. Serait-ce peut-être à cause de leur manque d'influence au niveau politique.

---

73 WASHINGTON, E.U. EFE, « El calentamiento global relacionado con lo ciclones », *Cuarto Poder*, 15 octobre 2005.

74 GONZALEZ Marco, « Más daños por tala », *Cuarto Poder*, 25 octobre 2005.

75 « el calentamiento global y el cambio climático del planeta, ha sido el detonante de la formación de ciclones cada vez más funestos, al tiempo que la vulnerabilidad de estas regiones, obedece en buena medida a la sobreexplotación de los recursos naturales y a la urbanización no planificada », MEXICO D.F. AGENCIAS, « Programa especial a estados afectados », *Cuarto Poder*, 26 octobre 2005

La Jornada ne publie que des communiqués de Greenpeace, principaux activistes de l'environnement. Le 8 octobre 2005, le discours de Greenpeace est pessimiste, voire catastrophique :

> Le gros de l'événement est provoqué, ou a été provoqué, disons-le clairement, par les gaz industriels à effet de serre. Il s'agit de l'Exterminateur du changement climatique, dont nous ne pourrons plus éviter l'impact. Organisons-nous, préparons-nous à cette plus grande crise qui va s'abattre sur la convoitée et inestimable zone maya.[76]

Le 13 octobre 2005, Greenpeace pronostique une augmentation des pluies au Chiapas à cause du changement climatique.

Le discours construit est donc plutôt alarmant et invite la population et les gouvernements à se préparer à de plus grandes catastrophes. Mais comment se préparer ? Quelles sont les recommandations scientifiques que la presse diffuse et qu'est-ce que les autorités mettent en oeuvre dans leur plan de reconstruction au niveau de l'environnement ?

SECTION C- EVIDENCES OU PROPHÉTIES ?

1. Reconstruction écologique

a- Les besoins

La presse est unanime sur la demande et les besoins quant à la mise en place de mesures pour protéger l'environnement et atténuer les désastres. Nous avons déjà évoqué l'indispensable nettoyage des fleuves à cause de la sédimentation, la réorganisation des cultures pour protéger les sols. Les journaux nous présentent également les nécessaires reforestation, construction de murs de sécurité et planification écologique. *El Heraldo de Chiapas* est le journal qui insiste en majorité sur ces

76 « El grueso del suceso entonces lo hacen, lo hicieron ya, digámoslo claro, los gases industriales de efecto invernadero. Se trata del Exterminador del cambio climático, cuyo poder no evitaremos ya. Organicémosnos, preparémonos a esa crisis mayor que se abatirá sobre la codiciada e invaluable área maya », SANTIZ HERNANDEZ Diego, « Aclaración a Greenpeace », *La Jornada*, 8 octobre 2005.

recommandations.

En effet, dans un article du 29 octobre 2005 intitulé « On cherche à réduire l'impact de phénomènes naturels »[77], le directeur du Collège général de la frontière Sud annonce qu'un travail d'investigation va être mis en place dans l'intention de réduire l'impact des phénomènes naturels. Le projet prétend porter sur « les forêts, la migration, la planification territoriale, le développement urbain et sa reconversion, la restauration et réactivation de l'activité agricole. » [78] Cet article fait cependant l'apologie du travail effectué ces dernières années par la Protection civile quant à la prévention et il refuse le fait que la colonisation des rives soit la conséquence d'une planification inadéquate en argumentant que ces quartiers étaient illégaux. D'autres articles insistent également sur la nécessité de mettre en place un intense programme de reforestation[79]. Or, le délégué de la SEMARNAT* Juan Carlos Cal y Mayor Franco annonce que les permis d'exploitation forestière ne seront pas suspendus et qu'il n'empêchera pas d'en émettre de nouveau. Sa politique est d'encourager « le développement forestier durable et de stimuler une vraie industrie »[80]. Par conséquent, d'un côté le journal tient un discours qui encourage les mesures pour protéger l'environnement et de l'autre, les hommes politiques qui interviennent ne semblent ni reconnaître les erreurs ni s'orienter vers un bouleversement des habitudes.

Dans *La Jornada*, c'est Greenpeace[81], une fois de plus, qui demande au gouvernement mexicain d'établir une nouvelle planification écologique. « Des spécialistes de différentes disciplines », mais nous ne savons pas lesquels, témoignent qu'il est nécessaire d'investir des millions de pesos pour « la re-canalisation des fleuves - dans leur lit d'origine -, la reforestation de la zone et le relogement d'un nombre encore non quantifié de villages »[82]. Nous ne pouvons pas dire non plus que ce journal insiste sur les recommandations ni qu'il offre plusieurs points de vues ou conseils.

---

77 LOPEZ Isaí, « Buscan a reducir impacto de fenómenos naturales », *El Heraldo de Chiapas*, 29 octobre 2005.

78 « en materia forestal, migración, ordenamiento territorial, desarrollo urbano y reconversión, restauración y reactivación de la actividad agropecuaria », LOPEZ Isaí, « Buscan reducir impacto de fenómenos naturales », *El Heraldo de Chiapas*, 29 octobre 2005.

79 LOPEZ Isaí, « Proponen reubicar a familias », *El Heraldo de Chiapas*, 17 octobre 2005.

80 « el desarrollo forestal sustentable e impulsar una verdadera industria », LOPEZ Isaí, Proponen reubicar a familias, *El Heraldo de Chiapas*, 17 octobre 2005.

81 REDACCION, « Promueve la cancillería que la ONU coordine los apoyos internacionales », *La Jornada*, 25 octobre 2005.

82 « El rencauzamiento de ríos, reforestación de la zona y la reubicación de un número aún no cuantificado de poblados », MARISCAL Angeles, « Los efectos del ciclón Stan ampliaron las zonas de riesgo en Chiapas », *La Jornada*, 24 octobre 2005.

Dans *Cuarto Poder*, c'est Manuel Velasco Coello, candidat du PVEM*, qui fait une proposition de budget au Congrès pour le nettoyage du parc national du canyon *del Sumidero*, victime de contamination à cause de la tempête (il était rempli de troncs d'arbres et de déchets). Manuel Velasco Coello a ajouté que si le président Vicente Fox Quesada désapprouvait ce projet, il en ferait l'une de ses obligations et responsabilités, sous-entendu « s'il est élu ». En novembre 2008, nous sommes retournée au canyon *del Sumidero*, le nettoyage du fleuve avait été fait et son état n'était pas comparable à celui de 2005 certes, mais un grand tas de déchets flottaient encore à la surface de l'eau et il était toujours sale.

Que Manuel Velasco Coello du PVEM* intervienne à ce sujet ne nous étonne pas, si l'on tient compte de la politisation de l'événement que nous avons révélé dans notre précédente partie ; en revanche, qu'il ne soit pas plus présent pour défendre sa cause, celle de l'environnement est plus surprenant. En effet, cela signifierait que la protection de l'écosystème n'est pas encore entrée dans les mentalités et n'est pas encore devenue une force de proposition politique.

Nous pouvons constater que le plan de reconstruction écologique n'est absolument pas détaillé dans la presse ; de grandes idées sont lancées mais nous sentons que le plus important reste à émerger : la planification d'une reconstruction écologique.

b- Les Aires Naturelles Protégées (ANP*)

Deux articles abordent l'impact de ces catastrophes sur les aires naturelles protégées ainsi que l'importance de ces aires dans la protection de l'écosystème. Les trois réserves écologiques du Chiapas sont celles de la région Sierra (*El Triunfo*), de la région Costa (*La Sepultura*), et du Soconusco (*La Encrucijada*). Dans l'analyse de *Cuarto Poder*, Adrían Méndez, directeur de la Commission Nationale des Aires Naturelles Protégées (CONANP*) du Chiapas assure :

> Il est évident que les ANP* sont une question de vie ou de mort. On observe sur une photographie satellite que s'il n'y avait pas eu ces aires naturelles, l'impact aurait été dantesque.[83]

83 « queda en evidencia que las ANP [Aire Natural Protegido] son una cuestión de vida o muerte. Se observa en una fotografía satelital que si no hubieran estado las áreas naturales, el impacto hubiera

Selon lui, il est indispensable que ces ANP soient intégrées à la politique de l'État du Chiapas : « […] ce sont elles [ces aires] qui vont atténuer la gravité de ces situations dans le futur »[84]. Le second article est celui de *La Jornada* qui affirme que les chercheurs coïncident sur le fait que des mesures d'urgence doivent être appliquées : « La conservation et la création des Aires Naturelles Protégées doivent être des "politiques d'État" »[85].

Par conséquent, les seuls articles qui abordent ce sujet sont ceux de Angeles Mariscal et Isaín Mandujano. Le professionnalisme de ces deux journalistes, mari et femme dans la vie, est notoire puisqu'ils se sont intéressés à un thème non traité dans les autres articles alors qu'il est essentiel et qu'ils revendiquent la prise en compte politique de ce problème.

c- Octobre 2006 : des avancées dans le programme de planification écologique?

Cuarto Poder et *La Jornada* ne font que témoigner du manque de reconstruction, de reforestation et de l'absence de nettoyage des fleuves : « Dans certaines zones, la reforestation n'a même pas commencé »[86]. Seul *El Heraldo de Chiapas* informe en détail sur les programmes environnementaux lancés par le gouvernement. Néanmoins, un an après la catastrophe, ces programmes restent à mettre en place, ce dont témoigne le sous-secrétaire de la Protection civile Leonardo Muñoz : « Où l'on aura une récupération lente, c'est pour l'environnement »[87].

Le 6 octobre 2006, quand *El Heraldo de Chiapas* titre « On reboisera 33 000 hectares »[88] nous avons l'impression que c'est une action d'envergure. Cependant, la totalité de la zone à reboiser est de 300 000 hectares. Les 33 000 hectares évoqués dans

---

sido dantesco », MANDUJANO Isaín, « Daño de Stan no previsto », *Cuarto Poder*, 22 octobre 2005. [CD-ROM].

84 « […] éstas van a determinar que estas situaciones no se hagan más graves a futuro », MANDUJANO Isaín, « Daño de Stan no previsto », *Cuarto Poder*, 22 octobre 2005.

85 « La conservación y creación de áreas naturales protegidas deben ser "políticas de estado", MARISCAL Angeles, « Los efectos del ciclón Stan ampliaron las zonas de riesgo en Chiapas », *La Jornada*, 24 octobre 2005.

86 « En algunos puntos, la reforestación ni siquiera ha empezado », MARISCAL Angeles, « En Sierra de Chiapas no hay caminos ni medios para subsistir », *La Jornada*, 7 octobre 2005.

87 « donde se tendrá una recuperación paulatina es en medio-ambiente », LOPEZ Isaí, « Reconstruccón concluirá en el 2007 », *El Heraldo de Chiapas*, 4 octobre 2006.

88 CUNJAMA Beatriz, « Reforestarán 33 mil hectáreas », *El Heraldo de Chiapas*, 6 octobre 2006.

El Heraldo de Chiapas sont donc les zones à reboiser en priorité sur ces 300 000 hectares. De plus, les autorités ont prévu de commencer cette action à partir de novembre 2006 (plus d'un an après la catastrophe) car elles n'ont pas encore reçu les subventions. Le 18 octobre 2006[89], le directeur de l'Institut d'histoire naturelle et d'écologie, Mauro Valle Santiago, fait remarquer qu'ils ont replanté trente et un kilomètres de bambous sur les cent trente-quatre kilomètres initialement prévus, et ce, afin de diminuer les risques d'inondations.

Malgré ces informations qui ne donnent pas un panorama très brillant ni très positif de la reconstruction écologique, un compte-rendu d'un rapport de Pablo Salazar Mendiguchía intitulé « Le Chiapas est debout : Pablo »[90] annonce qu'en matière environnementale, l'avancée de la reconstruction est de 65.9% : « des projets de planification écologique du territoire, de restauration forestière et des sols, d'assainissement et de protection de l'environnement sont envisagés »[91]. Ce n'est pas ce qui ressort du reste de l'information.

L'environnement est le laissé-pour-compte de la reconstruction, de la politique et des médias. Le fait que la presse ne publie pas davantage d'analyses, de témoignages de spécialistes, de notes sur les différents programmes et de recommandations nous prouve encore une fois que les journalistes sont tournés vers les actions politiques. Ces journaux ne se posent pas en initiateurs, ils sont davantage intéressés par la publication des nouvelles en rapport avec les autorités ou leurs actions. Nous avons l'image de médias non indépendants, asservis au monde politique, à l'affût de l'éloge ou de l'accusation et non au service de l'intérêt public. En effet, s'il en était autrement, des articles pouvant contribuer au changement des mentalités seraient publiés. Cependant, il est important de souligner que leur mode de financement et le contexte politique font office de couperet sur cette presse.

89 ANONYME, « Reconstrucción, hasta el último día de este gobierno : Schroeder », *El Heraldo de Chiapas*, 18 octobre 2006.
90 ANONYME, « Chiapas está de pie : Pablo », *El Heraldo de Chiapas*, 5 octobre 2006.
91 « contempla metas de ordenamiento ecológico del territorio, restauración forestal y de suelos, saneamiento y protección ambiental », ANONYME, « Chiapas está de pie : Pablo », *El Heraldo de Chiapas*, 5 octobre 2006.

2. Les conseils en amont

Le Centre des Droits de l'Homme Fray Matías de Córdova, à la fin de son livre[92], intègre une partie nommée « Recommandations » dans laquelle est dénoncé le manque de volonté politique de l'État mexicain. En effet, ce centre accuse les autorités de ne pas prendre en compte les causes sous-jacentes de la vulnérabilité et de ne pas réduire le risque de désastre mais uniquement de trouver des solutions post-désastre. Pour cette raison, le centre des Droits de l'Homme demande aux trois niveaux de gouvernements d'informer sur les mesures de prévention qu'ils ont mises en place, sachant que l'État va être victime, dans le futur, de situations semblables mais de plus en plus fortes.

Le rapport de la CENAPRED* recommande que la Protection civile de l'État tienne un registre systématique des différents types de désastre au Chiapas et qu'il dédouble ce registre par sous-régions et par type de phénomène. Et ce, dans le but de définir les priorités dans les investissements d'atténuation des risques que l'État prévoit de réaliser. La CENAPRED* fait remarquer que le montant du FONDEN* n'est pas en relation avec le montant économique de l'impact de ces désastres, et ajoute :

> Nous sommes encore très loin d'avoir une attribution régionalisée de ces ressources en accord avec le type et la différence de risques que présentent historiquement les différents États.[93]

En cela, ce rapport considère qu'il est important que le FONDEN* rende plus explicite la méthodologie d'évaluation des dommages que mènent les différents organismes afin que les données soient basées sur des critères uniformes de coûts. Enfin, il conseille également la chose suivante :

> Les États devraient comme fonction permanente et préventive, réaliser les travaux techniques nécessaires pour localiser des réserves territoriales dans des zones sûres afin de faire face à ces situations de

92 *Huracán Stan : la dignidad devastada* [Texte imprimé], Tapachula : Centro de Derechos Humanos Fray Matías de Córdova, 2006,124 p., P.97

93 « Mas lejos aún se está de tener una asignación regionalizada de estos recursos de acuerdo con el tipo y diferencial de riesgos que presentan históricamente los diferentes estados », *Características e impacto socioeconómico de los huracanes "Stan" y "Wilma" en la república Mexicana en el 2005* [Texte imprimé], México : CENAPRED et CEPAL, 2006, 320 p., P.4

> relogement et d'infrastructures sociales que génèrent les désastres et pas seulement comme réactions aux désastres mais comme un processus progressif de diminution de la vulnérabilité sociale.[94]

Selon Greenpeace, les politiques publiques sont aussi mises en cause car elles ont encouragé la conversion des bois et des forêts en champ de culture ou pâturage. La seule alternative pour atténuer l'impact de ces phénomènes est la protection et récupération des écosystèmes et la diminution des gaz à effets de serre : « Il est nécessaire que la reconstruction des États affectés prenne en compte les facteurs environnementaux qui accentuent les impacts et les corrige »[95]. Greenpeace a donc demandé au gouvernement mexicain, dans son article « Les politiques publiques ont aggravé la vulnérabilité face à Stan et Wilma »[96], d'adopter une politique nationale et internationale cohérente en matière de changement climatique, d'encourager le développement des énergies renouvelables et d'identifier les risques face à des évènements climatiques avant d'autoriser n'importe quel projet ou planification urbaine. Ils demandent également une planification écologique du territoire dans les zones affectées afin d'empêcher l'augmentation de la vulnérabilité et promouvoir la restauration des écosystèmes comme forme d'atténuation face aux événements climatiques ; d'abroger la modification à la norme 022 de protection des mangroves qui autorise leurs destruction ; enfin d'augmenter le budget pour le contrôle communautaire de la forêt actuellement fixé à 0,02% du budget total (alors que les communautés sont propriétaires de 80% des forêts du pays). Dans l'article « Erronées et coûteuses, les politiques pour combattre les désastres "naturels", avertit Greenpeace »[97], cette organisation accuse le gouvernement de Vicente Fox Quesada de ne pas avoir trouvé de

94 « Los estados deberían como una función permanente y preventiva, realizar las tareas técnicas necesarias para tener ubicadas reservas territoriales en zonas seguras para enfrentar situaciones de reubicación de viviendas e infraestructura social que se generan en los desastres y no sólo como reacción a ellos sino como un proceso gradual de disminución de la vulnerabilidad social », *Características e impacto socioeconómico de los huracanes "Stan" y "Wilma" en la república Mexicana en el 2005* [Texte imprimé], México : CENAPRED et CEPAL, 2006, 320 p., P.240

95 « Es necesario que la reconstrucción de los estados afectados considere los factores ambientales que agudizaron los impactos y los corrija », GREENPEACE, « Políticas públicas agravaron la vulnerabilidad frente a Stan y Wilma », *Greenpeace México* [Site Internet], 24 octobre 2005, Bulletin 05112, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://www.greenpeace.org/mexico/prensa/releases/pol-ticas-p-blicas-agravaron-l

96 GREENPEACE, « Políticas públicas agravaron la vulnerabilidad frente a Stan y Wilma », *Greenpeace México* [Site Internet], 24 octobre 2005, Bulletin 05112, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://www.greenpeace.org/mexico/prensa/releases/pol-ticas-p-blicas-agravaron-l

97 GREENPEACE, « Erroneas y costosas las políticas para combatir los desastres "naturales" advierte Greenpeace », *Greenpeace Mexico* [Site Internet], 21 septembre 2006, Bulletin 0677, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://www.greenpeace.org/mexico/prensa/releases/err-neas-y-costosas-las-pol-ti

solutions aux carences des politiques publiques pour réduire la vulnérabilité du pays face au changement climatique : « Nous faisons un appel urgent et catégorique pour que le gouvernement fédéral reconnaisse que les désastres ne sont pas naturels mais politiques »[98].

Quant à Valentina Davydova[99] de CONAGUA*, elle nous a fait part de plusieurs réflexions pour éviter la perte de vies humaines, comme celle d'améliorer le système d'alerte mais surtout le système de communication entre les services de CONAGUA centralisés à Mexico et les services municipaux de la Protection civile. La mise en place d'une communication réciproque semble essentielle afin de garantir que les services de coordination des États et des Municipalités reçoivent bien les messages d'alertes de CONAGUA. En amont, il serait indispensable d'avoir un recensement précis des maisons et une carte détaillée pour qu'une fois ces messages reçus, les membres de la Protection civile puissent les localiser avec facilité car beaucoup de maisons sont dispersées dans les montagnes. Tout comme la CENAPRED*, elle conseille d'établir un atlas des risques régionaux avec l'historique de ces catastrophes afin d'améliorer les études de ces phénomènes. De plus, le docteur Davydova a dénoncé le manque de moyen dans son service, le manque de météorologues mais également de budget pour les équipements en radars (nécessaire pour effectuer leur maintenance mais aussi pour en disposer dans les principales régions à risque). Elle suggère d'établir des centres de météorologie un peu partout dans le pays afin de créer un réseau de météorologues capable d'améliorer l'observation tout comme la précision des analyses. Tout est donc question de budget et de volonté politique.

98 « Hacemos un llamado urgente y categórico para que el gobierno federal reconozca que los desastres no son naturales, son políticos », GREENPEACE, « Erroneas y costosas las políticas para combatir los desastres "naturales" advierte Greenpeace », *Greenpeace México* [Site Internet], 21 septembre 2006, Bulletin 0677, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://www.greenpeace.org/mexico/prensa/releases/err-neas-y-costosas-las-pol-ti

99 DAVYDOVA Valentina, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Janvier 2006, Communication personnelle.

3. Les risques

Cette thèse a montré les risques hydrométéorologiques existants dans la région du Chiapas. Nous savons que, si l'ensemble des mesures que nous avons énoncées n'est pas pris en compte, ces menaces continueront de se transformer en désastre et de faire un grand nombre de victimes. Le Chiapas est également une région à risque sismique et volcanique. La communication personnelle que nous a remise le docteur Philippe Lesage[100] (une demande de financement pour l'étude de surveillance géophysique de volcans actifs au Mexique qui propose la mise en place d'un réseau de contrôle sismique sur le volcan Tacaná) nous permet d'ores et déjà d'annoncer que d'autres catastrophes se profilent si le problème de vulnérabilité n'est pas résolu.

Le volcan Tacaná se situe à la limite entre l'État du Chiapas (au Nord-Est de Tapachula) et du Guatemala. Avec le volcan Chichón[101], le Tacaná fait partie des deux volcans actifs du Chiapas sur les douze volcans actifs au Mexique : Popocatépetl, Colima, Nevado de Toluca, Ceboruco, Citlaltepetl, Bárcena, Everman, Paricutín, San Martín, Tres Vírgenes. Ces chercheurs déclarent qu'une éruption volcanique est possible dans le futur. La menace est donc existante et le risque également : dans un périmètre de dix kilomètres du volcan, du côté mexicain se trouvent près de 170 000 habitants ; dans un périmètre de cinquante kilomètres, la population atteint 450 000 habitants. Cette communication indique que la région du Sud-Est de l'État du Chiapas a très peu fait l'objet d'études sismiques alors qu'il existe une grande activité tectonique et probablement volcanique. Une étude de López Martínez datant de 2000 a identifié deux cents séismes en treize jours dont quarante-six ont été localisés. Dix-neuf de ces quarante-six séismes étaient suffisamment proches du volcan pour être assimilés à son activité. Malgré la brièveté de ces séismes, ces chercheurs déclarent que l'activité sismique est importante et qu'elle mérite d'être évaluée de manière continue avec un

100 LEPAGE P. et VALDES C., « Implementación de una red de monitoreo sísmico en el volcán Tacaná, Chiapas, México y Guatemala », [Courrier électronique], Destinataire : Julie Morales, 01 août 2009, communication personnelle. Approche de cette communication : LEPAGE P., VALDES C., METAXIAN J.P, « Étude et surveillance géophysique de volcans actifs du Mexique », *IRD Mexique* [Site Internet], [réf. Du 19 août 2009], Disponible sur : http://www.mx.ird.fr/spip.php?page=article_programmes_regionaux&id_article=2094&id_rubrique=443

101 GEOFISICA UNAM, *Portal Geofísica UNAM* [Site Internet] [réf. du 3 août 2009], Disponible sur : http://www.geofisica.unam.mx/vulcanologia/spanish/volcanes/011tacana.html

équipement technologique de pointe.

Comme nous l'avons dit précédemment, le risque sismique est aussi présent dans cette région. Un grand tremblement de terre a eu lieu le 16 janvier 2002 et a été ressenti jusque dans la ville de Mexico. Selon le Service Sismologique National[102] (SSN*), le manque de stations sismiques dans les États de Chiapas et Tabasco n'ont pas permis de déterminer les risques de propagation des ondes dans cette région et de nombreux paramètres importants pour évaluer les risques sismiques sont méconnus, comme l'atténuation des ondes et les facteurs d'amplification dans des villes comme Tuxtla, Villahermosa, San Cristobal et Comitán. Ces villes ont déjà été affectées par des séismes et c'est pourquoi ce service déclare qu'il est primordial de compter sur les instruments adéquats pour évaluer et mitiger le risque sismique afin de prévenir les dommages.

Le docteur Lesage nous a indiqué dans une communication personnelle en août 2009[103], que le projet de surveillance du volcan Tacaná, dont le principal porteur est Carlos Valdés, de l'Institut de Géophysique de l'Université Nationale Autonome Métropolitaine (UNAM*) avait été financé à 100% par le Conseil National de Sciences et de Technologie (CONACYT*) et que le réseau de surveillance était en cours d'installation grâce à la collaboration de l'Institut de Recherche et de Développement de Mexico (IRD*), du Centre National de Prévention des Désastres (CENAPRED*), de l' Université des Sciences et d'Arts au Chiapas (UNICACH*) ainsi que de l'Institut National de Sismologie, Vulcanologie, Météorologie et Hydrologie (INSIVUMEH*). Cette dernière est chargée de la surveillance des volcans guatémaltèques. Étant rentré en France, après un séjour de 2 ans au Mexique, le docteur Lesage interviendra sur ce projet pour l'analyse et l'interprétation des observations.

Malgré cette information positive, d'un point de vue général, le principal problème pour les chercheurs est un manque de moyens ne permettant pas de réaliser les études nécessaires à la prévention et d'obtenir le matériel adéquat pour leurs études. Le risque existe, il est latent, et pourtant le gouvernement mexicain ne met pas en place les moyens nécessaires pour ne pas faire de ces catastrophes naturelles des drames humains,

---

102 « Reporte de sismo : Sismo de Chiapas del 16 de enero de 2002, 21 janvier 2002 », *Portal Servicio Sismológico Nacional* [Site Internet] [réf. du 11 août 2009], Disponible sur : http://www.ssn.unam.mx/website/jsp/Chiapas160102_files/chiapas160102.htm

103 LESAGE Philippe, *Financement du projet* [Courrier électronique], Destinataire : Julie MORALES, 3 août 2009, Communication personnelle.

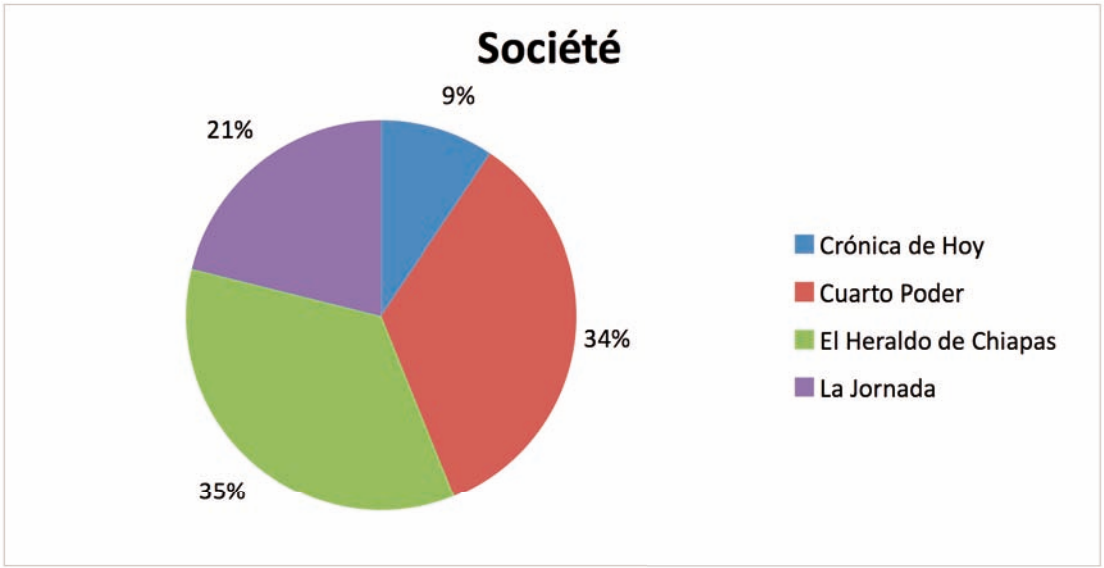
des désastres environnementaux et économiques.

Cette grande absence médiatique sur l'environnement nous montre l'absence d'implication de la presse écrite dans la recherche de protection de l'environnement et de protection de la société civile. Que ce soit pour des questions de financement ou d'ordre politique, si la presse n'use pas de la possibilité de faire appel à des spécialistes et de s'intéresser à ce thème, elle est donc encore moins à même de faire naître chez les lecteurs une conscience écologique. La réalité qu'elle a contribué à construire à travers son silence sur les facteurs environnementaux est celle d'une catastrophe naturelle. Trop peu d'articles portent sur les risques, menaces et vulnérabilités pour que la presse serve à la prise de conscience à la société civile. Cette constatation corrobore le fait que l'événement Stan n'a pas intéressé sur son aspect environnemental mais sur son aspect politique et que la presse, dépendante des politiques, n'a pas joué son rôle de contre pouvoir.

CHAPITRE III

Les problèmes de société

Le dossier[1] *Société* dans les articles d'opinion arrive à la quatrième place sur huit, après les dossiers *Politique, Désastre et Irrégularité*. Il a une fréquence de 9,8% et une orientation défavorable de 36,7%. Ce chiffre n'est pas excessivement négatif si on le compare à l'orientation des dossiers *Economie*, *Politique* et *Irrégularités*, qui sont défavorables à plus de 60%. Le graphique à secteurs ci-dessous représente la fréquence du thème *Société* par journal.



Comme nous pouvons l'observer, *El Heraldo de Chiapas* et *Cuarto Poder* ont une fréquence presque similaire. Le dossier *Société* pour le premier a un taux d'orientation

1 Cf. Annexe II, *Étude des articles d'opinions 2005, Rapport simple unités par Dossier,* P.436

défavorable à 26,7% et pour le second à 9,1%. *La Jornada* possède une orientation défavorable à 81,5% et *Crónica de Hoy* à 75%. Il faut cependant relativiser les chiffres de l'orientation, car l'évaluation a été faite en rapport avec les intervenants (personnes citées). Par conséquent, s'il y avait une critique sur une mesure gouvernementale qui concernait les sinistrés, et que le journal était en faveur de ces derniers, nous évaluions l'unité comme positive et non comme négative. L'orientation négative à 9,1% de *Cuarto Poder* correspond au fait qu'il a beaucoup cité les sinistrés et qu'il s'est montré en leur faveur. L'orientation défavorable de *La Jornada* et *Crónica de Hoy* montre que ces deux journaux ont essentiellement critiqué les mesures sociales sans y citer les sinistrés.

Dans ce dernier chapitre, nous nous baserons sur la démonstration de Carlos Llanes Burón dont le titre de l'article résume le contenu : « Les désastres ne seront jamais naturels » pour expliquer l'un des facteurs du désastre, la vulnérabilité sociale :

> Toutes les manifestations violentes de la nature, déclare-t-il, comme les tremblements de terre, les ouragans ou les éruptions volcaniques, ne deviennent pas forcément des désastres. De la même manière, quand a lieu un désastre, celui-ci n'est pas toujours le résultat exclusif de la menace naturelle seule, puisque ce que font les êtres humains, ou ce qu'ils ne font pas, est en général un facteur clé.[2]

Cette vulnérabilité, nous l'avons déjà partiellement explorée au long de cette thèse en présentant quelques aspects économiques et sociaux de l'Etat du Chiapas qui ont joué un rôle déterminant dans le désastre.

À présent, nous allons revenir sur les causes profondes et les conséquences à court terme de ce désastre d'un point de vue social. Nous nous demanderons si ce désastre n'est pas la résultante de la gestion politique, économique et sociale du pays et s'il n'a pas permis de soulever une chape jusqu'alors bien scellée cachant pauvreté, conflits et immigration. Face à ce contexte social particulier, nous nous interrogerons sur l'adaptation du plan de reconstruction aux populations sinistrées. Nous verrons

---

2 « No todas las manifestaciones violentas de la naturaleza, como los terremotos, los huracanes o las erupciones volcánicas, necesariamente se convierten en desastres. De la misma manera, cuando ocurre un desastre, éste no siempre es resultado exclusivo de la amenaza natural por sí sola, ya que lo que hacen los seres humanos, o lo que no hacen, por lo general es un factor clave », LLANES BURON Carlos, « Los desastres nunca serán naturales », LLANES BURON Carlos, « Los desastres nunca serán naturales », *Boletín del Instituto de la Vivienda* [En ligne], Mai 2003, vol.18, n°047, [réf. du 18 août 2009], p. 41-53, P.43, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=25804705 [Citation de l'OMS, 1998; www.paho.org/desastres]

également comment la presse à travers le désastre a fait renaître un conflit ancestral : la délimitation frontalière entre le Guatemala et le Chiapas, n'était-ce pas une manière de transposer sur un autre sujet la tension existante entre sinistrés chiapanèques et sinistrés immigrés ? Nous aborderons enfin le problème des répercussions de cette gestion gouvernementale et de ces tensions dues à ce contexte délétère : les manifestations sociales auxquelles le gouvernement répond par la répression. Ce qui nous amènera également à nous interroger sur la liberté de la presse au Mexique et sur l'influence de ce contexte pernicieux : quelle est la place de l'autocensure dans l'information ?

SECTION A – « L'OURAGAN DE CLASSE[3] »

1. La pauvreté

Ce sont les journaux à diffusion nationale qui s'intéressent en majorité à la pauvreté. *La Jornada* montre que le facteur pauvreté existait bien avant Stan. Cette catastrophe n'a été qu'un élément déclencheur qui a soulevé la chape recouvrant la misère :

> La catastrophe que Stan a laissée au Chiapas, a remis à nu l'extrême pauvreté dans laquelle survit tout un peuple […]. L'ouragan n'avait pas grand chose à leur enlever, à ceux qui sont restés sans rien : une petite maison en pisé ou en bouts de bois, quelques vieux meubles, un fourneau, un peu de vêtements et quelques animaux.[4]

Dans son article intitulé « Un manque de prévision »[5], Adólfo Sánchez Rebolledo dresse une liste des facteurs contribuant à ces catastrophes dites naturelles, que nous détaillerons par la suite, et il y inclut également la pauvreté. Carlos Fernández Vega va jusqu'à dire que la situation économique au Chiapas est plus dévastatrice encore que les conséquences de la catastrophe :

> En ce qui concerne la population affectée, les moyennes des revenus quotidiens dans les entités affectées [qui ne sont pas éloignées de celles du reste de la République] sont plus dévastatrices que les effets de l'ouragan lui-même[6].

La Jornada rapporte également la situation de l'après Stan à travers des reportages qui montrent que la misère est un fait :

---

3 Titre inspiré de l'expression utilisée par DAVIS Mike, « La combinaison mortelle de la pauvreté urbaine et des risques naturels », *Sin Permiso*, [Site Internet], 26 septembre 2005, [réf. du 19 août 2009], Disponible sur : www.sinpermiso.info/textos/index.php?id=161

4 « La catástrofe que dejó Stan en Chiapas volvió a desnudar la extrema pobreza en la que sobrevive todo un pueblo […] Poco tenía que arrebatarles el huracán a los que se quedaron sin nada : una casita de adobe o palos, unos cuantos trastos, un fogón, algo de ropa y algunos animales », MUÑOZ RAMIREZ Gloria, « Desverguenza y corrupción », *La Jornada*, 29 octobre 2005.

5 SANCHEZ REBOLLEDO Adolfo, « Falta previsión », *La Jornada*, 13 octobre 2005.

6 « Por lo que toca a la población afectada, los promedios de ingreso diario en las entidades afectadas [que no distan de lo que sucede en el resto de la República]son más devastadores que los efectos del propio huracán », FERNANDEZ VEGA Carlos, « Fox advierte a los damnificados que nada será de gorra », *La Jornada*, 19 octobre 2005.

> Le désespoir pousse les gens à sortir dans la rue pour faire la manche. A mi-chemin entre Huixtla et Acapetahua […], un village entier, celui de Chapingo, se poste sur la route pour supplier les automobilistes de les aider avec un pot ou un verre à la main.[7]

Crónica de Hoy insiste sur les modalités de cette pauvreté en dénonçant les conditions de vie des sinistrés. En effet, Pablo Hiriart[8] rapporte les informations d'un dossier du ministère de l'Intérieur qui fait état de vingt-six millions de Mexicains vivant dans des maisons en carton ou des cabanes en bois. Il compare la situation économique du Mexique avec les autres pays et expose ce tableau désolant :

> Ces quatre dernières années, sur cent Mexicains arrivant à l'âge de travailler, quarante-et-un ont trouvé un travail dans l'économie informelle ; trente-six ont émigré dans un autre pays et vingt-trois sont au chômage. C'est-à-dire que de 2000 à 2004 la croissance de l'emploi "formel" a été de zéro.[9]

Ce journaliste s'interroge avec scepticisme sur ce que vont faire les candidats à la présidentielle pour combattre la misère avant de répondre lui-même à la question :

> Elle est là, la priorité à discuter pendant cette campagne présidentielle. La pauvreté. C'est ça qui lacère et détériore le pays. Si non, demandez-le à ceux qui ont perdu leurs maisons en carton ou en bois à Tapachula.[10]

Cependant, Pablo Hiriart, tout comme les journalistes de *La Jornada*, ne revient pas véritablement sur les causes profondes de la pauvreté ni sur le problème de corruption. Ils ne font que dénoncer une situation.

Ausencio García de *El Heraldo de Chiapas* débute ainsi l'un de ses articles :

---

7 « La desesperación está llevando a la gente a salir a las calles a pedir limosna. A medio camino entre Huixtla y Acapetahua […] un pueblo entero, el de Chapingo se aposta en la carretera a suplicar ayuda a los automovilistas con un bote o vaso en la mano […] », MUÑOZ RAMIREZ Gloria, « Desvergüenza y corrupción », *La Jornada*, 29 octobre 2005.

8 HIRIART Pablo, « El huracán de la pobreza », *Crónica de Hoy*, 10 octobre 2005.

9 « en los últimos cuatro años, de cada 100 mexicanos que llegaron a la edad de trabajar, 41 consiguieron empleo en la economía informal; 36 emigraron a otro país y 23 se sumaron al desempleo abierto. Es decir de 2000 a 2004 el crecimiento del empleo formal fue de cero », HIRIART Pablo, « El huracán de la pobreza », *Crónica de Hoy*, 10 octobre 2005.

10 « Ahí está, pues, la prioridad a discutir en esta campaña presidencial. La pobreza. Eso es lo que lacera y deteriora al país. Si no, pregunténselo a los que perdieron sus casas de cartón o de madera en Tapachula », HIRIART Pablo, « El huracán de la pobreza », *Crónica de Hoy*, 10 octobre 2005.

« Les pluies menacent, comme toujours, la population la plus vulnérable »[11]. Ricardo Monreal Avila s'interroge de manière plus neutre en se demandant pourquoi les pauvres sont-ils toujours les plus touchés par ces désastres. Et d'émettre des hypothèses : « C'est un châtiment de Dieu ou c'est une erreur de notre société et de ses gouvernements? »[12]. Il explique que la vulnérabilité face aux désastres naturels est devenue un indicateur fort de niveau de vie, de pauvreté, de bas salaires, de problèmes de santé et de manque d'opportunités dans l'éducation et il ajoute : « Les désastres naturels, la dégradation écologique et la pauvreté sont liés »[13]. Dans ce même article, il montre que l'ouragan Stan a démenti les propos des gouvernements qui affirmaient avoir résorbé la misère :

> L'ouragan Stan a frappé et endommagé sérieusement les États et régions du Sud-Est du Mexique. Mais, il a surtout frappé l'optimisme gouvernemental qui affirmait avoir réduit la pauvreté.[14]

Pedro Peñaloza va également dans son sens en faisant remarquer qu'ils étaient déjà des « sinistrés de la vie » : « Ils manquaient des aspects élémentaires et exigibles pour vivre pleinement »[15]. Finalement, Francisco Labastida Ochoa met en exergue le lien existant entre la pauvreté, la violence et la guérilla dans ce qu'il appelle : « la geographie de la pauvreté »[16].

Cuarto Poder revient également sur la misère existante avant l'ouragan Stan tout comme l'a fait Pedro Peñaloza : « Là où la majorité de personnes manque de l'indispensable et subsiste dans une économie dévastée depuis longtemps avant le passage de l'ouragan, le panorama est désolant »[17]. Miguel González Alonso dresse lui aussi un tableau dramatique de la situation au Chiapas qu'il décrit comme l'Etat : « où

---

11 « Las lluvias amenazan, como siempre, a la población más desprotegida », GARCIA Ausencio, « Títeres cabezas », *El Heraldo de Chiapas*, 5 octobre 2005.

12 « Es un castigo de Dios o una falla de nuestra sociedad y sus gobiernos? », MONREAL AVILA Ricardo, « El Huracán Stan y la pobreza », *El Heraldo de Chiapas*, 11 octobre 2005. [CD-ROM].

13 « Desastres naturales, degradación ecológica y pobreza van de la mano », MONREAL AVILA Ricardo, « El Huracán Stan y la pobreza », *El Heraldo de Chiapas*, 11 octobre 2005.

14 « El huracán Stan golpeó y dañó severamente estados y regiones del sureste de México. Pero sobre todo, golpeó al optimismo gubernamental que afirmaba haber reducido la pobreza », MONREAL AVILA Ricardo, « El Huracán Stan y la pobreza », *El Heraldo de Chiapas*, 11 octobre 2005.

15 « carecían de aspectos elementales y exigibles para vivir plenamente », PEÑALOZA Pedro, « (…) », *El Heraldo de Chiapas*, 13 octobre 2005.

16 « La geografía de la pobreza », LABASTIDA OCHOA Francisco, « Wilma, Stan y los recursos del petróleo », *El Heraldo de Chiapas*, 26 octobre 2005.

17 « Ahí donde la mayor parte de la gente carece de lo indispensable y en donde subsisten en una economía devastada desde mucho antes del paso del huracán, el panorama es desolador », ROJAS Carlos, « Lo que sigue », *Cuarto Poder*, 19 octobre 2005.

vivent les pauvres du pays, où il n'y a pas d'emploi et que la marginalisation lacère »[18].

La pauvreté est donc reconnue et dénoncée dans chacun de ces quatre journaux, certains montrent que c'est un des facteurs du désastre et qu'il va de pair avec la vulnérabilité, d'autres insistent sur la situation d'extrême misère du Chiapas bien avant la catastrophe. Tous s'accordent à montrer l'atavisme de ce problème économique et social. Du reste, le sujet n'est pas traité en profondeur, mais ne fait qu'être évoqué et survolé. Aucun article n'est consacré en entier à ce fléau et à son impact sur les conséquences du désastre.

2. La vulnérabilité

a- La colonisation des fleuves

Selon Juan Carlos Ruiz Guadalajara :

> En général, les recherches ont réussi à établir, comme une convention, que la principale cause des désastres, entendus comme un processus et non comme un événement disruptif, se trouve dans la société, dans ses pratiques et ses représentations, c'est-à-dire dans la construction sociale de risques et dans les conditions de vulnérabilité historiquement accumulées.[19]

Comme le fait également remarquer Carlos Llanés Burón dans son article « Les désastres ne seront jamais naturels »[20], le degré de risque auquel est exposé une région, un pays ou une communauté lors d'un événement naturel violent dépend principalement de deux facteurs : la menace et la vulnérabilité. Nous avons déjà abordé dans notre précédent chapitre les facteurs de risques, nous nous interrogeons à présent sur les types

18 « en donde viven los pobres del país, en donde no hay empleo y en donde la marginación es lacerante […] », GONZALEZ ALONSO Miguel, « Red política », *Cuarto Poder*, 28 octobre 2005.

19 « En términos generales, las investigaciones han logrado establecer, a manera de convención, que la principal causa de los desastres, entendidos como procesos y no como eventos disruptivos, se encuentra en la sociedad, en sus prácticas y representaciones, esto es, en la construcción social de riesgos y en las condiciones de vulnerabilidad históricamente acumuladas », RUIZ GUADALAJARA Juan Carlos, « De la construcción social del riesgo a la manifestación del desastre. Reflexiones en torno al imperio de la vulnerabilidad », *Desacatos* [En ligne], Septembre-décembre 2005, n°19, [réf. Du 19 août 2009], P.99-110, P.102, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/pdf/139/13901907.pdf

20 LLANES BURON Carlos, « Los desastres nunca serán naturales », *Boletín del Instituto de la Vivienda* [En ligne], Mai 2003, vol.18, n°047, [réf. du 18 août 2009], p. 41-53, P.44, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=25804705

de vulnérabilité sociale que la presse expose. Comment se positionnent les journaux, sont-ils dans l'information, dans l'enquête, dans les conseils ou survolent-ils le thème?

Nos quatre journaux s'accordent à montrer que le principal facteur de vulnérabilité au Chiapas réside dans la colonisation du fleuve par les hommes : « Chaque année, les propriétaires de ces humbles maisons, certaines construites précisément sur le ruisseau, en partie voûtées, ont peur d'une inondation »[21]. Chacun expose cette même réalité mais le traitement des causes diffère selon le journal. *Cuarto Poder* rapporte que les gens vivent sur les rives du fleuve par nécessité, tout comme *La Jornada* : « Les familles qui vivent là, littéralement, n'ont pas d'autres lieux où vivre et c'est pour cela qu'elles s'y accrochent »[22]. *La Jornada* et *El Heraldo de Chiapas* expliquent qu'une des raisons de cette colonisation provient de la croissance démographique démesurée et de la destruction de la production agricole, bovine, aquicole en raison de migrations massives de la campagne à la ville. Certains ont même dû émigrer au Nord alors que d'autres : « se sont retrouvés sans terre, habitant sur les lits des fleuves, zones fédérales de haut risque »[23].

La pauvreté, l'immigration économique mais également politique (nous pensons aux émigrés d'Amérique centrale) entraînent une désorganisation de l'espace accentuée par un manque de planification, ce qui provoque un grand problème d'urbanisation. On voit s'ériger :

> […] des maisons dans des zones fangeuses et proches des fleuves, sans les plus élémentaires mesures de protection, faites de déchets, sans ciment, sans planification, produit d'une croissance désordonnée et irresponsable.[24]

La Jornada insiste sur le manque de contrôle de ces colonies humaines qui se répandent sur des lieux potentiellement dangereux. Le journaliste Sánchez Rebolledo[25], de *La*

21 « Como cada año, los dueños de las humildes viviendas, algunas construidas precisamente sobre el arroyo, embovedado en parte, temen una inundación », JIMENEZ Felipe, « Temen que arroyo se desborde debido a las intensas lluvias », *Cuarto Poder*, 7 octobre 2005.

22 « Las familias que viven allí, literalmente no tienen otro lugar donde vivir y por eso se aferran a él », SANCHEZ REBOLLEDO Adolfo, « Falta previsión », *La Jornada*, 13 octobre 2005.

23 « se quedaron sin tierras, habitando en los lechos de los ríos, zonas federales de alto riesgo », RASCON Marco, « País devastado », *La Jornada*, 25 octobre 2005.

24 « […] Viviendas en zonas fangosas y próximas a ríos, sin las más elementales medidas de protección, hechas con materiales de desecho, sin cimientos, sin planificación, producto de un crecimiento desordenado e irresponsable », PEÑALOZA Pedro, « (…) », *El Heraldo de Chiapas*, 13 octobre 2005.

25 SANCHEZ REBOLLEDO Adolfo, « Falta previsión », *La Jornada*, 13 octobre 2005.

Jornada, se demande s'il ne serait pas possible de faire des efforts pour prévenir et renforcer la culture de la Protection civile afin d'éviter les colonisations en zone à risque et récupérer l'environnement naturel. *Cuarto Poder* rejoint cette idée et conseille :

> C'est pourquoi il doit y avoir une reconstruction planifiée, programmée par des ingénieurs, pour empêcher que les erreurs du passé ne se répètent, les invasions, les régularisations de terrains proches des fleuves, mais surtout pour qu'il n'y ait plus de pertes de vies humaines.[26]

b- Les responsabilités

La responsabilité fédérale et de l'État, la corruption et la négligence sont également mises en cause dans ces affaires d'invasions de terrains. En effet, si certaines colonisations sont illégales, d'autres bénéficient en revanche d'actes légaux de construction qui leur ont été remis par les autorités. *El Heraldo de Chiapas* se prononce pour la sanction envers les responsables concernés et déclare qu'il faut : « durcir les sanctions envers les autorités négligentes ou qui permettent ces colonisations irrégulières »[27], et aussi envers ceux qui s'y installent. Ainsi, dans un article du 26 octobre 2005, la député Flor Coello Trejo (PVEM*) propose de légiférer sur cette question « pour sanctionner ceux qui construisent leur logement dans des zones à risque, comme sur les rives des fleuves »[28]. *La Jornada* présente le problème sous un autre angle en déclarant que les pauvres montent leur « hutte » dans des zones à risque, avec du matériel précaire et qu' « Aucun responsable n'ose leur dire non »[29]. Selon José Blanco cette situation s'explique par la volonté d'économiser un problème politique et d'en tirer profit ensuite en mettant leurs compétences organisationnelles (celles de autorités) en action afin de déployer le plan DN-III, faire appel à la solidarité, faire intervenir le président etc. Par conséquent, *El Heraldo de Chiapas* culpabilise en partie

---

26 « Por eso debe haber una reconstrucción planificada, programada por técnicos, para que no se repitan los errores del pasado, las invasiones, las regularizaciones de predios cercanos a ríos, pero sobretodo que no vuelva a haber pérdida de vidas humanas », MELGAR Sergio, « Con la piedra en el zapato », *Cuarto Poder*, 18 octobre 2005.

27 « Endurecer los castigos a las autoridades negligentes o permisivas con los asentamientos irregulares », MONREAL AVILA Ricardo, « El Huracán "Stan" y la pobreza, *El Heraldo de Chiapas,* 11 octobre 2005.

28 « para sancionar a quienes construyan sus viviendas en zonas de riesgo , como las márgenes de los ríos », MATUS Laura, « Minimizó sociedad fuerza de "Stan" : Meneses », *El Heraldo de Chiapas*, 26 octobre 2005.

29 « Ningún gobernante se atreve a decirles que no », BLANCO José, « Miseria », *La Jornada*, 18 octobre 2005.

les sinistrés sans tenir compte des raisons de cette colonisation alors que *La Jornada* responsabilise entièrement les autorités. José Manuel Escobar Castellanos de la SEDESOL* reconnaît, lui aussi, la responsabilité des autorités dans cette situation :

> Les puces se collent au chien le plus maigre, malheureusement c'est ainsi. Les gens qui ne possèdent rien sont ceux qui encourent les plus grands risques car ils s'installent sur les rives des fleuves, des routes. Nous, les autorités, sommes complices car nous le permettons.[30]

Pablo Latapí, de *Crónica de Hoy,* accuse, quant à lui, les sinistrés d'avoir été inconscients en construisant leurs maisons sur des terrains illégaux. Il ne reconnaît pas le fait que certaines autorités aient pu leur vendre ces terrains :

> Ce n'étaient pas des terrains irréguliers juste pour le plaisir d'un quelconque urbaniste ou fonctionnaire municipal ; c'étaient des zones à risque parce que passait par là le cours du fleuve.[31]

Il ajoute que, s'ils ont perdu leurs maisons, c'est parce qu'ils les avaient construites sur des terrains irréguliers. Pablo Latapí ne prend pas en compte le facteur économique de la pauvreté et de l'immigration ni le facteur politique de la corruption. Il affiche de surcroît un mépris certain à l'égard de ces colonisations : « L'invasion de terrains au Mexique est presque un sport national »[32].

c- Un an après Stan

En octobre 2006, les articles de *Cuarto Poder* traitent de ces problèmes de vulnérabilité sociale qui n'ont pas été résolus. Dans un article du 5 octobre 2006, le Réseau Frontalier des Droits de l'Homme Xoconochco (*Red Fronteriza de Derechos Humanos de Xoconochco*) dénonce l'inefficacité des mesures politiques mises en oeuvre dans la gestion de la reconstruction : « les politiques choisies par le gouvernement pour

30 « Al perro más flaco se le pegan las pulgas, desafortunadamente es así. La gente que menos tiene es la que está en mayor riesgo porque se va al margen del río, de la carretera etc. Tenemos complicidad las autoridades porque permitimos esto », ESCOBAR CASTELLANOS José Manuel, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Février 2007, Communication personnelle.

31 « No eran terrenos irregulares por capricho de algún urbanista o funcionario municipal ; eran zonas de riesgo porque algún día por ahí pasaba el cauce del río », LATAPI Pablo, « Damnificados o ilegales », *Crónica de Hoy*, 19 octobre 2005.

32 « La invasión de terrenos en Mexico es casi un deporte nacional », LATAPI Pablo, « Damnificados o ilegales », *Crónica de Hoy*, 19 octobre 2005.

remédier aux désastres naturels ne sont que des mesures de reconstruction et ne prévoient pas, ni ne réduisent la vulnérabilité »[33]. En effet, certaines maisons ont été construites dans des zones inondables, comme le stipule *Cuarto Poder,* mais aussi *El Heraldo de Chiapas* en transcrivant le discours de la représentante du Centre des Droits Humains Fray Matías de Córdova : « Les nouveaux centres d'habitations continuent d'être dans des zones inondables “proches de canaux d'écoulement” »[34]. Des sinistrés vivent encore dans les ruines de leur maison, près du fleuve, soit parce qu'ils ont refusé d'être relogés à cause de la petite taille des maisons reconstruites, soit parce qu'ils ont été exclus des programmes de reconstruction. La réalité présentée par la presse est celle d'une région victime de la pauvreté, de l'immigration et d'une catastrophe qui n'a plus rien de naturel. Les articles d'octobre 2006 témoignent du manque de volonté politique de contribuer au développement social et économique de cette région, du manque d'études de terrain, d'organisation et de savoir-faire. Cependant, nous sommes surpris, à nouveau, par le fait qu'il n'y a pas un article consacré à l'historique de ces colonisations abordant les différentes causes de ces invasions de terrains et de la vulnérabilité sociale : facteur majeur du désastre. La presse ne fait qu'informer sommairement sur un problème de taille alors que le sujet mériterait une plus grande analyse.

Concernant le plan de développement mis en place par le gouvernement, il ne semble pas avoir suffisamment pris en compte les questions de pauvreté et de vulnérabilité sociale. Comme en témoigne la situation des locataires qui ont eu d'énormes difficultés à obtenir des crédits dans les délais demandés pour bénéficier d'une maison, ce plan n'a donc pas été adapté à sa cible.

33 « las políticas elegidas por el gobierno para remediar los desastres naturales son sólo de reconstrucción y no previenen ni reducen la vulnerabilidad », VICTORIO Rafael, « Ignora el Estado a“damnificados”, *El Heraldo de Chiapas*, 5 octobre 2005.

34 « los nuevos centros habitacionales siguen estando en zonas inundables « con cercanía a canales de desagüe » », LOPEZ Julio César, « Contradicciones en avance de obras de reconstrucción », *El Heraldo de Chiapas*, 3 octobre 2006.

3. Où trouver les 8 000 pesos ?

En Décembre 2005, lorsque nous interviewions Eric Sánchez[35], délégué régional de Communication sociale du gouvernement de l'État du Chiapas, il nous disait que les locataires sinistrés devraient payer une somme « symbolique » d'environ 8 000 pesos [36] pour acquérir une nouvelle maison de 32 mètres carrés. Il est nécessaire de se situer dans le contexte économique de l'Etat pour comprendre ce que représente cette somme. Le salaire minimum[37] au Chiapas en 2005 était de 44 pesos[38] par jour[39] ; cependant, comme nous avons pu le constater sur le terrain, il ne dépassait guère souvent 35 pesos[40] par jour. Avec ces données, nous comprenons mieux l'enjeu d'un crédit de 8 000 pesos[41] pour un Chiapanèque qui vient de perdre sa maison et tous ses biens. De plus, la majorité d'entre eux ne gagne même pas ce salaire par mois. Eric Sanchéz émettait la possibilité, à l'époque, que cette somme soit revue à la baisse, mais ce ne fut pas le cas.

De l'hiver 2005 à l'été 2007, les sinistrés locataires ont cherché différents moyens pour leur permettre de financer ce crédit et de verser rapidement l'argent, sur un compte crée à cet effet, afin de ne pas être exclus du programme. Certains ont fait appel à des usuriers pour obtenir des liquidités rapidement. C'est le cas de Leticia Osorio González[42] à qui a été remis un logement le 21 octobre 2006, plus d'un an après la catastrophe. Cette maison lui a coûté 35 000 pesos[43] à cause des intérêts d'emprunts : elle ne vaut pas cette somme. Une femme du quartier José Martí nous a expliqué que les patrons de son mari, de l'entreprise « Eau Cristal » (*Agua Cristal*), leur ont prêté cet argent. Son mari gagne 600 pesos [44] par semaine, ses patrons lui décomptent 240 pesos[45]

35 SANCHEZ Erik, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Décembre 2005, Communication personnelle.
36 425 euros
37 Cf. Annexe III, *Tableau des salaires minimums au Chiapas (zone C) en vigueur au 1er janvier 2005*, P.453
38 2,3 euros
39 COMISION NACIONAL DE LOS SALARIOS MINIMOS, « Salarios mínimos vigentes a partir de 1º de enero de 2005 », *Secretaría del Trabajo y Previsión Social* [Site Internet], [réf. du 22 juillet 2009], Disponible sur : http://www.conasami.gob.mx/formatestimonios.aspx?ID=10&int=0
40 1,8 euros
41 425 euros
42 OSORIO GONZALEZ Leticia, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Décembre 2005, Communication personnelle.
43 1855 euros
44 32 euros

de son salaire hebdomadaire. Par conséquent, ils vivent à cinq avec 1440 pesos[46] mensuels. Des femmes moins chanceuses, veuves ou divorcées, avec des enfants à charge, ne savent pas à qui s'en remettre car elles ne vivent que de petits services : nettoyer le linge, faire des ménages. Par conséquent, beaucoup de personnes dans leur situation n'ont pas pu obtenir l'argent à temps et n'ont pas acquis de maison.

En octobre 2006, *Cuarto Poder*[47] rend compte de la situation d'un grand nombre de sinistrés qui n'ont pas pu recueillir ces huit mille pesos. : « Ils n'ont pas été inclus dans le programme de logement pour locataires car ils n'ont pas les 8 000 pesos »[48]. C'est le cas par exemple d'un couple qui a protesté face à la Mairie de Tapachula. Ce couple qui paie déjà une location pour se loger ne peut pas en même temps payer ce crédit. Comme d'autres sinistrés, ils ont demandé aux autorités de leur remettre une maison et de leur donner la possibilité de régler ces 8 000 pesos[49] sous forme de loyer, afin de ne pas payer un loyer et un crédit. Cependant, le gouvernement a refusé. Par conséquent, cette impossibilité de paiement les a obligés à retourner vivre près du fleuve. Ce mari :

> […] déplore que le gouvernement demande à percevoir 8 000 pesos pour leur donner un logement alors qu'ils n'ont pas de ressources économiques pour cet apport "volontaire" ; et que cela les oblige à vivre dans des maisons semi-détruites.[50]

Aucune solution n'a été trouvée pour ces personnes vulnérables. Elles se sont donc réinstallées sur le fleuve ou ont loué une autre maison mais n'ont pas bénéficié du plan de reconstruction qui avait pour objectif d'améliorer le statut social de ces personnes. D'autres problèmes se sont posés également comme celui des sinistrés émigrés d'Amérique Centrale.

---

45 13 euros

46 76 euros

47 HERNANDEZ Rodolfo, « Se manifiestan los excluidos por INVI », *Cuarto Poder*, 1 octobre 2006.

48 « no fueron incluidos en el programa de vivienda para inquilinos por no contar con los 8 000 pesos », HERNANDEZ R., GARCIA R., « Inician damnificados huelga de hambre ; el plazo es indefinido », *Cuarto Poder*, 3 octobre 2006.

49 425 euros

50 « Lamenta que el gobierno pretenda cobrarles 8 000 pesos para darles una vivienda cuando no cuentan con recursos económicos para la aportación "voluntaria", lo que les obliga a vivir en casas semidestruidas », VICTORIO Rafael, « Ignora el Estado a "damnificados", *El Heraldo de Chiapas*, 5 octobre 2006.

SECTION B – FRONTIERE POLITIQUE OU FRONTIERE HUMAINE ?

1. Entre émigration et immigration

a- Le statut des sinistrés étrangers dans la reconstruction

Peu d'articles de presse traitent du problème des sinistrés étrangers. Seuls *Cuarto Poder* et *El Heraldo de Chiapas* y font allusion avec des points de vue antagoniques. Le premier, dans un article intitulé « Un traitement humanitaire est demandé pour les sans papiers »[51], rapporte que les organisations civiles ont demandé au gouvernement mexicain, d'octroyer un statut migratoire temporaire spécial pour les sans papiers centre-américains affectés par Stan. Fabienne Venet, de l'organisation « Forum Migrations » (*Foro Migraciones*) argumente :

> La protection temporaire n'est pas un programme de régularisation, ni une amnistie ; ce n'est pas non plus une invitation à la migration irrégulière, c'est un outil pour matérialiser la solidarité internationale.[52]

Cependant, ce sera le seul article abordant ce sujet.

Lors de notre séjour dans le centre d'hébergement la FIT à Tapachula en Décembre 2005, nous avons pu assister à la « conférence » présentée par Ana Isabel Soto du Centre National des Droits de l'Homme Fray Matías de Córdova (CNDH*) et Margarita Suárez de « Sans Frontières » (*Sin fronteras*) au sujet des droits des émigrés centre-américains. Nous avons appris de la sorte l'octroi de la part du gouvernement mexicain d'un statut migratoire temporaire (FM3) d'une durée d'un an, permettant aux émigrés sinistrés de travailler au Mexique. Néanmoins, ces personnes n'avaient pas droit aux programmes de réhabilitation, reconstruction ou relogement, car pour pouvoir y accéder, ils auraient dû être propriétaires. Cependant, s'ils avaient acquis une maison, cela aurait signifié qu'ils étaient dans l'illégalité puisqu'un étranger n'a pas le droit

51 MEXICO, DF. AP, « Trato Humanitario piden para indocumentados », *Cuarto Poder*, 21 octobre 2005.

52 « La protección temporal no es un programa de regularizaciones, ni una amnestía ; tampoco es una invitación a la migración irregular, es una herramienta para materializar la solidaridad internacional », MEXICO, D.F. AP., « Trato humanitario piden para indocumentados », *Cuarto Poder*, 21 octobre 2005.

d'acheter. Les seules faveurs que le gouvernement leur a concédées furent l'envoi de sacs de denrées alimentaires et un permis de travail d'un an. Voilà pourquoi la majorité d'entre eux s'est également réinstallée dans les ruines des maisons sur les rives du fleuve, sans autre alternative que de trouver un travail et d'essayer de reconstruire leur vie. Ces personnes sont triplement exclues de la société : elles sont étrangères, pauvres et victimes d'un désastre.

El Heraldo de Chiapas reprend les propos d'un sinistré qui demande au gouvernement de ne pas reproduire ce qui s'est passé en 1998 : « Quant aux vrais sinistrés, on ne leur a rien donné, alors que des personnes qui n'avaient pas de maisons dans la ville, même des Guatémaltèques, ont reçu une maison »[53]. Certains Chiapanèques semblent avoir peur que les étrangers ne prennent la place ou les maisons de Mexicains. Ces propos sont teintés d'un racisme provenant de la crainte de ne pas recevoir de maison. Or, plusieurs étrangers ont témoigné, face à notre caméra, du désarroi total dans lequel ils se trouvaient car sinistrés en 1998 et n'ayant rien obtenu, ils étaient de nouveau dans la même situation en 2005.

Le discours de *Crónica de Hoy* est également sévère envers cette population :

> Il est clair qu'on ne souhaite pour personne ce qu'ont vécu les sinistrés du Chiapas, mais il est important de se rappeler que de ne pas faire cas des règlements et des lois a de réelles et graves conséquences.[54]

L'expression de la cause dans une tournure infinitive négative « de ne pas faire cas des règlements » infantilise les sinistrés. De plus, sur un ton doctoral, Pablo Latapí manifeste que désobéir est un acte lourd de conséquences, et partant, il les rend responsables de leur situation. Il ajoute que tout le monde est complice :

> Cela va de ceux qui commettent l'acte illégal aux autorités qui le dissimulent et aux médias, nous qui ne dénonçons pas suffisamment pour éviter que les irrégularités deviennent des faits quotidiens dans notre pays. [55]

---

53 « cuando a los verdaderos afectados no les dieron nada, en cambio personas que ni casa tenían en la ciudad, incluyendo guatemaltecos, resultaron beneficiados con la vivienda», OEL Verdugo, « Motozintla arrasada », *El Heraldo de Chiapas*, 12 octobre 2005.

54 « Está claro que a nadie se le desea lo que han vivido los damnificados de Chiapas, pero es importante recordarnos que no hacer caso de reglamentos y leyes realmente tiene consecuencias, y graves », LATAPI Pablo, « ¿Damnificados o ilegales? », *Crónica de Hoy*, 19 octobre 2005.

55 « Desde quienes cometen el acto irregular hasta las autoridades que lo solapan, y los medios de comunicación que no denunciamos lo suficiente para evitar que las irregularidades se hayan convertido en algo de todos los días en nuestro país », LATAPI Pablo, « ¿Damnificados o ilegales? », *Crónica de Hoy*, 19 octobre 2005.

L'utilisation du champ lexical du délit, « ceux qui commettent l'acte illégal » pour caractériser les sinistrés, met en exergue la criminalisation de cette population. Cependant, Pablo Latapí responsabilise également les autorités et les médias, les premiers car ils masquent ces faits et les seconds parce qu'ils ne les révèlent pas suffisamment. Par conséquent, nous pouvons relever la nette responsabilisation des sinistrés dans les journaux *Crónica de Hoy* et *El Heraldo de Chiapas,* qui ne disposent pas, par ailleurs, d'une ligne éditoriale en faveur d'une politique sociale permettant l'intégration économique et sociale de cette population.

Alors que la presse ne s'attache pas réellement au problème des sinistrés sans papiers, elle accorde en revanche beaucoup plus d'importance dans son information au contexte général, c'est-à-dire aux prévisions d'une forte immigration des Chiapanèques vers les Etats-Unis et d'une possible stagnation, à cause de Stan, de l'émigration des centre-américains au Chiapas.

b- Les migrations des Chiapanèques

En octobre 2005, apparaît dans les journaux la peur d'un exode massif des Chiapanèques vers les Etats-Unis. Si les facteurs de l'immigration résident principalement dans la pauvreté, le manque d'opportunités, le manque d'alternatives agricoles, nous pouvons également y ajouter les désastres hydrométéorologiques : « Les désastres naturels sont considérés comme une des principales causes de l'exode humain, a considéré l'Institut National de Migration[56] (INM*) ». En effet, certains sinistrés ayant tout perdu n'ont pas d'autres possibilités que de partir travailler aux Etats-Unis afin d'envoyer de l'argent aux membres de leur famille (*remesas*). Nous avons rencontré dans les refuges, des personnes évoquant cette possibilité et cherchant à réunir l'argent nécessaire pour payer un passeur.

Cuarto Poder présente cette possibilité d'augmentation des migrations chiapanèques :

56 « los desastres naturales están considerados como una de las principales causas del éxodo humano, consideró el INM », CHAVEZ Hermés, « Prevén considerable aumento de ilegales », *Cuarto Poder*, 16 octobre 2005.

> Les dégâts causés aux secteurs économiques du Chiapas à cause du passage de l'ouragan Stan provoqueront l'altération des indicateurs du nombre d'habitants et migratoires ; on prévoit une sortie massive des Chiapanèques vers l'intérieur de la République et les Etats-Unis à la recherche d'options de travail et de meilleures conditions de vie.[57]

Cependant, le futur utilisé dans cette phrase montre bien que ce ne sont que des prévisions et non une constatation de départ massif de Chiapanèques à la frontière Nord. La majorité des articles de *Cuarto Poder* présente cette solution comme le seul espoir qu'il reste aux sinistrés. *La Jornada* et *El Heraldo de Chiapas* font également allusion à cette possible augmentation du taux d'immigration aux Etats-Unis, mais de manière plus sporadique, contrairement à *Cuarto Poder* qui dédie des articles entiers à ce sujet. Le 19 octobre 2005, dans *La Jornada*, les institutions concernées, l'INM* et le Centre d'Investigation Economiques et Politiques (CIEPAC*) s'accordent sur le fait que : « L'ouragan Stan provoquera "une vague de villages désespérés pour survivre" qui essaieront d'émigrer aux Etats-Unis »[58]. Là encore ce ne sont que des hypothèses mais elles sont basées sur ce qu'il s'est passé en 1998, après l'ouragan Mitch. *Crónica de Hoy* n'aborde pas ce problème de migrations à la frontière Nord, on peut considérer soit qu'il ne s'intéresse pas aux répercussions migratoires de l'ouragan Stan, soit qu'il ne souhaite pas faire de projection alors même que les faits ne témoignent pas de ce phénomène. Nous penchons plutôt pour la seconde hypothèse.

Dans les articles d'opinion, *La Jornada* et *El Heraldo de Chiapas* reviennent également sur les « déplacements internes »[59] entendus selon la définition rapportée par Germán Martínez Velasco de l'Organisation des Nations Unis (ONU*) comme :

---

57 « Los estragos causados a los sectores económicos de Chiapas por el paso del huracán Stan provocarán la alteración de los indicadores poblacionales y migratorios, pues se prevé una salida masiva de Chiapanecos hacia el interior de la República y Estados Unidos en búsqueda de opciones de trabajo y mejores condiciones de vida », BELMONT Jesús, « Prevén más flujo de ilegales », *Cuarto Poder*, 20 octobre 2005.

58 « el huracán Stan provocará « una oleado de pueblos desesperados por sobrevivir » que intentarán emigrar a Estados Unidos », VILLALBA R., HENRIQUEZ E., BALBOA J., « Tapachula : llegan toneladas de víveres, pero a hoteles y restaurantes », *Cuarto Poder*, 19 octobre 2005.

59 MARTINEZ VELASCO Germán, « Conflicto étnico y migraciones forzadas en Chiapas », *Política y Cultura, Primavera*, [En ligne], 2005, n°023. [réf. du 22 août 2009], p.195-210, P.196, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=26702312

> Le mouvement sous coercition involontaire qui s'effectue à l'intérieur des frontières nationales. Les raisons pour fuir peuvent varier et incluent le conflit armé, les situations de violence généralisées, les violations des droits humains et les désastres naturels ou provoqués par l'homme.[60]

Marco Rascón de *La Jornada* expose un tableau des migrations internes qui présente les victimes de ces catastrophes :

> Dans les campagnes, les implications de la destruction agricole, bovine, de la pêche et de la sylviculture ont provoqué l'émigration de certains au Nord alors que d'autres sont restés sans terres, habitant dans les lits des fleuves, zones fédérales de haut risque, et sont aujourd'hui la grande partie des victimes des tempêtes et des cyclones.[61]

Un article de *El Heraldo de Chiapas* intitulé « Quel est le futur agricole du Chiapas? »[62] parle de l'abandon des producteurs de la part des gouvernements et prévoit qu'en conséquence de plus grandes migrations de la campagne à la ville mais aussi à l'étranger vont se préparer.

Le Chiapas est une zone de passage, certains Chiapanèques la fuient alors que des centre-américains l'infiltrent ; ils pensent d'abord continuer leur chemin jusqu'aux Etats-Unis mais beaucoup s'arrêtent finalement dans cet Etat.

c- La stagnation de l'émigration des Centre-Américains

Cuarto Poder expose que les dommages environnementaux et infrastructurels provoqués par l'ouragan Stan ont transformé le mode opératoire de la migration centre-américaine. En effet, le flux des sans papiers provenant du Honduras, du Salvador et du Guatemala, entre autres, a temporairement été bloqué puis ralenti à cause de la destruction des routes, des ponts et des voies de chemins de fer (principal mode de

60 ONU, « Guía para la aplicación de los principios rectores de los desplazamientos internos », [En ligne], Novembre 1999, [réf. du 22 juillet 2009], p.1-89, P.3, Disponible sur : http://www.internaldisplacement.org/8025708F004CFA06/(httpKeyDocumentsByCategory)/CFEEB44F23514378802570A00048F88A/$file/GP_manual_Spanish.pdf

61 « En el campo, las implicaciones de la destrucción de la producción agrícola, ganadera, pesquera y silvícola provocaron que unos emigraran al norte y otros, quienes se quedaron sin tierras, habitando en los lechos de los ríos, zonas federales y de alto riesgo, sean ahora la gran parte de las víctimas de las tormentas y ciclones », RASCON Marco, « País devastado », *La Jornada*, 25 octobre 2005.

62 GALDAMEZ TOLEDO Wilfrido, « ¿Qué futuro agropecuario tiene Chiapas? », *El Heraldo de Chiapas*, 23 octobre 2005.

déplacement des sans papiers) :

> Des habitants de diverses municipalités de la région Costa sont arrivés dans cette ville [Tonalá] et nous ont fait part des dizaines de ponts ferroviaires démolis dans toute la région, cela rend impossible le passage de trains de marchandises et freine, par conséquent, le flux migratoire des sans papiers centre-américains.[63]

En effet, les migrants montaient sur les trains de marchandises pour traverser la frontière. Un article du 27 octobre 2005 de *Cuarto Poder* informe que ces personnes cherchent d'autres voies de passage, comme Palenque ou El Ceibo, qui n'ont pas été touchées par le phénomène. Jesús Belmont Vásquez, dans son article intitulé « La frontière de l'oubli »[64], parle de la « porosité » de cette frontière qui faciliterait également le passage des « Maras Salvatruchas », bandes en réseaux extrêmement dangereuses et violentes qui proviennent de l'Amérique centrale et qui s'attaquent aux migrants. Au Chiapas, cela pose un problème de sécurité nationale, il y aurait selon cet article, 4 500 membres de la « Mara Salvatrucha » dans cet Etat.

Même si ce problème d'immigration est un fait et que de nombreux sinistrés sont étrangers, on ne peut pas dire qu'il ait fait l'objet d'une attention particulière de la part de nos journaux, excepté pour *Cuarto Poder* qui a publié des articles entiers sur les possibles vagues de migration des Chiapanèques aux Etats-Unis. Ce silence provient peut-être d'un manque de données sur la question qui ne permettrait pas d'informer. Cependant, nous pensons plus particulièrement à un désintérêt médiatique envers les migrants centre-américains au profit de la polémique sur le « déplacement de frontière » entre le Mexique et le Guatemala.

63 « Pobladores de diversos municipios de la Costa que han llegado a esta ciudad comentaron que son decenas de puentes ferroviarios que hay derribados en toda la zona, y esto hace imposible el paso de trenes cargueros y por ende se frena el flujo migratorio de indocumentados centroamericanos », CASTILLO Francisco, « Merma la migración tras el paso de Stan », *Cuarto Poder*, 27 octobre 2005. [CD-ROM].

64 BELMONT VASQUEZ Jesús, « La frontera del Olvido », *El Heraldo de Chiapas*, 8 octobre 2005.

2. Le conflit limitrophe

Selon la *Brève histoire du Chiapas*[65] de Emilio Zebadúa, le territoire actuellement connu comme le Chiapas était divisé en deux provinces, celle de Chiapa et celle du Soconusco. En effet, au XVI^{e} siècle, la conquête du territoire s'est faite à partir de deux flancs. Une première expédition dirigée par Luis Marín partit de Villa del Espíritu Santo et s'empara de Chiapa (ou Chiapan) en 1524 alors que l'autre expédition, menée par Pedro de Alvarado, démarra au Guatemala en 1525 en direction de la « Selva Lacandona ». Finalement après de longues disputes entre les conquistadors, la couronne espagnole octroya en 1531 la province de Chiapas (appelée alors Chiapa) au Guatemala sous l'autorité de Pedro Alvarado, en incluant la Selva Lacandona et le Soconusco. Toutefois, le Soconusco s'est maintenu comme une province « autonome » avec son propre gouvernement, mais placée tout de même sous l'autorité du Guatemala. À la fin du XVIII^{e} siècle, les deux provinces ont commencé à être considérées comme une même et seule unité politique. Or, lors de la guerre d'indépendance, le 26 septembre 1821, la « Députation provinciale » déclare le Chiapas indépendant de l'Espagne et du Guatemala et demande son annexion au Mexique. Le Soconusco demanda, lui aussi, à se séparer de la province du Chiapas mais l'Assemblée Nationale Constituante Centre-Américaine avait déjà déclaré l'incorporation du Soconusco au Guatemala. Cette décision provoqua un conflit international avec le Mexique qui a mené des négociations politiques pour récupérer le Soconusco jusqu'en 1842, date du décret de Santa Ana[66] et de son incorporation au Mexique.

S'intéresser à ce problème de frontière dans la presse, c'est donc revenir sur un problème ancestral et garantir la controverse. Selon Daniel Villafuerte Solís : « Comme frontière, le Soconusco n'est pas seulement un endroit de passage mais aussi de conflits,

65 ZEBADUA Emilio, *Breve historia de Chiapas* [Texte imprimé], México: El colegio de México, 1999,187p.

66 VILLAFUERTE SOLIS Daniel, « El Soconusco : La frontera de la frontera Sur », In SANCHEZ-VAZQUEZ J.E., JARQUIN-GALVEZ R. (Eds.), *La Frontera Sur. Reflexiones sobre el Soconusco, Chiapas, y sus problemas ambientales, poblacionales y productivos* [En ligne], México : ECOSUR-H, 2004,195p., [réf. du 22 juillet 2009], p.105-112, P.105, Disponible sur : http://www.google.com/search?ie=UTF-8&oe=UTF-8&sourceid=navclient&gfns=1&q=VILLAFUERTE+SOLIS+Daniel%2C+%C2%AB+El+Soconusco+%3A+La+frontera+de+la+frontera+Sur+%C2%BB%2C

de stigmatisation et d'inégalités »[67]. La région se serait transformée en : « Caisse de résonances de beaucoup de problèmes associés au chômage, à la décomposition sociale, à l'exclusion, à la marginalisation et à la criminalisation »[68].

La déviation des fleuves, due à leur crue, va engendrer une polémique difficilement compréhensible pour qui ne connaît pas l'enjeu historique et politique qui s'y rattache. En effet, le 8 octobre 2005, Francisco Soto (titulaire de la Protection Civile) déclare que : « La physionomie municipale a changé car des quartiers et des terres communales ont disparu face au passage du fleuve Suchiate qui divise le Mexique et le Guatemala »[69]. *El Heraldo de Chiapas* reprend lui aussi cette information à sa manière :

> La géographie mexicaine a perdu environ 500 mètres de large par 7 kilomètres de long, on pronostique que ce territoire pourrait passer du côté des terres guatémaltèques, compte tenu de la nouvelle route du courant.[70]

Cuarto Poder va surtout rapporter les propos gouvernementaux qui démentissent cette version :

---

67 « Como frontera, el Soconusco no sólo es un lugar de cruce sino también de conflicto, de estigmatización y de desigualdad », VILLAFUERTE SOLIS Daniel, « El Soconusco : La frontera de la frontera Sur », In SANCHEZ-VAZQUEZ J.E., JARQUIN-GALVEZ R. (Eds.), *La Frontera Sur. Reflexiones sobre el Soconusco, Chiapas, y sus problemas ambientales, poblacionales y productivos* [En ligne], México : ECOSUR-H, 2004,195p., [réf. du 22 juillet 2009], p.105-112, P.108, Disponible sur : http://www.google.com/search?ie=UTF-8&oe=UTF-8&sourceid=navclient&gfns=1&q=VILLAFUERTE+SOLIS+Daniel%2C+%C2%AB+El+Soconusco+%3A+La+frontera+de+la+frontera+Sur+%C2%BB%2C

68 « la región se ha convertido la caja de resonancia de muchos dilemas asociados con el desempleo : descomposición social, exclusión, marginación y criminalización », VILLAFUERTE SOLIS Daniel, « El Soconusco : La frontera de la frontera Sur », In SANCHEZ-VAZQUEZ J.E., JARQUIN-GALVEZ R. (Eds.), *La Frontera Sur. Reflexiones sobre el Soconusco, Chiapas, y sus problemas ambientales, poblacionales y productivos* [En ligne], México : ECOSUR-H, 2004,195p., [réf. du 22 juillet 2009], p.105-112, P.108, Disponible sur : http://www.google.com/search?ie=UTF-8&oe=UTF-8&sourceid=navclient&gfns=1&q=VILLAFUERTE+SOLIS+Daniel%2C+%C2%AB+El+Soconusco+%3A+La+frontera+de+la+frontera+Sur+%C2%BB%2C

69 « la fisionomía municipal ha cambiado porque desaparecieron algunas colonias y ejidos ante el paso del río Suchiate, que divide la frontera entre México y Guatemala », VILLALBA R., MARISCAL A., HENRIQUEZ E., « Chiapas : 400 pueblos incomunicados, 11 muertos y 300 mil sin ayuda alguna », *La Jornada*, 8 octobre 2005.

70 « Un promedio de 500 metros de ancho, por aproximadamente siete kilómetros de longitud, perdió terreno la geografía mexicana, que se pronostica podría pasar a ser parte de tierras guatemaltecas, al tener una nueva ruta el torrente », DIARIO DEL SUR, « México pierde territorio », *El Heraldo de Chiapas*, 17 octobre 2005.

> Le gouvernement a nié que la frontière entre le Mexique et le Guatemala ait été modifiée à cause d'une supposée déviation du fleuve Suchiate qui sépare ces deux pays, suite aux pluies provoquées par l'ouragan Stan comme l'a rapporté la presse locale.[71]

Le même jour, *La Jornada* publie également un démenti de la part de la « Commission Internationale des Limites et des Eaux du Mexique et du Guatemala » (*Comisión Internacional de límites y aguas de México y Guatemala*) : « elle a contesté les versions journalistiques qui affirmaient que les limites territoriales auraient été modifiées à cause de l'ouragan Stan »[72].

Dans *Cuarto Poder*, cette affaire est récupérée par José Antonio Aguilar Bodegas (PRI*) qui se présente comme l'homme portant l'étendard de la justice. Il demande au gouvernement de se justifier en vue des répercussions internationales que cela pourrait provoquer : « Il a demandé au président Vicente Fox une grande investigation sur les limites internationales à la frontière entre le Mexique et le Guatemala »[73].

La presse a donc fait exister ce pseudo conflit, non vérifié, rajoutant à l'atmosphère délétère de l'après-Stan une autre « bombe à retardement ».

3. Entre législation et humanisme : Romeo Klester Escobar

Ce désastre que nous avons surnommé « l'ouragan de classe »[74] a soulevé beaucoup de trappes longtemps restées fermées : que ce soient celles de la misère, des disparités sociales, de la corruption ou de l'immigration. Dans ce contexte, des

---

71 « El gobierno negó que la frontera entre México y Guatemala se haya modificado por una supuesta desviación del río Suchiate que divide ambos países, tras las lluvias provocadas por el huracán Stan como reportó esta semana la prensa local », MEXICO AP/EFE, « La frontera sur está intacta », *La Jornada*, 22 octobre 2005.

72 « desmintió versiones periodísticas de que se habrían modificado los límites territoriales a causa del huracán Stan », ANONYME, « Niegan que el río Suchiate haya cambiado de curso », *La Jornada*, 22 octobre 2005.

73 « solicitó al presidente Vicente Fox una amplia investigación sobre los límites internacionales en la frontera de México con Guatemala », MEXICO DF, « Solicitan explicación de conflicto limítrofe », *Cuarto Poder*, 26 octobre 2005.

74 Cf. Partie III, Chapitre 3 : Les problèmes de société (Section A), P.370

résistances et des luttes sociales naissent, comme celle menée par Roméo Klester Escobar, un sinistré singulier, membre de l'Organisation Prolétaire Emiliano Zapata qui est une organisation sociale pour la défense des droits des éleveurs (OPEZ- ONPP*). Ce Guatémaltèque a participé à la guérilla dans son pays et a émigré au Mexique vers 1985 pour fuir la répression politique. En 2005, cela faisait donc plus de vingt ans que Roméo Klester Escobar habitait au Chiapas, comme un grand nombre de Guatémaltèques. Sinistré de l'ouragan Stan, il a décidé de mener une lutte contre « les injustices du gouvernement », la corruption et l'exclusion des sinistrés des programmes. Nous avons suivi cet homme dans son combat afin d'en comprendre les enjeux.

D'autres membres de son organisation OPEZ-ONPP*, comme Raúl Madrid Guzman[75] (Commission de l'éducation et de la communication populaire) ou Erlinda Isabel García Martínez[76] (Commission de gestion) dénoncent le fait d'être sans cesse obligés de se battre pour que leurs besoins soient pris en compte par le gouvernement, sans lutte on ne les écoute pas. Roméo Klester Escobar, président de son pavillon dans le centre d'hébergement la FIT, a organisé les sinistrés pour que leurs revendications aient plus de poids et que leurs droits soient respectés, en particulier le droit à un logement digne. Sa lutte a commencé dès décembre 2005, alors que grand nombre de sinistrés étaient exclus des programmes de reconstruction parce qu'ils n'avaient pas fourni les papiers à temps, parce qu'ils n'avaient pas les justificatifs nécessaires ou parce qu'ils étaient étrangers. Son rôle a donc été principalement d'aider ces personnes dans leurs démarches, de les conseiller mais aussi de les rendre co-responsables en leur demandant de l'accompagner à des réunions avec les fonctionnaires municipaux pour régler leurs problèmes. L'un des « moyens de pression » était de se déplacer en groupe pour aller discuter avec les fonctionnaires concernés.

Roméo Klester Escobar, lui-même sinistré émigré, s'est beaucoup penché sur le cas de ces étrangers que les journaux n'ont pas réellement évoqués. Alors que le Centre National des Droits de l'Homme Fray Matías de Córdova annonçait que les étrangers avec des enfants mineurs nés au Mexique ne pouvaient recevoir de maisons de la part du gouvernement, à cause de leur statut, Roméo Klester Escobar avançait que ce n'était pas un « bénéfice » qu'ils recevaient dans l'objectif de « profiter » de la situation mais qu'ils

75 MADRID GUZMAN Raúl, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Décembre 2005, Communication personnelle.

76 GARCIA MARTINEZ Erlinda Isabel, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Décembre 2005, Communication personnelle.

luttaient simplement pour un dédommagement à cause d'une catastrophe qu'ils avaient subie. Les témoignages des sinistrés étrangers évoquent la manière dont ils ont vécu cette situation : « Nous ne sommes rien? Nous sommes des humains! »[77].

La frontière entre le gouvernement et Roméo Klester Escobar était donc celle de la loi : le gouvernement déclarait ne pas pouvoir intégrer les étrangers au programme de reconstruction car ils étaient illégaux. Or, Roméo Klester Escobar pensait qu'il était injuste de leur refuser ce droit d'acquisition de biens sous prétexte qu'ils n'étaient pas mexicains car des étrangers fortunés pouvaient, eux, acheter une maison au Mexique. De plus, ces sinistrés "illégaux" avaient des enfants nés au Mexique. Son combat était de mettre l'homme au centre des priorités gouvernementales face à ce système de privilèges : pourquoi les sinistrés étrangers, victimes de ce désastre et qui ont des enfants mexicains, ne pourraient pas entrer dans le plan de reconstruction ou dans celui de relogement pour locataires et acquérir une maison pour 8 000 pesos[78] ?

Roméo Klester Escobar a utilisé plusieurs moyens pour ses revendications : tout d'abord, le dialogue et les réunions avec les autres membres du groupe. Cependant comme sa lutte dérangeait les autorités, ces dernières lui ont proposé de régler ses problèmes personnels (lui obtenir une maison pour lui et sa famille) en échange de quoi, il devait arrêter de mener ce groupe d'exclus et se taire[79]. En tant que leader social, il n'a pas accepté. Ce groupe a fait plusieurs manifestations et grèves de la faim en 2006 et à chaque grève quelques demandes étaient acceptées par le gouvernement. Ils ont également retenu les fonctionnaires de l'Institut Nacional du Logement (INVI*) et, face aux médias, ils ont menacé de se couper les veines si on ne les écoutait pas, puis se sont extrait du sang à l'aide de seringues. Ce type de lutte est particulièrement choquant pour un Européen mais est cependant courant dans les pays d'Amérique latine. Ces derniers actes sont néanmoins des baromètres du désespoir de ces personnes qui sont prêtes à tout pour obtenir une reconnaissance, une existence face aux yeux du pouvoir politique.

Nous avons interrogé les membres de l'OPEZ-ONPP* pour connaître leurs points de vue sur ces modes de pression, Armando López Rico nous a répondu : « oui, d'autres organisations font la même chose. Sachant que le gouvernement ne prend pas en

77 «¿No somos nada? ¡Somos humanos! », Lilian Maribel, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Janvier 2006, Communication personnelle.

78 425 euros

79 KLESTER ESCOBAR Roméo, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Décembre 2005, Communication personnelle.

compte nos besoins, on n'a pas d'autres solutions que de prendre ce type de mesures »[80]. Nous avons également demandé à Hermilo Bedrán Ruiz ce qu'il pensait de Roméo Klester Escobar et il nous a répondu que c'était un leader social qui, au contraire, souhaitait superviser les problèmes des gens des quartiers et a ajouté : « Il veut profiter de la volonté des gens […] il n'a pas de bonnes intentions […] ce n'est pas une manière de demander les choses »[81]. Le Professeur Ranulfo Navarro Mazariegos, délégué de l'Etat du Chiapas, a déclaré que c'était une personne avec des antécédents pénaux très graves, que c'était un envahisseur de terrains et qu'il avait été exclu de la OPEZ-ONPP*. Cependant, il n'avait jamais été exclu de cette organisation et effectivement à cause de son militantisme il avait fait trois ans de prison et il vivait réellement sur un terrain conquis illégalement.

Ce type de lutte est donc caractéristique des rapports entre la société civile et les autorités : entre une société chiapanèque qui se sent exclue et marginalisée et un gouvernement qui témoigne du manque de volonté des gens et du fait qu'ils souhaitent profiter de la situation. Cette lutte fait partie d'une des nombreuses revendications qui sont nées dès les premiers mois après le désastre ; les sinistrés étaient mécontents, des manifestations sociales ont vu le jour et avec elles, la répression également.

SECTION C – MANIFESTATIONS ET REPRESSIONS

1. Le mécontentement des sinistrés

a- *Cuarto Poder* et *La Jornada*

Début octobre 2005, les journaux vont se focaliser sur les protestations portant sur le manque d'aide, la pénurie et le sentiment d'abandon. Le 7 octobre 2005, *La*

80 « sí, otras organizaciones han hecho lo mismo. Dado que el gobierno no atiende las necesidades, no queda otra que tomar este tipo de medidas », LOPEZ RICO Armando, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Février 2007, Communication personnelle.

81 « se quiere aprovechar de la voluntad de la gente […] no tiene buenas intenciones […] no es forma de solicitar las cosas », BEDRAN RUIZ Hermilo, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Décembre 2005, Communication personnelle.

Jornada fait part du chaos général régnant et constate l'apparition de rixes :

> La désorganisation des autorités chargées de coordonner les actions commence à être notoire et dans quelques endroits commencent à surgir des disputes à cause d'aliments et de vêtements. Dans les centres d'hébergements, ils se plaignent du manque de nourriture, de couvertures et de matelas.[82]

Le 12 octobre 2005, *Cuarto Poder* rapporte les propos du député fédéral Carlos Oswaldo Pano Becerra (PRI*) qui qualifie la situation de préoccupante :

> Car il n'existe pas d'action pour résoudre les problèmes qu'a laissés le phénomène hydrométéorologique, ni pour prendre en compte les 18 000 personnes, seulement pour la zone urbaine de Tapachula, qui se trouvent en refuge et qui ont commencé à protester à cause du manque d'aliments et de l'insalubrité qui sévissent.[83]

L'un des grands problèmes que l'on a retrouvé également en février 2007, à travers le témoignage des sinistrés, est celui de la pénurie de l'eau :

> A Tapachula aussi, la tension monte à mesure que les jours passent. Le principal problème qui affecte ceux qui ont perdu leurs maisons et le reste de la population touchée est le manque d'eau potable.[84]

Suite à ces insatisfactions concernant les premières aides, *Cuarto Poder* fait témoigner des sinistrés impatients quant à la mise en place du plan de reconstruction. Le titre d'un de ces articles en date du 30 octobre 2005 est explicite : « Des maisons, exigent les sinistrés »[85]. La demande envers le gouvernement fédéral et de l'Etat est la suivante : « des programmes de logement digne et un emploi temporaire pour se remettre des graves pertes que le phénomène naturel a laissé derrière lui depuis presque

---

82 « La desorganización de las autoridades encargadas de coordinar acciones empieza a ser notoria y en algunos lugares empiezan a surgir disputas por alimentos y ropa. En los albergues se quejan de falta de comida, cobertores, colchonetas », VILLALBA R., MARISCAL A., HENRIQUEZ E., « Van 200 mil damnificados y nueve muertos en las costas chiapanecas », *La Jornada*, 7 octobre 2005.

83 « en virtud a que no existen las acciones para solventar los problemas que ha dejado el fenómeno hidrometeorológico, incluso para atender a los 18 mil albergados solamente en la zona urbana de Tapachula, quienes han empezado a protestar por falta de alimentos y la insalubridad prevaleciente en los albergues », GARCIA R., VICTORIO R., « Rehúsan declarar zona de desastre », *Cuarto Poder*, 12 octobre 2005.

84 « En Tapachula también la tensión sube de tono conforme pasan los días. El principal problema que afecta a quienes perdieron sus casas y al resto de la población perjudicada es la falta de agua potable », VILLALBA R., MARISCAL A., « Sube tensión en Huixtla y Tapachula por falta de comestibles y agua potable », *La Jornada*, 17 octobre 2005.

85 HERRERA Carlos, « Casa, exigen damnificados », *Cuarto Poder*, 30 octobre 2005.

un mois »[86]. Suite à la lecture des sollicitations présentées dans l'article, nous remarquons que c'est, en partie avec les sinistrés, le journal qui « exige » : « Ce qu'on demande en priorité au gouvernement c'est une petite maison parce que le fleuve a rempli de boue ma maison »[87]. Ce même jour, *Cuarto Poder* fait état également d'une « stratégie » des sinistrés qui se réinstalleraient sur les rives du fleuve : « pour faire pression sur le gouvernement et pour qu'il nous reloge »[88].

Au fil du mois d'octobre 2005, ces deux journaux accentuent cette vision de « mécontentements » et ils évoquent une possible « crise sociale ». Ils estiment que des violences peuvent éclater : « Après la tempête vient le calme, dit un proverbe ; cependant, à Tapachula cela ne s'applique pas, parce qu'avec le passage du cyclone Stan, le mécontentement social augmente »[89]. Le 31 octobre 2005, *Cuarto Poder* titre : « Le risque d'explosion sociale grandit »[90], et rapporte le mécontentement de la société à cause du manque de réponses des autorités :

> Ici l'exigence de la déclaration de désastre est constante mais aussi les avertissements d'une possible explosion sociale si les autorités ne prennent pas rapidement en compte le problème, parce qu'à presque un mois de passé de l'ouragan “Stan”, les choses s’aggravent.[91]

Utiliser ce vocabulaire d'explosion sociale est une manière de faire exister ce climat, de le créer, voire de l'encourager. Cependant, toujours dans *Cuarto Poder*, c'est Monseigneur Cabrera López qui porte un message de « paix » et demande à la population de rester sereine :

---

86 « programas de vivienda digna y de empleo temporal para recuperarse de las graves pérdidas que dejó hace casi un mes el fenómeno natural », HERRERA Carlos, « Casa, exigen damnificados », *Cuarto Poder*, 30 octobre 2005.

87 « lo que más le pedimos al gobierno es una casita porque el río dejó llenó de lodo mi casa », HERRERA Carlos, « Casa, exigen damnificados », *Cuarto Poder*, 30 octobre 2005.

88 « para presionar al gobierno y nos reubiquen », VICTORIO Rafael, « Familias regresan a casas en ruinas », *Cuarto Poder*, 30 octobre 2005.

89 « Después de la tormenta viene la calma, reza un refrán ; sin embargo, en Tapachula no se aplica, ya que con el pasado ciclón Stan la inconformidad social va en aumento », VILLALBA R., MARISCAL R., « En Tapachula, luego de la tormenta no llegó la calma », *La Jornada*, 22 octobre 2005.

90 VICTORIO Rafael, « Crece el riesgo de un estallido social » *La Jornada*, 31 octobre 2005.

91 « Aquí la exigencia de declaratoria de desastre es constante y también las advertencias de un posible estallido social si las autoridades no atienden en forma rápida el problema, porque a casi un mes de pasado el huracán “Stan”, las cosas empeoran », VICTORIO Rafael, « Crece el riesgo de un estallido social », *Cuarto Poder*, 31 octobre 2005.

> C'est le moment d'évaluer, de faire un bilan, déclare-t-il, mais aussi de demander à la population d'être disciplinée et ordonnée pour que tout arrive à destination, parce qu'il existe une nervosité et une agressivité très fortes dans certains endroits de la région Costa, parfois cela ne permet pas que la distribution se fasse avec équité.[92]

Cuarto Poder et *La Jornada* présentent un contexte social tendu prêt à exploser ou imploser. Les gens se plaignent du manque de nourriture, du manque d'attention des autorités et sont harassés par les incertitudes : ils manquent d'information au sujet des différents plans qui vont se mettre en place.

b- *El Heraldo de Chiapas*

Ce journal témoigne aussi en majorité du mécontentement social face au manque d'aide et d'organisation de la part du gouvernement : « Les familles qui vivent sur les rives des fleuves demandent, exigent de l'aide »[93]. Le titre de l'article du 6 octobre 2005 donne la mesure de la situation « Fox! Nous voulons de la nourriture, et non pas que tu nous rendes visite! »[94]. Dans cet article, les termes de « réclamation générale » de « clameurs » sont utilisés. Le fait que des dizaines de sinistrés ont élevé la voix lorsque Vicente Fox Quesada est passé près d'eux est aussi rapporté dans cet article. Cependant *El Heraldo de Chiapas* relate des événements beaucoup plus violents que les deux précédents journaux. Le 12 octobre 2005, un article de Rosario Coutiño[95] informe d'une tentative de « lynchage » du maire de Acapetahua, Ariel Espinosa Domínguez, par les sinistrés qui, désespérés par l'incommunicabilité et la faim, auraient commis des actes de vandalisme et de violence. Cet article explique comment des personnes des communautés de pêche de cette localité sont brutalement intervenues, ont insulté et frappé le maire avant de le séquestrer. Puis, ils l'auraient emmené dans les quartiers détruits pour faire une sorte de « tribunal politique » et émettre leurs

92 « Es momento de evaluar, de revisar, pero también de pedirle a la población tenga disciplina y orden para que todo llegue a su destino, ya que existe un nerviosismo y agresividad muy fuertes en algunos lugares de la costa que a veces no permite que la distribución se haga con equidad », MONDRAGON Ana Laura, « Falta de apoyo genera violencia », *Cuarto Poder*, 31 octobre 2005.

93 « las familias que viven en las márgenes de los ríos piden, exigen ayuda », ANONYME, « Asciende a más de 540 las comunidades aectadas », *El Heraldo de Chiapas*, 8 de octubre de 2005.

94 ESCAMILLA O., GONZALEZ R., « ¡Fox, queremos comida, no que nos visites! » *El Heraldo de Chiapas*, 6 octobre 2005.

95 COUTIÑO Rosario, « Regáleme un poco de comida, dicen habitantes de Acapetahua », *El Heraldo de Chiapas*, 12 octobre 2005.

réclamations. Le journaliste rapporte également que la violence est telle que dans certains quartiers de Tapachula : « On a dû faire parvenir la nourriture par le biais de policiers armés »[96]. Contrairement à *Cuarto Poder* et à *La Jornada, El Heraldo de Chiapas* ne parle pas de « crise sociale » ou « d'explosion sociale », mais il fait part d'événements isolés d'une violence extrême provoqués par les sinistrés et justifie ces événements par le désespoir et la faim. Ce journal présente plutôt une société qui « perd la tête » et qui « déraisonne » face au drame de la situation.

El Heraldo de Chiapas donne aussi son point de vue et celui du discours officiel :

> Les autorités demandent de la patience, mais le désespoir à cause du manque du liquide vital et d'aliments gagne, il fait perdre la patience pour arriver à l'impatience de ceux qui parfois ne sont pas conscients qu'ils doivent être plus tolérants.[97]

Le directeur de la Commission de l'État de l'Eau et de l'Assainissement, Mario Bustamante Grajales lance également un appel au calme à la population dans un article du 23 octobre 2005[98], car la situation de l'eau ne s'est pas encore rétablie. Finalement, les propos de l'évêque du diocèse de Tuxtla Gutiérrez, Rogelio Cabrera López éclaire sur la cause de ce « bouillonnement social » ; « Il y a une méfiance mutuelle entre les citoyens et l'autorité »[99]. Effectivement, cette méfiance est visible, palpable et atavique : son origine, les irrégularités et la corruption, étant également un problème ancestral au Mexique et pleinement intégrés dans les mentalités.

---

96 « se han tenido que llevar comida con polícias armados », COUTIÑO R., « Regálame un poco de comida, dicen habitantes de Acapetahua », *El Heraldo de Chiapas*, 12 octobre 2005.

97 « Las autoridades piden paciencia, pero la desesperación por la falta de líquidos y alimentos gana, hace perder la paciencia para llegar a la impaciencia de quienes a veces no está conscientes de que deben ser mas tolerantes », VARGAS A., ROBLES M., CRUZ V., « Albergues, cadena de sufrimientos », *El Heraldo de Chiapas*, 7 octobre 2005.

98 GOMEZ Angel, « Ante falta de agua, pide gobierno calma », *El Heraldo de Chiapas*, 23 octobre 2005.

99 « hay una desconfianza mutua entre la ciudadanía y la autoridad», MATUS Laura, « Replantear la ayuda a damnificados, pide obispo », *El Heraldo de Chiapas*, 31 octobre 2005.

2. Manifestations sociales

a- Les différents types de résistances

Dès le 7 octobre 2005, *Cuarto Poder* rapporte l'organisation d'une marche pacifique, rassemblant les treize quartiers les plus vulnérables car ils sont situés sur les rives du fleuve Sabinal. L'objet de ce rassemblement était de demander aux gouvernements de l'Etat et municipal d'approuver un projet élaboré par l'Université Autonome de Chiapas (UNACH*) prévoyant le nettoyage du fleuve de manière permanente pour éviter les inondations. Deux jours après le désastre, les habitants savaient que ce drame avait été en partie dû à l'obstruction des fleuves provoquant un mauvais écoulement de l'eau. Cette marche témoigne également de l'existence de projets visant à résoudre ces problèmes et de leur non validation de la part des autorités.

Le 15 octobre 2005, *Cuarto Poder* titre « Nous ne voulons pas de charité »[100]. Les manifestants exigent : « que l'aide gouvernementale circule de manière expéditive et ne se transforme pas en "faibles crédits" ou "charité" »[101]. Selon ce journal, cette manifestation a surpris l'opinion publique et les médias de communication car il a été plusieurs fois répété publiquement, qu'il y avait suffisamment d'argent pour la reconstruction. Cependant, le fait d'organiser cette marche témoigne de la méfiance existante entre les autorités et la société civile qui sait que, pour obtenir ce que le gouvernement promet, elle doit lutter et se rassembler. En effet, le gouvernement déclare qu'il a assez d'argent, cependant les sinistrés trouvent que l'aide est trop lente et ils ne veulent ni charité, ni crédits. Une demande de reconnaissance et de respect est notoire.

La Jornada reporte, quant à lui, la marche du 19 octobre 2005 à Huixtla dans un article du 20 octobre 2005[102] intitulé « Faim, peur et rapine rôdent à Huixtla ». Les manifestants là encore « exigent » la déclaration de désastre : « Un peu plus de 1000 entrepreneurs et paysans ont fait une marche pour exiger aux gouvernements de l'Etat et

100 GARCIA R., VICTORIO R., "No queremos limosna", *Cuarto Poder*, 15 octobre 2005.

101 « que la ayuda gubernamental fluya en forma expedita y no se transforme en "créditos blandos" o "limosnas", GARCIA R., VICTORIO R., « No queremos limosnas », *Cuarto Poder*, 15 octobre 2005.

102 VILLALBA SANCHEZ Rodolfo, « Hambre, miedo y rapiña ya rondan por Huixtla », *La Jornada*, 20 octobre 2005.

fédéral de décréter cette municipalité de faire la déclaration de désastre naturel »[103]. Cet article évoque « l'anarchie » qui règne dans les rues poussiéreuses et remplies de décombres de Huixtla ; de plus, les prix augmentent et l'insécurité alarme les citoyens.

Le 24 octobre 2005, avant la grande manifestation du 25 octobre 2005 dans les rues de Tapachula, des sinistrés se sont rendus à la Mairie pour exprimer leur mécontentement et demander de l'aide. Carlos Tapia Ramírez[104] a mené ce mouvement. Face au mutisme du maire Ángel barrios Zea et au déploiement de policiers interdisant le passage, il a déclaré l'attitude du maire de Tapachula d'« intolérable », et d'expliquer : « non seulement il a été indifférent au moment du désastre mais maintenant il se cache et refuse l'aide dont on a besoin »[105].

Comme nous pouvons le constater, dès le premier mois, les sinistrés commencent à manifester et dès ces premières marches également, le gouvernement ne répond pas, n'apparaît pas, ne fait pas face aux demandes ni ne tente de débattre ou d'apaiser la population. Cette attitude est pour la société civile un affront qui ne fait qu'envenimer la situation : le pouvoir la méprise.

Le 13 octobre 2005[106], *El Heraldo de Chiapas* fait part dans ses informations d'un « piquet de grève » (*plantón*) de sinistrés membres de la OPEZ-ONPP*. L'objectif était de « faire pression auprès du gouvernement » pour « exiger » des denrées alimentaires, de l'eau et des médicaments. Le 16 octobre 2005[107], à Frontera Hidalgo, la demande est similaire : de la nourriture et une action rapide du gouvernement pour protéger la population des inondations. La manière de faire cette requête diverge : la population bloque la route internationale menant au Guatemala. Le 30 octobre 2005, la tension est à son comble : *El Heraldo de Chiapas* témoigne qu'une foule de sinistrés, militants du PRD*, ont pris les installations de Tuzatán et « ont frappé cinq fonctionnaires municipaux et la représentante de la SEDESO* »[108]. L'article décrit en

---

103 « Poco más de mil empresarios y campesinos marcharon para exigir a los gobiernos estatal y federal decretar a este municipio zona de desastre », VILLALBA SANCHEZ Rodolfo, « Hambre, miedo y rapiña ya rondan por Huixtla », *La Jornada*, 20 octobre 2005.

104 TAPIA RAMIREZ Carlos Enrique, *Stan. La tragedia pluvial en Chiapas : El desastre político* [Texte imprimé], Chiapas : Août 2007, 332p.

105 « intolerable, porque no sólo fue indiferente en los momentos de la desgracia, sino ahora se esconde y niega la ayuda que se requiere », VILLALBA SANCHEZ Rodolfo, « Cierran la alcaldía de Tapachula a damnificados por el río Coatán », *La Jornada*, 25 octobre 2005.

106 CORDERO Flor, « Urge ayuda ; plantón para presionar al gobierno », *El Heraldo de Chiapas*, 13 octobre 2005.

107 GONZALEZ Rosario, « Pobladores bloquean carretera internacional, en demanda de comida », *El Heraldo de Chiapas*, 16 octobre 2005.

108 « golpearon a 5 funcionarios municipales y al representante de la Secretaría de Desarrollo Social de

détails la situation et fait témoigner le maire de Tuzatán. *Cuarto Poder, La Jornada* et *Crónica de Hoy* n'ont pas relaté cet événement.

Par conséquent, nous pouvons constater que les sinistrés luttent avec les moyens qu'ils ont : ils occupent les installations institutionnelles et bloquent les fonctionnaires afin d'être entendus, ils font des piquets de grève et des grèves de la faim sur les places municipales. Nous pouvons nous demander si c'est parce que les hommes politiques ne se présentent pas face à eux que la société civile se voit dans l'obligation « d'assiéger » leurs lieux de représentation afin d'être écoutée ou si à l'inverse c'est à cause de la force d'une société civile bouillonnante que les autorités n'osent pas sortir et l'affronter. Dans tous les cas, le dialogue ne passe pas. On a l'impression qu'une guerre silencieuse fait rage entre la population et ses représentants.

b- Manifestation du 25 octobre 2005

A 20 jours du désastre, après quelques marches et protestations, les habitants de Tapachula et des environs se réunissent pour exprimer leur colère. *Cuarto Poder, El Heraldo de Chiapas* et *La Jornada* vont relater cet événement, seul *Crónica de Hoy* n'attribue aucun espace à cette révolte dans son information. Le 25 octobre 2005[109], le journal *Cuarto Poder* publie un article qui annonce cette manifestation organisée par les étudiants en Droit et le journal fait des prévisions : « Des centaines de sinistrés défileront aujourd'hui à Tapachula pour demander des solutions à leurs demandes, celles qui n'ont pas été prises en compte par les gouvernements »[110]. C'est la deuxième grande manifestation après celle ayant eu lieu quelques jours auparavant pour demander au gouvernement de l'Etat d'émettre la déclaration de désastre. *Cuarto Poder* est le seul journal à annoncer cette marche, ce qui peut être considéré comme une manière d'avertir les gens.

Dans son compte rendu de la manifestation du 26 octobre 2005, ce journal informe que des milliers de personnes ont défilé pour exiger des gouvernements : « la

---

la Federación », GONZALEZ R., GARCIA A., « ¡Surge Violencia! », *El Heraldo de Chiapas*, 30 octobre 2005.

109 GARCIA Ramón, « Marchan damnificados », *Cuarto Poder*, 25 octobre 2005.

110 « Cientos de damnificados marcharán hoy en Tapachula para pedir solución a sus demandas, mismas que no han sido atendidas por los gobiernos », GARCIA Ramón, « Marchan damnificados », *Cuarto Poder*, 25 octobre 2005.

rapide déclaration de désastre, de l'aide en vivres mais également économique, en provenance du gouvernement mais aussi des institutions et de la société civile »[111]. La population de Tapachula en a assez de ne pas être reçue et écoutée par son maire, elle ne se sent pas considérée. *Cuarto Poder* met l'accent sur la désertion du pouvoir face aux demandes de la population, mais aussi face aux accusations : « Ils [les manifestants] ont accusé les autorités d'être responsables de la perte de vies et des dommages matériels par omission car ils n'ont pas donné l'alarme de crue des fleuves à temps »[112]. Alors que dans l'article précédant la marche, le maire de Tapachula était accusé de ne pas assumer ses responsabilités car il n'avait pas reçu les manifestants : « Il ne doit pas se dérober ni se cacher comme il l'a fait vendredi dernier quand il a envoyé pour le représenter des employés sans capacité de réponse et qu'il a fui par la porte de derrière »[113], le 26 octobre 2005, le journaliste rapporte qu'aucune autorité n'était présente pour écouter les manifestants et que la Mairie était encerclée de centaines de policiers. Il justifie ainsi l'appréhension des sinistrés.

La Jornada, dans son article du 26 octobre 2005 intitulé « ils exigent que la région Costa du Chiapas soit déclarée zone de désastre naturel »[114], présente les mêmes informations que *Cuarto Poder.* Cependant, il précise les chiffres : 6 000 personnes, selon les sources officielles auraient participé à la marche pour demander cette déclaration de désastre. Ce chiffre atteste de la grande mobilisation populaire. Or, *El Heraldo de Chiapas*, dans son article du 26 octobre 2005 « Ils [les sinistrés] prennent les rues de Tapachula »[115], annonce « plus de 3 000 personnes » soit moitié moins que *La Jornada. El Heraldo de Chiapas* ne précise cependant pas ses sources. Dans *La Jornada,* les manifestants demandent également qu'on leur remette l'aide nationale et internationale. Ce journal évoque qu'une de leurs sollicitudes qui apparaît sur les pancartes est celle concernant le don de Mel Gibson : cet acteur américain, sensibilisé à

111 « la pronta declaración de zona de desastre, la entrega de ayuda tanto de víveres, como económica proveniente del gobierno así como de instituciones y personas civiles », GARCIA R., VICTORIO R., « Marchan de nuevo ; demandan atención », *Cuarto Poder*, 26 octobre 2005.

112 « culparon a las autoridades de ser las responsables de la pérdida de vidas y de los daños materiales por omisión al no haber dado a tiempo la voz de alarma por la crecida de los ríos », GARCIA R., VICTORIO R., « Marchan de nuevo ; demandan atención », *Cuarto Poder*, 26 octobre 2005.

113 « Debe dar la cara y no esconderse como lo hizo el pasado viernes cuando envió en su representación a empleados sin capacidad de respuesta y huyó por la puerta de atrás », GARCIA Ramón, « Marchan damnificados », *Cuarto Poder*, 25 octobre 2005.

114 VILLALBA R., HENRIQUEZ E., « Exigen declarar zona de desastre la costa de Chiapas », *La Jornada*, 26 octobre 2005.

115 ROBLES M., SOLIS LAZARO B., HERNANDEZ M., *et al.*, « Toman las calles de Tapachula », *El Heraldo de Chiapas*, 26 octobre 2005.

la région car il y réalisait alors son film *Apocalypto*, aurait versé 1 million de pesos[116] pour les sinistrés de l'ouragan Stan. Les sinistrés réclament cette somme car ils ne savent pas comment elle a été utilisée.

Alors que *Cuarto Poder* accuse les autorités de manière globale, *La Jornada* déclare que les principaux reproches sont adressés au gouverneur de l'Etat du Chiapas Pablo Salazar Mendiguchía. Il est accusé : « d'essayer de cacher la tragédie, de minimiser les faits et de prolonger la demande de déclaration de désastre »[117]. Le journal expose également les slogans des manifestants, manière efficace de ne pas manipuler l'information : « Disparition des pouvoirs face à l'incapacité de Angel Barrios »[118]. Le maire de Tapachula est donc là encore mis en cause par les sinistrés.

El Heraldo de Chiapas rapporte lui aussi les slogans inscrits sur les banderoles et il en cite quatre qui accusent Vicente Fox Quesada dont « Fox un souverain menteur »[119] et « Fox pourquoi tu t'inclines vers les Etats les plus riches ? »[120] ; deux qui accusent Pablo Salazar Mendiguchía : « Pablo, on ne veut pas des coups, on veut des haricots rouges »[121], « Pablo Salazar : déclare zone de désastre le Soconusco »[122] ; et deux qui accusent le gouvernement en général dont « Gouvernement : ne joue pas avec la paix sociale »[123]. Contrairement à *La Jornada*, celui qui apparaît comme le principal responsable de cette situation est le président de la République, Vicente Fox Quesada.

Ce journal donne une information qui n'est pas non plus diffusée dans les autres journaux : la manifestation aurait été infiltrée par « des ex-fonctionnaires d'administrations municipales récentes, maintenant habilités en tant que “journalistes” »[124]. Selon ces données, ils auraient essayé de manipuler les étudiants

---

116 54 500 euros

117 « de tratar de ocultar la tragedia, minimizar los hechos y prolongar la solicitud de declaratoria de zona de desastre », VILLALBA R., HENRIQUEZ E., « Exigen declarar zona de desastre la costa de Chiapas », *La Jornada*, 26 octobre 2005.

118 « Desaparición de poderes ante incapacidad de Angel Barrios », VILLALBA R., HENRIQUEZ E., « Exigen declarar zona de desastre la costa de Chiapas », *La Jornada*, 26 octobre 2005.

119 « Fox un soberano mentiroso », ROBLES M., SOLIS LAZARO B., HERNANDEZ M., et al., « Toman las calles de Tapachula », *El Heraldo de Chiapas*, 26 octobre 2005.

120 « Vicente Fox : Porqué te inclinas por los estados más acaudalados? », ROBLES M., SOLIS LAZARO B., HERNANDEZ M., et al., « Toman las calles de Tapachula », *El Heraldo de Chiapas*, 26 octobre 2005.

121 « Pablo, no queremos goles, queremos frijoles », ROBLES M., SOLIS LAZARO B., HERNANDEZ M., et al., « Toman las calles de Tapachula », *El Heraldo de Chiapas*, 26 octobre 2005.

122 « declara zona de desastre el Soconusco », ROBLES M., SOLIS LAZARO B., HERNANDEZ M., *et al.*, « Toman las calles de Tapachula », *El Heraldo de Chiapas*, 26 octobre 2005.

123 « Gobierno : no juegues con la paz social », ROBLES M., SOLIS LAZARO B., HERNANDEZ M., *et al.*, « Toman las calles de Tapachula », *El Heraldo de Chiapas*, 26 octobre 2005.

124 « exfuncionarios de administraciones municipales recientes, ahora habilitados de “periodistas” »,

pour exacerber l'ambiance tumultueuse. De la sorte, *El Heraldo de Chiapas* donne moins de crédit à l'impact social de la manifestation qui aurait été politisée :

> Les personnes qui ont commencé la manifestation se sont retirées de la place centrale lorsqu'elles se sont rendues compte qu'il ne s'agissait que d'une expression politique de ceux qui ont pris la parole.[125]

Et de rajouter qu'en quelques minutes, les manifestants se sont retrouvés au nombre de 70. *Cuarto Poder* et *La Jornada* évoquent également une discorde entre les organisations sociales et les étudiants mais la justifie par le fait que ces derniers n'ont pas souhaité passer les microphones aux organisations. *El Heraldo de Chiapas* fait la liste de ces leaders et fait remarquer la présence de Carlos Tapia : « supposé leader de l'Union des Quartiers »[126], auteur du livre *Stan : La tragédie au Chiapas. Le désastre politique*[127] édité en 2007 qui invoque un jugement politique contre le gouverneur du Chiapas Pablo Salazar Mendiguchía. Par conséquent, le fait d'insister sur la présence de leaders sociaux est une manière de démontrer qu'il s'agissait davantage de manipulation politique que de réclamations, le journal délégitime ainsi les revendications sociales.

c- Manifestations en 2006

Selon un article du Service International pour la Paix (SIPAZ*), le projet d'observation et de surveillance des droits politiques et civils des peuples du Chiapas 2006 a réalisé une étude pour évaluer le nombre et le type de manifestations sociales ayant eu lieu pendant la période comprise entre janvier et mai 2006, à partir des journaux chiapanèques *Cuarto Poder* et *Expreso.* Ce projet fait le constat suivant:

ROBLES M., SOLIS LAZARO B., HERNANDEZ M., *et al.*, « Toman las calles de Tapachula », *El Heraldo de Chiapas*, 26 octobre 2005.

125 « las personas que iniciaron la manifestación se retiraron de la plaza central al percartarse que se trataba únicamente de una expresión política respecto a quienes tomaron la palabra », ROBLES M., SOLIS LAZARO B., HERNANDEZ M., *et al.*, « Toman las calles de Tapachula », *El Heraldo de Chiapas*, 26 octobre 2005.

126 « supuesto leader de la Unión de Colonias », ROBLES M., SOLIS LAZARO B., HERNANDEZ M., *et al.*, « Toman las calles de Tapachula », *El Heraldo de Chiapas*, 26 octobre 2005.

127 TAPIA RAMIREZ Carlos Enrique, *Stan. La tragedia pluvial en Chiapas : El desastre político* [Texte imprimé], Chiapas : Août 2007, 332p.

> […] au cours de la période comprise entre janvier et mai 2006, dans les régions Costa et Sierra, 131 conflits sociaux se sont présentés. Ceci signifie près de 40% de tous les conflits sociaux qui ont surgi au Chiapas, une quantité qui a par ailleurs augmenté de 50% durant le mois de mai. 63% de ces conflits furent causés par des demandes de soutien et programmes de personnes sinistrées par l'ouragan Stan (que ce soit du fait de l'absence totale de ces soutiens ou du fait des retards avec lesquels ils sont remis), en particulier dans le cas du renforcement des rives des fleuves, le maintien des chemins et la reconstruction de ponts, la construction et remise des logements, ainsi que le soutien au secteur agricole. 27% furent dus aux problèmes relatifs à la corruption, parmi lesquels il faut souligner la répartition sélective et faisant preuve de favoritisme des soutiens et programmes gouvernementaux et/ou pour le détournement de fonds publics. Le restant des conflits s'est produit essentiellement du fait de la problématique agraire ou dans le cadre de l'accès aux ressources naturelles.[128]

Face à ces mobilisations sociales constantes, ces marches et prises de mairies ou bureaux publics, cet article ajoute que :

> Les gouvernements fédéraux, de l'Etat du Chiapas et municipaux ont répondu en violant de manière réitéré et préoccupante les droits humains, politiques et civils de nombreuses familles affectées en venant même à utiliser la répression et persécution policières contre la population civile.[129]

3. La répression

Pablo Salazar Mendiguchía était considéré pendant son mandat comme : « L'ennemi numéro un de la liberté d'expression »[130] par plus de 100 journaux qui ont assisté à la XX^{e} Assemblée Nationale de l'Association Mexicaine des Editeurs de Journaux (*Asamblea Nacional de la Asociación Mexicana de Editores de Periódicos*) .

128 SIPAZ, « La zone affectée par l'ouragan Stan : zone à risques en termes sociaux et électoraux », *AlterInfos- Dial* [Site Internet], 10 juin 2006, [réf. du19 août 2009], Disponible sur : http://www.alterinfos.org/spip.php?article431&var_recherche=stan

129 SIPAZ, « La zone affectée par l'ouragan Stan : zone à risques en termes sociaux et électoraux », *AlterInfos- Dial* [Site Internet], 10 juin 2006, [réf. du19 août 2009], Disponible sur : http://www.alterinfos.org/spip.php?article431&var_recherche=stan

130 « el enémigo número uno de la libertad de expresión », COMITE EJECUTIVO NACIONAL, « Carta a la opinión pública », *Cuarto Poder*, 30 octobre 2005.

Isaín Mandujano[131], journaliste de la revue hebdomadaire mexicaine *Proceso* et correspondant au Chiapas[132], a expliqué que pour répondre à la diffamation et à la calomnie (de *Cuarto Poder*), dont Pablo Salazar Mendiguchía a été victime pendant sa campagne aux élections gouvernementales de l'Etat du Chiapas en 2000, une fois gouverneur, il a décidé de modifier les lois du code pénal en matière de calomnie et de diffamation. En effet, la personne qui diffamerait et calomnierait n'encourrait plus cinq ans mais neuf ans de prison ferme et une amende de 1000 jours de salaire minimum. Cette loi qui prévoyait cinq ans d'incarcération, avant qu'elle ne soit modifiée, était déjà une des charges les plus lourdes au Mexique, voire en Amérique latine. La diffamation était donc sur pénalisée.

Cette réforme appelée « Loi de Transparence et d'Accessibilité à l'Information de l'Etat du Chiapas »[133] a été surnommée par Isaín Mandujano « Loi Bâillon » (*Ley Mordaza*) car elle avait un effet inhibiteur, d'autocensure : avant de publier un article, les journalistes se demandaient si les autorités n'allaient pas le considérer comme une diffamation et si cela n'allait pas les mener à un procès pénal. L'intention de cette loi n'était pas de mettre en prison mais de faire peur et de provoquer l'autocensure. La lutte contre cette loi a principalement était orchestrée par ce journaliste et fut retirée en 2007 sous le mandat de Jaime Sabines.

Cependant, au moment de la dépénalisation de la « Loi de Transparence et d'Accessibilité à l'Information de l'Etat du Chiapas »[134], Juan Sabines Guerrero (successeur de Pablo Salazar Mendiguchía) a proposé d'inclure dans le Code Pénal « Le délit d'incitation à la violence »[135] qui a été inscrit dans l'article 378 bis du Code Pénal :

---

131 MANDUJANO Isaín, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Novembre 2008, Communication personnelle.

132 MANDUJANO Isaín, « En Chiapas : Exclusión del delito, no es despenalización », *Este Sur* [En ligne], 13 Avril 2007 [réf. du 19 août 2009], Disponible sur : www.estesur.com/autor.jsp?id=5650

133 « Ley de Transparencia y Acceso a la Información del estado de Chiapas", MANDUJANO Isaín, « En Chiapas : Exclusión del delito, no es despenalización », *Este Sur* [En ligne], 13 Avril 2007 [réf. du 19 août 2009], Disponible sur : www.estesur.com/autor.jsp?id=5650

134 « Ley de Transparencia y Acceso a la Información del estado de Chiapas", MANDUJANO Isaín, « En Chiapas : Exclusión del delito, no es despenalización », *Este Sur* [En ligne], 13 Avril 2007 [réf. du 19 août 2009], Disponible sur : www.estesur.com/autor.jsp?id=5650

135 VILLANUEVA Ernesto, « Chiapas : Criminalizar la libertad », Proceso [En ligne], 3 février 2008, nº1631, [réf. du 19 août 2009]. Disponible sur : http://escrutiniopublico.blogspot.com/2008/02/chiapas-criminalizar-la-libertad.html

> Celui qui par n'importe quel moyen, de manière publique ou privée incite à la violence ou à commettre un délit, ou en fait l'apologie ou celui d'un quelconque vice, on lui imposera de six mois à trois ans de prison, et une amende de dix à cinquante jours de salaire minimum. Dans le cas contraire, on appliquera au provocateur la sanction qui lui correspondra pour sa participation à un délit commis.[136]

C'est dans ce contexte qu'en 2005, le directeur du journal *El Orbe*, de Tapachula a été arrêté par des policiers. Le 30 octobre 2005, *Cuarto Poder* publie une lettre adressée à l'opinion publique qui stipule que l'un des motifs officiels de cette arrestation est la dénonciation pour diffamation. Cependant, *Cuarto Poder* avance que le la raison de cette arrestation provient de la prise de position du journaliste :

> Au fond de l'histoire, est sous-jacente la posture courageuse qu'a assumée Enrique Zamora Cruz, au devant de "El Orbe", pour dénoncer de manière ferme la corruption des fonctionnaires publics et faire siennes les protestations citoyennes de sa terre natale Tapachula dévastée par l'ouragan "Stan".[137]

Les autres journaux ne reprennent pas ce cas. Dans *El Heraldo de Chiapas* c'est l'Armée Populaire Révolutionnaire (EPR) qui témoigne de cet abus de pouvoir et accuse le gouvernement d'être « répressif » mais aussi d'être un :

> Violeur systématique des droits humains, ce qui explique la persécution et l'emprisonnement de ceux qui luttent pour les droits sociaux, d'opposants politiques, de leaders sociaux et syndicaux que l'on enferme à "El Amate" [Prison].[138]

En effet, Roméo Klester Escobar[139], leader social appartenant à l'OPEZ-ONPP*

---

136 "Al que por cualquier medio de manera pública o privada incite a la violencia o a cometer un delito, o haga la apología de éste o de algún vicio, se le impondrá una prisión de seis meses a tres años, y multa de diez a cincuenta días de salario. En caso contrario se aplicará al provocador la sanción que le corresponda por su participación en el delito cometido", VILLAR PINTO Hugo Alejandro, « Imaginario social del periodista chiapaneco », *ALAIC* [En ligne] [réf. du 19 août 2009]. http://docs.google.com/gview?a=v&q=cache:iaRXQTyRYLAJ:www.alaic.net/alaic30/ponencias/cartas/Estudios_sobre_periodismo/ponencias/Periodismo_Villar.pdf+villanueva+ernesto+Chiapas+:+criminalizar+la+libertad&hl=fr&gl=fr

137 « En el fondo de todo subyace la postura valiente que ha asumido Enrique Zamora Cruz, al frente de "El Orbe", para denunciar de manera decidida la corrupción de funcionarios públicos y hacer suyas las protestas ciudadanas en su tierra natal Tapachula devastada por el huracán "Stan" », COMITE EJECUTIVO NACIONAL, « Carta a la opinión pública », Cp, 30 octobre 2005.

138 "violador sistemático de los derechos humanos de lo que explica la persecución y el encarcelamiento de luchadores sociales, opositores políticos, líderes sociales y sindicales a los cuales se les encarcela en el Amate", LOPEZ Julio César, « EPR : muestra Stan el rostro deshumanizado de gobernantes », *El Heraldo de Chiapas*, 12 octobre 2005.

139 KLESTER ESCOBAR Roméo, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Janvier 2006,

a été persécuté par le gouvernement du Chiapas à cause de sa lutte menée en faveur des sinistrés exclus du programme de reconstruction. La veille d'une réunion avec les médias, le 26 décembre 2005, une vingtaine de policiers lui ont interdit de pénétrer dans le centre d'hébergement où il résidait, l'ont frappé et emmené de force à la prison municipale. C'est grâce à la pression sociale des sinistrés, venus manifester devant la prison, qu'il a pu être relâché. Quelques jours après, il a été inculpé par le gouvernement pour le viol de trois jeunes filles dans un centre d'hébergement. Selon lui, cette accusation était une stratégie du gouvernement pour pouvoir dresser un procès-verbal contre sa personne. Nous avons interviewé plusieurs sinistrés[140] et aucun n'a validé la version gouvernementale, tous convergeaient dans le sens de Roméo Klester Escober et avec le fait que c'était une méthode des autorités pour le faire taire. Après être sorti du centre, au cours de l'année 2006, il aurait été victime d'appels téléphoniques le menaçant de le faire disparaître s'il ne cessait pas son combat : se trouvant par hasard sur les lieux d'un accident où une femme a été renversée et tuée par une voiture, il aurait été inculpé par la police d'Etat et emmené en prison. C'est un enfant, témoin des faits qui aurait révélé que Roméo Klester Escobar n'avait rien à voir dans cette histoire. Enfin, il aurait été victime de plusieurs accidents de voiture, dont un où sa femme et lui auraient été projetés sur 20 mètres : sa femme aurait été alitée pendant un mois. Lors du dernier accident, il aurait été éjecté de son scooter par une camionnette et se serait retrouvé dans un fossé. Avant de le percuter, les passagers de cette camionnette lui auraient déclaré que c'était un message du gouvernement de l'Etat. Roméo Klester Escobar se serait réveillé à ce même endroit le lendemain.

Finalement, lorsque nous sommes retournés en novembre 2008 à Tapachula, nous avons appris[141] qu'il venait d'être séquestré pendant trois semaines et torturé, l'un de ses compagnons du groupe OPEZ- ONPP* de 21 ans aurait été tué. Selon lui, cette séquestration aurait été orchestrée par l'ex-gouverneur Pablo Salazar Mendiguchía mais également par son successeur Jaime Sabines.

Communication personnelle.

140 SINISTRES, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Janvier 2006, Communication personnelle.

141 KLESTER ESCOBAR Roméo, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Novembre 2008, Communication personnelle.

Comme nous pouvons le constater, face aux luttes sociales, les autorités répondent par la répression à la fois contre les moyens de communication et contre la société civile. Il semble bien que la peur est l'instrument utilisé par le gouvernement de l'Etat du Chiapas pour « faire taire » les médias et la population. Ce qui par conséquent, nous amène à penser que ce discours des médias Chiapanèques est également construit avec ce composite : l'autocensure, expliquant peut-être en partie, la tendance des journalistes à se restreindre aux données officielles dans leur information. La réalité construite par le discours de la presse écrite sur cette gestion sociale du désastre et de la reconstruction est à l'image de l'histoire de cet Etat : misère, méfiance, irrégularités, luttes sociales, mensonges et répression.

CONCLUSION

Cette étude nous a permis de mettre au jour le système qui régit les relations entre le monde politique, les médias, et la société civile. Nous avons découvert la réalité construite par la presse écrite sur « l'événement Stan ». Chaque journal (*Cuarto Poder*, *El Heraldo de Chiapas*, *La Jornada* et *Crónica de hoy*) a élaboré un discours à partir de paramètres internes : sa tendance politique, son financement, sa rémanence sociale et le rôle qu'il se confère, mais aussi de paramètres externes existants au moment de son élaboration tel le contexte social, politique, économique, environnemental. Pour décoder ce discours, il a été nécessaire d'identifier ces paramètres qui prédéterminent les interactions des relations monde politique/presse écrite/société civile. De ces échanges, conditionnés par les multiples enjeux et intérêts de chacune de ces trois sphères, est alors né un discours correspondant à « la » réalité construite par chaque média.

Par conséquent, nous pouvons considérer que « La » réalité (sociale, politique, économique, environnementale) transmise par l'ensemble de notre corpus sur « l'événement Stan » est une mosaïque de plusieurs réalités. Cette mosaïque nous semble assez complète et représentative de l'événement sachant que nous avons sélectionné des échantillons (les quatre journaux) représentatifs des diverses manières de penser la politique, la société et l'économie. Le système que nous avons mis au jour présente donc « l'événement Stan » comme une réalité recomposée à travers un prisme d'intérêts et d'enjeux. Une synthèse de ses composantes est nécessaire afin de pouvoir, avec le recul nécessaire, déceler l'image qui se dégage en toile de fond de cette mosaïque de réalités.

Nous avons donc démontré, dans un premier temps, que le Mexique et le Chiapas étaient exposés à la menace récurrente de divers phénomènes naturels. Les multiples facteurs de Stan : région à risques (hydrométéorologiques et volcaniques),

vulnérabilités sociales (colonisation des fleuves, pauvreté, immigration), destruction de l'écosystème (déforestation, mauvaise utilisation des sols, sédimentation des fleuves) ont fait de cette catastrophe un paradigme du désastre dont la cause principale est l'action humaine. Par conséquent, Stan ne peut être considéré comme une catastrophe "naturelle" inattendue mais bien comme un désastre prévisible issu de la conjoncture de plusieurs facteurs connus. De plus, à travers la presse et les bulletins d'information officielle de l'État du Chiapas, nous avons pu constater la quasi-inexistence du discours de prévention avant la catastrophe. La presse écrite n'a donc pas servi de relais aux autorités (si tant est qu'elles aient émis des avis par d'autres moyens : la télévision et/ou la radio) et n'a pas non plus cherché à informer de la situation météorologique au travers d'autres sources que celles des discours officiels. Connaissant la prédisposition de cet État à ce genre de phénomène, ce média de communication (surtout régional) pourrait jouer un rôle primordial dans la prévention.

La réalité évoquée lors des premiers jours de la catastrophe a été celle de la surprise mais aussi du chaos : un État ébranlé, touché au plus profond de lui-même, déconnecté du reste du pays et abandonné. Cette image que la presse montre du Chiapas en octobre 2005 est celle d'un État mis à nu face aux Mexicains. Cette catastrophe est arrivée comme pour témoigner violemment de l'indifférence historique du Mexique envers les Chiapanèques, les projetant subitement sur la scène nationale. Cependant, la société civile a disposé de cette scène, les premiers jours de Stan, pour crier sa douleur ; cet espace a ensuite été assiégé par les hommes politiques (autorités ou députés) transformant l'événement médiatique Stan en instrument politique. Cet appel au secours a retenti par son intensité exprimant des années de douleur dues à la pauvreté, à la répression et à l'indifférence.

La contamination de ce système par la méfiance réciproque entre Politique/Médias/Société civile est l'image qui se dégage de cette gestion du désastre. Toutes les affaires de corruption, d'irrégularités et de répressions évoquées par la presse écrite témoignent de cette réalité. Les journaux nous ont montré une société civile obligée de se battre pour faire valoir ses droits et des autorités lassées par des individus qui selon elles, voulaient profiter de la situation. Nous ne pouvons pas dire que sur le mois d'octobre 2005, la presse écrite ait permis de dénoncer des cas avérés de

corruption mais elle a contribué à créer une atmosphère polémique sur la base de prédictions et non pas de constats. Cependant, cette donnée témoigne du manque de confiance entre ces trois sphères. Par ailleurs, plusieurs hommes politiques, en 2006, ont été inculpés de fraude et incarcérés comme Mario Bustamante Grajales (Commission Nationale de l'Eau) ou le maire de Tapachula, Ángel Barrios Zea. De source non-officielle, l'incarcération de ce dernier aurait permis d'apaiser les esprits et de protéger Pablo Salazar Mendiguchía, l'ancien gouverneur. De plus, comme en témoigne le bulletin officiel du gouvernement de l'État du Chiapas du 7 juin 2009, douze ex-fonctionnaires du gouvernement de 2005, dont cinq maires, ont été incarcérés à la prison de « *El Amate* » :

> Les ex-maires de El Porvenir, Ariel Vázquez Díaz; Tuzantán, Didier Rojas González; Villacomaltitlán, Rubén Pérez Gómez; Escuintla, Darinel Méndez Vera; y Mazapa de Madero, Nelson Horacio Ramos Mérida. De plus, les ex-syndics de Villacorzo, Victoriano Límbano Rojas Martínez; Cacahoatán, Jesús Arnulfo Castillo Milla; Huehuetán, Orlando Trevizán Reyes Mejía y Villacomaltiltán, Víctor Manuel Reyes Pérez. Ainsi que l'ex-trésorier de Villacomaltiltán, Jorge Martínez Ruiz et les ex-directeurs de travaux publics des municipalités de Tuxtla Chico, José Franklin Espinosa Pérez y de Suchiate, José Tovilla Jiménez[1].

Par conséquent, cette méfiance s'explique par la récurrence de la corruption, mal endémique au Mexique, et met en exergue l'ancrage de ces fraudes commises par les autorités dans les mentalités mexicaines, telle une évidence. La défense des autorités a été de projeter ces attitudes frauduleuses sur la population. Même si les faits n'ont pas démontré le profit de cette situation par les sinistrés, nous ne pouvons pas écarter

1 « Los ex presidentes municipales de El Porvenir, Ariel Vázquez Díaz; Tuzantán, Didier Rojas González; Villacomaltitlán, Rubén Pérez Gómez; Escuintla, Darinel Méndez Vera; y Mazapa de Madero, Nelson Horacio Ramos Mérida. Además, los ex síndicos de Villacorzo, Victoriano Límbano Rojas Martínez; Cacahoatán, Jesús Arnulfo Castillo Milla; Huehuetán, Orlando Trevizán Reyes Mejía y Villacomaltiltán, Víctor Manuel Reyes Pérez. Asimismo, el ex tesorero de Villacomaltiltán, Jorge Martínez Ruiz y los ex directores de Obras Públicas de los municipios de Tuxtla Chico, José Franklin Espinosa Pérez y de Suchiate, José Tovilla Jiménez », Bulletin Officiel d'information nº1129, « Recluyen en El Amate a 12 ex funcionarios municipales por irregularidades en reconstrucción por Stan », *Journal officiel du gouvernement du Chiapas* [en ligne], 7 juin 2009, [réf. du 21 août 2009], Disponible sur : http://www.cocoso.chiapas.gob.mx/documento.php?id=20090608124048

l'hypothèse que certains d'entre eux en aient également tiré profit, comme les présidents de quartier.

Profit financier mais aussi profit politique : à travers cette étude diachronique nous avons pu déceler la politisation de ce désastre à des fins électorales. Et nous pouvons constater que « l'événement Stan » a constitué une scène médiatique ouvrant de manière extra-officielle la campagne pour les élections présidentielles et de l'État du Chiapas de 2006. En 2005, les promesses des politiques sont allées bon train tandis que la majorité des informations d'octobre 2006 a fait part d'une réalité obsolète de ces engagements pour la reconstruction. Les journaux du Chiapas se sont alors davantage révélés : *El Heraldo de Chiapas* prônant l'accomplissement des annonces officielles à l'aide de reportages photos sur les travaux effectués et *Cuarto Poder* accusant les autorités d'avoir menti et d'avoir abandonné les Chiapanèques. Il faut constater que les personnes les plus médiatisées en 2005 sont celles qui se sont présentées aux élections. Néanmoins, le nouveau gouverneur de l'État du Chiapas (2006-2012) Juan José Sabines Guerrero, qui était alors maire de Tuxtla Gutiérrez, n'est pas intervenu sur cette scène, ce qui peut être très surprenant compte tenu du contexte. En effet, ce retrait médiatique du maire de la capitale, devenu ensuite gouverneur du Chiapas en étant passé du PRI* au PRD*, peut confirmer la thèse « d'élections d'État » évoquée par les Chiapanèques : il aurait été mis au pouvoir en 2006 grâce à l'influence de Pablo Salazar Mendiguchía.

La représentation médiatique du gouvernement fédéral et du gouvernement de l'État du Chiapas dans la gestion de ce désastre a davantage été liée aux paramètres internes des journaux. *La Jornada* et *Crónica de Hoy* ont exclusivement reporté la faute sur le gouvernement de Vicente Fox Quesada sans tenir compte de l'implication de Pablo Salazar Mendiguchía. Le désintérêt de la presse à portée nationale envers le gouverneur du Chiapas est manifeste. Ce dernier a été accusé de tous les maux par *Cuarto Poder* et le président Vicente Fox Quesada a joui du rôle de « justicier » alors que *El Heraldo de Chiapas*, en vue de défendre Pablo Salazar Mendiguchía a responsabilisé le président de la République, davantage présenté comme un homme insensible face à la situation.

Cependant, lors de « l'affaire des crédits » lancée par Vicente Fox Quesada et mettant en porte-à-faux le gouvernement de l'État, les journaux régionaux ont convergé

vers le même discours en déclarant que c'était une véritable injustice : comment demander à un État surendetté de solliciter un crédit pour la reconstruction ? En somme, l'image de la relation bilatérale entre ces deux gouvernements qui est apparue à travers la presse écrite du Chiapas est celle d'un État assujetti aux décisions du pouvoir central et cherchant à tout prix la conciliation.

Nous avons démontré qu'un désastre pouvait être « mis à profit » dans le sens où par volonté politique, les statuts social et économique des sinistrés pouvaient alors être améliorés. En ce qui concerne le plan de reconstruction du gouvernement de l'Etat du Chiapas, nous ne pouvons pas déclarer qu'il ait été pensé de manière à modifier la situation des Chiapanèques ni de manière à résoudre les problèmes ancestraux de pauvreté, d'immigration et de vulnérabilité. Cet État n'a pas constitué une priorité dans la politique du gouvernement fédéral. En effet, le Chiapas n'a pas fait l'objet d'un traitement de faveur par le pouvoir central et ses carences n'ont pas été prises en compte dans l'objectif de le reconstruire sur de nouvelles bases. La presse écrite n'a pas non plus donné l'image d'un gouvernement fédéral souhaitant intégrer cet État marginalisé à l'économie de marché du pays. En outre, le désintérêt médiatique pour les secteurs productifs du Chiapas est notoire : alors que la culture et l'élevage sont les piliers de son économie, les informations à ce sujet sont pratiquement inexistantes. Seuls *La Jornada* et *Cuarto Poder* l'évoquent alors que *El Heraldo de Chiapas* et *Crónica de Hoy* s'intéressent à ce qui est rentable d'un point de vue national. Les journaux donnent par conséquent l'image d'une catastrophe ayant touché l'économie de l'Etat du Chiapas mais dont l'impact n'a pas atteint l'économie nationale, ce qui explique l'indifférence du pouvoir central et de la presse écrite envers ce secteur.

Finalement, les grands absents de l'information sont l'environnement et la prévention des risques dans le plan de reconstruction. Tout comme pour l'économie du Chiapas, nous considérons que ce désintérêt médiatique est la conséquence d'un désintérêt politique. En effet, sachant que nos journaux ont principalement rapporté les discours des autorités et se sont attachés à retranscrire leurs points de vue, il semble cohérent de penser que le discours des médias est à l'image de ce qui existe ou n'existe pas dans le discours politique. Nous pouvons donc avancer que si ces thèmes n'ont pas

ou peu été abordés c'est parce que l'environnement et la prévention ne sont pas ancrés dans les mentalités ni dans les priorités politiques. Les médias, ne cherchant pas suffisamment le témoignage des spécialistes, ne peuvent par conséquent générer une conscience écologique chez leurs lecteurs. Or, comme nous l'avons vu, si le Mexique ne se prépare pas aux risques et s'il n'intègre pas cet important facteur dans sa politique, il sera de nouveau confronté à des désastres de ce type, voire encore plus catastrophiques. Ces risques ne sont pas des annonces « prophétiques » comme nous avons pu également le démontrer mais sont des « évidences ».

Pour revenir aux instruments et objets d'étude de notre thèse : les journaux sélectionnés, nous pouvons constater que la presse à portée nationale n'a pas accordé une place prépondérante dans son information au désastre de Stan. Ainsi, *La Jornada* et *Crónica de Hoy* ont démontré que l'éloignement n'était pas simplement géographique mais se retrouvait également dans les priorités informatives. Les journaux de l'État du Chiapas ont au contraire extrêmement couvert la catastrophe, témoignant de l'importance de ce drame pour les Chiapanèques.

Concernant *La Jornada*, nous pouvons mettre en exergue sa méthode de travail lors des premiers jours de la catastrophe. Ce journal a pallié la difficulté du contexte (incommunicabilité) grâce à un important travail de ses reporters sur le terrain mais surtout de leur mise en commun des données. Cela a permis à ce journal d'offrir des informations se distinguant des autres journaux, qui ont nié les versions officielles (*Cuarto Poder*) ou ne se sont fondés que sur ces dernières (*El Heraldo de Chiapas, Crónica de Hoy*). *La Jornada* s'est également distingué quant à son intérêt vis-à-vis des secteurs productifs du Chiapas, même si l'information à ce sujet était minime, ce journal ainsi que *Cuarto Poder* se sont intéressés aux secteurs productifs régionaux contrairement à *El Heraldo de Chiapas* et *Crónica de Hoy*. D'un point de vue général, on ne peut cependant pas dire que vis-à-vis de « l'événement Stan », ce journal ait joué un rôle essentiel de contre-pouvoir dans le sens où il aurait apporté des informations différentes des discours officiels sans forcément verser dans l'accusation mais en offrant d'autres alternatives.

El Heraldo de Chiapas se distingue particulièrement quant à la forme de ses articles. C'est le seul journal qui peut aborder et traiter un seul et même thème tout au

long de l'article sans multiplier les axes et les sujets. Alors que les autres journaux peuvent fréquemment passer « du coq à l'âne », *El Heraldo de Chiapas* donne une vision plus complète du sujet en l'abordant dans son ensemble. De plus, nous avons pu remarquer la pluralité de ses thèmes, traités à plus ou moins grande échelle selon son intérêt, contrairement à ses sources qui sont majoritairement unilatérales (représentant les discours officiels). Nous pouvons donc valider le fait que *El Heraldo de Chiapas* est différent quant au style journalistique par rapport à *Cuarto Poder*. Cependant, il a basculé dans l'éloge, ne lui conférant pas la qualité "informative" qu'il s'attribue.

Les articles d'opinion de *Cuarto Poder* ont été écrits avec véhémence, colère et agressivité témoignant du conflit opposant ce journal au gouvernement de Pablo Salazar Mendiguchía. En outre, il a notamment retranscrit le cri et l'ire des Chiapanèques face à l'injustice. Cependant, le manque d'enquêtes et de pluralité des sources ne lui a pas permis d'être une voix autonome de contre-pouvoir. Indépendant financièrement du gouvernement, ce journal n'a pas mis à profit cette "liberté", et est tombé dans un excès inverse décrédibilisant son contenu journalistique. *Cuarto Poder* s'est néanmoins distingué par ses reportages sur le terrain, récupérant les informations par lui-même mais aussi grâce au caractère informatif de ses unes du mois d'octobre 2005, ne cherchant ni coupable, ni sensationnalisme, contrairement aux autres journaux.

Crónica de Hoy brille par son absence dans la couverture médiatique de la dépression tropicale Stan. Ce journal a couvert les premiers jours de la catastrophe (les dommages) puis s'est peu à peu désintéressé de ce désastre. Ce silence de *Crónica de Hoy,* en dit long sur son indifférence envers l'État et la population du Chiapas, qui ne semblent pas faire partie des préoccupations de la rédaction ni de sa cible : ses lecteurs. Cependant, les articles d'opinion économiques (d'idéologie priiste) ont souvent été pertinents du point de vue de la démonstration, par exemple ceux de Pablo Hiriart, ou très heurtants et provoquants comme ceux de Pablo Latapí. Le caractère priiste de son journalisme est manifeste, il n'a ni attaqué ni fait l'éloge de Vicente Fox Quesada ou Pablo Salazar Mendiguchía, cependant, il a saisi toutes les occasions possibles pour louer les actions de l'ancien gouvernement du Parti Révolutionnaire Institutionnel. En outre, *Crónica de Hoy* n'est jamais entré dans les considérations locales et son

information s'est toujours positionnée d'un point de vue national, contrairement à *La Jornada*.

Un des principaux points communs dans cette information que nous avons pu constater lors de notre étude sur la « Prévention » mais aussi dans l'ensemble de notre analyse, est le manque de pluralité des sources. Nous avons pu mettre au jour le paradoxe de cette presse qui ne se réfère qu'aux discours officiels et qui ensuite accuse ses référents de ne pas avoir « alerté la population ». S'il est vrai que les autorités ont des responsabilités par rapport à la société civile dont celles de la sécurité, les médias en sont-ils dénué ?

D'un point de vue général, la tendance a été à l'uniformisation de l'information : les journaux ont abordé les mêmes sujets, se sont intéressés aux mêmes personnalités politiques, discours et lieux. Cette uniformisation constitue une véritable faiblesse de l'information. Alors que nous pourrions prétendre à une actualité plus variée compte tenu des multiples médias, nous voyons finalement que les paramètres internes et externes influencent grandement le contenu.Notre travail d'investigation sur le terrain et le documentaire réalisé, *Tierra Bajo Agua,* nous ont permis de percevoir une autre réalité dissociée du système monde politique/médias/société civile. La construction de notre discours audiovisuel s'est faite sur un échiquier, pour reprendre notre image, dépourvu des paramètres internes des médias étudiés. En effet, nous n'étions pas liée politiquement ou économiquement à une entité particulière, nous n'avions pas non plus à répondre à une exigence donnée. Nous avons donc agi de manière autonome et sommes responsable du résultat obtenu. De plus, l'objectif initial n'était pas celui de réaliser un documentaire (comme une fin en soi) mais celui de capturer des images en quête de savoir : cette caractéristique a contribué à la conception d'un discours final plus libre. Notre outil, la caméra, nous a permis de légitimer notre investigation sur les lieux, de se poser à la fois comme observateur mais également comme acteur : notre présence provoquant inévitablement des situations "bloquantes" ou "débloquantes". La recherche du témoignage des intervenants que nous avons pu confronter grâce à notre connaissance du sujet, ainsi que des sinistrés a contribué à l'élaboration de points de vue éclectiques et ouverts sur la situation. Les paramètres

externes qui ont influé de manière positive ou négative sur l'élaboration de ce discours sont les moyens techniques de réalisation, notre formation, la dangerosité du sujet et notre nationalité. On ne peut nier l'importance de cet outil dans notre investigation, messager d'un autre regard.

Il est à noter que le statut des journalistes et leurs conditions de travail n'est pas sans conséquences dans cette uniformisation. En effet, ces derniers au Chiapas, ne sont pas souvent payés et rares sont les journalistes salariés. Ce facteur financier a une importance capitale sur la qualité de l'information puisque ne disposant pas de budget nécessaire pour mener leurs enquêtes, les journalistes vont au plus simple : aux communiqués de presse élaborés par les politiques. Cette pratique rend le journalisme insipide, uniforme mais lui fait surtout perdre son essence : la recherche de l'information. Nous sommes là dans un système inversé et paradoxal : les politiques apportent aux médias l'information à consommer. Alors que ces derniers pourraient très bien la refuser ou aller la chercher ailleurs, ils sont, au Chiapas, victimes de répression politique, ce qui freine leur sens du devoir ; ou bien victimes de leur bas salaire, ce qui inhibe également leur volonté.

Cependant, la presse de la capitale qui est tout de même plus "libre" que celle de l'État du Chiapas, suit les mêmes tendances alors que les conditions sont différentes. Cela témoigne par conséquent d'un dysfonctionnement au sein même de la configuration de la relation monde politique/presse écrite/société civile. Cette carence ne proviendrait-elle pas de la disparition de la société civile dans l'Espace Public ? En effet, nous avons pu constater en essayant de mettre au jour le système qui conforme cette relation que cette dernière relève davantage d'un duo (monde politique/médias) que d'un trio (monde politique/médias/société civile). Ce maillon de la chaîne n'est donc plus indispensable pour la faire exister, transformant par conséquent le dessein de ce système. Deux maillons seront-ils suffisants pour la faire tenir ?

En effet, si de prime abord, les médias étaient des « médiateurs », et qu'ils sont ensuite devenus des instruments de propagande puis les cibles de politiques et les représentants de la société civile, le destinataire a toujours existé dans ce système. Mais si la société civile sort de cette relation alors que devient l'objectif des médias et des politiques ? Alors qu'un discours tend à déclarer que les médias sont instrumentalisés

par la politique et que la société civile en est la victime, un autre fait le constat contraire : les médias sont des objets économiques, les politiques sont instrumentalisés par ces derniers et la société civile est la principale coupable. Dans le premier cas, ce sont les politiques qui régissent ce système et la société le subit alors que dans le second c'est la loi du marché médiatique qui domine : si la société ne demandait pas ce contenu politique, le système changerait. Nous en déduisons que les seuls maillons à pouvoir faire changer la donne sont les lecteurs, les auditeurs, les spectateurs ou les consommateurs.

En effet, dans l'un ou l'autre cas, seule la société civile est à même de pouvoir bouleverser ce système, que ce soit en y participant afin de ne pas être victime d'une manipulation monde politique/médias ou en exigeant un autre contenu, forçant par conséquent les médias à s'intéresser à d'autres sources que celles des hommes politiques, comme aux spécialistes. Envisager une division des médias : publics, c'est-à-dire financés par le contribuable et l'Etat (en tant qu'entité non assujettie au gouvernement), privés (financés par les entreprises), gouvernementaux, pourrait permettre de rendre plus libre et par conséquent plus fiable l'information. Ainsi, la relation de pouvoir entre chaque partie serait rompue puisque chacune d'entre elles aurait son propre terrain d'expression affranchie des règles d'un système qui les endigue. Comme nous pouvons le constater, cette problématique est universelle par conséquent, cette démarche pourrait être appliquée à d'autres médias que la presse écrite et à d'autres pays que le Mexique afin de mettre au jour le discours que la société civile assimile.

SECOND VOLUME

UNIVERSITÉ PARIS-EST
CULTURES ET SOCIÉTÉS

Laboratoire LISAA (Littératures, Savoirs et Arts, EA 4120)
Thèse de Doctorat en vue de l'obtention du grade Docteur
Espagnol

JULIE MORALES

LA RELATION ENTRE LE MONDE POLITIQUE, LES MEDIAS ET LA SOCIETE CIVILE DANS LA CONSTRUCTION DU DISCOURS DE PRESSE SUR « L'EVENEMENT STAN »
(Octobre 2005, Mexique, Chiapas) :

De l'objet médiatique à l'instrument politique

Thèse dirigée par Nancy BERTHIER

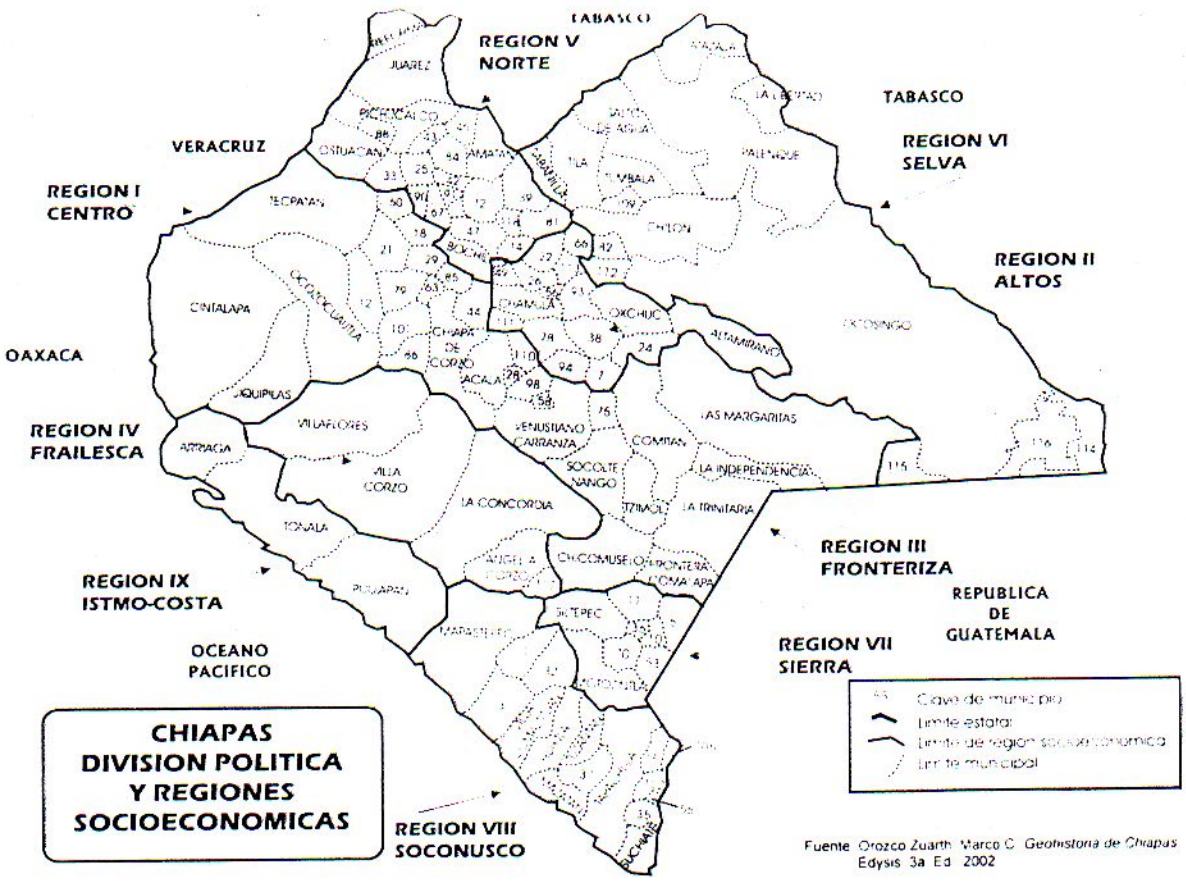
Soutenue le 20 novembre 2009

Jury :

Marie-Claude CHAPUT (Professeur des universités de Paris X)
Perla PETRICH (Professeur des universités de Paris VIII)
Nathalie LUDEC (Maître de Conférence à l'université Paris VIII)
Nancy BERTHIER (Professeur des universités de Paris-Est)
Bernard SURUGUE (Directeur du secteur audiovisuel de l'Institut de Recherche et de Développement, réalisateur et professeur associé à Paris I)
Christian LERAY (Directeur de la société Québécoise Prism Medias)

Annexe I

Carte 1. Division politique des régions socioéconomiques du Chiapas



Source : OROZCO ZUARTH Marco A., *Patrimonio cultural de Chiapas* [Texte imprimé], (6ème édition), Tuxtla Gutiérrez : Ediciones y sistemas especiales, 2007, 194p., P.11

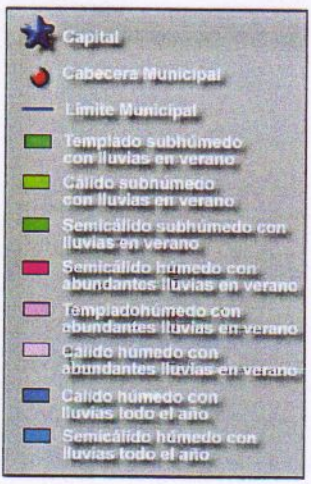
Chiapas

División municipal

001 Acacoyagua
002 Acala
003 Acapetahua
004 Altamirano
005 Amatán
006 Amatenango de la Frontera
007 Amatenango del Valle
008 Angel Albino Corzo
009 Arriaga
010 Bejucal de Ocampo
011 Bella Vista
012 Berriozábal
013 Bochil
014 El Bosque
015 Cacahoatán
016 Catazajá
017 Cintalapa
018 Coapilla
019 Comitán de Domínguez
020 La Concordia
021 Copainalá
022 Chalchihuitán
023 Chamula
024 Chanal
025 Chapultenango
026 Chenalhó
027 Chiapa de Corzo
028 Chiapilla
029 Chicoasén
030 Chicomuselo
031 Chilón
032 Escuintla
033 Francisco León
034 Frontera Comalapa
035 Frontera Hidalgo
036 La Grandeza
037 Huehuetán
038 Huixtán
039 Huitiupán
040 Huixtla
041 La Independencia
042 Ixhuatán
043 Ixtacomitán
044 Ixtapa
045 Ixtapangajoya
046 Jiquipilas
047 Jitotol
048 Juárez
049 Larráinzar
050 La Libertad
051 Mapastepec
052 Las Margaritas
053 Mazapa de Madero
054 Mazatán
055 Metapa
056 Mitontic
057 Motozintla
058 Nicolás Ruíz
059 Ocosingo
060 Ocotepec
061 Ocozocoautla de Espinosa
062 Ostuacán
063 Osumacinta
064 Oxchuc
065 Palenque
066 Pantelhó
067 Pantepec
068 Pichucalco
069 Pijijiapan
070 El Porvenir
071 Villa Comaltitlán
072 Pueblo Nuevo Solistahuacán
073 Rayón
074 Reforma
075 Las Rosas
076 Sabanilla
077 Salto de Agua
078 San Cristóbal de las Casas
079 San Fernando
080 Siltepec
081 Simojovel
082 Sitalá
083 Socoltenango
084 Solosuchiapa
085 Soyaló
086 Suchiapa
087 Suchiate
088 Sunuapa
089 Tapachula
090 Tapalapa
091 Tapilula
092 Tecpatán
093 Tenejapa
094 Teopisca
096 Tila
097 Tonalá
098 Totolapa
099 La Trinitaria
100 Tumbalá
101 Tuxtla Gutiérrez
102 Tuxtla Chico
103 Tuzantán
104 Tzimol
105 Unión Juárez
106 Venustiano Carranza
107 Villa Corzo
108 Villaflores
109 Yajalón
110 San Lucas
111 Zinacantán
112 San Juan Cancuc
113 Aldama
114 Benemérito de las Américas
115 Maravilla Tenejapa
116 Marqués de Comillas
117 Montecristo de Guerrero
118 San Andrés Duraznal
119 Santiago el Pinar

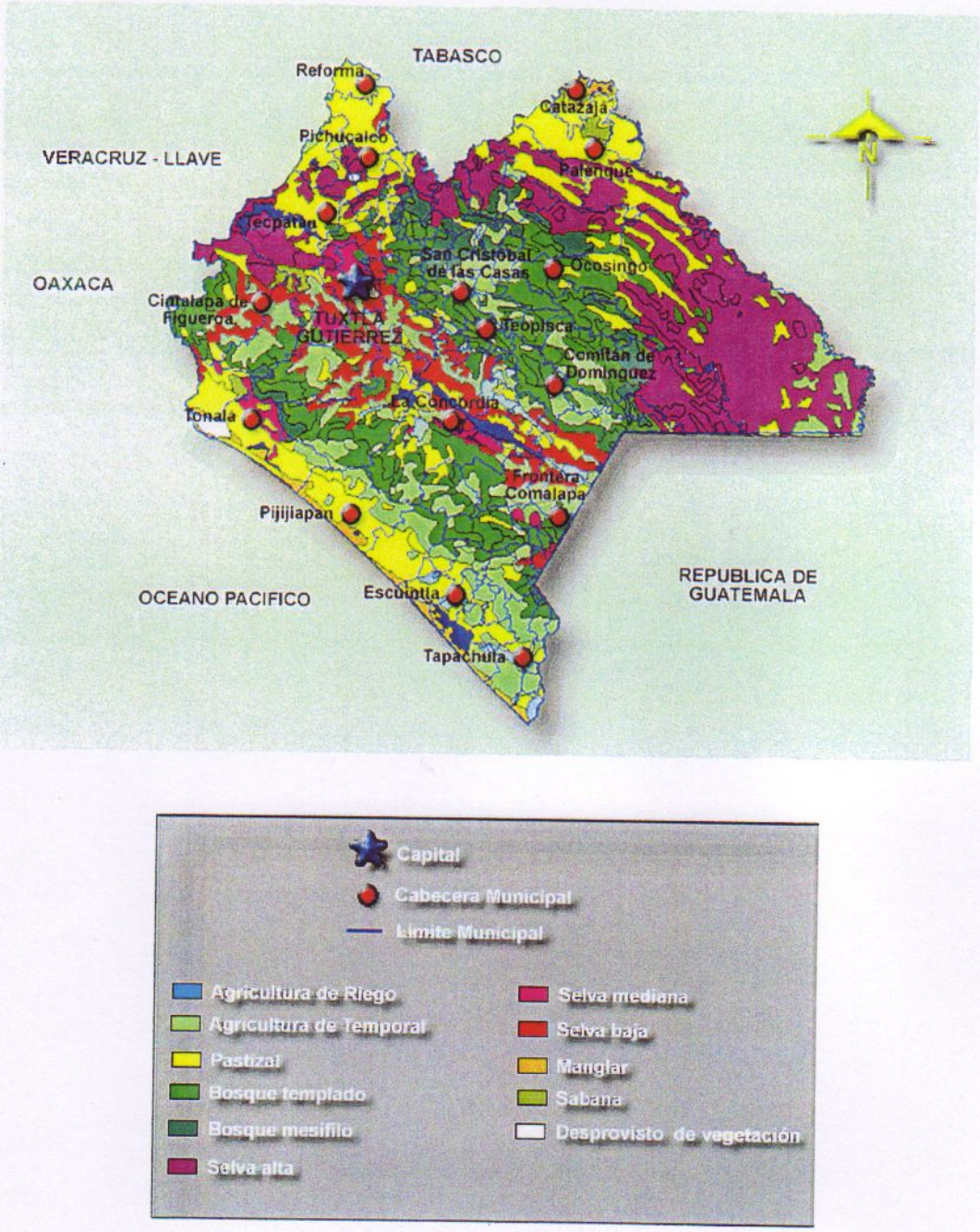
Carte 2. Les climats du Chiapas





NIEG, *Portal INEGI* [Site Internet] [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : server.inegi.gob.mx/geografia/espanol/estados/chis/climas.cfm

Carte 3. L'agriculture et la végétation au Chiapas



ource : SNIEG, *Portal INEGI* [Site Internet] [réf. du 22 août 2009], Disponible sur :
ttp://mapserver.inegi.gob.mx/geografia/espanol/estados/chis/agri.cfm

Résumé de l'ouragan "Stan" Du 1er au 5 octobre 2005

Source : HERNANDEZ UNZON Alberto et CIRILO BRAVO M.G, Commission Nationale de l'Eau, unité du Service Météorologique National.

Évolution de Stan

1 er octobre (9h)	Dépression tropicale
2 octobre (6h)	Tempête tropicale
4 octobre (9h)	Ouragan catégorie 1
4 octobre (18h)	Tempête tropicale
5 octobre (3h)	Dépression Tropicale
5 octobre (9h)	Dissipation

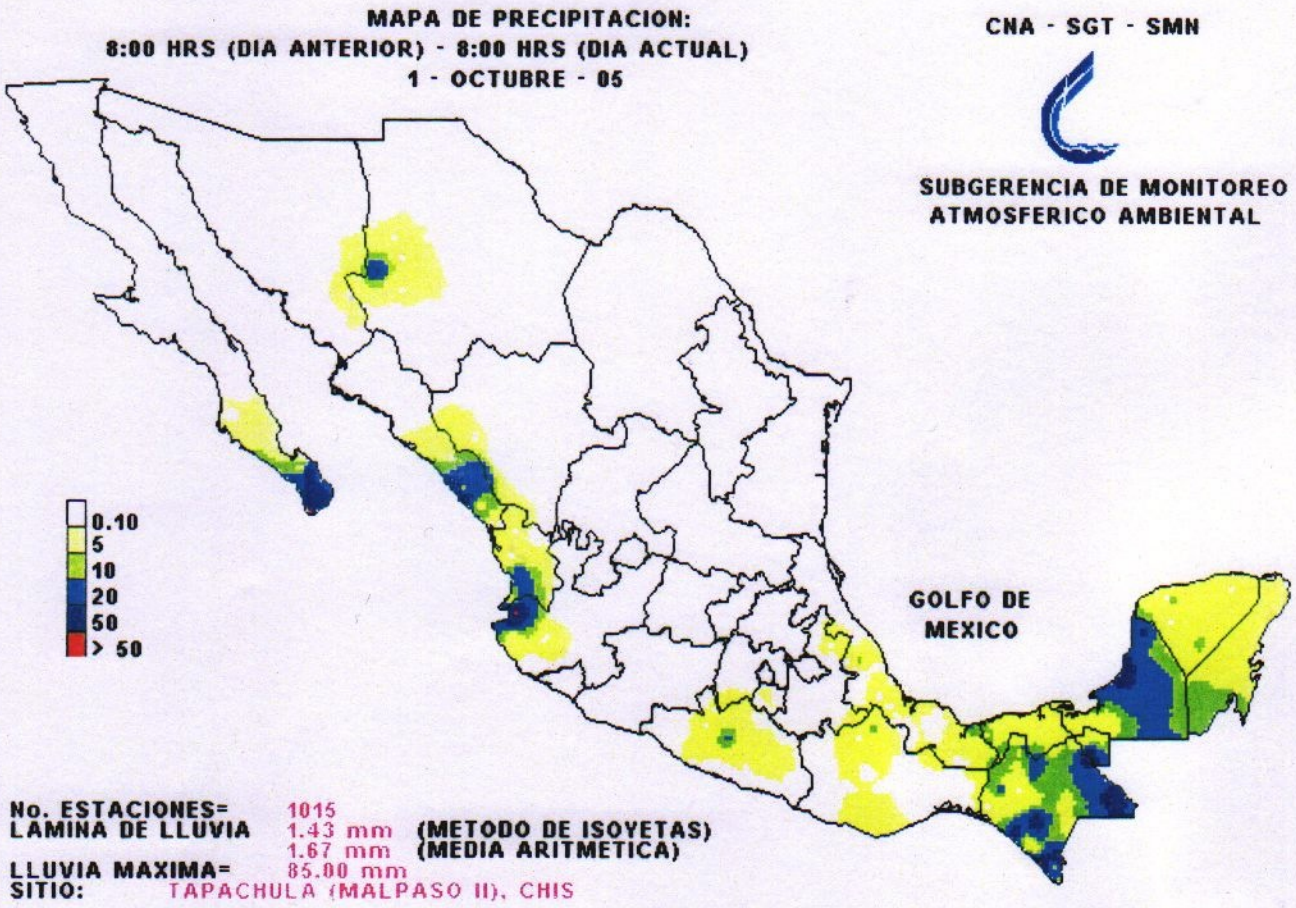
Résumé du cyclone tropicale

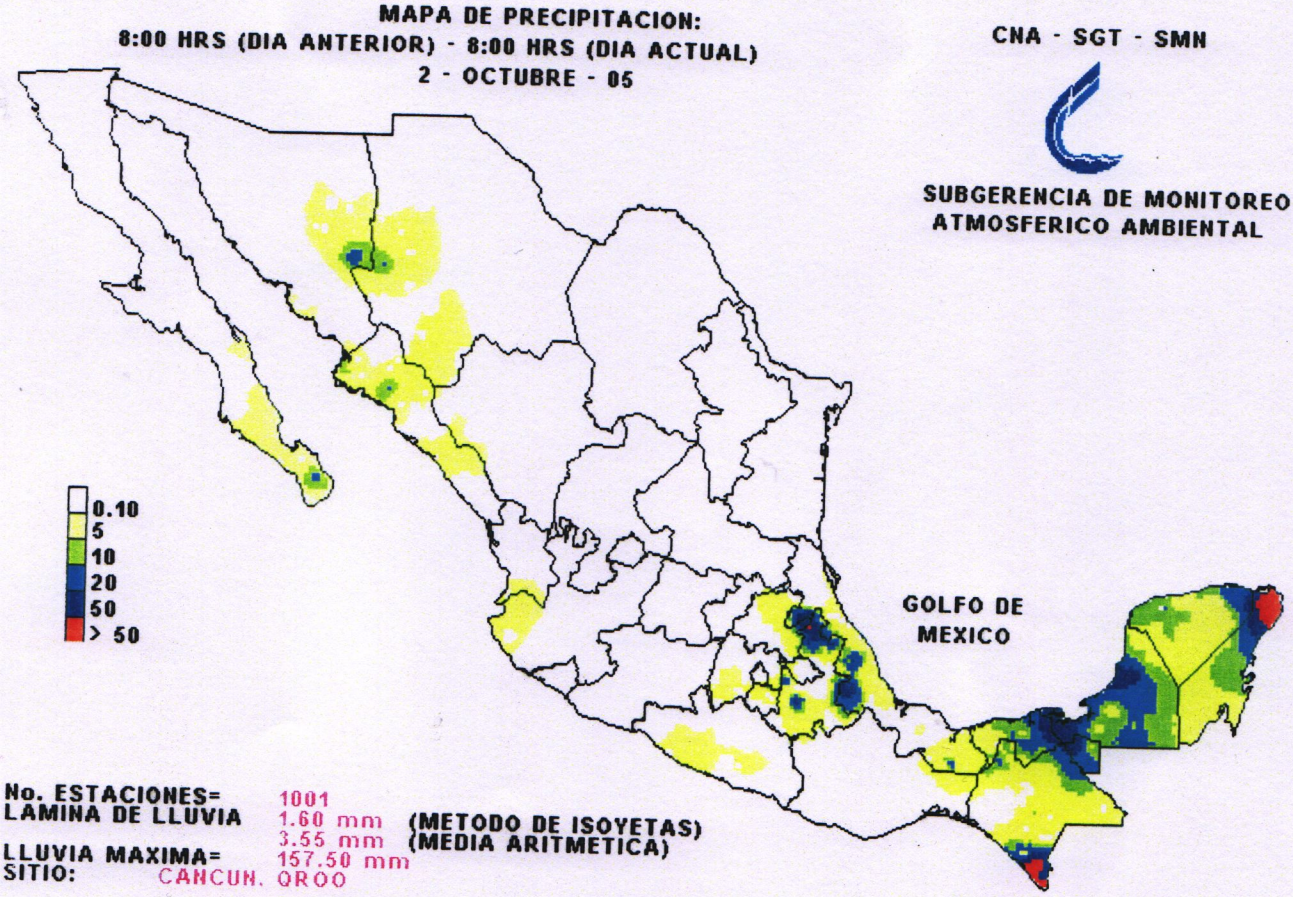
Parcours	1 545 km
Durée	96 heures
Intensité maximale des vents	130 km/h
Pression minimale centrale	976 hPa (hectopascal)
Distance la plus proche des Côtes du mexique	Premier impact avec la terre : le 2 octobre 2005 à 4h00 comme tempête tropicale à Quintana Roo, 50 km au Sud de Felipe Carrillo Puerto, avec des vents de 75 km/h. Deuxième impact avec la terre : Le 4 octobre 2005 à 10h00, comme ouragan, 20 km au Nord-Ouest de San Andrés, Tuxtla, Ver., avec des vents maximales de 130 km/h.

Système d'alerte SMN-CNA (Service Météorologique Nationale- Commission Nationale de l'Eau).
Nombre d'avis émis : 33

N°avis	Jour	Heure	Commentaire
01	1 octobre	11h00	Formation de la dépression tropicale n°20. Zone d'alerte de Punta Gruesa jusqu'à Cabo Catoche Indice de dangerosité : modéré
07	2 octobre	2h30	Avis Exceptionnel. Intensification de la tempête Stan de 75 km/h (Données par avion)
09	2 octobre	8h00	Sur la côte, à 33 km de Felipe Carrillo Puerto (Quintana Roo).
11	2 octobre	11h00	Sur terre, 70 km/h au sud-est de Valladolid (Yucatán)
15	3 octobre	2h00	Retour en mer, à 35 km à l'ouest-sudouest de Celestún (Yucatán)
16	3 octobre	5h00	Zone d'alerte de Cabo Rojo (Veracruz) à Punta El Lagarto (Veracruz).
23	4 octobre	2h00	Zone d'alerte de Cabo Rojo (Veracruz) à Chiltepec, (Tabasco).
24	4 octobre	5h00	Stan s'intensifie en ouragan. Son centre se trouve à 75 km au nord de Coatzacoalcos (Veracruz) ; il se déplace vers le Sud-Est.
27	4 octobre	11h00	Sur la terre, à Monte Pío (Veracruz), à 20km al nord-ouest de San Andrés Tuxtla (Veracruz). Avec des vents maximales de 130 km/h et des rafales de 155 km/h
28	4 octobre	14h00	Comme tempête tropicale, sur terre à 25 km à l'est-sud-est de Villa Azueta (Veracruz)
31	4 octobre	23h00	Comme dépression tropicale, il traverse l'État de Oaxaca, 30 km au nord de Oaxaca (Oaxaca)
33	5 octobre	5h00	Dernier avis. En voie de dissipation en terre. A 60 km à l'ouest et au sud ouest de Oaxaca (Oaxaca).

Carte 4. Évolution des précipitations du 1er au 6 octobre 2005

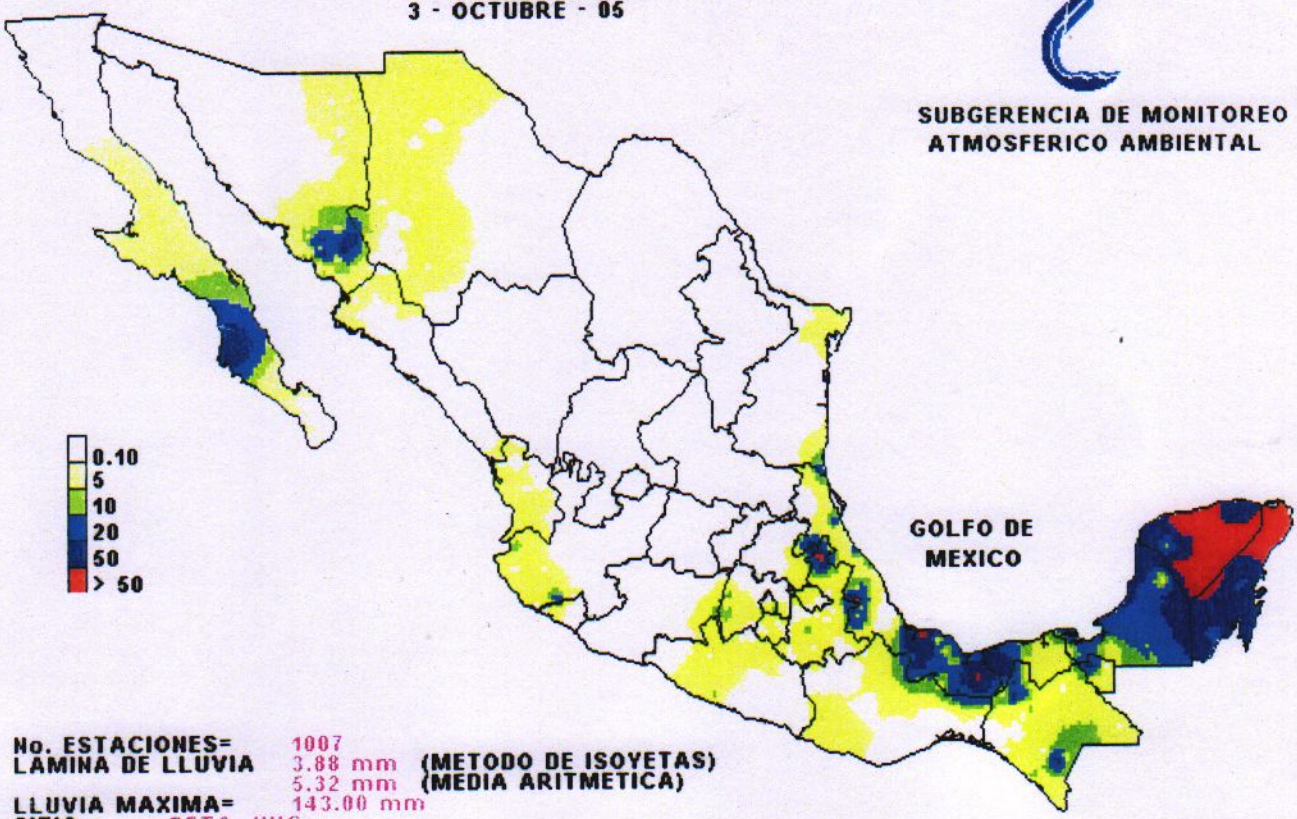



MAPA DE PRECIPITACION:
8:00 HRS (DIA ANTERIOR) - 8:00 HRS (DIA ACTUAL)
2 - OCTUBRE - 05
CNA - SGT - SMN
SUBGERENCIA DE MONITOREO
ATMOSFERICO AMBIENTAL
0.10
5
10
20
50
> 50
GOLFO DE
MEXICO
No. ESTACIONES= 1001
LAMINA DE LLUVIA 1.60 mm (METODO DE ISOYETAS)
3.55 mm (MEDIA ARITMETICA)
LLUVIA MAXIMA= 157.50 mm
SITIO: CANCUN, QROO

MAPA DE PRECIPITACION:
8:00 HRS (DIA ANTERIOR) - 8:00 HRS (DIA ACTUAL)
3 - OCTUBRE - 05

CNA - SGT - SMN

SUBGERENCIA DE MONITOREO
ATMOSFERICO AMBIENTAL

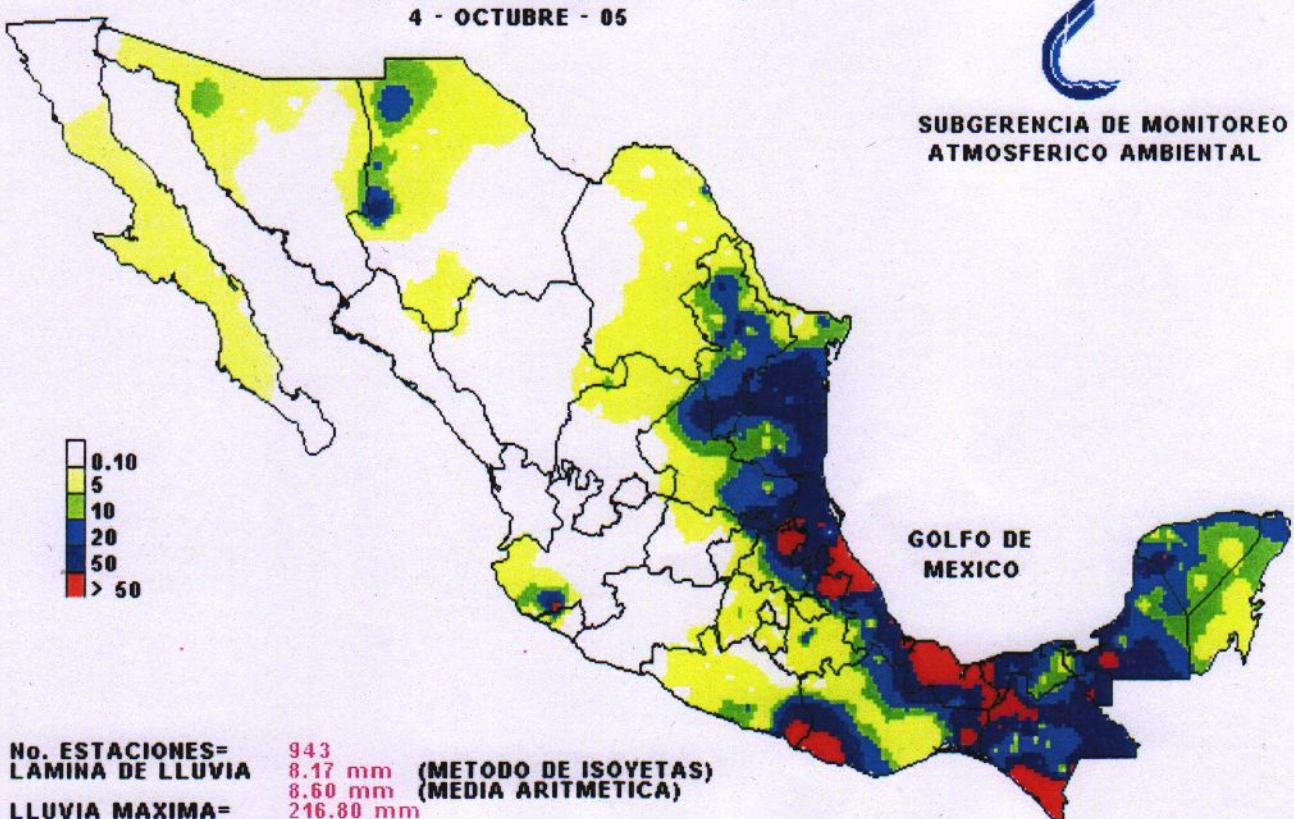


No. ESTACIONES= 1007
LAMINA DE LLUVIA 3.88 mm (METODO DE ISOYETAS)
5.32 mm (MEDIA ARITMETICA)
LLUVIA MAXIMA= 143.00 mm
SITIO: PETO, YUC

MAPA DE PRECIPITACION:
8:00 HRS (DIA ANTERIOR) - 8:00 HRS (DIA ACTUAL)
4 - OCTUBRE - 05

CNA - SGT - SMN

SUBGERENCIA DE MONITOREO
ATMOSFERICO AMBIENTAL

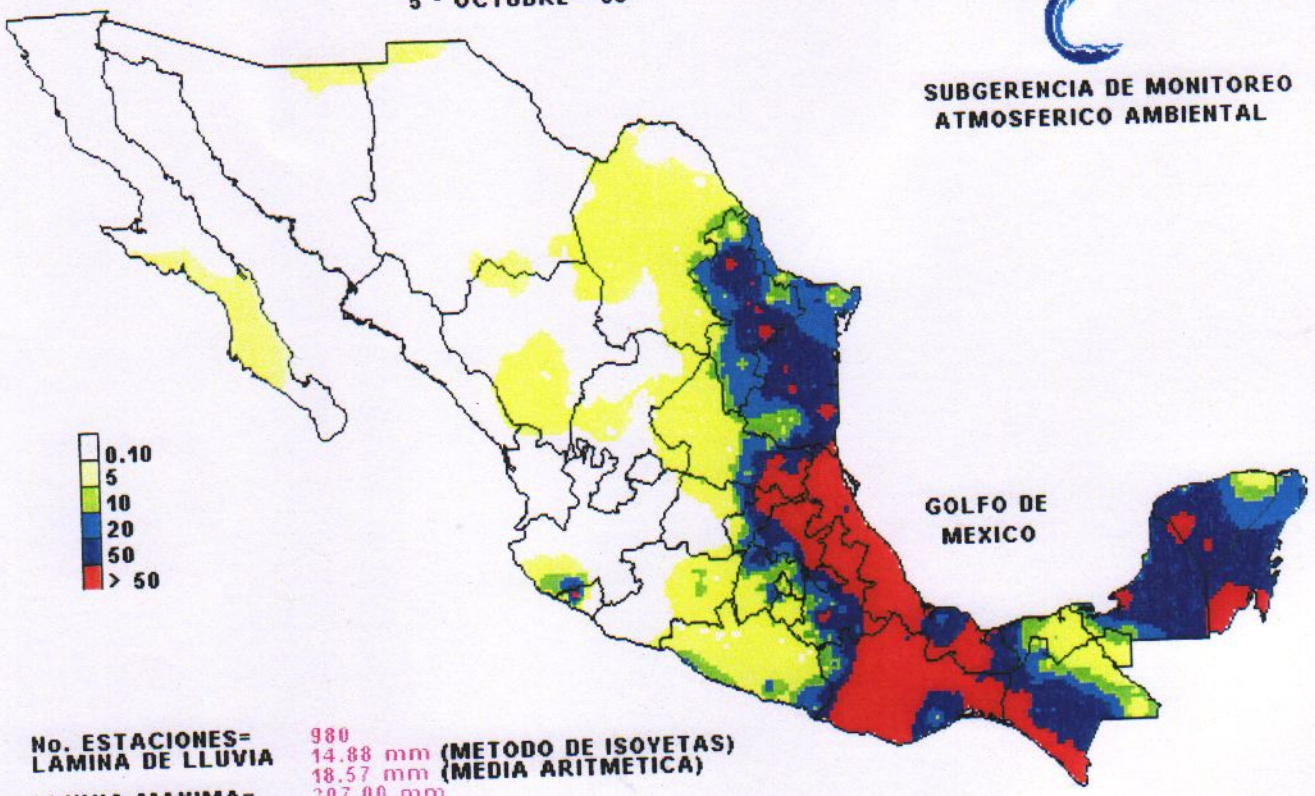


No. ESTACIONES= 943
LAMINA DE LLUVIA 8.17 mm (METODO DE ISOYETAS)
8.60 mm (MEDIA ARITMETICA)
LLUVIA MAXIMA= 216.80 mm
SITIO: SUCHIATE, CHIS

MAPA DE PRECIPITACION:
8:00 HRS (DIA ANTERIOR) - 8:00 HRS (DIA ACTUAL)
5 - OCTUBRE - 05

CNA - SGT - SMN

SUBGERENCIA DE MONITOREO
ATMOSFERICO AMBIENTAL

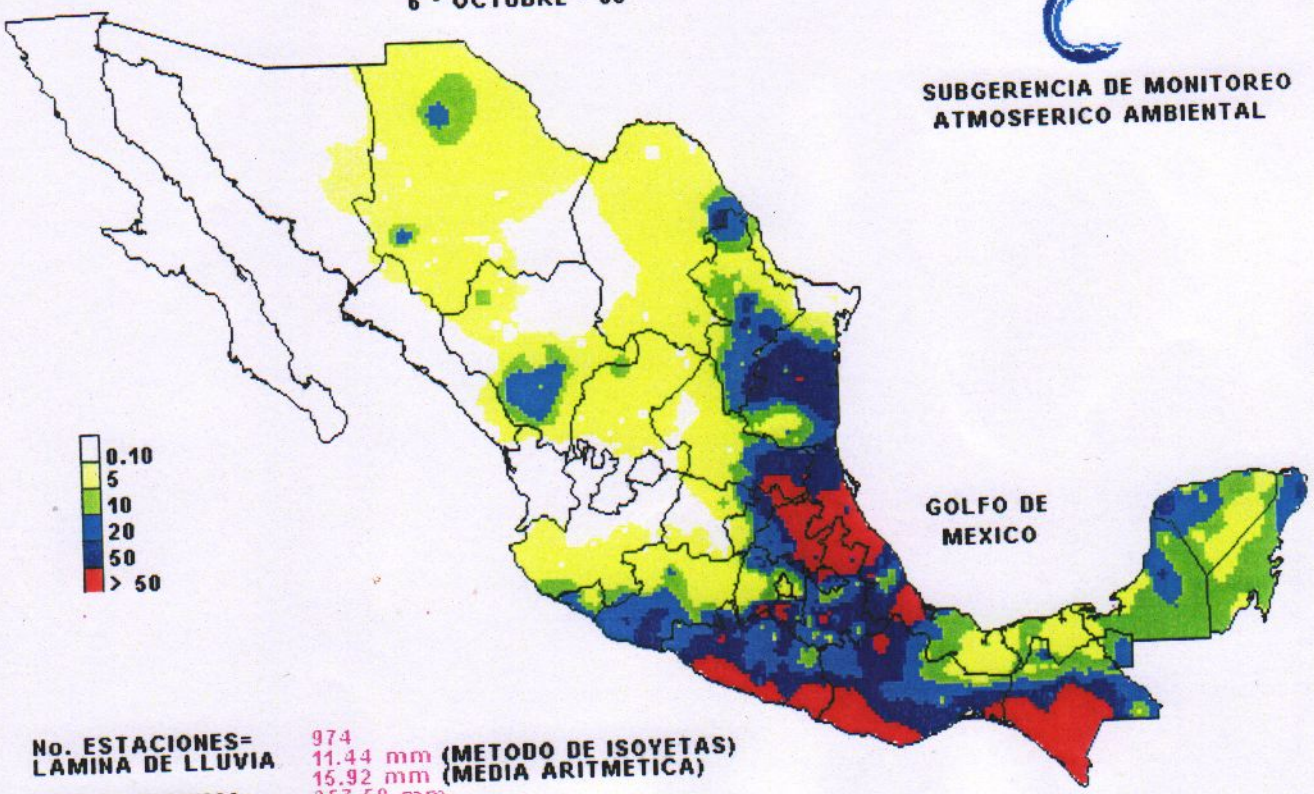


No. ESTACIONES= 980
LAMINA DE LLUVIA 14.88 mm (METODO DE ISOYETAS)
18.57 mm (MEDIA ARITMETICA)
LLUVIA MAXIMA= 307.00 mm
SITIO: EL NOVILLERO, CHIS

MAPA DE PRECIPITACION:
8:00 HRS (DIA ANTERIOR) - 8:00 HRS (DIA ACTUAL)
6 - OCTUBRE - 05

CNA - SGT - SMN

SUBGERENCIA DE MONITOREO
ATMOSFERICO AMBIENTAL



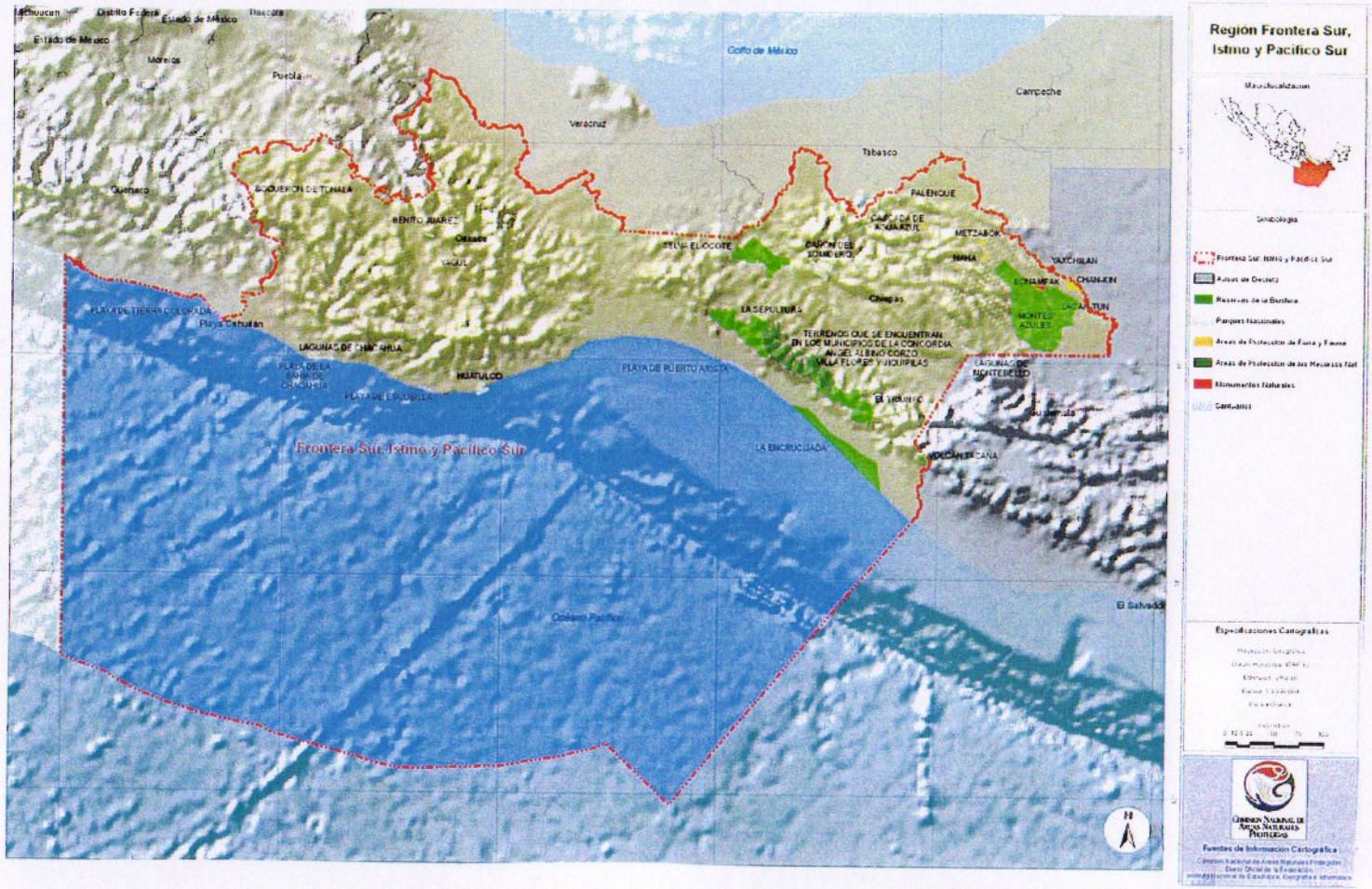
No. ESTACIONES= 974
LAMINA DE LLUVIA 11.44 mm (METODO DE ISOYETAS)
15.92 mm (MEDIA ARITMETICA)
LLUVIA MAXIMA= 357.50 mm
SITIO: EL TEJAR, VER

Tableau de la moyenne des précipitations mensuelles au Chiapas

Estación y concepto	Periodo	Meses											
		Ene	Feb	Mar	Abr	May	Jun	Jul	Ago	Sep	Oct	Nov	Dic
Pichucalco	1989	216.5	386.5	155.0	35.0	139.0	824.8	602.0	410.1	299.5	724.7	882.0	691.6
Promedio	1944-1989	299.5	221.0	150.7	133.6	190.2	373.0	390.4	448.6	539.1	537.2	376.0	318.2
Año más seco	1977	196.0	187.9	114.7	167.1	28.0	256.6	166.2	150.7	220.2	201.9	286.8	49.5
Año más lluvioso	1988	597.5	562.0	160.0	201.5	228.7	737.0	263.5	944.3	352.5	1036.7	284.5	304.0
Tapachula	1998	0.0	4.0	0.0	0.0	10.6	410.8	304.8	472.4	610.8	314.1	178.3	0.4
Promedio	1922-1998	2.0	7.3	15.6	62.1	143.7	414.7	348.9	410.8	575.8	325.5	155.0	16.7
Año más seco	1977	0.0	0.0	1.2	55.9	177.4	186.9	183.2	167.4	232.0	269.3	25.5	25.6
Año más lluvioso	1933	10.2	0.0	74.5	3.7	326.3	482.9	568.6	625.2	837.0	570.4	25.4	11.9
Motozintla	1998	0.0	0.0	0.0	0.0	44.0	160.0	111.5	200.9	0.0	0.0	0.0	21.5
Promedio	1922-1998	0.3	1.3	2.9	10.0	66.8	172.4	133.1	183.1	64.0	34.8	4.0	18.4
Año más seco	1982	0.0	0.0	0.0	10.0	44.0	41.9	23.0	31.0	35.4	46.0	0.0	0.0
Año más lluvioso	1978	1.5	0.0	0.0	25.3	130.5	328.6	461.9	356.0	376.4	395.4	27.0	0.0
Yajalón	1994	157.5	143.0	73.5	46.5	48.0	105.7	108.6	260.5	366.0	168.2	186.0	33.9
Promedio	1962-1994	93.5	77.6	61.9	73.0	131.8	241.4	228.0	259.0	352.9	279.1	160.5	120.1
Año más seco	1962	41.0	29.5	61.0	224.5	30.5	224.0	100.0	142.0	184.0	248.0	67.0	25.0
Año más lluvioso	1974	38.0	197.0	9.5	276.5	120.0	286.0	166.5	341.0	391.0	511.5	198.0	108.4
Liquidambar, Finca	1987	1.2	0.0	36.6	17.3	54.7	559.3	552.9	359.6	579.7	21.8	13.7	0.0
Promedio	1954-1987	14.2	12.4	18.4	51.2	166.8	453.7	507.1	484.0	540.5	343.8	67.7	22.2
Año más seco	1986	27.5	2.5	4.6	106.3	226.5	416.5	380.4	531.7	207.0	153.8	50.5	0.0
Año más lluvioso	1968	8.0	9.0	4.0	102.0	93.0	442.0	483.0	455.0	837.0	754.0	57.0	28.0
Comitán	1998	1.1	1.5	2.0	0.0	107.5	254.6	141.3	100.8	208.6	156.2	98.9	15.8
Promedio	1925-1998	4.7	3.9	8.1	19.4	114.7	228.7	130.3	140.8	207.2	132.3	118.4	11.1
Año más seco	1946	0.0	0.0	0.0	12.4	25.8	98.0	87.1	91.4	201.8	69.8	56.2	2.0
Año más lluvioso	1958	5.5	17.5	33.5	52.5	197.8	382.5	221.4	137.0	337.0	121.2	38.5	2.5
Chilil	1995	13.5	17.5	8.0	105.5	127.5	207.5	209.5	345.0	242.5	286.5	57.0	30.0
Promedio	1968-1995	21.7	15.8	29.0	44.5	121.0	222.9	126.8	161.4	178.4	136.2	48.4	39.5
Año más seco	1986	34.5	10.0	0.0	0.0	81.0	15.5	71.5	61.0	0.0	54.0	24.0	82.5
Año más lluvioso	1971	32.5	68.0	39.5	39.5	99.5	247.5	355.4	339.0	358.5	269.0	178.0	65.2
San Cristóbal las Casas	1990	1.6	7.0	31.1	165.4	69.9	155.4	102.3	146.3	197.9	72.8	26.9	6.3
Promedio	1922-1996	11.3	5.9	17.7	40.1	126.1	283.6	197.8	146.7	154.8	87.8	23.9	9.8
Año más seco	1986	5.5	0.0	9.0	22.9	152.7	132.9	36.6	63.2	60.8	61.5	45.9	4.9
Año más lluvioso	1954	0.0	5.6	12.7	103.7	175.7	401.4	281.0	195.6	489.2	241.1	1.0	5.3

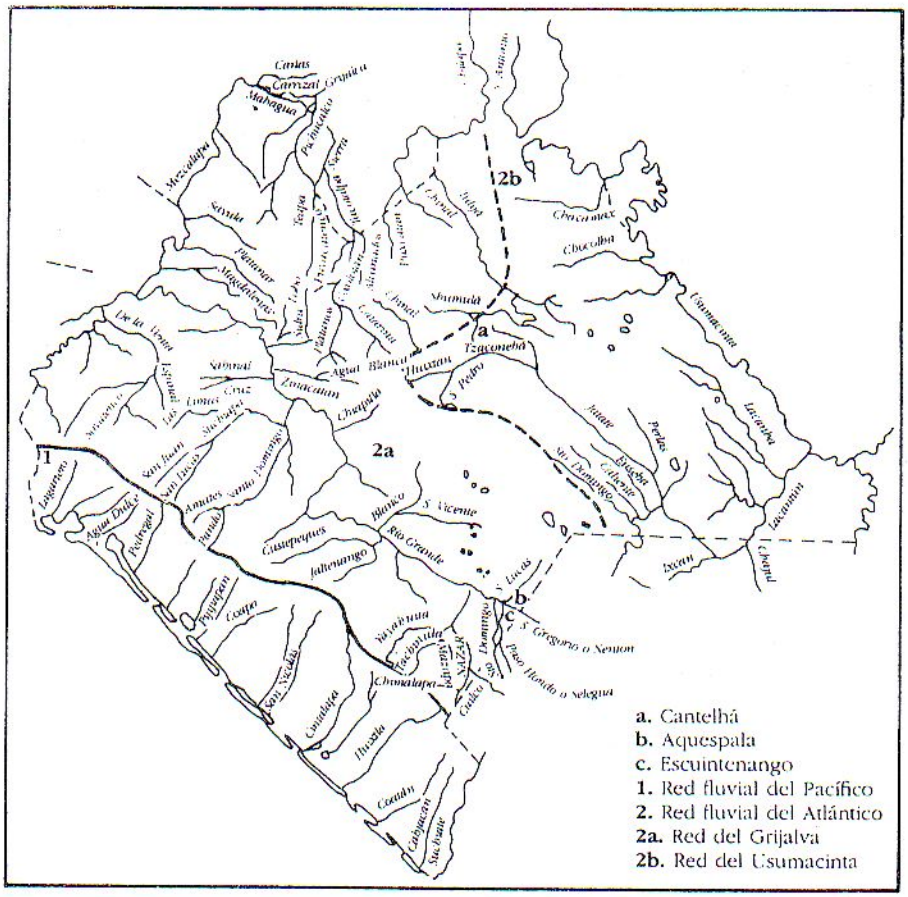
FUENTE: CNA. Registro Mensual de Precipitación Pluvial en mm.

SNIEG, *Portal INEGI* [Site Internet] [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://mapserver.inegi.gob.mx/geografia/espanol/estados/chis/precip_tot_mes.cfm?c=1214&c=07&CFID=290157&CFTOKEN=14425201



Source : Commission Nationale des Aires Naturelles Protégées, Disponible sur : http://www.conanp.gob.mx/sig/imgmapoteca/mapoteca.htm

Carte 6. Les fleuves du Chiapas

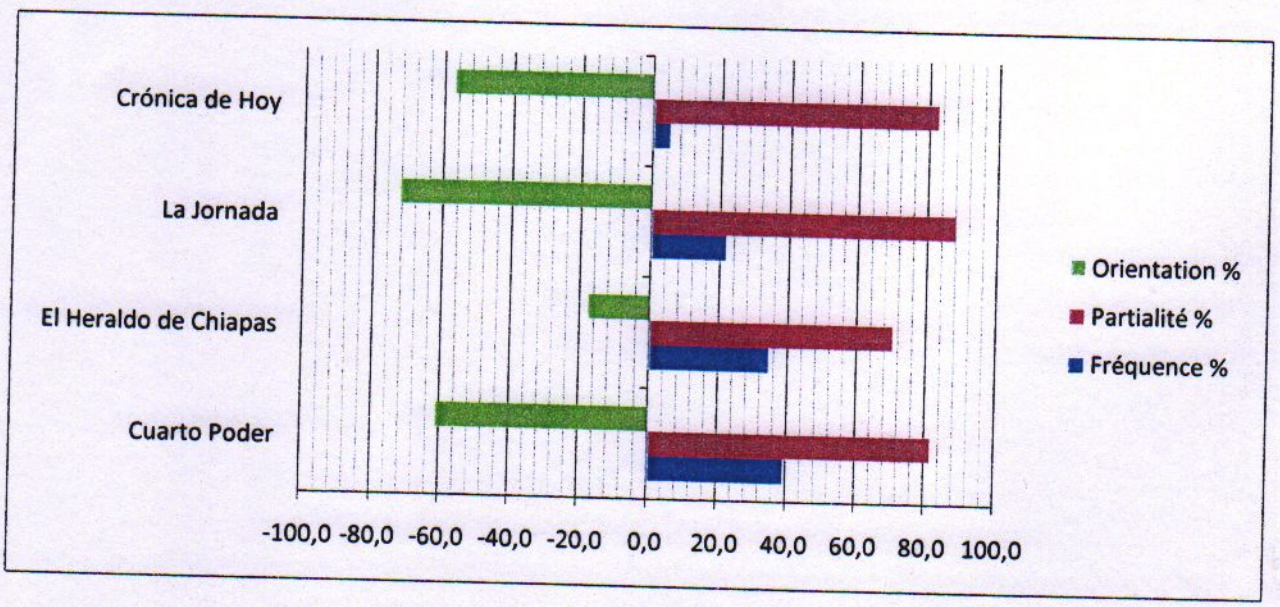


Source : VIQUEIRA Juan Pedro et RUZ Humberto, *Chiapas. Los rumbos de otra historia* [Texte imprimé], México : UNAM, CIESAS et Universidad de Guadalajara, 1996, p.45, In ZEBADUA Emilio, *Breve historia de Chiapas* [Texte imprimé], México: El colegio de México, 1999,187p. P.22

Annexe II

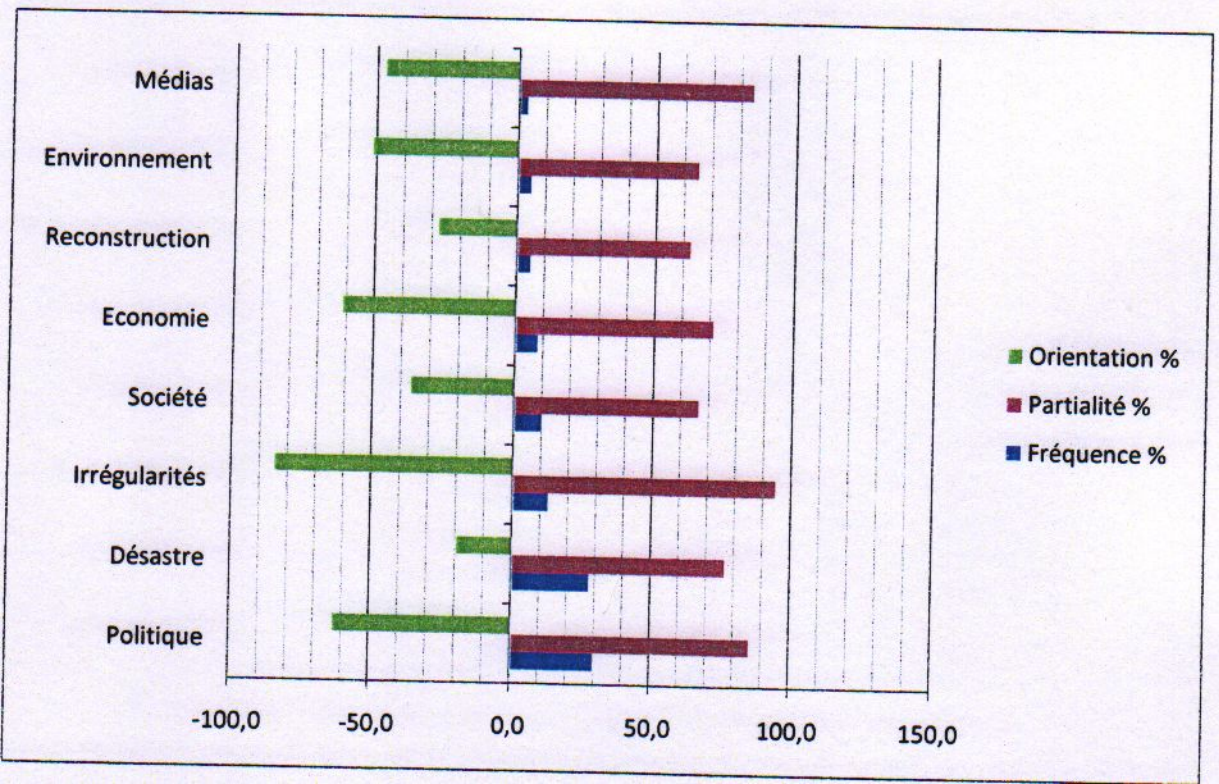
ÉTUDE D'ARTICLES D'OPINION 2005- RAPPORT SIMPLE
Unités par Média

Média	Fréquence %	Partialité %	Orientation %
Cuarto Poder	39,2	81,7	-61,1
El Heraldo de Chiapas	34,5	70,4	-17,7
La Jornada	21,6	88,0	-72,4
Crónica de Hoy	4,8	82,5	-57,1
Total	**100,0**		



ÉTUDE D'ARTICLES D'OPINION 2005- RAPPORT SIMPLE
Unités par Dossier

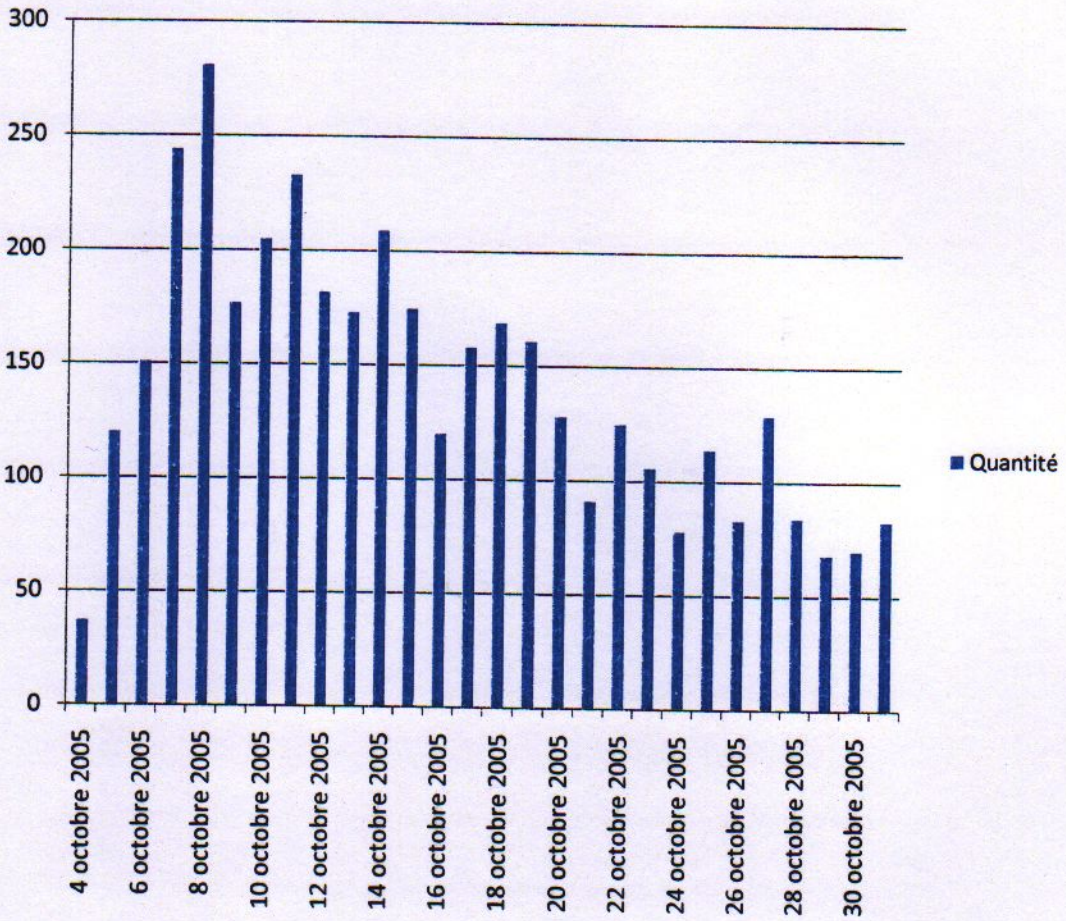
Dossier	Fréquence %	Partialité %	Orientation %
Politique	29,6	85,8	-63,1
Désastre	27,8	76,7	-19,7
Irrégularités	12,6	94,5	-84,8
Société	9,8	66,4	-36,7
Economie	7,9	71,2	-61,5
Reconstruction	4,9	62,5	-28,1
Environnement	4,6	65,0	-51,7
Médias	2,9	84,2	-47,4
Total	**100,0**		



ÉTUDE D'ARTICLES D'OPINION 2005- RAPPORT SIMPLE

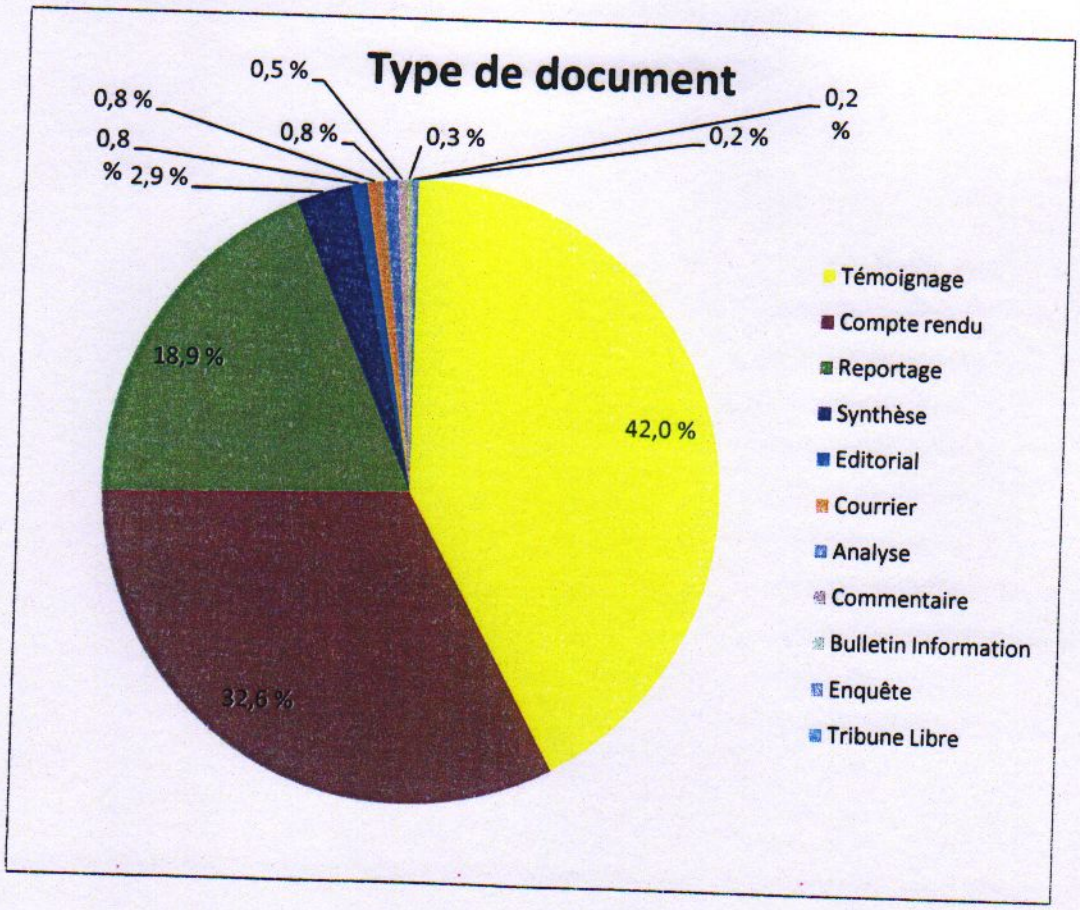
Journaliste	Fréquence %	Partialité %	Orientation %
Ausencio García	9,3	82,0	4,9
Carlos Z.Cadena	8,2	78,7	-65,7
Enrique García Cuellar	6,6	73,6	-20,7
Amet Samayoa	6,0	86,1	-53,2
Angel Marío Ksheratto	5,3	92,8	-60,9
Sergio Melgar	5,2	54,4	-30,9
Carlos Fernandez-Vega	4,5	74,6	-61,0
Pepe Figueroa	3,7	93,9	-93,9
Carlos Rojas	3,7	93,8	-77,1
Miguel González Alonso	3,7	85,4	-56,3
David Martinez	3,6	57,4	-19,1
Luis Javier Garrido	3,1	100,0	-80,5
Roberto Domínguez Cortés	3,0	92,5	-67,5
Luis Linares Zapata	2,4	90,6	-90,6
Adolfo Sanchez Rebolledo	2,4	90,3	-51,6
Gloria Muñoz Ramirez	2,2	93,1	-65,5
José López Arévalo	2,1	67,9	-39,3
Ricardo Monreal Avila	2,1	42,9	-28,6
Wilfrido Galdámez Toledo	2,1	81,5	-37,0
Aurora Berdejo Arvizu	1,9	56,0	-56,0
Rutilio Escandón	1,9	64,0	0,0
Enrique Galván Ochoa	1,8	95,8	-95,8
Marco Rascón	1,6	95,2	-95,2
Pedro Peñaloza	1,4	88,9	-22,2
Miguel Angel Rivera	1,2	43,8	6,3
Federico La Montt	1,1	46,7	6,7
Francisco Labastida Ochoa	1,0	46,2	-15,4
Julio Hernández López	1,0	100,0	-100,0
Enriqueta Burelo	0,9	83,3	-50,0
Pablo Hiriart	0,8	81,8	-45,5
Pablo Latapí	0,8	90,9	-72,7
Rita Balboa	0,8	90,9	-90,9
José Blanco	0,8	100,0	-100,0
Cuaúhtemoc Cárdenas	0,5	100,0	-100,0
David Romero Ceyde	0,5	83,3	-83,3
Ricardo Becerra	0,5	83,3	-16,7
Jesús Belmont Vázquez	0,4	0,0	0,0
José Carreño Carlón	0,4	60,0	-60,0
Ramón Sosamontes	0,4	100,0	-100,0
Poncho Vera	0,3	100,0	-50,0
Victor Carrillo Caloca	0,2	0,0	0,0
Victor Hugo Cirigo	0,2	33,3	-33,3
Pepe Grillo	0,2	100,0	-100,0
Pedro Miguel	0,1	100,0	-100,0
Ubaldo Díaz	0,1	0,0	0,0
Total	**100,0**		

ÉTUDE D'INFORMATION GÉNÉRALE 2005- RAPPORT SIMPLE
Unités par Période



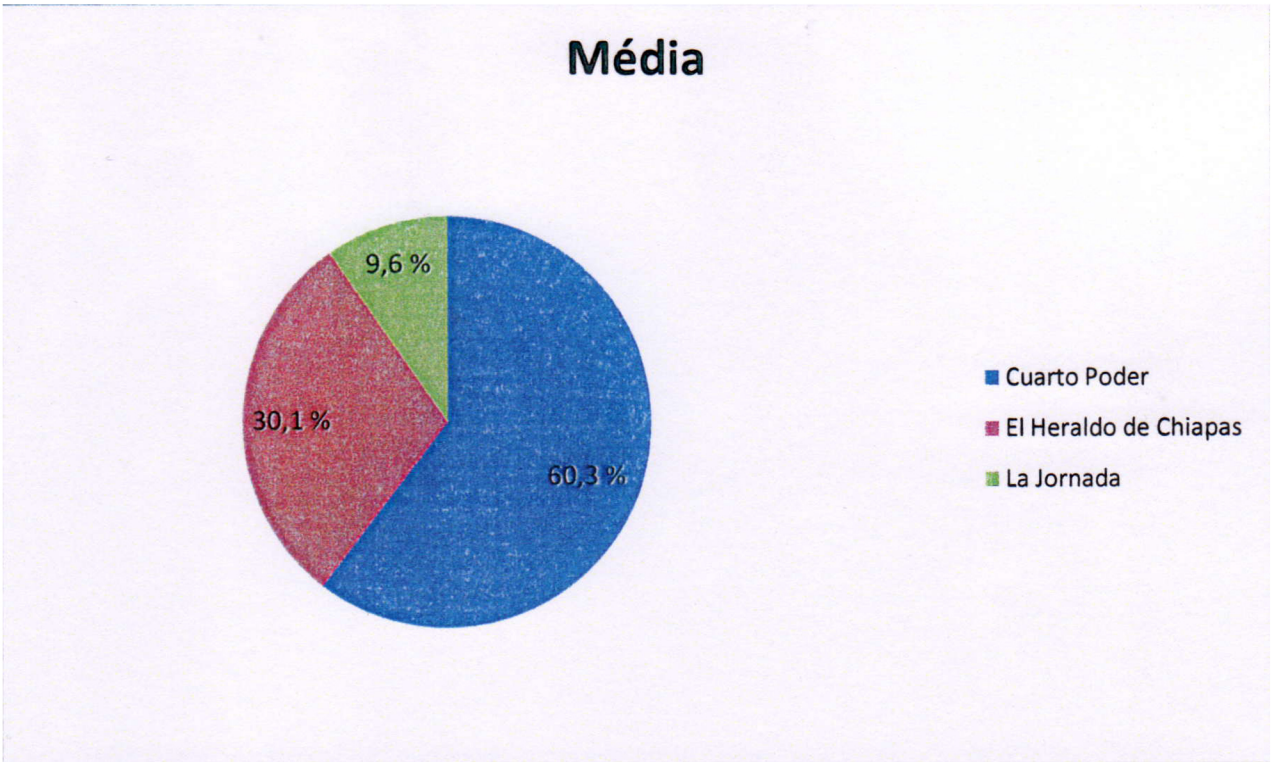
ÉTUDE D'INFORMATION GÉNÉRALE 2005- RAPPORT SIMPLE
Unités par Type de document

Type de document	Quantité	Fréquence %
Témoignage	1662	42,0
Compte rendu	1289	32,6
Reportage	748	18,9
Synthèse	116	2,9
Editorial	33	0,8
Courrier	32	0,8
Analyse	30	0,8
Commentaire	18	0,5
Bulletin Information	10	0,3
Enquête	8	0,2
Tribune Libre	7	0,2
Total	**3954**	**100,0**



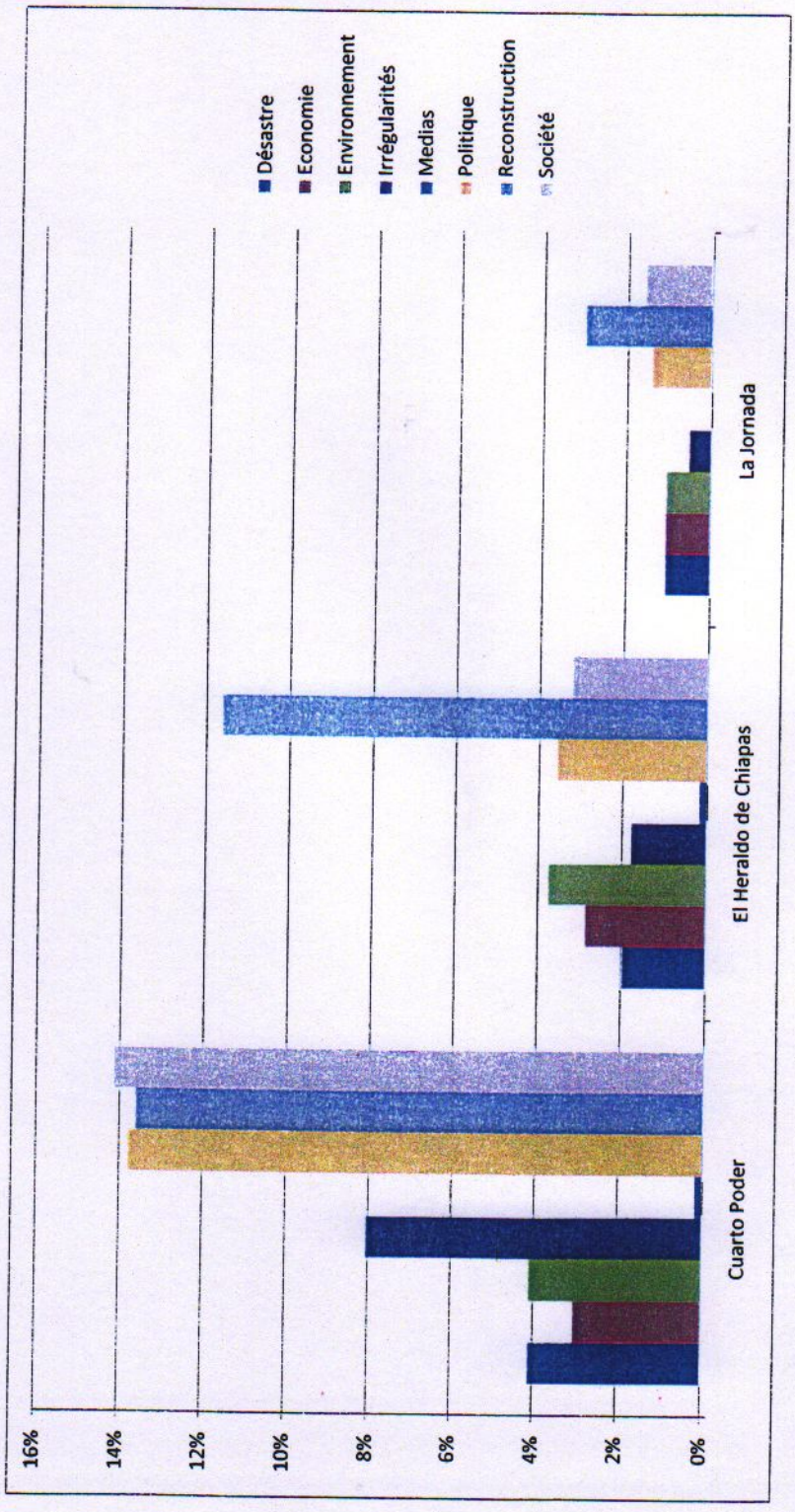
ÉTUDE D'INFORMATION GÉNÉRALE 2006- RAPPORT SIMPLE
Unités par Média

Média	Quantité	Fréquence %
Cuarto Poder	377	60,3
El Heraldo de Chiapas	188	30,1
La Jornada	60	9,6
Total	**625**	**100,0**



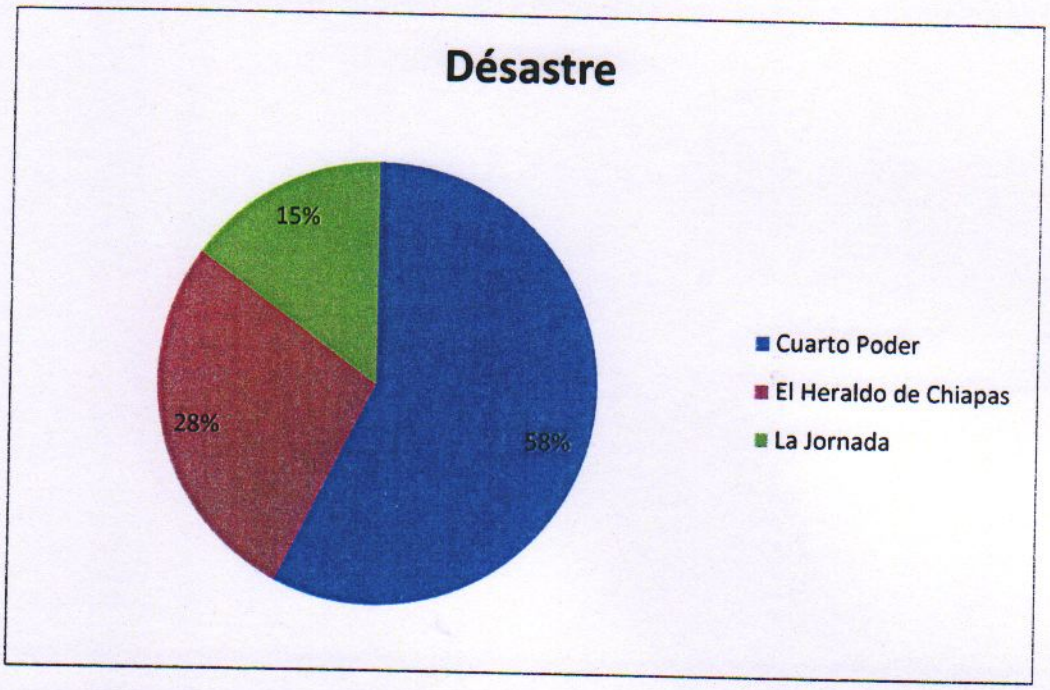
ÉTUDE D'INFORMATION GÉNÉRALE 2006- RAPPORT CROISÉ
Unités par Dossiers par Média

Somme de Fréquence %	Dossier							
Média	Désastre	Economie	Environnement	Irrégularités	Medias	Politique	Reconstruction	Société	Total général
Cuarto Poder	4%	3%	4%	8%	0%	14%	14%	14%	61%
El Heraldo de Chiapas	2%	3%	4%	2%	0%	4%	12%	3%	29%
La Jornada	1%	1%	1%	1%		1%	3%	2%	10%
Total général	7%	7%	9%	10%	0%	19%	28%	19%	100%

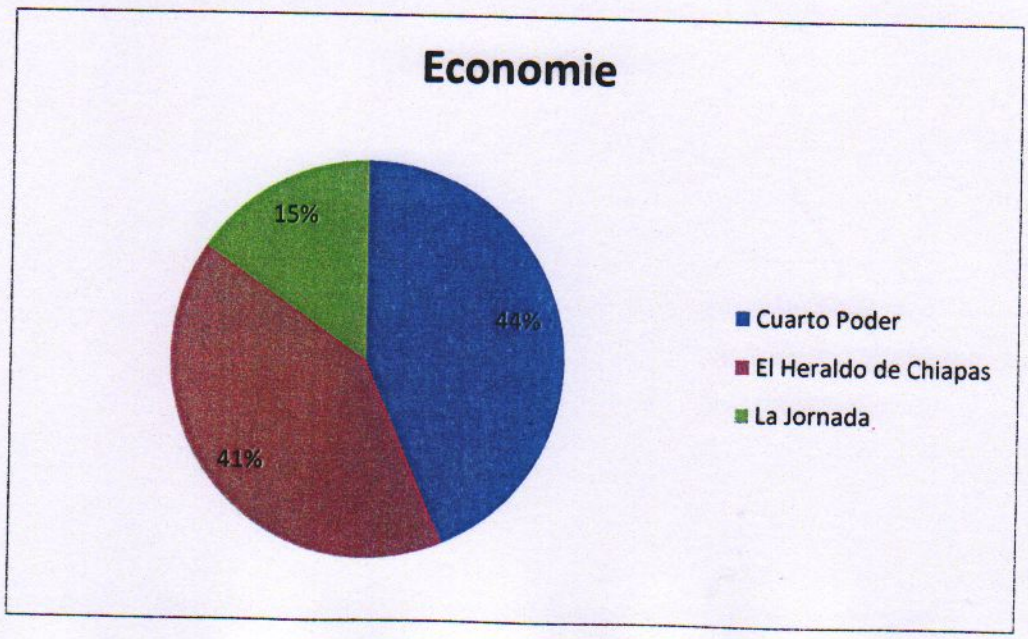


ÉTUDE D'INFORMATION GÉNÉRALE 2006- RAPPORT CROISÉ
Unités par Médias par Dossier décomposé

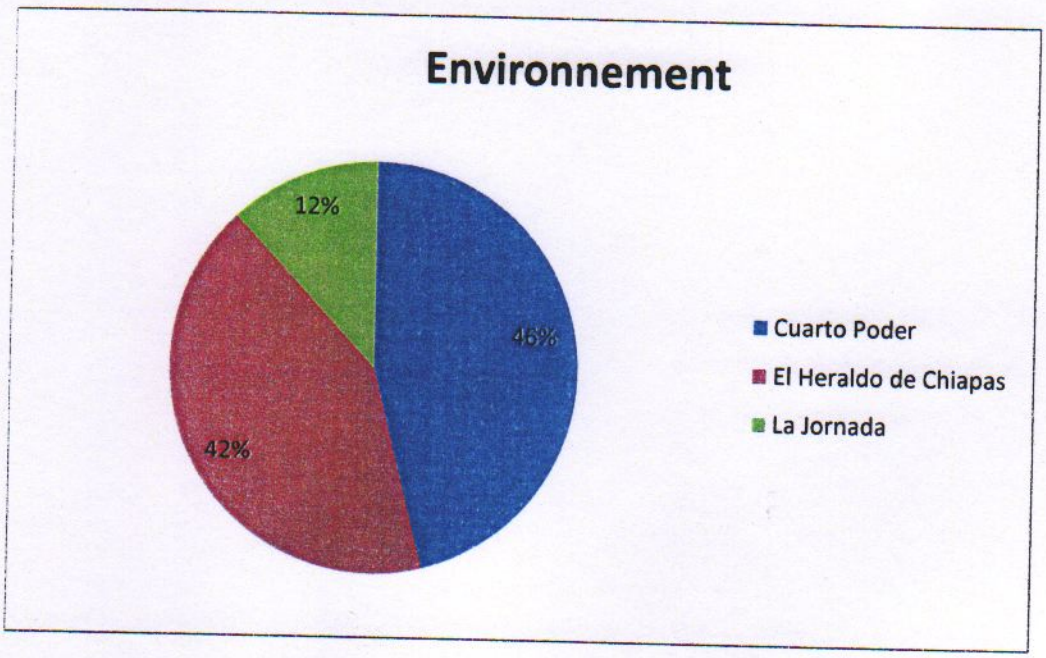
Dossier	Média	Quantité	Fréquence %
Désastre	Cuarto Poder	23	58%
Désastre	El Heraldo de Chiapas	11	28%
Désastre	La Jornada	6	15%
		40	**100%**



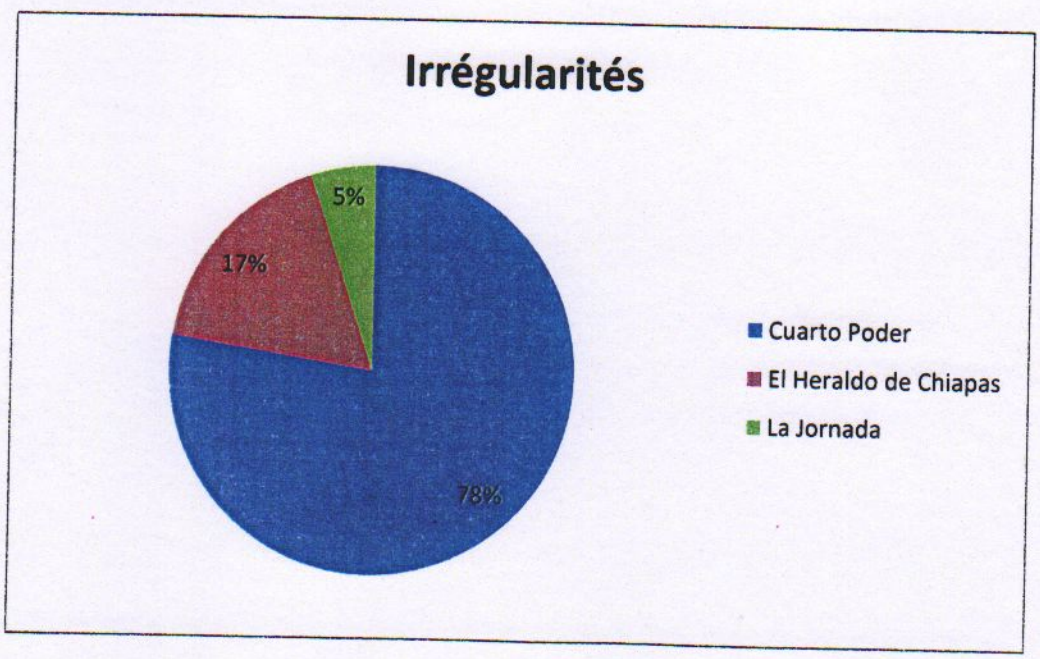
Dossier	Média	Quantité	Fréquence %
Economie	Cuarto Poder	17	44%
Economie	El Heraldo de Chiapas	16	41%
Economie	La Jornada	6	15%
		39	**100%**



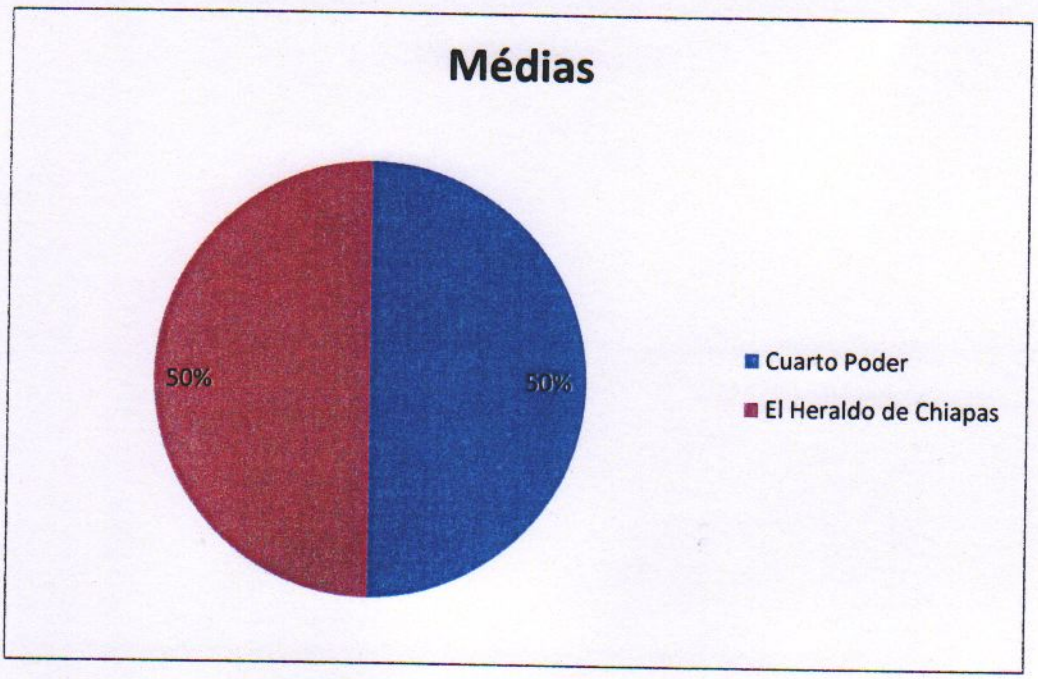
Dossier	Média	Quantité	Fréquence %
Environnement	Cuarto Poder	23	46%
Environnement	El Heraldo de Chiapas	21	42%
Environnement	La Jornada	6	12%
		50	**100%**



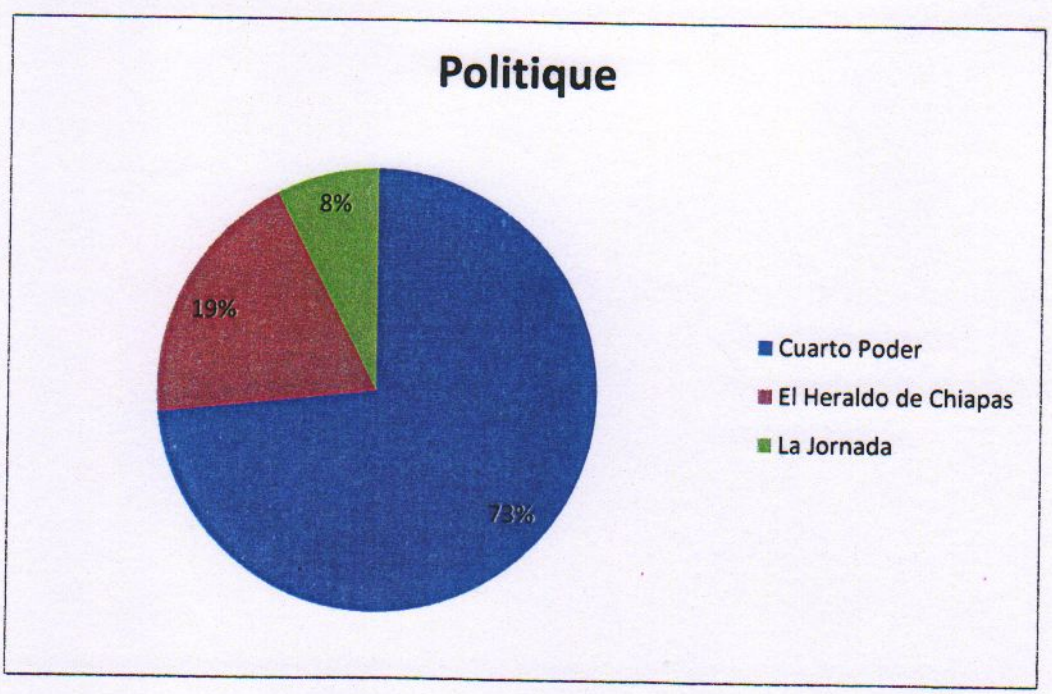
Dossier	Média	Quantité	Fréquence %
Irrégularités	Cuarto Poder	45	78%
Irrégularités	El Heraldo de Chiapas	10	17%
Irrégularités	La Jornada	3	5%
		58	**100%**



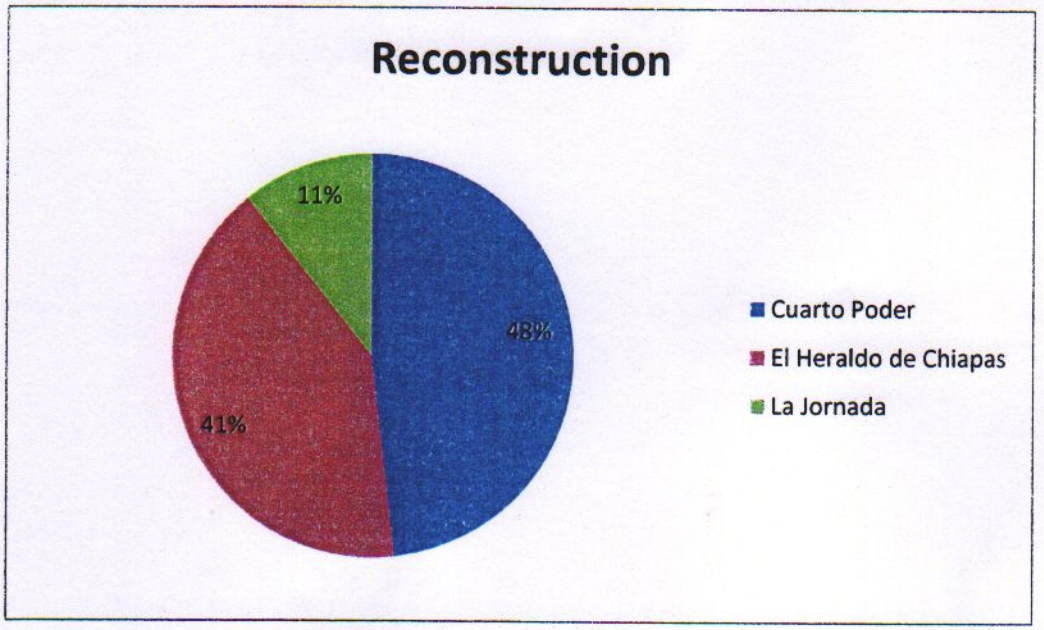
Dossier	Média	Quantité	Fréquence %
Medias	Cuarto Poder	1	50%
Medias	El Heraldo de Chiapas	1	50%
		2	**100%**



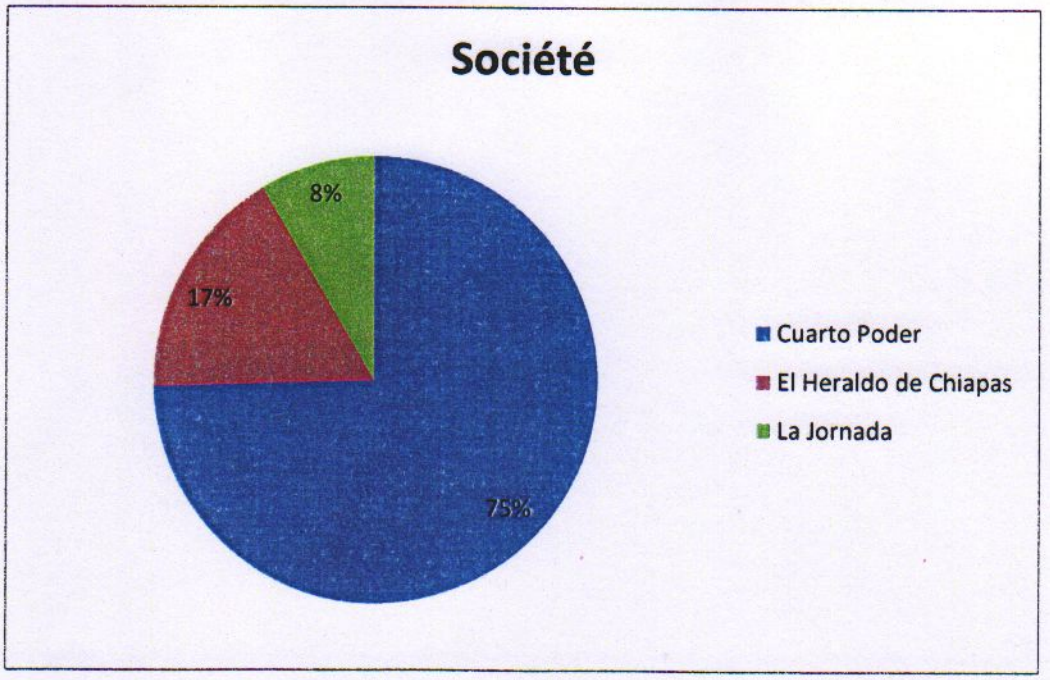
Dossier	Média	Quantité	Fréquence %
Politique	Cuarto Poder	77	73%
Politique	El Heraldo de Chiapas	20	19%
Politique	La Jornada	8	8%
		105	**100%**



Dossier	Média	Quantité	Fréquence %
Reconstruction	Cuarto Poder	76	48%
Reconstruction	El Heraldo de Chiapas	65	41%
Reconstruction	La Jornada	17	11%
		158	**100%**



Dossier	Média	Quantité	Fréquence %
Société	Cuarto Poder	79	75%
Société	El Heraldo de Chiapas	18	17%
Société	La Jornada	9	8%
		106	**100%**



Annexe III

TABLEAUX DES POURCENTAGES DE LA COUVERTURE MEDIATIQUE DE L'ÉVÈNEMENT STAN PAR JOURNAL (octobre 2005)

Méthode d'échantillonnage probabiliste : nous avons compté le nombre global d'articles du journal, 1 jour sur 3. Les seules sections non comptabilisées sont le sport, la culture, le spectacle sachant que nous n'avons pas non plus relevé les articles sur Stan dans ces sections. Puis, nous avons fait la moyenne d'articles par jour. Nous avons ensuite multiplié le nombre obtenu par 31 jours (du 1 au 31 octobre 2005). Enfin, nous avons calculé le pourcentage en multipliant le nombre d'articles sur Stan par cent et en divisant le tout par le nombre moyen d'articles par mois.

1/ *La Jornada*

Jour	**1er oct 05**	**4 oct 05**	**7 oct 05**	**10 oct 05**	**13 oct 05**	**16 oct 05**	**19 oct 05**	**22 oct 05**	**25 oct 05**	**28 oct 05**	**31 oct 05**	**Total**	**Moyenne art./ jour (1410/11)**	**Moyenne art./ Mois (128x 31)**
Nbre articles	**130**	**134**	**134**	**106**	**132**	**112**	**152**	**128**	**124**	**142**	**116**	**1410**	**128**	**3968**

Pourcentage de la couverture de « l'événement Stan » sur l'ensemble du journal :
Nombre d'articles sur Stan en octobre 2005 : 170
Soit : 170 x 100 / 3968 = 4,3%

2/ *Cronica de Hoy*

Jour	**1er oct 05**	**4 oct 05**	**7 oct 05**	**10 oct 05**	**13 oct 05**	**16 oct 05**	**19 oct 05**	**22 oct 05**	**25 oct 05**	**28 oct 05**	**31 oct 05**	**Total**	**Moyenne art./ jour (748/11)**	**Moyenne art./ Mois (68x 31)**
Nbre articles	**67**	**77**	**75**	**57**	**77**	**78**	**70**	**55**	**63**	**76**	**53**	**748**	**68**	**2108**

Pourcentage de la couverture de « l'événement Stan » sur l'ensemble du journal :
Nombre d'articles sur Stan en octobre 2005 : 47
47 x 100 / 2108 = 2.22 %

3/ *Cuarto Poder*

Jour	1er oct 05	4 oct 05	7 oct 05	10 oct 05	13 oct 05	16 oct 05	19 oct 05	22 oct 05	25 oct 05	28 oct 05	31 oct 05	Total	Moyenne art./ jour (751/11)	Moyenne art./ Mois (68x 31)
Nbre articles	73	57	62	57	70	71	75	72	76	67	71	751	68	2108

Pourcentage de la couverture de « l'événement Stan » sur l'ensemble du journal :
Nombre d'articles sur Stan en octobre 2005 : 436
436 x 100 / 2108 = 20 %

4/ *El Heraldo de Chiapas*

Jour	1er oct 05	4 oct 05	7 oct 05	10 oct 05	13 oct 05	16 oct 05	19 oct 05	22 oct 05	25 oct 05	28 oct 05	31 oct 05	Total	Moyenne art./ jour (482/11)	Moyenne art./ Mois (44x31)
Nbre articles	52	49	40	29	54	43	43	49	41	41	41	482	44	1364

Pourcentage de la couverture de « l'événement Stan » sur l'ensemble du journal :
Nombre d'articles sur Stan en octobre 2005 : 410
410 x 100 / 1364 = 30 %

SEGOB
SECRETARÍA DE GOBERNACIÓN

Proceso de acceso a los recursos del Fondo Revolvente del FONDEN

Fonden Atención a emergencias

Emisión de Declaratoria de Emergencia



Entidad Federativa solicita declaratoria de Emergencia a la Coordinación General de Protección Civil

La Coordinación General de Protección Civil solicita inmediatamente dictamen de corroboración a instancia técnica facultada:
Comisión Nacional Forestal (Incendios Forestales)
Comisión Nacional del Agua (Fenómenos Hidrometeorológicos)
Centro Nacional de Prevención de Desastres (Fenómenos Geológicos)

Entidad Federativa envía información estadística acerca de la situación de la emergencia a la Dirección General de Protección Civil, paralelamente a la solicitud de declaratoria de emergencia

Instancia Técnica dictamina la procedencia o no procedencia de la solicitud de la entidad.

No procedente

La Coordinación General de Protección Civil notifica a la Entidad la no procedencia de su solicitud.

Procedente

La Coordinación General de Protección Civil Emite Boletín de Prensa notificando la Emergencia.

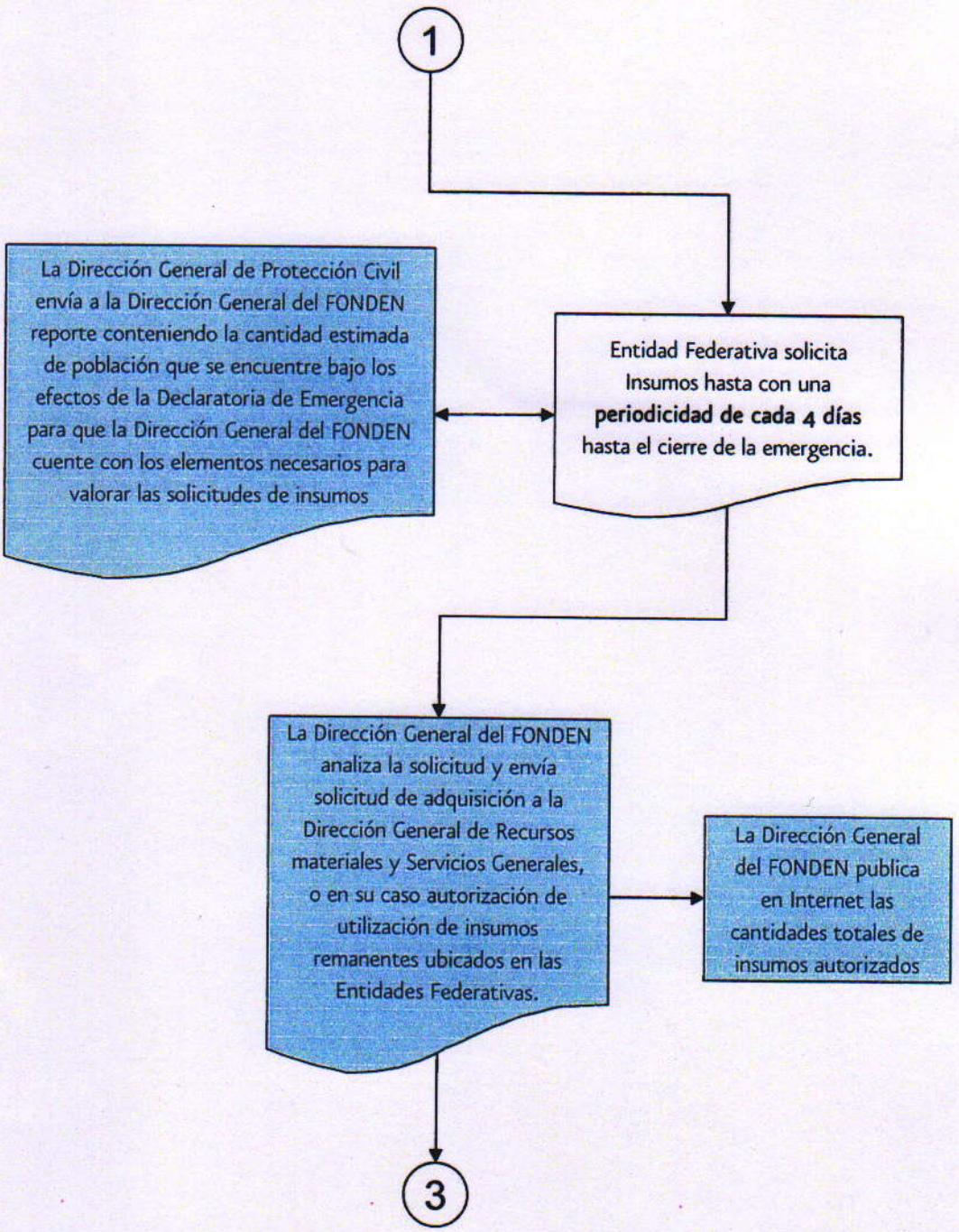
1

SEGOB
SECRETARÍA DE GOBERNACIÓN

Proceso de acceso a los recursos del Fondo Revolvente del FONDEN

Fonden Atención a emergencias

Solicitudes de Insumos

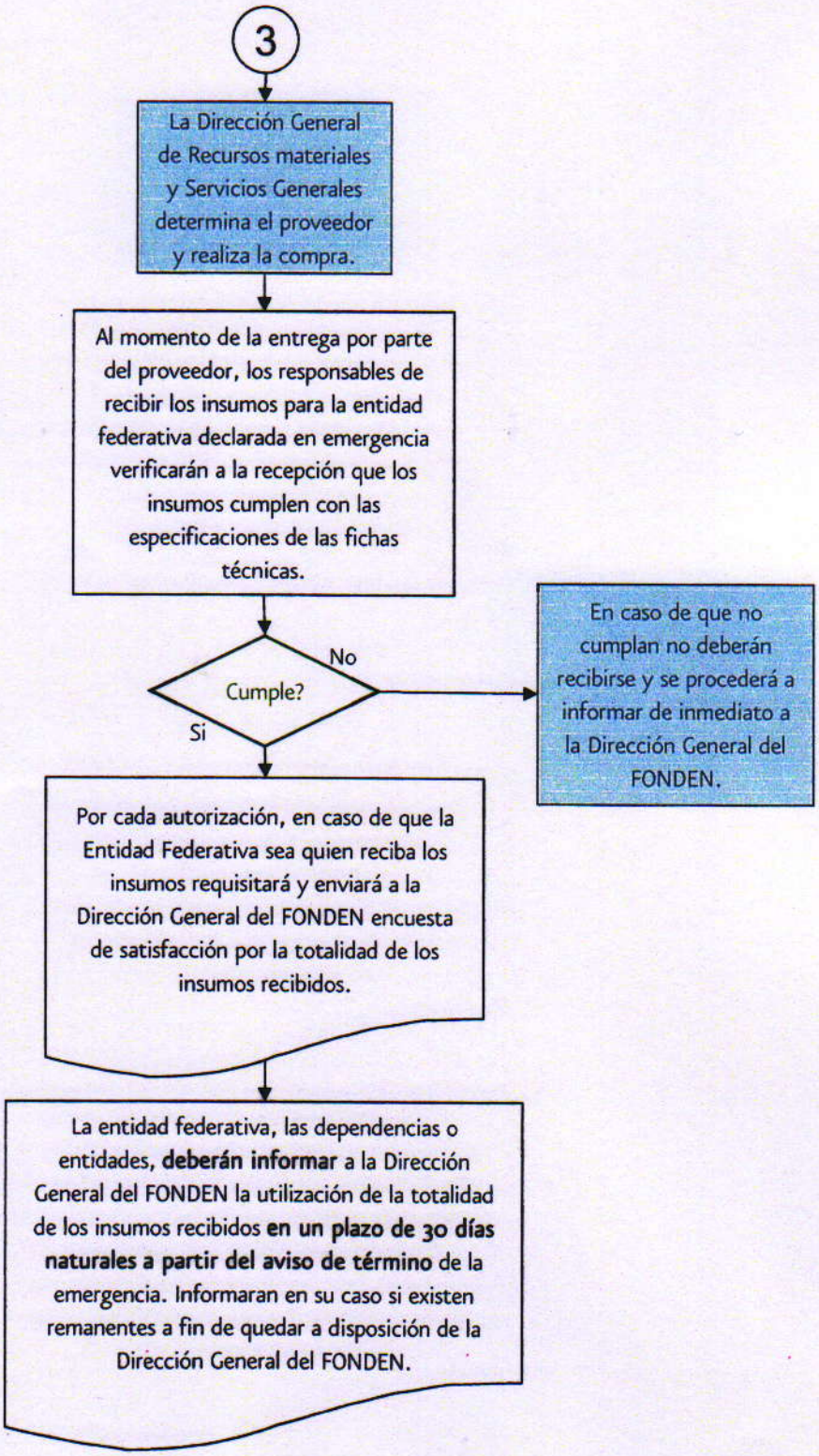


SEGOB
SECRETARÍA DE GOBERNACIÓN

Proceso de acceso a los recursos del Fondo Revolvente del FONDEN

Fonden Atención a emergencias

Recepción y Comprobación de Insumos

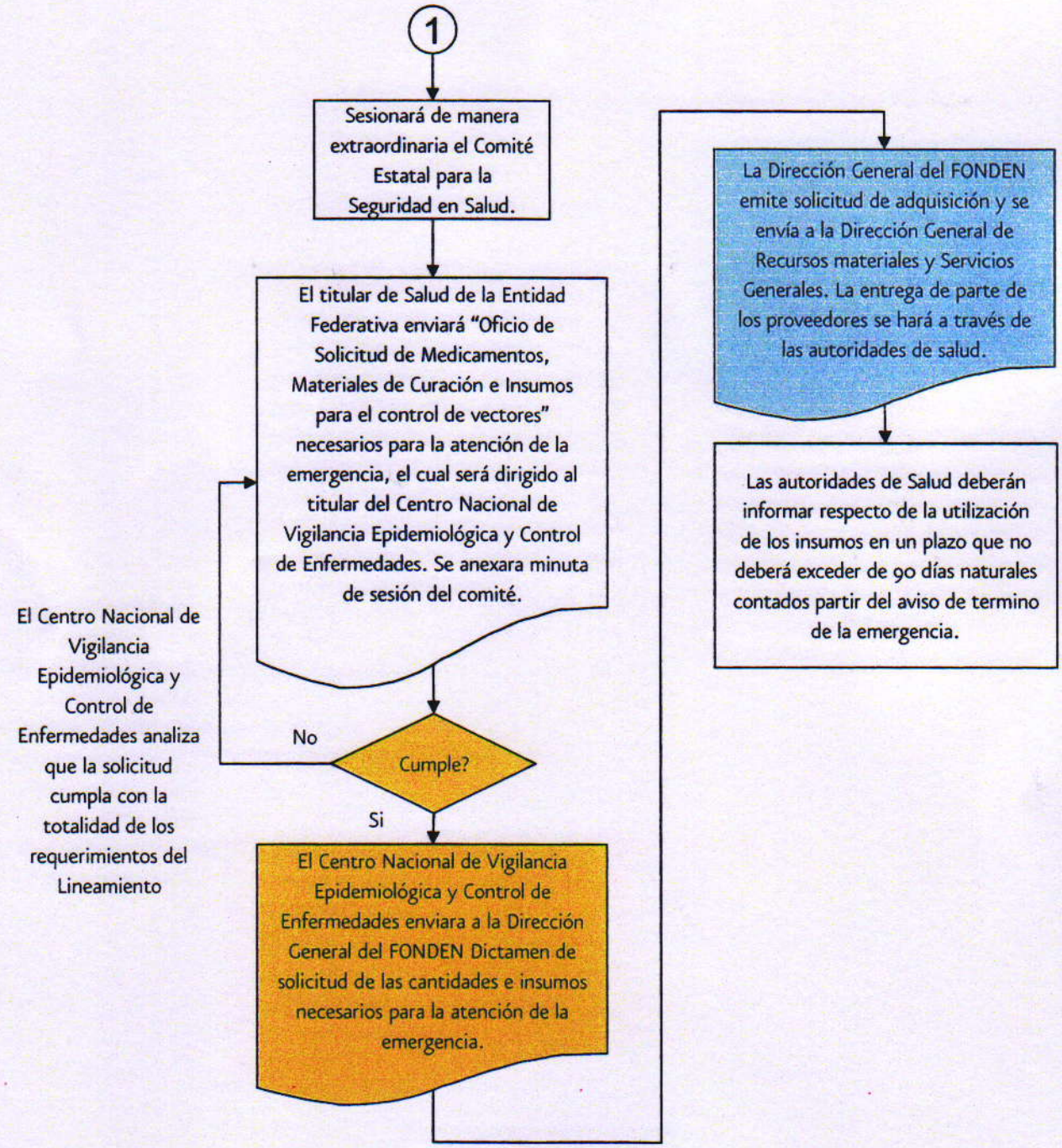


SEGOB
SECRETARÍA DE GOBERNACIÓN

Proceso de acceso a los recursos del Fondo Revolvente del FONDEN

Fonden Atención a emergencias

Solicitudes de medicamentos



SECRETARÍA DEL TRABAJO Y PREVISIÓN SOCIAL

COMISION NACIONAL DE LOS SALARIOS MÍNIMOS

salarios mínimos
vigentes a partir de 1o. de enero de 2005

salarios mínimos	AREAS GEOGRAFICAS			
	A	B	C	
	Pesos diarios			
Generales	46.80	45.35	44.05	
Profesionales				
1 Albañilería, oficial de	68.20	66.25	64.20	1
2 Archivista clasificador en oficinas	65.20	63.25	61.25	2
3 Boticas, farmacias y droguerías, dependiente de mostrador en	59.35	57.60	55.90	3
4 Buldozer, operador de	71.85	69.60	67.50	4
5 Cajero(a) de máquina registradora	60.50	58.85	57.10	5
6 Cajista de imprenta, oficial	64.40	62.60	60.55	6
7 Cantinero preparador de bebidas	61.90	60.05	58.25	7
8 Carpintero de obra negra	63.60	61.70	59.75	8
9 Carpintero en fabricación y reparación de muebles, oficial	66.95	64.90	62.90	9
10 Cepilladora, operador de	64.70	62.95	60.95	10
11 Cocinero(a), mayor(a) en restaurantes, fondas y demás establecimientos de preparación y venta de alimentos	69.20	67.20	65.05	11
12 Colchones, oficial en fabricación y reparación de	62.60	60.80	59.05	12
13 Colocador de mosaicos y azulejos, oficial	66.85	64.80	62.75	13
14 Contador, ayudante de	65.70	63.80	61.75	14
15 Construcción de edificios y casas habitación, yesero en	63.10	61.40	59.40	15
16 Construcción, fierrero en	65.70	63.80	61.75	16
17 Cortador en talleres y fábricas de manufactura de calzado, oficial	61.25	59.55	57.75	17
18 Costurero(a) en confección de ropa en talleres o fábricas	60.40	58.50	56.95	18
19 Costurero(a) en confección de ropa en trabajo a domicilio	62.20	60.45	58.50	19
20 Chofer acomodador de automóviles en estacionamientos	63.60	61.70	59.75	20
21 Chofer de camión de carga en general	69.80	67.80	65.75	21
22 Chofer de camioneta de carga en general	67.60	65.60	63.50	22
23 Chofer operador de vehículos con grúa	64.70	62.95	60.95	23
24 Draga, operador de	72.60	70.55	68.25	24
25 Ebanista en fabricación y reparación de muebles, oficial	68.05	66.05	63.95	25
26 Electricista instalador y reparador de instalaciones eléctricas, oficial	66.65	64.80	62.75	26
27 Electricista en la reparación de automóviles y camiones, oficial	67.40	65.40	63.30	27
28 Electricista reparador de motores y/o generadores en talleres de servicio, oficial	64.70	62.95	60.95	28
29 Empleado de góndola, anaquel o sección en tiendas de autoservicio	59.15	57.45	55.40	29
30 Encargado de bodega y/o almacén	61.55	59.75	57.95	30
31 Enfermería, auxiliar práctico de	63.60	61.70	59.75	31
32 Ferreterías y tlapalerías, dependiente de mostrador en	62.95	60.95	59.15	32
33 Fogonero de calderas de vapor	65.20	63.25	61.25	33
34 Gasolinero, oficial	60.40	58.50	56.95	34
35 Herrería, oficial de	65.70	63.80	61.75	35
36 Hojalatero en la reparación de automóviles y camiones, oficial	66.95	64.90	62.90	36
37 Hornero fundidor de metales, oficial	68.60	66.70	64.65	37
38 Joyero-platero, oficial	63.60	61.70	59.75	38
39 Joyero-platero en trabajo a domicilio, oficial	66.25	64.45	62.40	39
40 Laboratorios de análisis clínicos, auxiliar en	62.60	60.80	59.05	40
41 Linotipista, oficial	70.70	68.80	66.70	41
42 Lubricador de automóviles, camiones y otros vehículos de motor	60.95	59.15	57.25	42
43 Maestro en escuelas primarias particulares	72.10	70.05	67.75	43
44 Manejador de gallineros	58.40	56.80	55.05	44
45 Maquinaria agrícola, operador de	68.60	66.70	64.65	45
46 Máquinas de fundición a presión, operador de	61.90	60.05	58.25	46
47 Máquinas de troquelado en trabajos de metal, operador de	61.55	59.75	57.95	47
48 Máquinas para madera en general, oficial operador de	65.20	63.25	61.25	48
49 Máquinas para moldear plástico, operador de	60.40	58.50	56.95	49
50 Mecánico fresador, oficial	68.70	66.90	64.75	50
51 Mecánico operador de rectificadora	66.25	64.45	62.40	51
52 Mecánico en reparación de automóviles y camiones, oficial	70.70	68.80	66.70	52
53 Mecánico tornero, oficial	66.25	64.45	62.40	53
54 Mecanógrafo(a)	60.50	58.85	57.10	54
55 Moldero en fundición de metales	64.70	62.95	60.95	55
56 Montador en talleres y fábricas de calzado, oficial	61.25	59.55	57.75	56
57 Motorista en barcos de carga y pasajeros, ayudante de	66.95	64.90	62.90	57
58 Niquelado y cromado de artículos y piezas de metal, oficial de	64.40	62.60	60.55	58
59 Peinador(a) y manicurista	63.60	61.70	59.75	59
60 Perforista con pistola de aire	67.40	65.40	63.30	60
61 Pintor de automóviles y camiones, oficial	65.70	63.80	61.75	61
62 Pintor de casas, edificios y construcciones en general, oficial	65.20	63.25	61.25	62
63 Planchador a máquina en tintorerías, lavanderías y establecimientos similares	60.50	58.85	57.10	63
64 Plomero en instalaciones sanitarias, oficial	65.35	63.55	61.50	64
65 Prensa offset multicolor, operador de	68.20	66.25	64.20	65
66 Prensista, oficial	63.60	61.70	59.75	66
67 Radiotécnico reparador de aparatos eléctricos y electrónicos, oficial	68.05	66.05	63.95	67
68 Recamarero(a) en hoteles, moteles y otros establecimientos de hospedaje	59.15	57.45	55.40	68
69 Recepcionista en general	60.95	59.15	57.25	69
70 Refaccionarias de automóviles y camiones, dependiente de mostrador en	61.55	59.75	57.95	70
71 Reparador de aparatos eléctricos para el hogar, oficial	64.40	62.60	60.55	71
72 Reportero(a) en prensa diaria impresa	140.20	136.25	131.75	72
73 Reportero(a) gráfico(a) en prensa diaria impresa	140.20	136.25	131.75	73
74 Repostero o pastelero	68.20	66.25	64.20	74
75 Sastrería en trabajo a domicilio, oficial de	68.60	66.70	64.65	75
76 Soldador con soplete o con arco eléctrico	67.40	65.40	63.30	76
77 Talabartero en la manufactura y reparación de artículos de piel, oficial	63.60	61.70	59.75	77
78 Tablajero y/o carnicero en mostrador	63.60	61.70	59.75	78
79 Tapicero de vestiduras de automóviles, oficial	64.70	62.95	60.95	79
80 Tapicero en reparación de muebles, oficial	64.70	62.95	60.95	80
81 Taquimecanógrafo(a) en español	63.85	62.00	60.15	81
82 Trabajador(a) social	77.15	74.80	72.55	82
83 Traxcavo neumático y/o oruga, operador de	69.55	67.50	65.30	83
84 Vaquero ordeñador a máquina	59.15	57.45	55.40	84
85 Velador	60.40	58.50	56.95	85
86 Vendedor de piso de aparatos de uso doméstico	62.20	60.45	58.50	86
87 Zapatero en talleres de reparación de calzado, oficial	61.25	59.55	57.75	87

Annexe IV

La Jornada

DIRECTORA GENERAL: CARMEN LIRA SAADE
DIRECTOR FUNDADOR: CARLOS PAYAN VELVER

MEXICO, DISTRITO FEDERAL · AÑO 22 · NUMERO 7584 · www.jornada.unam.mx · MIERCOLES 5 DE OCTUBRE DE 2005

10 PESOS

■ Exigen cuentas a Carmen Segura

El Fonden, trampolín para el PAN: legisladores

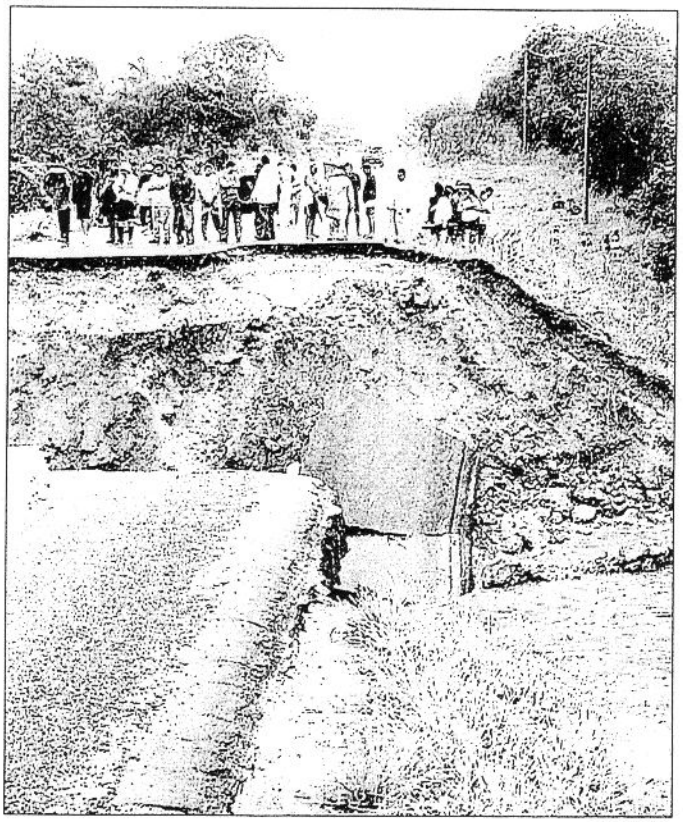
■ Creel partidizó esa ayuda en favor de los candidatos *blanquiazules*, acusa la oposición

■ Asegura que el fraude con el fondo para desastres suma 1,121 millones de pesos

■ Evade la titular de Protección Civil preguntas centrales; le demandan su renuncia

ANDREA BECERRIL Y VICTOR BALLINAS ■ 3

DEJA *STAN* MILES DE DAMNIFICADOS



CARLOS TISCHLER

El huracán provocó en Tapachula, Chiapas, el arrasamiento de 100 colonias asentadas en la ribera del río Coatán; se reportó la muerte de por lo menos cuatro personas. En Veracruz, miles de familias fueron desalojadas ante el riesgo de inundaciones y deslaves de cerros. Los efectos del meteoro también se sintieron en Oaxaca, Puebla, Yucatán, Tabasco y Guerrero. En la imagen, carretera en Acayucan, Veracruz ■ 45

Sainete en San Lázaro entre diputados elbistas y madracistas

■ "Usted no es bienvenido", le espetó un representante del SNTE al tabasqueño

■ Envalentonado, Víctor Flores, líder ferrocarrilero, arropó al precandidato

■ Aplicará el PRI medidas "disciplinarias" a militantes que han provocado violencia

E. MENDEZ, R. GARDUÑO Y C. PEREZ ■ 8

■ Mal uso de la bonanza de precios, manifiesta

Ortiz: 90% del ingreso petrolero extra se fue a gasto corriente

■ Advierte que es un juego "muy peligroso" crear necesidades que se cubren con fondos inestables

■ Plantea que la reserva de divisas se destine a cubrir deuda externa o pasivos de Pemex y CFE con la IP

■ Nueva cifra récord en las remesas: se captaron de enero a agosto 12 mil 965 millones de dólares

ROBERTO GONZALEZ AMADOR ■ 30 y 31

Asciende a 135 mil millones de pesos la evasión fiscal al año

■ La mayor fuga se da en el cobro del IVA, acepta Zubiría, titular del SAT

■ En dos meses estará listo el programa para regularizar la economía informal

■ Calcula que los ingresos tributarios de este año sumarán $750 mil millones

ANTONIO CASTELLANOS ■ 31

OBESO. En 5 años México perdió 30,000 mdd por su baja competitividad: Guillermo Ortiz | 21



CIUDAD | 13

El diputado del PRD que construye sin permisos un caserón culpa a su papá, pero lo delata una foto cuando supervisa la obra

[SILVIA ARELLANO GONZÁLEZ]



SALUD | 44

El Senado prohíbe realizar tatuajes, perforaciones y pigmentaciones a menores de 18 años

[LETICIA ROBLES DE LA ROSA]

LA ESQUINA

A donde va Madrazo, allá llegan los seguidores de Elba Esther Gordillo para armársela. En cualquier lugar del país donde se pare él, grupos de maestros irrumpen para agredir, insultar o armar camorra. El chiste es reventarle sus actos con provocadores. Suerte que la profesora dijo que contra Madrazo no tenía "nada personal". Y que los maestros no eran porros.

PRESIDENTE:
Jorge Kahwagi Gastine

MIÉRCOLES 5
OCTUBRE 2005
AÑO 10 Nº 3313/ $7.00
www.cronica.com.mx

LA CRÓNICA DE HOY

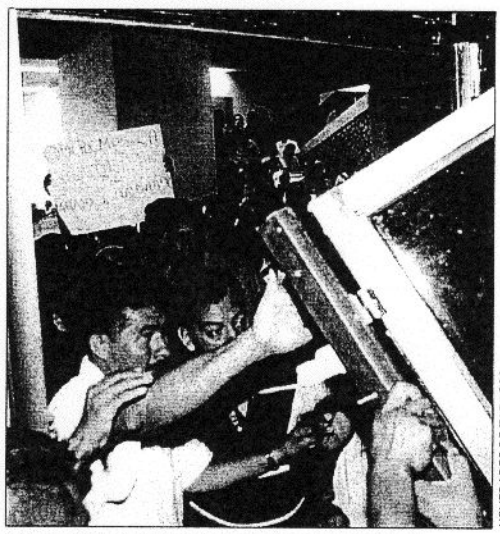
Encabeza hermano de AMLO toma de Congreso de Tabasco

Analiza la Cámara contrarreforma: el sindicato del IMSS

- Además, Vega Galina pide alza salarial de 10 por ciento
- Siguen preparativos para iniciar huelga el día 16
- Acuerda con Fernando Flores instalar mesa de negociación
- El Senado recurrirá a la Corte si Fox supedita la reforma del Seguro a un arreglo con el sindicato

[ADOLFO SÁNCHEZ Y LETICIA ROBLES]

.8 y 9



Los perredistas al momento de dar "portazo" en el Congreso tabasqueño.

NOVEDADES DE TABASCO

■ Con ediles y diputados del PRD se apropió de la presidencia de la mesa directiva ■ Impiden sesión de desafuero del alcalde de Centla, acusado de desviar $28 millones ■ *Pepín* López Obrador me amenazó, dice legislador del tricolor

[ANTONIO CARAVEO Y MA. ELENA VILLARREAL EN VILLAHERMOSA]



NOVEDADES DE TABASCO

El alcalde de Macuspana, José Ramiro López Obrador, durante la toma violenta del Congreso tabasqueño.

Alcaldes y diputados del PRD, apoyados por cientos de perredistas y dirigidos por el edil de Macuspana, José Ramiro López Obrador, tomaron ayer violentamente el Congreso de Tabasco para impedir el juicio político al presidente municipal de Centla, acusado de un presunto desvío de 28 millones de pesos.

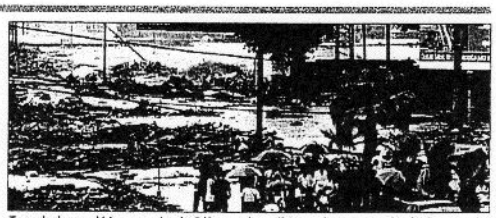
La toma de la presidencia de la mesa directiva del Congreso también estuvo encabezada por el líder del PRD en Tabasco, Juan Manuel Fósil.

El diputado priista Luis Felipe Graham acusó a Pepín López Obrador, hermano del precandidato del PRD a la Presidencia de la República, de haberlo amenazado. .3

Devastación en Tapachula

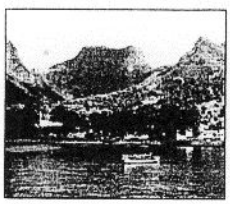
- La ciudad y otros 15 municipios quedaron incomunicados por *Stan*
- Reportan 4 muertos; carreteras y el puente del ferrocarril, inutilizados
- Por daños suspenden sus servicios dos hospitales de zona del IMSS
- En Veracruz desalojaron a 38 mil; el fenómeno dejó 65 cadáveres en CA

.7 y 18



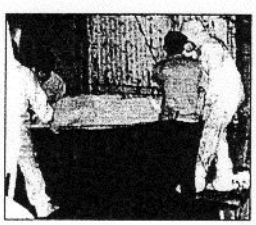
EFE

Tapachula quedó incomunicada. Sólo puede recibir ayuda terrestre desde Guatemala.



MUNDO | 19

Localizan en la isla Robinson Crusoe, en Chile, tesoro saqueado de Tenochtitlán y Chichén-Itzá



NACIONAL | 10

Tintes raciales en vejación y asesinato de seis connacionales en Georgia; México exige investigación

[JOSÉ ALEJANDRO SÁNCHEZ]

ESCRIBEN

FERNANDO ESCALANTE	UNO
CARLOS ROJAS	DOS
FRANCISCO GARFIAS	DOS
JOSÉ CARREÑO CARLÓN	TRES
ENRIQUE HONG	CUATRO
LEOPOLDO MENDÍVIL	4
PABLO LATAPÍ	6
MARIELENA HOYO	8
UBALDO DÍAZ	10
CONCEPCIÓN BADILLO	17

Cuarto Poder Chiapas
Programa de Resultados Electorales Preliminares

Portada de hoy

05 de Octubre de 2005 (20:00:51)

Directora General: María Morales Ruiz 3a. Época Tuxtla Gutiérrez Chiapas

Hoy escriben

Amet Samayoa
Caloca
Carlos Ramírez
Julio Hernández López
Pepe Figueroa
Rafael Loret de Mola
Sergio Melgar

Encuesta del día

¿Considera oportuno tomar precauciones adicionales al transitar por la autopista Tuxtla - Cosoleacaque, por los asaltos múltiples a autobuses?

Tu voto Aquí

Premio Nacional de Periodismo José Pagés Llergo

Selección Mundial de la Calidad 2004 XXI CENTURY

Encuentra la más extensa cobertura en Deportes

Lo mejor de la sociedad está en Gente

611 2525 llama y te llevamos el periódico a tu casa

Archivo

Consulta ediciones anteriores a partir del 14 de julio de 2004

día
Mes
2008
Buscar

COSTA-SOCONUSCO-SIERRA ▸ **Lluvias arrasan caminos y viviendas**

Miles de damnificados



Cientos de casas y autos fueron arrastrados por la corriente a consecuencia de la creciente en el caudal del río Coatán en Tapachula. Colonias enteras desaparecieron y se reportan personas desaparecidas. * El Orbe

▸ Ramón García / Rafael Victorio / Roberto del Solar / Gonzalo Pérez / Adulfo Chacón ▸ CP. Cientos de casas y autos fueron arrastrados por la corriente pluvial y como consecuencia de la creciente en el caudal del río Coatán. Colonias enteras desaparecieron con la consecuente pérdida de bienes materiales e incluso se reportan personas desaparecidas y ocho muertos. Tapachula se encuentra incomunicada vía terrestre pues las carreteras, puentes y vías de ferrocarril están colapsados, mientras que Puerto Madero fue cerrado a todo tipo de navegación. [...]

▸ Encuentra hoy en nuestra sección de clasificados Tu diario vivir

CENTROAMÉRICA

Unos 50 muertos por las lluvias

▸ San Salvador ▸ AP. Por lo menos 41 personas han muerto en El Salvador después de tres días de intensas lluvias y con la amenaza de más inundaciones y derrumbes en todo el país. "Esta es una tragedia nacional por las llu [...]

ZONA CENTRO

Peligro se cierne sobre Tuxtla

▸ Rafael Espinosa ▸ CP. Familias que habitan en las colindancias de los ríos del municipio de Berriozábal están siendo evacuadas, debido a que los cauces están crecidos después de tres días de lluvia continua. Las represa [...]

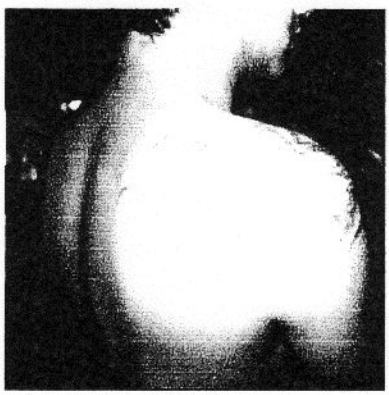
CINTALAPA

Abandonan a seis niños

▸ Roberto del Solar ▸ CP. Seis niños fueron abandonados por sus padres en un domicilio particular de la cabecera municipal de Cintalapa, donde fueron rescatados por la Unidad de Protección Civil. Lucía de 10 años de edad [...]

MÉXICO ▸

Congreso prohíbe tatuajes a niños



Tatuajes ocasionan enfermedades. EFE

▸ México, D.F. ▸ EFE. El Congreso de México reformó la Ley General de Salud que regula los tatuajes, perforaciones y "micropigmentaciones" y prohibió que se realicen a menores de 18 años y personas con problemas mentales. El Senado ratificó en su sesión la reforma, previamente avalada por la Cámara de [...]

Secciones

Portada
Contraportada
Editorial
Tema del día
México
Economía
Mundo

Chiapas
Tuxtla
Política
Municipios

Reporte4

Deportes
Local
Global

Gente
Cultura
Bienestar
Cine
Show

Clasificados

Horóscopos

Servicios
Contacto
Carta al director

Directorio

Suscripciones
Para estar informado
cuartopoder.com.mx

Interiores

OEM
Organización Editorial Mexicana

EL HERALDO de Chiapas

Tuxtla Gutiérrez, Chiapas. Miércoles 5 de Octubre de 2005

$6.00

Año 2 No. 509 http://www.heraldochiapas.com.mx Mario Vázquez Raña, Presidente y Director General Ricardo del Muro Sánchez, Direct

5 OCTUBRE '05
CUPON No. 234



Devasta Stan el Soconusco

DIARIO DEL SUR / EL HERALDO DE CHIAPAS

- Se desbordaron ríos en varios municipios; arrasan con cientos de casas y autos
- Incomunicados Sierra, Costa y Soconusco por derrumbe de puentes
- Miles de afectados y viviendas destruidas en al menos 14 municipios

2/3/5/6/12/26/27

Fotos: MARI ROBLES / SAÚL CRUZ / MARCO ANTONIO HERNÁNDEZ / HORACIO GÓMEZ / ALEJANDRO ESTRADA



...s dos muertos ...le damnificados

En sesión permanente, el Gabinete ante emergencia

- Salazar llama a población a mantener la calma



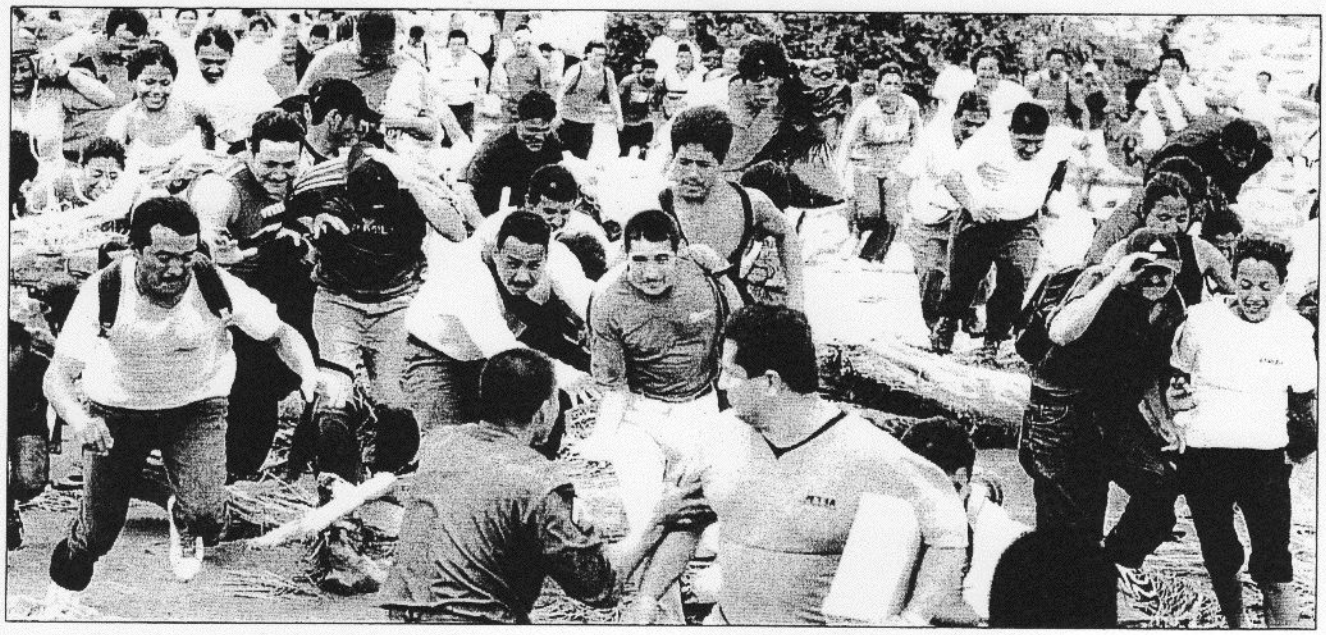


La Jornada

DIRECTORA GENERAL: CARMEN LIRA SAADE
DIRECTOR FUNDADOR: CARLOS PAYAN VELVER

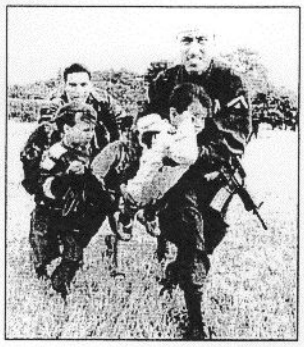
MEXICO, DISTRITO FEDERAL · AÑO 22 · NUMERO 7588 · www.jornada.unam.mx · DOMINGO 9 DE OCTUBRE DE 2005

10 PESOS



JOSE LUIS MAGAÑA /AP

Elementos de la Armada coordinan operaciones de desalojo en comunidades de Tapachula. Sobre estas líneas, pobladores incomunicados se disputan un lugar en un helicóptero. A la derecha, marinos trasladan a menores afectados



ALFREDO DOMINGUEZ

SG: 1.9 millones de afectados

- Lo peor ya pasó, dice Fox en refugio de damnificados por *Stan*
- Emergencia en otros 140 municipios; ascienden a 15 los muertos
- Denuncian en Veracruz entrega de recursos con fines partidistas
- Llegan de Cuba 24 toneladas de ayuda; el GDF alista víveres
- Deslave sepulta poblado indígena en Guatemala; mil 400 fallecidos

GEORGINA SALDIERNA, FABIOLA MARTINEZ Y CORRESPONSALES ■ 26 y 30 a 34

■ **Decide rebajar 2.25 dólares el barril de *Maya***

Pemex abarata más el crudo a EU

- La decisión, por la "caída de la demanda", justifica la paraestatal
- El decremento obligará a Venezuela a hacer ajustes, prevén analistas
- Sorpresiva medida en momentos en que los petroprecios van al alza

ISRAEL RODRIGUEZ J. ■ 20

Slim salta al lugar nueve en la lista de los más influyentes del mundo

□ El empresario, con gran ascendiente en la vida pública y política del país: *Financial Times*

ROBERTO GONZALEZ AMADOR ■ 20

columnas

NAVEGACIONES • Pedro Miguel 4
DOMINGO • Enrique Galván Ochoa 6
BAJO LA LUPA • Alfredo Jalife-Rahme 10
A MITAD DEL FORO • León García Soler 16

La Jornada

DIRECTORA GENERAL: CARMEN LIRA SAADE
DIRECTOR FUNDADOR: CARLOS PAYAN VELVER

MEXICO, DISTRITO FEDERAL • AÑO 22 • NUMERO 7596 • www.jornada.unam.mx • LUNES 17 DE OCTUBRE DE 2005

10 PESOS

■ Sólo esperan las reformas a la nueva ley bursátil

Corporativos, tras $600 mil millones en fondos de retiro

■ Financiarían su expansión e inclusive proyectos en el extranjero
■ Una de las principales administradoras de EU abre filial en el país
■ Más de $21 mil millones, ganancias de Afore en este sexenio

JUAN ANTONIO ZUÑIGA Y VICTOR CARDOSO ■ 26

DAÑO *STAN* 37 MIL 500 VIVIENDAS EN CHIAPAS



ALFREDO DOMINGUEZ

Reconstruccción de uno de los puentes que comunican a más de 10 colonias de Tapachula. Al realizar un nuevo recorrido por la entidad, el presidente Vicente Fox demandó hacer a un lado cualquier filiación política o religiosa en la reconstrucción de zonas dañadas. También ofreció "abundancia de crédito" para reponer las actividades productivas. Dos buques de la Armada arribaron ayer domingo a Puerto Chiapas con 127 toneladas de víveres y más de 100 mil litros de turbosina

■ 38 a 40

Asesinan a tres jefes policiacos en el puerto de Lázaro Cárdenas

■ Acribillados con rifles de asalto; uno es el titular de Seguridad Pública Municipal

LA JORNADA MICHOACAN ■ 21

Juristas: viola derechos laborales el giro al régimen de jubilaciones

■ Desmantela el gobierno la función social del Estado, advierte Eduardo Miranda

■ El acuerdo en el IMSS dejó descontento generalizado, reconoce dirigente sindical

ALFREDO MENDEZ Y PATRICIA MUÑOZ ■ 10 y 11

opinión

La revisión abre la caja de Pandora
RICARDO GARCÍA SAINZ 14

Asegura Arturo Montiel que todos sus bienes tienen origen legítimo

■ La compra de casas del mexiquense "ya es asunto ajeno al *tricolor*": Madrazo

■ López Obrador se dice listo para nueva ofensiva del *PRIAN*; "van a llamar al voto útil"

■ 3 a 8

opinión

No verás la tierra prometida
SERGIO RAMÍREZ 24

IMPUNIDAD. Diputado del PRD que edifica sin permiso instaló oficina en predio invadido | 13



CIUDAD | 16

Investigadores de la PGJDF confirman que el mataviejitas dejó sus huellas en 10 asesinatos; sólo falló una vez

[CARLOS J IMÉNEZ Y R. SÁNCHEZ]



NACIONAL | 6 y 7

Rompen pláticas Montiel y Madrazo; acusan a Rodríguez Barrera de batear 80 impugnaciones; ambos se registran mañana

[JOSÉ CONTRERAS]

LA ESQUINA

España informa que castigará a culpables de crímenes de lesa humanidad en cualquier parte del mundo. Bueno, pero... ¿qué hay de los criminales españoles? Los asesinos de la guerra civil ya están muertos, sí. ¿Y después? ¿Los que ordenaban matar a garrote vil, qué con ellos? Con todo cariño a la madre patria, ¿van a mirar la paja en el ojo ajeno? O zapatero a tus zapatos.

PRESIDENTE:
Jorge Kahwagi Gastine

JUEVES 6
OCTUBRE 2005
AÑO 10 Nº 3314/ $7.00
www.cronica.com.mx

LA CRÓNICA DE HOY

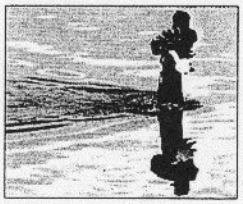
En Tapachula *Stan* se tragó 2,200 casas

LOS DAÑOS

CHIAPAS: SEIS muertos, 200 mil afectados, 40 mil damnificados, 20 mil refugiados, 35 puentes afectados, 35 ríos desbordados y daños en 251 escuelas

VERACRUZ: TRES muertos, 80 mil afectados, 4 mil viviendas dañadas y 12 municipios con daños

OAXACA: DOS muertos y emergencia en 65 municipios



AP

Un hombre carga a su hijo en una calle inundada de Boca del Río, Veracruz.

■ Fue como un tsunami, narran sobrevivientes

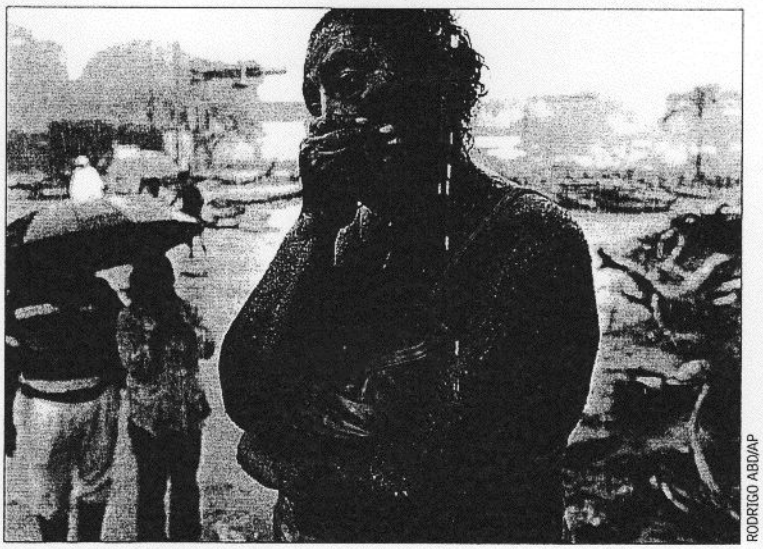
■ Las viviendas serán reconstruidas: Fox

[MARIANA VIAYRA EN TAPACHULA]

En su paso destructor por Chiapas el huracán *Stan* se tragó 2,200 viviendas en Tapachula, desbordó 35 ríos y dejó inutilizados 35 puentes.

La devastación se concentró en esta ciudad, donde Martín Rivera, uno de los 40 mil damnificados, narró cómo el río Coatán, enfurecido, se llevaba su casa: "me recordó las imágenes que vi cuando el tsunami golpeó Indonesia".

Doña Teresa, con voz entrecortada, recuerda que fue arrastrada por la furiosa corriente, la cual llevaba tanta intensidad "que pensamos que era el mar y no un río el que se nos venía encima". El presidente Vicente Fox, quien visitó un albergue, anunció que las casas serán reconstruidas. .3 a 5



RODRIGO ABD/AP

Una mujer de Tapachula llora por la pérdida de su vivienda al desbordarse el río Coatán.

Zona turística de Boca del Río se inunda al desbordarse un canal y una laguna .5

El PRD defiende toma del Congreso de Tabasco por hermano de AMLO

Pepín López desvió $52 millones y quiere frenar investigación, afirma diputado agredido .8

[ALEJANDRO PÁEZ Y A. CARAVEO EN VILLAHERMOSA]

CUENTA PÚBLICA 2004 DEL GDF

Fracasó su meta recaudatoria por $864 millones y tuvo sobregiro de $3,825 millones

[SILVIA ARELLANO] .14



CULTURA | 40 y 41

Es gran favorito al Grammy un CD en que 21 intérpretes cubanos ponen su ritmo a las letras de Serrat; el catalán canta mañana a Lázaro Cárdenas

[SANDRA LICONA]



MUNDO | 19

El presidente Uribe es cruel; frustra la liberación de mi hija secuestrada por las FARC, expresa a CRÓNICA *la madre de Ingrid Betancourt*

[MARIO CARRILLO]

ESCRIBEN

OTTO GRANADOS	UNO
RUBÉN CORTÉS	DOS
DAVID ROMERO CEYDE	DOS
JOSÉ CARREÑO CARLÓN	TRES
CLAUDIA RUIZ MASSIEU	CUATRO
GUILLERMO ORTEGA	CUATRO
LEOPOLDO MENDÍVIL	4
FEDERICO DÖRING	6
VÍCTOR HUGO CÍRIGO	16
MARCO A. MARES	24

ALIANZA. Microsoft y Yahoo unen sus Messenger; podrán chatear 275 millones entre sí | 45



NACIONAL | 5

Montiel pide "darle vuelta a la hoja" y llama a Madrazo a trabajar por el PRI; los beneficiarios pueden ser el PAN o López Obrador, advierte



MUNDO | 17

Hugo Chávez expulsa a misioneros evangélicos de EU, "agentes de la CIA"; le importa un bledo la reacción de la Casa Blanca

LA ESQUINA

Una reyerta de las dimensiones actuales en el PRI no se la esperaba nadie. Ni los más interesados en su fractura. Falta muy poco para que el partido fundado por Calles y articulado por Lázaro Cárdenas vea un final inesperado. Algo así como un letrero en la reja de Insurgentes Norte, a manera de epitafio: AAA. Se vende como terreno. Se regala cascajo.

PRESIDENTE:
Jorge Kahwagi Gastine

JUEVES 13
OCTUBRE 2005
AÑO 10 Nº 3321/ $7.00
www.cronica.com.mx

LA CRÓNICA DE HOY

La Cámara frena una contrarreforma al IMSS

El sindicato alista la huelga; a los pacientes en terapia intensiva los reubicará en hospitales ajenos al Seguro

[LUCIANO FRANCO, MARIO HERNÁNDEZ Y ALEJANDRO PÁEZ]

El Sindicato Nacional de Trabajadores del Seguro Social sufrió ayer un revés cuando una segunda comisión de la Cámara de Diputados, ahora la de Seguridad Social, rechazó la iniciativa para dar marcha atrás a las reformas al Régimen de Jubilaciones y Pensiones del IMSS.

Pese al plantón de 1,500 sindicalizados del IMSS fuera del Palacio Legislativo, la comisión frenó la contrarreforma con 12 votos en contra, 2 abstenciones y 6 a favor, de los cuales cinco fueron del PRD y el otro de Roberto Vega Galina, autor de la iniciativa.

A 72 horas de que estalle la huelga, los representantes de la dirección del Seguro Social y del sindicato ningún avance lograron, por lo cual el gremio amenazó, para el primer minuto del domingo, con dejar de prestar servicio en unidades médicas familiares y hospitales generales de zona en nivel nacional. A los pacientes en terapia intensiva los llevarán a nosocomios ajenos al IMSS. .3

- En solidaridad con el SNTSS anuncian que cerrarán la UNAM
- El GDF no liberará Tlalpan ni otras vías si vuelven a tomarlas
- *Marcos* apoya la "lucha" del gremio del Seguro Social .4 y 13

Es Huixtla, no Nueva Orleáns



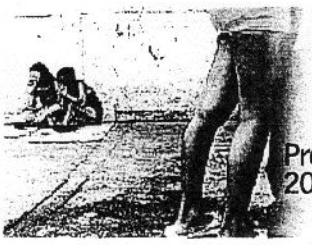
EFE

Más del cincuenta por ciento de la ciudad de Huixtla, Chiapas, permanece bajo el agua, como se observa en esta fotografía tomada ayer y que recuerda a Nueva Orleáns inundada.

Falta turbosina para salvar chiapanecos enfermos de cáncer

[J. ALEJANDRO SÁNCHEZ EN CHIAPAS]

Juan Hernández, de siete años, y Paulina Parfán, de 65, representan otra desgracia de los enfermos víctimas de Stan: los dos tienen cáncer. Ella abandonó el IMSS de Tapachula, donde fue operada, y debe volver a Pijijiapan. Juan debe salir de Huixtla, inundada, con rumbo al DF, pues urgen sus quimioterapias o su salud empeorará. El único medio para salir es el helicóptero, pero la turbosina escaseó, por lo cual la esposa de un piloto de la Marina ofreció pagarles los boletos de avión a la ciudad de México. .8



Mercado sexual de 80 mil niños mexicanos

Provienen de la calle; el Inacipe revela que por lo menos 20 mil fueron secuestrados y traficados al extranjero

[FRANCISCO RESÉNDIZ] .11



CULTURA | 41

En una noche lluviosa Cigala permitió amaestrar su potente voz y arte flamenco por suaves ritmos cubanos

[FRAN RUIZ]



CIUDAD | 15

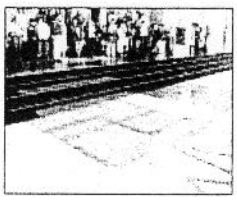
Asesinato en plena zona de "alta seguridad" del penal del GDF sin que los custodios intervengan

[CARLOS JIMÉNEZ]

ESCRIBEN

OTTO GRANADOS ROLDÁN	UNO
RUBÉN CORTÉS	DOS
DAVID ROMERO CEYDE	DOS
JOSÉ CARREÑO CARLÓN	TRES
FRANCISCO BÁEZ	CUATRO
GUILLERMO ORTEGA	CUATRO
LEOPOLDO MENDÍVIL	4
FEDERICO DÖRING	10
VÍCTOR HUGO CÍRIGO	14
MARCO A. MARES	24

DENUNCIA. Abandonan a su "suerte" en el desierto del Sahara a 800 emigrantes africanos | **18**



NACIONAL | 11

Presidencia condena las expresiones racistas en el IMSS; Gilberto Rincón y Alternativa emprenden acciones legales contra responsables

[M. VIAYRA, M. HERNÁNDEZ Y O. PAVÓN]



NACIONAL | 9

Por ineficaces, Cota pide la renuncia a los integrantes de la Comisión de Vigilancia del PRD; la corriente Bejarano-Ebrard se inconforma

[ALEJANDRO PÁEZ]

LA ESQUINA

Un documento oficial dice que Luis de la Barreda Moreno estuvo hospitalizado en octubre del 68. O sea, no participó en la matanza. Pero la orden de aprehensión en su contra, sigue. ¿Por qué? La fiscalía dice que ese documento no está en el expediente. Bueno, esté o no esté en el expediente, ¿qué investigaron como para acusar de criminal a alguien que no mató ni ordenó matar?

PRESIDENTE:
Jorge Kahwagi Gastine

SÁBADO 8
OCTUBRE 2005
AÑO 10 Nº 3316 / $7.00
www.cronica.com.mx

LA CRÓNICA DE HOY

En Tapachula duermen sin saber dónde están sus padres

En Veracruz la tragedia se respira por todas partes

[FRANCISCO RESÉNDIZ EN VERACRUZ]

Las calles de Plan de Ayala, una de las colonias más pobres del puerto, están oscuras. Casi media noche y la gente camina sin saber lo que pisa.

Algunos drogadictos deambulan con el agua al cuello: piden dinero... tienen hambre

El olor a la tragedia se respira por todas partes y la angustia también es para los que viven en nuevos desarrollos inmobiliarios. .4

Es ya la ciudad de las islas

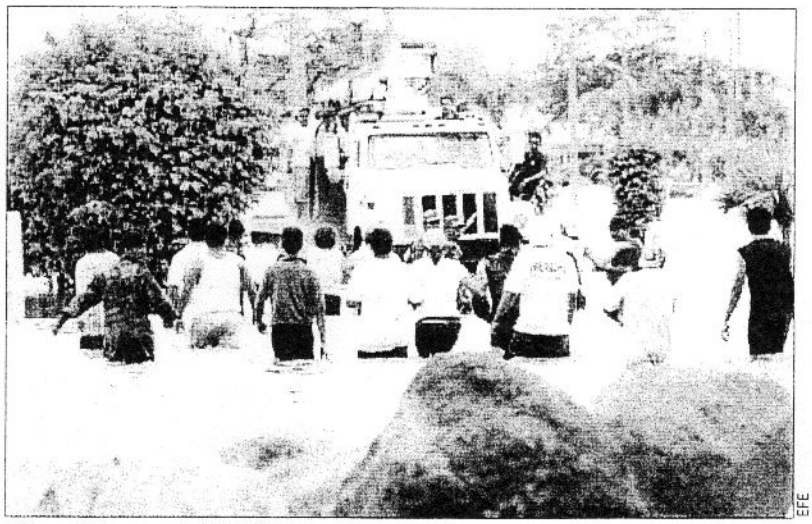
[J. ALEJANDRO SÁNCHEZ EN TAPACHULA]

La furia del Coatán continúa arrastrando hacia el Pacífico todo lo que encuentra a su paso y Tapachula quedó fragmentada en islotes.

La situación que viven los habitantes de esta ciudad no se había dado nunca antes, cuentan los más viejos.

Algunas familias tienen la dicha de llegar y pasar la noche juntas, pero otros duermen sin saber dónde están sus padres, hijos, hermanos o esposos.

No saben si fueron arrastrados por el río tras el paso del huracán Stan. .3



EFE

Habitantes de Veracruz son desalojados del lugar donde perdieron sus hogares por las lluvias.

Alerta sanitaria en 5 estados .5

Se desborda el río de Los Remedios .14

Avalancha provoca la muerte de 26 en Colombia .16



Montiel, Madrazo y cuatro espontáneos se registran para disputar candidatura del PRI

■ El mexiquense llenó la explanada del tricolor ■ Dijo que los priistas no se pueden dar el lujo de elegir una alternativa perdedora ■ El tabasqueño afirma que el triunfo será de quien lo merezca .6 y 7





MUNDO | 15

Otorgan Nobel de la Paz 2005 a la Agencia Internacional de Energía Atómica y a su director, Mohamed El Baradei; las ONG protestan

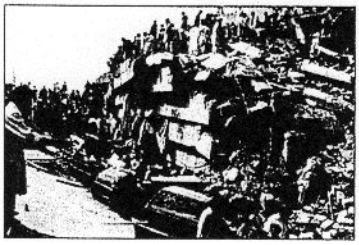


CULTURA | 31

Con mezclas de música mexicana y española Serrat, Sabina, Víctor Manuel, Jaguares... cierran homenaje a Lázaro Cárdenas en España

ESCRIBEN

JOSÉ CARREÑO CARLÓN	UNO
DAVID ROMERO CEYDE	DOS
JOSÉ FRANCISCO PARRA	TRES
CÉSAR FERNANDO ZAPATA	CUATRO
FRANCISCO DÍAZ PALAFOX	CUATRO
CÉSAR CASTRUITA	8
J. JESÚS BLANCORNELAS	10



Terremoto mata a 18 mil en Pakistán

- *Reportan 300 decesos en India y una cifra aún sin cuantificar en Afganistán*
- *El sismo de 7.6 grados tuvo 15 réplicas* .16 y 17

LA ESQUINA

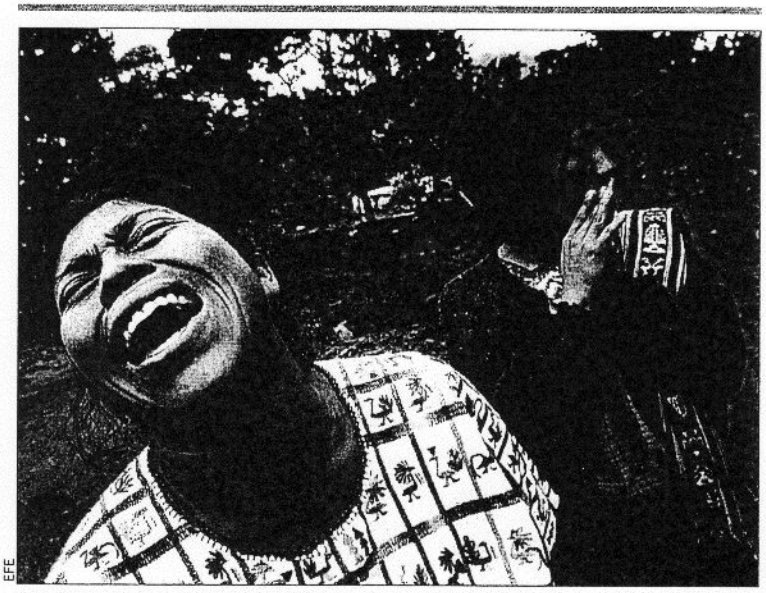
Veinte mil muertes en un día. Es un saldo funesto. Los fenómenos naturales han azotado a la humanidad de manera inclemente en un lapso muy corto. Desde diciembre, el tsunami, *Katrina*, *Stan* y el terremoto de ayer han cobrado la vida de alrededor de 330 mil personas. La naturaleza refrenda su capacidad destructiva. Y nos recuerda cuan poco representamos.

PRESIDENTE:
Jorge Kahwagi Gastine

DOMINGO 9
OCTUBRE 2005
AÑO 10 Nº 3317 / $7.00
www.cronica.com.mx

LA CRÓNICA DE HOY

¡Ayuda..! la comida se acaba en la montaña



EFE

Dos indígenas guatemaltecas lloran en el lugar donde fue sepultada su casa y sus familiares en las laderas del volcán Atital, en Panabaj.

Todo se lo robó *Stan*

[FRANCISCO RESÉNDIZ EN HUEYAPAN]

Hermelinda Aparicio trae su vestido rojo, de satín, el que usa para las fiestas pero no encuentra los cerillos. Busca por todas partes de la palapa y luego de un rato se desespera. Al fin ya no le importa, pues tampoco hay gas para cocinar los alimentos que no tiene. Todo se lo robó Stan.

Esta mujer vive en Toro Prieto; huyó de su marido porque le pegaba. Ayer le dijeron que murió en Acayucan cuando quiso cruzar el río San Juan. .4

"Le suplico que me ayude a difundir este mensaje"

[J. ALEJANDRO SÁNCHEZ EN HUIXTLA]

En la parte media y alta de la montaña, habitada por indígenas, los helicópteros no han podido aterrizar.

Un grupo de reporteros se internó en esa región. Recibió decenas de mensajes de viva voz y escritos.

"La comida se nos está terminando", dice Refugio Ruiz.

"Le suplico que me ayude a difundir este mensaje: Mamita Consuelo, queremos saber de ti", escribe su hijo Luis.

"Matrimonio Hernández Juárez, sus hijos los están esperando". .3

"Lo peor ya pasó": Fox; anuncia etapa de reconstrucción .5

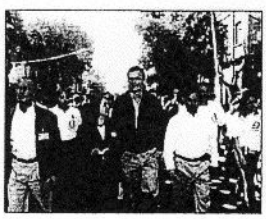


IVÁN STEPHENS/CUARTOSCURO

Elementos del Ejército organizan a la población de Huixtla para brindarles ayuda.

Deslave sepulta a 1,400 en Guatemala

■ Las lluvias provocadas por *Stan* ocasionaron el desgajamiento de un cerro ■ La avalancha de lodo arrasó con una población completa ubicada a 180 kilómetros de la capital .15



CIUDAD | 11

Arropado por panchosvilla y taxistas piratas, Ebrard se registra como precandidato del PRD al GDF



ESPECTÁCULOS | 21

Después de 56 años, Chabelo se va de Televisa; no aceptó cambio de horario de su programa En Familia

ESCRIBEN

JUAN M. MARTÍNEZ	UNO
LUCIANO PASCOE	DOS
UBALDO DÍAZ	DOS
VIVIANNE HIRIART	TRES
GUILLERMO ORTEGA	CUATRO
SALVADOR O. NAVA	8
JUAN MARÍA NAVEJA	10

Cuarto Poder Chiapas
Programa de Resultados Electorales Preliminares

Portada de hoy

10 de Octubre de 2005 (07:52:20)

Directora General: María Morales Ruiz 3a. Época Tuxtla Gutiérrez Chiapas

Hoy escriben

Amet Samayoa
Angel Mario Ksheratto Caloca
Carlos Ramírez
Julio Hernández López
Miguel González Alonso
Pepe Figueroa
Rafael Loret de Mola
Sergio Melgar

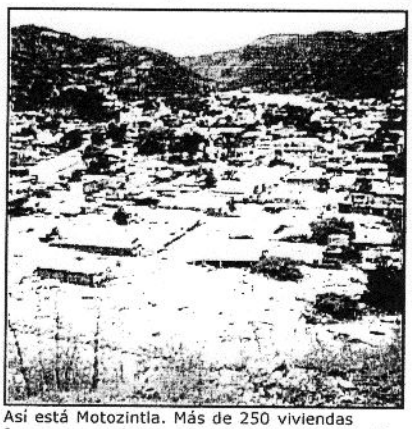
Encuesta del día

¿Considera oportuno tomar precauciones adicionales al transitar por la autopista Tuxtla - Cosoleacaque, por los asaltos múltiples a autobuses?

Tu voto Aquí

SIERRA **15 muertos, albergues saturados con una comida al día y aún no llega ni la ayuda estatal ni federal; viviendas destruidas o sepultadas**

Motozintla, enterrada



Asi está Motozintla. Más de 250 viviendas fueron arrasadas por las corrientes y otra cifra igual quedó sepultada bajo toneladas de piedras y lodo. * Gonzalo Pérez CP

Gonzalo Pérez CP. Las autoridades federales y del Estado aún permanecen indiferentes ante la tragedia que vive el municipio de Motozintla, donde miles de afectados se encuentran hacinados en más 68 albergues, luego que cientos de casas habitación y comunidades enteras fueran arrasadas. Por si esto fuera poco, los 15 muertos y casi veinte mil damnificados no parecen importarle a los dos niveles de gobierno citados, por lo cual las autoridades municipales y la sociedad afectada claman por ayuda, reiterando que "por favor "volteen los ojos a la [...]

Premio Nacional de Periodismo José Vasconcelos

Encuentra hoy en nuestra sección de clasificados

Tu diario vivir

Selección Mundial de la Calidad 2004
XXI CENTURY

Encuentra la más extensa cobertura en Deportes

Lo mejor de la sociedad está en Gente

611 2525
llama y te llevamos el periódico a tu casa

Archivo

Consulta ediciones anteriores a partir del 14 de julio de 2004

día
Mes
2008
Buscar

ACAPETAHUA
Retienen a su edil, afectados
Heriberto Ortiz CP. Tras el paso del huracán Stan por Chiapas, diversas inconformidades han surgido en los municipios, tal fue el caso de Acapetahua, donde los habitantes retuvieron por horas al edil en protesta por e [...]

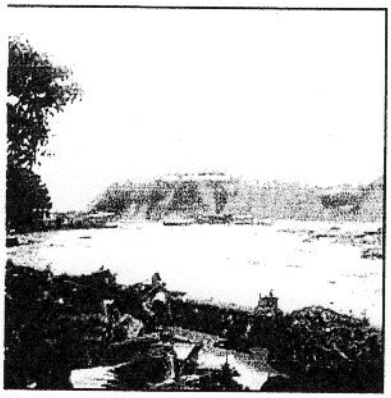
TAPACHULA
La suma es de 40 muertos
Rafael Victorio CP. Mientras los daños materiales dejados a su paso por el huracán "Stan" en Chiapas aumentan, las pérdidas de vidas humanas también y ya suman más de 40, solamente en los municipios de Tapachula y Suc [...]

STAN
Destinarán 20 mil mdp a reconstruir
Veracruz SUN. El Presidente de México, Vicente Fox Quesada, anunció que se destinarán unos 20 mil millones de pesos para la reconstrucción de las comunidades afectadas por el paso del huracán Stan. El Presidente mexic [...]

COSTA
Arriba Zebadúa

DESASTRE

Riesgo de enfrentamiento, ven en Suchiate por falta de ayuda



Suchiate está en el olvido, no llegan los apoyos. Ramón García. CP

Ramón García CP. La toneladas y toneladas de ayuda promocionadas por los gobiernos Federal y Estatal no llegan a este municipio severamente afectado casi en su totalidad, por lo que hay reclamos para Vicente Fox y Pablo Salazar, que no han atendido las necesidades existentes. Debido a la desesper [...]

Secciones
Portada
Contraportada
Editorial
Tema del día
México
Economía
Mundo

Chiapas
Tuxtla
Política
Municipios

Reporte4

Deportes
Local
Global

Gente
Cultura
Bienestar
Cine
Show

Clasificados

Horóscopos

Servicios
Contacto
Carta al director

Directorio

Suscripciones
Para estar informado
cuartopoder.com.mx

Cuarto Poder Chiapas
Programa de Resultados Electorales Preliminares

Sección: Primera plana
11 de Octubre de 2005 (08:37:44)

Portada de hoy

Directora General: María Morales Ruiz 3a. Época Tuxtla Gutiérrez Chiapas

Hoy escriben

Amet Samayoa
Angel Mario Ksheratto
Caloca
Catón
Francisco Rodríguez
Julio Hernández López
Pepe Figueroa
Rafael Loret de Mola
Sergio Melgar

Encuesta del día

¿Considera oportuno tomar precauciones adicionales al transitar por la autopista Tuxtla - Cosoleacaque, por los asaltos múltiples a autobuses?

Tu voto Aquí

SOCONUSCO • **Matan a anciano por despensa.**

Se enrarece clima social por hambre



Pese a la ayuda, los damnificados enfrentan una situación de extrema necesidad en Tapachula. Rafael Victorio. CP

Rafael Victorio / Ramón García • CP. A ocho días del desastre causado por las lluvias que dejaron miles de damnificados en el municipio de Tapachula, una persona de la tercera edad fue ejecutada por desconocidos para despojarlo de una despensa que había comprado para su familia. A lo anterior se agregan los saqueos y el pillaje que incrementan cada día. El fiscal general del Estado, Mariano Herrán Salvatti, reconoció lo anterior y dijo que se ha iniciado la investigación correspondiente y anunció la puesta en marcha de 20 grupos para patrullar [...]

Encuentra hoy en nuestra sección de clasificados
www.cuartopoder.com.mx Tu diario vivir



Premio Nacional de Periodismo José Vasconcelos



Premio Nacional a la Calidad 2004
XXI CENTURY



Encuentra la más extensa cobertura en Deportes



Lo mejor de la sociedad está en Gente



611 2525
llama y te llevamos el periódico a tu casa

Archivo

Consulta ediciones anteriores a partir del 14 de julio de 2004

día
Mes
2008
Buscar

DEVASTACIÓN

"Stan" será la causa de una migración masiva

Roberto Fuster • CP. La situación en la zona afectada por el huracán Stan podría ser un motor para que los jóvenes chiapanecos emigren a Estados Unidos o a la frontera norte del país aceleradamente, ya que el panorama e [...]

DENUNCIAS

Señalan a Montiel por supuestas anomalías

México • AP. Uno de los tres aspirantes a la candidatura presidencial del Partido Revolucionario Institucional (PRI), Arturo Montiel, fue colocado el lunes en el centro del debate político luego de que la cadena Televis [...]

PVEM

Exige Velasco verdadera acción de las autoridades en Chiapas

México, DF. • Agencias. El diputado federal Manuel Velasco Coello, lanzará un punto de acuerdo en el que se exhorta a las autoridades de la Secretaría de Seguridad Pública, Defensa Nacional, Procuraduría General de la R [...]

ASPIRANTE

Deben normar dinero

Carolina Leyva • CP. El

SUCHIATE •

Diputado Zebadúa plantea propuestas



Emilio Zebadúa. CP

MdeR • CP. Pasado el impacto inicial del huracán "Stan" con sus consecuencias trágicas en términos de pérdidas de vidas humanas, destrucción de viviendas, colapso de infraestructura de puentes, caminos y carreteras, de inundación en decenas de comunidades y ciudades de las regiones Costa, Sierra y S [...]

Secciones

Portada
Contraportada
Editorial
Tema del día
México
Economía
Mundo

Chiapas
Tuxtla
Política
Municipios

Reporte4

Deportes
Local
Global

Gente
Cultura
Bienestar
Cine
Show

Clasificados

Horóscopos

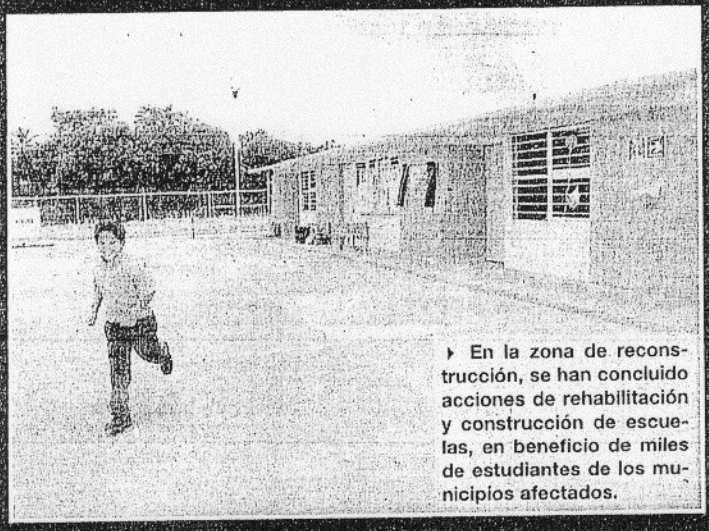
Servicios
Contacto
Carta al director

Directorio

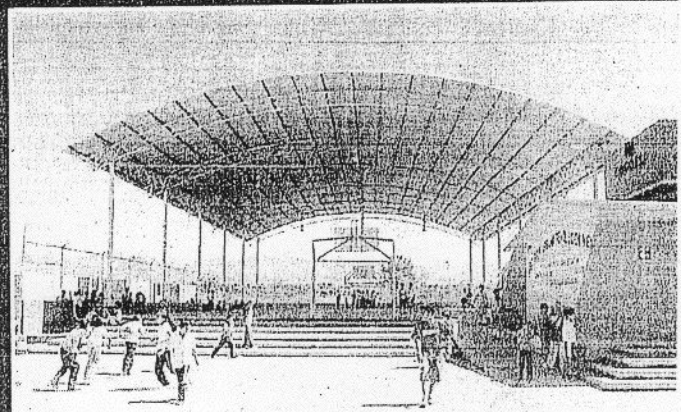
Suscripciones

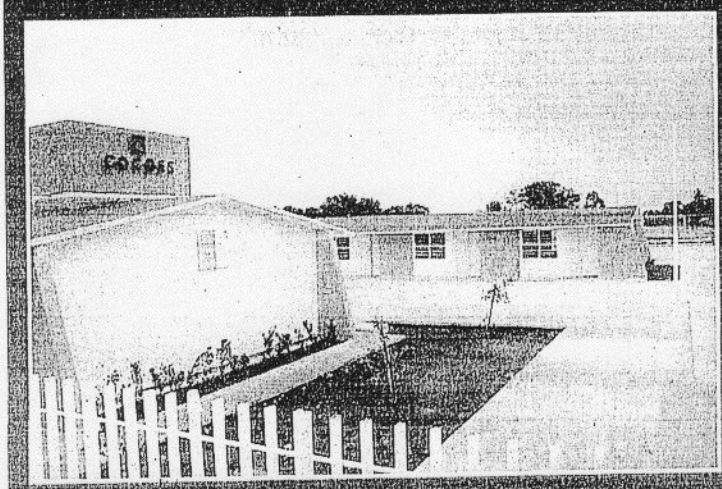
Para estar informado
cuartopoder.com.mx

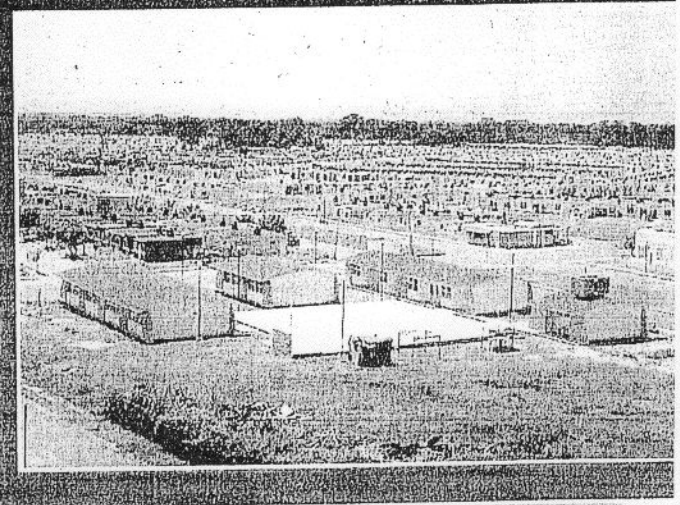
A un año de "Stan" 90% en reconstrucción de escuelas

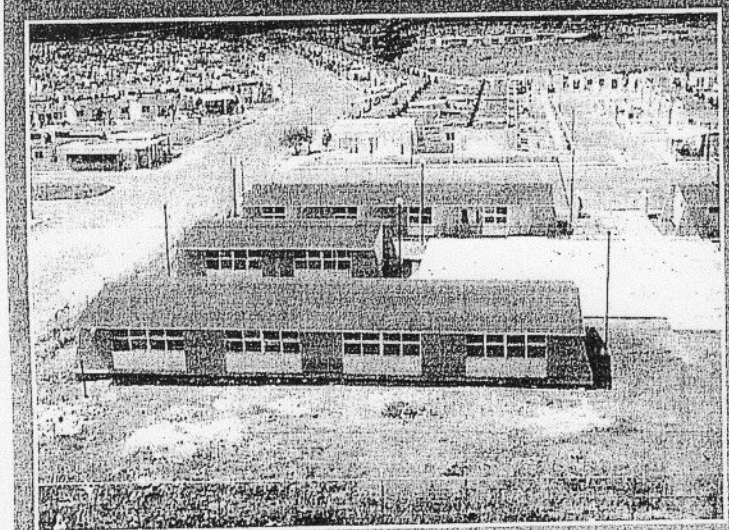


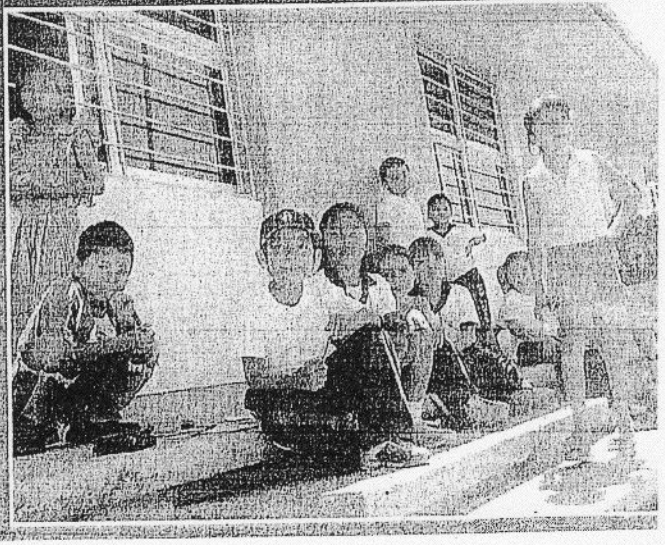
▸ En la zona de reconstrucción, se han concluido acciones de rehabilitación y construcción de escuelas, en beneficio de miles de estudiantes de los municipios afectados.



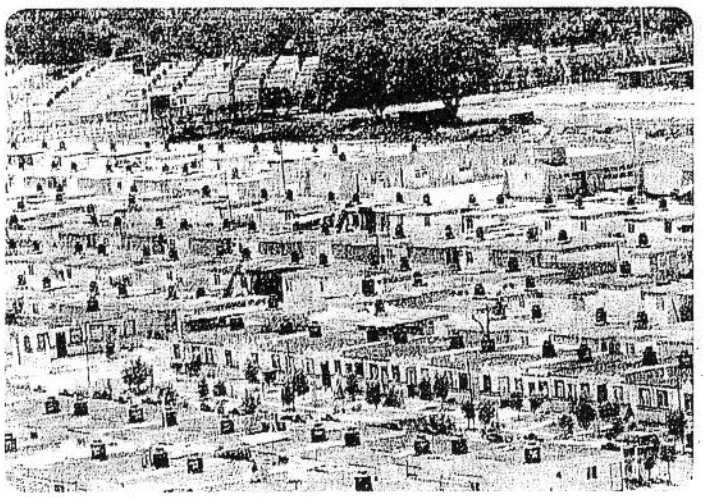


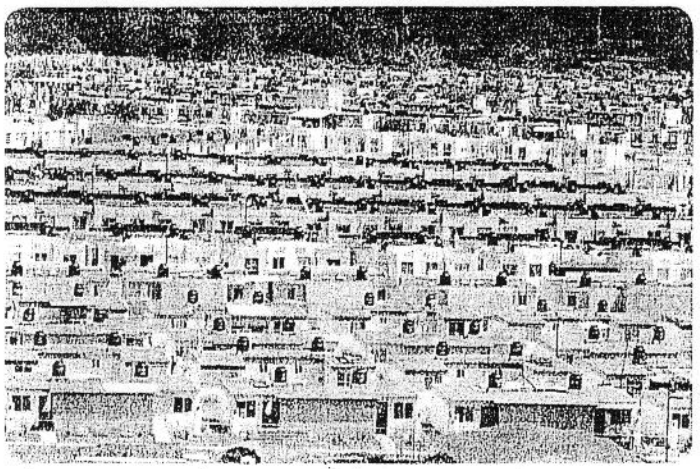
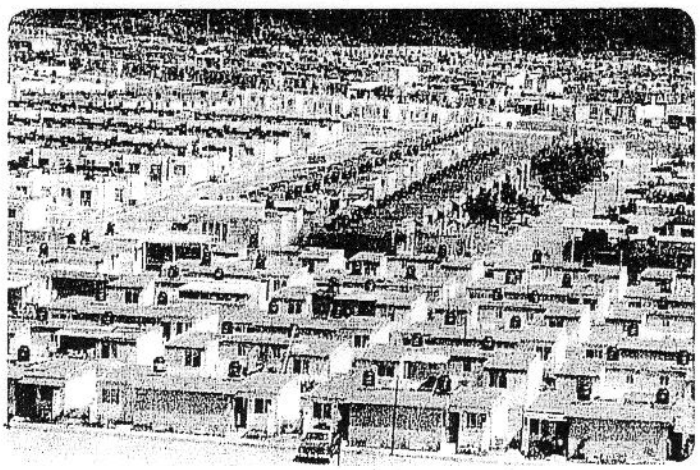
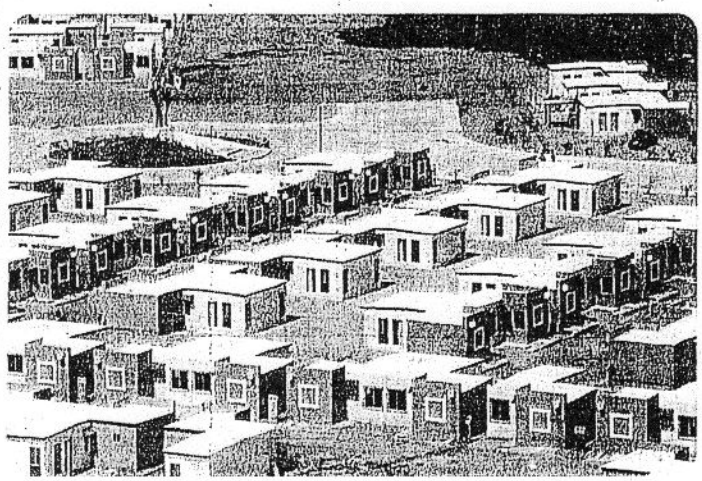
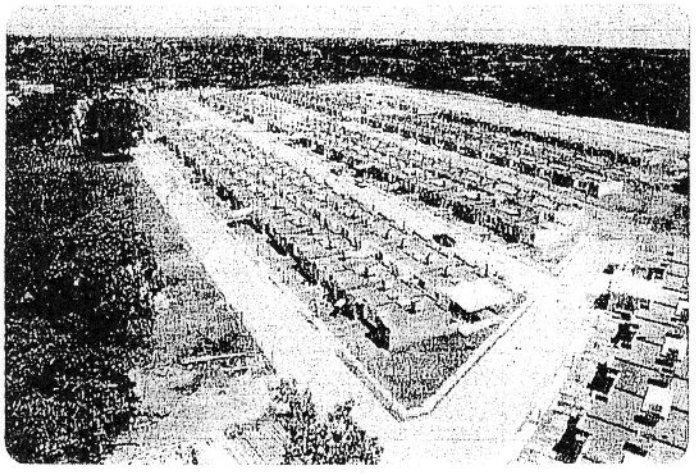






A un año de "Stan" en Chiapas

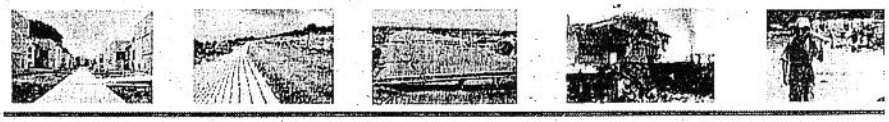


La reconstrucción es un compromiso que se cumple en Chiapas. En vivienda, se han renovado 11 mil, 18 mil más han sido reconstruidas en el mismo lugar, 10 mil casas nuevas están en proceso de construcción y se aplica un programa inédito en México dirigido a inquilinos afectados.

La Reconstrucción

COMPROMISO que se **CUMPLE**



A UN AÑO DE STAN

Al cumplirse un año de la tragedia provocada por el huracán "Stan", las acciones de reconstrucción en las zonas afectadas registran un avance global del 80 por ciento. La inversión que se aplica al momento es de 8 mil millones de pesos.

Vivienda
La meta es atender 40 mil 687 viviendas afectadas en localidades urbanas y rurales de 38 municipios. A la fecha se han construido y rehabilitado 32 mil 891 casas y, el resto, se encuentra en proceso de conclusión. Por primera vez en México, mediante el programa para inquilinos, se dotará de vivienda propia a las familias que rentaban casas y resultaron damnificados.

Infraestructura carretera
El reto es rehabilitar 604 caminos con longitud de 6 mil 63 kilómetros y 201 puentes, de los cuales se han concluido 329 tramos pavimentados y caminos rurales, así como 65 puentes. Se encuentran en ejecución 275 tramos de caminos y 136 puentes.

Escuelas
Stan afectó 248 escuelas. De ellas, 149 han sido terminadas y el resto se encuentra en proceso de conclusión, en beneficio de 31 mil 412 alumnos.

Agua potable, alcantarillado y saneamiento
Resultaron afectadas 668 obras. Actualmente están reconstruidas 319, se encuentran en ejecución 347 y dos más están pendientes.

Infraestructura urbana
Se han realizado 30 acciones de limpieza y desazolve en igual número de cabeceras municipales; la demolición de 1,482 viviendas, de un total de 2 mil 924 programadas, y la construcción de vialidades.

Salud
Resultaron 114 unidades médicas con daños parciales y totales, de las cuales ya se reconstruyeron y rehabilitaron 67 y están en etapa de conclusión 47 más. En materia de atención a la población damnificada, se cubrió al 100 por ciento la meta de garantizar la salud mediante la vigilancia y atención médica, epidemiológica y sanitaria.

Infraestructura hidráulica
La meta es desazolvar 509 kilómetros de cauces de ríos y arroyos, retirar 42 millones de metros cúbicos de desechos y construir 48.25 kilómetros de bordos de protección. A la fecha, se han desazolvado 463 kilómetros de ríos y arroyos y se han levantado 38 millones 220 mil metros cúbicos de material azolvado, además se han construido 25 mil 752 kilómetros de bordos de protección.

Imagen urbana
Se ha ejecutado el 100 por ciento de las 12 mil acciones programadas, consistentes en limpieza y pintura de viviendas.

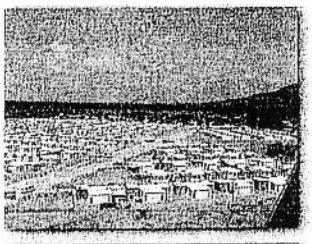
Pesca
Se afectaron 10 obras de canales y bordos, que estarán concluidos en diciembre próximo. En el sector se aplican 40.7 millones de pesos para subsidiar a pescadores y reponer embarcaciones y artes de pesca, en beneficio de 19 mil 892 familias de 15 municipios afectados. Además, se han dragado 40 mil metros de lagunas esteros y se han rehabilitado 20 mil 608 metros de canales.

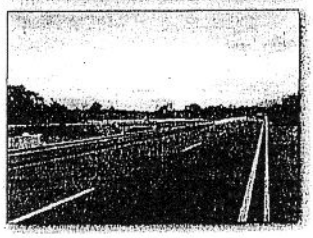
Agricultura y ganadería
En este rubro, se ha invertido un total de 476 millones de pesos, mediante la reactivación de 190 mil 704 hectáreas de diversos cultivos como café, maíz y ajonjolí; además del restablecimiento de caminos saca-cosechas y aplicación de vacunas al ganado, en beneficio de 265 mil 479 productores.

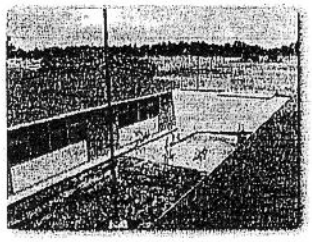
Sector económico
Se han aplicado 132.6 millones de un total de 134 millones de pesos, a través de ocho programas como empleo, proyectos productivo y diversos financiamientos en apoyo de mil 311 empresas y mil 1185 microempresarios.

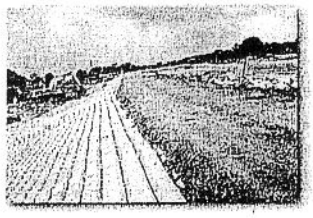
Asistencia social
Se ha otorgado asistencia alimenticia, apoyos financieros, rehabilitación de traspatios productivos y reposición de enseres domésticos a 42 mil 770 familias. Mediante el programa "Una semilla para crecer" se ha beneficiado a 14 mil 409 personas de 31 municipios y el programa "Microempresas sociales" registra 16 mil 30 beneficiados.

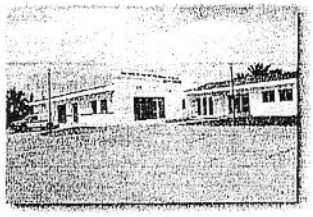
Ambiental
Se adquirieron 100 mil plantas de bambú, para reforestar 134 kilómetros de márgenes de 23 ríos, de los cuales a la fecha se han plantado 65 mil en los municipios afectados. Además, se incluye el ordenamiento ecológico del territorio, la restauración forestal y de suelos, así como el saneamiento y protección ambiental.

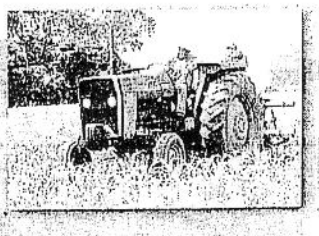












MÉXICO GOBIERNO DE LA REPUBLICA

Gobierno de Chiapas UNO PARA TODOS

BIOGRAPHIE

Classée par ordre alphabétique

AGUILAR BODEGAS José Antonio : (Tapachula, Chiapas, 1949-...). Maire de Tapachula de 1989 à 1990. Membre du Parti Révolutionnaire Institutionnel ; pour les élections de l'État du Chiapas en 2006, il a été candidat de l'Alliance pour le Chiapas (*Alianza por Chiapas*) PRI*-PVEM*. Selon les chiffres officiels, il n'aurait eu que 0,57 % de différence avec le candidat élu (PRD-PT-Convergencia) Juan José Sabines Guerrero.

ESCANDON Rutilio : Membre du Parti Révolutionnaire Démocratique (PRD), député fédéral de la LX législature du Congrès de l'Union de Mexico, il a aussi été sénateur pour le Chiapas.

GORDILLO MORALES Elba Esther : Dans sa carrière politique, on distingue particulièrement son militantisme au sein du PRI de 1970 jusqu'en juillet 2006. Lorsque Roberto Madrazo a annoncé sa candidature présidentielle pour le PRI, Elba Esther Gordillo a rejeté sa candidature et a prévenu qu'elle ferait tout pour qu'il ne gagne pas puis elle a renoncé au poste de secrétaire général du PRI. Elle milite actuellement dans le Parti Nouvelle Alliance (*Partido Nueva Alianza*) et au SNTE*.

HERNÁNDEZ RAMÍREZ Edgar : (Tapachula, Chiapas, 1965-…). Diplômé en Sciences de la Communication par l'Université Autonome Métropolitaine Xochimilco, il exerce la profession de journaliste depuis 1990. Il a travaillé comme reporter de la *Gazette Universitaire* de l'UNAM de Mexico, et analyste politique ainsi qu'éditorialiste pour le journal *El Financiero.* Il a fondé la revue *Zócalo* et a collaboré pour la revue *Etcétera,* ainsi que pour des revues spécialisées dans les moyens de communication. Au Chiapas, il a rempli la fonction de sous-directeur du journal *Express* et de la revue *Areópago*, il a également été directeur du journal mensuel *X-Medios* et, depuis 2004, il est rédacteur en chef du journal *El Heraldo de Chiapas.*

HIRIART Pablo : Ecrivain et journaliste mexicain. Diplômé en Sciences de la Communication à l'Université Nationale Autonome de Mexico (UNAM). Il a rempli la fonction de reporter pour la revue *Proceso*, ainsi que celle de fondateur du Journal *La Jornada*. Il a été directeur général de *Notimex*, directeur du journal *El Nacional* et directeur et fondateur de *La Crónica de Hoy.* Actuellement, il écrit des colonnes pour le journal *Excélsior*, et travaille comme directeur du programme *En Contexto* de *TV Azteca* aux côtés de Jaime Sanchez Susarrey.

KAWASHI Jorge : Ex-Boxeur, coordinateur de la section parlementaire du Parti Vert Ecologiste de Mexico (PVEM) à la Chambre des Députés jusqu'à ce qu'il devienne secrétaire général du Parti Nouvelle Alliance (*Partido Nueva Allianza*) en 2007.

LOPEZ OBRADOR Manuel Andrés : (1953-…). Président national du Parti Révolutionnaire Démocratique de 1996 à 1999 et maire du District Fédéral (Mexico) de 2000 à 2005. Aux élections présidentielles de 2006, il a été candidat pour la Coalition pour le Bien de Tous (*Coalición Por el Bien de Todos*). Selon les chiffres officiels, il serait arrivé second après Felipe Calderón Hinojosa (candidat du PAN). Après les résultats, il a organisé de grandes manifestations grâce à la Convention Nationale Démocratique (*Convención Nacional Democrática*) qui l'a nommé président légitime du Mexique. Son gouvernement parallèle a longuement résisté.

MANDUJANO Isaín : Il a débuté comme journaliste en janvier 1995, au sein de la revue locale hebdomadaire *Este Sur*, pendant cette période il s'est spécialisé dans la réalisation de reportages, d'interviews, de chroniques et d'essais. Un an avant de terminer son cursus dans la communication, en février 1998, on lui a proposé de travailler pour l'agence de presse *Agencia Proceso de Información* (APRO), ainsi que pour la revue *Proceso*. À l'heure actuelle il continue de collaborer avec *Proceso* en tant que correspondant local de l'État du Chiapas. Il écrit également dans des journaux locaux tels que *Cuarto Poder* et d'autres revues étrangères électroniques telles que la revue espagnole *Rebelión* et la française *Courrier International*. Il a été le représentant de la Fondation Manuel Buendía et, par ailleurs, il a collaboré pour la revue *Revista Mexicana de la Comunicación* ainsi que pour *Etcétera.*

MARISCAL Ángeles : Diplômée en Communication sociale. En janvier 1995, elle a commencé à travailler pour le journal *Expresso Chiapas*, pendant cette période elle s'est spécialisée dans la réalisation de reportages, d'interviews, de chroniques et de notes d'information. En 1996, elle a intégré l'équipe de correspondants du quotidien national *La Jornada* afin de couvrir l'actualité du Chiapas. Depuis janvier 2005, elle travaille également comme enseignante à l'université Autonome du Chiapas (UNACH), où elle enseigne en Sciences de la communication.

MARTINEZ MENDOZA Sarelly : (Chiapas, Mexique, 1966-…). Professeur à l'Université Autonome du Chiapas et membre du Système National des Chercheurs (SNI), et du Système d'Etat des Chercheurs (SEI). Il a obtenu son diplôme de journaliste à l'Ecole de Journalisme Carlos Septien Garcia et sa maîtrise en Sciences de la communication à la faculté des Sciences politiques et sociales de la UNAM. Il est docteur de l'Université de la Complutense de Madrid en Sciences de l'information. Il a publié *La Presse Menottée* (Fondation Manuel Buendia et Gouvernement de l'Etat du Chiapas, 2004), *Indice Hémérographique du Chiapas 1827-1946* (CONACYT et Université de Guadalajara, 2004), *Journalisme contemporain au Chiapas* (Fondation Manuel Buendia, 2006), *L'Histoire de la radio et de la télévision d'Etat* (Gouvernement de l'Etat du Chiapas, 2008) et *La Condition du journaliste au Chiapas* (Fondation Manuel Buendia, 2009)

MEJIA MADRID Fabrizio : Né à Mexico en 1968. Il est actuellement collaborateur de la revue *Proceso* ainsi que pour les revues suivantes : *Letras Libres, Gatopardo, Chilando* et du supplément *El Angel* du journal *Reforma*. Il travaille à l'élaboration, entre autres, de *The Mexico City Reader* (University of Wisconsin Press, 2004) et à *Ustedes les consta*, l'anthologie de chroniques mexicaines de Carlos Monsiváis. Pendant quinze ans, il a écrit quotidiennement une colonne littéraire pour le quotidien *La Jornada*. Il a publié les ouvrages de chroniques *Pequeños actos de desobedencia civil* (*1996*), *Entre las sábanas (1995),* et *Salida de Emergencia (2007*), ainsi que les romans *Viaje alrededor de mi* padre (2004) et *Hombre al agua* (Joaquin Mortiz, 2004) qui a reçu le Prix Antonin Artaud et qui a été traduit en français et en allemand, puis *El Rencor* (Planeta, 2006). En 2009, son roman le plus récent *Tequila, DF,* va paraître au Mexique et en Espagne.

SABINES GUERRERO Juan : (1968-……). De 1994 à 2006, il est membre du PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel), en 2006 il y renonce et se présente comme candidat de la coalition Pour le bien de Tous (*Por el bien de todos*) formée par le Parti Travailleur (*Partido del Trabajo* - PT), le Parti de la Révolution Démocratique (*Partido de la Revolucion Democratica* - PRD), et le parti Convergence Démocratique (Convergencia Democrática - CD). Elu gouverneur du Chiapas de 2006 à 2012.

SALAZAR MENDIGUCHIA Pablo : (1954-….). Sénateur du Parti Révolutionnaire Institutionnel de 1994 à 2000. Elu gouverneur du Chiapas de 2000 à 2006. Il représentait une coalition formée de huit partis politiques : le Parti travailliste (Partido del Trabajo - PT) ; le Parti de la révolution démocratique (Partido de la Revolucion Democratica - PRD) ; le PAN, le Parti vert écologiste du Mexique (Partido Verde Ecologista Mexicano - PVEM) ; le Parti du centre démocratique (Partido del Centro Democrático - PCD) ; le parti Convergence démocratique (Convergencia Democrática - CD) ; le Parti de l'alliance sociale (Partido de Alianza Social - PAS) et le Parti de la société nationaliste (Partido de la Sociedad Nacionalista - PSN).

TREJO DELARBRE Raúl : (Mexico D.F., 1953). Docteur en sociologie de la faculté des Sciences politiques et sociales de l'Université Nationale Autonome de Mexico (UNAM) et diplômé en journalisme par la même faculté. Il est l'auteur de quinze ouvrages. Il est le fondateur de la revue *Etcétera,* à présent spécialisée dans les moyens de communication. Il a régulièrement collaboré avec les journaux suivants : *El Universal, La Jornada, El Porvenir* (Monterrey, N.L.), *La Opinión* (Los Angeles, Californie), *Unomásuno, El Dia, El Nacional, Excelsior* et *El Economista*, ainsi que pour l'hebdomadaire *Punta*, les revues *Siempre* !, *Expansión* et *Tecnologia Empresarial* et l'hebdomadaire *Crónica de Hoy*, dans lequel il a écrit une colonne quotidienne *Société et Pouvoir* de 1999 à 2005. En 1994, il a reçu le Prix National du Journalisme. En 1996, la Fondation Fundesco, de Madrid, lui a attribué le Prix Fundesco pour ses Essais. Il collabore, tous les mois, avec les revues *Nexos* et *Zócalo*. Par ailleurs, il travaille pour la revue électronique *Razón y Palabra.*

VÁZQUEZ MOTA Josefina : ministre du Développement social de 2000 à 2005. Le président du Mexique, Félipe Calderón Hinojosa l'a nommée en 2006 ministre de

l'Education nationale, devenant ainsi la première femme de l'histoire à être ministre de cette entité fédérale.

VELAZQUEZ LOPEZ Rubén Fernando : (1953- Chiapas). Membre du parti Révolutionnaire Démocratique, secrétaire du Développement rural au Chiapas de 2000 à 2003 et secrétaire du gouvernement de l'Etat du Chiapas de 2003 à 2006.

VELASCO COELLO Manuel : (1980-….) Membre du Parti Vert Ecologiste Mexicain, c'est aussi l'un des plus jeunes députés fédéraux de l'histoire du Congrès. En 2006, il a été élu sénateur pour le Chiapas jusqu'en 2012.

ZEBADUA Emilio : Homme politique mexicain, il a été conseiller de l'Institut Fédéral Electoral (IFE), puis député au sein du Parti de la Révolution Démocratique (PRD). En 2006, il a été le candidat du Parti Nouvelle Alliance (*Partido Nueva Allianza)* pour le gouvernement du Chiapas. Il est actuellement président de la fondation SNTE. En 2006, il a manifesté publiquement son intention d'être candidat de son parti (PRD) pour le poste de gouverneur du Chiapas, et il affirmait être le favori dans les sondages. Le 10 Août 2006, il a décliné sa candidature en faveur de José Antonio Aguilar Bodegas, candidat de l'Alliance pour le Chiapas (*Alianza por Chiapas)*, afin de former un front commun contre le candidat de la coalition Pour le Bien de Tous (*Por el Bien de Todos*), Juan Sabines Guerrero, lorsqu'il a réalisé que ce dernier avait le soutien du Gouvernement de Pablo Salazar Mendiguchía. Actuellement, il remplit la fonction de Président de la Fondation SNTE et est membre du Parti de la Nouvelle Alliance (*Partido Nueva Allianza*).

GLOSSAIRE

Classé par ordre alphabétique

Analyse : C'est un article qui cherche à stimuler la réflexion des lecteurs sur un événement. L'analyse exprime la vision et le point de vue du journaliste. Son auteur s'efforce de trouver des angles originaux et adopte une écriture convaincue et, si possible, convaincante.

Biosphère : zone occupée par l'ensemble des êtres vivants au contact de la terre, de l'air et dans les eaux.

Catégorie : Classe sous laquelle sont codées des unités d'information. Une catégorie peut être le sujet, les dossiers, les périodes, les intervenants, les régions, etc. Chaque catégorie est subdivisée en différents codes. Dans le cas des périodes, on peut par exemple définir les codes suivants : janvier, février, mars, etc. ; dans le cas des régions, des aires géographiques telle que le Québec, l'Ontario, l'Alberta, etc. Les catégories peuvent également être appelées « variables ».

Chronique : Rendez-vous régulier qui, par son style, rompt avec la tonalité du reste du journal. Le chroniqueur est subjectif. Il utilise l'ironie, l'humour, l'émotion ou l'indignation. Il cherche également à établir une complicité avec son lecteur qui sera ravi de retrouver régulièrement ce regard original sur l'actualité. Dans certains cas, on parle de « bloc-notes », un des plus célèbres étant celui que tenait l'écrivain François Mauriac dans *l'Express*, dans les années 1950.

Code : Valeur prise par une unité d'information dans les catégories sous laquelle elle est classée. Par exemple, la catégorie « sujet » peut contenir les codes suivants : finances, personnel, service clientèle, etc.

Commentaires : Il s'appuie sur des faits puis donne un jugement et offre une (ou plusieurs) piste(s) de réflexion. Il accompagne un article publié dans la même page.

Compte-rendu : C'est une synthèse précise d'une audience, d'un colloque, d'un débat ou d'une manifestation sportive auquel le journaliste a assisté… Il relate avec le plus de détails possibles et avec le maximum d'exactitude.

Connotation : Propriété d'un terme de désigner en même temps que l'objet certains de ses attributs. Ensemble des caractères de l'objet désigné par un terme.

Courrier : Le magazine publie certaines lettres des lecteurs. Il s'agit du premier mode d'interactivité.

Cyclone Tropical : zone de basses pressions des régions intertropicales, au sein de laquelle se développent des nuages convectifs et autour de laquelle le vent se déplace dans une circulation dite « fermée » en surface, autour d'un centre de rotation. Le cyclone est classé en fonction de l'intensité des vents qu'il génère en dépression tropicale, tempête tropicale et ouragan (terminologie utilisée dans les zones de l'Atlantique). Le cyclone prend naissance au-dessus d'eaux assez chaudes, on parle de 26 à 27°C sur 30 à 50 mètres de profondeur au minimum.

Déclaration de désastre naturel : C'est la déclaration publique, de la part du Secrétariat du gouvernement, et suite à la demande d'une entité de la fédération ou d'une dépendance fédérale, qu'un phénomène naturel perturbateur a eu lieu dans un endroit et un temps determiné. On atteste ainsi que ce phénomène a provoqué des dommages tant au niveau des logements que des services et de l'infrastructure publique fédérale, de l'État et/ou municipale. Faire cette declaration est une condition requise fondamentale pour accéder aux ressources du FONDEN.

Dépression tropicale : Toute dépression apparaissant aux latitudes tropicales peut de façon générale être qualifiée de dépression tropicale ; toutefois, cette acception globale, jointe à celle qu'acquiert de façon tout aussi confuse la locution "perturbation tropicale", conduit à employer concurremment ces deux expressions dans un sens mal défini et dépendant des régions géographiques où elles ont coutume d'être appliquées : il est donc préférable de s'en tenir précisément à leur description officielle. En ce qui concerne la dépression tropicale, elle désigne tout système dépressionnaire à l' échelle synoptique qui se développe par convection au-dessus de zones océaniques des régions tropicales ou subtropicales, dès lors que ce système s'accompagne de vents de surface tournant distinctement dans le sens inverse des aiguilles d'une montre pour l'hémisphère Nord, dans l'autre sens pour l'hémisphère Sud, avec des vitesses qui ne peuvent dépasser toutefois 33 noeuds, soit 61 km/h. En deçà de la dépression tropicale se situe donc la perturbation tropicale, où la circulation des vents n'est qu'ébauchée et où leur vitesse ne dépasse pas 6 nœuds, soit 11 km/h ; de l'autre côté, le franchissement du seuil de 34 nœuds ou 62 km/h par le maximum de vitesse des vents (il s'agit toujours de vitesses moyennes) marque la transformation d'une dépression tropicale en une tempête tropicale .

Dossier (genre journalistique) : Enquête en plusieurs articles avec des angles variés. Un dossier permet de faire le tour d'un sujet. Il occupe plusieurs pages d'une publication.

Dossier (méthode Morin-Chartier) : Catégorie de classification des unités d'information permettant de codifier des événements, des thèmes, des campagnes, ou tout ce qui fait l'objet d'un traitement particulièrement intensif. Les dossiers permettent généralement de sous-catégoriser le contenu des sujets.

Échantillonnage : Méthode de sélection des documents qui composeront le corpus final d'un projet de recherche.

Éditorial : C'est un article concis qui exprime la position du journal ou sa réaction à un événement marquant. Texte de pur commentaire, il est écrit sur un ton très personnel tout en engageant la publication. Il est souvent rédigé par le rédacteur en chef du magazine ou par un éditorialiste. En langage professionnel, on parle d'édito.

Enquête : Elle apporte des informations inédites, fruits d'entretiens, de reportages et du rassemblement d'une documentation. L'écriture de l'article doit concilier la précision, la rigueur et le plaisir de la lecture. L'enquête doit rendre compte d'avis contradictoires sur un sujet. Sa rédaction exige un grand sens de la synthèse et de bonnes qualités d'analyse. On peut aussi parler d'investigation parce qu'on fait appel à toutes les techniques de recueil d'informations. Une enquête démontre (alors qu'un reportage montre).

État d'alerte : Le Service Météorologique National et la Commission National de l'Eau mettent en place un système d'alerte lorsqu'ils ont suffisamment de données pour évaluer l'importance et la probable dangerosité d'un phénomène météorologique. Ils émettent alors des avis qui informent sur l'évolution du phénomène, ces avis sont envoyés à différentes entités des États et municipalités concernés. Pour Stan, trente-trois avis ont été émis par le Service Météorologique National et la Commission National de l'Eau.

État d'urgence : Une des mesures que peut prendre le gouvernement fédéral en cas de situations exceptionnelles comme l'altération de la paix ou de l'ordre interne du pays ou d'un État en raison de grandes catastrophes naturelles ou de graves circonstances politiques ou civiles qui perturbent et empêchent la Nation de vivre normalement. Pendant cet état d'exception, le gouvernement peut restreindre ou suspendre certains droits en lien avec la liberté et la sécurité de la personne, l'inviolabilité du domicile et la liberté de réunion et de transit. Pendant cet état d'urgence, les forces armées d'un pays peuvent assumer le contrôle de l'ordre interne. En cas de catastrophe naturelle, la déclaration de l'État d'urgence est la première étape à réaliser avant la Déclaration de désastre naturel permettant de déclencher les aides et les fonds.

Évaluation : Action de déterminer l'orientation de chaque unité d'information après son découpage.

Fréquence : Indice qui transpose en pourcentage le nombre d'unités d'information retracées dans un corpus. On peut aussi utiliser les termes visibilité ou présence. Cet indice représente la place occupée par un sujet, un dossier ou toute autre catégorie par rapport aux autres et à l'ensemble des unités d'information d'un corpus.

Grille d'analyse : Court document utilisé pour la classification des unités d'information d'un corpus. La grille est créée pour répondre à une problématique de recherche. Elle sert à retracer dans un corpus les unités d'information qu'il contient et à les coder (sujets, dossiers, médias, intervenants, etc.).

Interview : Système de questions/réponses avec reprise des propos de la personne interviewée. Avant d'écrire l'interview, le journaliste choisit son interlocuteur, il prépare les questions,

dialogue avec la personne, sélectionne les réponses et les met en forme. Une interview peut, dans certains cas, être relue par la personne interviewée.

Mitigation : signifie atténuation en matière de prévention de risques majeurs naturels.

Onde tropicale : Une onde tropicale est un creux barométrique (ou talweg) des tropiques qui peut mener à la formation de cyclones tropicaux.

Ouragan : Sont désignés par un même terme -celui d'ouragan- deux phénomènes météorologiques distincts, tous deux bien identifiables et tous deux très violents, mais de nature physique nettement différente. D'une part, l'ouragan est le nom générique attribué à un cyclone tropical dans deux régions des zones tropicales et subtropicales : ce sont d'un côté l'Atlantique nord, le golfe du Mexique, l'est du Pacifique nord et les zones côtières attenantes (dont l'archipel des Antilles), et de l'autre côté le sud-est de l'océan Indien -entre l'Indonésie et l'Australie-, le Pacifique sud et les zones côtières attenantes (dont la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française). D'autre part, en dehors des zones tropicales et subtropicales, l'ouragan est, au sens courant, une tempête très violente suscitant des vents dont les vitesses moyennes atteignent des valeurs de l'ordre de 120 km/h ou davantage. En fait, l'usage de cette seconde signification s'est peu à peu imposé en Europe concurremment à celle de cyclone tropical, du fait de la dénomination du plus violent des vents de tempête, qui a toujours prêté à confusion : en météorologie marine, en effet, on appelle ouragan tout vent repéré dans l'échelle Beaufort par des vitesses moyennes atteignant ou dépassant la force 12, soit 64 noeuds ou 118 km/h. La prévision d'un ouragan donne alors lieu à l'émission d'un avis d'ouragan.

Plan DN-III : Plan d'aide militaire mis en place pour venir au secours de la population en cas de désastre. Les règles de cette opération militaire sont établies par l'Armée de terre et de l'air mexicaine.

Poids-tendance : Indice qui mesure l'influence d'un code par rapport à la catégorie à laquelle il est rattaché ou sur l'ensemble d'un corpus. L'addition des indices de poids-tendance d'un tableau indiciel donne comme résultat l'indice de tendance-impact d'un corpus.

Prime : Somme que l'assuré doit payer à l'assureur.

Protection civile : Système d'organisation, national et des Etats, de prévention et d'aide face à l'éventualité d'un risque, d'une urgence ou d'un désastre.

Reportage : Il s'agit d'un des genres majeurs du journalisme. Le journaliste se déplace sur un lieu (on dit qu'il va sur le terrain). Il regarde un événement, étudie son contexte. Puis il le raconte à partir de ce qu'il a vu et entendu. Pour cela, il se sert de ses cinq sens : voir, entendre, sentir, goûter, toucher… Il prend en compte les unités de temps, de lieu et d'action. Il suggère le réel. Il est un témoin. Un reportage repose sur la subjectivité du journaliste. Le ton est celui du récit.

Sujet : Mot, mot clé ou terme descripteur utilisé dans un sens général et qui sert à identifier et catégoriser les idées contenues dans un corpus de recherche par rapport à l'objet de l'étude. La

catégorie des sujets est essentielle pour toute analyse de contenu. La précision dans la description des sujets assure un décodage uniforme des unités d'information.

Synthèse : C'est un article fabriqué à partir de dépêches d'agences. Il présente l'information de façon complète. On parle aussi de mouture ou de montage.

Tableau indiciel : Tableau présentant les résultats d'une analyse sous forme de données statistiques.

Tableau indiciel par croisement : Tableau présentant les résultats d'une analyse sous forme de données statistiques croisant une catégorie de classification du contenu avec une autre.

Tableau indiciel simple : Tableau présentant les résultats d'une analyse sous forme de données statistiques classées par catégorie de classification du contenu.

Témoignage : On donne la parole à un acteur d'un événement. Le témoignage mêle le récit et des citations.

Tempête tropicale : Dans les régions tropicales ou subtropicales, des systèmes dépressionnaires d'échelle synoptique se développent par convection au-dessus de zones océaniques ; ils s'accompagnent alors d'une circulation de vents de surface qui tournent dans le sens inverse des aiguilles d'une montre dans l'hémisphère Nord, dans l'autre sens dans l'hémisphère Sud. Lorsque les vitesses du vent associées à un tel système dépressionnaire — il s'agit des vitesses moyennes — ont un maximum compris entre 34 noeuds (soit 62 km/h) et 63 nœuds (soit 117 km/h), ce système prend le nom de tempête tropicale ; en particulier, quand ce maximum est au moins de 48 nœuds ou 89 km/h, on parle de forte tempête tropicale. En deçà de la tempête tropicale, se situe la dépression tropicale, tandis que le franchissement du seuil de 64 nœuds ou 118 km/h pour le maximum de vitesse définit le passage d'une tempête tropicale à un cyclone tropical.

Tendance-impact : Indice général qui chiffre l'orientation dominante (en + ou en -) de l'ensemble des unités d'information orientées. Cet indice mesure la tendance observée dans un corpus ou une couverture de presse. Il s'agit en quelque sorte d'un « indice de favorabilité » indiquant jusqu'à quel niveau l'image d'une organisation est positive, négative ou neutre. Son échelle va de 100- à 100+. Au-delà de 25+ ou 25-, on peut dire qu'une couverture est très favorable ou très négative, au-delà de 40+, la couverture peut être qualifiée d'exceptionnellement favorable.

Tribune : Espace situé sous la manchette. C'est un endroit de choix ou l'œil du lecteur se pose souvent en premier. On y place donc le ou les titres importants du jour. Parfois, les journalistes appellent cet espace "la tête".

Tribune libre : Une personnalité extérieure au journal exprime son opinion sur un sujet d'actualité ou sur un problème de société. On parle aussi de libre opinion.

Type de document : Catégorie de classification. Dans une analyse de presse, le type de documents se divise entre les éditoriaux et chroniques, les nouvelles, les reportages, les émissions d'affaires publiques, les lettres de lecteurs, etc.

Unité d'information : Unité de mesure servant à découper le contenu d'un document. Il s'agit d'une idée, d'un sujet ou d'un thème, qui est catégorisé puis évalué. La taille des unités d'information est variable : il peut s'agir d'un seul mot, d'un groupe de mots, d'une phrase, d'un paragraphe, voire très rarement, d'un document complet. Selon nos recherches basées sur des corpus de presse, un document issu des médias contient en moyenne 6,2 unités d'information.

BIBLIOGRAPHIE

Sur L'HISTOIRE DU MEXIQUE ET DU CHIAPAS

BASCHET, *La rébellion zapatiste, insurrection indienne et résistance planétaire* [Texte imprimé], Paris: Flammarion, 2005, 324p.

BEY Marguerite, DEHOUVE Danièle (dir.), *La Transition démocratique au Mexique* [Texte imprimé], Paris : L'harmattan, 2006, 270 p.

COUFFIGNAL Georges (dir.), *Amérique latine. Les surprises de la démocratie* [Texte imprimé], Paris : La documentation Française, 2007, 206p.

DELGADO DE CANTÚ GLORIA M., *Historia de México. Legado histórico y pasado reciente* [Texte imprimé], (2ème éd) Mexique : Pearson Educación, 2008, 615p.

HAMNETT Brian, *Historia de México* [Texte imprimé], Cambridge : The Press University of Cambridge, 2001, 367p.

Historia general de México.Versión 2000 [Texte imprimé], México : El Colegio de México, versión 2000, 1103p.

LANCHA Charles, *Histoire de l'Amérique hispanique de Bolívar à nos jours* [Texte imprimé], Paris : L'Harmattan, 2003, 544p.

MACIAS Marie-Carmen, *Le comerce au Mexique à l'heure de la libéralisation économique* [Texte imprimé], Paris : L'Harmattan, 2006, 193p.

OROZCO ZUARTH Marco A., *Patrimonio cultural de Chiapas* [Texte imprimé], (6ème édition), Tuxtla Gutiérrez : Ediciones y sistemas especiales, 2007, 194p.

MEJIA MADRID Fabrizio, *Salida de emergencia* [Texte imprimé], México : Mondadori, 2007, 290p.

MEJIA MADRID Fabrizio, *El rencor* [Texte imprimé], México : Planeta Mexicana, 2006, 185p.

Popol Vhu. Antiguas leyendas del Maya Quiché [Texte imprimé], México : Ediciones

Leyenda, 2005, 143p.

REED John, *México Insurgente* [Texte imprimé], Tafalla : Editorial Txalaparta, 2005, 343p.

SOUS-COMMANDANT Marcos, ESCARPIT Françoise (Editeur Scientifique), *Marcos sous le passe-montagne [Texte imprimé],* Paris : Syros, 2006, 126p.

SOUS-COMMANDANT Marcos, *¡Ya Basta !. Les insurgés zapatistes racontent un an de révolte au Chiapas* [Texte imprimé], Paris : Editions Dagorno, 1996, 483p.

WOMACK John, *Emiliano Zapata et la révolution mexicaine* [Texte imprimé], Paris : F.Maspero, 1976, 547p.

ZEBADUA Emilio, *Breve historia de Chiapas* [Texte imprimé], México: El colegio de México, 1999,187p.

Sur L'ETAT DU CHIAPAS

ALEJOS GARCIA José, « Identidad étnica y conflicto agrario en Chiapas », *Amérique Latine Histoire et Mémoire, Les cahiers ALHIM* [en ligne], 2004, n° 10, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://alhim.revues.org/document114.html

CASTRO APREZA Inés, « Elecciones en Chiapas y paralelismos con la elección federal sobre "la calidad de la ciudadania" », *Desacatos* [en ligne], mai-août 2007, n°024, [réf. du 22 août 2009], p.161-180, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=13902408

COMISION NACIONAL DE LOS SALARIOS MINIMOS, « Salarios mínimos vigentes a partir de 1º de enero de 2005 », *Secretaría del Trabajo y Previsión Social* [Site Internet], [réf. du 22 juillet 2009], Disponible sur : http://www.conasami.gob.mx/formatestimonios.aspx?ID=10&int=0

CRUZ BURGUETE Jorge Luis, ROBLEDO HERNANDEZ Gabriela P., « Cambio social y movimientos de población en la región fronteriza de Chiapas », *Convergencia* [en ligne], septembre-décembre, année 2001, nº 26, [réf. du 22 août 2009], p.33-53, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=10502602&iCveNum=21

EDITORIAL, «Elecciones en Chiapas », *El Universal* [En ligne], 21 août 2006, [réf. du 15 août 2009], Disponible sur : http://www.eluniversal.com.mx/editoriales/35226.html

GONZALEZ PONCIANO Jorge Ramón, « Guatemaltecos en la ciudad de México »,

Amérique Latine Histoire et Mémoire, *Les cahiers ALHIM* [En ligne], 2001, nº2, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur :
http://alhim.revues.org/index590.html

GUILLEN Diana, « Redimensionamiento de una frontera largamente olvidada : Chiapas 1973-1993 », *Frontera Norte* [En ligne], Juillet-décembre 2003, vol.15, n°030, [réf. du 22 août 2009], p.1-25, Disponible sur :
http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=13603005&iCveNum=633

MANDUJANO Isaín, « Pablo Salazar presenta proyecto de nueva Ley electoral », *Este sur* [En ligne], 21 septembre 2005, [réf. Du 14 août 2009], Disponible sur :
http://www.estesur.com/palabra.jsp?id=1722&pagenum=1&palabraid=17

MARTINEZ VELASCO Germán, « Conflicto étnico y migraciones forzadas en Chiapas », *Politica y Cultura, Primavera*, [En ligne], 2005, n°023. [réf. du 22 août 2009], p.195-210, Disponible sur :
http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=26702312

MARTINEZ VELASCO Germán, « Globalización y subdesarrollo local : Diferenciación social y migración en Chiapas », *Papeles de Población* [En ligne], Octobre-Décembre 1999, n°022, [réf. du 22 août 2009], p.141-160, Disponible sur :
http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=11202206

MORENO GIL Mónica y ROMERO MIRANDA Miguel A., « Chiapas : Crónica de una paz nerviosa », *El Cotidiano* [En ligne], Mars-Avril 2003, Vol. 19, n°118, [réf. du 22 août 2009], p.74-86, Disponible sur :
http://redalyc.uaemex.mx/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=32511806&iCveNum=1953

OLMOS Cécilia, « América central : situación migratoria después de los conflictos », *Amérique Latine Histoire et Mémoire, Les cahiers ALHIM* [En ligne], 2003, nº7 , [réf. du 22 août 2009], Disponible sur :
http://alhim.revues.org/index366.html

ONU, « Guía para la aplicación de los principios rectores de los desplazamientos internos », [En ligne], Novembre 1999, [réf. du 22 juillet 2009], p.1-89. Disponible sur :
http://www.internaldisplacement.org/8025708F004CFA06/(httpKeyDocumentsByCategory)/CFEEB44F23514378802570A00048F88A/$file/GP_manual_Spanish.pdf

VALDES VEGA María Eugenia, « Los partidos políticos en Chiapas », *Revista Nueva Antropología* [En ligne], noviembre 1999, vol. XVII, n°056, [réf. du 22 août], p.25-41, Disponible sur :
http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=15905603&iCveNum=4128

VALLARDU Jaime, « Violencia religiosa y conflicto político en Chiapas, México », *Revista Nueva Antropología* [Texte Imprimé], Mai-Août 2005, vol.XX, n°065, p-55-74.

VILLAFUERTE SOLIS Daniel, « El Soconusco : La frontera de la frontera Sur », In SANCHEZ-VAZQUEZ J.E., JARQUIN-GALVEZ R. (Eds.), *La Frontera Sur. Reflexiones sobre el Soconusco, Chiapas, y sus problemas ambientales, poblacionales y productivos.* [En ligne], México : ECOSUR-H, 2004,195p., [réf. du 22 juillet 2009], p.105-112, Disponible sur : http://www.google.com/search?ie=UTF-8&oe=UTF-8&sourceid=navclient&gfns=1&q=VILLAFUERTE+SOLIS+Daniel%2C+%C2%AB+El+Soconusco+%3A+La+frontera+de+la+frontera+Sur+%C2%BB%2C

Sur STAN

CARRASCO ARAIZAGA Jorge, « Olvidados », *Proceso* [Texte imprimé], 15 janvier 2006, n° 1524, p. 36-45.

CEVALLES Diego, « Para los inmigrantes cuyo destino final es Estados Unidos, México es un duro escollo », *AlterInfos-Dial* [Site Internet], Lunes 31 de octubre de 2005, [réf. Du 19 août 2009], Disponible sur : http://www.alterinfos.org/spip.php?article74&var_recherche=stan

FEDERACIÓN INTERNACIONAL DE SOCIEDADES DE LA CRUZ ROJA Y DE LA MEDIA LUNA ROJA, « El huracán Stan deja al descubierto la vulnerabilidad en Guatemala », In *Informe Mundial Sobre desastres 2006* [En ligne], p.14-17, [réf. du 19 août 2009], Disponible sur : *http://www.google.com/search?ie=UTF-8&oe=UTF-8&sourceid=navclient&gfns=1&q=FEDERACI%C3%93N+INTERNACIONAL+DE+SOCIEDADES+DE+LA+CRUZ+ROJA+Y+DE+LA+MEDIA+LUNA+ROJA.+Informe+Mundial+Sobre+desastres+2006.+El+Hurac%C3%A1n+Stan+deja+al+descubierto+la+vulnerabilidad+de+Guatemala*.

GREENPEACE, « La acelerada destrucción de los ecosistemas de Chiapas agrava los impactos de “Stan” », *Greenpeace México* [Site Internet], 5 octobre 2005, Bulletin 05109, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : www.greenpeace.org/mexico/press/releases/la-acelerada-destrucci-n-de-lo

GREENPEACE, « Políticas públicas agravaron la vulnerabilidad frente a Stan y Wilma », *Greenpeace México* [Site Internet], 24 octobre 2005, Bulletin 05112, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://www.greenpeace.org/mexico/prensa/releases/pol-ticas-p-blicas-agravaron-l

Huracán Stan : la dignidad devastada [Texte imprimé], Tapachula : Centro de Derechos Humanos Fray Matías de Córdova, 2006,124 p.

IZQUIERDO CARBALLO María Jesús, « Cambiar de optica. Noviembre 2005 », *Revista fusión*.com [Site Internet], Novembre 2005, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://www.revistafusion.com/2005/noviembre/opini146.htm

MANDUJANO Isaín, « Stan : El desastre apenas comienza », *Proceso* [Texte imprimé], 16 de octubre de 2005, n°1511, p.45-49.

MANDUJANO Isaín, « Chiapas : Desastre a lo pobre », *Proceso* [Texte imprimé], 30 octobre 2005, n° 1513, p.35-36.

MANDUJANO Isaín, « El botin del sureste », *Proceso* [Texte imprimé], 13 aout 2006, n°1554, p.24-27.

MARISTAS Irmaos, « La tormenta Stan : Boletín Informativo de la Fundación Marista Fundamar. Provincia de América Central », *Irmaos Maristas* [Site Internet], 20 octobre 2005, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://www.champagnat.org/pt/221200002.asp?id=35

MARTINEZ JUNCO Santiago, « La regulación migratoria de los extranjeros damnificados por el Huracán Stan, en el Soconusco, Chiapas », Actes de la conférence ILASSA 28 Student Conference on Latin America, Universidad de la Frontera Sur, 7-9 Février 2008, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur LANIC : http://lanic.utexas.edu/project/etext/llilas/ilassa/2008/ http://lanic.utexas.edu/project/etext/llilas/ilassa/2008/junco.pdf

OLMOS Jose Gil, MANDUJANO Isaín, « Mal expansivo », *Proceso* [Texte imprimé], 27 aout 2006, n°1556, p. 32-36.

RAVELO Ricardo, « Periodismo entre ruinas », *Proceso* [Texte imprimé], 29 janvier 2006, n°1526, p. 24-28.

Reconstrucción para consolidar el desarrollo. Plan de reconstrucción, Tuxtla Gutiérrez : Comisión de Reconstrucción, Gobierno de Chiapas, Tirage de 100 exemplaires [Texte imprimé], 2005, 126p.

REYNOLDS Louisa, « Cambio climático : una tragedia humana en ciernes », *Albedrío.org* [Site Internet], 2 février 2008, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://www.albedrio.org/htm/articulos/l/lr-053.htm

ROBERTO FLORES L., MACIAS A., ALCAZAR A., « Stan : destrucción, miedo y pobreza », *Empresarial de Chiapas* [Texte imprimé], 2005, nº18 « Especial », 24p.

SANTA CRUZ Wendy, « La tormenta Stan : impacto, acciones sociales, estatales y de la Cooperacion Internacional », *Sociedad civil y movimientos sociales* [en ligne], Mars 2006, n°9 Segunda Epoca, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur CLACSO : http://sala.clacso.org.ar/gsdl/cgi-bin/library?e=d-000-00---0socmovgt--00-0-0--0prompt-10---4------0-1l--1-es-Zz-1---20-about---00031-001-0-0utfZz-8-10&a=d&c=socmovgt&cl=CL2&d=HASH01494fbd47233460f406759a.3.8

SANTA CRUZ Wendy, « Variantes de las luchas campesinas ante la tormenta Stan, la conflictividad agraria y el desarrollo rural », *Sociedad civil y movimientos sociales* [en ligne], Mars 2006, n°9 Segunda Epoca, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur CLACSO : http://sala.clacso.org.ar/gsdl/cgi-bin/library?e=d-000-00---0socmovgt--00-0-0--0prompt-10---4------0-1l--1-es-Zz-1---20-about---00031-001-0-0utfZz-8-10&a=d&c=socmovgt&cl=CL2&d=HASH01494fbd47233460f406759a.3.7

SIPAZ, « La zone affectée par l'ouragan Stan : zone à risques en termes sociaux et électoraux », *AlterInfos- Dial* [Site Internet], 10 juin 2006, [réf. du19 août 2009], Disponible sur : http://www.alterinfos.org/spip.php?article431&var_recherche=stan

SOLORZANO Ivonne, « Movimiento de mujeres ante la violencia, la salud reproductiva y los efectos de la tormenta Stan », *Sociedad civil y movimientos sociales* [en ligne], Mars 2006, n°9 Segunda Epoca, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur CLACSO : http://sala.clacso.org.ar/gsdl/cgi-bin/library?e=d-000-00---0socmovgt--00-0-0--0prompt-10---4------0-1l--1-es-Zz-1---20-about---00031-001-0-0utfZz-8-10&a=d&c=socmovgt&cl=CL2&d=HASH01494fbd47233460f406759a.3.1

TAPIA RAMIREZ Carlos Enrique, *Stan. La tragedia pluvial en Chiapas : El desastre político* [Texte imprimé], Chiapas : Août 2007, 332p.

VERGARA Rosalia, « Cancún : Al rescate de los ricos », *Proceso* [Texte imprimé], 30 octobre 2005, n° 1513, p.26-34.

VILLAMIL Jenaro, « El paraíso perdido », *Proceso* [Texte imprimé], 8 janvier 2006, n°1523, p.37-42.

VIQUIERA Juan Pedro, SONNLEITNER Willibad, « Chiapas a la vanguardia », *Nexos* [Texte imprimé], août 2006, n° 344, p. 20-22.

Sur LES CATASTROPHES NATURELLES ET LES DESASTRES

BALDERAS Arturo, « Katrina : Una historia para contar », *Nexos* [Texte imprimé], noviembre de 2005, n°335, p. 8-10.

BITRAN BITRAN Daniel, *Características del impacto socioeconómico de los*

principales desastres ocurridos en México en el periodo 1980-1999 [Texte imprimé], Mexico: CENAPRED, 2001, 107p.

Características e impacto socioeconómico de los huracanes "Stan" y "Wilma" en la república Mexicana en el 2005 [Texte imprimé], México : CENAPRED et CEPAL, 2006, 320 p.

CARDONA O.D, « Gestión ambiental para la prevención de desastres », *Revista Universidad EAFIT* [Texte imprimé], 1992, n°88, p. 75-87.

CASTRO GARCIA Cecilia, « Reseña de "Manejo de cadáveres en situaciones de desastre" », *Desacatos* [En ligne], Septembre-Décembre 2005, n°19 [réf. du 22 août 2009], p.181-188, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=13901912

CROIX ROUGE, « Informe Mundial sobre Desastres 2006 », *Cruz Roja España* [Site Internet], 2006, [réf. du 12 août 2009]. P.1-3, Disponible sur : http://docs.google.com/gview?a=v&q=cache:qUa9AfAvThsJ:www.cruzroja.es/pls/portal30/url/ITEM/29F943EE4ACF0E23E0440003BAF29C92+2005+las+donaciones+batieron+records+pero+millones+de+personas+siguen+desatendidas&hl=fr&gl=fr

CROIX ROUGE, « Informe Mundial sobre Desastres: vivir y morir en las sombras », *Federación Internacional de Sociedades de la Cruz Roja y de la Media Luna Roja* [Site Internet], 14 décembre 2006, [réf. du 12 août 2009], Disponible sur : http://www.ifrc.org/sp/docs/news/pr06/8906.asp

DAVIS Mike, « La combinaison mortelle de la pauvreté urbaine et des risques naturels », *Sin Permiso*, [Site Internet], 26 septembre 2005, [réf. du 19 août 2009], Disponible sur : www.sinpermiso.info/textos/index.php?id=161

DEHAYS ROCHA Jorge, « Fenómenos naturales, concentración urbana y desastres en América latina », *Perfiles latinoamericanos* [En ligne], Juin 2002, nº20, [réf. du 22 août 2009], p.177-206, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=11502009&iCveNum=2221

GONZALEZ CRUZ Edith, « Los medios de comunicación y la ecología en México », *El Cotidiano* [En ligne], Novembre-Décembre 2007, vol.22, nº146, [réf. du 22 août 2009], p.43-51, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=32514606

GREENPEACE, « Los desastres no son naturales, son políticos : Greenpeace », *Greenpeace Mexico* [Site Internet], 24 août 2006, Bulletin 0665, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : www.greenpeace.org/mexico/press/releases/los-desastres-no-son-naturales

GREENPEACE, « Erroneas y costosas las políticas para combatir los desastres “naturales” advierte Greenpeace », *Greenpeace Mexico* [Site Internet], 21 septembre 2006, Bulletin 0677, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://www.greenpeace.org/mexico/prensa/releases/err-neas-y-costosas-las-pol-ti

FERRANDO A. Francisco J., « En torno a los desastres “naturales” : tipología, conceptos y reflexiones », *Boletín del Instituto de la Vivienda* [En ligne], Mai 2003, vol. 18, nº 047, [réf. du 18 août 2009], p.15-31, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=25804703&iCveNum=604

LEPAGE P. et VALDES C., « Implementación de una red de monitoreo sísmico en el volcán Tacaná, Chiapas, México y Guatemala », [Courrier électronique], Destinataire : Julie Morales, 01 août 2009, communication personnelle. Approche de cette communication : LEPAGE P., VALDES C., METAXIAN J.P, « Étude et surveillance géophysique de volcans actifs du Mexique », *IRD Mexique* [Site Internet], [réf. Du 19 août 2009], Disponible sur : http://www.mx.ird.fr/spip.php?page=article_programmes_regionaux&id_article=2094&id_rubrique=443

LLANES BURON Carlos, « Los desastres nunca serán naturales », *Boletín del Instituto de la Vivienda* [En ligne], Mai 2003, vol.18, n°047, [réf. du 18 août 2009], p. 41-53, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=25804705

MANSON H. Robert, « Los servicios hidrológicos y la conservación de los bosques de México », *Madera y bosques* [En ligne], 2004, vol. 10, nº001, [réf. du 18 août 2009], p.3-20, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=61710101&iCveNum=5930

MORALES Nelson, « Damnificados, Desplazados y Colonos », *Fermentum Mérida* [En ligne], Septembre-Décembre 2000, n°29, [réf. du 22 août 2009], p.385-406, Disponible sur : http://www.google.com/search?ie=UTF-8&oe=UTF-8&sourceid=navclient&gfns=1&q=MORALES+Nelson%2C+Damnificados.+Desplazados+y+Colonos.+En+Fermentum+M%C3%A9rida

PLIEGO CARRASCO Fernando, « Estrategias de desarrollo social en situaciones de desastre », *Revista Mexicana de Sociología* [En ligne], 1992, vol.54, n°4, [réf. du 22 août 2009], p. 11-24, Disponible sur : http://www.google.com/search?ie=UTF-8&oe=UTF-8&sourceid=navclient&gfns=1&q=PLIEGO+CARRASCO+Fernando%2C+%C2%AB+Estrategias+de+desarrollo+social+en+situaciones+de+desastre+%C2%BB%2C+Revista+Mexicana+de+Sociolog%C3%ADa

QUADRI DE LA TORRE Gabriel, « Consideraciones sobre medio ambiente y actores sociales en México », *Contribuciones 1/93* [Texte imprimé], Janvier-Mars 1993, año X, n°1 (37), p.61-75.

RUITJERS Ivonne, « México : legislación ambiental y transferencia de tecnología ecológicamente racional », *Foro Internacional* [Texte imprimé], 2000, vol.40, n°4, p. 656-717.

RUIZ GUADALAJARA Juan Carlos, « De la construcción social del riesgo a la manifestación del desastre. Reflexiones en torno al imperio de la vulnerabilidad », *Desacatos* [En ligne], Septembre-décembre 2005, n°19, [réf. Du 19 août 2009], P.99-110. Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/pdf/139/13901907.pdf

Sur LES MEDIAS MEXICAINS

ACEVES GONZALEZ Francisco de Jesús, « Monitoreo de medios y democratización en América Latina. La participación ciudadana en la vigilancia de la función informativa de los medios de comunicación de masas », *Comunicación y sociedad* [En ligne], Enero-Junio 2004, n°001, [réf. du 21 août 2009], p.91-108, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=34600105&iCveNum=1364

AGENCE FRANCE PRESSE, « Classement des hommes les plus riches du magazine Fortune. La fortune du Mexicain Carlos Slim Helú dépasse celle de Bill Gates », *Le devoir.com* [En ligne], 8 août 2007, [réf. du 21 août 2009], Disponible sur : http://www.ledevoir.com/2007/08/08/152733.html

ANDRES SANDOVAL FORERO Eduardo, « Televisión y política mediática en México », *Convergencia* [En ligne], Septembre-Décembre 2002, n°30, [réf. du 21 août 2009], p.257-273, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=10503013

ANGULO Felipe, « Medias, opinion publique et construction identitaire nationale en France et en Amérique latine : regards croisés », *L'Ordinaire Latino-Américain*, 2005, n°199.

ARREOLA Federico, « Medios : la tiranía de los propietarios », *La Jornada* [Texte imprimé], 4 novembre 2006.

BARRAT Jacques, *Géographie économique des médias. Diversité des Tiers-mondes* [Texte imprimé], Paris : Librairie de la Cour de cassation, 1992, 468p.

BETANCUR BETANCUR J.G., « La delgada línea entre la información, la desinformación y la propaganda », *Reflexión política* [En ligne], Décembre 2004, vol.6, n°12, [réf. du 21 août 2009], p.80-93, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=11061208&iCveNum=1420

CARABAZA GONZALEZ Julieta, « El papel de la prensa en la construcción de las representaciones sobre la problemática ambiental en los habitantes de Saltillo, Coahuila », *Convergencia* [en ligne], Janvier-Avril 2007, vol. 14, nº 043, [réf. du 21 août 2009], p.39-71, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=10504303

CARMONA Ernesto, « Los amos de la prensa », *ALAI* [en ligne], 8 avril 2008, [réf. du 21 août 2009], Disponible sur : http://www.alainet.org/active/23338&lang=es

CASTILLO Graciela, « Derechos Humanos y Periodismo: una Historia Chiapaneca », *Razón y palabra* [en ligne], 7 mai 2008, nº38, [réf. du 21 août 2009], Disponible sur : http://www.razonypalabra.org.mx/anteriores/n38/lcastillo.html

CORONAS Mariano, « La prensa nuestra de cada día », *Comunicar* [en ligne], Mars 1996, n°6, [réf. du 21 août 2009], p.80-83, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=15800616&iCveNum=289

DE LA ROCHA ALMAZÁN Dorangélica, « El papel que juegan las leyes de acceso a la información en el país, para un periodismo de investigación », *Ra Ximhai* [en ligne], Septembre-Décembre, 2006, vol. 2, N°003, [réf. du 21 août 2009], p. 559-565. Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=46120301

DEL PALACIO MONTIEL Celia, « La prensa como objeto de estudio. Panorama actual de las formas de hacer historia de la prensa en México », *Comunicación y sociedad*, [En ligne], Janvier-Juin 2006, n°005, [réf. du 20 août 2009], P.11-34, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=34600502

ECHEVERRIA Pedro, « TV y radio, como la explotación y la corrupción, deben repudiarse y combatirse », *ALAI* [En ligne], 12 Avril 2008, [réf. du 21 août 2009], Disponible sur : http://www.alainet.org/active/23450&lang=es

ESTEINOU MADRID J., SANCHEZ RIVERA R., « Panorámica sobre el análisis de las políticas de comunicación en México », *Razón y palabra* [En ligne], 7 mai 2008, nº58. [réf. du 21 août 2009], P.1-31, Disponible sur : http://www.razonypalabra.org.mx/anteriores/n58/esteinousanchez.html

ESTEINOU Javier, « Mediocracia, gobernabilidad y poderes salvajes en México », *Razón y palabra* [En ligne], Janvier-Mars 1998, nº53, [réf. du 21 août 2009], Disponible sur : http://www.razonypalabra.org.mx/especial/esteinou.html

ESTEINOU Javier, « Los medios de información de Estado y la construcción de otro

modelo de comunicación para el desarrollo nacional », *Razón y palabra* [En ligne], 7 mai 2008, nº52, [réf. du 21 août 2009], Disponible sur : http://www.www.razonypalabra.org.mx/anteriores/n52/jesteinou.html

ESTEINOU J., MARGARITA L., « La reforma del Estado y el acceso de los pueblos Indios a los medios de comunicación », *Economia, sociedad y territorio* [En ligne], Janvier-Juillet 2002, vol. 3, n°12, [réf. du 21 août 2009], p.639-674, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=11112308

FUENTES-BERAIN Rossana, « Prensa y poder en México », *Razón y palabra* [En ligne], Octobre-Novembre 2001, n°23, [réf. du 21 août 2009], Disponible sur : http://www.razonypalabra.org.mx/anteriores/n23/23_rfuentes.html

GARCIA GONZALEZ Claudia, « Políticas públicas de publicidad en medios » [Texte imprimé], *Nexos,* Octobre 2005, année 27, vol. XXVII, n°334, p.61-65.

GONZALEZ CRUZ Edith, « Los medios de comunicación y la ecología en México », *El Cotidiano* [En ligne], Novembre-Décembre 2007, vol. 22, nº146, [réf. du 21 août 2009], P.43-51. Disponible sur: http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=32514606

GOODMAN Amy, « Medios : más allá de los nueve segundos », *Democraty Now* [Site Internet], 5 novembre 2006, [réf. du 21 août 2009], Disponible sur : http://www.democracynow.org/es/blog/2006/11/5/nueva_estacion_en_peru

GUTIERREZ MOYERS Carlos, « Ideas modernas de la comunicación. Base fundamental para un desarrollo sustentable de los medios », *Razón y palabra* [En ligne], 7 mai 2008, nº58, [réf. du 21 août 2009], Disponible sur : http://www.google.com/search?ie=UTF-8&oe=UTF-8&sourceid=navclient&gfns=1&q=GUTTIEREZ+Carlos.+Ideas+modernas+de+la+comunicaci%C3%B3n.+Base+fundamental+para+un+desarrollo+sustentable+de+los+medios

HERNANDEZ María Helena, « La formación universitaria de periodistas en México », *Comunicación y sociedad* [En ligne], Janvier-Juin 2004, n°001, [réf. du 21 août 2009], p.109-138, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=34600106

KARAM Tanius, « Los medios de comunicación en América Latina », *L'Ordinaire Latino Americain*, Janvier-Mars 2005, nº 199.

KINTTO Lucas, « Apuntes sobre la responsabilidad, la veracidad y la transparencia en los medios de comunicación », *AlterInfos- Dial* [Site Internet], 24 janvier 2008, [réf. du 21 août 2009], Disponible sur : http://www.alterinfos.org/spip.php?article1970

LE BIGOT Claude (dir.), *Presse et médias au Mexique* [Texte imprimé], Rennes : Presse universitaire de Rennes,1993, 115p.

LEZIART Françoise, « Exode rural et chronique au Mexique », *Amérique Latine Histoire et Mémoire, Les Cahiers ALHIM* [En ligne], 2004, n° 8, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://alhim.revues.org/document428.html

LUCENA Rafael Miralles, « La prensa escrita antes los desafíos de los nuevos medios », *Comunicar* [En ligne], Mars 2001, n°16, [réf. du 21 août 2009], p.131-139, Disponible sur: http://redalyc.uaemex.mx/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=15801619&iCveNum=688

LUDEC Natalie, « Introduction », *Amérique Latine Histoire et Mémoire*, *Les Cahiers de l'ALHIM* [En ligne], 2004, n° 8, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://alhim.revues.org/document411.html

LUDEC Nathalie, « L'immigration guatémaltèque au Mexique: le regard du quotidien *La Jornada* (1996) », *Amérique Latine Histoire et Mémoire*, *Les Cahiers de l'ALHIM* [En ligne], 2004, n° 8, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://alhim.revues.org/document420.html

MANDUJANO Isaín, « Publicidad gubernamental: Premio y castigo para los medios », *Isaín Mandujano* [Site Internet], 26 décembre 2007, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://isain-mandujano.blogspot.com/2007_12_01_archive.html

MANDUJANO Isaín, « Las reformas en Chiapas, medios y periodistas », *Isaín Mandujano* [Site Internet], 5 octobre 2007, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://isain-mandujano.blogspot.com/2007_10_01_archive.html

MANDUJANO Isaín, « Ley de Derechos para el Ejercicio del Periodismo en el Estado de Chiapas », *Isaín Mandujano* [Site Internet], 29 août 2007, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://isain-mandujano.blogspot.com/2007_08_01_archive.html

MANDUJANO Isaín, « La publicidad gubernamental, Código Sur », *Isaín Mandujano* [Site Internet], 17 août 2007, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://isain-mandujano.blogspot.com/2007_08_01_archive.html

MANDUJANO Isaín, « En Chiapas : Exclusión del delito, no es despenalización», *Este Sur* [En ligne], 13 avril 2007, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : www.estesur.com/autor.jsp?id=5650

MANDUJANO Isaín, « La importancia del acceso a la información en el marco de la rendición de cuentas rumbo la transparencia », *Isaín Mandujano* [Site Internet], 27 mars 2007, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://isain-mandujano.blogspot.com/2007_03_01_archive.html

MANDUJANO Isaín, « Expectativas de comunicación social para el nuevo gobierno de Chiapas », *Isaín Mandujano* [Site Internet], 23 novembre 2006, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://isain-mandujano.blogspot.com/2006_11_01_archive.html

MANDUJANO Isaín, « Aprueba Congreso de Chiapas nombramiento de consejeros del IAIP », *Isaín Mandujano* [Site Internet], 3 novembre 2006, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://isain-mandujano.blogspot.com/2006_11_01_archive.html

MANDUJANO Isaín, « Se ubica en el lugar 29 del país ley de transparencia de Chiapas », *Isaín Mandujano* [Site Internet], 21 octobre 2006, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://isain-mandujano.blogspot.com/2006_10_01_archive.html

MANDUJANO Isaín, « Ley es antidemocrática», *Isaín Mandujano* [Site Internet], 20 octobre 2006, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://isain-mandujano.blogspot.com/2006_10_01_archive.html

MANDUJANO Isaín, « Apruevan ley de "Transparencia" Diputados Chiapanecos», *Isaín Mandujano* [Site Internet], 11 octobre 2006, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://isain-mandujano.blogspot.com/2006_10_01_archive.html

MANDUJANO Isaín. « Con candados y lagunas jurídicas, aprobarán ley», *Isaín Mandujano* [Site Internet], 9 octobre 2006, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://isain-mandujano.blogspot.com/2006_10_01_archive.html

MANDUJANO Isaín, « Chiapas y elecciones», *Isaín Mandujano* [Site Internet], 26 août 2006, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://isain-mandujano.blogspot.com/2006_08_01_archive.html

MANDUJANO Isaín. « Regulación y control de la publicidad gubernamental en materia de prensa, radio y televisión», *Isaín Mandujano* [Site Internet], 20 juin 2006, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://isain-mandujano.blogspot.com/2006_06_01_archive.html

MANDUJANO Isaín, « Agenda legislativa pendiente », *Isaín Mandujano* [Site Internet], 9 juin 2006, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://isain-mandujano.blogspot.com/2006_06_01_archive.html

MANDUJANO Isaín, « Despenalización de la difamación… Promesas de campaña », *Isaín Mandujano* [Site Internet], 8 juin 2006, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://isain-mandujano.blogspot.com/2006_06_01_archive.html

MANDUJANO Isaín, « Cuando la OEM llego a Chiapas», *El periodismo en Chiapas* [Site Internet], 14 juillet 2006, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://elperiodismoenchiapas.blogspot.com/2006/07/cuando-la-oem-lleg-chiapas.html

MANDUJANO Isaín, « El Heraldo de Chiapas », *El periodismo en Chiapas* [Site Internet], 2 mai 2007, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://elperiodismoenchiapas.blogspot.com/2007/05/el-heraldo-de-chiapas.html

MANDUJANO Isaín, « La ruta del periodismo », *El periodismo en Chiapas* [Site

Internet], 15 mars 2007, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://elperiodismoenchiapas.blogspot.com/2007/03/la-ruta-del-periodismo.html

MANDUJANO Isaín, « Democratización de los medios públicos de comunicación », *Este Sur* [En ligne], 23 mai 2005, [Réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://www.estesur.com/palabra.jsp?id=1217&pagenum=1&palabraid=40

MARTINEZ MENDOZA Sarelly, *Almacenamiento y clasificación de datos*, [Courrier électronique], Destinataire : Julie MORALES, 19 septembre 2008, Communication personnelle.

MARTINEZ MENDOZA Sarelly, *Periodismo contemporáneo en Chiapas* [Texte imprimé], Mexico : Fundación Manuel Buendía , 2006, 308p.

MARTINEZ MENDOZA Sarelly, *La prensa maniatada. El periodismo en Chiapas en 1827 a 1958* [Texte imprimé], México : Fundación Manuel buendía et Gobierno de Chiapas, 2004, 485p.

MATUS J., VILLAR H., MARTINEZ MENDOZA S., *et al.*, *La condición del periodista en Chiapas* [Texte imprimé], México: Fundación Manuel Buendía et Universidad Autónoma de Chiapas, 2009, 228p.

MIRALLES LUCENA Rafael, « La prensa escrita ante el nuevo desafio de los medios », *Comunicar* [En ligne], mars 2001, n°16,[Réf. du 22 août 2009], p.131-139, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=15801619&iCveNum=688

ORTEGA Felix, « La política y el periodismo en el nuevo espacio público », *Revista Mexicana de Ciencias Políticas y Sociales* [en ligne], Janvier-Avril 2003, vol.XLVI, n°187, [réf.du 22 août 2009], p.51-97, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=42118704&iCveNum=4424

PEREZ BALTODANO Andrés, « Centroamérica después del Mitch. Estructuras sociales y desastres naturales », *Nueva Sociedad* [en ligne], 1999, n°163, [réf.du 22 août 2009], p. 44-53, Disponible sur : http://www.google.com/search?ie=UTF-8&oe=UTF-8&sourceid=navclient&gfns=1&q=PEREZ+BALTODANO+Andr%C3%A9s%2C+%C2%AB+Centroam%C3%A9rica+despu%C3%A9s+del+Mitch.+Estructuras+sociales+y+desastres+naturales+%C2%BB%2C+Nueva+Sociedad

PEREZ ESPINO José, « Una radiografía de la prensa en la ciudad de México », *Al Margen* [en ligne],1er août 2002, [réf. du 21 août 2009], Disponible sur: http://www.almargen.com.mx/news/imprime.php?IDNOTA=630

PEREDO MERLO María Alicia, « ¿Es verdad que México busca formar lectores ? », *Espiral* [en ligne], Mai-Août 2005, vol.XI, n°33, [réf.du 22 août 2009], p.167-188, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=13803306

RAMIREZ SALAZAR Darío, « La libertad de expresión en México amenazada por las agresiones a periodistas y la concentración de medios », *El Cotidiano* [en ligne], Julio-Agosto 2008, vol. 23, nº150, [réf. du 21 août 2009], p.47-52, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=32515007

ROBLES GUILLEN Hugo Isaac, « En chiapas hay 44 radiodifusoras, 38 pertenecen al gobierno del estado », *El periodismo en Chiapas* [Site Internet], 8 août 2006, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://elperiodismoenchiapas.blogspot.com/2006/08/en-chiapas-hay-44-radiodifusoras-38.html

RSF, « Mexique. Rapport annuel 2006 », *Reporters sans frontières* [Site Internet], 2006, [réf. du 20 août 2009]. Disponible sur : http://www.rsf.org/fr-rapport184-id_rubrique566-Mexique.html

RSF, « Mexique. Rapport annuel 2007 », *Reporters sans frontières* [Site Internet], 2007, [réf. du 20 août 2009]. Disponible sur : http://www.rsf.org/fr-rapport184-id_rubrique652-Mexique.html

RSF, « Mexique. Rapport annuel 2008 », *Reporters sans frontières* [Site Internet], 2008, [réf. du 20 août 2009]. Disponible sur : http://www.rsf.org/fr-rapport184-id_rubrique726-Mexique.html

RSF, « Mexique. Rapport annuel 2009 », *Reporters sans frontières* [Site Internet], 2009, [réf. du 20 août 2009]. Disponible sur : http://www.rsf.org/fr-rapport184-id_rubrique946-Mexique.html

RUELLAN Denis, « Flou : Invención y ordinario del periodismo », *Comunicación y sociedad* [en ligne], Juillet-décembre 2007, n°008, [réf. du 22 août 2009], p.113-129, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=34600806

SALGADO ANDRADE Eva, « La prensa escrita en México frente al cambio de régimen », *Revista Mexicana de Ciencias Políticas y sociales* [en ligne], Janvier-avril 2007, vol.XLIX, nº199, [réf. du 22 août 2009], p.35-62, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=42119903

SANDOVAL FORERO Eduardo Andrés, « Televisión y política mediática en México », *Reflexión política* [en ligne], Décembre 2002, nº8, [réf. du 22 août 2009], p.169-179, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=11000811&iCveNum=0

SERRANO Pascual, « Democratizar los medios, ese gran reto » [vidéo], *AlterInfos- Dial* [Site Internet], 25 février 2008, [réf. du 21 août 2009], Disponible sur : http://www.alterinfos.org/spip.php?article2063

TABARES Esteban, « Medios de comunicación, ¿Instrumentos para la solidaridad? », *Comunicar* [en ligne], Octubre 2000, n°15, [réf. du 21 août 2009], p.37-44, Disponible sur : http://redalyc.uaemex.mx/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=15801506&iCveNum=670

TREJO DELARBRE Raúl, *Volver a los medios. De la crítica a la ética* [Texte imprimé], México : Cal y Arena, 1996, 389p.

TREJO DELABRE Raúl, « Fundamentalismo y medios », *Nexos* [Texte imprimé], Avril 2006, n°340, p.11- 14.

TREJO DELARBRE Raúl, « Medios : el nuevo poder real ante el Estado mexicano », [En ligne], In Alberto Aziz Nassif y Jorge Alonso Sanchez, *Sociedad civil y diversidad* [Texte imprimé], México : CIESAS y Miguel Angel Porrúa, 2005, [réf. du 22 août 2009], Tome III, p.141-166, Disponible sur : http://raultrejo.tripod.com/Mediosensayos/Elnuevopoderreal_libroCIESAS_2005.html

TREJO DELARBRE Raúl, « Ser y parecer : para que tengamos auténticos medios públicos », *El sitio de Raúl Trejo Delarbre* [Site Internet], Acte du Second Congrès International "Los Medios Públicos de Cara a la Democracia", 30 septembre 2005, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://raultrejo.tripod.com/Mediosensayos/Medios%20publicos%20ser_y_parecer%202005.htm

TREJO DELARBRE Raúl, « La mediocracia y sus rehenes », *El sitio de Raúl Trejo Delarbre* [Site Internet], 12 de janvier 2003, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://raultrejo.tripod.com/Mediosensayos/Mediocraciayrehenesene12.htm

TREJO DELARBRE Raúl, « Los medios que quisieramos », *Configuraciones* [en ligne], Octobre 2002-Mars 2003, n°.10-11, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://raultrejo.tripod.com/Mediosensayos/Mediosquequisieramosconfiguraciones2003.htm

TREJO DELARBRE Raúl, « Democracia cercada. Política y políticos en el espectáculo mediático », *Configuraciones* [en ligne], Avril-Septembre 2003, n°12-13, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://raultrejo.tripod.com/Mediosensayos/democraciacercada2003.htm

TREJO DELARBRE Raúl, « Marginar a los marginados : Los medios ante la superación de la pobreza », *Actes du Seminario Superación de la Pobreza organisé par la UNAM, el BID, la Sedesol à la UNAM* [en ligne], Février 1999, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://raultrejo.tripod.com/Mediosensayos/Pobrezaymedios.htm

TREJO DELARBRE Raúl, « La política por otros medios », *Actes du Seminario Medios de comunicación y cultura política organisé par la Fundación Pablo Iglesias y la Conferencia Permanente de Partidos Políticos de América Latina* [en ligne], Mars 1998, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://raultrejo.tripod.com/Mediosensayos/Lapoliticaporotrosmedios.htm

TREJO DELARBRE Raúl, « Veinte anos de prensa », *Nexos* [En ligne], Janvier 1998, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://raultrejo.tripod.com/Mediosensayos/veinteanosdeprensa.htm

TREJO DELARBRE Raúl, « Una agenda para los medios », *Configuraciones* [En ligne], 2006, n°18, [réf. 03 août 2009]. Disponible sur : http://raultrejo.tripod.com/Mediosensayos/Convergenciayconcentracion2006.htm

TREJO DELARBRE Raúl, *Volver a los medios. De la crítica a la ética* [Texte imprimé], México : Cal y Arena, 1996, 389p.

VILLANUEVA Ernesto, « Chiapas : Criminalizar la libertad », *Proceso* [En ligne], 3 février 2008, nº1631, [réf. du 19 août 2009]. Disponible sur : http://escrutiniopublico.blogspot.com/2008/02/chiapas-criminalizar-la-libertad.html

VILLANUEVA Ernesto, « Ley Mordaza ? », *El Universal* [En ligne], 2 avril 2007, [réf. du 19 août 2009]. Disponible sur : http://www.eluniversal.com.mx/editoriales/37180.html

VILLANUEVA Ernesto, « Chiapas : Amenaza a la libertad de expresión », *Proceso* [Texte imprimé], 2 avril 2006, n°1535, p.69-71.

VILLANUEVA Ernesto, « ¿Medios públicos o de gobierno? ¡Por Esto! », *Isaín Mandujano* [Site Internet], 25 février 2007, [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://isain-mandujano.blogspot.com/2007_02_01_archive.html

Sur LA THEORIE DE LA COMMUNICATION ET LE JOURNALISME

ALBERT SAMUEL, *Comprendre l'information. Presse, radio, télévision* [Texte imprimé], Paris : Editions du Cerf, 1979, 108p.

BRETON Philippe, PROULX Serge, *L'explosion de la communication : Introduction aux pratiques de la communication* [Texte imprimé], Paris : la Découverte, 2005, 382 p.

CHARAUDEAU Patrick, *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours* [Texte imprimé], Bruxelles : De Boeck Université, 2005, 250p.

DHÔTEL Gérard, *Le dico de l'info* [Texte imprimé], Paris : Librio, 2006, 94 p.

ELLUL Jacques, *Propagandes* [Texte imprimé], Paris : Armand Colin, 1962, 335 p.

HABERMAS Jürgen, *L'Espace Public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise* [Texte imprimé], Paris : Payot, 1978, 324 p.

JAMET Claude, JANNET Anne-Marie, *Les stratégies de l'information* [Texte imprimé], Paris : l'Harmattan, 1999, 315p.

KOREN Roselyne, *Les enjeux éthiques de l'écriture de presse* [Texte imprimé], Paris : L'harmattan, 1996, 285 p.

LETOURNEAU Alain, *Remarques sur le journalisme et la presse au regard de la discussion dans l'espace public*, [en ligne], In BRUNET Patrick J. (dir.), *L'éthique dans "la société de l'information"*, Paris : l'Harmattan, 2001, 224p. [réf. du 21 août 2009], p.47-71, Disponible sur : http://books.google.fr/books?id=KAMnznPrr3wC&pg=PA47&lpg=PA47&dq=LETOURNEAU+Alain+Remarques+sur+le+journalisme+et+la+presse+au+regard+de+la+discussion+dans+l%27espace+public&source=bl&ots=fZRftarxXf&sig=PvTSwKs_HdM5vUEPnynY5OUTGZc&hl=fr&ei=b-OPSoqWOeXRjAffs4j8DQ&sa=X&oi=book_result&ct=result&resnum=1#v=onepage&q=&f=false

MATTELART Armand, MATTELART Michèle, *Histoire des théories de la communication* [Texte imprimé], Paris : la Découverte, 1995, 124p.

MEUNIER Jean-Pierre et PERAYA Daniel*, Introduction aux théories de la communication. Analyse semio-pragmatique de la communication médiatique* [Texte imprimé], Bruxelles : De Boeck Université, 1993, 304 p.

PIGEAT Henri (réd.par), *Les agences de presse en France : institutions du passé ou médias d'avenir ?* [Texte imprimé], Paris : la Documentation française, 1996. 130 p.

RINGOOT Roselyne et UTARD Jean-Michel (dir.), *Le journalisme en invention* [Texte imprimé], Rennes : Presses universitaires, 2005, 215p.

SAILLANT Jean-Michel. *La dimension médiatique : comment analyser les medias ?* [Texte imprimé], Paris : Ellipses, 1996, 127p.

Sur LA SYSTEMIQUE et LA LINGUISTIQUE

GRASCE (textes réunis par), *Entre systémique et complexité, chemin faisant… Mélanges en hommage à Jean-Louis Le Moigne* [Texte imprimé], Paris : Presses universitaires de France, 1999, 328p.

JAKOBSON Roman, *Essais de linguistique générale* [Texte imprimé], Paris : Editions de Minuit, 1963, 255p.

LUGAN Jean-Claude, *La systémique sociale* [Texte imprimé], Paris : Presses universitaires de France,1993, 126p.

MUCCHIELLI Alex, *Théorie systémique des communications : Principes et applications* [Texte imprimé], Paris : Armand Colin, 1999,160p.

NORD Christiane, *La traduction : une activité ciblée - Introduction aux approches fonctionnalistes* [Texte imprimé], Arras : Artois Presses Université, 2008,184p.

Sur L'ANALYSE DE CONTENU ET L'ANALYSE DE DISCOURS

ADAM Jean-Michel, HERMAN Thierry (dir.), *Genres de la presse écrite et analyse du discours* [Texte imprimé], Paris : les Belles Lettres, 2001, 211p.

CHARTIER Lise, *Mesurer l'insaisissable. Méthode d'analyse du discours de presse* [Texte imprimé], Québec : Presses de l'Université du Québec, 2003, 263p.

DE BONVILLE Jean, *L'analyse de contenu des médias : De la problématique au traitement statistique* [Texte imprimé], Bruxelles : De Boeck université, 2000, 451 p.

LERAY Christian, *L'analyse de contenu. De la Théorie à la pratique, la méthode Morin-Chartier* [Texte imprimé], Québec : Presses de l'Université du Québec, 2008, 180p.

MAINGUENEAU Dominique, *Analyser les textes de communication* [Texte imprimé], Paris : Dunod, 1998, 211p.

NAVILLE-MORIN Violette, *L'écriture de presse* [Texte imprimé], Paris : Mouton, 1969, 157p.

RINGOOT Roselyne, ROBERT-DEMONTROND, Philippe (dir.), *L'analyse du discours* [Texte imprimé], Rennes : Apogée, 2004, 222p.

ROBERT André, BOUILLAGUET Annick. *L'analyse de contenu* [Texte imprimé], Paris : Presses universitaires de France, 1997, 127p.

AUTRES OUVRAGES

KARPMAN Stephan B., « Fairy Tales and scipt Drama Analysis », *Transactional Analisis Bulletin* [Texte imprimé], Avril 1968, VII, nº26, P39-43.

CHOMSKY Noam, *Comprendre le pouvoir. L'indispensable de Chomsky*. *Premier mouvement* [Texte imprimé], (2è éd.), Bruxelles : Editions Aden, 2006, 198p.

CHOMSKY Noam, *Comprendre le pouvoir. L'indispensable de Chomsky*. *Deuxième mouvement* [Texte imprimé], (2è éd.), Bruxelles : Editions Aden, 2006, 214p.

CHOMSKY Noam, *Comprendre le pouvoir. L'indispensable de Chomsky*. *Troisième mouvement* [Texte imprimé], (2è éd.), Bruxelles : Editions Aden, 2006, 316p.

Lexique des règles typographiques en usage à l'Imprimerie Nationale [Texte imprimé], Paris : Imprimerie nationale, 2002, 196p.

REAL ACADEMIA ESPAÑOLA, *Diccionario de la lengua española*, (20ème éd.), Madrid : Espasa, 1992.

ROBERT Paul, *Le nouveau Petit Robert* [Texte imprimé], Paris : Dictionnaires le Robert, 1993, 2467p.

TIMOTEO ALVAREZ Jesús, *Restauración y prensa de masas : los engranajes de un sistema, 1875-1883* [Texte imprimé], Pamplona : Universidad de Navarra, 1981, 395p.

JOURNAL OFFICIEL DU GOUVERNEMENT DU CHIAPAS

Bulletin d'information nº3859, « Continúa operativo de evacuación preventiva», *Journal officiel du gouvernement du Chiapas* [manuscrit], 3 octobre 2005.

Bulletin d'information nº3879, « Informe de daños preliminares provocados por la tormenta tropical Stan, en Chiapas », *Journal officiel du gouvernement du Chiapas* [manuscrit], 5 octobre 2005.

Bulletin d'information nº3893, « Presidente Fox y gobernador PSM instruyen intensificar acciones de prevención », *Journal officiel du gouvernement du Chiapas* [manuscrit], 5

octobre 2005.

Bulletin d'information nº3902, « Reporte de daños preliminares causados por las lluvias, en Chiapas », *Journal officiel du gouvernement du Chiapas* [manuscrit], 6 octobre 2005.

Bulletin d'information nº3905, « Reporte preliminar de afectaciones por las lluvias », *Journal officiel du gouvernement du Chiapas* [manuscrit], 7 octobre 2005.

Bulletin d'information nº3990, « Reporte de daños preliminares por las lluvias », Journal officiel du gouvernement du Chiapas[manuscrit], 13 octobre 2005.

Bulletin d'information nº4011, « Fiscalía reporta 42 muertos por Stan », Journal officiel du gouvernement du Chiapas [manuscrit], 14 octobre 2005.

Bulletin d'information nº4139, « Pablo Salazar solicita período extraordinario de sesiones al Congreso para informar caso "Stan"», *Journal officiel du gouvernement du Chiapas* [manuscrit], 24 octobre 2005.

Bulletin d'information nº4176, « Pablo Salazar destina 700 MDP para la reconstrucción », *Journal officiel du gouvernement du Chiapas* [manuscrit], 26 octobre 2005.

Bulletin d'information nº1129, « Recluyen en El Amate a 12 ex funcionarios municipales por irregularidades en reconstrucción por Stan », In *Journal officiel du gouvernement du Chiapas*, [en ligne], 7 juin 2009, [réf. du 21 août 2009], Disponible sur : http://www.cocoso.chiapas.gob.mx/documento.php?id=20090608124048

COMMUNICATION PERSONNELLE

BEATRIZ, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Février 2007, Communication personnelle.

BEDRAN RUIZ Hermilo, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES. Décembre 2005, Communication personnelle.

BEDRAN RUIZ Hermilo, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES. Février 2007, Communication personnelle.

BERNAL OSUNA Mauricio, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Décembre 2005, Communication personnelle.

DAVYDOVA Valentina, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Janvier 2006, Communication personnelle.

ESCOBAR CASTELLANOS José Manuel, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Décembre 2005, Communication personnelle.

ESCOBAR CASTELLANOS José Manuel, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Février 2007, Communication personnelle.

ESCOBAR CASTELLANOS José Manuel, *Intercambios* [Courrier électronique], Destinataire : Julie MORALES, 2008, Communication personnelle.

ESPINOSA GARCIA Maghali, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Décembre 2005, Communication personnelle.

GOMEZ SANTOS Verónica, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Décembre 2005, Communication personnelle.

HERNANDEZ UNZON Alberto et CIRILO BRAVO M.G, « *Resumen del huracan Stan del océano atlántico. Octubre 1-5, 2005* », [Manuscrit], Destinataire : Julie MORALES, Janvier 2006, Communication personnelle.

HERNANDEZ Edgar, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Novembre 2008, Communication personnelle.

KLESTER ESCOBAR Roméo, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Décembre 2005, Communication personnelle.

KLESTER ESCOBAR Roméo, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Janvier 2006, Communication personnelle,

KLESTER ESCOBAR Roméo, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Février 2007, Communication personnelle.

KLESTER ESCOBAR Roméo, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Novembre 2008, Communication personnelle.

LESAGE Philippe, *Financement du projet*, [Courrier électronique], Destinataire : Julie MORALES, 3 août 2009, Communication personnelle.

Lilian Maribel, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Janvier 2006, Communication personnelle.

MADRID GUZMAN Raúl, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Février 2007, Communication personnelle.

MANDUJANO Isaín, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Novembre 2008, Communication personnelle.

MARISCAL Angeles, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Novembre 2008, Communication personnelle.

MARTINEZ MENDOZA Sarelly, *Notas sobre el periodismo chiapaneco* [Courrier électronique], Destinataire : Julie MORALES, 29 août 2008, Communication personnelle.

MARTINEZ MENDOZA Sarelly, *Almacenamiento y clasificación de datos* [Courrier électronique], Destinataire : Julie MORALES, 19 septembre 2008, Communication personnelle.

MEJIAS MADRID Fabrizio, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Novembre 2008, Communication personnelle.

PRESIDENT DE LA PRIMAVERA, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Décembre 2005, Communication personnelle.

ROBLES FLORES Juan Carlos, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES. Décembre 2005, Communication personnelle.

SANCHEZ Erik, *Interview* [Vidéo], Destinataire : Julie MORALES, Décembre 2005, Communication personnelle.

Sur LE DOCUMENTAIRE ET LA RECHERCHE

Association du cinema indépendant pour sa diffusion (ACID)
http://www.lacid.org/

Association des cinémas de l'ouest pour la recherche (ACOR)
http://www.contactdelacor.blogspot.com/

Association des cinémas de recherche en Ile-de-France (ACRIF)
http://www.cinereel.org/article168.html

Association des cinéastes documentaristes (ADOC)
http://www.addoc.net/main.php

Chiapas Media Project
http://www.chiapasmediaproject.org/cmp/index.html

Comité du Film Ethnographique
http://www.comite-film-ethno.net/

Groupement National des Cinémas de Recherche (GNCR)
http://www.cinemas-de-recherche.com/

Institut de Recherche et de Développement - Audiovisuel (IRD)
http://www.audiovisuel.ird.fr/

Portail du Film Documentaire
http://www.film-documentaire.fr/

Projet Médias (PROMEDIOS- Mexico)
http://www.promediosmexico.org/esp/producciones.html

TIERRA BAJO AGUA (*Terre sous les eaux*)
www.juliemorales.org

PORTAIL INTERNET CITES

CONANP, *Portal Mapoteca,* [Site Internet] [réf. du 3 août 2009], Disponible sur : http://www.conanp.gob.mx/sig/imgmapoteca/mapoteca.htm

ECOSUR, *Portal sistema de información para la prevención de desastres Chiapas* [Site Internet] [réf. du 23 août 2009], Disponible sur : http://200.23.34.73/index.php?option=com_content&task=view&id=15&Itemid=80

GEOFISICA UNAM, *Portal Geofísica UNAM* [Site Internet] [réf. du 3 août 2009], Disponible sur : http://www.geofisica.unam.mx/vulcanologia/spanish/volcanes/011tacana.html

GLOBAL VULCANISM PROGRAM, *Portal Global Vulcanism Program* [Site Internet] [réf. du 15 août 2009], Disponible sur : http://www.volcano.si.edu/world/volcano.cfm?vnum=1401-13=&volpage=photos&photo=077095

GOBIERNO DEL ESTADO DE CHIAPAS, *Portal de Gobierno* [Site Internet] [réf. du 3 août 2009], Disponible sur : www.asieschiapas.gob.mx/

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES DURABLES, *Portail du Ministère (Ontario)* [Site Internet] [réf. du 23 août 2009], Disponible sur : http://www.omafra.gov.on.ca/french/crops/pub19/1typpast.htm

PAN, *Portal du PAN* [Site Internet] [réf. du 15 août 2009], Disponible sur : http://www.pan.org.mx/portal/reglamentos

PRD, *Portal du PRD* [Site Internet] [réf. du 15 août 2009], Disponible sur : http://www.pan.org.mx/portal/reglamentos

PRI, *Portal du PRI* [Site Internet] [réf. du 15 août 2009], Disponible sur : http://www.pri.org.mx/priistastrabajando/pri/historia/Default.aspx

PVEM, *Portal del PVEM* [Site Internet] [réf. du 15 août 2009]. Disponible sur : http://www.pvem.org.mx/web/index.php?option=com_content&task=view&id=16

« Reporte de sismo : Sismo de Chiapas del 16 de enero de 2002, 21 janvier 2002 », *Portal Servicio Sismológico Nacional* [Site Internet] [réf. du 11 août 2009], Disponible sur : http://www.ssn.unam.mx/website/jsp/Chiapas160102_files/chiapas160102.htm

SISTEMA ESTATAL DE PROTECCION CIVIL, *Portal de la Protección civil* [Site Internet] [réf. du 3 août 2009], Disponible sur : http://www.proteccioncivil.chiapas.gob.mx/nSite/queespc.php?action=1

SISTEMA NACIONAL DE PROTECCION CIVIL, *Portal de la Protección civil* [Site Internet] [réf. du 11 août 2009], Disponible sur : http://www.proteccioncivil.gob.mx/Portal/PtMain.php?nIdFooter=22&nIdHeader=2&nIdPanel=35

SNIEG, *Portal INEGI* [Site Internet] [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://mapserver.inegi.gob.mx/geografia/espanol/estados/chis/climas.cfm

SNIEG, Portal INEGI [Site Internet] [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://mapserver.inegi.gob.mx/geografia/espanol/estados/chis/agri.cfm

SNIEG, Portal INEGI [Site Internet] [réf. du 22 août 2009], Disponible sur : http://mapserver.inegi.gob.mx/geografia/espanol/estados/chis/precip_tot_mes.cfm?c=1214&e=07&CFID=290157&CFTOKEN=14425201

PORTAIL INTERNET CONSULTES

AlterInfos Amérique Latine- Diffusion de l'information sur l'Amérique Latine (DIAL) http://www.alterinfos.org/

Colegio de la Frontera Sur http://www.ecosur.mx/

Comité de Solidarité avec les peuples du Chiapas en Lutte (CSPL) http://cspcl.ouvaton.org/article.php3?id_article=2

Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos
http://www.cddhcu.gob.mx/leyinfo/pdf/1.pdf

Gobierno del Estado de Chiapas
http://www.chiapas.gob.mx/portada/

Instituto Nacional de estadísticas y geografía (INEGI)
http://www.inegi.org.mx/inegi/default.aspx

Instituto Federal Electoral (IFE)
http://www.ife.org.mx

Réseau Amérique Latine
http://www.reseau-amerique-latine.fr/presentation.php

Réseau d'Information et de Solidarité avec l'Amérique Latine (RISAL)
http://risal.collectifs.net/sommaire.php3

Service d'Information et de Formation (SEDIF)
http://www.sedif.org/

SITES INTERNET SUR LA COMMUNICATION ET REVUES

Asociación Latino Americana de Investigadores de la comunicación (ALAIC)
http://www.alaic.net/

Asociación Mexicana de Investigadores de la Comunicación (AMIC)
http://www.amicmexico.org/

Consejo Nacional para la Enseñanza y la Investigación de las Ciencias de la Comunicación (CONEICC)
http://www.coneicc.org.mx/

Comunicología
http://www.revistacomunicologia.org/

Etcetera
http://www.etcetera.com.mx

Federación Latino Americana de Facultades de Comunicación Social (FELAFACS)
http://www.felafacs.org/

Fundación Manuel Buendía
www.mexicanadecomunicacion.com.mx

Razón y palabra
http://www.razonypalabra.org.mx

Red de Historiadores de la Prensa en Iberoamérica
http://www.historiadoresdelaprensa.com.mx/

Sala de prensa
http://www.saladeprensa.org/

Sociedad Interamericana de Prensa
http://www.sipiapa.org/espanol/espanol.cfm

SITES STATISTIQUES SUR LES MEDIAS

Centro de medios independientes
http: wwwchiapas.indymedia.org/

Enmedios.com
http://enmedios.com/index.htm

Observatoire français des médias (OFM)
http : www.observatoire-medias.info

Periodistas, Periodismo y Medios de Comunicación en Internet (PRESSNET)
http : www.pressnetweb.com

PULSO del periodismo
http : www.pulso.org

JOURNAUX EN LIGNE

Distrito Federal

DIARIO MILENIO	http://www.mileniodiario.com.mx
DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACIÓN	http://www.gobernacion.gob.mx
EL ECONOMISTA	http://www.economista.com.mx
EL HERALDO	http://www.heraldo.com.mx

EL FINANCIERO	http://www.elfinanciero.com.mx
EL SOL DE MÉXICO	http://www.oemenlinea.com.mx
EL UNIVERSAL	http://www.eluniversal.com.mx
ESTO	http:// www.oemenlinea.com.mx
EXCELSIOR	http:// www.excelsior.com.mx
LA CRÓNICA DE HOY	http://www.cronica.com.mx
LA JORNADA	http://www.lajornada.unam.mx
LA PRENSA	http://www.oemenlinea.com.mx
MÉXICO HOY	http://www.mexicohoy.com.mx
NOVEDADES	http://www.novedades.com.mx
REFORMA	http://www.reforma.com.mx
THE NEWS MEXICO	http://www.thenewsmexico.com
UNOMASUNO	http://www.unomasuno.com.mx

CHIAPAS

CUARTO PODER	http://www.cuarto-poder.com.mx
EL HERALDO DE CHIAPAS	http://www.oem.com.mx/elheraldodechiapas/
EL ORBE	http://www.elorbe.com.mx
ES! DIARIO POPULAR	http://www.diarioes.com.mx
LA REPÚBLICA	http//www.larepública.chiapas.com
NOTICIAS DE CHIAPAS	http://www.webtreat.com.mx/notichiap

LIEUX D'ARCHIVES SUR LA PRESSE MEXICAINE

Archivo General de la Nación México
http://www.agn.gob.mx/

Biblioteca del Museo Nacional de Antropología e Historia (INAH)
http://www.gobiernodigital.inah.gob.mx/mener/index.php?contentPagina=19

Centro Cultural Jaime Sabines- Tuxtla Gutiérrez- Chiapas

Centre de Documentation sur l'Amérique Latine (CEDOCAL)
http://w3.ipealt.univ-tlse2.fr/cedocal/

Centre Français d'Etudes Mexicaines et Centraméricaines (CEMCA)
http://www.cemca.org.mx/

Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social (CIESAS)
http://www.ciesas.edu.mx/

Centro de Estudios Históricos de CONDUMEX
http://www.cehm.com.mx/En/Pages/Home.aspx

Centre de recherche et de documentation de l'Amérique Latine (CREDAL)
http://www.iheal.univ-paris3.fr/

Centre National de Recherche Scientifique (CNRS-Paris III)
http://www.cnrs.fr/

Centre de documentation REGARD
http://www.regards.cnrs.fr/docfra.html

Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO)
http://www.clacso.org/

Hemeroteca Nacional de México
http://www.hndm.com.mx/

Institut des Hautes Etudes d'Amérique Latine (IHEAL- Bibliothèque Pierre Monbeig)
http://www.iheal.univ-paris3.fr/

Red de Revistas Científicas de América Latina y el Caribe, España y Portugal (Redalyc)
http://redalyc.uaemex.mx/

Universidad Autónoma de Chiapas (UNACH)
http://www.unach.mx/

Universidad de Ciencias y Artes de Chiapas (UNICACH)
http://www.unicach.edu.mx/

Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM)
http://www.unam.mx/

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION 11

PARTIE I : LA DEPRESSION TROPICALE STAN 42

CHAPITRE I : AU COEUR DU CYCLONE 43

Section A - Un pays exposé 43

1. Les menaces 43
   a. Les phénomènes météorologiques au Mexique
   b. Caractéristiques de l'État du Chiapas
   c. L'arrivée de Stan au Chiapas
2. La récurrence de ces phénomènes hydrométéorologiques 51
3. Un réseau de communication inefficace 53

Section B - Le vide et le chaos 54

1. Une situation « sous contrôle » (du 26 septembre au 1er octobre 2005) 54
2. Inertie politique ou médiatique ? (du 1er au 4 octobre 2005) 62
3. Présentation des unes de la presse du 5 octobre 2005 64

Section C - La couverture journalistique 67

1. Vue d'ensemble de la couverture journalistique sur Stan 67
2. Les principaux dossiers 69
   a. Articles d'opinion
   b. Articles d'information générale
3. Les principaux sujets 75
   a. Articles d'opinion
   b. Articles d'information générale

Section D - La une des journaux 79

1. La place et la fréquence de l'information sur Stan 79
2. Que traduisent ces titres ? 80
3. La thématique 82
   a. *La Jornada*
   b. *Crónica de Hoy*
   c. *Cuarto Poder*
   d. *El Heraldo de Chiapas*

CHAPITRE II : LA PREVENTION 94

Section A - Sur le système de prévention avant le désastre : articles d'opinion 97

1. *El Heraldo de Chiapas* ou l'éloge de la Protection civile 97
2. Les trois autres journaux 100
   a. *Cuarto Poder* : l'accusation
   b. *La Jornada* : un système de prévention qui n'évolue pas
   c. *Crónica de Hoy* : la défense des actions du gouvernement antérieur (PRI)
3. La "non prévision" des États, selon Vicente Fox Quesada 106
4. Discours des sinistrés 108

Section B - Sur le système de prévention avant le désastre : articles d'information générale 109

1. L'évacuation avant le 4 octobre 2005 : le vide informatif 109
   a. Les bulletins d'information officiels du gouvernement de l'Etat du Chiapas
   b. L'« évacuation » avant le 4 octobre dans les articles d'informations générales
   c. Interviews des acteurs de la prévention
2. Retour médiatique sur la prévention avant le désastre 114
   a. *El Heraldo de Chiapas*
   b. *Cuarto Poder*
   c. *La Jornada*
   d. *Crónica de Hoy*
3. L'Etat d'alerte : À qui la faute ? 120

Section C - Un discours de prévention après le désastre 122

1. Les mesures de prévention après le 5 octobre 2005 122
   a. Prévisions météorologiques : la peur d'une autre catastrophe
   b. Le Mexique, un pays prévoyant : Vicente Fox Quesada
2. Propositions des intervenants 126
3. Les recommandations sur la prévention 128

CHAPITRE III: LES DOMMAGES 133

Section A - État des lieux 136

1. Présentation générale 136
2. Les différents points de vue 138
   a. Comparaison de *La Jornada* et de *Crónica de Hoy*
   b. Le bulletin d'information officiel du gouvernement de l'État du Chiapas
   c. Comparaison de *Cuarto Poder* et de *El Heraldo de Chiapas*
3. L'incommunicabilité 145

Section B - Les pertes économiques 149

1. Vue sur les dommages dans le secteur primaire, secondaire et tertiaire 149
2. La couverture médiatique des dommages concernant les secteurs productifs 151
3. Situation économique du Chiapas de l'« après-désastre » 157

Section C - Déclaration de désastre naturel 159
1. Les modalités du FONDEN* 159
2. Une déclaration qui se fait attendre 164
   a. Articles d'opinion
   b. Articles d'information générale

PARTIE II : LA GESTION DU DESASTRE 173

CHAPITRE I : LES MESURES D'URGENCES 174

Section A - Les aides 176
1. L'aide dans la presse régionale 176
   a. La solidarité
   b. L'aide présentée d'un point de vue positif
   c. L'aide présentée d'un point de vue négatif
2. L'aide dans la presse à diffusion nationale 181
   a. L'aide d'un point de vue positif
   b. L'aide d'un point de vue négatif
3. Climat tendu : quelques affaires d'irrégularités avec l'aide 184
4. L'insécurité 187
   a. La pénurie et la violence
   b. L'augmentation des prix

Section B – Les logements provisoires 191
1. Les conditions 191
   a. Données officielles
   b. Visite d'un centre d'hébergement
2. Ce qui se dit dans et au sujet du centre 194
3. La sortie du centre 195

Section C – Les fonds 198
1. Fonds reconstruction 198
   a. Vue générale : étude statistique des journaux
   b. Bulletin d'information officiel du Gouvernement du Chiapas
   c. Coûts de la reconstruction : étude de l'information générale
2. *La Jornada* 203

3. Les différentes manières de financement 206
a. Le FONDEN*
b. Les bénéfices du pétrole
c. Les fonds débloqués

CHAPITRE II : LES AFFAIRES TROUBLES 214

Section A – La corruption 216
1. Le « *Fondengate* » 216
2. Prédictions 219
a- *El Heraldo de Chiapas* et *Crónica de Hoy*
b- *Cuarto Poder* et *La Jornada*
3. Les autres affaires 222
a- *El Heraldo de Chiapas* et *Cuarto Poder*
b- *La Jornada*
c- Panorama des articles d'information générale
Section B - Affaires d'irrégularités 226
1. La problématique de la répartition de l'aide en 2005 226
a. *Cuarto Poder*
b. *El heraldo de Chiapas*
c. *La Jornada*
2. Les irrégularités sur les fonds en 2006 231
3. Assurances 233
a. Le quartier *Primavera* et l'assurance des maisons
b. Le manque d'assurance
c. Les écoles et les hôpitaux
Section C - Profit politique 240
1. Fins partisanes 240
a. *Cuarto Poder*
b. El Heraldo de Chiapas
c. La presse à diffusion nationale
2. Les Présidents de quartiers 249

CHAPITRE III : LA POLITIQUE 251

Section A – Surexposition médiatique ou politique ? 253
1. Représentation médiatique 253
a. *Cuarto Poder*
b. *El Heraldo de Chiapas*

c. *La Jornada et Crónica de Hoy*
2. Le discours politique et les actes 261
a. *Cuarto Poder* : octobre 2005
b. *Cuarto Poder* : octobre 2006
c. *El Heraldo de Chiapas* et *La Jornada*
Section B – Les promesses et les responsabilités 266
1. Les promesses : Octobre 2005 266
a. *El Heraldo de Chiapas*
b. *Cuarto Poder*
c. *La Jornada* et *Crónica de Hoy*
2. Responsabilités ou responsables ? 271
a. El Heraldo de Chiapas
b. *Cuarto Poder*
c. *La Jornada*
3. Octobre 2006 : Et les promesses ? 276
Section C – Entre Fédération et État 278
1. L'enjeu électoral de 2006 278
2. Les différentes propositions 280
a. L'histoire du salaire des députés
b. L'histoire des salaires des partis politiques
c. Les autres protagonistes
3. Relations gouvernementales 286
a. Le voyage de Vicente Fox en Espagne
b. Entre assistanat et co-responsabilité
c. Vicente Fox Quesada et Pablo Salazar Mendiguchía

PARTIE III : LA RECONSTRUCTION 292

CHAPITRE I : MISE EN PLACE DU PLAN 293
Section A- Le logement 297
1. Le comité de reconstruction 297
a. Vision gouvernementale
b. Vision médiatique
2. Les modalités relatives au logement 300
a. Les axes du programme
b. La différence entre propriétaires et locataires
c. Les travaux et les délais

3. L'Etat d'avancement de la reconstruction à travers la presse 303
a. Les chiffres
b. Les problèmes avec les constructeurs
Section B - Réorganisation sociale 308
1. L'inquiétude 308
2. Développement social? 311
a. Le plan gouvernemental
b. Une nouvelle configuration sociale
3. Élévation, stagnation ou rétrocession? 315
a. Des problèmes de services
b. Des facteurs sociologiques qui n'ont pas été pris en compte
Section C - Réactivation de l'économie 318
1. Le rapport gouvernemental 318
2. Le recours aux crédits : Vicente Fox Quesada 320
a. *El Heraldo de Chiapas* et *Crónica de Hoy*
b. *La Jornada*
c. *Cuarto Poder*
3. La production 323
a. L'agriculture
b. Les producteurs de café
4. Le secteur tertiaire 327
a. Les entreprises
b. Le tourisme

CHAPITRE II : L'ENVIRONNEMENT 333
Section A - Stan : un désastre environnemental 336
1. Contextualisation : Dommages et plan de reconstruction 336
a. Les dommages dans l'écosystème
b. L'écosystème dans le programme de reconstruction
2. Catastrophe naturelle ou sélection naturelle ? 338
a. Typologie des désastres
b. Risque de désastre = menace + vulnérabilité
Section B - Facteurs environnementaux du désastre 343
1. Les fleuves 343
a. De nombreux fleuves
b. La sédimentation des fleuves
c. Octobre 2006 : des changements ?

2. Les barrages 347
a. *Cuarto Poder*
b. El Heraldo de Chiapas
c. *La Jornada* et *Crónica de Hoy*
3. La déforestation 351
4. Destruction de l'écosystème 355
a. Changer les cultures : protéger les sols
b. Le réchauffement climatique
Section C - Evidences ou prophéties ? 359
1. Reconstruction écologique 359
a. Les besoins
b. Les Aires Naturelles Protégées (ANP)
c. Octobre 2006 : des avancées dans le programme de planification écologique ?
2. Les conseils en amont 364
3. Les risques 367

CHAPITRE III : Les problèmes de société 370
Section A - L'ouragan de classe 373
1. La pauvreté 373
2. La vulnérabilité 376
a. La colonisation des fleuves
b. Les responsabilités
c. Un an après Stan
3. Où trouver les 8000 pesos ? 381
Section B – Frontière politique ou frontière humaine 383
1. Entre émigration et immigration 383
a. Le statut des sinistrés étrangers dans la reconstruction
b. Les migrations des Chiapanèques
c. La stagnation des migrations des Centre-Américains
2. Le conflit limitrophe 389
3. Entre législation et humanisme : Roméo Klester Escobar 391
Section C- Manifestations et répressions 394
1. Le mécontentement des sinistrés 394
a. *Cuarto Poder* et *La Jornada*
b. *El Heraldo de Chiapas*
2. Manifestations sociales 399
a. Les différents types de résistances

b. Manifestations du 25 octobre 2005
c. Manifestations en 2006
3. La répression 405

CONCLUSION 410
ANNEXE I 420
Carte 1. Division politique et des régions socioéconomiques du Chiapas 421
Carte 2. Les climats du Chiapas 423
Carte 3. L'agriculture et la végétation du Chiapas 424
Résumé de l'ouragan "Stan"- Du 1er au 5 octobre 2005 425
Carte 4. Évolution des précipitations du 1er au 6 octobre 2005 427
Tableau de la moyenne des précipitations mensuelles au Chiapas 431
Carte 5. Aires Naturelles Protégées, Régions Frontière sud, Istmo et Pacifique Sud 432
Carte 6. Les fleuves du Chiapas 433

ANNEXE II 434

Étude des articles d'opinions 2005, Rapport simple unités par Média 435
Étude des articles d'opinions 2005, Rapport simple unités par Dossier 436
Étude des articles d'opinions 2005, Rapport simple unités par Journaliste 437
Étude d'information générale 2005, Rapport simple unité par Période 438
Étude d'information générale 2005, Rapport simple unité par Type de document 439
Étude d'information générale 2006, Rapport simple unités par Média 440
Étude d'information générale 2006, Rapport croisé Dossiers par Média 441
Étude d'information générale 2006, Rapport croisé Média par Dossier décomposé 442

ANNEXE III 446

Tableaux de pourcentage de la couverture médiatique 447
Processus d'accès aux ressources du FONDEN 449
Tableau des salaires minimums au Chiapas (zone C) en vigueur au 1er janvier 2005 453

ANNEXE IV 454

La Une, *La Jornada*, 5 octobre 2005

La Une, *Crónica de Hoy*, 5 octobre 2005

La Une, *Cuarto Poder*, 5 octobre 2005

La Une *El Heraldo de Chiapas*, 5 octobre 2005

La Une, *La Jornada*, 9 octobre 2005

La Une, *La Jornada*, 17 octobre 2005

La Une, *Crónica de Hoy*, 6 octobre 2005

La Une, *Crónica de Hoy*, 13 octobre 2005

La Une, *Crónica de Hoy*, 8 octobre 2005

La Une, *Crónica de Hoy*, 9 octobre 2005

La Une, *Cuarto Poder*, 10 octobre 2005

La Une, *Cuarto Poder,* 11 octobre 2005

« A un año de Stan 90 % en reconstrucción de escuelas »,
El Heraldo de Chiapas, 6 octobre 2006

« A un año de Stan en Chiapas », *El Heraldo de Chiapas*, 4 octobre 2006

« A un año de Stan », *El Heraldo de Chiapas*, 6 octobre 2006

BIOGRAPHIE 470

GLOSSAIRE 474

BIBLIOGRAPHIE 480

TABLE DES MATIERES 509

DOCUMENTS ANNEXES

CD-ROM DES ARTICLES DE PRESSE
DVD DU DOCUMENTAIRE *TIERRA BAJO AGUA*